LA SOCIOLOGIE ET LES NOUVEAUX DEFIS DE LA MODERNISATION

Symposium International

PORTO, 5-8 • MAI • 1987

Sous la direction de:
ANTÓNIO CUSTÓDIO GONÇALVES
ANTÓNIO TEIXEIRA FERNANDES
CHRISTIAN LALIVE d'EPINAY

Comité de Patronage:
FACULDADE DE LETRAS DO PORTO
FUNDAÇÃO ENG.º ANTÓNIO DE ALMEIDA
FUNDAÇÃO CALOUSTE GULBENKIAN
INSTITUTO NACIONAL DE INVESTIGAÇÃO CIENTÍFICA
JUNTA NACIONAL DE INVESTIGAÇÃO CIENTÍFICA E TECNOLÓGICA
GOVERNO CIVIL DO PORTO
CÂMARA MUNICIPAL DO PORTO

Couverture: ANTÓNIO CARDOSO
Copyright: FACULDADE DE LETRAS DO PORTO, 1988

A. CUSTÓDIO GONÇALVES · A. TEIXEIRA FERNANDES
C. LALIVE d'EPINAY
(DIRS.)

LA SOCIOLOGIE ET LES NOUVEAUX DÉFIS DE LA MODERNISATION

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOCIOLOGUES DE LANGUE FRANÇAISE
SECÇÃO DE SOCIOLOGIA DA FACULDADE DE LETRAS DO PORTO



PORTO • 1988

INTRODUCTION

PRÉSENTATION

A. Teixeira Fernandes
(Universidade do Porto)

Dans la sphère des activités promues par le Département de Sociologie de la Faculté des Lettres de l'Université de Porto et dans la seconde année de fonctionnement du Cours de Sociologie, en collaboration avec l' Association Internationale des Sociologues de Langue Française, dont ses principaux membres sont également des membres, (du 5 au 9 Mai de cette année, dans cette Ville) un Symposium a eu lieu, abordant le sujet *La Sociologie et les Nouveaux Défis de la Modernisation.* Nous avons voulu que cette initiative s'intègre aussi dans l'ensemble des réalisations entreprises afin de commémorer les soixante dix-sept ans d'existence de l'Université de Porto et des vingt cinq ans de cette même Faculté. Pendant quatre jours, on a débattu un grand éventail de problèmes, avec la participation de spécialistes nationaux et étrangers, venus de différents pays, dont l'analyse se revêt d'une importance capitale non seulement pour le Pays et pour cette région du Nord, mais aussi pour les autres sociétés du monde moderne. Un tel Symposium a permis d'exposer des expériences en cours, de confronter des projets de recherche, et d'établir des contacts scientifiques d'un intérêt majeur pour le développement de la Sociologie dans notre milieu.

Dans l'énoncé même de la problématique discutée, on s'est, pourtant, trouvé face à quelques difficultés. L'emploi d'expressions, comme développement et modernisation, n'était pas indifférent à notre égard et on s'est rendu compte que le choix n'était pas sans importance du point de vue conceptuel et théorique. La première notion est employée pour désigner le processus de changement structural de la société, avec incidence d'une façon gobale sur les divers domaines, tandis que la seconde s'emploie, plus souvent pour si-

gnifier, avant tout, un ensemble de transformations ayant un caractère scientifique et technique avec de profondes influences sur le style de vie des gens. Le concept de modernisation ne se présente pas toujours, dans le passé, avec une signification dénotative. Malgré cela, les innovations technologiques ont entraîné un nouveau champ sémantique, et elle a finit par être récupérée par l'analyse sociologique au sens ci-dessus indiqué, et c'est pour cela que nous l'avons adoptée.

* * *

Le sujet de la modernisation n'est donc pas choisi ni considéré parce qu'il est une question à la mode. On pourrait dire plutôt qu'il s'agit d'un processus inhérent aux sociétés actuelles, où les altérations en cours atteignent non seulement leur eco-système existentiel, mais elles engendrent encore d'autres formes de savoir et de faire et menacent l'équilibre et la stabilité des groupes et des communautés. Il faudra pourtant se demander en fonction de quoi ou en quelle direction elle est faite. Cette question devient très actuelle, et elle assume son importance juste lorsqu'on entre en situation de crise. En ce moment — comme de nos jours — , le fait de moderniser consiste à gérer la conjoncture, à trouver une solution pour le mutable et à réinventer l'avenir durable. Dire cela, signifie affirmer que l'analyse d'un tel problème passe par l'examen des schèmas traditionnels de conduite, par la confrontation avec les nouveaux défis posés par l'innovation et par la découverte de ce qui est en train d'apparaître. Il n'est pas question de chercher des solutions absolues, mais d'essayer celles qui s'avèrent historiquement plus adéquates. Face à un nouveau champ symbolique, il devient nécessaire d'appréhender le sens de la symbologie de ce domaine.

La modernisation, ainsi comprise, soulève des nouveaux défis à la Sociologie. Si d'autres domaines du savoir développent leur pratique scientifique de façon normale dans une situation de stabilité, la Sociologie tend à être plus sensible à ce qui est nouveau. On comprend donc que l'innovation est un défi permanent pour cette science. L'hypothèse fondamentale dont nous partons consiste dans le fait que les divers pays se trouvent tous face aux mêmes ou à des situations identiques. La différence réside dans le fait qu'ils tendent à résoudre de façon différente les problèmes qui en découlent, en accord avec les recours disponibles, matériels et humains, et leur phase distincte de civilisation.

La tâche principale consiste donc à situer, avant tout, ces questions et à essayer de délimiter leurs contours véritables, en appréhendant la «réalité» en elle-même, cherchant à aller au-delà de son apparence diversifiée. Un tel but se transforme ainsi en un véritable défi pour la Sociologie. Dans cette perspective, la modernisation apparaît comme l'enjeu pas seulement de son objet réel, mais aussi de son corps théorique, en révélant une dimension essentiellement épistémologique. La Sociologie doit trouver une formulation théorique pour ces questions et nous pensons que le Symposium, à travers les débats qu'il a faits, a contribué à ce but, en remettant en question les paradigmes dominants d 'aujourd'hui et en indiquant les nouvelles orientations émergentes. Il ne sera pas nécessaire de montrer l'importance d'un corpus théorique suffisamment compréhensif et explicatif, en accord avec les faits rigoureusement circoncrits, dans la promotion de ce domaine du savoir comme science. Il faut donc faire attention au fait de faire et de refaire de la réalité dans le processus de son élaboration théorique.

* * *

La publication que l'on présente maintenant au public contient les communications qui ont été présentées lors du Symposium, et non leur résultats ou leur conclusions. On y analyse les conséquences des altérations produites dans les domaines de l'éducation et du marché de l'emploi, dans la construction et la reconstruction des espaces rural et urbain, dans la modernisation des divers secteurs induite par les changements technologiques et dans leur impact sur les groupes et les collectivités. La modernisation est donc employée de préférence comme variable indépendante, bien qu'on ait également considéré son rapport de circularité ou de dépendance mutuelle. En se sens, on cherche à rendre intelligible la réalité, en même temps que l'on développe un effort pour trouver l'intelligibilité qui existe immédiatement en elle. Un tel dessein se revêt d'une importance capitale à une époque de relativisation des valeurs et où la conscience sociale elle-même risque de s'émousser. En produisant des connaissances, la Sociologie révèle simultanément le non sens qui, parfois, envahit l'existence humaine dans sa marche vers la modernisation.

Un mot de remerciement à tous ceux qui, par leur travail et par leur collaboration, ont rendu possible cette réalisation. À tous le Comité éxécutif du Symposium manifeste ici sa gratitude. Aux membres de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, nous voulons exprimer l'honneur que leur présence a constitué pour nous et manifester notre jouissance de ces journées de travail. Qu'elles soient le début d'une réfléxion commune et aussi une promesse de rapports scientifiques de plus en plus étroits.

ALLOCUTION DE BIENVENUE

António Custódio Gonçalves
(Universidade do Porto)

Excellences, chers Collègues, Mesdames, Messieurs

Soyez les bienvenus à Porto et à son Université!

Je voudrais, au nom des autorités académiques de la Faculté de Lettres, vous remercier vivement de l'honneur que vous nous faites en répondant aussi nombreux à l'invitation que nous vous avions adressée. Merci d'honorer cette Faculté et tout particulièrement notre jeune Section de Sociologie en tenant dans son cadre le premier Colloque universitaire international qui y est organisé depuis le début de sa création en 1985.

Au nom de tous, aux Collègues de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (A.I.S.L.F.) et aux Collègues de l'Académie portugaise, qu'il me soit d'abord permis d'exprimer la joie particulière que nous éprouvons de nous retrouver ensemble pour analyser le thème «La Sociologie et les Nouveaux Défis de la Modernisation» auxquels nous sommes tous confrontés.

Monsieur le Recteur, représentant de Monsieur le Ministre de l'Education et Culture.

Vous avez bien voulu nous honorer de votre présence à la Séance inaugurale de ce Symposium. Nous vous en remercions. Je vous prie de bien vouloir transmettre à Monsieur le Ministre combien nous lui savons gré de l'intérêt qu'il a toujours manifesté envers la Faculté de Lettres de Porto, notamment à propos de l'institutionalisation de la Section de Sociologie.

Qu'il me soit permis de souligner ici l'un des objectifs poursuivis par vous, Monsieur le Recteur, et par le Ministre de l'Education et Culture, c'est-à-dire que la recherche et l'extension universitaires doivent s'insérer dans le

contexte national et régional, tout en apportant des réponses aux besoins du Pays et de la Région. C'est ainsi que vous avez institutionalisé et dynamisé des projets de recherche et de développement, des actions de formation permanente et de spécialisation.

Notre Université et la Faculté de Lettres ont déjà manifesté l'intérêt qu'elles portaient à ces projets et y sont engagées, dans l'assomption des trois versants de l'activité universitaire — l'enseignement, la recherche et le service à la communauté — pour la promotion de la modernité. Aussi, sans préjuger des résultats auxquels aboutiront les travaux de ce Colloque, puis-je vous assurer que la Faculté de Lettres voit dans notre réunion une occasion de renforcer des initiatives conduisant à l'échange avec l'extérieur.

* * *

La réalisation de ce Symposium a été possible grâce au concours de plusieures institutions. Au nom du Comité Organisateur, je voudrais adresser un salut spécial ainsi que les meilleurs remerciements:

— à Monsieur le Recteur de l'Université de Porto. L'appui que l'Université a donné à la réalisation de ce Symposium constitue pour nous un témoignage des engagements et des dynamismes qu'elle porte aux Facultés. Il y a pour nous une deuxième raison de nous réjouir: Monsieur le Recteur a bien voulu que ce Symposium soit associé aux Commémorations des 75 ans de l'Université de Porto et des 25 ans de la Faculté de Lettres;
— à Monsieur le Gouverneur Civil de Porto, ici représenté par Madame Maria Cândida Antunes Oliveira;
— à la Mairie de Porto, ici représentée par son échevin, Monsieur Jorge Montenegro Chaves;
— à l'Ambassade de France à Lisbonne, ici représentée par Monsieur Denis Coubronne;
— à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Fondation Eng.° António de Almeida, à Porto, Dr. Fernando Aguiar-Branco;
— à Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la Fondation Calouste Gulbenkian, Dr. Azeredo Perdigão qui nous a fait part du regret de pouvoir ne pas être parmi nous pour cette Séance inaugurale et qui nous a transmis les voeux de pleine réussite qu'il forme pour nos travaux;
— à Monsieur le Président de la Comissão de Coordenação da Região Norte, Eng.° Braga da Cruz;
— à l'Instituto Nacional de Investigação Científica;
— à la Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica et à son Président, Prof. Mariano Gago;
— à l'Associação Comercial do Porto;
— à l'Associação Industrial Portuense;
— au Banco Pinto & Sotto Mayor;

— et à mon Collègue, Professeur Teixeira Fernandes, à qui l'on doit la paternité de la Section de Sociologie;
— Et «last but not least...», qu'il me soit permis d'adresser un salut cordial au Professeur Christian Lalive d'Epinay, de l'Université de Genève, Président de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française. Aussi, en sa personne, je voudrais saluer très amicalement mes Collègues de la délégation de l'AISLF qui, dans le carrefour d'idées que constituera cette rencontre, apporteront chacun des témoignages éminents de l'action et de la pensée des universités qu'ils représentent.

L'appui et l'intérêt manifestés par toutes ces institutions révèlent bien que le dialogue Université-Société, ainsi que le dialogue entre les Universités portugaises et les Universités étrangères, est déja une réalité qu'il conviendrait d'approfondir.

Il me semble particulièrement heureux que ce Symposium ait été organisé conjointement par l'AISLF et par la Section de Sociologie de la Faculté de Lettres de Porto. L'idée de ce Symposium date du mois de mai 1985, lors du XIIème Colloque de l'AISLF à Bruxelles.

* * *

Par le caractère convergent de diverses problèmatiques qui seront traitées, ce Symposium à Porto rassemble les contributions des différents spécialistes du savoir universitaire de l'Europe, du Canada et des Etats Unis qui ont en commun une volonté de comprendre et de partager plus forte que les profils scientifiques qui les identifient. Je suis de ceux qui croient profondément que ce qui fait la valeur de l'université, son caractère spècifique, c'est bien qu'elle est, en tant qu'espace de liberté, le lieu de rencontre entre les diverses sciences qui se partagent le savoir humain. Et un témoignage très concret de ce caractère réellement universitaire est dans le fait que, outre des sociologues de toutes les Ecoles de Sociologie du Pays et de la délégation de l'AISLF, des spécialistes appartenant à des Facultés différentes, comme la Faculté des Sciences Appliquées, la Faculté d' Economie, la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, coopèrent pour étudier les problèmes et les défis auxquels nous sommes tous confrontés.

Dans la diversité de ce rassemblement scientifique, des méthodes de travail et des objectifs poursuivis, nous avons l'apport très important de ceux qui interrogent la société et les comportements des acteurs sociaux: des sociologues, des géographes, des urbanistes, des ingénieurs, des psychologues, des démographes, des anthropologues...

Quel que soit le pays auquel nous appartenons, les défis de l'an 2000 nous sont communs et nous ne pouvons les aborder qu'ensemble. Les expériences et les résultats obtenus ailleurs seront, certes, intéressants dans la mesure où ils peuvent nous apporter une meilleure compréhension des questions analysées ou nous suggérer des moyens innovateurs dans la solu-

tion de nos problèmes. Dans cette optique, le choix des thèmes de ce Colloque a été encadré dans la réalité nationale. Il en va de même en ce qui concerne le partage des expériences et le débat de propositions de solution qui retiendront notre attention au cours de ces trois journées.

Des questions, comme l'éducation et le marché de l'emploi, l'innovation technologique, l'espace social rural et urbain, les enjeux des acteurs sociaux devant la modernité, seront objet de traitement aussi approfondi que possible.

* * *

Le thème 1 se veut l'étude des rapports entre l'éducation et les transformations du marché de l'emploi, de la problématique de la communication entre les structures économiques et sociales et l'enseignement et la recherche. L'éducation apparaît de plus en plus avec des caractéristiques de nouveauté en réponse aux impératifs de la main-d'oeuvre qualifiée et requise par le développement des nouvelles technologies.

Le rôle de l'innovation et de la technologie dans la promotion de la modernité et du développement integré, avec toutes les adaptations que requièrent les conditions changeantes — sociales, économiques, culturelles, politiques, internationales — de notre époque, ainsi que l'optimisation des ressources, seront ensuite analysées dans le thème 2.

Un troisième thème propose des refléxions sur les problèmes de l'aménagement de l'espace rural et urbain et nos responsabilités collectives face aux enjeux de l'humanisation de ces espaces.

Enfin, le dernier thème étudie les acteurs collectifs, comme la famille, le pouvoir local, les associations régionales, les partis politiques, ainsi que l'émergence de nouveaux conflits et de nouveaux mouvements sociaux.

Il est légitime, certes, que le savoir moderne produise un savoir-faire, mais il doit aussi apporter le savoir-vivre et le savoir-vivre ensemble.

Je voudrais souligner l'importance de la réalisation de ce Symposium à Porto, qui est justement le pôle dynamisateur de modernisation de toute la Région Nord. Il conviendrait de mettre en relief le fait qu'elle représente une région d'une très grande densité démographique, de forte implantation industrielle et qu'elle est dotée d'une activité commerciale puissante. Dans le processus des rapides transformations en cours dans le Pays et dans la société portugaise, cette Région Nord a bien manifesté, à plusieurs égards, le plus grand dynamisme.

Le Comité Exécutif se plaît à remercier ici, au nom de ses membres et des participants, tous ceux qui, par leur immense bonne volonté, leur somme de dévouement, leur inlassable disponibilité et surtout la qualité exceptionnelle de leur collaboration à tous les niveaux, ont permis la réalisation de ce Symposium.

Merci et bon travail!

MESSAGE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES SOCIOLOGUES DE LANGUE FRANÇAISE

Christian Lalive d'Epinay
(Président de l'A.I.S.L.F., Université de Genève)

Monsieur le Recteur,
Monsieur le Président de la Faculté,
Madame et Monsieur les représentants des Autorités Civiles de Porto,
Excellences,
Chers Collègues,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour nous un très vif plaisir, mais aussi un grand privilège, que d'être ainsi reçus par nos collègues et amis portugais et d'ouvrir aujourd'hui ce symposium de l'AISLF dans le cadre de la Section de Sociologie de l'Université de Porto.

La vocation de notre association ne s'arrête pas aux seuls sociologues francophones; elle consiste aussi — elle consiste fondamentalement — à réunir les spécialistes des sciences sociales de quelque langue de culture et de travail. Ainsi se propose-t-elle d'encourager les échanges, les confrontations, les collaborations entre tous ceux qui ont pour mission le progrès de la connaissance en sciences sociales et pour qui la langue de Rabelais et de Molière est, de fait ou par choix, un instrument essentiel de la pensée et de la communication. Cela dans le cadre de notre mission qui est le progrès de la connaissance, au-delà des frontières nationales ou idéologiques et, faut-il le dire, en rejetant toute idée d'impérialisme culturel.

Je veux pour témoin et garant de cela la présence, au sein de notre délégation, d'un collègue des Etats-Unis, d'un autre de la République fédérale allemande, d'un troisième de Pologne et d'un quatrième d'Italie. J'en veux

pour témoin également notre présence aujourd'hui, répondant à votre invitation, dans la ville de Porto qui à donné son nom à ce magnifique pays, le Portugal, promontoire de l'Europe et trait d'union historique entre notre vieux continent et les terres nouvelles.

* * *

Collègues portugais, vous avez élu pour thème: *Les nouveaux défis de la modernisation.* Pouvait-on faire meilleur choix? Ne s'agit-il pas là d'une interrogation pertinente dans tous le pays d'Europe et d'Amérique? De surcroît, la modernisation ne désigne-t-elle pas une réalité qui connaît des modulations sui generis surprenantes au Portugal?

L'après-guerre, et les trente années — les Trente Glorieuses — qui suivirent sont en Europe une période d'accumulation technologique et de croissance économique sans précédent. Ces changements s'accompagnent d'une révolution des moeurs — des «habitudes du coeur», comme disait Tocqueville — qui lézarde des institutions millénaires comme l'Eglise, affecte les structures de la famille et qui érige l'individu et son bon plaisir en valeur suprême et en norme du bien et du mal. Voilà en deux phrases, quelques traits de cette modernité à l'abril de laquelle, si je ne m'abuse, le Dr. Salazar souhaitait maintenir le Portugal.

Mais dès le milieu des années soixante-dix, la situation s'altère radicalement dans l'univers nord — atlantique. Or c'est à ce moment que le Portugal choisit de rejoindre l'Europe, au cours d'un processus où s'enchevêtrent embuches et paradoxes.

Mesdames et Messieurs, permettez à quelqu'un qui, à l'instar de Candide que Voltaire fit voyager dans votre pays à l'époque du grand Pombal, n'a d'autres compétences que sa naïveté et sa curiosité, d'énoncer ici quelques-uns de ces paradoxes et de ces embuches.

1. Le premier est bien connu. Les militaires du monde entier ne nous ont pas habitués à les voir en restaurateurs des libertés. Or, quelques mois après que des militaires les eurent écrasées au Chili (septembre 1973) dans un bain de sang et de souffrances, d'autres militaires, oeillet au fusil, établirent la démocratie dans ce pays du Portugal qui n'en avait fait qu'exceptionnellement l'expérience historique (avril 1974).

2. Mais nous sommes en 1974. La joie de la liberté retrouvée doit affronter les dures réalités des contraintes économiques. L'Europe déchante, la croissance s'affaise, le spectre du chômage, que l'on croyait exorcisé à jamais, se dresse de nouveau sur nos pays. La modernité portugaise doit ainsi être accouchée dans le lit de la post-modernité européenne.

3. De plus, en ces années, le Portugal renonce à son empire et rappelle les siens. Et voici que ce pays de neuf millions d'habitants voit affluer pas moins de 700.000 rapatriés. Défi fantastique pour le Portugal que les statistiques disent économiquement pauvre, qui en sus perd ses ressources d'outre-mer. Défi lancé en un moment où l'Europe ferme ses portes à l'émi-

gration portugaise, bloquant ainsi cette soupape traditionnelle. Or cet incroyable défi fut tenu. Les rapatriés furent accueillis, nourris, logés; en très peu d'années ils se fondirent dans le pays.

Comment, grâce à quels mécanismes, par quel processus se produisit cette réinsertion unique dans l'histoire de la décolonisation? Voilà ce que jusqu'à ce jour aucun collègue portugais n'a pu m'expliquer. Mais je compte bien trouver ici une réponse! De toute manière, on ne peut qu'être admiratif devant la manière dont le peuple portugais, dans un contexte de marasme économique, de fragilité démocratique et d'instabilité politique, a su assimiler ses expatriés. Permettez-moi de soumettre à votre considération critique une hypothèse: ne serait-ce pas dans *la force et la vitalité du tissu social propre au peuple portugais* qu'il convient de chercher l'explication?

Si tel était bien le cas, voilà qui nous rendrait attentif au traitement scientifique qu'il convient d'accorder à l'héritage du passé et de la tradition, dans la gestion de la modernisation. Pour Engels, la tradition n'était que la *vis inertiae* de l'histoire. Je crois qu'il faut refuser ce dogmatisme pour rechercher dans les structures existantes héritées du passé, les leviers qui s'offrent pour soulever et mettre sur bonne voie les procès de modernisation. Il convient également d'analyser de manière critique ces processus et leurs conséquences dans les pays voisins, afin d'en éviter certains écueils et autres effets pervers.

4. Voici, chers Collègues, pour le Candide que je suis, quelques traits de l'idiosyncrasie portugaise dans le contexte d'une Europe qui a perdu l'euphorie des années soixante, qui est incertitude et questionnement, que le drame frappe parfois, comme à Chernobyl et Schweizerhalle. Tournant le dos à son passé océanique glorieux, riche plus de ses expériences planétaires que de «métaux précieux», le Portugal choisit ce moment-ci pour rejoindre l'Europe et y jeter profondément son ancre. Et je me demande si, ce choix faisant, le Portugal ne parachève pas la grande boucle de son destin historique. La formation historique de cette nation et son indépendance ne sont-elles pas étroitement associée à la première dynastie royale, celle d'Enrique de Bourgogne? Or la Bourgogne, coeur de la Lotharingie, est depuis tout temps le symbole du rêve et du projet européen!

Nous sommes réunis ici pour réfléchir à cette modernité qui, en elle-même, est défi. Défi économique, social, politique, culturel, éthique aussi. Réunis pour échanger nos expériences, enrichir nos connaissances. Peut-être, dans le processus d'échange et d'apprentissage, trouverons-nous les uns et les autres des éléments de contribution à la construction de l'avenir immédiat de notre vieux contient.

* * *

Monsieur le Recteur, chers collègues, Mesdames et Messieurs,

Je tiens à dire ici que cette rencontre doit tout ou presque à l'entreprise et à la tenacité du *Professeur António Custódio Gonçalves.* Il en a eu l'idée,

m'en a parlé lors du colloque mondial de l'AISLF, à Bruxelles en 1985. Il a trouvé l'appui des autorités universitaires et civiles de Porto pour passer de l'idée à l'acte et c'est ainsi que nous nous trouvons réunis ici, aujourd'hui. Bravo, António, et merci!

Notre symposium, m'a-t-on appris, constitue la première rencontre internationale de sociologie qui se tient à *l'Université de Porto.* Il est mis sur pied dans le cadre de la *Section de Sociologie,* créée voici deux ans et coordonnée par le *Professeur A. Teixeira Fernandes.* Si je comprends bien, vous avez choisi de convier l'AISLF à porter ce jeune et vigoureux enfant sur les fonts baptismaux. C'est un grand honneur pour nous, qui établit entre nous une relation profonde et durable.

Puissent ces journées contribuer à renforcer ce jeune et si vivant rameau de notre discipline; puissent-elles aussi permettrent d'oeuvrer à la construction du savoir et d'apporter nos contributions de chercheurs à ce pays qui s'est aujourd'hui résolument extirpé de la nostalgie du passé pour s'atteler à la construction d'une nouvelle page de l'histoire nationale, donc de l'histoire européenne.

Chers Collègues et Amis, bon travail!

EDUCATION ET MARCHE DE L'EMPLOI

LA SOCIALISATION DES TRANSITIONS OU LE PROBLEME SOCIOLOGIQUE LIE A L'ARTICULATION EDUCATION/MARCHE DE L'EMPLOI

Anne VAN HAECHT
Université Libre de Bruxelles

1. Quelques questions de méthode: pour un cadre général d'analyse

Ne pas confondre problème social et problème sociologique. Berger y insiste. Qu'est-ce qu'un problème social? Un phénomène, comme le chômage, la criminalité, la maladie, l'inadaptation au travail, etc... qui suscite des interrogations de la part des pouvoirs publics, des agents du contrôle social, lesquels vont s'adresser aux spécialistes des instituts de recherche en sciences sociales. La demande revêt souvent un caractère officiel et répond à des fins de réformisme qu'on a eu tendance à envisager sous l'angle de la qualité de la vie.

Un problème social ne devient pas n'importe comment un problème sociologique. Comme l'a bien montré P. Berger, un problème sociologique, c'est «la compréhension de ce qui se passe en termes d'interaction sociale. Ce n'est pas tant le fait de savoir pourquoi les choses vont mal du point de vue des autorités et de la gestion de la sphère sociale, mais comment l'ensemble du système fonctionne d'abord, quelles sont ses préssuppositions et par quels moyens l'ensemble se tient»[1].

[1] BERGER, P. L., *Invitation to Sociology,* Penguin Books, London, 1963, 219 pages, pp. 31-32. Pour une extension méthodologique de cette conception voir: JAVEAU, Cl., *Leçons de sociologie,* éd. Klincksieck, Paris, 1986.

Dans le domaine qui nous occupe, celui de la formation, le *problème social* majeur aujourd'hui, tel que le formulent les représentants des pouvoir publics, la presse courante, les représentants des partis et syndicats, etc., est celui de l'inadéquation existant entre les *formations scolaires* et les *positions professionnelles* offertes par le marché de l'emploi. Cette inadéquation apparaît comme une des sources principales du chômage, plus particulièrement du chômage des jeunes dont on attribue assez lapidairement et superficiellement la «faute» à l'école. Alors que, pour ce qui concerne les travailleurs plus âgés, la perte de l'emploi renvoie plutôt à une perte de compétence eu égard à l'evolution technique, renforcée par l'affaiblissement de leur «adaptabilité».

Mais le *problème sociologique,* lequel suppose une mise en rapport à la société globale, ou encore une anthropologisation du questionnement, est celui de la *socialisation des transitions.*

Le procès de socialisation se réalise au fil d'une succession d'intériorisations qui fait de la réalité objective notre réalité subjective. Pour Berger et Luckmann, la socialisation est bien «l'induction compréhensive d'un individu dans le monde objectif de la société ou d'un secteur de celle-ci». A une socialisation primaire qui transforme l'enfant en membre de la société, se surimpose une socialisation secondaire comprenant tous les procès ultérieurs par lesquels un individu déjà socialisé est introduit dans de nouveaux secteurs de la société[2].

Cette succession d'intériorisations s'accomplit sous l'effect d'apprentissages multiples confiés d'abord aux parents et aux membres de l'environnement immédiat, puis à des experts divers, actuellement de plus en plus spécialisés. Car si le modèle traditionnel programme les biographies individuelles selon des clivages simples comme les partitions biologiques homme/femme et jeune/vieux, toutes deux recoupant la partition sociale dominants/dominés, et les organise en étapes rituellement marquées et célébrées, notre modèle post-industriel renvoie à des apprentissages de plus en plus hétérogènes qui ne s'inscrivent plus dans la séquence stabe classique, devenue désuète, enfance — école — travail — retraite.

Le détour anthropologique auquel nous convie G. Balandier[3], est le révélateur puissant d'une «modernité» où les coupures d'âges ne marquent plus des frontières d'espaces sociaux nettement dessinés caractérisés par des agencements «rôles-statuts» homogènes et spécifiques, comme dans les sociétés traditionnelles.

---

[2] BERGER, P. L., LUCKMANN, T., *The Social Construction of Reality,* London, Penguin Press, 1975.

[3] BALANDIER, G., *Le détour,* Ed. Fayard, Paris, 1985, 266 pages.
Voir plus particulièrement pp. 183-185.

Ceci est surtout vrai de la jeunesse, la retraite apparaissant encore, pour beaucoup de personnes âgées, comme un «couperet» déterminant des modifications radicales dans la structuration des modes de vie. Mais l'hypothèse peut être faite que, de ce côté aussi, l'évolution joue en faveur d'une déradicalisatioin de la coupure.

Les repères fixant autrefois les étapes du parcours de la vie individuelle se sont déplacés et tendent à se confondre: sexualité active plus précoce et à moindre risque, allongement de la durée de l'éducation et de l'apprentissage, imprécision grandissante pour situer le moment de la pleine socialisation en raison de l'accélération des changements imposants des adaptations successives, introduction d'une scolarisation partielle au sein des professions via la formation permanente, incertitude croissante pour déterminer la période de vie active en raison des aléas du marché de l'emploi et de l'avancement de l'âge de la retraite, allongement de la période de retraite avec le recul de l'âge de la mort, etc.

La recherche sociologique abonde aujourd'hui d'illustrations soulignant la problématisation des transitions, envisagées tant diachroniquement que synchroniquement, se réalisant entre la sphère familiale, la sphère de l'école, la sphère du travail, la sphère des loisirs organisés, etc. A un type de société où les apprentissages étaient *associés,* ne fût-ce que par l'intermédiaire de rites de passage qui les rendaient consistants les uns par rapport aux autres, a succédé un type de société où les apprentissages sont *dissociées*.

Méthodologiquement, un raisonnement fondé sur l'imputation causale wéberienne montre qu'il n'y aurait vraisemblablement pas problématisation de la socialisation des transitions dans les termes actuels si cette dissociation des apprentissages ne s'était pas produite. Cette *dissociation* peut être mise en relation, si l'on se livre à une tentative de régression historique, avec le processus de rationalisation occidental dont elle est sans doute un produit. A suivre Max Weber, le mouvement de production/reproduction de la société en Occident a engendré et engendre de la rationalisation. Une lecture comparative amène à ce constat. Ce processus de rationalisation a eu parmi ses *attributs principaux* le *développement et la différenciation* des sciences et des techniques et s'est accompagné d'individualisation. La *dissociation des apprentissages* est allée de pair avec la spécialisation des activités sociales et leur compartimentation et s'est affirmée en raison même de la disjonction des sphères dont parle D. Bell[4], et des contradictions culturelles qui sont une manifestation de cette tension entre trois ordres — technicoéconomique, politique et

[4] BELL, D., *Les contradictions culturelles du capitalisme,* P.U.F., Paris, 1979, 292 pages.

culturel — , dominés chacun par des principes irréductibles l'un à l'autre, rationalité fonctionnelle, égalité et hédonisme. Au coeur de la transition «éducation/marché de l'emploi» qui nous retient ici, l'incompatibilité, voire l'antagonisme, de valeurs s'est amplifié entre un univers scolaire s'ouvrant — ne fût-ce que formellement — de plus en plus, sauf dans ses bastions les plus sélectifs, à une délégitimation de la tradition et des hiérarchies ainsi que de l'ethos méritocratique, et un univers du travail dominé par la rationalité technique, la seule fraction du champ symbolique qui reste congruente avec la sphère de la productivité.

Dans la transition école-emploi, le seul passage où la viscosité est faible est le passage par la compétence technique acquise à un haut niveau, laquelle assure un minimum de pré-identité professionnelle et s'autolégitime dans la performativité. Pour ceux qui ne la détiennent pas ou faiblement, la compétence sociale générale assurée par la famille — dépossédée dans la majorité des cas, depuis belle lurette, de la mission d'acculturation professionnelle — , par les médias — traversés prioritairement par des finalités ludiques — , et encore par l'école — soucieuse d'accomplissement individuel avant que d'intégration dans le monde professionnel — est plus ou moins discréditée. *Je pense que l'on peut voir dans cette problématisation de la compétence sociale des jeunes un des effets les plus significatifs du phénomène de dissociation des apprentissages.* Je ferais l'hypothèse qu'une telle problématisation prend son sens à partir des éléments de culture permettant la structuration des relations sociales dans la mesure où son origine se situe vraisemblablement moins dans un réel affaiblissement des habiletés techniques, que dans la précarisation des valeurs sources de consensus.

J'étayerai cette hypothèse sur la base d'une recherche que j'ai menée récemment sur le thème des formations organisées par les grosses entreprises industrielles en Belgique, plus spécialement dans les secteurs des industries chimiques et des fabrications métalliques. Ce faisant, je synthétiserai les principales attributions de sens qui, lorsqu'on écoute les responsables patronaux et les formateurs, se dégagent de ces formations, plus particulièrement de celles destinées aux agents d'encadrement subalterne et moyen.

En effet, l'*évolution de la figure du contremaître* me semble être très significative pour illustrer tout à la fois les transformations ayant affecté les rapports existant entre le monde scolaire et le monde industriel d'une part, et quelques difficultés d'ordre extra-économique pesant sur la transition professionnelle, d'autre part.

2. Une illustration de la problématisation de la socialisation des transitions professionnelles: l'évolution de la figure du contremaître et les formations qui y répondent

a. *Du côté des représentants patronaux (chefs du personnel, représentants des fédérations patronales)*

Quelles sont les attributions de sens données aujourd'hui aux formations à l'encadrement, destinés aux contremaîtres dans les grandes entreprises industrielles belges (plus particulièrement les entreprises du secteur des fabrications métalliques et du secteur des industries chimiques)?[5].

Pour ceux qui ont la charge de l'organisation de ces formations (responsables des services du personnel, de la «gestion des ressources humaines», etc.), elles s'imposent, au moins en partie, en raison de l'évolution du profil des jeunes ouvriers recrutés. Aux yeux des «formateurs», il s'agit plus particulièrement de répondre:

* à une nécessité liée à l'évolution socio-culturelle générale qui a discrédité le style de commandement autoritaire et valorisé le style de commandement participatif;
* à l'intérêt pour l'entreprise de faire évoluer les fonctions d'encadrement à la mesure des progrès rendus scientifiquement possibles, dans le sens d'une maximalisation des capacités de coordination des messages et de valorisation de l'information.

Dès lors, les programmes de formations sont moins conçus par rapport à des matières à apprendre que par rapport à des attitudes à acquérir. Dans certains cas, il s'agit de faire accomplir aux agents concernés une sorte de «révolution copernicienne», les conduisant à voir l'entreprise «du dessus» et non plus «du dessous».

Pour les contremaîtres, plus spécialement, il s'agit de les familiariser avec la complexité et, ce faisant, de les faire passer d'une logique de l'ordre — «si cela ne va pas, c'est à cause de ...'fainéants', 'incapables'» — à une logique de l'ambiguïté où il faut profiter de tout espace de liberté pour accroître — ou retrouver — son pouvoir.

Aux yeux des formateurs, les agents d'encadrement subalterne et moyen — les contremaîtres surtout — éprouvent un sentiment de

---

[5] Je m'appuye sur les résultats d'une recherche menée dans ces deux secteurs en 1986. Voir notamment:
VAN HAECHT, A., *Les initiatives de formation dans le secteur des industries chimiques,* Bruxelles, Institut de Sociologie, 1986, 28 pages. J'ai présenté ces mêmes résultats de recherche dans une communication intitulée «De l'école à l'entreprise: problématisation du procès de socialisation», à paraître dans les *Actes* du colloque organisé par l'A.I.S.L.F. et l'A.S.B.L.F., à Bruxelles, en octobre 1986, sur le thème «Socialisations scolaires — socialisations professionnelles». De larges extraits de cette intervention sont repris ici.

perte de légitimité qui s'exprime sous la forme d'une conscience de dévalorisation du statut (au point de vue du pouvoir qui y est lié, du salaire qui est perçu) et, selon l'entreprise concernée, d'une éventuelle nostalgie alimentée par une sorte de mémoire collective ouvrière. Plus concrètement, cette perte de légitimité se traduit en un «avant» et un «maintenant» connotés comme suit.

Avant

Le contremaître recrutait les futurs «promus»; il avait des compétences globales dans la production; il était nommé assez tardivement sur base d'une compétence technique forte, à une époque où l'autorité allait de soi.

Aujourd'hui

Alors même qu'une complexification intellectuelle des responsabilités s'est produite — nécessité de maîtriser certaines techniques informatiques, un certain lexique anglais — et qu'une bureaucratisation de la tâche s'est accomplie, des problèmes de discipline se manifestent avec l'apparition d'un nouveau type de jeunes travailleurs. Voilà qui fait naître parfois un sentiment d'impuissance insupportable, à fortiori dans les milieux où règnent des qualités «viriles». Ces problèmes surgissent en matière de respect de l'horaire de travail, ou éclatent à l'occasion de certains comportements jugés provocateurs, la lecture ostensible de magazines «pour hommes» pendant les heures de travail, par ex.

Le pouvoir du contremaître a été menacé de longue date en Belgique par celui du délégué syndical, mais ce pouvoir a surtout, depuis vingt ans, souffert de la multiplication des niveaux de responsabilité dans les entreprises industrielles: actuellement, les ingénieurs «descendent» jusqu'à très bas dans l'organigramme de celles-ci. Le supérieur immédiat n'est donc plus comme dans le passé un ancien camarade.

Les agents d'encadrement subalterne et moyen acceptent donc de manière plus ou moins favorable l'impératif de formation continue. Et de la rencontre avec les experts en formation est né ce que sociologiquement on pourrait appeler un *effet de champ*[6]. En l'occurrence, l'espace socialement valorisé qu'est un certain type de formation — plutôt psycho-sociale, c'est-à-dire braquée sur les capacités relationnelles et la gestion, que technique au sens professionnel —, a vu sa justification renforcée dans la confrontation des grandes entreprises avec des modes de production et d'occupation du marché nouveau,

[6] Voir REMY, J., VOYE, L., *Produire ou reproduire,* Ed. Vie Ouvrière, Bruxelles, 1978.

imposant l'adaptation des personnels à ces évolutions. Certains diplômés universitaires — psychologues, psycho-sociologues ou psycho-pédagogues, ou encore ingénieurs initiés aux pratiques «psy» — ont été les experts tout désignés pour assumer cette mission de formation. Néanmoins, les choses ayant changé depuis les années soixante, il ne s'agit plus tant d'enseignants et chercheurs travaillant à l'Université que de praticiens indépendants ou regroupés dans des organismes privés, voire des professionnels salariés, rétribués par l'entreprise elle-même pour contrôler et organiser cette mission. En effet, si les entreprises ont manifesté une méfiance à l'égard de certaines interventions psycho-sociologiques conduites en leur sein par des spécialistes extérieurs, elles ont assimilé — au moins pour celles qui en ont les moyens — l'existence d'un service de formation englobé dans le service du personnel à un label de qualité et de prestige. Profitant donc d'un créneau en pleine expansion, certains spécialistes ont développé leur propre espace de compétence, en alliant deux attitudes:

1°) le souci de maintenir la cohérence du système qu'est l'entreprise — ils sont rémunérés dans ce but;
2°) le souci de garantir l'autonomie de leur propre champ:
— ils créent leurs propres instruments de légitimation, au premier rang desquels figurent des associations professionnelles,
— ils conservent une distance à l'égard de l'Université.

Leur autonomie relative à l'égard de l'Université se manifeste dans le choix des titulaires invités à faire des exposés, à participer aux stages et sessions: il faut, disent-ils, faire appel à des praticiens qui sont placés quotidiennement devant les problèmes dont ils traitent, des gens travaillant vraiment en entreprise, et non à des chercheurs universitaires murés dans l'abstraction.

Dans de nombreux cas, la participation à un stage destiné aux agents d'encadrement subalterne et moyen apparaît comme un moment dans un procès de mobilité ascendante. On s'adresse souvent à des «formativores», des individus dont beaucoup ont déjà suivi des enseignements eclectiques en cours du soir. A la recherche de marques distinctives, il leur arrive d'exposer leurs nouveaux diplômes et de créer des amicales d'«anciens».

Si la perte de légitimité peut être compensée en partie par ces formations, reste que, pour les agents concernés, il existe une discordance entre le nouveau rôle qu'on leur propose — à la fois d'animateur et de gestionnaire et non plus de chef disciplinaire — , et les moyens réels qui leur sont donnés pour exercer ce nouveau rôle dans leur entreprise. Dès lors apparaissent discours de ressentiment, mise en accusation des supérieurs et comportements de retrait.

3. Conclusions

Actuellement, les grandes entreprises organisent de plus en plus souvent des formations dont l'assise se situe hors du champ scolaire au sens traditionnel.

Récemment, N. de Maupeou-Abboud proposait une typologie «qualitative» distinguant trois formules possibles:

1°) pratiques de formation pleinement subordonnées aux impératifs énoncés par la hiérarchie technique

2°) décisions de formation destinée à la demande de la hiérarchie technique à résoudre les «problèmes du personnel» (par une prise en compte du «facteur humain») et

3°) plans de formation établis d'après une gestion prévisionnelle des ressources humaines, réalisée par la direction générale[7].

Sans nul doute, il faut inscrire semblables initiatives dans un contexte profondément évolutif en ce qui concerne les savoirs et compétences professionnels. J. — M. Berthelot a traité déjà du passage d'une logique analytique à une logique situationnelle, à la faveur duquel à la qualification comme unité d'actes technologiquement intégrés tendrait à s'opposer «un savoir diffus, une polyvalence à intégrer des éléments de savoir divers et hétérogènes pour les transformer en une capacité opératoire unifiée»[8]. Un tel glissement suppose des stratégies débordant largement le simple calcul gestionnaire.

Par ailleurs, il faut interpréter la multiplication des efforts fournis dans le but d'améliorer la qualité des relations se nouant entre les divers échelons de la hiérarchie des entreprises. L'intensification présente de tels efforts nécessite elle aussi plus qu'une explication strictement utilitaire.

De plus en plus de sociologues insistent aujourd'hui sur l'apparition/transformation d'experts comme des «agents d'insertion» en vue de l'organisation de la transition professionnelle[8]. On insiste donc sur le fait que l'acquisition d'une certaine «culture» (professionnelle ou de métier) exige un processus de socialisation de longue durée et, ce faisant, on avoue implicitement que le passage de l'univers scolaire à l'univers professionnel s'est complexifié.

L'étude de terrain montre bien que, au moins en partie, certaines formations (de type psychosocial plus que de type technique) tentent d'amenuiser les difficultés posées à l'encadrement par un nouveau

---

[7] BERTHELOT, J. — M., «Compétences et savoirs: l'intérêt des études sur l'agriculture», *in Formation, Emploi,* La Documentation française, Paris, n.° 12, octobre-décembre 1985, pp. 4-7.

[8] ROSE, J., «Pour une analyse de la transition professionnelle», *in L'emploi, enjeux économiques et sociaux,* Colloque de Dourdan, Maspero, Paris, 1982, 446 p., pp. 212-229.

public de jeunes travailleurs chez lesquels on dénonce moins des manques de savoir-faire, que des manques dans l'*acquis de socialisation,* désigné comme capacité à manifester des «aptitudes sociales», ce que je préférerais appeler *compétence sociale.* Semblable compétence s'exerce au fil des socialisations diverses qui ont agi sur l'individu et qui l'on fait accéder à une maîtrise plus ou moins assurée des multiples rhétoriques sociales permettant de bien définir les situations et d'adapter son comportement en conséquence. E. Goffman a montré comment, grâce à des stratégies de maîtrise des impressions d'autrui, les acteurs sociaux s'accordent implicitement sur des rituels d'évitement et de mise à distance, et encore donc à quel point la vie quotidienne est codifiée[9]. La codification en question s'exprime dans l'hexis corporelle, c'est-à-dire la manière physique de se présenter et de «se tenir», dans la parlure adoptée, dans l'engagement plus ou moins personnalisé dans l'interaction, et varie en fonction des situations sociales possibles. On pourrait dès lors définir la compétence sociale d'un acteur comme sa capacité à ajuster son attitude, ses réactions vis-à-vis de tiers selon les bonnes règles du jeu, en s'appuyant sur les divers stocks de connaissance qu'il s'est construit depuis sa prime enfance.

Or, si tous les groupes sociaux ne s'entendent pas sur les mêmes règles d'existence et sur les mêmes rituels sociaux, il en va de manière similaire pour les multiples milieux de vie auxquels sont confrontés les individus.

Le phénomène de l'autorité a profondemént évolué: de façon diffuse dans la société globale, de façon très significative à l'intérieur de la famille et au sein de l'école. Ces deux institutions, la famille et l'école, ont été peut-être celles qui ont été le plus gagnées par la psychologisation culturelle, si caractéristique des années soixante-dix et qui ont le plus souscrit aux impératifs de socialisation «douce». Il s'agit d'un modèle «classes moyennes et supérieures» qui s'est étendu vers les milieux sociaux moins favorisés. Reste que l'entreprise, pour sa part, est restée en retrait à cet égard, et a continué à s'orienter davantage en fonction de critères comme la productivité et l'efficacité.

Si les formations à caractère psychosocial ne sont pas comme telles spécifiques aux entreprises industrielles, loin de là, elles sont destinées, au moins partiellement, lorsqu'elles y trouvent place, à faciliter la rencontre entre un personnel d'encadrement — parfois sous-scolarisé par rapport aux normes actuelles ou sélectionné plus précocement qu'autrefois — et des jeunes ouvriers dont les caractéristi-

[9] Pour une synthèse de la théorie goffmanienne, voir:
JAVEAU, Cl., *Leçons de sociologie, op. cit.*

ques sociologiques sont à mettre en relation avec des processus de socialisation d'un genre «non autoritaire». Cette confrontation est loin de se réaliser sans heurts portant sur la définition même de la discipline professionnelle. Et au-delà même des conflits, la demande d'information des jeunes en question — liée à un mode de scolarisation «rénové» un peu partout en Europe dans les années 60 — ne se satisfait plus sans une préparation minimale de leurs supérieurs afin d'accroître leurs capacités à y répondre. Les experts qui animent les formations en question proposent évidemment moins dans le cadre industriel une expression hédoniste des «vécus» qu'ils ne participent à une rationalisation des insertions individuelles dans l'entreprise. En ce sens, ils contribuent effectivement à un mode de gestion des personnels (à l'aide entre autres techniques de l'analyse transactionnelle pour les échelons inférieurs ou de la programmation neurolinguistique pour les échelons supérieurs). Ils contribuent à redonner une légitimité à une autorité intermédiaire qui ne peut plus être répressive et qui s'affirme en recourant à des méthodes douces, rationalisées et, dès lors, plus efficaces. La compétence sociale dont il est abondamment fait état par les responsables d'entreprises tient bien à l'ensemble des facultés relationnelles, liées elles-mêmes à des rapports d'autorité qui se sont précarisés au cours des vingt dernières années.

SCOLARISATION, RAPPORT AU TRAVAIL ET TRANSFORMATION DES PRATIQUES SOCIALES

José Madureira Pinto
(Université de Porto)

I

Il ne faut pas reculer jusqu'à Marx ni être un défenseur intransigeant de la détermination en dernière instance par l'économique pour qu'on trouve des arguments en faveur de la thèse selon laquelle la construction des identités sociales traverse, quoique selon des modalités variables, la sphère du travail.

Plus près de nous, ne cèssent pas de se multiplier, dans les domaines de la sociologie et de la psychossociologie du travail et des organisations, des évidences bien fondées sur les articulations sociales entre technologies de la production, types de division technique et d'organisation du travail, d'un côté, et formes de conscience, vécus, atittudes et aspirations des travailleurs (où se rassemblent des éléments et opérateurs identitaires multiples), de l'autre côté.

Les prosélytes les plus acharnés de la phénoménologie et de l'interactionnisme symbolique — soigneusement éloignés du marxisme et des courants dominants des sciences du travail (donc, insuspects de capitulation face aux modèles matérialistes, voire objectivistes, d'analyse sociale) — partagent exactement la même conviction: ainsi, on ne doit pas s'étonner qu'un Everett Hughes, par exemple, étant sensible à l'effet socialisateur spécifiquement imputable à l'intéraction des agents au sein des processus productifs et occupationnels, n'hésite pas à garantir que c'est à l'intérieur et au travers du monde du travail que les processus d'auto-identification se forment et s'affirment; de même qu'on ne doit pas être surpris que, en explorant

plutôt d'autres terrains, un Howard Becker suggère ouvertement, à son tour, que le processus de socialisation, traversant la vie adulte toute entière, trouve dans les lieux institutionnels de travail quelques-uns de ses moments les plus forts.

Dans la même perspective, il est aussi bien impréssionant que ce soient les défenseurs les plus convaincus des théories de la stratification sociale qui, au moment de proposer l'operationnalisation de leurs hypothèses sur les hiérarchies de status selon le prestige, invoquent l'indicateur situation dans la profession comme critère plausible de différenciation sociale et comme principe d'explication des comportements.

Après Popper et Lakatos, ni même une telle unanimité transparadigmatique ne permet d'avancer des certitudes absolues quant à la proéminence du travail dans la construction des identités sociales. Disons simplement que nous sommes devant une conjecture avec un haut degré de corroboration et pouvoir heuristique indiscutable — ce qui est suffisant pour qu'on continue à l'assumer et à l'exploiter avec volonté de rectification.

Pour qu'on puisse déterminer la vraie portée des relations de travail et du rapport au travail sur le plan de la construction des identités sociales, il convient pourtant de contourner deux obstacles partiellement symétriques.

Le premier de ces obstacles consiste à admettre l'imprégnation automatique de toute l'existence sociale par les conditionnements professionnels, sains faire aucun éffort de problématisation et d'évaluation de l'éfficacité sociale relative et, en particulier, de l'effet socialisateur spécifique des situations de travail. Lorsqu'on utilise, dans l'analyse des pratiques sociales, l'indicateur profession comme variable indépendante unique, sans chercher à savoir ce qui dans ces pratiques est assignable à des propriétés incorporées dans les agents directement au travers du travail et ce qui se doit plutôt à des propriétés incorporées au sein d'autres champs ou secteurs de l'espace social (en subsumant donc dans un seul indicateur des déterminations structuralement distinctes) — quand on fait cela, ce qu'on finit par élider c'est justement le type de réflexion pertinente à ce propos.

Le deuxième obstacle, variante de l'effet d'atomisation/fragmentation des objects de recherche dominant la perception courante et les routines empiristes de la sociologie, consiste à son tour à ériger en niveau autonome et suffisant de l'analyse sociologique les situations et cadres sociaux propres aux lieux de travail-forme particulière de l'ordre de l'interaction, comme dirait Goffman.

Certes, un minimum de sensibilité aux dimensions économiques du social contraindra dans ce domaine le plus intrépide des libéraux à essayer de contextualiser les unités apparentes de l'interaction en

termes sectoriels, intersectoriels, voire internationales. Il faut, pourtant, aller beaucoup plus loin dans cette voie, en essayant de comprendre que, ici comme ailleurs, les acteurs-en-situation ne cessent jamais de transporter dans les circonstances les plus infimes de l'action et de l'interaction des propriétés et des positions structurales, imposées et acquises donc indépendamment de cette interaction-là.

Cette propension à isoler au niveau de la connaissance les situations et les organisations sociales liées au travail s'est accrue dernièrement à cause de plusieurs raisons sociales et théoriques.

On peut dire, en effet, que, dans un contexte d'emploi rationné et menacé d'une façon persistante (lui-même determiné par une crise économique prolongée, par une mutation notoire dans le rapport salarial dominant et par une vague d'innovations technologiques sans parallèle), des facteurs de dépendance (inextricablement économique et affective) des travailleurs face aux postes et lieux de travail se sont multipliés. De là à la revalorisation euphémique du rôle social de l'entreprise, imaginairement dotée d'une culture propre assez sécurisante, il n'y a que le pas idéologique qu'il faut faire tant de fois pour que la nécessité devienne vertu.

Il est arrivé aussi que, à la suite d'une réévaluation économique et politique-syndicale de la nature et des effets de la rationalisation/ /taylorisation des processus de travail, une attention nouvelle est accordée, en d'importants secteurs d'analyse sociologique, au point de vue des travailleurs par rapport aux contraintes techno-organisationnelles de la production. C'était possible, dorénavant, détacher d'intéressants processus d'intélligibilité et d'appropriation symbolique de l'espace physique, des objets, normes de production, réglements disciplinaires ou modèles d'interaction des univers de travail — ce que ne pouvait ne pas devenir une contribution valide pour dépasser les bévues et bavures les plus persistantes du positivisme dans ce domaine.

Mais, comm'il arrive toutes les fois que les sociologues, après avoir découvert la dimension subjective des pratiques sociales, permettent qu'elle les fascine, dans ce cas aussi la découverte de la capacité de recréation symbolique des contraintes du travail n'a pas toujours empéché que l'éfficacité et les fonctions d'autres composantes des rapports de production soient bannies de l'analyse. D'une conception où le lieu de travail est envisagé comme instance par excellence de représsion, d'aliénation et d'anéantissement culturel, on aura passé avec trop d'imprudence à une autre qu'y voit un espace absolutisé d'autonomie, de créativité individuelle, de jeu et d'émancipation civique pleine. Par un étrange coup de main théorique, la performativité des symboles et des savoirs paraissait s'imposer absolument au verdict des choses et on a presque assisté à la submersion

magique des modes d'appropriation économique et politique des moyens de production par l'appropriation symbolique du travail.

Soyons clairs. Ni même un usage exceptionnellement permissif de la clause ceteris paribus ne doit autoriser que l'analyse des cultures originaires du travail et de la construction des identités sociales dans et par le travail se centre exclusivement sur leurs composantes sémiotiques, surtout quand on les confine à l'espace de l'entreprise. Renaud Sainsaulieu, qui à mené loin la réflexion sur cette question, nous le rappelle bien quand, dans une formule assez synthétique, il affirme que l'identité au travail est «la résultante d'un processus d'apprentissage culturel en rapport intime avec la pratique du pouvoir dans l'exercice quotidien du travail en organisation»; ou, plus clairement encore, quand, en rendant compte de vieux et de nouveaux axes de différenciation culturelle et de génèse des identités au travail, il dépasse la sphère spécifique de la création, circulation et reception de sens et des formes culturelles pour s'attacher aux structures, systèmes de légitimation et pratiques de pouvoir dans les organisations et, à un autre niveau, aux caractéristiques techno-matérielles de la production , y compris l'ensemble hiérarchisé des savoirs et dispositions auquels elles appelent.

Les exigences de contextualisation qu'on a déjà invoquées nous empêchent de séparer le phénomene de la construction des identités sociales au niveau du travail du faisceau de trajectoires sociales qu'y débouchent. Parce qu'il y a, nécessairement associés à celles-ci, des processus d'apprentissage et des projets sociaux structurellement differenciés, alors cette construction-là s'exerce toujours sur des identités provisoirement definies et multiples, ne conduisant pas donc à des résultats univoques, ni du point de vue des opérateurs d'identisation ni de celui des operateurs d'identification (au sens de Pierre Tap).

Et s'il est vrai que, comme suggère cet auteur, il n'y a pas d'identité qui ne soit paradoxale, cela se doit en grande partie au fait qu'elle soit le résultat mutable, contradictoire et en quelque sorte conjoncturel d'articulations entre des processus de construction de l'identité successifs, parfois superposés (c'est ce qui arrive en situations de double appartenance de classe et d'inconsistance de status) et forcément interdependants.

Il ne vaudrait peut être pas la peine de rappeler des auteurs, nombreux et munis de formations théoriques et disciplinaires diversifiées, qui, en pensant à l'effet socialisateur très puissant associé à la discipline de l'usine et des lieux de travail, ont montré comment ceux-ci deviennent l'un des fondements les plus importants de l'ordre social global. Avec la minutie que seule la recherche sur le terrain permet d'atteindre, un Michael Burawoy, par exemple, a su objectiver

quelques mécanismes symboliques au travers desquels les routines de la production s'articulent à des formes de compétitivité ludique («making out») pour générer des consensus tacites — avec d'importantes implications en termes de reproduction économique, politique et idéologique de la société globale. Et c'était lui aussi qui, avec les concepts polémiques de «production politics» et «factory regimes», nous a révélé plus récemment l'action des differents types d'appareils politique-institutionnels sur le quotidien du travail, tout en insistant sur l'éfficacité proprement politique de l'organisation du procès de production.

Eh bien: ne voulant pas du tout discuter l'importance de ces contributions (elles nous révèlent en effet une partie insoupçonnable des déterminations structurelles des situations de travail), ce qu'il nous faut souligner maintenant c'est que aucune des contraintes et mécanismes signalés ne s'impose pas indépendamment des systèmes de trajectoires sociales, habitus et projets représentés dans l'espace social sui generis du travail. Au travers précisément du rapport au travail, de tels processus de «mise en place» sociale déterminent des capacités différentes d'adaptation aux postes, des propensions inégales au recyclage et reconversion professionnels, à la syndicalisation, à la protestation, à la grève, formes diverses d'insertion aux réseaux d'interaction et de sociabilité dans les lieux de travail, de distanciation face à l'organisation formelle, etc.

Je vous propose deux remarques aditionnelles, avant de terminer la 1ère Partie de mon exposé.

Première remarque: l'accès à chaque place du procès productif n'est pas compatible avec tout type de trajectoires sociales. Il y a des raisons objectives bien connues pour cela: en fait, soit le volume d'emplois disponibles et sa distribution dans l'espace, soit les exigences en matière de qualifications certifiées, objectivées ou instituées, soit encore les politiques patronales de recrutement de main d'oeuvre empêchent beaucoup de ces accès et, bien sûr, la possibilité de libre choix en matière de postes de travail.

Tout cela est connu et évident. Moins évidente, et moins étudiée aussi, est la composante subjective de ce processus d'exclusion des agents par rapport à certains postes de travail et aux places sociales correspondantes; or, le fait est que, associé à la trajectoire, il y a un processus d'intériorisation de ce qui est possible ou impossible d'atteindre en termes professionnels, il y a une sorte de construction des destins professionnels plausibles (éventuellement vécus en tant que vocation), laquelle, n'excluant pas de façon absolue un espace d'évaluation stratégique, renforce la probabilité effective d'un faisceau limité de trajects. En d'autres mots, que les théoriciens du dualisme du marché de l'emploi ont insinué depuis longtemps, les niveaux d'aspi-

rations professionnelles inculquées par les systèmes d'apprentissage sociale conjointement avec un ensemble de dispositions et de savoirs sont une composante réelle du fonctionnement du marché de l'emploi.

Deuxième remarque: il y a des degrés très variés de congruence socio-sémiotique entre les habitus associés aux différentes trajectoires et situations sociales et les cadres d'interaction et de socialisation spécifiques des lieux de travail. Et s'il est vrai que, en des cas extrêmes d'homologie structurale, ceux-ci renforcent ceux-là d'une façon quasi-harmonique, c'est-à-dire sans des ruptures significatives dans le processus de construction des identités sociales, il y aura beaucoup d'autres situations ou, par contre, les décalages entre les régimes disciplinaires des lieux de travail et les opérateurs déjà formés de l'habitus conduisent à des pratiques inconformes et inconformées, à des équivoques et à des failles, à des angoisses pas entièrement assumées, à des refus et démissions plus ou moins inconséquentes et aussi à des astuces, des ruses et petites révoltes contre l'institué, à des formes de détournement, de divagation et dissidence. Pierre Bourdieu nous en parle en termes d'histeresis de l'habitus et d'effet D. Quixote, mais, pour paraphraser les théoriciens de la stratification, je dirait qu'il s'agit ici d'une espèce d'inconsistance de cursus.

II

J'ouvre la deuxième partie de ma communication, en vous rappelant qu'une part des questions énoncées juste avant ont été pensées dans le cadre d'analyse des rapports qui s'établissent entre le procès de division du travail et de différenciation objective des qualifications, d'un côté, et le processus de formation (surtout scolaire) des agents sociaux, de l'autre côté.

Perspective pertinente, sans doute; et qui me permet de rappeler qu'on peut isoler dans les sociétés contemporaines certains enclaves sociaux (liés surtout à l'agriculture paysanne, à l'industrie artisanale et au petit commerce) où la coïncidence au sein du groupe domestique des fonctions de production, consommation et résidence garantit toujours l'harmonisation presque absolue entre les compétences éxigées par le travail et les savoirs transmis au travers des processus éducatifs y dominants (qui, dans ce cas, sont de type familial et se fondent dans l'apprentissage par l'expérience et l'imitation). Par ailleurs, en des secteurs où la division technique du travail n'ait pas atteint des niveaux de compléxité très elevés et où les politiques de main d'oeuvre aient privilegié la stabilisation de celle-ci par l'organisation du marché interne du travail, une harmonisation semblable peut être obtenue de façon ponctuelle dès qu'on ait adopté efficace-

ment des systèmes plus ou moins formels et hiérarchisés de transmission de dispositions/qualifications à partir de l'expérience même dans les lieux de travail (apprentissage du métier; formation sur le tas).

Mais, dans nos sociétés, l'appareil de formation professionnelle et civique le plus marquant est, sans doute, l'École, avec la vocation virtuelle de distribuer des savoirs certifiés à l'ensemble d'une population.

Ce seront peu nombreux ceux qui nieront l'existence d'un minimum d'articulation fonctionnelle entre l'organisation économique-sociale de la production et l'École, et ce sont de plus en plus nombreaux ceux qui assignent au système formel d'enseignement, outre ses fonctions plus évidentes de reproduction technique (préparation de force de travail différentiellement qualifiée), des fonctions de reproduction idéologique et de confirmation des hiérarchies sociales pour lesquelles on n'entrevoit pas d'équivalent fonctionnel adéquat.

On est loin, dans une telle formulation, du modèle canonique de la sociologie fonctionnaliste. De fait, au lieu d'être assumé, comme dans celui-ci, que l'école satisfait des nécessités ou pré-requis fonctionnels de *la* societé (préparation technique et formation morale adéquate à l'accomplissement d'un ensemble donné de rôles sociaux), on affirme dans les théories de la reproduction que la «fonctionnalité» de l'école se conjugue toujours dans les societés existantes avec le système de différences structurales de classe, étant donc, comme toute autre, une fonctionnalité différentielle et differenciée, restreinte et restrictive.

Mais l'avancement de la sociologie de l'éducation exige que, au delà de la démarcation théorique signalée, on progresse dans le sens de l'identification de contradictions sociales notables associées au développement des soi-disantes fonctions de reproduction du système d'enseignement.

Ainsi, et ne retenant que la fonction de reproduction technique, la recherche sur des situations concrètes ne cesse de révéler l'existence de tensions et de décalages entre les modes de transformation de la structure de postes de travail et qualifications adjacentes (commandés en dernière analyse par les détenteurs de la direction et du contrôle des processus productifs) et la logique de fonctionnement, partiellement autonomisée, de l'appareil scolaire institué. En se manifestant, entre autres choses, par le décalage persistant entre la demande de compétences génerée par le système de production et l'ensemble de savoirs inculqués dans et offerts par le système de production de producteurs, une telle contradiction ne peut ne pas se répercuter, au sein des situations et lieux de travail, sous forme d'inadaptations et de plusieurs inéfficiences économiques. Si, malgré tout,

celles-ci ne correspondent pas à des coûts proportionnels à l'amplitude apparente du décalage, cela se doit au fait que, parallèlement à l'inculcation de savoirs éventuellement non-productifs, l'école inculque aussi un ensemble de dispositions aptes à raccourcir extraordinairement le temps d'apprentissage des qualifications pratiques directement requises par le poste de travail. D'autre part, si les employeurs de main d'oeuvre scolarisée ne parviennent pas, sous prétexte de «mauvaise qualité» des biens offerts, à baisser leur prix au dessous d'un certain limite, c'est parce que l'école, appareil de formation, est aussi instance de certification de savoirs, c'est-à-dire, de distribution de titres que les secteurs les plus formels du marché de l'emploi sont obligés d'accepter malgré eux comme étalon objectif des qualifications.

Décerner des titres scolaires équivaut donc à décerner des droits — mais aussi et surtout à conférer des aspirations, systèmes d'attentes, projets de mobilité. En effet, par l'action conjuguée de certaines injonctions du curriculum, du prolongement de la condition adolescente (dont les prérogatives sont accentuées par le curriculum caché et les rituels scolaires) ou de la quasi-élision de l'effet de dévaluation rampante des diplômes dans le marché de l'emploi (ce qui, dans l'ensemble, permet de soutenir une définition mégalomane des groupes de référence) — le fait est que l'extension et le prolongement de la scolarisation ont exercé une influence de plus en plus puissante sur la configuration de trajets et de projets sociaux, par l'intermédiaire, tout spécialement, d'une manipulation active, quoiqu'implicite, des attentes d'emploi et du rapport au travail.

L'intensité et les particularités du phénomène varient selon le type de stratégies de scolarisation des divers groupes sociaux (surscolarisation, sous-scolarisation, scolarisation de confirmation...), selon le degré de maîtrise des effets de la scolarisation (qui est historiquement et socialement determiné) et selon la nature même du système d'enseignement. Mais ce sont évidentes, en tout cas, ses répercussions sur le plan de la construction des identités sociales dans et par le travail.

En revenant sur quelques propositions théoriques de la 1ère Partie, on peut dire ainsi que l'extension de la scolarisation tend à pousser vers le haut le faisceau de projets ou trajets professionnels tenus comme plausibles, en augmentant simultanément, surtout en contexte de chômage durable et structurel et d'un systeme d'enseignement qui élide ou euphémise les réalités concrètes du monde du travail, le potentiel de frustration professionnelle des générations les plus jeunes. C'est très elevée la probabilité que tout ça conduise à des formes spécifiques de désenchantement et de retrait devant les procès de production et les modèles de sociabilité des lieux de travail, à des

modalités pas entièrement conscientes de contestation et de subversion des hiérarchies (surtout quand elles ne sont pas légitimées par des savoirs certifiés), à des indices de turn-over effectif ou désiré très elevés, à des formes de honte culturelle et de dénégation de la composante professionnelle des identités sociales, à une demande non satisfaite d'alternatives prestigiées de formation, à des manifestations de violence sans stratégie ni destinataire définis, etc.

J'ai dit que les lieux de travail sont des instances de socialisation, de «mise en place sociale», de production et de reproduction de l'ordre social. Or, ce que je veux suggérer avec les considérations précédentes c'est que, sous certaines conditions, et nonobstant sa fonction conventionnelle d'intégration et de reproduction idéologique, l'école peut intensifier les potentialités disruptives des situations d'interaction que nous sommes en train d'envisager.

Éssayons d'insérer ce point au cadre plus vaste de refléxions à partir duquel on a proposé une définition de la société portugaise en tant que société semi-periphérique.

Les collègues qui ont travaillé dans cette direction montrent qu'il existe au Portugal une désarticulation notoire entre la sphère des rapports de production et celle des rapports de reproduction sociale. On aurait, d'un côté, des structures productives propres à une situation de semi-industrialisation, avec prédominance de secteurs économiques traditionnels et dévalués internationalement, des niveaux de productivité et de salaires assez bas, des méthodes de gestion fréquemment rétrogrades, maintien de formes primitives de soumission des travailleurs en grande échelle — bref, une situation de retard global sensible par rapport aux niveaux moyens de croissance économique des pays centraux. À l'inverse, dans le plan de la reproduction sociale et tenant compte en particulier des normes de consommation individuelle et de la propension à certains types de consommation collective, le décalage serait beaucoup plus petit.

Or, l'extension de la scolarisation étant un processus qui se nourrit de lui-même et qui s'est rapidement implanté au Portugal parallèlement à une crise économique prolongée et à des mutations non structurées de l'appareil productif, on ne doit pas s'étonner si, par l'inculcation d'un rapport irréaliste au travail et au marché de l'emploi, l'un de ces effets pervers soit precisément l'aggravation du décalage entre production et reproduction sociale, avec le type de manifestations de desintégration signalées auparavant.

Le problème acquerra d'ailleurs d'autres contours si on est capable de l'envisager à la lumière de la spécificité du mode d'intervention et de domination étatique dans la société portugaise: «Au niveau de sa matrice juridique-institutionnelle» — affirme Boaventura Santos — «l'État s'est renforcé et a multiplié ses moyens d'action, il a élargi ses

appareils et les services et bureaucraties correspondantes, il a formalisé et officialisé de vastes domaines de la vie sociale, en se couvrant d'un manteau réglémentaire épais et lourd. Et pourtant, au niveau de la pratique étatique concrète et effective, c'est-à-dire, de l'ensemble des actions et des omissions de l'État dans le quotidien de la régulation sociale, l'État semble diminué dans sa sphère d'action et avoir perdu force et motivation pour mobiliser les moyens dont il dispose formellement».

L'histoire réelle des titres scolaires au Portugal a des rapports évidents avec la contradiction signalée, et il n'est pas difficile d'anticiper quelques effets qu'a provoqué, au plan de la construction des identités sociales, le décalage non-controlé entre droits consacrés formellement par l'école et droits exercés réellement au travers des titres. Si, pour ceux qui les détiennent, ce décalage renforce le potentiel de frustration sociale que la dévaluation courante des diplômes promeut déjà, pour ceux qui ne parviennent pas à les obtenir elle se traduit, en un renforcement artificiel des effets d'infériorisation sociale associés aux handicaps proprement scolaires et crée une espèce nouvelle d'armée industrielle ou tertiaire de réserve.

III

Voilà que j'arrive à la dernière partie de ma communication. Mon objectif est maintenant essayer d'illustrer quelques propositions théoriques établies auparavant à propos de l'articulation entre formes d'apprentissage sociale, rapport symbolique au travail et transformation des pratiques.

Je partirai de l'évidence empirique selon laquelle, hier comme aujourd'hui, une proportion significative des travailleurs du bâtiment provient des campagnes — tout en maintenant, dans quelques cas, une activité plus ou moins régulière et secondaire au sein de l'agriculture paysanne.

Ce qui je voudrais montrer par la suite c'est que le trajet de mobilité professionnelle indiqué, bien qu'il semble obéir à un modèle constant et révèle des similitudes notoires au long des années, implique en vérité des processus sociaux et des dynamiques de transition culturelle très distincts.

Pour pouvoir déployer mon argumentation, j'essaierai de comparer deux états différenciés des rapports sociaux et des pratiques éducatives au Portugal. Un premier état, qui dans les années cinquante maintenait encore l'essentiel de ses traits, manifestait, parallèlement à des indices expressifs de sous-développement, des niveaux particulièrement élevés d'analphabétisme (même dans l'ensemble de la population active) et une demande de biens scolaires très basse

(partiellement non-satisfaite d'ailleurs par les réseaux d'enseignement existants) du côté des classes populaires et de larges couches des classes moyennes. Un deuxième état, qui est en formation dès le début des années soixantes-dix, se caractérise par une extension rapide de la scolarisation aux niveaux primaire et secondaire; il implique et présuppose des valeurs de la demande de titres scolaires de plus en plus élevées, même en des groupes sociaux traditionnellement retractés devant l'école. Parce qu'il s'agit d'une demande génerée dans un contexte où les structures productives et les pratiques de gestion restent ankylosées et où, donc, les opportunités de promotion sociale au travers de la scolarisation sont visiblement bloquées, elle devient progressivement une demande desenchantée, comme nous l'ont montré plusieurs collègues ici présents (et en particulier Sérgio Grácio).

En essayant d'approcher le phénomène de mobilité professionnelle indiqué, sans abandonner les préoccupations de la I et IIèmes Parties, voici ce qui me semble pertinent de dire sur la transition entre ces deux états-là, vue du côté de l'espace social paysan.

Il est facile de signaler d'importantes affinités entre conditions et formes de travail dans l'agriculture et dans l'industrie du bâtiment.

Commençant par retenir les traits des processus de travail, on dira que, outre le fait qu'ils se déroulent normalement à l'air libre (ce qui impose des contingences et des difficultés très particulières), l'un et l'autre manifestent une grande variabilité, soit quant à la nature des produits, soit surtout quant à la quantité, qualité et rhytme de travail exigés au long du processus. Cette circonstance confère aux producteurs directs une marge d'autonomie et d'initiative relativement grande, en limitant em même temps les possibilités de rationalisation et de controle du travail selon des prescriptions strictes.

Une autre affinité notoire concerne les systèmes d'apprentissage professionnelle en usage dans les deux secteurs. La répartition méticuleuse et implacable dès tâches productives entre les membres du groupe domestique paysan (circonstance dont dépend largement sa survivance économique) est normalement associée à un système d'autorité intra-familiale très strict. Il garantit une subordination généralisée au chef de famille en des domaines qui, d'ailleurs, dépassent beaucoup ceux de la division technique du travail, en atteignant les méandres cachés de l'intimité. On comprend que les syndromes de conservation et d'auto-exclusion sociale des classes paysannes, dans ce que l'une et l'autre impliquent de conformisme par rapport au système établi des hiérarchies sociales, trouvent dans cette structure de socialisation familiale — elle aussi fortement hiérarchisée — d'excéllentes conditions de reproduction. Il faudrait ajouter que c'est caractéristique de l'apprentissage précoce des tâches agricoles polarisé

par le système d'autorité familiale le fait qu'elle se déroule normalement sans l'explicitation des principes abstraits qui configurent sa rationalité technique, en se concrétisant, bien au contraire, au travers de l'imposition pratique, réiterée et redondante des procédures en cause.

Le système de formation-qualification implanté dans le secteur du bâtiment se fondait aussi, au premier des états considérés, sur la transmission d'un ensemble de savoirs et de techniques à l'intérieur même de la production et à l'aide d'un rapport pédagogique contraignant de type autoritaire. Pour tous ceux qui résistaient à la dureté de l'apprentissage et à la rigueur des rites de passage, l'apréhension de «l'art», au moyen du regard et du corps, ne se faisait pas indépendamment de l'intériorisation d'une éthique professionnelle polarisatrice du processus de construction des identités sociales des agents concernés.

Voyons maintenant comment, par l'intermédiaire du rapport particulier des classes paysannes à l'école, cet ensemble d'affinités entre les secteurs peut se transformer en engrenage social ayant des effets au niveau de la mobilité professionnelle.

On sait que la valeur socialement assignée à la formation scolaire dépend du coût d'opportunité supporté par le groupe domestique à cause de son acquisition. Mais elle dépend aussi des avantages espérées soit de la formation elle-même, soit des issues professionnelles qu'elle permet — ce qui évidemment renvoit déjà à un processus très complexe de perception d'opportunités et d'évaluation d'utilité que les habitus de classe doivent baliser, en fonction des configurations réelles ou fictives de la conjoncture. Or, s'il est vrai que, en économie paysanne, ce coût-là tend à être très élevé, c'est un fait aussi que la rigidité des structures sociales propre aux collectivités rurales tendantiellement autarciques rend imprévisibles les opportunités d'ascension sociale fondées sur l'acquisition de capital scolaire. Si on ajoute le fait que la maîtrise sur les moyens et le processus de travail dans l'agriculture, obtenue au travers d'un long apprentissage au sein du groupe domestique, rend dispensable le recours à toute forme de valorisation culturelle aditionnelle que l'école puisse fournir, nous aurons trouvé les principaux facteurs d'auto-exclusion des classes paysannes devant le système d'enseignement.

En fait, la reproduction des sociétés paysannes a toujours impliqué une marge raisonnable de mobilité géographique et professionnelle. Or, revenant à l'ensemble d'affinités matérielles et culturelles énoncées auparavant, il semble légitime d'affirmer que, conjointement à la sous-scolarisation des classes paysannes, elles configurent un espace structuralement déterminé et contraignant de mobilité professionnelle.

Pour des populations fortement marquées par des sentiments d'auto-exclusion et de conformisme social, d'inhibition culturelle et objectivement démunies des compétences spécifiques, certifiées et etalonées que privilégie le marché de l'emploi formel des secteurs productifs — ce n'est pas certain que le trajet de mobilité professionnelle qui conduit de l'agriculture à l'industrie de construction et, par extension, à d'autres segments dévalorisés ou secondaires du marché de force de travail puisse être considéré comme une option ou même comme le résultat d'une stratégie. Peut-être faudrait-il parler de préférence, à ce propos, en trajets ou comportements contraints, tout au plus en stratégies conditionnées. Et si le jeu des affinités entre secteurs révèle quelques harmonies, on ne doit pas les considérer tout de suite comme des affinités électives. Une certaine férocité structurale dont je suis pris parfois m'emmenerait d'ailleurs à en parler en termes d'affinités compulsives. Mais je ne veux pas aller trop loin: dans le stade de rapports sociaux auquel je me rapporte, les métiers du bâtiment permettaient, malgré la dureté de leur système de formation professionnelle, un trajet d'ascension effectif pour certains éléments des populations rurales. Je n'exclus donc que l'entrée dans l'apprentissage puisse être le résultat de certaines formes de calcul stratégique familiale ou individuel, l'ascension dans la carrière étant vécue éventuellement comme vocation.

* * *

En me transportant maintenant à un état social où se généralise l'accès des jeunes paysans à l'école, il faudrait commencer par énoncer les facteurs de la forte incidence d'échec scolaire et d'abandon dans ce groupe social. C'est pourtant un phénomène bien connu, et je me limiterai à souligner un ensemble de mécanismes de reproduction/ transformation déclenchés dans les campagnes par la pénétration des rapports économiques proprement capitalistes conjointement avec l'extension de la scolarisation. Au travers de l'êxode rural et des migrations pendulaires, de l'extension des aires de conjugalité et aussi de l'intensification des échanges mercantiles en amont et en aval de la production agricole, cette pénétration-là pulvérisé la composante autarcique des collectivités rurales, en provocant la désintégration

globale du système de références pratiques et symboliques traditionnellement inscrites dans leur espace social, y compris la reformulation même de l'ensemble des expectatives de promotion sociale fondées sur l'acquisition de capital scolaire. Ainsi, à un marché de l'emploi restreint mais transparent et à un espace social de voisinage non moins transparent et rigidifié, mais aussi sécurisant, succèdent un espace de voisinage et un marché du travail par rapport auxquels l'obtention de titres culturels «normalisés» constitue une condition nécessaire non seulement de lutte contre les contingences de l'emploi, mais aussi de promotion sociale.

Le changement des attitudes des classes paysannes devant l'école configure donc, en articulation avec l'imposition par celle-ci d'un ensemble de valeurs et d'aspirations urbanoïdes, un mécanisme de reproduction sociale, dont l'effet de de-structuration des collectivités locales doit être souligné: celui-ci a, bien sûr, des incidences au plan des structures économiques et démographiques, mais c'est notable aussi la dynamique qu'il suscite dans le domaine de la production symbolique, en conduisant notamment au dépérissement/dévaluation des produits de la culture paysanne. L'allongement même de la durée des études, autant que l'ensemble des méssages dominants de l'école, a un rôle important dans ce processus circulaire de dévitalisation symbolique et de reconversion sociale des collectivités rurales et augmente la propension des jeunes paysans à envisager un trajet d'ascension sociale par le biais de l'accès à la condition salariale.

* * *

Dans un contexte de semi-prolétarisation des familles paysannes et de consolidation d'une agriculture à temps partiel, les phénomènes invoqués créent donc de fortes pressions dans le sens de l'obtention précoce et précaire d'emploi.

Il s'agira d'une réserve de main d'oeuvre progressivement détournée et démunie des savoirs paysans traditionnels et, en même temps, handicapée en matière de compétences et de titres décernés par l'école, en étant nombreux ceux qui, venus des campagnes, se présentent sur le marché de l'emploi sans avoir atteint les six années de scolarité obligatoire. Dans le deuxième état de rapports sociaux

considéré, l'ensemble des affinités entre les secteurs de l'agriculture et du bâtiment engrène donc, une fois de plus, en tant que mécanisme de mobilité professionnalle quasi-compulsive. En effet, plus notoirement que dans les pays industrialisés d'Europe, le bâtiment est au Portugal une activité ayant des processus de travail assez peu rationalisés, une structure productive fondée sur des micro-entreprises avec une forte propension à l'informalité et à la sousterraineté, des méthodes de gestion rudimentaires, une sensibilité très aigue aux fluctuations de la conjoncture, à l'action de l'État et aux mutations de politique économique. En se constituant comme une des rares issues professionnelles plausibles pour un ensemble de jeunes ruraux sous-scolarisés et progressivement déracinés culturellement, le bâtiment devient le secteur par excellence du travail clandestin et au noir, des contrats précaires et d'obscures sous-traitances, de l'exploitation consentie de travail enfantin — donc aussi un des lieux privilegiés de la production de la subalternité sociale.

Précisément aux lieux subalternes de quelques chantiers du BTP accède entre-temps un nombre de plus en plus élevé de recrues munis de titres scolaires de niveau primaire et secondaire — ce qui se répercute nécessairement sur le plan de l'organisation de la production, de la définition de l'ordre de l'interaction dans les lieux de travail et du système d'apprentissage professionnelle sur le tas. Les formes traditionnelles de l'enseignement des métiers ayant disparu, et tant que ne s'imposent pas de nouveaux modes de formation et de promotion professionnels consistants, les chantiers sont le lieu d'une confrontation entre des ouvriers bien syntonisés aux exigences techniques et éthiques des postes de travail et des jeunes scolarisés sans projet professionnel qui ne soit pas excentré par rapport au secteur.

* * *

Et si, pour jouer aux sociologues-détectives, on suit les uns et les autres à la sortie du chantier, c'est probable qu'on trouve quelques-uns dans le bistrot voisin en discutant les petits incidents de la journée (et, bien sûr, le futur du Porto dans la Coupe des Champions Européens), tandis que plusieurs des plus jeunes courront, assez propres et bien coiffées, chercher une amie au lycée, pour chanter alors ensemble le dernier Paul Young.

Quant aux jeunes ruraux sous-scolarisés — les voilà en bandes attendant à la fin de la journée qu'un camion de charge les amène jusqu'aux périphéries où ils habitent.

Je suis prêt à affirmer que les clients du bistrot, les fans de Paul Young ou les apprentis alignés dans le camion furtif ne sont pas des dominants. Et c'est peut-être correct de dire qu'ils sont tous des ouvriers — mais, en conscience, je sens qu'il faut regarder de plus près.

LES MARCHES DU TRAVAIL AU PORTUGAL ET LE PROCESSUS D'INTEGRATION EUROPENNE: PRINCIPES EGALITAIRES ET MANIERES DE VIVRE PARTICULIERES

Marianne LACOMBLEZ
Université de Porto

Sur base de données recueillies à partir d'expériences de formation professionnelle menées en Belgique, parallèlement aux structures d'enseignement[1], quelques hypothèses ont été avancées qui m'ont paru constituer une grille d'analyse utile pour l'examen de pratiques similaires au Portugal, mais susceptible également de s'enrichir des aspects particuliers de cette autre réalité nationale.

On le verra, cette réflexion nous renvoie au questionnement plus large des rapports entre discours et pratiques auxquels on se réfère: ici, plus précisément, de la distance entre l'affirmation de principes égalitaires d'une part, et les pratiques sociales que ces principes sont censés organiser d'autre part. Et il s'agit là d'un champ de recherche assurément élargi ces derniers mois par l'intégration du Portugal dans l'espace politique, juridique et économique européen — construit, on le sait, essentiellement sur des principes d'égalité et de solidarité.

Dans ce cadre global, nous articulerons — à ce jour — l'analyse de pratiques de formation professionnelle au Portugal en quelques points:

1. L'argumentation de base de bon nombre de démarches de formation professionnelle se réfère aux approches qui tendent à s'im-

[1] Notamment I. ALVAREZ, J. BUDE, C. GOBIN, P. WAAUB, «Cellules d'emploi et environnement de crise», Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1986.

poser dans les milieux scientifiques qui prennent le marché du travail comme objet de leurs recherches et que l'on peut synthétiser, à la suite de C. CASASSUS MONTEIRO, par le fait qu'elles visent à démontrer combien «le modèle concurrentiel, par la seule analyse des mécanismes d'ajustement entre offre et demande, est insuffisant pour expliquer pourquoi certaines catégories et certains individus sont dans une position de vulnérabilité aux aléas de la politique d'emploi des entreprises»[2].

A l'analyse classique on oppose ainsi le modèle d'un marché du travail — constitué de particularités locales et non globalement homogène, — construit dans l'interdépendance des caractéristiques de l'offre et de la demande et non dans une simple confrontation des deux termes, — et présentant des aspects qu'une prise en compte du rôle des pouvoirs publics (troisième agent intervenant dans les rapports entre employeurs et salariés) permet d'expliquer plus complètement[3].

Ces approches justifient donc, notamment, des projets de formation professionnelle — la justification centrale relevant du principe égalitaire du droit pour chacun d'avoir un emploi, le tout s'intégrant dans la défense de l'idée selon laquelle une mise à jour des qualifications de la main-d'oeuvre permettra une résorption du chômage et une dynamisation du marché local en profonde, rapide et nécessaire mutation.

Ce modèle d'analyse tend également à s'imposer au Portugal — d'une part en raison de sa valeur explicative[4] — d'autre part en raison de la force de son argument pour l'obtention de subsides publics (nationaux et communautaires) facilitant la mise en oeuvre de projets de formation professionnelle.

2. Une réflexion relative à la concrétisation de ces projets peut faire l'option de partir de leurs aspects les plus déviants en regard de la «pureté» des intentions explicitées. Pour le cas portugais, l'étude pourrait alors porter sur l'accummulation de faits d'utilisation, à des fins de profit à court terme, de pratiques de formation professionnelle justifiées socialement par un principe d'aide aux plus défavorisés professionnellement: notamment les nombreux petits scandales de détournement des subsides obtenus, au détriment du sérieux de la for-

[2] C. CASASSUS MONTERO, «Le marché du Travail comme niveau d'analyse de la structure de classes», Note critique, Sociologie du Travail, 2/81, p. 231.

[3] Voir notamment D. GAMBIER et M. VERNIERES, «Le marché du travail», Ed. Economica, Paris, 1982.

[4] Voir notamment J. REIS, «Modos de regulação regional, iniciativa empresarial local e pequena agricultura complementar», Jornadas sobre Economia Portuguesa, Faculdade de Economia, Universidade de Coimbra, 1986.

mation assurée, voire même, au préjudice du montant des allocations versées aux participants, et sans parler des pratiques fictives...

Nous avancerons l'hypothèse selon laquelle ces faits sont l'expression particulière d'un phénomène qui, dans d'autres réalités économiques et sociales, conduit à d'autres problèmes.

On pourrait citer ici l'exemple de ces chômeurs belges, qui après étude du marché local, mise en évidence de la «faisabilité» de réinsertions professionnelles et suivi d'une formation adéquate, ont vu leurs projects réappropriés par ceux qui dominaient déjà le marché[5].

A notre sens, pour comprendre bien des aspects de ces pratiques sociales, il semble difficile de faire l'économie d'une analyse des rapports sociaux dans lesquels elles s'inscrivent — à savoir les rapports sociaux d'une structure sociale que J. BUDE désigne «du profit et de la carrière»[6,7], où dominent des manières de vivre, néanmoins particulières, pour lesquelles la recherche de la rareté est essentielle parce qu'elle permet profit, carrière professionnelle, ascension sociale. Ces pratiques de formation apparaissent alors comme étant aussi lieux de créativité — source de rareté donc — pour ceux qui assument ces manières de vivre.

3. Ces pratiques de formation améliorent-elles néanmoins, dans leur généralité, les difficultés d'insertion professionnelle des chômeurs? A cette question, une réponse affirmative n'est point assurée.

Dans une première analyse et pour le cas portugais, en raison du fait qu'une bonne part de ces démarches d'organisation de formation est entreprise sans étude préalable du marché du travail local, et essentiellement sur base de critères peu valides en regard des théories citées — à savoir: représentations très approximatives que les responsables de ses cours se font du marché du travail; prestige social de certaines professions, voire seulement de leur intitulé; volonté de rentabilisation de formateurs ou de matériel disponible, etc... Mais d'autre part, ainsi que le souligne L. IMAGINARIO[8], ces transforma-

---

[5] Voir M. N. BEAUCHESNE, M. LACOMBLEZ, M. LISIN, «Quatre initiatives concernent les chômeurs de longue durée en Belgique», Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1986.

[6] J. BUDE, «Le travail: la meilleure part de l'homme?»; in «Le travail en Sociologie», Critique Régionale, no. 14; Université Libre de Bruxelles, 1986.

[7] M. LACOMBLEZ, «L'analyse des motivations de l'homme au travail: archéologie d'un paradigme dominant», in «Le travail en Sociologie», Critique Régionale, no. 14, Université Libre de Bruxelles, 1986.

[8] L. IMAGINARIO, «A escola e a preparação para o trabalho» in «Sistema educativo e formação profissional», Seminaire organisé les 19 et 20 février 1987 à Porto par la Comissão de reforma do sistema educativo.

tions du monde du travail auxquelles on affirme s'adapter, ne créent pas d'emplois — quand elles ne se font pas au prix d'une réduction du nombre de postes de travail. Cela nous ramène au constat avancé par M. ALALUF au départ de la réalité belge, selon lequel «avec l'extension du chômage (...) du point de vue de la formation, ce ne sont plus les seuls non diplômés qui sont frappés, mais le chômage augmente quel que soit le type et le niveau de formation des demandeurs d'emploi»[9].

4. Quelle serait alors la logique sous-jacente au développement de ces pratiques sociales? Des travaux menés en Belgique et déjà cités[1], basés d'une part sur le suivi de l'histoire de projets de formation et d'autre part sur l'analyse de l'évolution des discours relatifs à ce type de pratiques, nous retiendrons un certain nombre d'hypothèses qu'il s'agirait d'approfondir, de compléter, de concrétiser — notamment en regard de la réalité portugaise.

4.1. Une première hypothèse conduirait à poser ces pratiques de formation comme relevant d'une «logique occupationnelle»: elles permettraient la gestion momentanée d'une main-d'oeuvre marginalisée par rapport à un marché du travail en profonde restructuration. Dans l'exercice de cette fonction, les pouvoirs publics — nationaux et communautaires — assument donc un rôle tout particulier de régulation, prenant en charge les coûts d'une réorganisation du secteur privé.

Le principe global est celui d'une confiance dans la dynamique interne à ce secteur privé — que les pouvoirs publics soutiennent par ailleurs, de diverses formes d'aides à la relance industrielle. Mais ce principe de confiance présent bien évidemment les risques d'abus cités plus haut.

4.2. Une seconde hypothèse attribuerait à ces pratiques de formation une fonction d'instrument permettant, dans une conjoncture difficile, le consensus social.

Bon nombre d'expériences belges sont effectivement résultantes de revendications formulées collectivement par des travailleurs suite à des fermetures d'entreprises ou à une accumulation de mises au chômage dans certains bassins d'emploi.

Au Portugal, ce type de pratique fournit assurément une réponse à plusieurs préoccupations assez largement partagées dans le pays. D'une part, le projet d'une valorisation de la spécificité des marchés du travail portugais tend à s'imposer: marchés de la semi-périphérie

[9] M. ALALUF, «Le temps du labeur. Formation, emploi et qualification en sociologie du travail», Ed. de l'Université Libre de Bruxelles, 1986, p. 235.

européenne[10], cette caractéristique locale — renforcée par l'intégration dans l'espace juridico-économique européen — est souvent envisagée comme pouvant être mise à profit par les entreprises afin de dépasser le problème de plus en plus pesant du chômage.

Toutefois, il est assez généralement admis qu'il reste à gérer le poids de l'histoire d'un enseignement où des orientations technico-professionnelles ont été peu développées après le 25 avril 1974, en raison de principes égalitaires (refus d'une discrimination sociale dans l'accès à l'enseignement et affirmation du droit pour tous à une formation générale). Certains, peu nombreux[8], affirment que ce type de formation — en dépit du fait qu'elle ne présente pas d'objectifs de préparation professionnelle — permet une rapide acquisition des compétences techniques necessaires dans l'exercice d'emplois à qualification moyenne. Mais un ensemble de facteurs sociaux, économiques et politiques (aggravation du chômage des jeunes en particulier; «numerus clausus» au niveau de l'enseignement supérieur frustrant les aspirations créées au cours de l'enseignement secondaire; marginalisation scolaire et professionnelle des jeunes les moins intégrés socialement et culturellement; pression des milieux syndicaux mais surtout patronaux; soutiens de l'OCDE, de la Banque Mondiale, de l'UNESCO, des institutions des Communautés Européennes, etc...) a imposé l'idée de l'urgence de mesures permettant le développement de formations techniques[11].

Dans ce contexte — ayant de plus pour toile de fond le sentiment très généralisé d'un retard à rattraper sur le chemin des progrès de l'industrialisation —, on comprend que parallèlement à la création d'un enseignement technique en 1983, toute autre pratique de formation professionnelle ait été valorisée et ait rencontré les plus larges encouragements.

4.3. Une troisième hypothèse s'articule sur le constat d'une augmentation et d'une prolongation des périodes de chômage qui, comme l'écrit. M. ALALUF[9], «deviennent le champ priviligié où s'exerce la sélection professionnelle». Non point seulement en fonction des aptitudes techniques qui seraient alors acquises, mais également en fonction de la représentation que les individus ont alors construite de leur identité et de leur destin[12].

---

[10] B. de SOUSA SANTOS, «Economia e complexidade», Jornadas sobre Economia Portuguesa, Faculdade de Economia, Universidade de Coimbra, 1986.

[11] J. AZEVEDO, «O Ensino técnico-profissional e o seu desenvolvimento futuro», in «Sistema educativo e formação profissional», Seminaire organisé les 19 et 20 février 1987 à Porto par la Comissão de reforma do sistema educativo.

[12] Voir aussi L. BOLTANSKY, «Les cadres, la formation d'un groupe social», Ed. de Minuit, Paris, 1982.

A ce niveau, on peut avancer l'hypothèse que ces pratiques de formation professionnelle participeraient au renforcement d'une représentation des causes de la crise et des voies de sa résolution — qui tendrait à faire des individus les responsables de leur future intégration dans le marché du travail et de la dynamisation de celui-ci. L'idée est que la crise ne pourra être dépassée que par la force et la qualité des motivations individuelles au travail[7], l'acceptation du sacrifice et de la difficulté[6].

EDUCAÇÃO E DESENVOLVIMENTO:
ALGUMAS REFLEXÕES SOBRE O CASO PORTUGUÊS

Jorge Arroteia
Universidade de Aveiro

Apesar das suas dimensões, o território português apresenta um certo número de contrastes não só de natureza física (morfologia, clima, cobertura vegetal) mas, principalmente, de natureza humana ligados à antiguidade, às formas de povoamento e às actividades dos seus habitantes.

Daí que a extensão de alguns indicadores sócio-económicos, culturais, educativos e outros acentue, na maior parte dos exemplos conhecidos, os desequilíbrios entre o litoral e o interior, ou entre o norte e o sul do território reforçando, em quaisquer dos casos, a importância de determinados polos de atracção e de desenvolvimento regional, como o são alguns dos principais centros urbanos que não só as cidades de Lisboa, Porto e Setúbal onde residiam, em 1981, mais de 3/4 da população recenseada em centros urbanos, no continente português. De maior relevância são ainda os valores encontrados para os distritos de Braga, Coimbra, Faro e Aveiro que no seu conjunto alojavam mais de três centenas de milhar de indivíduos nas mesmas condições, repartindo-se os restantes pelos outros onze distritos do continente, onde residiam 31,5% dos seus 9,3 milhões de habitantes.

Estes valores mostram ainda a desigual repartição da população expressa, igualmente, através das densidades demográficas que oscilavam entre os 18,4 habitantes/Km^2 no distrito de Beja e os 264 hab/Km^2 em Braga já que, no Porto e Lisboa, este montante alcançava os 650 e 750 hab/Km^2, respectivamente (Figura 1).

Tal facto não deixa de reflectir as quebras da população que entre 1970 e 1981 se registaram em alguns distritos do continente por-

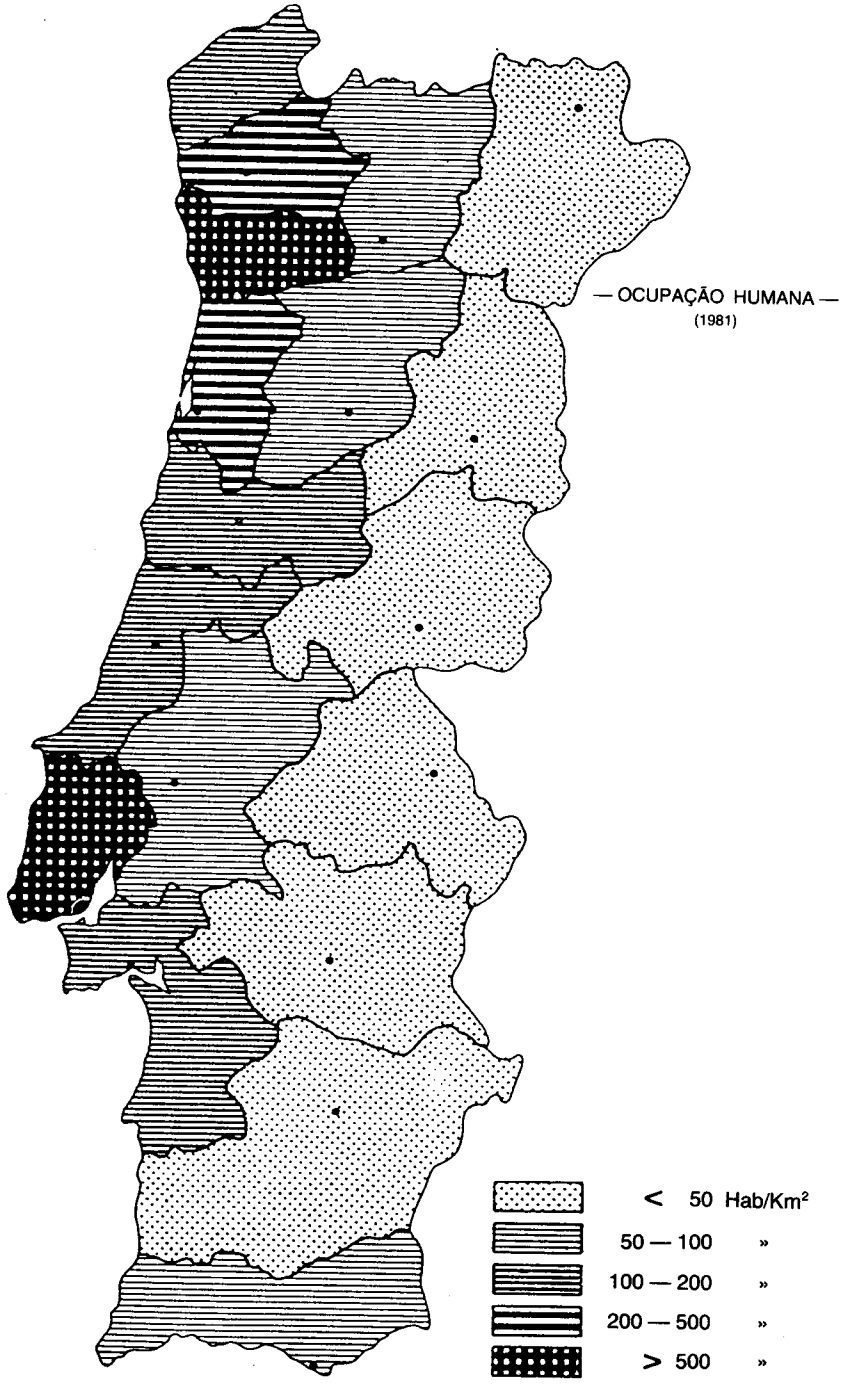


Fig. 1

tuguês: Beja, Castelo Branco, Guarda, Portalegre e Vila Real perderam, no seu conjunto, mais de meia centena de milhar de individuos, o que não deixa de acentuar a persistência de factores repulsivos sobre uma população, principalmente jovem, que por falta de oportunijdades de emprego ou dificuldades no prosseguimento dos estudos, têm vindo a engrossar o caudal saídas com destino às regiões urbanas e industrializadas existentes no país e no estrangeiro. Como se pode verificar através de alguns valores contidos no recenseamento de 1981:

— nos distritos de Lisboa e de Setúbal menos de metade da população residente era daí natural;

— nas restantes áreas, a percentagem de naturais residentes no mesmo distrito oscilava entre 82,5% em Faro e Santarém e os 91,9% em Braga, o que revela um certo grau de mobilidade interna da população portuguesa.

Se atendermos, por outro lado, às saídas para o exterior, constata-se que apesar da quebra da emigação registada depois de 1974 e sem ter em conta a emigração clandestina, as saídas para o estrangeiro oscilaram entre os 7,6 milhares no distrito de Bragança e os 32,9 milhares no distrito do Porto (Quadro I)

Quadro I — EMIGRAÇÃO (1970-81)

	N.° de emig. (Total)
Aveiro	32.629
Beja	8.227
Braga	26.048
Bragança	7.575
C. Branco	8.089
Coimbra	16.014
Évora	2.954
Faro	10.085
Guarda	9.754
Leiria	28.545
Lisboa	54.241
Portalegre	1.295
Porto	32.981
Santarém	14.516
Setúbal	13.932
V. Castelo	12.932
V. Real	17.004
Viseu	22.474
TOTAL	319.295

Alguns destes indicadores permitir-nos-ão compreender a estrutura demográfica relativa a 1981: o maior peso da população idosa (mais de 20% dos seus habitantes) verificava-se nos distritos do interior e do sul do país: Guarda, Castelo Branco, Portalegre, Beja e Faro.

Pelo contrário, a importância da população jovem, com menos de 15 anos, era significativa quer em áreas onde a natalidade se mantém tradicionalmente elevada — Bragança, Viana do Castelo, Vila Real e Viseu — quer ainda noutros distritos identificados por um certo dinamismo económico capaz de atrair população de todas as idades, mas especialmente os casais jovens em idade de procriação — Braga, Porto, Aveiro e Setúbal, entre outros (Quadro II).

Quadro II — ESTRUTURA ETÁRIA DA POPULAÇÃO RESIDENTE (1981)

	< 15 Anos	15-60 Anos	> 60 Anos
Aveiro	27,6	59,4	13,0
Beja	21,1	57,7	21,2
Braga	32,1	56,7	11,2
Bragança	25,7	56,4	17,9
C. Branco	20,5	56,9	22,6
Coimbra	23,1	58,9	18,0
Évora	20,9	59,8	19,3
Faro	21,1	58,7	20,2
Guarda	22,4	55,5	22,1
Leiria	24,6	60,1	15,3
Lisboa	23,0	63,5	13,5
Portalegre	19,6	57,6	22,8
Porto	28,1	60,6	11,3
Santarém	22,0	59,7	18,3
Setúbal	24,7	63,6	11,7
V. do Castelo	27,0	55,1	17,9
V. Real	28,7	56,1	15,2
Viseu	27,5	54,9	17,6

A análise de outros indicadores relacionados com a actividade económica e a ocupação destes habitantes, será ainda de maior utilidade.

Refere-se, no primeiro caso, que em quase metade dos distritos do continente mais de 1/3 da população activa estava ocupada no sector primário ultrapassando, nos casos de Bragança, Vila Real e Viseu, os 50%.

No que respeita ao sector dos Serviços (sector terciário), apenas nos distritos do Porto, Coimbra, Lisboa, Setúbal e Faro esse montan-

te ultrapassava os 40%. Igual valor, mas relativo ao sector secundário, era conhecido em Braga, Porto, Aveiro, Leiria e Setúbal, porventura os distritos mais industrializados do continente português.

A referência a estes indicadores demográficos só terá interesse se os associarmos a outros elementos relacionados com a situação escolar, o que nos permitirá verificar até que ponto os contrastes de natureza demográfica andam também associados às disparidades educacionais. Facto que não nos deve surpreender uma vez que, como o reconhece B. COSTA, «...tal como ocorre com o P.N.B., também no sistema educativo existem a pobreza absoluta (analfabetismo), a concentração de riqueza (educação "elitista"), supostos automatismos distribuitivos que não se verificam na prática... *Aliás, de modo geral, os pobres do P.N.B. e os pobres do sistema educativo são os mesmos*»[1].

Embora já algo distanciados no tempo, escolhemos como referência o inicio da década de oitenta, data em que, para além dos elementos recolhidos no recenseamento da população, encontramos muitos outros dados publicados sobre este assunto. Comecemos pela frequência escolar de onde se destaca, em primeiro lugar, uma parcela pouco significativa de crianças — cerca de 50.000 — que frequentavam os jardins infantis públicos e privados existentes.

Tal situação (que no ano de 1984/85 registou a frequência de 25.040 alunos) é elucidativa da reduzida importância que se deu à educação pré-escolar (integrada no sistema oficial de ensino desde 1977) e cuja divulgação se começou a verificar depois que as condições de trabalho, em particular nos centros urbanos e nas áreas industriais, abriram novas perspectivas à mulher, facilitando o seu ingresso no mercado de trabalho.

Será de esperar que após um crescimento significativo nos próximos anos — cerca de 133 mil crianças em 1985, com uma taxa de participação da ordem dos 31%[2] — a situação venha a inverter-se em virtude da redução global das taxas de natalidade. O mesmo se está já a verificar em relação ao total de inscritos pela primeira vez no 1.º ano da 1.ª fase do ensino primário de tal forma que, de cerca de 887,2 milhares de alunos inscritos neste grande ensino, em 1960/ /61, este valor atingiu em 1968/69 os 961,5 milhares, tendo decaido de forma significativa nos anos seguintes: 870 milhares de alunos em 1979/80; 798,3 milhares em 1981/82 e 784 mil em 1984/85.

Outras circunstâncias contribuiram ainda para esta variação: a frequência deste tipo de ensino tornou-se obrigatória, para além do

---

in: M. SILVA e I. TAMEN *Sistema de Ensino em Portugal;* Lisboa, Fundação Calouste Gulbenkian; 1981 p. 571.

[2] MEC/GEP; *Análise Conjuntural — Educação 1985* Lisboa; MEC/GEP; 1986; p. 17.

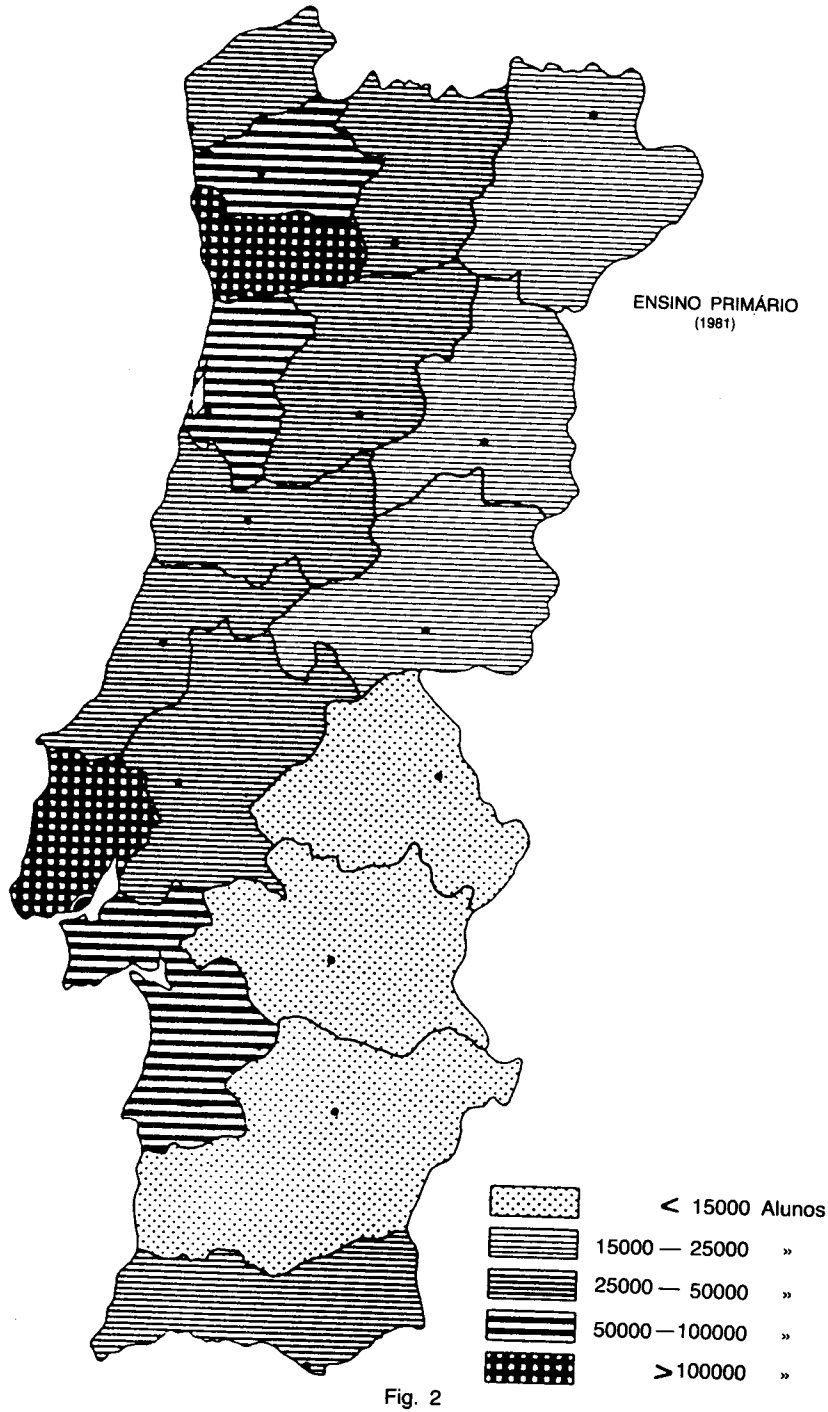

ENSINO PRIMÁRIO
(1981)
< 15000 Alunos
15000 — 25000 »
25000 — 50000 »
50000 — 100000 »
>100000 »

Fig. 2

ciclo elementar (4.ª classe), no ciclo complementar (5.ª e 6.ª classe) para os alunos que se matricularem em 1964/65. Contudo o aumento da *esperança de vida escolar* deveria ter-se repercutido num acréscimo mais significativo de alunos, o que na verdade não se registou. Talvez para felicidade desta população, dada a saturação da rede escolar: em 1981/82, num total de 35742 cursos existentes, 68,8% funcionavam em regime duplo, contra apenas 31,2% em regime normal.

A análise da figura 2 dá-nos uma ideia da repartição dos 798,4 milhares de alunos que nesta data frequentavam o ensino primário.

Ainda que desejássemos recorrer a outros indicadores, mais adequados, talvez, ao tema da nossa comunicação, não deixamos de recordar que para além de um sintoma grave da debilidade do nosso sistema de ensino, já testemunhado pela reduzida cobertura nacional da educação pré-escolar, surgem as elevadas taxas de repetência que ainda ocorrem no ensino primário oficial.

O Quadro III mostra-nos alguns desses valores registados no termo da 1.ª fase e no termo da 2.ª fase, o que poderá justificar os

Quadro III — TAXAS DE REPETÊNCIA NO ENSINO PRIMÁRIO OFICIAL EM 1982, POR DISTRITOS

	Taxas de repetência do 2.º ano da 1.ª fase	**Taxas de repetência do 2.º ano da 2.ª fase**
Aveiro	41%	28%
Beja	43%	30%
Braga	45%	30%
Bragança	42%	27%
Castelo Branco	40%	28%
Coimbra	40%	28%
Évora	37%	26%
Faro	39%	27%
Guarda	43%	30%
Leiria	39%	27%
Lisboa	31%	20%
Portalegre	37%	23%
Porto	44%	28%
Santarém	40%	27%
Setúbal	31%	20%
Viana do Castelo	49%	33%
Vila Real	47%	34%
Viseu	47%	31%
Continente	41%	27%

FONTE: Sector de Recursos Humanos do GEP
in: M.E.C.; Análise conjuntural — educação-85; p. 124.

abandonos que se verificam na fase final deste nível de ensino, ou nos anos subsequentes. Apesar, reconheça-se, do esforço desenvolvido no sentido de o tornar mais eficaz através da redução da relação professor/aluno e da admissão de um número crescente de docentes — cerca de 44,6 milhares (dos quais, apenas 9,7% do sexo masculino), em 1982.

Como se verificava anteriormente, também a maior parte desta população docente residia nos distritos do Porto, de Lisboa, de Braga e de Aveiro (Figura 3).

Contrariamente ao que ocorreu nos países industrializados do Ocidente Europeu desde a década de cinquenta, quando se registou um aumento de número de alunos principalmente nos níveis terminais (secundário, técnico, profissional e universitário), esta «explosão escolar» só tardiamente produziu alguns efeitos em Portugal. E neste caso, como resultado do alargamento do período de escolaridade obrigatória, como já verificámos em relação ao ensino primário.

Contudo em Janeiro de 1967 a criação do *Ensino Preparatório* (que substituiu o 1.º ciclo do ensino liceal e do ciclo preparatório do ensino técnico profissional) veio a contribuír para aumentar o número global de alunos. Com efeito a divulgação do «Ciclo preparatório directo» (em oposição ao C.P.T.V. e eventualmente ao ciclo complementar do ensino primário, destinado às populações rurais), implantado inicialmente nas zonas urbanas, em particular nas sedes de concelho, veio a facilitar uma certa «mobilidade social» daquelas populações através da progressão nos estudos. Assim a frequência dos alunos nos cursos normais passou de 164,5 milhares no ano de 1974/75 para mais de 237,1 milhares no ano de 1980/81, enquanto que o montante de alunos matriculados no C.P.T.V. passou de 29,3 milhares em 1973/74, para 62,4 milhares em 1980/81. (Figura 4)

Mesmo assim no início da década de oitenta, a percentagem dos alunos que não concluiram a escolaridade obrigatória orçou, no Continente, os 35%.

Como o fizemos anteriormente, apresentamos alguns dados relativos ao pessoal docente: o número de professores do ensino preparatório quase duplicou entre 1974/75 e 1980, facto que foi acompanhado por uma alteração significativa do seu estatuto profissional já que, dos 2607 professores profissionalizados em serviço naquela data, passou-se em 1980/81, para mais de uma dezena de milhar.

Do mesmo modo a situação dos *não profissionalizados* também se modificou durante o mesmo lapso de tempo, tendo ocorrido um aumento de 37,4% dos que possuiam «habilitação própria» e uma redução de 30,9% dos que possuiam apenas «habilitação suficiente» (Figura 5).

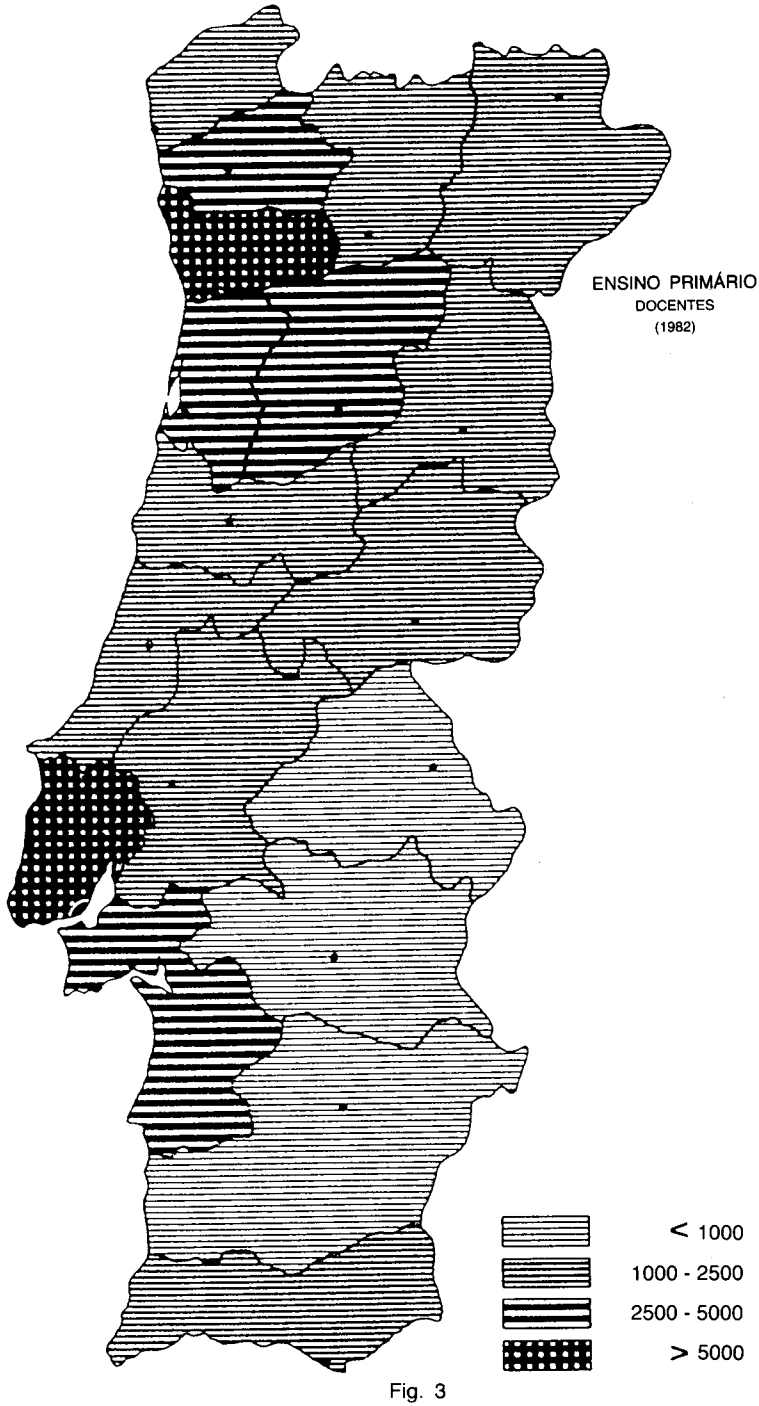

ENSINO PRIMÁRIO
DOCENTES
(1982)
< 1000
1000 - 2500
2500 - 5000
> 5000

Fig. 3

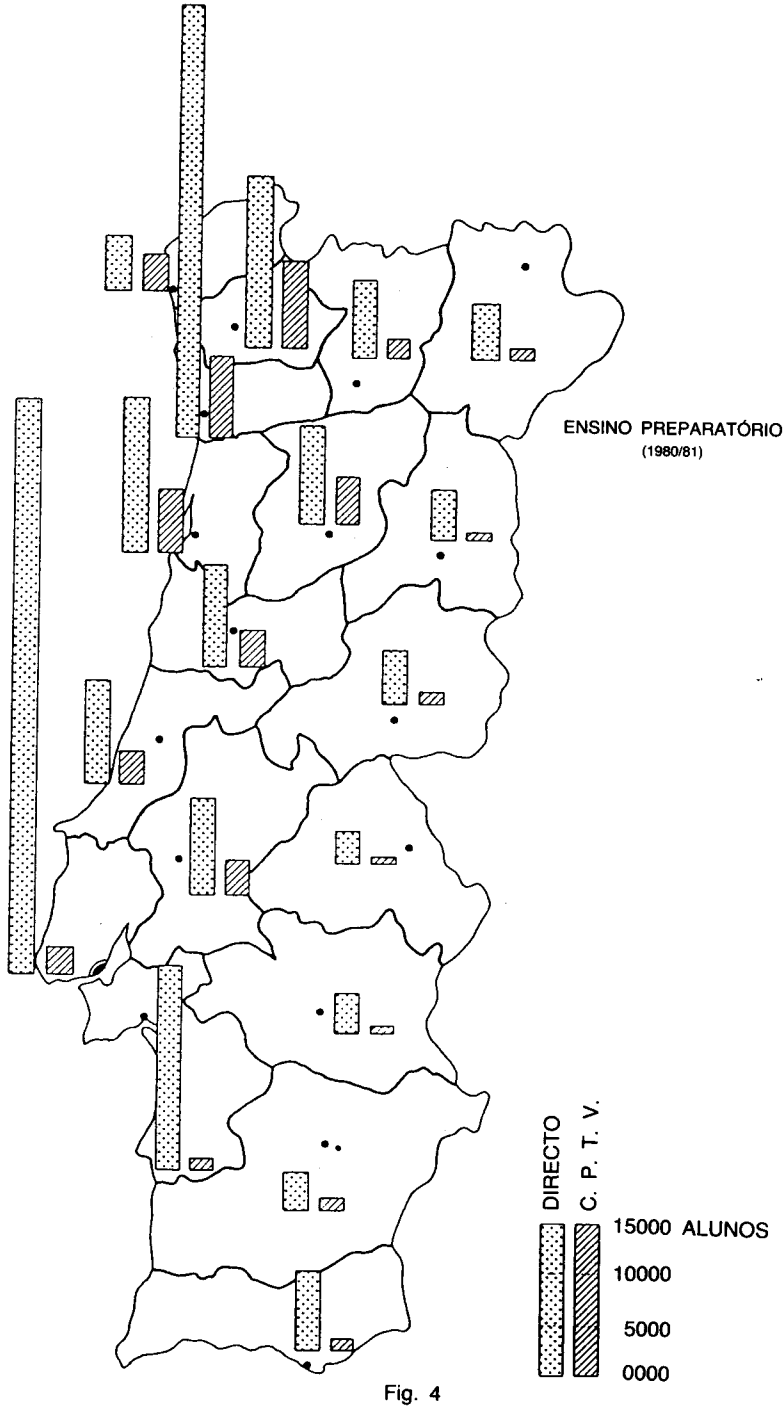

ENSINO PREPARATÓRIO
(1980/81)
DIRECTO
C. P. T. V.
15000 ALUNOS
10000
5000
0000

Fig. 4

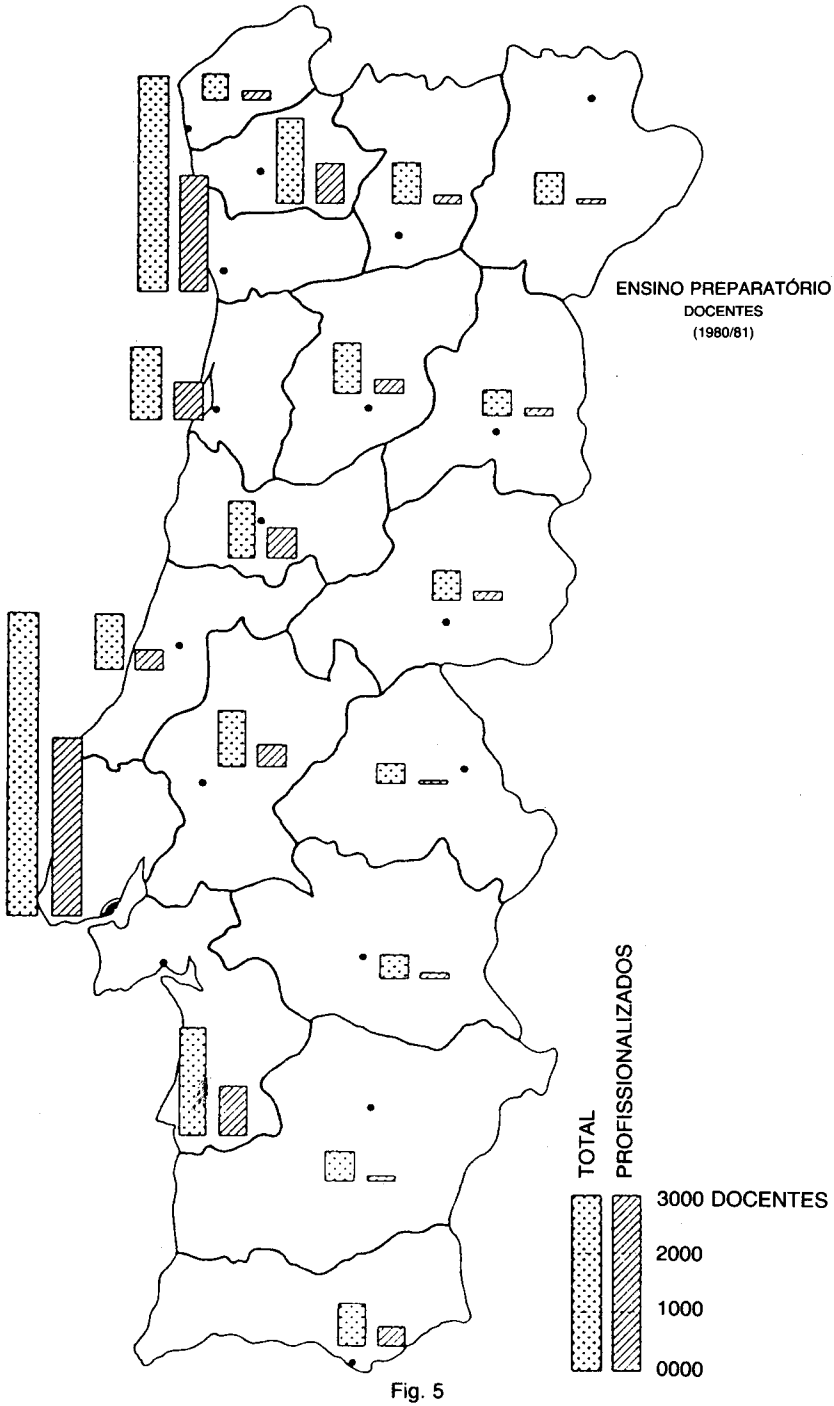

ENSINO PREPARATÓRIO
DOCENTES
(1980/81)
TOTAL
PROFISSIONALIZADOS
3000 DOCENTES
2000
1000
0000

Fig. 5

De notar que a maior percentagem de professores nesta situação encontrava-se nos distritos de Évora, Beja, Portalegre, Bragança, Guarda e Vila Real, o que acentua o carácter repulsivo destas áreas em contraste com os distritos de Aveiro, Coimbra, Lisboa e Porto, onde mais de metade dos docentes em serviço eram já professores profissionalizados.

Tal situação ajudar-nos-á certamente a compreender o baixo rendimento na escolaridade obrigatória: em 1983, as estimativas dos alunos que não cumpriram a escolaridade obrigatória de seis anos foi da ordem dos trinta mil, calculando-se a taxa de cumprimento em 81,5%.

Do mesmo modo se poderá ainda referir que a rentabilidade da escolaridade obrigatória no sistema de ensino oficial diurno (por projecção da situação de 1981), expressa por um indicador de «eficiência», foi de 58,1% o que «significa que cerca de 42% dos anos-estudante financiados na escolaridade obrigatória são desperdiçados em repetência e abandonos»[1].

Como se verificou com o ensino preparatório, também no ensino secundário ocorreu um aumento do número de alunos em resultado do alargamento da rede escolar, do aumento da «esperança de vida escolar» e do «efeito de onda» que acompanhou o aumento dos diplomados no ensino preparatório. Uma consequência, aliás, de uma certa melhoria das condições de vida da população portuguesa e do desejo de «mobilidade social» que o prosseguimento dos estudos secundários, e o ingresso na Universidade, em regra acabam por possibilitar.

Assim o aumento da frequência do ensino secundário, facilitado pela construção e adaptação de novos estabelecimentos do ensino secundário, que não só nas capitais de distrito, justifica (em complemento de outras medidas que se poderão resumir à unificação do curso geral, à implantação dos cursos complementares para os dois ramos de ensino e à implementação do ensino técnico professional) o aumento da frequência escolar, quer a nível do Secundário unificado (7.°, 8.° e 9.° anos), quer nos complementares (10.°, 11.° e 12.° anos).

No que respeita à sua distribuição, verificou-se um maior número de matrículas nos distritos de Lisboa, Porto, Setúbal, Aveiro, Braga e Coimbra (Figura 6).

Tal situação foi igualmente acompanhada de um crescimento dos efectivos docentes, devido não só ao aumento da procura social do ensino neste grau, mas ainda à falta de perspectivas profissionais noutros sectores. Daí que o número total de docentes tenha triplica-

[1] MEC/GEP; 1986; p. 25.

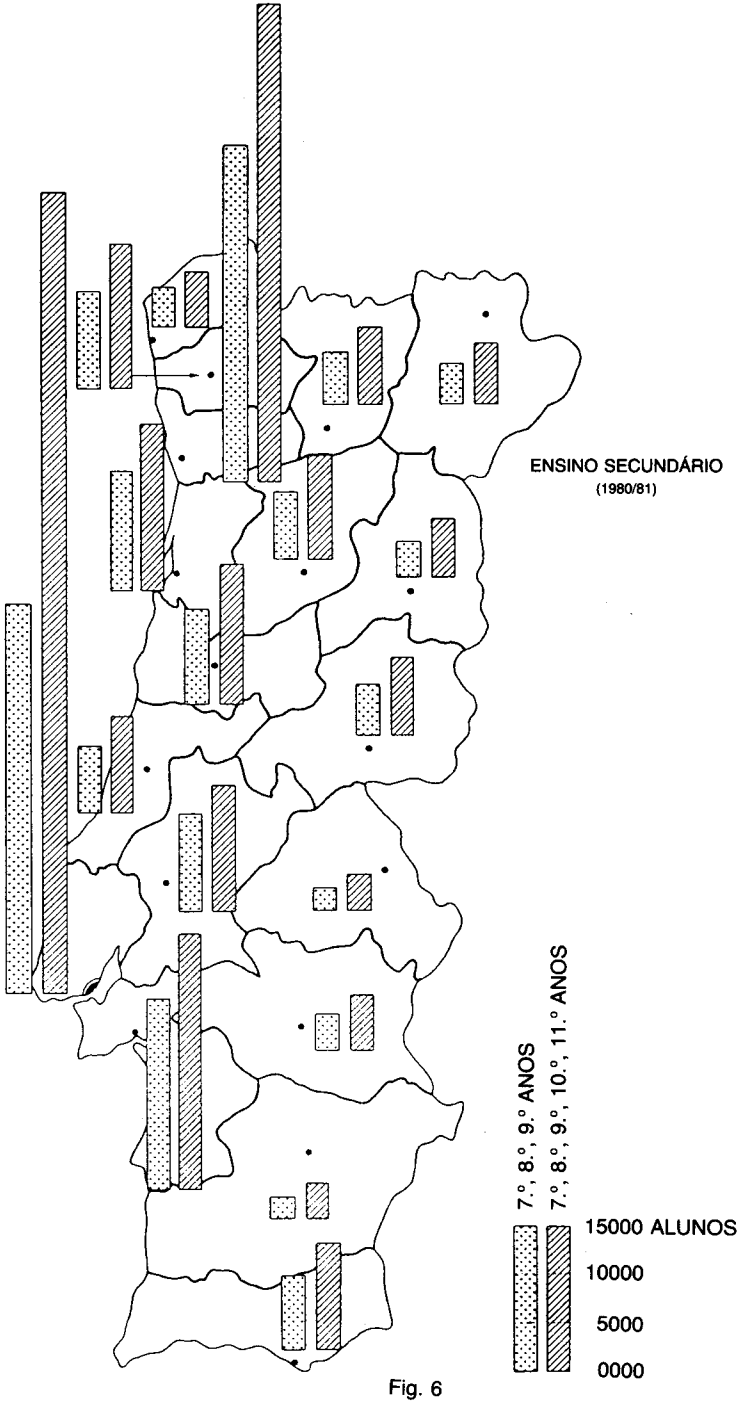

ENSINO SECUNDÁRIO
(1980/81)
7.º, 8.º, 9.º ANOS
7.º, 8.º, 9.º, 10.º, 11.º ANOS
15000 ALUNOS
10000
5000
0000

Fig. 6

do entre 1973/74 e 1980/81, em particular os «professores profissionalizados» — 3966 na primeira data e 14.108 na última (Figura 7).

Para além das grandes distorções que uma vez mais se notam no Continente, convirá realçar o acréscimo das taxas aparentes de escolarização registadas no Secundário unificado: 54,1% em 1982 / / 83, 66,7% em 1984/85 e a sua rentabilidade: em 1981/82 o indicador de eficiência (de ordem dos 55%) indica que «cada diplomado leva 5,5 anos para concluir a escolaridade de três anos do curso geral unificado e que cerca de 45% dos anos-estudante financiados são «desperdiçados» (em repetências e abandonos)[1].

Para o ano de 1984/85 é ainda possível assinalar as taxas aparentes de escolarização (a nível de distrito), o que convirá fazer com os mesmos indicadores referentes ao ensino secundário complementar (10.°, 11.° e 12.° ano).

A compilação de outros elementos abarcando as diferentes vias do ensino secundário complementar-ensino, cursos técnicos-profissionais e profissionais — permitir-nos-ia, no entanto, aprofundar a imagem já delineada de um certo número de distorsões, que a nível do distrito, identificam o território português.

Dado, no entanto, a expansão deste tipo de ensino, em particular dos cursos que conferem qualificação profissional deixamos, por ora, de os recordar. Fazemos contudo referência a uma outra taxa de escolarização, globalizante, relativa ao grupo étário dos 15/19 anos, no qual está incluída, não só a população escolar do ensino médio e superior, mas ainda do ensino secundário complementar (oficial e particular), diurno e nocturno (Figura 8).

Embora carecendo de uma análise mais atenta, não deixamos de observar que estes valores reforçam, por um lado, a maior acessibilidade da população jovem aos cursos localizados nos principais centros urbanos e, por outro, as maiores perspectivas de emprego que se verificam nos distritos de franca industrialização — Braga, Aveiro e Leiria, são disso um exemplo — onde as maiores possibilidades de emprego, poderão justificar alguns valores mais reduzidos que acabamos de assinalar.

Sem nos determos, por ora, na análise de outros indicadores referentes à procura, à rentabilidade do ensino e à importância da educação como factor de desenvolvimento humano, não deixamos de reconhecer, como o fez LOUREIRO, que «à parte certos resultados positivos de tipo formal no que se refere ao exercício do dever-direito de aprender, traduzidos sobretudo pelo que se convencionou chamar a "explosão escolar", não foram atingidos os objectivos da integração escolar de todos, no sentido da efectiva igualdade de oportuni-

[1] MEC/GEP; 1986; 34.

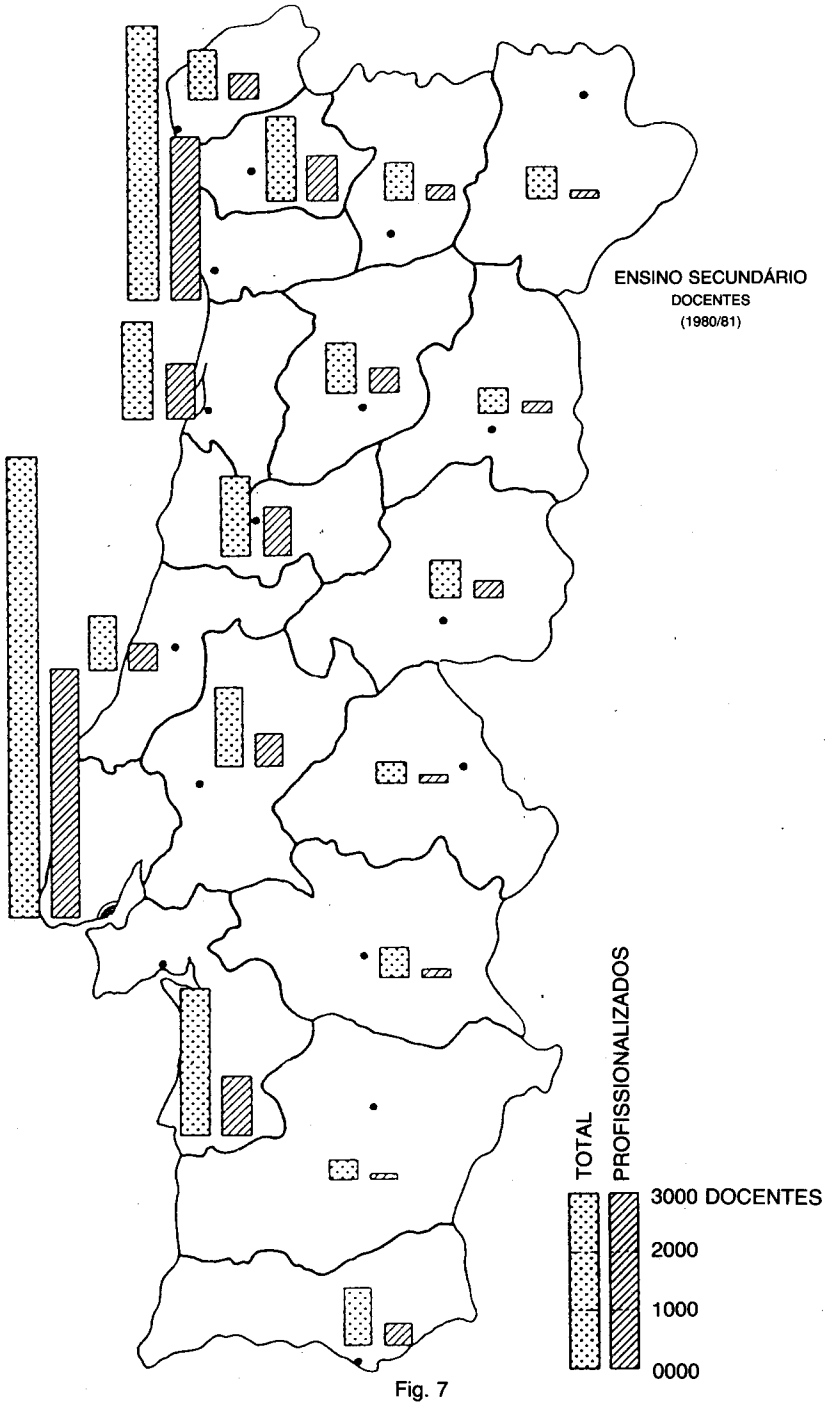

ENSINO SECUNDÁRIO
DOCENTES
(1980/81)
TOTAL
PROFISSIONALIZADOS
3000 DOCENTES
2000
1000
0000

Fig. 7

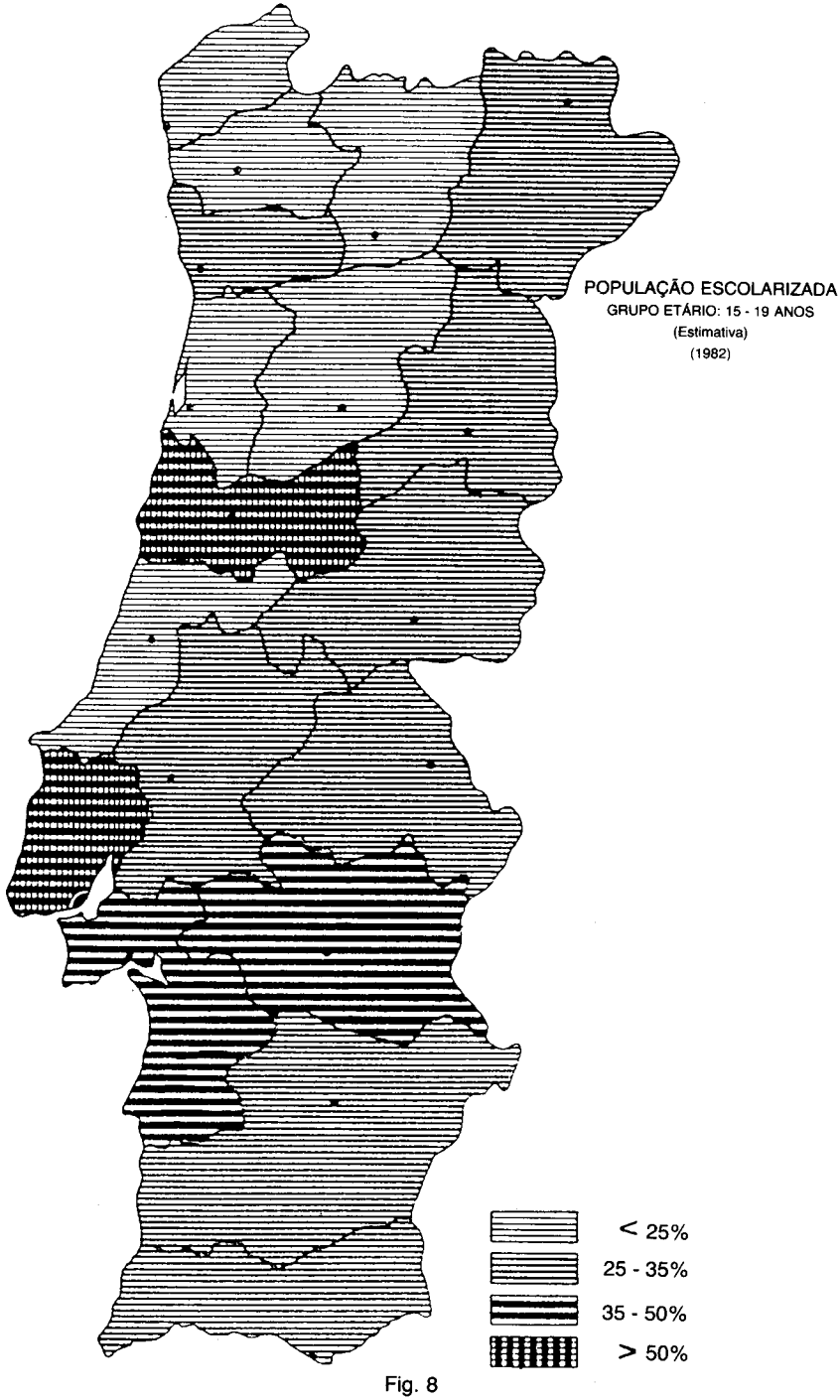

POPULAÇÃO ESCOLARIZADA
GRUPO ETÁRIO: 15 - 19 ANOS
(Estimativa)
(1982)
< 25%
25 - 35%
35 - 50%
> 50%

Fig. 8

dades de sucesso, nem tão-pouco os de, por esta via, minorar as desigualdades sociais».[1]

Daí que se possa questionar sobre o valor económico das despesas em educação já que se por um lado os esforços desenvolvidos vão no sentido de democratizar o ensino, «com garantia do direito à igualdade de oportunidades de acesso e êxito escolar» a todos os cidadãos e que o «ensino» deve ser modificado de modo a superar qualquer função conservadora de desigualdades económicas, sociais e culturais (Art.º 74.º da Constituição da República Portuguesa), verifica-se que para além do período de escolaridade obrigatória as taxas de escolarização vão-se reduzindo, ao mesmo tempo que se nota um agravamento do desemprego nas camadas mais jovens. Tal situação não deixa de comprometer as perspectivas de inovação requeridas pelo crescimento económico chamando por isso a atenção da necessidade de se repensar a política de desenvolvimento nacional, orientando-o não só no sentido das metas económicas a atingir, mas ainda de determinadas metas sociais. Dando assim cumprimento ao estabelecido no Art.º 73 do C.R.P. — «O Estado promove a democratização da educação e as demais condições para que a educação realizada através da escola e de outros meios formativos, contribua para o desenvolvimento da personalidade, para o progresso social e para a participação democrática na vida colectiva».

Para este efeito espera-se que a aplicação daqueles princípios venha a modificar a realidade social portuguesa marcada por um peso excessivo de população total ou funcionalmente analfabeta (Figura 9), de forma a contibuir «para a correcção das assimetrias de desenvolvimento regional e local» através de medidas que facilitem «em todas as regiões do País a igualdade no acesso aos benefícios da educação, de cultura e da ciência», como o preconiza, também, o Artigo 3 da Lei 46/86 (Lei de Bases do Sistema Educativo). Contudo a análise dos diferentes indicadores relativos à frequência escolar, ao aproveitamento dos alunos e às características da população docente realçam as dificuldades com que se debatem certas regiões do país onde os indicadores mais correntes se afastam demasiado do panorama comum na Europa comunitária, comprometendo, deste modo, as perspectivas de inovação e de desenvolvimento económico, capazes de melhorar o nível de vida e de instrução da população portuguesa.

---

[1] J. E. Loureiro; *O Futuro da educação nas novas condições sociais, económicas e tecnológicas;* Aveiro; Universidade de Aveiro; p. 14.

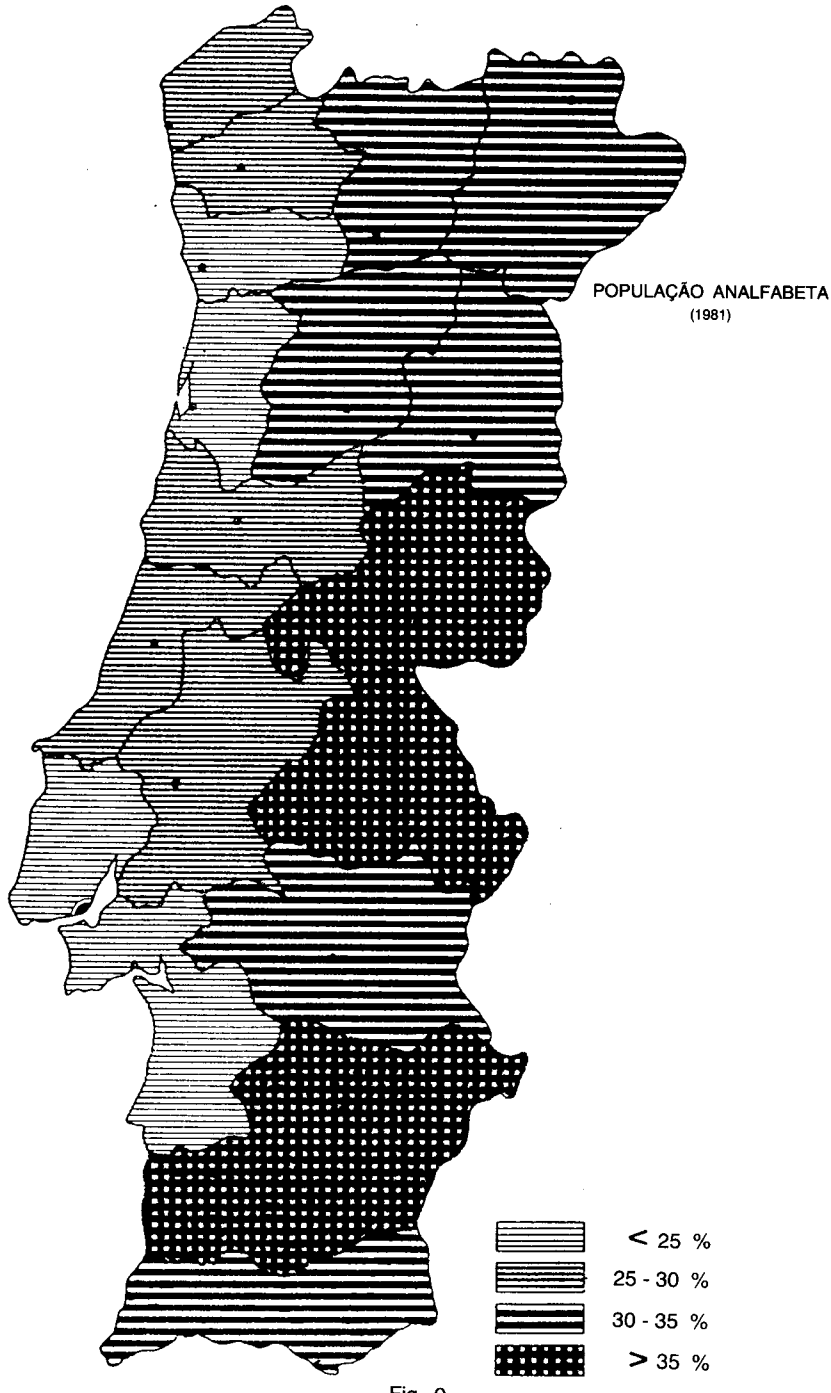


Fig. 9

EDUCATION, TRAVAIL ET ETAT:
DU FORDISME AUX NOUVELLES TECHNOLOGIES

Stephen R. Stoer
Université de Porto

Alan Stoleroff
Institut Supérieur des Sciences
du Travail et de l'Entreprise, Lisboa

I. Cadre analytique et hypothèses de recherche

A. Le système de production industrielle fondé sur les marchés de masse, les produits standardisés, le machinisme spécialisé et les marchés du travail segmentés, habituellement dénommé «Fordisme», manifeste de façon croissante des signes de crise et de transition. Les changements visibles dans l'organisation de la production industrielle sont complexes et mettent en jeu des phénomènes aussi divers que l'extension de la division internationale du travail, l'assouplissement des relations de travail et l'innovation technologico-organisationnelle. Les premiers symptômes clairs de la transition apparurent avec la crise économique qui mit fin à l'illusion du «plein emploi». Par la suite, ce fut la nouvelle vague de l'automation, fondée sur l'évolution accélérée des systèmes d'information et de computeurisation, dont le point culminant est la robotisation.

Pour l'école française néo-marxiste de l'économie de «régulation» (Boyer, Coriat, Lipietz), la crise du Fordisme représente l'obsolescence d'une forme d'accumulation du capital. Cette phase du développement s'est appuyée sur l'«exploitation intensive», dont la manifestation la plus importante, par rapport au contenu du travail, a été la dialectique de la concentration des qualifications dans les catégo-

ries de conception, de supervision et manutention et la «déqualification» de la main d'oeuvre directement produtive (Freyssenet 1977). Il s'agit de fait d'une version plus sophistiquée de la thèse de la déqualification associée à Braverman (1974), qui accentue des changements de caractère unilatéral dans la division du travail dus à une croissante extension de l'application des principes «Tayloristes» d'organisation. De toutes façons, ce qui est en discussion, dans la transition actuelle, c'est la configuration spécifique de la relation de salaire («le rapport salarial»). Ainsi, les manifestations de crise du Fordisme signifient l'apparition, à grande échelle, de relations d'emploi marquées par l'insécurité, précaires et de tentatives pour augmenter la flexibilité de l'organisation de la production, dans tous ses aspects.

Sabel (1982:33) considère le Fordisme comme une abréviation de «principes organisationnels et technologiques caractéristiques de l'usine moderne de grande production». Son analyse de ce système de production est centrée sur la standardisation du produit et sur le *dualisme technologique* qui lui correspond, résultat de son apparition. Le concept de dualisme technologique est utilisé en se rapportant à la thèse (développée en particulier par Michael Piore, 1980) selon laquelle il y a un secteur primaire de l'industrie, au centre de l'économie, de demande stable, qui utilise une division du travail plus avancée, du point de vue technologique, et un secteur secondaire, à la périphérie, sujet à une grande compétition, et utilisant des techniques moins sophistiquées et moins spécialisées.Sabel souligne l'écroulement contemporain des marchés de masse stables, comme résultat de nouvelles combinations économiques résultant de la crise, ce qui a pour conséquence que les principes Fordistes d'organisation de l'usine perdent de leur importance. Le défi qui est fait au Fordisme place les entreprises face à deux alternatives. La première est la rétraction et la protection, qui est limitée, étant donnés les problèmes de perte continue de compétitivité. La seconde est l'innovation reposant sur la production spécialisée. Cependant, cette deuxième alternative n'est viable

> «que si les habitudes Fordistes d'utilisation de la force de travail et du machinisme sont rejetées ou substantiellement modifiées en faveur de formes plus flexibles d'organisation. La flexibilité, la capacité de produire une gamme de produits différents à un coût total plus bas, sera plus importante que la réduction du coût d'un produit quelconque à un minimum techniquement possible. Comme une économie de ce type prospère en produisant une variété de produits, de forme imprévisible, et chacun, proportionnellement, en petite quantité, elle a besoin de machines de fonctions diversifiées et d'une force de travail adaptable qui s'ajuste rapidement à de nouvelles normes d'organisation, au lieu de machines spéciales et d'une force de travail non qualifiée (...) une production flexible peut être organisée de manières différentes, correspondant à des distributions différentes

> du pouvoir de négociation entre dirigeants d'entreprise et travailleurs et entre différents groupes de travail. Mais du point de vue de n'importe quelle entreprise qui a investi dans des techniques de production de masse, n'importe quelle forme organisationnelle plus flexible impliquera l'abandon, au prix de coûts élevés, de machines spécialisées et d'un «know how» organisationnel» (Sabel 1982:202).

B. Certains analystes critiques (Baudelot et Establet 1971, Bowles et Gintis 1976) ont vu dans l'école «démocratique» un complément au niveau de l'éducation et un entraînement au Fordisme, c'est-à-dire que l'école était conçue comme inculcation de valeurs capitalistes de discipline dans le travail et garante de la distribution hiérarchique des individus entre les différents lieux du monde du travail. Ainsi, les écoles étaient organisées afin de produire des qualifications routinières pour un travail routinier, tout au moins pour un large secteur de la population, en accord avec les formes de contrôle et d'organisation bureaucratiques qui apparurent comme une réponse à la production de masse et à la création du travailleur Fordiste.

Avec le «Fordisme en transition», et peut-être paradoxalement, une nouvelle importance fut attribuée à la scolarisation comme complément des changements pressentis, par rapport aux exigences du marché du travail. La computeurisation a eu des répercussions sur nos conceptions de l'éducation, de la formation, du recyclage en vue de l'emploi. Elle a également contribué à une augmentation des pressions qui cherchent à articuler les qualifications techniques obtenues dans le cadre du système éducatif (par exemple, la familiarisation avec les langages, les fonctions, la programmation, l'analyse, etc. ... de l'ordinateur) avec l'emploi et l'économie. Plusieurs questions centrales surgissent de cette relation supposée entre le système éducatif et le marché du travail: 1. les effets des nouvelles technologies augmentent-ils les niveaux d'éducation et les qualifications exigées pour les emplois existants? 2. y a-t-il une forme qualitativement différente d'acquisition des qualifications ou même du processus d'apprentissage exigées ou requise par les nouvelles technologies (y compris l'apprentissage constant au cours du travail lui-même qui serait ainsi radicalement différent des qualifications routinières qui apparurent avec le Fordisme)? (voir Hirschhorn 1984; le concept de «educational self-direction» de Miller, Kohn et Schooler, 1984, peut être ici une contribution valable) 3. l'application des nouvelles technologies se réalise-t-elle dans la perspective d'une logique néo-Fordiste, maintenant une différenciation radicale quant aux exigences de qualifications, c'est-à-dire, la surqualification des catégories de conception, supervision et manutention en même temps que se produit la déqualification des travailleurs directement produtifs? 4. ou est-ce finalement la fin du Taylorisme? les nouvelles technologies im-

pliquent-elles dès lors la croissance continue de catégories impliquées dans le travail intellectuel (les ingénieurs par exemple) et une *intellectualisation générale du travail,* diminuant l'importance actuelle de la production fondée sur le travail manuel à mesure que les robots et l'automation se développent? (voir Veltz 1986, Adler 1986) 5. l'impact des nouvelles technologies se réduit-il, en dernière analyse, à une instrumentalisation par le capital de manière à faciliter la rationalisation de l'organisation du travail? (Pastre 1984; voir également Lipietz 1982) et s'il en est ainsi que deviendront les conceptions de l'éducation pour la grande part de la classe travailleuse (c'est-à-dire les «exclus», incapables de faire partie des élites techniques)? Cette question est particulièrement importante pour un pays qui, en plus d'être semi-périphérique (dans le contexte européen), a connu un changement important et décisif au long des années 70. Dans une formation sociale semi-périphérique beaucoup du changement technologique dérive du *transfert de technologies,* réalisé par des entreprises multinationales, opérant dans les secteurs les plus avancés (ver Rolo 1975, 1976). Ce fait peut exacerber le caractère de transition Fordiste dans différents secteurs. Les effets des changements associés au 25 Avril 1974 et de la conscience de la part de la jeunesse des changements au niveau des réalités de la production, dans leur pays, dus à de nouvelles technologies seront certainement cruciaux pour la formation d'expectatives par rapport à l'intégration dans le marché du travail.

De fait, l'introduction de nouvelles technologies au Portugal a contribué, une fois de plus, à augmenter la notion de la relation *(perçue)* entre l'éducation (vue comme acquisition de qualifications adéquates et désirées, du point de vue technique, pour avoir du succès sur le marché du travail) et le marché du travail. Et ce facteur, à son tour, a contribué à une recherche sociale de programmes étatiques qui satisfassent cette nouvelle orientation. Sous le prétexte de ces programmes, l'éducation et la formation technico-professionnelle sont réintroduites dans le système, en même temps que la formation professionnelle est étendue au niveau de l'entreprise, comme contrepartie pour ceux qui «ont abandonné» tôt le système éducatif.[1] Arrivés à ce point, on pourrait se demander (un sujet de recherche) s'il est possible que, à travers le «discours» des nouvelles technologies, l'objectif Fordiste «dépassé» qui consiste à inculquer les valeurs capitalistes de la discipline dans le travail soit, de fait, un objectif sous-

[1] Hussain (1982) avance l'argument que les «écoles-usines», bien que ne faisant pas partie du système éducatif, devraient «être traitées comme des institutions éducatives parce qu'elles représentent la séparation de l'apprentissage par rapport aux activités économiques» (p. 108).

jacent à la réintroduction des schémas d'éducation et de formation technico-professionnelle dans le système éducatif portugais des années 80.

C. Le taux élevé de chômage, et en particulier de chômage juvénile[2], a créé une demande presque frénétique de solutions, de mesures financées par l'État pour répondre à la crise. La proposition de telles solutions est venue de groupes d'intérêts éducatifs, y compris les syndicats, les associations patronales et les techniciens d'éducation pour ne pas mentionner les associations de parents et d'étudiants qui ont joué un rôle d'une importance croissante quant aux solutions financées par l'Etat, à travers leur influence sur le processus de formulation de politiques, en plus d'autres groupes de pression éducatifs moins organisés (mais qui ont toujours plus de voix), comme les parents de jeunes à la recherche du premier emploi et, spécialement, la jeunesse en général. En plus du système éducatif, la cible de telles «solutions» a inclus les institutions étatiques de formation, comme l'Institut d'Emploi et de Formation Professionnelle (IEFP). Ainsi, le point de convergence de ce project finit par être l'Etat comme médiateur des expectatives réparatrices de groupes d'intérêts éducatifs.

Tout comme Bates et. al. (1984) le défendent, le centrage prédominant quant au chômage juvénile (à la crise) a été les jeunes, et, implicitement, les jeunes de classe populaire en tant que *problème.* Ainsi, ou ce sont les jeunes qui sont rendus «coupables» de la situation dans laquelle ils se trouvent *(il leur manque* quelque chose), ou ce sont les écoles qui sont «coupables» de ne pas fournir aux élèves les qualifications et attitudes de base nécessaires et requises pour entrer dans le monde du travail. Telles sont les explications du chômage juvénile qui ne prennent en considération qu'un seul aspect dans la transition de l'école au travail: l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Cependant, la transition de l'école au travail implique également qu'il y ait des places où l'on puisse aller!

En Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans beaucoup d'autres nations hautement industrialisées, la récession a fait naître des «stratégies» pour la formation de la jeunesse (par exemple, à travers le M.S.C. Manpower Services Commission en Grande-Bretagne) qui ont permis en réalité, 1. de retarder l'entrée de la jeunesse sur le marché du travail et 2. d'occulter et de légitimer l'échec évident de l'économie de marché pour ce qui est de fournir des emplois aux jeu-

[2] La rapide évolution du chômage juvénil est motif de préoccupations: les estimations récentes suggèrent que «le temps de recherche d'emploi est déjà supérieur à un an pour 45% des chômeurs, et presque 64% des travailleurs dans cette situation ont moins de 30 ans» *O Jornal,* 31/10/86.

nes (on peut défendre que le «succès» de telles «stratégies» tient plus à l'orchestration de slogans idéologiques qu'à l'intégration réussie de la jeunesse au marché du travail).

A la lumière d'un ensemble d'études réalisées au long des quinze dernières années sur la relation éducation-travail, et plus spécifiquement sur la contribution de l'éducation quant à l'obtention de qualifications pour le marché du travail, et prenant en considération les conclusions de ces mêmes études qui démontrent une relation très problématique, et c'est le moins qu'on puisse en dire, entre les systèmes éducatifs et les besoins du marché du travail, il est lamentable mais non complètement surprenant de trouver une relation simpliste entre les deux secteurs, proposée par des groupes d'intérêts éducatifs, aussi bien en Grande Bretagne et aux Etats-Unis qu'au Portugal.

L'un des premiers et des plus importants articles qui a, récemment, mis en question la relation éducation-travail, écrit par le sociologue américain Randall Collins (1971), a mis sérieusement en cause les positions assumées comme celles du structuro-fonctionnalisme dominant, à travers sa théorie de la modernisation, au long des années cinquante et soixante. Les structuro-fonctionnalistes défendirent que la structure occupationnelle créait des exigences pour des formes déterminées de réalisation et que la formation professionnelle était l'une des manières de répondre à ces exigences. Collins a démontré que les exigences créées par un quelconque travail n'étaient pas «fixes», comme cela avait été affirmé. Au contraire, elles dépendent de la négociation entre ceux qui tentent de les contrôler et ceux qui cherchent à occuper ces places. En plus de cela, Collins a défendu l'idée selon laquelle la *principale* activité des écoles est d'enseigner des cultures qui sont en relation avec des statuts spécifiques («teach status cultures»), c'est-à-dire que les écoles enseignent principalement (mais pas uniquement) un vocabulaire et une inflexion, un style de se vêtir, des goûts esthétiques, des valeurs et des «manières».

Au cours des années soixante-dix, est apparu un ensemble d'oeuvres (Berg 1970, Jencks 1972, Dore 1978, pour n'en mentionner que quelques-unes) qui ont mis en cause les présupposés simplistes des structuro-fonctionnalistes. En plus de ces auteurs, aussi bien Pierre Bourdieu, en France, que Basil Bernstein, en Angleterre, ont écrit des oeuvres importantes sur la relation travail-éducation, aboutissant tout deux à la conclusion que la structure du système éducatif ne pouvait pas être déduite de la structure occupationnelle résultant de l'économie. Hussain (1981) a poussé plus avant l'argument: «il est nécessaire de rejeter la conception de l'institution éducative qui la présente implicitement comme une entreprise qui fournit une marchandise spécifique ("main d'oeuvre éducative")» (p. 103).

Enfin, Ronald Dore (1976) affirme: «Les écoles fournissent des diplômes mais non des qualifications. Défendre qu'elles devraient fournir des qualifications est non seulement ingénu, mais discriminatoire» (p. 102).

Pourquoi sera-ce alors que, malgré le discrédit quant à une relation transparente entre l'éducation et le marché du travail, une telle notion apparaît, dans cette conjoncture, d'une forme si dominante? Quelques explications peuvent être avancées comme hypothèses: 1. l'ignorance quant aux études réalisées pendant les années 70; 2. la gravité de la crise du chômage et en conséquence l'anxiété de se raccrocher à des béquilles; 3. des stratégies qui tiennent plus à l'orchestration de slogans idéologiques qu'à l'intégration bien réussie de la jeunesse sur le marché du travail et qui fonctionnent comme forme de contrôle social; 4. une *situation qualitativement différente,* créée par les nouvelles technologies (les questions soulevées ci-dessus dans la section B. sont cruciales; de surcroît, elles montrent le caractère ambigu et irréfutable du défi que constituent les nouvelles technologies pour l'éducation et pour la formation professionnelle); et 5. un programme déguisé de discipline social (fondé sur le Fordisme), introduit au travers du «discours» des nouvelles technologies.

D. Par rapport aux «explications» 4. et 5. ci-dessus indiquées, il est nécessaire de poser la suivante question: quelle est de fait la relation perçue entre l'éducation et le marché du travail, étant données l'apparition et l'introduction pratique des nouvelles technologies et les espoirs d'une future distribution plus élargie? Il existe déjà une vaste littérature sur ce thème, dans les pays plus industrialisés (voir par exemple Bright 1958, 1966; Lauwerys et Scanlon 1968; Braverman 1974; Greenbaum 1979; Rumberger et Carnoy 1984; Rumberger et Levin 1984; Spenner 1985). Par rapport au Portugal, en plus des études déjà réalisées (en petit nombre, mais éventuellement significatives comme, par exemple, Ambrosio, Avakov et Tiburcio 1982), il est nécessaire de mener une recherche sur cette question à la lumière de la problématique que nous avons développée dans la première section: c'est-à-dire à travers des explications données en vue d'une relation rénovée entre l'éducation et le marché du travail, et en termes d'exigences sociales dirigées à l'Etat comme médiateur des nécessités réparatrices des groupes d'intérêts éducatifs.

Nous aimerions encore nous demander si, par rapport à l'«explication hypothétique» 4., de forme sous-jacente aux préoccupations actuelles relatives à l'éducation et à son rôle possible de mitigeur du chômage juvénil, se trouve l'idée-clef selon laquelle le changement de formes de contrôle, d'organisation et de stratégies bureaucratiques, de la part de techniciens et/ou de professeurs dans la

négociation de leur situation de travail en formes de contrôle, organisation et stratégies technologico-administratives (inhérents aux nouvelles technologies), implique la production d'une forme de scolarisation bien plus dynamique et imaginative.[3]

II. Objectifs et méthodologie de recherche

A. *Objectifs*

Les objectifs principaux de ce projet sont, à la lumière de la notion croissante de l'importance de l'éducation dans la fourniture d'orientation pour le travail:

1. rechercher la relation perçue de l'éducation et du marché du travail, comme résultat de l'introduction des nouvelles technologies au Portugal;

2. Rechercher *comment* les nouvelles technologies sont en train d'être intégrées, à travers l'éducation, au niveau des entreprises («formation professionnelle») et, encore, découvrir ce que sont les nouvelles conditions de la formation professionnelle, dans l'industrie de technologie de pointe, au Portugal;

3. Rechercher la façon précise dont l'Etat joue le rôle de médiateur dans la relation école-marché du travail à la lumière des points 1. et 2. ci-dessus indiqués;

4. Déterminer quelles pressions (exigences) agissent sur l'Etat au Portugal, de manière à le pousser au rôle de médiateur dans la relation éducation/marché du travail.

Il y a encore des objectifs secondaires qui sont les suivants:

i. rechercher la relation perçue entre l'éducation et le marché du travail sous le Fordisme, au Portugal;

ii. identifier les expériences culturelles et matérielles de la jeunesse, comme élément important dans le processus de transition de l'école au travail;

iii. rechercher l'intervention, et l'interprétation qui en découle, des organisation internationales dans l'éducation portugaise, par rapport a) à la modernisation et b) aux «solutions» pour le chômage juvénil.

B. *Méthodologie*

En fonction du cadre analytique et des objectifs du projet, indiqués antérieurement, celui-ci se divisera en deux aires: 1. une première aire, permettant la recherche des objectifs principaux du

[3] Dale (1982), citant les analyses de Therborn (1978) et Offe (1975), défend que le rôle, en mutation, de l'Etat capitaliste impiquera le changement des politique étatiques «produtives». Ces dernières impliquent un rôle de l'Etat beaucoup plus actif fondé non sur l'exécution de règles, mais plutôt sur la «rentabilité du produit».

projet (indiqués en II A) — ce qui comprendra, et impliquera, en premier lieu, la recherche sur le terrain, non seulement sous forme d'interviews avec des responsables syndicaux, des représentants des organisations patronales et des techniciens du Ministère de l'Education mais également sous forme d'études de cas, impliquant observation, analyse documentale et interviews aussi bien au niveau de l'entreprise qu'au niveau du système éducatif; et 2. une aire qui englobera l'analyse de documents et la littérature scientifique, en ce qui concerne non seulement la relation perçue de l'éducation avec le marché du travail dans le Fordisme, mais également les implications en matière d'éducation de la médiation de l'Etat dans cette relation, en particulier pendant les années cinquante et soixante. Une référence constante, dans cette recherche, sera faite au statut du Portugal comme pays européen semi-périphérique; ainsi, la spécificité politique, culturelle et économique du Portugal, comme nation-Etat, fournira non seulement les limites de la démarcation comme, en même temps, des considérations sur sa relative dépendance.

Nous calculons que le travail relatif aux deux aires se prolongera sur une période de deux ans.

En ce qui concerne les études de cas, nous avons selectionné pour étude, au niveau de la «formation professionnelle», une grande entreprise dont les objectifs sont d'intégrer les nouvelles technologies en fonction des exigences les plus récentes du marché. Plus spécifiquement, nous mentionnons l'entreprise «Iberomoldes», qui se situe à Marinha Grande. Cette entreprise a créé son propre centre de formation professionnelle. La création de ce service est justifiée par l'entreprise par la notion que l'époque de l'existence d'apprentis est dépassée, en termes non seulement des conditions modernes, au niveau de l'éducation de base, comme également du «sens» cybernétique requis du travailleur dans la fabrication des moules.

Le «centre pédagogique» comprend trois classes, de 15 étudiants chacune. L'objectif explicite de ce centre est la création d'une «pédagogie pour les nouvelles technologies». Ces nouvelles technologies englobent surtout la computeurisation du processus de travail. Iberomoldes s'enorgueillit d'être la première entreprise au Portugal, et l'une des premières en Europe, à introduire CAD/DAM («Computer aid design/Computer aid machinery»).

En plus de Iberomoldes, nous pensons étudier également Efacec-Rabor, à Ovar, qui a introduit la robotisation dans son entreprise. Dans cette entreprise, il existe un processus de sélection et de recrutement particulièrement intéressant qui s'étend aux travailleurs ayant une occupation secondaire dans l'agriculture. De cette façon cette étude rendrait plus claires les implications du transfert de technologie dans une zone semi-rurale (ce qui est particulièrement important par rapport à la spécificité du Portugal).

Enfin, la restructuration de la Sidérurgie Nationale, en accord avec la Communauté Européenne, ne peut être ignorée. Ici, ce sont les implications de la reconversion qui feront l'objet de analyse; comment les nouvelles technologies sont-elles en train d'être intégrées (spécialement à la lumière de la technologie applicable au concept de «mini-sidérurgie»)?

Par rapport au système éducatif, nous avons sélectionné, pour étude, le projet MINERVA, créé par arrêté ministériel n.° 206/ME/85. «Moyens informatiques dans l'Enseignement: Rationalisation/Valorisation/Actualisation» (MINERVA) fournit un excellent exemple de comment l'Etat joue le rôle de médiateur des nouvelles technologies pour le système éducatif. Ce diplôme affirme que l'évolution accélérée des technologies de l'information est en train d'avoir un effet transformateur, «qui met en cause un système éducatif, fondé sur la simple transmission d'une connaissance acquise» (sic). On y défend encore que, en vue de la compétition sur le marché du travail mondial, Portugal a besoin de produire des professionnels capables de s'adapter à la résolution systématique de nouveaux problèmes et d'utiliser des instruments auxiliaires de raisonnement que les nouvelles technologies peuvent fournir. Ainsi un nouveau travailleur est nécessaire: plus flexible et plus souple, ayant non seulement une éducation de base comme les qualifications techniques nécessaires pour combattre «l'obsolescence rapide» des occupations actuelles.

Le projet MINERVA a pour objectif la formation de base pour l'usage de technologies d'information et d'ordinateurs aussi bien dans l'enseignement de base que dans le secondaire.

De surcroît, par rapport au système éducatif, nous aurons besoin de mener une recherche sur la perception que la jeunesse a de son futur emploi. Quel effet a eu la variable de la conscience, au sujet du changement des réalités de la production, dû aux nouvelles technologies, sur son orientation par rapport au marché du travail? Les interviews de jeunes, en fonction d'un échantillon stratifié, aussi bien de jeunes qui entrent dans la voie académique/universitaire (enseignement complémentaire — 12ème année — particulièrement dans les secteurs scientifiques et du génie) comme de ceux qui suivent la voie technico-professionnelle (y compris l'enseignement professionnel, technico-professionnel et ceux qui abandonnent le système éducatif) peuvent, ici, se révéler pleines d'intérêt de façon à déterminer leurs expectatives.

Des contacts sont déjà en train d'être établis avec des représentants aussi bien d'Iberomoldes, que du projet MINERVA.

BIBLIOGRAFIA

ADLER, Paul (1986)
«New Technologies, New Skills»
in *California Management Review*
Vol. XXIX, no. 1, 9-28

AMBRÓSIO, T., AVAKOV, M., TIBÚRCIO, L. (1982)
Enseignement Superieur et Progrès Technique au Portugal
Paris, UNESCO

BATES, Inge, CLARKE, John, COHEN, Philip, FINN, Dann, MOORE, Robert e WILLIS, Paul (1984)
Schooling for the Dole? The New Vocationalism
Londres: Macmillan

BAUDELOT, Christian e ESTABLET, Roger (1971)
L'école Capitaliste en France
Paris: Maspero

BERG, I. (1970)
Education and Jobs: the Great Training Robbery
Harmondsworth: Penguin Education

BERNSTEIN, Basil (1978)
Class, Codes and Control, Vol. 3 (2.ª Edição)
Londres: R.K.P.

BOURDIEU, Pierre (1971)
«Reproduction Culturelle et Reproduction Sociale»
Informations sur les Sciences Sociales
X, 2

BOWLES, S. e GINTS, H. (1976)
Schooling in Capitalist America
Londres: R.K.P.

BRAVERMAN, Harry (1974)
Labor and Monopoly Capital
Nova Iorque: Monthly Review Press

BRIGHT, James (1958)
«Does Automation Raise Skill Requirements?»
Harvard Business Review
36, no. 4 (Julho/Agosto), 85-98

BRIGHT, James (1966)
«The Relationship of Increasing Automation and Skill Requirements»
in *The Employment Impact of Technological Change*
Washington, D.C., Report of the National Commission on Technology, Automation and Economic Progress, 207-21

COLLINS, Randall (1971)
«Functional and Conflict Thories of Educational Stratification»
American Sociology Review
36, 1002-1019

DALE, Roger (1982)
«Education and the Capitalist State»
in *Cultural and Economic Reproduction in Education*
Michael Apple (org.)
Londres: R.K.P.

DALE, Roger (1985)
Education, Training and Employment: Towards a 'New Vocationalism'?
Oxford: Pergamon

DORE, Ronald (1976)
The Diploma Disease
Londres: Allen and Unwin

FREYSSENET, Michel (1977)
La Division Capitaliste de Travail
Paris: Savelli

GREENBAUM, Joan M. (1979)
In the Name of Efficiency
Philadelphia: Temple University Press

HIRSCHHORN, Larry (1984)
Beyond Mechanization
MIT Press

HUSSAIN (1976)
«The Economy and the Educational System in Capitalist Societies»
Economy and Society
Vol. 5, no. 4.

HUSSAIN, A. (1981)
«The Relationship between Educational Qualifications and Occupational Structure: a Re-examination»
in *Identity and Structure*
Gleason, Dennis (Org.)

JENCKS, C. (1972)
Inequality: A Reassessment of the Effects of Family and Schooling in America, Nova Iorque: Basic Books

LAUWERYS, J. A., e SCANLON, D. G. (Orgs.) (1968)
Education Within Industry
Londres: Evans

LEVIN, Henry M. e RUMBERGER, Russel W. (1983)
«The Educational Implications of High Technology»
I.F.G. Project Report 83-A4, Stanford, California, Institute for Research on Educational Finance and Governance

LIPIETZ, Alain (1982)
«Croissance, Crise et Transformation de Salariat Industrielle»
C.E.P.R.E.M.A.P., no. 8213, Maio

MILLER, Karen A., KOHN, Melvin L. e SCHOOLER, Carmi (1984)
«Educational Self-Direction and Personality»
National Institute of Mental Health

OFFE, Claus (1975)
«The Capitalist State and the Problem of Policy Formation»
in Leon J. Lindberg, Robert Alford, Colin Crouch e Claus Offe (Orgs.) *Stress and Contradiction in Modern Capitalism* Lexington, Mass: Lexington Books, 125-44

PASTRE, Olivier (1984)
L'informatisation et l'emploi
Paris: Editions La Decouverte

PIORE, Michael (1980)
Dualism and Discontinuity in Industrial Societies
Cambridge: Cambridge University Press

ROLO, J. M. (1975)
«Transferências de Tecnologia e Dependência Estrutural Portuguesa: resultados de um inquérito»
Análise Social, nos. 42-43, 213-231

ROLO, J. M. (1976)
«Modalidade de Tecnologia Importada em Portugal»
Análise Social, no. 47, 541-561

RUMBERGER, Russel W. (1981)
«The Changing Skill Requirements of Jobs in the U.S. Economy»
Industrial and Labour Relations Review
34, no. 4, 578-90

RUMBERGER, Russel W. e CARNOY, Martin (1984)
«Segmentation in the U. S. Labour Markets: Its Effects on the Mobility and Earnings of Whites and Blacks»
Cambridge Journal of Economics
4, 117-32

RUMBERGER, Russel W. e LEVIN, Henry M. (1984)
«Forecasting the Impact of New Technologies on the Future Job Market»
Stanford, Calif: Standford University Institute for Research on Educational Finances and Governance

SABEL, Charles (1982)
Work and Politics
Cambridge: Cambridge University Press

SPENNER, Kenneth I. (1985)
«The Upgrading and Downgrading of Occupations: Issues, Evidence and Implications for Education»
Review of Educational Research
Vol. 55, no. 2, 125-154

THERBORN, Goran (1978)
What Does the Ruling Class Do When It Rules?
Londres: New Left Books

VELTZ, Pierre (1986)
«Informatisation des industries manufacturieres et intellectualisation de la production»
in *Sociologie du Travail*
1, Vol. XXVIII, 5-22

WILLIS, Paul (1977)
Learning to Labour
Saxon House

CEDEFOP
Occupational Choice and Motivation of Young People, their Vocational Training and Employment Prospects Berlin, 1979

CEDEFOP
Alternative training for young people: Guidelines for action
Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities, 1982.

L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE ET LA PROFESSIONNALISATION

Monique Hirschhorn
Université d'Orléans

On présente de plus en plus souvent la professionnalisation des enseignements comme le moyen de résoudre la crise de l'Université et d'éviter le chômage en s'adaptant aux demandes effectives du marché de l'emploi[1]. La loi d'orientation du gouvernement de gauche en 1984 a considéré la formation professionnelle comme une priorité essentielle et a ouvert largement les portes des conseils des universités aux représentants du monde productif. Le gouvernement de droite n'est pas revenu sur ce choix. Il existe donc dans ce domaine un large consensus auquel participent également les enseignants et les étudiants. Rien d'étonnant alors qu'en réponse aux injonctions de la loi et du ministère se multiplient les filières professionnelles dans le premier cycle (DEUST), dans le seconde cycle (MST) et dans le troisième (DESS)[2], mais aussi que l'on réfléchisse assez peu aux conséquences de cette évolution quant au fonctionnement de l'Université. Comme nous ne disposons pour le moment que d'un ensemble de données empiriques et non de recherches systématiques sur ce sujet, on ce contentera ici de formuler quelques hypothèses qui devraient bien entendu être soumises à vérification.

---

[1] cf. M. AMIOT et A. FRICKEY — *A quoi sert l'Université? Une université, ses étudiants et le marché de l'emploi,* Presses Universitaires de Grenoble, 1978; L. SCHWARTZ — *Pour sauver l'Université,* Paris, Le Seuil, 1984; l'Université est-elle réformable? in *le débat,* n.° 45, mai-septembre, 1987.

[2] DEUST: diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques.
MST: maîtrise de sciences et techniques.
DESS: diplôme d'enseignement supérieur spécialisé.

Il est impossible d'étudier cette transformation sans tenir compte des caractéristiques spécifiques de l'enseignement supérieur en France et son histoire. Si l'Université française a pu si long-temps ignorer le problème de la professionnalisation, c'est tout d'abord parce que le système d'enseignement supérieur français à l'inverse des autres pays européens est double, d'un côté l'Université, de l'autre les grandes écoles et que de façon assez surprenante, une partie des grandes écoles ont pour elle le bénéfice de l'antériorité, ainsi l'école des Ponts et Chaussées créée en 1715, l'école d'artillerie en 1720, l'école du génie militaire en 1748, l'école des mines en 1783. La monarchie vieillissante offre au pays les scientifiques et les ingénieurs dont il a besoin alors que les Universités célèbres au Moyen-Age ne servent plus qu'à la collation des grades et que l'essentiel de la formation intellectuelle est assuré par ce que nous appelons aujourd'hui l'enseignement secondaire. Sur ce plan il n'y a point de rupture entre l'ancien régime et la révolution même si certaines écoles disparaissent ou sont mal administrées et en 1794 la convention crée à son tour l'école polytechnique[3]. La fondation en 1945 de l'école nationale d'administration par Michel DEBRE s'inscrit exactement dans cette tradition et s'inspire du modèle de l'école polytechnique appliqué aux besoins de la fonction publique. Fermées par la révolution française, vivotant au XIXe siècle, à l'exception des écoles de droit et de médecine, les universités ne ressuciteront qu'avec la troisième République lorsque tirant les leçons de la défaite de 1870 et de la comparaison avec l'Allemagne l'on se préoccupe de doter la France de véritables universités. Mais déjà Louis LIARD, directeur de l'enseignement supérieur, craignait dans une vision quasiment prophétique que les écoles ne continuassent à attirer et à retenir les meilleurs ne laissant aux Universités futures que les moins bons et les refusés[4]. Destinées à former l'élite de la nation à répondre à ses besoins en ingénieurs, scientifiques, administrateurs, les écoles constituent un système d'enseignement supérieur original. Comme le fait remarquer Laurent SCHWARTZ, le MIT ou le Polytechnicum de Zurich ne sont pas comparables aux grandes écoles françaises, car ils fonctionnent de la même manière que les universités qui les entourent en pratiquant à l'entrée des études une sélection sévère. A l'inverse, en France le fonctionnement et l'organisation des écoles se différencient très nettement de celui des universités. Les lycéens titulaires du baccalauréat, accèdent en effet sans sélection à l'Université. En revan-

[3] Cf. à ce propos l'excellent livre de Terry SHINN — *Savoir scientifique et pouvoir social,* l'École Polytechnique, 1794-1914, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

[4] Propos cité par E. N. SULEIMAN — *Les élites en France, grands corps et grandes écoles,* Paris, Le Seuil, collection «Sociologie politique», 1978.

che les écoles recrutent sur concours auxquels dans la plupart des cas on ne peut se présenter qu'après un ou deux ans de préparation intensive sous la conduite d'enseignants très qualifiés[5]. Le nombre des places est limité de façon drastique: ainsi de la troisième République à nos jours l'effectif d'une promotion de polytechnicien n'a guère augmenté. Conséquence directe de ce mode de recrutement, les étudiants qui sortent des écoles ont la conscience d'appartenir à une élite dont le prestige repose sur la sélection et la rareté qui s'en suit. Ils développent un esprit de corps qui subsiste bien au delà de la sortie de l'école et permet de comprendre certains aspects du fonctionnement politique, économique et administratif français. L'organisation interne des écoles est également fort distincte de celle des universités. Même lorsque ces écoles sont des écoles d'Etat, ce qu'elles sont en majorité, le corps enseignant permanent de statut universitaire y est peu nombreux. La plus grande partie de l'enseignement est assuré par d'anciens élèves qui fournissent de ce fait autant un enseignement professionnel qu'un modèle auquel se conformer. Enfin, élément non négligeable, elles disposent de ressources financières bien supérieures à celles des Universités et le coût d'un élève est beaucoup plus élevé que celui d'un étudiant de l'université.

La croissance spectaculaire de cette dernière n'a pas affaibli le prestige des écoles, il a au contraire contribué à les sacraliser. Elles représentent une tradition mais aussi l'efficacité, l'adaptation aux nécessités de l'économie face à des Universités accusées de fabriquer des chômeurs ou de se transformer, selon l'expression consacrée, en «parking». Sur le modèle des écoles créées par l'Etat se développe d'ailleurs ces dernières années des écoles privées qui sélectionnent moins sur la qualité que sur la capacité à payer le coût des études mais qui promettent à leurs étudiants de véritables débouchés[6].

La concurrence entre les écoles et les universités a donc tourné comme le prévoyait Louis LIARD au détriment de l'Université, mais elle permet aussi de comprendre pourquoi la préoccupation de professionnalisation a mis si longtemps à apparaître à l'Université. Celle-ci pouvait s'en désintéresser, car elle était prise en charge par les écoles. Le système français en effet allait jusqu'à prévoir que la formation des enseignants n'était point l'affaire de l'Université. C'était le

[5] Dites de ce fait «année préparatoire»: lettres supérieures et 1ère supérieure pour la préparation aux grandes écoles littéraires, mathématiques supérieures et mathématiques spéciales pour les grandes écoles scientifiques. Il existe de surcroît des préparations spéciales comme par exemple pour les écoles vétérinaires. Ces préparations se font en lycée sous la direction de professeurs agrégés qui bénéficient d'un statut privilégié. Le secteur privé prend en charge certaines préparations «non-officielles», mais rendues nécessaires par la sélection, par exemple celle aux Instituts d'études politiques.

[6] Certaines d'entre elles s'offrent le luxe de pratiquer une véritable sélection.

cas pour les instituteurs avec les écoles primaires normales, mais aussi, ce qui est plus étonnant, pour les enseignants du secondaire avec les écoles normales supérieures. Cependant l'augmentation des effectifs du secondaire a entraîné celui du nombre des postes au concours de l'agrégation sans qu'augmente dans la même proportion celui des places au concours d'entrée aux écoles. Il s'ensuit que nombre de futurs agrégés n'ont eu qu'une formation universitaire, mais l'on sait que le prestige des agrégés, anciens élèves, reste fort grand et que le passage par «l'école» permet souvent d'envisager des carrières plus brillantes que celle de l'enseignement secondaire: l'enseignement supérieur, la haute fonction publique par un passage par l'ENA via concours interne, l'activité politique.

Un autre élément explique également la longue indifférence à la question de la professionnalisation: c'est l'évolution du rendement du diplôme. A la suite de Jacques LAUTMAN et de Michel FORSE et Henri MENDRAS[7], on peut reconstituer celle-ci en mettant en rapport l'offre d'emplois de cadres et de professions libérales et le nombre de diplômés. Lorsqu'à la fin du siècle dernier l'on «recrée» les universités, ces étudiants sont fort peu nombreux, mais l'offre est également très faible. La plupart des emplois sont accessibles soit par la voie royale des écoles, soit par le simple jeu de la position sociale. Toutefois le diplôme représente une ressource réelle pour ceux qui n'ont pas de position sociale et leur assure une mobilité ascendante. Après la première guerre mondiale, le nombre des étudiants s'accroît sans que l'on puisse encore parler d'une explosion scolaire et la progression du nombre d'emplois reste faible. La nouveauté réside surtout dans le fait qu'une partie des enfants de la bourgeoisie vient chercher à l'université une confirmation du statut social d'origine, ce qui n'améliore pas et contribue même à diminuer les chances des étudiants défavorisés. Le passage par les écoles s'avère de ce point de vue plus rentable, mais l'investissement en travail est très élevé et ils sont fort peu à y accéder. La troisième phase, celle des trente glorieuses, la seule qu'aient pu connaître les universitaires actuels correspond à une période de fort rendement du diplôme[8]. Le nombre des étudiants augmente de façon spectaculaire ainsi que le nombre des emplois. A certain moment, l'offre est même plus forte que la demande. L'enseignement constitue en particulier le débouché privilégié de toute une série de filières traditionnelles. Enfin la dernière phase dans laquelle nous nous trouvons toujours et dont les prémisses sont justes discernables avant 1968 (il se traduit par une forte croissance

---

[7] In *Le changement social* de Henri MENDRAS et Michael FORSE, Paris, Armand Colin, collection «U», 1983.

[8] Dont ils ont eux-mêmes bénéficiés.

des diplômés à peine stabilisée aujourd'hui) alors que le marché de l'emploi connait des modifications et que le chômage se développe.

La situation des diplômés s'est donc radicalement modifiée. S'ils semblent encore aujourd'hui à l'abri du chômage de longue durée qui touche de façon préférentielle les jeunes arrivant sur le marché du travail sans qualification, ils n'échappent pas au risque de déqualification comme le prouverait le fait qu'une partie des candidats aux concours administratifs de catégorie B ou même C possède souvent des diplômes de niveau très supérieur à ceux qui sont exigés. Dans ce cas précis, il convient toutefois de s'interroger sur la réalité de ce déclassement. S'agit-il d'une adaptation aux exigences du marché de l'emploi (l'afflux des candidats augmentant la difficulté du concours) ou de la reconnaissance implicite que le diplôme obtenu ne garantit plus un niveau de connaissances et de capacités? On confond en effet souvent deux formes de dévalorisation des diplômes qui peuvent d'ailleurs se conjuguer: celle qui résulte mécaniquement de l'accroissement du nombre de ses titulaires (le diplôme ne représente plus un ticket prioritaire dans une file d'attente) et celle qui est le produit d'une moindre sélection et d'un affaiblissement des exigences universitaires. En fait la première forme de dévalorisation entraîne presqu'inévitablement la seconde. Moins rare donc moins rentable, le diplôme est moins convoité, il perd de son prestige à la fois pour ceux qui le délivrent et pour ceux qui le reçoivent.

Plus significatifs quant à la déqualification sont les pourcentages de diplômés de l'enseignement supérieur qui, pour leur premier travail, ne trouveront du travail qu'en tant qu'ouvriers (10% des étudiants) ou qu'en tant qu'employés (20% des étudiants). Il est vrai que ces statistiques ne concernent que le premier emploi, mais elles montrent néanmoins que la déqualification constitue une menace réelle.

Cependant la demande d'accès à l'enseignement supérieur reste très forte ainsi qu'en témoignent les manifestations étudiantes lors du vote à l'assemblée d'une loi instituant une sélection à l'entrée dans les universités. Faut-il y voir comme certains auteurs un paradoxe si l'on tient compte de la dévalorisation et de la baisse du rendement du diplôme, et en chercher les interprétations . Pour Jean-Claude PASSERON, c'est parce que les diplômes valent inconditionnellement comme certificat de la valeur culturelle de la personne qu'ils continuent à être recherchés. Pour L. LEVY-GARBOUA, les étudiants répondent à la dévalorisation des diplômes en abaissant le coût de leurs études (donc en accroissant leur rentabilité) par une modulation du temps qu'ils consacrent aux études. Mais l'interprétation du maintient de la demande peut être aussi beaucoup plus simple. Il n'y a point de paradoxe à vouloir entrer à l'Université parce que l'on veut tenter sa chance, parce qu'un diplôme vaut mieux que rien du tout,

parce que la position d'étudiant sauf lorsqu'elle exige des sacrifices énormes est plus agréable que la confrontation cruelle avec la réalité du marché de l'emploi. C'est un jeu où la plupart des participants n'ont rien à perdre et éventuellement quelque chose à gagner. C'est dans cette même logique que l'on se presse à l'entrée des filières sélectives, professionnalisées ou non, parce que le gain escompté est plus important et qu'une part non négligeable des étudiants des universités sont les refusés des diverses formations sélectives des plus prestigieuses (écoles normales supérieures par exemple) jusqu'à celles qui offrent un cursus plus court que l'Université (B.T.S., I.U.T.), ou ceux que leurs études antérieures n'autorisaient même pas à tenter leur chance.

* * *

On comprend mieux pourquoi les universitaires se préoccupent de professionnaliser les filières. Le temps n'est plus où il était mal venu d'en parler, où cela paraissait une véritable trahison à l'égard des valeurs universitaires, du caractère désintéressé du savoir et des impératifs de la recherche pure. La professionnalisation de l'enseignement prend à l'inverse le visage d'une quasinécessité. Pour les disciplines qui ne peuvent plus compter sur les débouchés de l'enseignement secondaire à savoir la formation des enseignants au moins dans un avenir à court terme[9], ni sur l'absorption massive de leurs diplômes par la fonction publique ou plus généralement le marché de l'emploi (l'heureuse époque où il suffisait d'une licence de philosophie, d'histoire ou même de langue pour rentrer comme cadre dans une banque semble révolue), c'est une manière de retrouver un second souffle pour les autres, c'est une façon de rendre plus attractif les enseignements, d'attirer de bons étudiants, d'être en mesure de pratiquer une sélection et de trouver des financements propres grâce à la taxe d'apprentissage. On peut alors se poser les questions suivantes: la professionnalisation des enseignements universitaires réalise-t-elle l'adaptation souhaitée aux besoins de l'économie? Quelles sont les conséquences de la professionnalisation quant au fonctionnement de l'Université? Est-elle véritablement compatible avec les caractéristiques actuelles de celle-ci?

* * *

Il est évident que la réponse à chacune de ces interrogations suppose toute une série de recherches préalables. La première pour-

[9] Sauf transformation totale de notre système éducatif les départs à la retraite à l'horizon 2000 vont provoquer une reprise de la demande dans ce secteur.

rait porter sur l'évaluation de la demande de diplômés. Faut-il plus de diplômes comme on l'affirme lorsque l'on se donne comme objectif d'amener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat et 55% à être titulaires du baccalauréat et que l'on ne dissocie pas la nécessité d'une élévation générale du niveau de qualification de celle d'augmentation considérable du nombre de diplômés de l'enseignement supérieur? On ne saurait répondre de façon définitive, car même si pour une part l'évolution à venir dépend des données présentes, elle peut aussi être très fortement modifiée en fonction de certain paramètres qu'il est possible à la rigueur d'identifier, mais dont on ne peut prévoir à coup sûr les évolutions. Ainsi par exemple la croissance de la population active. Elle reste forte de 1985 à l'an 2000 (2,2M d'actifs en plus) pour arriver à un maximum en 2003 (26,6M), puis recommence à diminuer[10]. Mais l'évolution de la population active ne dépend pas uniquement de la pyramide des âges, elle est aussi liée à la prolongation de la scolarité, à l'âge de la retraite, au comportement professionnel des femmes... Toute prévision fine en ce qui concerne l'ampleur de la demande d'emploi reste donc sujette à caution. Encore est-il plus difficile de prévoir ce que sera, même à brève échéance, la structure de l'emploi. Dans un article au titre provocateur «des étudiants, pour quoi faire?»[11], Pierre SURAULT conclut que «sauf bouleversement rapide de la structure des emplois que ne laisse pas prévoir celle des embauches actuelles, il faudra bien que les jeunes sachent qu'une bonne partie d'entre eux feront des études universitaires pour devenir ouvriers ou employés». Il constate en effet qu'il existe une augmentation régulière des sorties de l'appareil éducatif avec une formation complète en particulier pour l'enseignement supérieur, mais qu'en dépit d'une diminution du nombre des ouvriers ceux-ci représentent encore 35,1% de la population active et que la croissance des cadres et professions intellectuelles supérieures s'est très nettement ralentie. Entre mars 1985 et mars 1986 sur 573.000 de moins de 25 ans entrés en activité (occupés), près de 40% ont trouvé un emploi comme ouvrier et seulement 3% comme cadre. Il faudrait probablement nuancer ce propos et le traiter comme une hypothèse au même titre que le propos de ceux qui arguant du non chômage des diplômés concluent un peu hâtivement que les problèmes de l'emploi seront résolus par l'élévation globale de la formation et la professionnalisation des enseignements supérieurs.

---

[10] «La population active d'ici à 2010; mode d'emploi», par Laurence Bloch, Olivier Mar and et Claude Thelot *in* VIIIe colloque national de démographie, 5-7 Mai 1987.

[11] Pierre SURAUT — Des étudiants pour quoi faire? En l'an 2000, de nombreux diplômés de l'université seront employés ou ouvriers, *Le Monde,* 28 janvier 1987.

* * *

A cette première interrogation s'ajoute celle sur la nature des diplômes dont nous avons besoin. En dehors de secteurs où la demande est évidente et parfois relayée par la profession (par exemple la maîtrise de sciences et techniques comptables et financières préparant à une partie des certificats de l'expertise comptable) combien met-on en place de filières professionnalisées dont les débouchés sont beaucoup plus aléatoires. L'on sait d'ailleurs que cet effort du système éducatif pour s'ajuster à la demande du marché de l'emploi conduit à de singulières déconvenues. Qui ne se souvient de ces formations de perforatrices-vérificatrices prêtes à tourner à plein rendement et touchées de plein fouet par l'obsolescence? Même les formations supérieures adaptées à des besoins précis comme celles des Instituts Universitaires de Technologie peuvent connaître ce genre de déconvenues et certaines ne gardent leur pouvoir attractif vis à vis des étudiants que grâce à la sélection initiale.

* * *

L'autre ligne de réflexion devrait porter sur l'institution universitaire et sa capacité à s'adapter aux exigences de la professionnalisation. L'émergence d'une université de masse n'a pas entraîné une transformation des structures de l'université traditionnelle. Les universitaires sont toujours des enseignants-chercheurs dont le temps de travail est partagé également (au moins dans les principes) entre l'enseignement et la recherche. Ce dernier doit une grande part de sa qualité et le l'originalité de son contenu à l'activité de recherche. Ce statut ne pose aucun problème lorsque la fonction de l'Université n'est point de faire de la «formation professionnelle», mais de dispenser une culture qui vient confirmer le statut social d'origine, ni lorsqu'il s'agit d'une fonction que l'on pourrait qualifier de reproduction, c'est-à-dire formation de chercheurs et d'enseignants. Il n'en va plus de même dans le cas de filières professionnalisées vers d'autres types d'activités. On doit alors faire appel à des professionnels, et les universités sont de ce point de vue en moins bonne position que les écoles, car elles ne peuvent sauf cas rarissime compter sur d'anciens étudiants, et il n'est pas facile de trouver des professionnels compétents qui soient en même temps de bons enseignants. En outre la rémunération tout à fait dérisoire que leur offre l'Université pose à plus ou moins long terme la question de leur attachement à une activité dont les gratifications sont surtout d ordre moral. La logique de la professionnalisation dans le système universitaire français si elle est menée jusqu'au bout conduit alors à créer à l'intérieur de l'Université des structures fort voisines des Écoles. C'est ce que sont en train de

devenir les I.A.E., mais du coup cela ne résoud en rien la crise de l'Université de masse.

* * *

Par ailleurs, les universitaires ne sont pas les mieux armés pour construire des formations adaptées. Au mieux pourrait-on dire que les structures universitaires moins contraignantes que celles du secondaire permettent plus facilement de mettre fin à une formation dont on s'apercevrait qu'elle est illusoire. L'idée de répondre à la demande des entreprises repose sur la naïveté qui consiste à croire que la demande existe. Plutôt que de bâtir artificiellement des formations professionnalisées ne devrait-on pas dans un certain nombre de cas se souvenir que le prestige des élèves des grandes écoles, comme le montre Ezra SULEIMAN, repose moins sur leur spécialisation que sur leur capacité à s'adapter à une très grande diversité de situations. Dans un univers en mutation n'est-ce pas la qualité d'une formation générale si décriée qui garantit mieux qu'une spécialisation étroite l'adaptation à un univers en mutation? A l'inverse la professionnalisation artificielle de certaines filières risque de produire une formation incohérente. Les universités et les étudiants n'y ont rien à gagner.

* * *

Enfin se pose le problème de la recherche. Certes, et c'est une retombée positive de la professionnalisation des enseignements, la recherche peut se trouver stimulée par une connexion plus étroite avec le monde extérieur, mais cela ne vaut évidemment que pour une partie des disciplines. Par ailleurs, la professionnalisation des filières draine vers celle-ci les étudiants les plus dynamiques, ceux qui ont les projets les plus construits et la recherche risque de devenir le refuge de ceux qui n'ont pas été sélectionnés ou n'ont pas voulu ou osé affronter la sélection, de ceux qui font ainsi faute de mieux un DEA[12], une thèse sans trop savoir où cela mènera effectivement... Paradoxalement alors que dans la décennie qui vient de s'écouler, l'un des problèmes majeurs de l'Université était de ne plus avoir comme débouché principal l'enseignement, celui des décennies à venir sera de remplacer les enseignants et les chercheurs qui partiront à la retraite. La qualité du recrutement est un enjeu essentiel, mais il n'est certain que l'on trouvera les candidats, et qu'on leur assurera la formation souhaitable.

---

[12] DEA: diplôme d'études appronfondies de 3e cycle universitaire.

Cet ensemble de réflexions conduit donc à examiner de fort près l'évolution actuelle. L'inadaptation actuelle de l'Université ne fait aucun doute, mais la recherche des solutions, si elle passe évidemment par des choix politiques et économiques, doit s'appuyer sur une étude précise et objective du fonctionnement universitaire des systèmes de contraintes auxquels sont confrontés enseignants et étudiants.

DIPLOMES SCOLAIRES ET POSTES DE TRAVAIL:
L'ELABORATION DE LA STRUCTURE SOCIALE

Sérgio Grácio
Universidade Nova de Lisboa

A l'exception de quelques tendances de la recherche[1], les sociologues ont en général pris comme point de départ de leurs analyses la structure sociale et ont été peu attentifs aux processus de son élaboration, quand, finalement, les changements sociaux dans nos sociétés offrent d'excellentes possibilités d'observer ces processus. On le constate par exemple dans le cas des études sur la mobilité sociale intergénérationnelle. Ou dans le cas du processus de scolarisation dans les sociétés scolarisées, qui permet d'étudier le rôle croissant de l'éducation scolaire dans l'élaboration de la structure sociale, si on conçoit celle-ci comme un espace multidimensionnel de positions sociales où chaque ensemble de positions est défini par les caractéristiques de la fonction dans la division du travail et par les caractéristiques des occupants des fonctions, c'est-à-dire, par leur recrutement social, sexuel et par classe d'âge, et par leur recrutement éducatif.

[1] Dans les études sur l'évolution de la mobilité on identifie à partir de chaque enquête deux structures sociales (celles de la première et de la deuxième générations), pour savoir les déterminations des trajectoires des agents, si nos sociétés sont en train de devenir plus méritocratiques, etc. On n'adopte pas le point de vue de l'influence des trajectoires dans l'élaboration de la structure sociale, à travers le changement dans le recrutement des catégories sociales. Pierre Bourdieu (1979: 128-144; 395) est une exception à cette tendance par sa proposition d'un espace social essentiellement construit a partir de trois dimensions et parce qu'il admet a partir de là, par exemple, qu'une position peut être entraînée par des changements dans le recrutement de la catégorie socio-professionnelle correspondante.

Les variations dans le recrutement éducatif des catégories sociales sont au moins aussi importantes que les variations dans leur recrutement social, sexuel et par classe d'âge[2]. Elles ont par conséquence une redéfinition des propriétés intrinsèques des positions sociales et de la perception, essentiellement syncrétique, que les agents ont des positions et aussi de leurs appréciations sur leur valeur[3] et sur leurs opportunités de les atteindre. Ce dernier aspect prend un relief particulier dans une période qui depuis plus de quinze ans est caractérisée para la coexistance d'une forte scolarisation avec une croissance économique modérée, ce qui instaure une situation de crise permanente due à la perte de la valeur des diplômes scolaires. Crise de légitimité de l'instituition scolaire, d'un coté, mais, plus généralement, crise de la jeunesse, dont on trouve un indice clair dans l'invention sociale d'une problématique «jeune» qui, tout le porte à croire, est assumée par le discours et par l'action politiques[4] — y compris ceux des jeunes eux-mêmes — dans la mesure de l'extension et de la profondité de la crise. L'expérience d'une bonne part des agents qui sont restés plus ou moins longtemps dans le système scolaire est marquée par la contradiction entre les opportunités sociales qui leur sont réellement offertes et les espérances associées à la possession des diplômes. Ces dernières ont par références des états déjà dépassés, ou en voie d'être dépassés (Freeman, 1976: 113-116), des rapports entre diplômes et postes de travail, références qui se constituent par la coexistance et par l'interaction de générations avec de différentes expériences scolaires et professionnelles.

* * *

Ce travail a pour principal object une analyse des modes d'élaboration et de réélaboration de la composante éducative de la structure sociale. On se reportera à des tendances récentes de la recher-

---

[2] Elles sont même probablement plus importantes. Les changements dans le recrutement social, sexuel et par classe d'âge dépendent étroitement des déformations de la structure socio-professionnelle, eux-mêmes liés à la marche de l'économie, tandis que le processus de scolarisation est caractérisé (on le verra ci-dessus) par des mécanismes de croissance qui le rendent plus régulier parce que moins dépendant de ces facteurs.

[3] On sait que ces évaluations dépendent de la position des agents: celui qui classifie est classifié par sa classification. V. Bourdieu (1979) et aussi Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1983).

[4] Pour le cas portugais nous avons essayé de montrer que la crise implique le poids politique croissant de la politique éducative (Grácio, 1986). On peut d'ores et déjà ajouter qu'elle a ainsi entraîné la constitution d'une politique gouvernementale pour la jeunesse.

che qui nous semblent avoir donné d'importantes contributions en ce domaine et qui ont aussi montré le poids d'autres facteurs qui influent dans l'élaboration de la structure sociale. Les limitations d'espace ont empêché d'y inclure une analyse empirique sur la dévalution des diplômes au Portugal.

* * *

Les structures sociales sont à un double titre responsables par les actions des agents: d'un coté elles créent leurs dispositions morales et cognitives dans la mesure où elles règlent leur expérience passée et présente. D'un autre coté elles constituent, à chaque momente, les cadres significatifs et le champ des possibles qui permettent et qui délimitent la transformation des dispositions en actions et en interactions qui, à leur tour, ont une orientation et des effets définis sur le plan de la conservation, de l'élaboration ou de la destruction des structures[5]. Si la structure sociale est l'object (et non le point de départ) de l'analyse, il faut connaître les structures qui sont responsables de son élaboration, c'est-à-dire qui sont à l'origine des actions et interactions des agents capables de la créer et de la soutenir[6].

* * *

On peut dès lors commencer par l'examen d'une série de conséquences des actions des propriétaires et dirigeants des entreprises en ce qui concerne les investissements économiques qu'ils réalisent. Supposons qu'elles impliquent une variation positive plus ou moins soutenue de la valeur du produit par tête. Les familles sont conduites vers une réévaluation des couts directs de l'éducation et, en particulier, vers une reformulation de leurs concepts concernant le rapport entre le rendement scolaire de la descendance et sa permanence à l'école , ce qui se traduira par une augmentation globale de la demande d'éducation[7]. La croissance économique a aussi une implica-

---

[5] Sur les rapports entre structure et action et l'intégration de ces notions dans une théorie du changement social v. Margaret Archer (1981, 1982).

[6] Pour utiliser deux termes que la tradition marxiste a célébrisé il s'agit ici de «fils conducteurs» de l'analyse et non de «déterminations en dernière instance», notion trop voisine de celle de premier moteur. Comme le remarquent Henri Mendras et Michael Forsé (1983), la notion de premier moteur n'est pas adéquate pour l'étude du changement social.

[7] Tout porte à croire que les conduites des familles ne peuvent être interprétées à partir de l'hypothèse de leur adhésion (même tendantielle) à un calcul économique, du type «taux de rentabilité des dépenses» avec l'éducation (Page, 1971: 100). En effet, dans une situation où augmentent au même rythme les budgets familiaux, les salaires et les coûts directs de l'éducation, le taux de rentabilité de ces dépenses ne varie pas.

tion positive sur le plan de la formulation des ressources de l'État, qui est ainsi en mesure d'augmenter le réseau scolaire dans un rythme plus proche de celui de l'expansion de la demande[8].

Par ailleurs, les patrons et dirigeants des entreprises accompagnent leurs actions d'amélioration des moyens de production d'un travail de réorganisation interne de la division des fonctions dans leurs établissements qui, comme l'a montré Randall Collins (1979), n'est pas uniquement orienté par les conditions techniques du processus productif mais est également un travail de domination sociale[9], qui à été rendu possible, en particulier, par l'augmentation de la productivité des entreprises et de la demande de leurs produits. De telles actions ont un effet direct dans la déformation de la composante socio-professionelle de la structure sociale[10], avec une augmentation de la

---

Donc ce classique instrument d'analyse des économistes de l'éducation n'est pas capable d'expliquer la liaison, positive et empiriquement vérifiée, entre la croissance économique et la demande d'éducation. Il contient cependant quelques éléments qui suggérent une explication. L'augmentation du rendement économique des familles est corrélatif d'un processus de reformulation des modes de vie, de l'éducation familiale et de l'attitude vers la descendance, où l'augmentation de certaines dépenses des budgets familiaux (v. g. alimentation) n'accompagne pas l'augmentation globale des dépenses; celles-ci se reportent davantage sur des biens qui jusqu'alors étaient considérés comme superflus, parmi lesquels l'éducation. D'autre part, il est certain que l'augmentation du rendement espéré de l'éducation contribue aussi à l'augmentation de la demande d'éducation. Pour utiliser encore une autre notion des économistes de l'éducation, s'il est vrai que la croissance économique éleve les coûts indirects de l'éducation, parce qu'elle réduit le risque de chômage, un tel effet n'est pas suffisant pour contrecarrer les deux autres déjà rapportés. Finalement ces considérations génériques ne doivent pas faire oublier que la demande d'éducation à une composition sociale (Mîllot, 1979), ce qui influe notamment sur les décisions de politique éducative et par là sur la structure du système scolaire (Grácio, 1986).

[8] Imaginons en effet qu'une école s'implante pour la première fois dans une localité. On peut supposer qu'en gros la population avec de la descendence en âge scolaire se répartif en deux groupes, celui qui veut envoyer les enfants à l'école et celui qui n'envisage pas cette possibilité. Avec la scolarisation du premier groupe et par un mécanisme de constitution de groupes de référence a partir des réseaux locaux d'interconaissance (pourquoi leurs enfants et pas les nôtres?), on peut penser qu'au bout d'un certain temps une bonne partie des enfants du deuxième groupe seront scolarisés.

[9] Dans lequel l'attribution des salaires constitue une importante dimension. Pour Lautier et Tortajada (1978: 182) un des problèmes des capitalistes est celui de trouver une correspondance entre la masse salariale et les différents travaux du «travailleur collectif».

[10] Plus précisément, c'est la variation différentielle de la productivité dans les différentes branches de la production, et de la demande finale des biens des branches, qui sont en partie responsables de la déformation de la structure socio-professionnelle, comme le signale Claude Thélot (1982: 50-52).
Luc Boltanski (1982: 368, 369) observe que ce n'est pas seulement l'augmentation interne de la productivité dans les pays industriels qui est responsable pour l'augmentation de la part des classes moyennes et supérieures dans la structure sociale, mais aussi «l'exploitation croissante dans les pays dits de la «périphérie», d'une réserve presque inépuisable de travailleurs concurrents et désarmés».

part des classes moyennes et supérieures dans la structure, ce qui entraîne un acroissement de la mobilité sociale ascendante[11]. Celle-ci, à côté de l'augmentation du rendement économique des agents et des familles, contribue, par la multiplication de la constitution de groupes de référence, pour accélérer le processus de diffusion des aspirations sociales[12], et, par là, pour augmenter la demande d'éducation. La déformation de la structure sociale a aussi un autre effet positif, différé dans le temps, sur la demande d'éducation: la descendance des nouveaux occupants des positions moyennes et élevées essayera d'empêcher sa régression sociale à travers de l'investissement éducatif[13].

* * *

Mais l'élaboration de la structure sociale dans ses composantes socio-professionnelle et éducative n'emprunte pas uniquement ces chemins. Les études comparatives de Maurice et Brossard (1974) et de Maurice, Garnier et Sylvestre (1979; 1982) sur des entreprises françaises et allemandes équivalentes d'un point de vue technico-économique, montrèrent qu'il existe de profondes différences entre les deux pays en ce qui concerne la façon dont les dirigeants des entreprises conçoivent et construisent leurs hiérarchies internes. On observe des différences systématiques d'après: les critères d'attribution des salaires et, donc, d'après les hiérarchies salariales; l'organisation de l'encadrement, qui est en particulier à l'origine du volume relatif des catégories de salariés; la définition des tâches et corrélativement la définition de la stratification du travail d'éxecution, avec une plus ou moins grande reconnaissance des qualifications scolaires, donc une plus ou moins grande dépendance relativement à celles-ci de l'organisation du travail. En Allemagne la formation professionnelle est assumée conjointement et de façon massive par le système scolaire et par le patronat[14]. Elle structure les rapports de production et la nature des tâches en ne se bornant pas comme en

[11] Sur les causes structurelles de la mobilité sociale, en partie liées à la déformation de la composante socio-professionnelle de la structure sociale, v. par exemple Albert Simkus (1984), Robert Hauser et David Featherman (1977) et John Goldthorpe (1985).

[12] On trouve chez Tocqueville (1967: 267-281) et Max Weber (1971: 399) d'intéressantes analyses sur les rapports entre l'accélération de la production des aspirations et les processus de «modernisation» sociale.

[13] La signification pour un agent de sa destinée sociale dépend de la position sociale de sa famille (Boudon, 1973: 68, 69). La part croissante des salariés dans la population active qui est en général un effet de la croissance économique induit aussi une plus grande utilisation du système scolaire (Bourdieu, 1979: 147-157).

[14] V. à ce propos Lucie Tanguy et Annick Kieffer (1982) et Maurice, Garnier et Sylvestre (1982).

France à assurer l'adaptation des agents aux postes et l'étroite dépendance de leur statut vis-à-vis les entreprises. Si donc celles-ci valorisent peu les socialisations produites par les instituitions éducatives, elles dévellopent davantage leurs propres normes d'intégration et réciproquement.

* * *

Une autre étude comparative (Autriche, France et Etats-Unis) a montré l'influence de la structure des systèmes scolaires et de leur degré d'autonomie relativement au monde des entreprises dans les modalités de la mobilité sociale intragénérationnelle, appréhendée à partir d'une catégorisation des agents qui combinait la fonction dans la division du travail et le segment du marché du travail (Max Haller *et. al.,* 1985). L'action de l'État comme «employeur» direct et comme régulateur des processus de marché influait aussi sur la mobilité.

* * *

L'étude empirique de Kerstholt et Luijkx (1984) réalisée en Hollande montra que la variance aditionelle dans le rendement économique des agents qui était due à la «classe sociale» est moins grande que la variance due au «statut social» (en contrôlant l'effet de chaque variable), résultat qui est exactement contraire à celui d'un travail de Wright et Perrone (1975) sur les Etats-Unis et qui a servi d'inspiration à celui de Kerstholt et Luijkx. Selon les auteurs, la différence est due pour une part au fait qu'en Hollande les salaires sont fréquemment déterminés sur la base de la «classification des fonctions», ce qui implique une classification des agents proche de celle qui découle de l'utilisation de la notion de statut; et aussi parce que les salaires d'un haut pourcentage de Hollandais sont fixés par la négotiation entre le patronat et les syndicats, ce qui contrarie les mécanismes du marché libre, beaucoup plus actifs aux Etats-Unis.

* * *

Il s'agit de travaux qui montrent une tendance à la reformulation d'objects scientifiques traditionnels à travers une approximation des résultats obtenus en différents spécialités d'une discipline (sociologie des organisations, de l'éducation, de la famille, des classes et de la mobilité), ou en des disciplines différentes (études des économistes sur la détermination des salaires et la segmentation du marché du travail[15] et études de la sociologie sur les inégalités)[16]. On voit à par-

[15] Pour un bilan de la théorie et de la recherche empirique sur la segmentation des marchés du travail v. Martin Carnoy (1981).

[16] D'autres travaux qu'on peut inclure dans cette tendance: celui de Richard Breen

tir de ces travaux comment l'élaboration de la structure sociale dépend des actions et des interactions de plusieurs catégories d'agents encadrés en des instituitions (Etats, syndicats et associations patronales, école et famille, entreprises) qui sont articulées par certaines conceptions plus ou moins partagées par les catégories d'agents sur les réalités en cause. Etant historiquement constituées (Tanguy, Kieffer, 1982; Grácio, 1986), de telles conceptions sont ainsi partiellement responsables du degré d'interdépendance entre les séries d'enchaînements causaux qui soutiennent l'ensemble du processus d'élaboration.

* * *

On peut appréhender une partie des interactions en jeu au point de confluence constitué par les stratégies des patrons et des dirigeants des entreprises devant l'augmentation des niveaux d'instruction des candidats aux postes de travail qui résulte du processus de scolarisation. Au delà des différences nationales en ce qui concerne la définition elle-même de la division du travail dans les entreprises et ses rapports avec la structure du système scolaire, l'agrégation des stratégies de recrutement entraîne une augmentation des niveaux d'instruction nécéssaires à l'occupation des postes, ce qui a par conséquence de maintenir la forte liaison entre l'éducation et son rendement économique et social, en conservant ainsi intacts pour les agents les motifs de leur investissement éducatif[17]. La dévaluation des diplômes qui en résulte conduit à un processus de réaction en chaîne (Boudon, 1973: 177), où chaque supplément compensatoire de la demande d'éducation entraîne une nouvelle dévaluation et ainsi de suite[18]. Il s'agit d'un processus de causalité circulaire soutenant la croissance scolaire et qui rend celle-ci relativement indépendante de

(1984) sur l'influence, médiatisée par le segment du marché du travail, de l'origine sociale, du sexe et du niveau d'instruction sur la probabilité de se trouver au chômage; ou, sur un autre plan, celui de François de Singly (1982) sur le rôle du «fonctionnement domestique» et des stratégies de recrutement des entreprises dans la constitution de la composante sexuelle de la structure sociale.

[17] Conjoncturellement, la dévaluation des diplômes peut entraîner une rétraction de la demande d'enseignement correspondante mais une telle rétraction est seulement temporaire (Freeman, 1976).

[18] Pour voir comment la structure socio-professionnelle ne peut que suporter temporairement la croissance de la scolarisation sans dévaluation des diplômes v. Roger Girod (1981: 139-141). La dévaluation des diplômes apporte un démenti flagrant à la théorie du capital humain car elle est corrélative d'une diminuition des inégalités éducatives de la population active qui n'a pas entraîné la diminuition des inégalités économiques (Thurow, 1982). Pour une réfutation des théories du capital humain v. aussi Michael Faia (1981).

la conjoncture économique. Un autre mécanisme de même nature serait encore basé dans la croissance scolaire. En augmentant les niveaux d'instruction de la population, elle rendrait plus proches les socialisations familiales et les socialisations scolaires, en créant ainsi dans les descendances des générations successives des dispositions plus favorables à l'adaptation aux exigences de l'instituition scolaire.

BIBLIOGRAPHIE

Archer, Margaret (1981), Systèmes d'enseignement, *Revue Internationale des Sciences Sociales,* XXXIII, n.° 2.

Archer, Margaret (1982), Morphogenesis versus structuration: on combining structure and action, *The British Journal of Sociology* (33), n.° 4.

Boltanski, Luc (1982), *Les cadres. La formation d'un groupe social,* Paris, Minuit.

Boltanski, Luc; Thévenot Laurent (1983), Finding one's way in social space: a study based on games, *Social Science Information* (22), n.° 4-5.

Boudon, Raymond (1973), *L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles,* Paris, A. Colin.

Bourdieu, Pierre (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement,* Paris, Minuit.

Breen, Richard (1984), Status attainment or job attainment? The effects of sex and class on youth unemployment, *The British Journal of Sociology,* XXXV, n.° 3.

Carnoy, Martin (1981), La ségmentation des marchés du travail, *in* Carnoy; Levin, Henri; King, Kenneth, *Education, travail et emploi*-II, Paris, UNESCO.

Collins, Randall (1979), *The Credential Society. An Historical Sociology of Education and Stratification,* N. York, Academic Press.

Faia, Michael (1981), Selections by certification: a Neglected Variable in the Stratification Research, *American Journal of Sociology,* 1093-1111.

Freeman, Richard (1976), *The Over-Educated American,* N. York, Academic Press.

Goldthorpe, John (1985), On economic development and social mobility, *The British Journal of Sociology,* XXXVI, n.° 4.

Girod, Roger (1981), *Politiques de l'éducation. L'illusoire et le possible,* Paris, PUF.

Grácio, Sérgio (1986), *Política educativa como tecnologia social. As reformas do ensino técnico de 1948 e 1983,* Lisboa, L. Horizonte.

Haller, Max, *et al.* (1985), Patterns of career mobility and structural positions in advanced capitalist societies: a comparison of men in Austria, France and the United-States, *American Sociological Review* (50), n.° 5.

Hauser, Robert; Featherman, David (1977), *The Process of Stratification. Trends and Analysis,* N. York, Academic Press.

Kerstholt, Frans; Luijkx, Ruud (1984), Class, status and income inequality, *The Netherland's Journal of Sociology,* (20), n.° 2.

Lautier, Bruno; Tortajada, Ramon (1978), *École, force de travail et salariat,* Grenoble, PUG/Maspéro.

Maurice, Marc; Brossard, Michel (1974), Existe-t-il un modèle universel des structures d'organisation?, *Sociologie du Travail,* (16), n.° 4.
Maurice, Marc; Sellier, François; Sylvestre, Jean-Jacques (1979), La production de la hiérarchie dans l'entreprise: recherche d'un effet sociétal, *Revue française de sociologie,* XX, 331-365.
Maurice, Marc; Sellier, François; Sylvestre, Jean-Jacques (1982), *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne. Essai d'analyse sociétale,* Paris, PUF.
Mendras, Henri; Forsé, Michel (1983), *Le changement social,* Paris, Economica.
Millot, Benoît (1979), Analyse critique de la «demande d'éducation». L'exemple de l'enseignement supérieur, *in* Eicher, Jean-Claude; Lévy-Garboua, Louis (org.), *Economique de l'éducation,* Paris, Economica.
Page, André (1971), *L'économie de l'éducation,* Paris, PUF.
Perrone, Luca; O. Wright, Erik (1975), Classi sociali, scuola, occupazione e reddito in USA, *Quaderni di Sociologia,* XXIV, n.° 1-2.
Simkus, Albert (1984), Structural Transformations and Social Mobility: Hungary 1938--1973, *American Sociological Review,* (49).
Singly, François de (1982), Marriage, dot scolaire et position sociale, *Economie et Statistique,* n.° 142.
Tanguy, Lucie; Kieffer, Annick (1982), *L'école et l'entreprise. L'expérience des deux Allemagnes,* Paris, La Documentation Française.
Thélot, Claude (1982), *Tel père, tel fils?,* Paris, Dunod.
Thurow, Lester (1982), The failure of education as an economic strategy, *The American Economic Review* (72), n.° 2.
Tocqueville, Alexis de (1967), *L'ancien régime et la révolution.* Paris, Gallimard.
Weber, Max (1971), *Economie et société,* Paris, Plon.

DIFICULDADES DE IMPLANTAÇÃO SOCIAL DO ENSINO TÉCNICO EM PORTUGAL

Joaquim Azevedo
Comissão de Coordenação da Região Norte

Introdução

Com esta abordagem sobre o Ensino Técnico-Profissional[1] pretende-se caracterizar as principais tendências na relação entre a oferta e a procura de lugares de formação e interpretar o fenómeno da difícil implantação social do Ensino Técnico-Profissional em Portugal.

Toma-se como elemento de análise a experiência pedagógica do ensino técnico desde o seu início, em 1983, até 1986. Está fora do nosso horizonte transmitir uma perspectivação histórica desta pro-

[1] O Ensino Técnico-Profissional (abreviadamente designado ETP) foi criado em Outubro de 1983 como uma *experiência pedagógica.* Criaram-se 42 turmas, em 42 escolas do país e dois tipos de cursos: *técnico-profissionais* (TP) de três anos de duração, conferindo um diploma técnico e com acesso «directo» ao ensino superior e cursos *Profissionais* (P) de um ano de duração seguido de seis meses de estágio complementar, em empresa. O acesso ao ensino superior também é legalmente garantido aos alunos dos cursos profissionais mediante a realização de um percurso em regime pós-laboral. No ano lectivo seguinte, 1984/85, o número de turmas passou para 200 em 106 escolas secundárias. Em 1985/86 elevou-se o número de turmas para 435 e o número de escolas para 135.
Os cursos técnico-profissionais visam, segundo a lei, «a formação de profissionais qualificados de nível intermédio» e os cursos profissionais têm como objectivo a «a qualificação profissional de trabalhadores para os diversos sectores de actividade». Estes cursos de curta duração contêm apenas uma área de formação — formação profissional — enquanto que os cursos técnico-profissionais são compostos por três áreas: formação geral, formação específica e formação técnico-profissional.

blemática mas apenas analisar os actuais desequilíbrios entre oferta e procura no seio desta medida de política educativa.

Este estudo pode contribuir para esclarecer outros fenómenos sociais conexos característicos no tecido social português e, mais particularmente, contribuirá para conhecer melhor o nosso sistema de ensino e a sua evolução recente.

Os desequilíbrios entre a oferta e a procura[2]

Os grandes desequilíbrios entre a oferta de lugares de formação e a procura registaram-se no terceiro ano da experiência pedagógica. No primeiro ano, os cursos abriram, em princípio com 15 alunos cada. No segundo ano, em 1984/85, já se patenteiam desfasamentos, sobretudo nos cursos profissionais. Mas no terceiro ano o número de cursos que não abriram passa de 8 para 28, ou seja de 6% para 12% do total da oferta (cfr. Quadro 1).

Quadro 1 — A OFERTA E A PROCURA DO ENSINO TÉCNICO - PROFISSIONAL RESULTADOS DE UMA AMOSTRA[1]

	1						2	
	Total		Via Profissional		Via Técnico-Profissional		Área de formação de Serviços	
	1984/85	1985/86	1984/85	1985/86	1984/85	1985/86	1984/85	1985/86
Cursos que abriram	119	198	41	63	78	135	22	45
Cursos que não abriram[2] ..	8	28	5	17	3	1	1	0
Média de candidatos	21.2	20.5	15.6	14.9	24.1	23.1	35.5	31.6
Média de matriculados	13.6	16.9	12.8	13.7	13.9	18.4	14.6	22.0
% de lugares de formação não preenchidos	15.3	43.1	23.9	58.6	10.4	34.6	7.0	—

[1] A amostra contempla 78 escolas em 1984/85 (74% do total) e 98 escolas 1985/86 (73% do total), distribuídas proporcionalmente por todas as regiões do país. A amostragem data de Novembro de 1986.

[2] Em princípio, nem todos os casos de cursos que não abriram se devem a razões de fraca procura. Todavia, nos dois anos lectivos e nas escolas em apreciação, são desconhecidas outras causas directas para a não abertura dos cursos/turmas.

in, «Castro, José Manuel e Azevedo, Joaquim, 1987[1]».

---

[2] Todos os dados acerca dos desequilíbrios entre a oferta e a procura no ensino técnico-profissional que aqui são referidos constam do volume *«A Fraca Procura no Ensino Técnico-Profissional — Relatório 2, Avaliação — Ensino Técnico-Profissional, 1983/86»,* da autoria de José Manuel Castro e Joaquim Azevedo.

Trata-se de uma análise baseada nun inquérito por amostragem às escolas com ETP, ao qual responderam cerca de 73% das escolas, proporcionalmente distribuídas por todas as regiões.

O número de lugares de formação não preenchidos aumenta velozmente de 15% para 43%, de 1984/85 para 1985/86, na globalidade dos cursos. A escassez da procura acentua-se claramente nos cursos profissionais: 24% e 59% contra apenas 10% e 35% nos cursos técnico-profissionais, respectivamente para 1984/85 e para 1985/86.

Caracterizando mais profundamente esta dificiente procura do ETP, verifica-se que, nos cursos profissionais, a área de maior procura é a dos Serviços (Curso Profissional de Auxiliar Administrativo) que, por si só, representou 45% do total da oferta dos cursos profissionais, seguida da de Electricidade. As áreas de menor procura são a de Metalomecânica e a de Agricultura.

Quanto aos cursos técnico-profissionais a área de formação mais procurada é igualmente a dos Serviços (incluindo a Informática) e a Electrónica; a Mecânica e a Construção Civil são as áreas mais debilmente procuradas.

Esta é a situação de real desequilíbrio entre uma oferta que não cessa de aumentar, ano a ano, e uma procura que se debilita à medida que o ETP se «implanta». Analisemos, de seguida, o contexto em que se lançou esta medida política para melhor situar a sua difícil aderência na sociedade portuguesa ou, pelo menos, em alguns dos seus sectores sociais.

Uma medida de política educativa «condenada ao sucesso»

Em Setembro de 1983, o lançamento do ensino técnico era, para o Ministro da Educação, um acto público que, «na aparência da sua simplicidade e discrição» constitui «uma viragem estrutural do sistema».

Perante uma «pátria em crise», cidadãos, «com a ambição dos largos horizontes», executam um *«plano de emergência para o ensino técnico»,* plano este erguido em pouco mais de dois meses. Face a (i) «um país que necessita de trabalhadores competentes e de mão-de-obra qualificada para fazer uma reconversão económica, em vésperas da adesão à Comunidade Europeia», (ii) «um país onde a maioria da juventude não tem saídas para a vida activa, vendo fechadas as portas do emprego» e ainda (iii) face a «um país em que há máquinas paradas nas oficinas das escolas e professores especializados impossibilitados de ensinar», perante esta «situação inadmissível» em que se «perpetuam estudos, debates e propostas em termos bizantinos», a resposta aí está, pronta e inequívoca[3].

[3] As citações são relativas ao discurso do Ministro da Educação, no acto de posse das Comissões Regionais para o acompanhamento do ETP, a 30 de Setembro de 1983, no Porto.

Até 1978/79, a unificação do curso geral do ensino secundário foi a preocupação dominante do debate público das políticas educativas. Mas, entretanto, acentua-se a ineficácia da formação vocacional e a incapacidade da preparação para o mundo do trabalho, desde o 7.º ao 12º ano de escolaridade.

Em 1983, no momento do lançamento do ETP, a questão central estava deslocada para o ensino secundário complementar, uma vez verificada a progressiva «licealização» de todo o ensino secundário. A medida, no entanto, vai surgir como um projecto paralelo, situado ao nível do ensino secundário complementar (10.º, 11.º e 12.º anos).

Para os seus promotores o ETP reunia um conjunto de circunstâncias que o *condenavam ao sucesso:* (i) o desemprego dos jovens aumentava; (ii) crescia o descontentamento da população face à incoerência de um investimento realizado na educação sem contrapartidas directas no mercado de emprego (os diplomas como que *perdem empregabilidade* e «coerência social»); (iii) o número de jovens que via recusado o acesso ao ensino superior continuava a crescer igualando aproximadamente o número dos candidatos que eram colocados (cfr. Anexo — Gráfico 1), facto este que desenvolve uma área de tensão acrescida já que se fecha a única porta de saída do próprio sistema, a única e porventura a «melhor saída» para um grande número, dada a adversidade do mercado de emprego; (iv) a população activa portuguesa apresentava níveis de qualificação muito baixos, com uma ausência escandalosa de níveis intermédios de formação (como mais adiante se verá); (v) organizações patronais e sindicais reclamavam insistentemente uma escola secundária capaz de preparar os jovens para o exercício profissional; (vi) a OCDE publicava a 6 de Maio de 1983 o seu *«Exame à política de educação em Portugal»* onde se diz a dado passo que «é preciso introduzir um ramo separado de ensino técnico ou profissional desde o princípio do ciclo complementar e, por isso, defendemos o projecto de reforço do ensino profissional» (Pág. 78) ou ainda «a prioridade óbvia é a de instituir um sistema de ensino técnico, praticamente a partir do nada. Neste contexto, a intenção do ensino técnico é a de formar os técnicos intermédios do que o país necessita, mais do que criar outra via, mais dispendiosa, para o ensino superior» (Pág. 82) e, mais adiante, «as nossas sugestões tomam a forma de uma defesa de que o ensino técnico e profissional deveria ser uma prioridade capital da política educativa e, por isso, do orçamento da educação». (Pág. 88); (vii) além da OCDE, também o Banco Mundial influenciava a situação, dado estar em fase de conclusão, em 1983, a construção e equipamento de espaços oficinais para os cursos complementares do Ensino Secundário, em 43 escolas secundárias, o que representa também um forte motivo de pressão sobre os níveis de decisão política.

Conjugam-se, assim, uma série de factores de pressão, quer de ordem interna ao próprio sistema e ao país quer de ordem externa, pelas incisivas e insistentes «recomendações internacionais», em ordem ao lançamento do ensino técnico em Portugal. Assim se contextualiza a afirmação inicial de que o ensino técnico parecia estar, política e socialmente, condenado ao sucesso.

O ETP representou, de facto, para o IX Governo Constitucional, uma forma de desviar a pressão sobre o ensino superior e de legitimar socialmente o ensino secundário, atribuindo-lhe um papel complementar de qualificação de mão-de-obra.

No entanto, como vimos, a procura social do ETP, pela sua debilidade, não se adequa a esta *linha de sucesso.* Os lugares de formação disponíveis e não ocupados revelam dificuldades de implantação do ETP que merecerão, de seguida, algumas hipóteses interpretativas.

O desenvolvimento de expectativas de permanência no sistema

Conhecidos que são os elevadíssimos índices de reprovação e de abandono ao longo dos seis primeiros anos de escolaridade[4], é *bastante reduzida a população sobrevivente que se matricula no 10.º ano* (cfr. a evolução de uma coorte apresentada no Quadro 2).

Quadro 2 — O PROSSEGUIMENTO DE ESTUDOS DE UMA COORTE: 1970/71 — 1982/83

ANO LECTIVO	ANO	Matrículas	Não prosseguimentos acumulados	
			Absolutos	%
1970/71	1.º	242 577		
1971/72	2.º	202 111	40 466	16,7
1972/73	3.º	184 337	58 240	24,0
1973/74	4.º	177 627	64 950	26,8
1974/75	5.º	117 124	125 453	51,7
1975/76	6.º	115 997	126 580	52,2
1976/77	7.º	92 023	150 554	62,1
1977/78	8.º	88 999	153 578	63,3
1978/79	9.º	72 335	170 242	70,2
1979/80	10.º	41 554	201 023	82,9
1980/81	11.º	47 867	194 710	80,3
1981/82	12.º	31 732	210 845	86,9
1982/83	Univ.	14 785	227 792	93,9

Fonte: DGEBS — 1985

[4] A escolaridade obrigatória é de 6 anos. A nova Lei de Bases do Sistema Educativo (Lei n.º 46/86) aponta para um prolongamento para nove anos que só vigorará para as crianças que se inscreverem no 1.º ano de escolaridade neste ano de 1987.

Esta população sobrevivente apresenta uma *composição* e nutre um conjunto de *expectativas* muito características e específicas.

A *composição* social desta franja da população escolar revela um forte grau de distorção comparativamente com a composição da população nacional (ALVES PINTO, 1987).

Quadro 3 — DISTRIBUIÇÕES SEGUNDO O DIPLOMA ESCOLAR DA:
A. população de adultos do grupo étário 40-59 anos em 1981
B. população estudante do ano propedêutico em 1978/79

NÍVEL DE INSTRUÇÃO	RECENSEAMENTO 1981 (40-59 anos)	INQUÉRITO AOS ESTUDANTES DO ANO PROPEDÊUTICO. 1978/79
	HOMENS	PAIS
Sem diploma	21,4	5,6
4.ª Classe	61,1	45,3
Sec: 2.º/5.º	10,2	15,8
Sec: 7.º + + C. Médios	3,3	20,2
Superior	3,9	14,2

Fonte: A. Recenseamento de 1981
B. M. C. ALVES PINTO, L'entrée à l'université au Portugal

A pesquisa de M. Conceição Alves Pinto, apesar de incidir sobre o Ano Propedêutico (equivalente ao actual 12.º ano de escolaridade), indica a existência de um tipo de composição social muito aproximado do da globalidade do ensino secundário complementar (10.º, 11.º e 12.º anos).

* * *

Exactamente porque esta população sobrevivente apresentou um elevado grau de distorção na sua composição social, sobrecarregada de níveis sociais elevados, ela alimenta fortes *expectativas* de permanência no sistema de ensino, dado o «papel estratégico» (S. GRÁCIO, 1986) que a posição social desempenha como variável condicionante da realização de percursos escolares prolongados[5].

[5] Complementarmente actua também o facto de ao longo de nove anos de escolaridade se ter desenvolvido nas crianças e nos jovens uma formação onde a dimensão do trabalho e da vida social e económica actuais estão profundamente ausentes. Durante longos nove anos fabrica-se um produto que se irá, natural e fortemente, incompatibilizar com o estatuto de estudante do ensino técnico, dentro em breve trabalhador qualificado.
A este facto não é alheia a valorização progressiva dos Cursos Técnico-Profissionais em detrimento dos cursos curtos-Profissionais, mais dirigidos para o trabalho operário, menos qualificados e menos procurados.

Aliás, um inquérito do GEP-MEC (SOARES, M. Cândida, 1980) aos alunos do 9.º ano de escolaridade de todo o país revelava que 75% dos jovens inquiridos desejavam prosseguir estudos (6% não o desejava e 19% não sabia) e, destes, apenas 18,0% tencionava frequentar cursos de índole prática, contra 82% que não formulava sequer essa hipótese (cfr. Anexo — Quadros 4 e 5).

* * *

Dos mesmos 75%, cerca de 70% manifesta interesse em vir a exercer profissões que exigem a frequência de cursos superiores, as chamadas profissões liberais e de tipo científico e técnico, (cfr. ainda GRÁCIO, 1986: 165, onde se confirma a mesma tendência).

As aspirações deste *resto sobrevivente* do sistema de ensino são tão vincadas que, mesmo entre os jovens que frequentam o actual ensino técnico-profissional — que seguiram, portanto, um percurso naturalmente mais dirigido à inserção imediata no mundo do trabalho —, existe uma forte tendência para o prosseguimento de estudos.

Um inquérito a estes alunos revela que, após a conclusão do curso, 32% desejava prosseguir estudos superiores, 22% ainda não sabia o que fazer e 43% afirmava já o desejo de obter um emprego. (AZEVEDO, 1987). Os resultados deste inquérito evidenciam ainda que é nos cursos de maior duração — técnico-profissionais — que se alimentam mais as expectativas de prosseguimento de estudos. (cfr. Anexo-Quadros 6 e 7).

* * *

Complementarmente, é conhecido também o facto de os níveis mais elevados de procura do ETP se situarem na área dos Serviços, com excepção da Electrónica. Se, como vimos no Quadro n.º 1, a média global de candidatos na via Técnico-Profissional foi de 24.1 em 1984/85 e de 23.1 em 1985/86, na área dos Serviços essa é mais alta e situa-se nos 35.5 e 31.6, respectivamente[6].

Antes de formularmos algumas hipóteses, completamos esta contextualização com uma breve análise da situação do emprego e da mão-de-obra em Portugal.

[6] A procura na área dos Serviços poderia estar inflaccionada pela Informática, o que só acontece em parte. De facto, se retirarmos esta última área do conjunto dos cursos genericamente designados na área de Serviços, as médias de candidatos são igualmente muito elevados, ou seja, 22,0 e 26,1, respectivamente.

Uma mão-de-obra desqualificada e um patronato anémico

Apesar da garantia dada — propagandeada — de acesso ao ensino superior, o mercado de emprego é, hoje, apresentado aos jovens que frequentam o ETP como a grande porta de saída, desviando, assim, a pressão exercida sobre a entrada no ensino superior. Só que, esta saída está, à partida, quase fechada.

E esta é outra questão que é preciso compreender melhor para explicar os desequilibrios entre a oferta e a procura no ETP.

* * *

O desemprego tende a constituir-se como um fenómeno social permanente, atingindo sobretudo as camadas mais jovens. Em 1981, o grupo etário 20-24 anos contribuía com 23% para o desemprego total, contra 4,3% do grupo etário 55-59 anos, por exemplo. (cfr. Anexo — Quadro n.º 8).

Mas o desemprego não atinge só os mais jovens. No seio destes afecta os mais qualificados.

Na verdade, uma análise dos níveis de instrução da população desempregada revela que o grupo etário 20-24 anos, p. ex., participa com 52% no total de desempregados com *mais de 9 e menos de 11 anos de escolaridade* e com 61% no total de desempregados com 11 anos de escolaridade (cfr. Anexo — Quadro 8).

Por outro lado, a população activa portuguesa empregue apresenta níveis de escolarização muito baixos, mesmo entre as camadas mais jovens. Se tomarmos como referência os seis anos de escolaridade básica, observamos que, em 1981, no grupo etário 35-39 anos 70,4% dos activos tinham menos de seis anos de escolaridade, no grupo etário 20-24 anos esse valor eleva-se a 52,4% e já atinge os 43% no grupo etário dos 15-19 anos[7].

* * *

Constata-se, assim, pela análise da estrutura das qualificações dos desempregados e dos empregados que a nossa população desempregada é mais qualificada, além de ser mais jovem.

Entretanto, embora não se conheçam bem os mecanismos de criação de emprego, é um facto a criação de mais de 320 mil novos postos de trabalho entre 1970 e 1981. Sabe-se, entretanto, que a procura tende globalmente a situar-se preferentemente entre os me-

[7] Há sectores da actividade económica onde estes índices ultrapassam velozmente estas médias; a agricultura e pescas, a construção civil e a indústria transformadora são os sectores da actividade económica em que os activos são menos qualificados.

nos qualificados e os mais jovens, ou seja, os indiferenciados que entram nas empresas sem requisitos salariais ou outros.

As empresas portuguesas são estruturalmente débeis. Apresentam uma pequena dimensão — na Região do Norte, p. ex., 58% das empresas empregam menos de 5 trabalhadores e 98% menos de 50 trabalhadores — , não possuem, na sua grande maioria, quadros médios e superiores e são dirigidas por milhares de homens sem qualquer preparação adequada, a maioria dos quais saiu da terra para iniciar uma nova actividade económica, mantendo uma mentalidade tradicional.

* * *

Os pequenos e médios empresários portugueses foram bem caracterizados por um dirigente político português, que sublinha a sua presença anémica na sociedade portuguesa: «o empresário português, em geral (porque se tem de exceptuar alguns casos à parte), carecia de cultura, de capital e de espírito de risco. Tinha ideias, mas poucas vezes bem fundadas, estudadas e desenvolvidas em programas convenientemente organizados. Propunha-se avançar com um mínimo de capital próprio e na esperança de obter por crédito necessàriamente oneroso o resto que lhe faltava. E gostava de jogar pela certa, com lucros altos e rápidos e, sendo possível, com o auxílio, o amparo, a protecção patronal do Estado»[8].

Num quadro económico global de recessão em que é ainda mais difícil arriscar, os empresários portugueses encontram-se, na sua grande maioria, socialmente adormecidos.

Tensões sociais contraditórias

Os elementos descritos permitem formular um hipótese de explicação globalizante — para lá das muitas pequenas e grandes razões: o *resto sobrevivente* que se matricula no 10.° ano de escolaridade é portador de expectativas de permanência prolongada no sistema de ensino e, por isso, o ETP não surge como a via mais adequada, a não ser — e para alguns — como outra via de acesso superior, porventura mais credenciada em termos de diplomas.

Simultaneamente, o quadro global de hostilidade do mercado de emprego e do mundo do trabalho impele a população escolar que termina o ensino secundário complementar a procurar saídas que adiem o embate com essa adversidade, isto é, buscam o ensino superior.

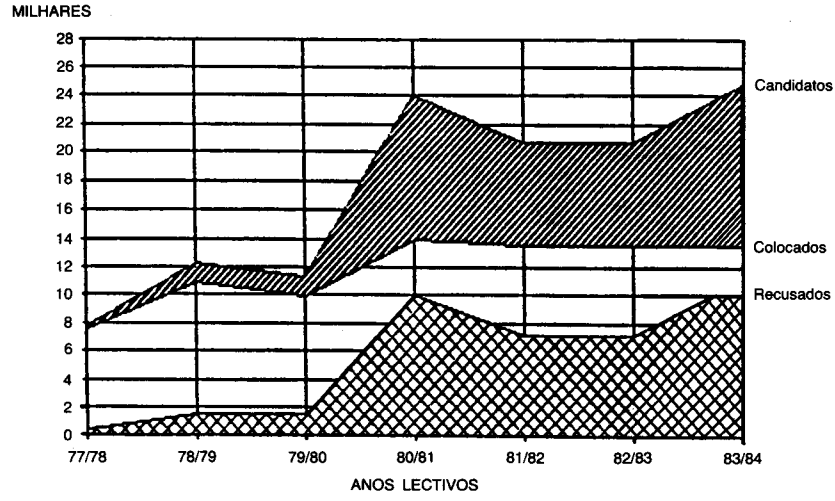
---

[8] Palavras de Marcello Caetano, último Presidente do Conselho de Ministros da Ditadura, no seu livro *Depoimento,* publicado no Rio de Janeiro, em 1974.

O ETP, apesar da sua intencionalidade correctora e da sua legitimidade gera e é envolvida num torvelinho de tensões sociais contraditórias que, pelo menos conjunturalmente, afectam a procura do ETP, sobretudo nas áreas de formação mais tradicionais, mantendo-se a tendência para procurar o ensino superior como uma saída natural e um caminho óbvio.

ANEXO
Quadros e Gráficos

Gráfico N.º 1 — EVOLUÇÃO DO NÚMERO DE CANDIDATOS AO ENSINO SUPERIOR, DO NÚMERO DE CANDIDATOS COLOCADOS E NÃO-COLOCADOS (1977/78 a 1983/84)



Fonte: AZEVEDO, J. (1986 b)

Procura social do ensino — 9.º ano de escolaridade
Apresentação de 2 Quadros de conclusões

Quadro 4

ALUNOS QUE TENCIONAM CONTINUAR A ESTUDAR	
	%
SIM	74,8
NÃO	5,6
NÃO SABE	19,6

Fonte: SOARES (1980)

Quadro 5

Curso Prático / Prosseguimento estudos	Não resposta	Pretendem o curso prático	Não pretendem o curso prático	TOTAL
Intenção de continuar a estudar	81,8	18,0	0,2	100,0
Não pretendem continuar a estudar	3,3	94,0	2,7	100,0
Indecisos em continuar a estudar	24,5	74,8	0,6	100,0

Fonte: SOARES (1980)

Questionário aos alunos do ETP

Apresentação de 2 Quadros de conclusões

Quadro 6 — APÓS A CONCLUSÃO DO CURSO O QUE DESEJA FAZER EM PRIMEIRO LUGAR?

		%
prosseguir estudos no ensino superior	508	16.7
tirar uma especialização	475	15.6
arranjar um emprego	1302	42.9
ainda não sei	673	22.1
responderam mal	26	0.9
não responderam	54	1.8
TOTAL	3038	100.0

Quadro 7 — APÓS A CONCLUSÃO DO CURSO O QUE PENSA FAZER EM 1.º LUGAR? (SEGUNDO O ANO DE FREQUÊNCIA)

cód.	**10.º**	**%**	**11.º**	**%**	**12.º**	**%**	**s/i**	**total**
1	351	14.8	129	21.9	26	34.6	2	508
2	358	15.1	107	18.2	8	10.6	2	475
3	1104	46.6	171	29.0	27	36.0	—	1302
4	494	20.9	168	28.5	9	12.0	2	673
0	21	0.9	4	0.7	1	1.3	—	26
9	39	1.6	10	1.7	4	5.3	1	54
total	2367	100.0	589	100.0	75	100.0	7	3038

Fonte: AZEVEDO, J. (1987)

Quadro 8 — PARTICIPAÇÃO DE 3 GRUPOS ETÁRIOS NA ESTRUTURA DAS QUALIFICAÇÕES DA POPULAÇÃO DESEMPREGADA 1981

	Total	Ñ sabe ler e escrever	< 4 anos escolar.	< 6 anos escolar.	< 9 anos escolar.	< 11 anos escolar.	< 12 anos escolar.	> 11 anos curso sup. com.	curso super.
Continente	276 898	12 950	23 299	128 664	67 901	28 395	7 874	5 617	2 198
20-24 anos	22,6	5,3	13,9	14,9	25,0	52,1	60,6	41,3	28,0
35-39 anos	4,3	6,2	7,7	5,3	1,8	2,1	1,5	5,9	5,5
55-59 anos	2,3	11,5	4,6	2,3	0,6	0,8	1,0	1,8	2,5

Fonte: Censo 1981

BIBLIOGRAFIA

ALVES PINTO, M. C. (1987), *Dimensão Social e Regional das Disparidades na Sobrevivência e Sucesso Escolares em Portugal.* Comunicação ao Seminário da Comissão de Reforma do Sistema Educativo sobre «Sucesso Escolar», Braga.

AZEVEDO, Joaquim, (1984), *Sobre o Ensino Técnico-Profissional em Portugal. Evolução e problemas actuais.* C.C.R.N., Porto.

AZEVEDO, Joaquim, (1986-b), *O Lançamento da Experiência Pedagógica do Ensino Técnico-Profissional. Avaliação — Ensino Técnico-Profissional. 1983-1986, Relatório 1,* Porto.

AZEVEDO, Joaquim, (1987) *Resultados do Questionário aos Alunos. Avaliação — Ensino Técnico-Profissional. 1983-1986, Relatório 4,* Porto.

CASTRO, José Manuel e AZEVEDO, Joaquim (1986), *A Fraca Procura no Ensino Técnico-Profissional. Avaliação — Ensino Técnico-Profissional. 1983-1986, Relatório 2,* Porto.

GRÁCIO, Sérgio, (1986) *Política Educativa como Tecnologia Social. As reformas do Ensino Técnico de 1948 e 1983,* Livros Horizonte, Lisboa.

OCDE (1984), *Exame das Políticas Nacionais de Educação — Portugal, GEP-MEC,* Lisboa.

SEABRA, José Augusto (1983), *Discurso na cerimónia de posse das Comissões Regionais para o Ensino Técnico,* Porto.

SOARES, Maria Cândida, et alii, (1980), *Procura Social do Ensino — 9.º ano de escolaridade (1.os apuramentos),* GEP-MEC, Lisboa.

TRANSITION AU TRAVAIL:
ÉLÉMENTS D'ANALYSE ET PERSPECTIVES

António Joaquim Esteves
(Universidade do Porto)

1. La sensibilité aux changements linguistiques sur la réalité sociale, soit au niveau du discours ordinaire soit au niveau du discours scientifique, n'est pas chose sans importance. Tout au contraire.

C'est pourquoi il me semble au départ qu'il faut mettre en relief une mutation linguistique qui risque d'être inaperçue pour ce qui est de son contenu semantique. Cela signifie concrètement qu'au niveau du discours des agences, nationales et internationales, d'étude et de planification sur l'enseignement et l'emploi des jeunes, aussi bien qui, au niveau de la sociologie et de l'économie, il revient de plus en plus fréquent l'usage d'expressions centrées dans «la transition au travail» au lieu d'expressions dominées par la notion «insertion dans la vie active» ou «insertion professionnelle».

2. Faudrait-il vraiment remarquer cette mutation linguistique?

A mon avis, il s'agit de l'émergence, encore flottante et incertaine, au plan linguistique, de *deux paradigmes d'analyse* du processus dans lequel se trouvent engagés certains groupes sociaux, parmi lesquels les jeunes, en rapport avec les systèmes sociaux qui configurent leur identité sociale et culturelle: le système familiale, le système scolaire, le système sociale d'emploi et l'État.

Nous allons esquisser quelques pressuposés et montrer qu'il est tout à fait différent ce qui y est implicite, en termes d'images plus ou

moins vagues. D'où notre question: de l'*insertion professionnelle* à la *transition au travail* — changement de langage ou changement de problématique?

3. Dans le cas du langage elaboré autour de l'image d'*insertion* on vise le mouvement vers une *mise en poste* stable, sinon fixée, garantie et adéquate aux capacités des jeunes dans un espace occupationnelle d'avance existant et disponible.

Dans le cas du langage developpé à partir de la notion de «transition», l'image est centrée dans le *mouvement* de déplacement lui-même, sans référence au point terminal. Alors, quand on parle d'insertion à propos des jeunes, la notion sous-jacente à tel discours est celle d'un espace sociale où il y a des positions sociales, disponibles et adéquates aux caractéristiques des jeunes. Et surtout on suppose que s'il y a des difficultés dans l'insertion, elles doivent être cherchées plutôt dans d'autres aspects ou éléments intervenants dans le processus que dans l'espace occupationnel. L'élément «fort» de cet chaîne-là serait la structure occupationnelle, le coté de la «demande» au sens des économistes. Le point de vue regardant les difficultés d'insertion est ainsi profondement *individualiste,* soit au niveau d'analyse soit au niveau thérapeutique.

Le discours de la «transition» ouvre, avec quelque finesse, la mutation de ces présupposés. On met en relief le «passage» lui-même, en tant que mouvement qu' aucun point d'arrivée ne définit pas ni détermine pas non plus. Ce point d'arrivée peut être même problématique, soit parce qu'éventuellement il n'existe pas soit parce qu'il ne peut pas être ajusté aux caractéristiques des sujets qui le demandent ou à l'habituel usage des mêmes caractéristiques en temps découlés du système d'emploi. En plus, on ne suppose plus en tant que point d'arrivée quelque espace où les positions sont stabilisées et où sont évitées des «itinérances» de position en position.

L'image de «transition», elle-même, contient un effet multiplicateur: au contraire de l'image d'insertion, qui signale l'occupation d'une position «une fois pour toutes», la transition renforce l'expectative selon laquelle «un malheur amène son frére». L'incertitude devant le futur occupationnel devient le noyau central de l'action sociale des sujets concernés, les jeunes dans ce cas. En face de celle-là, tous les *mécanismes de défense* («shelters», dans l'expression de M. Freedman) disparaîtraient ou, s'il y en avaient, profiteraient trop peu aux jeunes. C'est un point de vue *objectif et structurel* qui est privilégié, centré sur la structure occupationelle.

4. Nous n'allons pas montrer maintenant la justesse, ou non, de chaque discours. Une fois convaincus que leur signification devient plus claire, et que leur distinction devient plus pertinente, nous essayerons de les localiser *historiquement,* au point de vue de l'histoire contemporaine, et *socialement,* en remarquant, d'un coté, les interêts sociaux avec lesquels ils sont compatibles, ou incompatibles, et, d'autre coté, les groupes et les institutions sociales qui s'avèrent plus disponibles pour les adopter ou les exclure.

4.1. Le *discours de l'insertion* a été developpé dans une phase historique caracterisée par l'équilibre entre le développement des systèmes de réproduction humaine (démographique et scolaire) et le système sociale d'emploi.

C'est par la seule cause d'inértie, linguistique, culturelle et théorique, que le même discours ne cesse pas d'être adopté et réproduit au moment même que des phénomènes tels que le chômage juvénile et la dévalorisation des diplômes apparaissaient déjà evidents dans leur dimension collective et défiaient les constructions théoriques elaborées soit au sein de l'économie (par exemple, la soi-disante théorie du capital humain) soit au sein de la sociologie (par la théorie fonctionnaliste).

D'ailleurs, la structuration de chacun de ces discours n'est pas également compatible avec les interêts des différents groupes sociaux. Concrètement, le discours de l'insertion fournit les conditions et les éléments pour expliquer le chômage et les autres formes de (non) insertion, en rejetant sur *l'institution formale d'instruction* ou, plus directement, sur les *individus,* l'explication du processus et de ses résultats.

Ainsi met-il hors d'atteinte la fonction qu'y jouent les agents qui dominent le système social d'emploi dans une société à «rapport salarial» de plus en plus généralisé.

Dans une phase d'équilibre (presque parfait!) entre les systèmes concernés, un pareil discours a servi pour composer, à forte mesure, l'auto-répresentation de l'institution scolaire et pour orienter l'auto-répresentation et la politique de l'État dans le secteur.

4.2. Le *discours de la transition* dissipe aussi bien des multiples certitudes qui sont accumulées longtemps au regard des divers intervenants dans le processus — famille, école, système d'emploi — que la confusion d'effets conjoncturels avec des logiques institutionnelles.

Sur l'état du système d'emploi, il cesse de prévaloir l'idée d'une croissance économique favorable à la multiplication des emplois ayant des exigences accrues de progressifs niveaux de scolarisation. Au sein des économies nationales, les rapports entre des différents secteurs d'activités et les transformations au sein de chacun d'eux ne

consolident pas les attentes longtemps maintenues sur la connexion des transformations téchnologiques et niveaux de connaissance. Au niveau des rapports entre les différentes économies nationales, les effets de la division du travail mise en pratique par les entreprises transnationales s'élargissent et deviennent de plus en plus hétérogènes dès le processus productif jusqu'au niveau culturel des sociétés dans lesquelles s'insérent.

Devant les restructurations des systèmes productifs que le choc énérgétique n'a fait plus qu'aggraver, il devient necessaire de comprendre que ce ne sont pas les institutions scolaires qui créent et controlent la distribution des emplois, qui organisent le processus productif et qui garantissent par elles-mêmes l'entrée et la stabilité des jeunes dans l'emploi.

* * *

Il devient urgent d'infléchir le regard sur les systèmes de travail: d'abord, pour connaître l'insertion des connaissances et discérner la hiérarchie des connaissances préferées («pratiques», «scolaires», «scientifiques») dans les divers systèmes productifs; ensuite, pour comprendre l'importance inégale des différents produits scolaires: «savoir», «savoir-faire» et «savoir-être».

L'autonomie qui a été créditée au système scolaire apparait aujourd'hui retrospectivement en tant que subordination organique heureuse et conjoncturelle à d'autres systèmes (le politique? l'économique? tous les deux?). Subordinnation que le(s) système(s) subordinant(s) essayent de rétablir dans les temps de crise. Il ne manque pas déjà des illustrations de ces essais.

Provoquées en grande partie par le problème sociale d'importance croissante du chômage juvénile, les problématiques de la transition au travail des jeunesse sont developpées aux frontières de la sociologie de l'éducation et de la stratification des inégalités sociales; de la sociologie et de l'économie de la famille; la sociologie et l'économie du travail; la sociologie de l'État moderne et de l'industrialisation capitaliste.

Il faut évoquer très rapidement quelques transformations en train de survenir dans les systèmes sociaux qui interviennent dans la structuration des «destins» des différents groupes sociaux, et surtout le cours de «renégotiation» des connections structurelles entre eux-mêmes:

«La vieille conception de la société industrielle a établi un triangle essentiel: la famille, l'économie et l'État. Les familles créent les enfants. Les maris travaillent. Les femmes gouvernent la maison. L'économie produit; l'État rédistribue; la famille consomme. L'État tas-

se (...) pour faire la rédistribution des ressources (...). Dans la nouvelle conception, ces rélations-là se trouvent en train d'être révues. Les femmes s'incorporent à l'économie formelle et les hommes entrent dans la vie domestique et informelle. On reconnait que les gens vivent et travaillent dans les usines, de la même façon qu'ils travaillent et vivent dans les maisons. Les adultes apprennent tel que les enfants. Le loisir devient aussi travail de bricolage. On reconnait aussi qu'une partie de la croissante économie informelle reste au dehors de l'appareil de collecte des impôts et par celà indépendante de l'activité rédistributive de l'État. Ce qui améne non seulement à revoir les calcus économiques traditionels de la richesse nationale mais aussi à reapprécier la politique sociale».[1]

5. Si nous prenons en compte les éléments structuraux de la transition au travail des jeunes — l'espace familial, la sphère productive, les agences de formation et les connaissances, la jeunesse dans les rapports intergénerationnelles — nous pouvons bien mêttre en relief trois *régimes* de transition au travail et aussi trois *status* au point de vue théorique. Pareils régimes de transition correspondent d'ensemble à une esquisse de *typologie historique et sociologique.*

5.1. D'abord, la transition au travail a été un *processus social* méconnu, parce que, et au fur et à mesure qu'il s'intégre dans les institutions centrales des formations sociales que l'industrialisation et l'urbanisation capitalistes n'ont pas penetrées ou dominées.

Dans cet regime-là, il échoit au groupe domestique d'organiser la production matérielle des biens necéssaires à l'existence de ses membres et d'être le dépositaire et transmetteur des *savoirs* les plus variés.

C'est une situation d'interpénétration institutionelle au plus élevé degré: famille, maison et entreprise sont superposées dans une structure qui ne laisse pas lieu à des incertitudes. Ce qui est plus important au niveau ce l'objet de transmission:

> «Ce qui se transmet, ce n'est pas du savoir, c'est du travail»[2];
>
> «La nouvelle recrue apparait dans l'horizon de l'entreprise familiale, non comme apprenti, mais comme main-d'oeuvre. (...) Les

[1] HALSEY, A. H., *Change in British Society,* Oxford, Oxford Univ. Press., 1981, p. 176-177.

[2] DELBOS, G. et ORION, P., *La transmission des savoirs,* Paris, Ed. Maison des Sciences de l'Homme, 1984, p. 46; p. 103.

nouvelles recrues familiales s'intégrent progressivement comme main-d'oeuvre supplementaire, puis complementaire»[2].

Le contraste avec la situation actuelle est clair et total.

Aujourd'hui des logiques autonomes tendent à organiser et à distribuer le «savoir» et le «travail». «On n'était pas là pour apprendre mais pour travailler» — disait un ex-jeune apprenti, en nous défiant à voir comment «dans cette situation-là du savoir se transmet ou, à défaut d'être transmis, s'acquiert ou se reconstruit»[2].

Ici, le savoir est un savoir pratique et l'imitation ou l'essai de solution du problème ou de la tâche, corrigé ou confirmé par le maître, deviennent les principaux ressources de formation.

5.2. Ensuite, la transition juvénile au travail est un *processus autonome* et *harmonique* qui correspond à une période historiquement courte de différentiation et croissance économique dans les sociétés occidendelles.

La division qui s'esquisse et s'impose est dévenue décisive: la sphère productive est separée de l'espace domestique et se structure en termes de pouvoir de plus en plus hiérarchique de façon capable de soutenir la valorisation du capital; l'instruction scolaire est institutionalisée et donc separée de tous les espaces formatifs, sous les multiples pressions d'une structure inégalitaire, d'une croissance industrielle accélerée et sans limites, d'une idéologie démocratique et culturellement centrée dans la valeur et la croissance de la science.

La connaissance «scolaire» se réclame de la valeur de la science et, tel que la science, occupe la place centrale dans la formation du citoyen et de l'ouvrier, de la démocratie et de la croissance économique. Une fois le système d'enseignement posé au centre de l'éducation, la «scolarisation de la société» est devenue un fait historique et un dispositif socio-culturel presumé suffisant pour la dynamique équilibrée des nouvelles sociétés.

Alors, la transition des jeunes au travail ne se fait plus au sein de la famille en tant que processus de création ou reconstitution des connaissances, d'ailleurs tendantiellement abstraits et propositionels, pas plus processuels et pas necessairement scientifiques.

La scolarisation dans cette période-là devient plus en plus longue et ouverte à toutes les classes sociales et la croissance économique permet de prolonger cet «moratorium» fait d'attente et de certitude au regard du futur. Alors la jeunesse connait les conditions sociales necessaires pour sa construction comme catégorie spécifique, avec un statut dépendant et provisoire, bien sûr, mais exclusivement dédiée, en proportion croissante et intensité exclusive, à l'initiation scolaire vers un futur d'ascension sociale. Dans ce cadre-là de optimisme, la

jeunesse apparait, et elle consolide son identité comme produit du système industriel et de l'école sous les regards du système démocratique.

A la fin, en comparant ce régime de transition avec le prémier, il faut mettre en relief la transformation de la matrice des conflits intergénérationels et au sein de la société, parce que ces conflits-là ne manquent pas dans les sociétés pré-industrielles:

> «La qualité du conflit des générations est altérée. Ce qui était un *conflit socio-économique* autour de la rédistribution et sucession est devenu un conflit de valeurs. L'opposition structurelle de formes familiales de domination et de vie héritées du passé, d'un coté, et les modes de communication mis en pratique dans les groupes de l'école, du lieu du travail et du temps de loisir, d'un autre coté, font les differences intergénérationelles plus intenses au domaine des valeurs et des comportements»[3].

5.3. A la fin, le troisième régime de transition au travail correspond à une *tension contradictoire* dans les systèmes de l'école et de l'emploi jusqu'au point de se transformer dans un *problème social majeur* et dans un objet d'intensive intervention de l'État. Il s'agit de l'organisation de la transition professionelle, selon les mots de J. ROSE[4].

a) La crise de l'école

Le rapport des enfants et des jeunes avec l'école n'a jamais atteint une homogénéisation complète. Il est aujourd'hui un des enjeux de la crise de l'école.

Trop fréquemment restreint aux manifestations les plus visibles, colectives, voire violentes, on a oublié que:

> «Ce n'est pas le conflit mais le rejet et la repulsion qui forment le contenu caracteristique de l'action humaine en face d'une situation de crise»[5]

---

[3] MITTERAUER, M., et SIEDER, R., *The European Family, Patriarchy to Partoership from the Middle Ages to the Present,* Oxford, Basil Blackwell, 1983, p. 111.

[4] ROSE, J., *En quête d'emploi. Formation, chômage, emploi,* Paris, Economica, 1984.

[5] FORACCHI, M., *A juventude na sociedade moderna,* S. Paulo, Pioneira, 1972, p. 66.

Les schémas théoriques du changement social étant dominés jusqu'ici par l'attention et la valorisation exclusives des positions alternatives, il faut ajouter aujourd'hui des modéles d'action purement adversatifs ou disjunctifs en tant que formes de changement.

La phénoménologie de cettes expressions de fuite, de rejet, de resistance est trop riche et complexe. C'est pourquoi nous voudrions rappeler seulement:

— la scolarisation incomplète, par la sortie precoce de l'école;

— l'exclusion du système universitaire;

— l'usage tendantiellement moins intensive de la scolarisation soit au niveau supérieure soit au niveau sécondaire;

— l'augmentation des étudiants-travailleurs.

b) La crise de l'emploi

Le chômage juvénile a été le phénomène qui a mis en relief plus clairement la transition au travail, au fur et à mesure qu'il met en question l'*efficacité de la scolarisation.*

Nous rappellons ici seulement trois aspects qui nous semblent caractéristiques:

— des taux de chômage plus élévés que ceux qui se vérifient pour les adultes;

— des pratiques de gestion de la main-d'oeuvre subordinées à la régle «last-in; first out», selon laquelle les jeunes sont recrutés les derniers et licencés les premiers;

— la polarisation de l'emploi des jeunes en secteurs d'activités de baisse qualification.

Il ne faut pas oublier toutefois que l'attention prêtée à la transition au travail a été commencée, d'un coté, au regard d'une catégorie social spécifique en termes de scolarisation et d'expectatives sociales — les classes sociales qui avaient accés à l'enseignement universitaire — et, d'un autre coté, autour d'une autre dimension — c'est-à-dire, la dévalorisation des diplômes universitaires.

c) L'intervention de l'État

La transition au travail assume, aujourd'hui, une caractéristique toute nouvelle. C'est qu'elle devient de plus en plus object de l'intervention de l'État pour l'organiser justement au moment des réformulations néo-libérales de l'État.

Les interventions de l'État peuvent être regrouppées en deux pôles: celui de la formation et celui de l'emploi. Ici nous limitons notre question au premier mode d'intervention: quelle signification a-t-elle? quelle portée a-t-elle? Réelle? Ou symbolique?

Les études présentées sur la France, sur l'Italie et sur la RFA, dans le Symposium sur «L'emploi des jeunes», en 1985, à Farnham Castle, nous amènent à la conclusion suivante:

— les mesures centrées sur la formation professionnelle — malgré les diversités de formes qu'elle peut assumer — ne sont pas suffisantes pour réduire le chômage;

— cettes mesures-ci ont l'effet de redistribuer le chômage parmi les catégories des jeunes;

— et surtout elles rétiennent une des contributions les plus fondamentales pour l'État moderne, c'est-à-dire, celle de fonder la légitimation et le consensus politique auprés certains groupes sociaux, autrement moins motivés pour accepter les inégalités.

En ce contexte-là, et pour terminer, nous pouvons trouver les bases matérielles pour certains changements d'attitudes des jeunes.

Devant l'incertitude aggravée sur le futur professionel, ce sont les *antécipations négatives* qui encombrent l'expérience des jeunes, dès la jeunesse universitaire jusqu'à la jeunesse de l'école sécondaire de façon naguère inimaginable.

Les utopies naguère liées aux dimensions les plus vastes de la vie — le futur et la société globale — sont recentrées dans l'orbite du *présent* et des *niveaux institutionels* qui jouent le rôle de cadre de vie le plus immédiate. Dès l'école jusqu'à la politique, en passant par la famille et par la réligion et les rapports affectifs, des nouveaux «rapports d'usage» sont elaborés sans perdre «la vinculation expérimentale avec la réalité» (FORACCHI) qui semble caracteriser cette phase du cycle de la vie.

Aussi s'esquisse, sur la base de cettes circonstances specifiques, quelque chose pareille à une théorie spontanée du changement, laquelle pourrait être formulée de la façon suivante:

> «Le grand changement *(big chance)* n'est pas changement que s'il change le petit. (...) Changement culturel doit avoir la profondité d'oser le monde — pas seulement ses idées»[6].

Il vaut la peine rappeler que ce regime de transition juvénile au travail soumet la jeunesse à l'incertitude, à la précarité et à l'indétermination la plus prolongée en face du travail lequel reste encore une des plus fortes matrices d'identité sociale. Plus déconcertante encore, aprés la centralité imputée à la scolarisation et son savoir, c'est la redécouverte de l'importance des choses oubliées ou sous-estimées pendant l'antérieur régime — c'est-à-dire, du savoir «implicite» ou «locale» ou «pratique» (2) aussi bien que de la famille et des rapports de connaissance et d'amitié (le «capital social» — selon P. BOURDIEU) pour connaître, entrer et se situer dans le système social d'emploi. D'ailleurs, parmi les auteurs qui recherchent le destin

[6] WILLIS, P. E., *Prophane Culture,* Londres, Routledge & Kegan Paul, 1978, p. 7.

des nouvelles technologies et leur impact sur l'organisation sociale il'y en a qui pensent que dorénavant «la famille est où est le computer» (P. DONATI).

Les probabilités des futurs arrangements technologiques et institutionels nous restent encore inconnues. Ce qui est aujourd'hui bien plus sûr se rapporte à quelques dimensions du conflit intergénerationel:

— d'un coté, la distribution de l'emploi existant parmi les générations;

— d'un autre coté, le futur lui-même en tant que dépendant de la survivance écologique tout court.

Pour terminer les perspectives d'analyse de la transition au travail, nous voudrions remarquer la necessité de trouver un cadre qui dépasse le cycle oú nous trouvons et de décrypter les dimensions fondamentales du processus.

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MODERNISATION

LES CONTRESENS DE LA MODERNISATION

Edward A. Tiryakian
Department of Sociology
Duke University
Durham, No. Carolina (USA)

Les Contresens de la Modernisation

Au cours des années 50 et 60, la sociologie du développement (au moins dans les pays anglophones) tenait comme paradigme celui qui fut désigné comme «théorie de la modernisation» (TM, comme abréviation). Dix ans plus tard, dans les années 70 et à part quelques fidèles adeptes qui continuent leurs travaux (l'historien Black, les sociologues Inkeles et W. Moore, parmi autres), la TM a cédé la place à une orientation plus radicale: la théorie de la «dépendance». Georges Balandier l'avait prévue il y a 35 ans comme une nouvelle perspective sociologique et anthropologique de «la situation coloniale». Mettant l'accent sur ce qu'on peut dire «l'intériorité» autant bien que «l'extériorité» du colonialisme, c'était une critique sociologique du système de pouvoir qui marquait les relations des métropoles à leurs colonies. La théorie de la dépendance évolua dans les années 60 en Amérique Latine, ou le blockage économique malgrès le désir de «moderniser» mena des économistes et des sociologues à voir que les pays du Tiers Monde (y comprs l'Amérique Latine) n'étaient pas maître de leur sort à cause des structures mondiales de dépendance: évidemment, cette orientation reflétait le poids des États-Units sur tout le Nouveau Monde.

Dans les années 70, la théorie de la dépendance devint une théorie plus ambitieuse, qui prena rapidement la désignation de

«world-system theory» — théorie du système mondiale (ci-après, TSM). Façonnée par le sociologue Walerstein inspiré de Marx et de Braudel, la TSM déplace la TM, et même, dans un article assez audacieux de Wallerstein (1979) prononce son enterrement définitif. A l'opposé de la tendance optimiste de la TM que les nouvelles nations peuvent transformer leur mentalités et structures de telle façon pour récapituler le «bon développement» des pays avancés, la perspectives neo-Marxiste de la ESM est bien plus pessimiste, au moins pour le proche avenir. Le monde entier est détenu par un système capitaliste qui a évolué depuis 500 ans dans lequel il n'y a qu'un petit cercle de sociétés privilégiées, entouré d'un groupe plus large mais restreint formant la «semipériphérie», englobé par la périphérie, le monde prolétaire qui contribue à l'accumulation du capital revenant au «noyau». Les anciennes analyses de Hobson et de Lenin sur l'impérialisme sont à la base de la TSM, mais elle s'enriche d'autres sources, tel que Simiand et Kondratiev sur les grands cycles économiques, les études magistrales de Braudel, les nouvelles techniques quantitatives, etc. De toute façon la conclusion de la TSM est qu'il ne peut pas être cause d'une vraie modernisation pour le Tiers Monde, parce que le système mondial capitaliste controle tout. Néanmoins, Wallerstein, sans documentation rigoureuse, adopte une perspective évolutioniste et prévoit la transformation du monde capitaliste en monde socialiste et de plus semble voir cette transformation se passer «sous nos yeux» (1979:150).

Je n'ai pas l'intention de faire dans cette communication une critique étendue de la TSM ou derrière elle, celle de la théorie de la dépendance (pour une critique récente, voir celle de Boudon 1985). Cependant je voudrais souligner quelques points forts et quelques points faibles de la ESM. Comme points forts, j'offre les suivants:

1) Un vraie théorie macro qui prend le monde entier comme terrain d'investigation, à travers l'espace et le temps. Le déroulement du capitalisme donne une unité socioéconomique à l'ensemble.

2) Les travaux de l'équipe de Wallerstein, y compris les éditions et la revue *Review* qu'il dirige, sont interdisciplinaires en attrayant sociologues, historiens, politologues, anthropologues. Ceci peut être considéré comme renouvellement de la TM qui elle aussi était essentiellement interdisciplinaire.

3) Dans la période relativement creuse de la macrosociologie suivant le déclin de Parsons et du fonctionnalisme structurel, la TSM et les débats qu'elle engendre redonnent d ela vigueur à la sociologie et incident les sociologues américains à dépasser leur horizon habituel.

Par contre, il y a aussi de points faibles:

1) En refaisant l'histoire du développement économique comme moteur de la modernité, la TSM ignore ou dédaigne la réalité du pouvoir et du culturel. C'est comme si Max Weber n'ait jamais existé.

2) En s'acharnant à la notion d'un système mondial, la TSM n'accorde pas de place à *l'acteur social,* à sa capacité et volonté de transformer sa situation. Effectivement et ironiquement, les critiques antérieures de Wrong (1961) et de Homans (1964) contre Parsons et le fonctionnalisme du «système social» peuvent être apliquées également contre la TSM.

3) La TSM ne peut prévoir ni admettre de brusques transformations dans les relations «noyau-semi-périphérie-péripherie» car elle est aussi foncièrement axée sur l'Occident comme centre du régime capitaliste qu'était la TM axée sur les États-Unis en particular comme *terminus ad quo* de la modernisation. Or, deux grands fissures de nos jours mettent en question le déterminisme du système mondial. Primo, la grande crise du pétrole en 1973-74 qui pour un temps transforme le pouvoir mondial et donne les attouts à des pays exportateurs de l'energie, surtout aux pays Arabes. Ceux-ci ont manqué le coup pour des raisons assex complexes, mais au moins il a vraiment existé pendant quelques temps une période où le monde aurait pu être restructuré (semblablement, l'Espagne au 16e siècle avec son or et argent venant en abondance du Nouveau Monde a dissipé cet avantage sans pouvoir établir une *pax España*). Deuxièmement, la montée depuis une dizaine d'années des «nouveaux pays industrialisés» (NICs), principalement les pays Asiatiques à grande croissance économique: le Japon qui semble remplacer les États-Unis comme puissance économique mondiale, mais aussi la Corée, Hong Kong, Singapoure, les deux Chines – bref, tous les pays marqués par le confucianismes et le budhisme qui se modernisent et deviennent rapidement des acteurs économiques de premier ordre.

En résumant, je ne crois pas qu'il y ait une solution de continuité entre la TM et la TSM. Les deux prennent le développement socioéconomique comme fil central du changement social. Le premier cherchent les facteurs endogènes à une société tandis que le second pense plus aux containtes externes une fois que le système mondial se met en marche. En même temps, ni l'un ni l'autre accorde une place à la discontinuité, à la rupture, aux virements de l'histoire. Essentiellement, les deux modèles/paradigmes reprennent une philosophie de l'histoire partagée par le vieux libéralisme et marxisme du 19e siècle: la philosophie du développement social comme progrès, ayant un seul grand trajet, et un genre de nation-état comme l'aboutissement de ce trajet.

II

Etant donné le temps à ma disposition, je ne peux qu'esquisser ce que je proposerai comme nouvelle perspective sur la modernisation. Au coeur de mon argumentation est le fait que «l'ancienne» TM n'avait point élaborer la notion de *modernité.* Implicitement, la *modernité* était l'actualité vécue par les intellectuels dans les grands centres universitaires américains: c'était le monde libéral et rationnel avec tout ce que cela impliquait. Pour chercher plus loin, les images sousjacentes de la modernisation comme une grande voie publique menant à la modernité se puisent dans la pensée de Durkheim ainsi que celle de Weber.

Au niveau social (ou plus correctement, du sociétal), c'est le grand processus de *différentiation* qui comprend division du travail, specialisation des fonctions, bureaucratisation, etc.

Au niveau culturel, c'est le processus de *rationalisation,* mettant aujourd'hui le monde à l'ordinateur après son *désenchantement* (pour reprendre la fameuse phrase de Weber) ou en autre terme, sa *sécularisation radicale.*

Pour Weber (et aussi pour Marx) ces deux processus sont liés à l'épanouissement du monde capitaliste; pour Durkheim, ces deux permettent la plénitude de la démocratie républicaine, pourvu que la sociologie s'occupe de certains «pathologies» de la modernité engendrées soit au niveau culturel soit au niveau structurel par la tendance moderniste au *derèglement anomique.*

Bref, toujours en simplifiant, ou pourrait résumer en termes suivant:

Modernisation = Différentiation + Rationalisation
Modernité = contemporanéité des pays développés

Ce schéma nous donne une partie du visage historique du développement social, mais il doit être comblé avec des processus contraires, ce que j'appelerai les *contresens de la modernisation.* Principalement, il s'agit de la *dédifférentiation* comme l'opposé de la différentiation et du *reenchantement* comme l'opposé culturel du desenchantement.

Les processus de *dédifférentiation* mettent en question la tendance d'un système social de tout hierarchiser en se différentiant. La spécialisation operée par la division du travail ne va pas de soi-même, elle est ou devient coordonné d'en haut (Rueschemeyer, 1986). A la longue , spécialisation et spécificité de fonction tout en permettant l'adaptibilité et la croissance de l'ensemble social enlèvent à ceux placés aux paliers inférieurs la capacité de controler leur environment. Or, la société moderne, qui s'inspire à la fois de *La Richesse des Nations* d'Adam Smith et des *Principes* de 1789, fait témoi-

gnage du désir de l'autonomie et de la revendication du rôle social de l'acteur (individuel ou collectif) comme ce qui ouvre plutôt que renferme l'action social. Pour ceci, il y a appel à une *fusion* de fonctions dans le même rôle, ou alors, un rejet sinon une restructuration du système social dans lequel tel et tel rôle et ses titulaires étaient situés.

Si le processus de *différentiation* opère surtout dans une logique «économique», son opposé est pour la plupart «politique». Ainsi, l'inspiration révolutionnaire de 1789 qui voulu l'abrogation des privilèges et de mettre tout le monde au même niveau de *citoyen:* ou les grands mouvements nationalistes du 19e et 20e siècles qui ont voulu faire éclater le système impérialiste où il y avait bien une différentiation sociale entre métropole et colonies; ou de même de nos jours où un pays comme le Nicarágua cherche à s'esquiver de son rôle comme fournisseur de matières premières por le Colosse de l'Amérique du Nord et voufrait plutôt une fusion de fonctions pour un vrai développement social. Ou alors on peut aussi constater la présence de la dédifférentiation dans le mouvement feministe, où il y a rejet de la division du travail basée soit sur l'idée que la femme a son espace delimité par le secteur privé, soit sur des mythes concernant les aptitudes de femmes étant foncièrement différents des hommes. Ce contresens de dédifférentiation est parmi certains poussé aussi loin que l'idéologie de «l'unisex» (androgynie), aidée par certaines tendances dans la mode, coiffures, etc.

Quant au processus de *reenchantement,* il me semble qu'il a joué un rôle majeur dans toute la partie culturel du développement de la société moderne, à partir du grand mouvement Romantique. Si la vie publique de la société moderne est marquée par l'absence de la croyance traditionelle et par l'absence du sentiment vécu de l'au-delà par ses fonctionnaires, néanmoins, un *reenchantement* s'est opéré tout de long du 19e siècle jusqu'a nos jours. Les romans, les ballets, les opéras, les arts, la musique – tout ce domaine culturel met en vigeur les thèmes du *surnaturel;* le symbolisme et l'occultisme; le Surréalisme; le folklore; même la «science fiction» – tout ceci, cette enorme production de l'imaginaire moderne, indique un contresens bien vaste de la modernisation qui s'oppose à l'image de la rationalisation simple du monde. Et il ne faudrait pas manquer de dire que *l'exotisme* est aussi une partie de cet *reenchantement,* une partie qui a joué un rôle important dans les explorations et conquêtes du Tiers Monde au 19e siècle et même aujourd'hui, l'appel de l'exotique pour les peuples industrialisés et bien rationalisés se prolonge dans l'industrie du tourisme, qui cherche à nous transporter dans des lieux charmants, loin de la pollution, aux îles exotiques, etc.

Voici donc quelques considérations initiales pour repenser la totalité de la modernisation. Elles reposent sur l'idée qu'il faut se méfier d'un seul modèle de la modernité et d'une seule voie de la modernisation, ainsi qu'il faut se méfier d'un déterminisme du changement social. Tout n'est pas possible, bien entendu, mais la capacité des acteurs de transformer leur situation selon leur choix – même si une telle transformation ne peut s'achever que partiellement et même si le résultat laisse à désirer – est un des facteurs irréductibles du changement social moderne.

BIBLIOGRAPHIE

Balandier, Georges. 1952. «Contribution à la sociologie de la dépendance», *Cahiers Internationaux de Sociologie,* 12: 47-69.

Boudon, Raymond, 1985. «Attraits et Faiblesses de la Théorie de la Dépendance», in M. Maffesoli et C. Rivière, eds., *Une Anthropologie des Turbulentes. Hommage à Georges Balandier.* Paris: Berg International.

Homans, George C. 1964. «Bringing Men back in», *American Sociological Review,* 29 no. 6 : 809-818.

Rueschemeyer, Dietrich. 1979. *Power and the Division of Labour.* Stanford, CA: Stanford University Press.

Wallerstein, Immanuel. 1979. «Modernisation: Requiescat in Pace», in Walerstein, *The Capitalist World-Economy.* Cambridge: Cambridge University Press & Paris: Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 132-151.

Wrong, Dennis H. 1961. «The Oversocialized Conception of Man in Modern Sociology», *American Sociological Review,* 26, no. 2: 183-93.

DE LA MODERNISATION DE LA SOCIÉTÉ A LA MODERNISATION DE LA SOCIOLOGIE:

DEVELOPPEMENT TECHNIQUE, DIALECTIQUE DES MODES DE REMUNERATION ET TRAVAIL SOCIOLOGIQUE[1]

Marcel BOLLE DE BAL
Université Libre de Bruxelles
Président d'honneur de l'A.I.S.L.F.

Dans sa communication[2], notre vice-président Edouard Tiryakian nous invite à «repenser la totalité de la modernisation», c'est-à-dire à éviter de penser la modernité et la modernisation en fonction d'un seul modèle: il n'y a pas plus de déterminisme social qu'il n'y a de déterminisme technique. Cette vérité de bon sens, trop souvent négligée par des théoriciens impatients, est bien illustrée par l'histoire récente des modes de rémunération en relation avec celle des techniques de production: celle-ci nous révèle à la fois les ambiguités du concept et du procès de la «modernisation», et ouvre la voie à une réflexion sur le sens du travail sociologique, sur la nécessaire «modernisation» de la sociologie.

La «modernisation»: les ambiguités du concept:

Le «moderne» est à la mode, à tous les sens du terme, en économie comme en art: les plaidoyers pour la modernité économique

---

[1] Communication au symposium international «La sociologie et les nouveaux défis de la modernisation» organisé par la section de sociologie, Universidade do Porto, et l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, Porto, 5-8 mai 1987.

[2] «Les contresens de la modernisation».

peuvent cacher un retour en force des intérêts conservateurs, de même que le goût pour l'«art moderne» (moderne art) exprime une nostalgie du passé. Face à cette ambiguité sémantique, politique et affective, le recours au dictionnaire s'impose.

Ouvrons donc le petit Robert. Que nous dit-il?

«Modernisation: – action de *moderniser*
– son résultat

Moderniser: – rendre moderne
– organiser d'une manière *conforme aux besoins,* aux *moyens modernes*

Moderne: – actuel, contemporain
– qui bénéficie des *progrès de la technique,* de la science
– qui tient compte de l'évolution récente de son domaine; qui est de son temps (personnes)».

Voilà qui parait clair et simple. Pourtant, derrière cette façade de clarté se dissimulent quelques ambiguités que nous nous devons de débusquer. Que recouvrent en effet, des expressions telles que «progrès de la science» et «besoins modernes»?

«Les progrès de la science: de quelle science s'agit-il? L'hypothèses implicite du dictionnaire, reflet du sens populaire commun, est la référence au développement des sciences dites exactes, et donc au déterminisme technologique. Mais que dire alors du progrès des autres sciences, les sciences sociales dites humaines: leurs progrès ne conduisent-ils pas à technique en tant que valeur?

«Les besoins modernes»: de quels besoins entend-on parler? Ne sont-ils pas très différents d'un milieu à l'autre, leur caractère «moderne» ne dépend-il pas essentiellement du contexte qui leur donne naissance et sens? Par exemple, ou peut supposer qu'il s'agira peut-être, prioritairement, de besoins techniques et économiques pour les pays en voie de développement, de besoins économiques et culturels pour les pays développés à économie planifiée (ainsi que le montrent les multiples «réformes économiques» mises en chantier dans les pays de l'Est, avant et après les impulsions données par Gorbatchev), de besoins culturels et sociaux pour les pays développés à économie de marché (où les projets de réformes sociales et culturelles ne manquent pas). Si nous nous attardons quelques instants sur ce dernier cas, nous décelons une double pression culturelle: celle portée par le mouvement écologiste (lui-même à la fois contre-moderniste et ultra-moderniste) et celle portée par la mode culturelle, au sens classique (esthétique) du terme «culture» (le retour au passé).

Ces quelques brèves remarques nous incitent donc à la prudence: si la modernisation est une valeur à la mode, c'est aussi une valeur contestée, contestable, contradictoire. Son caractère dialectique s'est notamment révélé à travers une série de recherches consacrées au devenir des modes de rémunération.

«Modernisation» et évolution des modes de rémunération

Ces recherches ont été menées à l'initiative de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) à partir de 1957. Elles souhaitaient examiner les liens existant entre le niveau de mécanisation et le mode de rémunération, à partir de l'hypothèse suivante: plus se développe le progrès technique, moins l'ouvrier a d'influence sur la production, moins donc la liaison de son salaire aux résultats de son travail (le salaire aux pièces ou la rémunération au rendement) garde un sens. En d'autres termes: le sens (linéaire) de l'évolution va vers la disparition du salaire aux résultats. Contrairement à cette hypothèses répandue, l'évolution, au fil du temps, s'est révélée plus dialectique que linéaire. Mais il a fallu, pour cela, que les faits viennet trancher entre les deux thèses sociologiques qui avaient été élaborées à partir des résultats des premières investigations.

La recherche, en effet, avait été menée dans les six pays de la CECA, dans des contextes socio-politiques différents (ce qui a pu constituer un facteur explicatif des divergences d'interprétation). Au terme des travaux, les chercheurs allemands et français ont été tentés d'annoncer la disparition de la rémunération au rendement et le retour au salaire au temps, vu la disparition des fonctions de la liaison du salaire aux résultats. Les chercheurs belges, de leur côté, ont préféré prévoir une évolution des modalités de la liaison du salaire aux résultats, vu l'évolution des fonctions de ce mode de rémunération. Un débat intellectuel approfond s'est développé à ce mode de rémunération. Un débat intellectuel approfondi s'est développé à ce propos, à un poin tel qu'un numéro spécial de la revue Sociologie du Travail lui a été consacré[1].

Aujourd'hui, un quart de siècle plus tard, les faits se sont prononcés en faveur de la seconde thèse: la rémunération au rendement tend bien à disparaître sous sa forme traditionnelle (le salaire aux pièces), mais la liaison du salaire aux résultats n'a pas cédé la place au salaire au temps: elle tend au contraire à connaître de nouveau développements, à s'exprimer à travers de nouvelles modalités (primes collectives de productivité, participation aux bénéfies, etc.). Les raisons de cette évolution sont multiples: l'influence de l'ouvrier sur la

[1] Sociologie du Travail, 1964, n.° 2.

production ne disparaît pas (contrairement aux représentations courantes) mais elle change de nature (elle devient essentiellement préventive: le travailleur a pour mission d'éviter les pannes, incidents et accidents, le tout en vue d'assurer la régularité de la production), les fonctions de la liaison salaire/résultats changent (de la stimulation à la régulation de la production et à l'intéressement à l'économia des moyens, de produire plus à produire mieux), le contexte socio-économique change également (développement du système de relations industrielles et de la société de consommation, de la dialectique de l'antagonisme à la dialectique du compromis, du conflit à la négociation).

Cette évolution n'est point univoque, mais dialectique à plusieurs niveaux. Alors que du côté des ouvriers, la tendance dominante (mais non unique) est à la collectivisation du salaire (développement des primes collectives), du côté des employés et des cadres, en revanche, on note une tendance à l'individualisation de la rémunération (primes de mérite, par exemple).

Mode de rémunération et «modernisation»

La relation rémunération/modernisation n'est, elle non plus, pas univoque. Jusqu'à présent nous avons évoqué l'évolution de la première en fonction de la seconde. Le moment est venu de renverser la perspective, et d'examiner l'éventuelle action des modes de rémunération sur le processus de «modernisation», c'est-à-dire de «développement».

En effet, la liaison du salaire aux résultats traditionnellement conçue comme *outil de gestion,* pratiquement utilisée par les acteurs sociaux comme *outil de négociation,* mérite d'être envisagée en fonction d'une finalité supérieure, qui intègre et dépasse dialectiquement les deux précédentes: le développement de l'entreprise, des groupes sociaux concernés, de l'économie et de la société dans son ensemble. Le salaire aux résultats est un *outil de développement et donc de «modernisation»,* et ce de deux façons: en tant que stimulateur du développement, en tant que régulateur du développement.

Le salaire aux résultats remplit d'abord une fonction de *stimulation du développement:*

- de stimulation du développement technique, en ce qu'il favorise la créativité et l'invention des travailleurs, en ce qu'il provoque la recherche et la mise en œuvre de nouvelles méthodes d'organisation du travail et de l'entreprise, en ce qu'il prépare les esprits à l'acceptation des innovations techniques;
- de stimulation du développement économique, en ce qu'il stimule l'activité créatrice des travailleurs, en ce qu'il contribue à l'amélio-

ration des méthodes d'organisation, en ce qu'il assure la participation des travailleurs aux fruits de ce développement, en ce qu'il introduit et répand les valeurs productivistes, en ce qu'il forge les mentalités, accálère l'intégration de nouveaux travailleurs dans le système industriel axé sur le développement;

- de stimulation du développement social, en ce qu'il contribue à la hausse des revenus, en ce qu'il contraint ou aide les organisations de travailleurs à prende conscience des problèmes de gestion et à exiger les moyens de contrôler ou exercer correctement celle-ci, en ce qu'il suppose parfois certains réformes sociales.

Cette fonction de stimulation du développement trouve logiquement une occasion privilégiée de s'exercer lors du démarrage de l'industrialisation. En revanche, lorsque l'industrialisation a dépassé le seuil du «décollage», lorsque le processus de développement est en marche, alors le salaire aux résultats remplit surtout une fonction de *régulation du développement:*

- de régulation du développement technique, en ce que, par son action sur le plan des négociations collectives, il favorises le maintien de la paix sociale nécessaire au fonctionnement continu et rentable des instruments de production hautement mécanisés, en ce que, aussi, il prévient les appréhensions et les contestations (pertes d'emploi ou baisses de salaires) susceptibles d'être provoquées par ce développement;
- de régulation du développement économique, en ce qu'il empêche les travailleurs de se désintéresser du résultat de leurs actes de travail, en ce qu'il les incite à assurer une production régulière et stabe, condition de productivité à long terme, en ce qu'il permet le contrôle des coûts et des revenus, en ce qu'il facilite l'harmonisation des salaires au sein d'entreprises fusionnées dans le cadre du processus de concentration économique, en ce qu'il aide à la prise de conscience des problèmes économiques d'ordre général qui sont ceux d'une société économique développée, en ce qu'il garantit une certaine autonomie aux entreprises, élément de souplesse nécessaire pour éviter que la planification centralisée nécessaire pour diriger le développement ne constitue en fin de compte un frein à ce développement;
- de régulation du développement social, en ce qu'il assure une participation régulière et automatique des travailleurs aux fruits du développement économique, en ce qu'il favorise la participation des organisations de travailleurs à la gestion ou du moins au contrôle de celle-ci, en ce qu'il contribue à l'évolution des mentalités individuelles vers la négociation d'un développement social régulier et continu.

L'analyse qui précède, on peut le noter sans peine, est à tonalité fonctionnaliste. L'accent y est mis sur les fonctions remplies par la liaison de la rémunération aux résultats. Mais, pour être valable, une interprétation fonctionnaliste se doit de prendre également en compte les dysfonctions du phénomène étudié. Par delà cette prise en considération des dysfonctions émerge le problème du discours et de la pratique sociologiques à propos des modes de rémunération et de la modernisation.

Sociologie de la modernisation et «modernisation» de la sociologie

L'étude dont il vient d'être brièvement question et l'interprétation qui en a été esquissée soulèvent deux question relatives à l'exercise du travail sociologique: l'une qui concerne le traitement de la demande sociale (ou, en d'autres termes, le problème de la pratique sociologique), l'autre qui concerne la grille d'interprétation d ela réalité sociale (ou, en d'autres termes, le problème de la théorie sociologique).

En ce qui concerne *la pratique sociologique:* le sociologique à qui un décideur pose une question pratique («un système de prime au rendemet» stimule-t-il la production de mes travailleurs?») ne peut se contenter de répondre directement à cette question. S'il veut accomplir un travail sociologique valable, il se doit d'analyser de sens de cette demande sociale, la replacer dans son contexte sociologique: par exemple, dans le cas cité, en recherchant les autres fonctions éventuellement remplies par ce type de prime, au-de-delà de la seule fonction de stimulation. Dan le cas contraire, les répondes qu'il fournira au demandeur risqueront d'induire celui-ci en erreur: si les primes au rendement ne remplissent pas lur fonction de stimulation, le gestionnaire et son interlocuteur syndical seraient bien imprudents d'en conclure hâtivement à la nécessité d'abandonner cet outil de gestion (et/ou de négociation), car il peut remplir d'autres fonctions utiles à toutes les parties concernées.

En ce qui concerne la *théorie sociologique:* orienté vers l'étude des problèmes d'organisation, de développement et de modernisation, peut se trouver tout naturelllement enclin à adopter le paradigme fonctionnaliste. En ce cas, il recherchera les fonctions latentes derrière les fonctions manifestes, il ne négligera ni les dysfonctions manifestes, ni les dysfonctions latentes, il envisagera d'éventuels substituts fonctionnels, il prendra en compte les diverses structures de référence (en l'occurrence: l'employeur, le travaileur, le syndicat) aux intérêts contradictoires et/ou complémentaires. Mais il pourra aussi adopter un autre paradigme, axé moins sur le fonctionement et la statique des systèmes que sur leur changement et leur dinamique: le paradigme actionnaliste, par exemple. A l'aide de celui-ci il passera naturellement du micro-social (l'entreprise, l'organisation) au macro-

social (le système de relations industrielles, les anciens et nouveaux mouvements sociaux, l'évolution de la société et de ses dimensions culturelles). En combinant ces deux types d'approche, le sociologue ne pourra manquer de mettre en évidence, dans le champ qui nous occupe à la fois les aspects contradictoires voire paradoxaux (les «effets pervers»?) d'un processus de «modernisation» fondamentalement ambigu, et le rôle susceptible d'être joué par la liaison de la rémunération aux résultats dans ce processus.

La sociologie de la modernisation appelle donc une certain «modernisation» de la sociologie. Aujourd'hui, alors que la crise économique n'en cesse pas de ne pas finir, et q'elle apparaît de plus en plus comme une permanente (interminable?) crise de modernisation, le sociologue est instamment invité, de divers côtés, à sortir de sa tour d'ivoire, à se salir les mains, à plonger la sociologie au coeur du siècle, à inventer les outils répondant aux besoins des hommes et de la société de ce temps. De tels outils sont à la portée de notre main: la recherche-action, l'intervention sociologique, la socioanalyse[1]. Ces voies de modernisation de la sociologie n'impliquent nulle rejet des chemins traditionnels façonnés su fil d'une longue pratique historique: articulées autour d'un objectif commun (le développement des capacités relationnelles et institutionnelles des acteurs sociaux), elles sont riches de promesses pour la «modernisation» des rapports sociaux et le développement de la société. La modernisation de la sociologie occupe une place de choix parmi les «nouveaux défis de la modernisation».

P. S. Peu de temps après qu'ait été rédigée cette communication, le dernier ouvrage de Michel Crozier vient de sortir de presse[2]. Quel plaisir de retrouver sous la plume de cette auteur qui fait autorité des propos proches de ceux qui précèdent: pour lui, le problème fondamental de la société française est celui de la modernisation de son style de relations humaines, de ses modèles d'autorité, de ses modes de décision collective et de gouvernement. Cette remarque vaut certes pour d'autres sociétés, et coïncide avec mes propres intuitions. La modernisation de la sociologie, ci-dessus proposée, s'inscrit dans la droite ligne d'un projet de modernisation culturelle, tel celui qu'appelle de ses voeux le sociologie du phénomène bureaucratique.

---

[1] Pour plus de détails, cf. Marcell Bolle de BAL, «La sociologie... et la personne? Ou j'ai même rencontré un sociologue heureux», Bulletin de l'A.I.S.L.F., n.° 3, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1986.

[2] Michel Crozier, «État modeste, État moderne», Paris, Fayard, 1987.

ABSTRACT

FROM SOCIETY MODERSINATION TO SOCIOLOGY MODERNISATION:
TECHNICAL DEVELOPMENT, WAGE SYSTEMS DIALECTICS
AND SOCIOLOGICAL WORK

The concept and the process of «modernisation» is ambigous. It means to organize in a way taking into account the progresses of science and techniques. But these progresses are not the same according to «hard» and «soft» (social) sciences. A study on the evolution of wage systems confirms the dialectical nature of the modernisation process, and of their functions. Payment by results appears to be more than a management tool: a bargaining tool and a development tool. That form of payments acts as an incentive to modernisation and as a regulator of the modernisation process. Two problems concerning the sociological work are discussed, based upon the conclusions of that study: one about the socilogical practice (the treatment of the social demand), one about the sociological theory (the combination of a functionalist and of an actionnalist model). The necessary «modernisation» of sociology implies new methodological projects, for instance action-research, sociological intervention, socioanalysis. Such a modernisation of sociology will contribute to the modernisation of society.

GESTION DU DESORDRE ET REUSSITE EN ENTREPRISE

Norbert ALTER
Paris – CNRS – IRESCO

La gestion bureaucratique de marchés captifs ou portés par la croissance est du domaine du passé. On sait aujourd'hui que les entreprises, pour subsister, doivent innover en permanence. La pression de la concurrence mais aussi la remise en cause des formes d'organisation dites «tayloriennes» font que dans l'entreprise, rien ne sera jamais plus comme avant.

Innover sur les marchés, innover en matière d'organisation sociale, innover surtout dans la relation qui unit ces deux univers voilà le nouveau «gai savoir» du management. L'idée est finalement claire: l'entreprise ne sera performante que si elle parvient à réussir l'alchimie de l'économique et du social.

La courte monographie de l'entreprise «Autrement»[1] montre portant que le management participatif et la gestion innovatrice ne sont pas une affaire simple.Certains acteurs n'ont pas envie de jouer ce nouveau jeu ou en tout cas pas comme on le leur propose. Mais surtout, les luttes de pouvoir ne disparaissent pas, au contraire: elles

[1] Il ne s'agit bien évidemment pas de la revue du même nom mais d'une entreprise qui souhaite garder l'anonymat et qui fonctionne «autrement» que la plupart de ses concurrentes.
Leader mondial dans son secteur, le matériel de loisirs et de sports, l'entreprise AUTREMENT utilise 1 200 salariés et se caractérise par une extrême mobilité de ses produits. Elle parvient à recruter régulièrement depuis cinq ans, et ceci tout en demeurant une entreprise «locale», marquée par son appartenance à l'environnement économique et culturel de sa région.

passent de l'état de «combines» cachés à une lutte concernant l'identité même de l'entreprise.

La participation

Une description précise des différentes formes d'exercice de la participation dans l'entreprise AUTREMENT correspondrait à une caricature des manuels de management les plus novateurs en la matière. Nous ne retiendrons donc dans cette description que les caractéristiques spécifiques de l'entreprise.

La participation se caractérise par sa dimension informelle: elle ne s'inscrit ni dans le cadre des lois Auroux, ni dans le cadre d'une politique strictement définie par la direction de l'entreprise.

Sa forme dominante corresponde à un «patchwork» des différentes pratiques participatives envisageables. Tout y est: groupes de progrès, cercles de qualité, groupes projets, groupes de résolution de problèmes; ceci à tous les niveaux hiérarchiques et entre les secteurs de l'entreprise.

La participation se met en place à la demande de n'importe quel acteur; la seule condition restrictive corresponde à l'obligation de déboucher sur une action considérée comme efficace par la direction. On constate cependant deux formes de participation. qui coexistent: l'une plutôt descendante et «programmée», l'autre plutôt ascendante et expérimentale.

Un système social efficace

Dans ce cadre organisationnelle original, le système social de l'entreprise AUTREMENT se caractérise par une forte ouverture – chacun dispose de beaucoup deliberté – et par une consensualité qui confine dans certains cas à la rigidité: personne n'ose jouer contre l'idée d'«entreprise entreprenante».

Paradoxe d'une organisation fondée sur la recherche de flexibilité, cette entreprise doit maintenir en permanence trois incertitudes sans jamais pouvoir les résoudre, sans pouvoir donc être «rationnelle»:

- incertitudes sur la technique, qui se caractérise par son obsolence permanente;
- incertitudes sur les produits, signe d'une recherche contiue de diversifications et de qualité;
- incertitudes sur l'organisation, celle-ci se définissant essentiellement par sa faible formalisation puisque totalement contingente par rapport aux contraintes de production.

Dans cet univers incertain et ouvert, les enjeux principaux concernent la place que chacun tente d'obtenir pour tirer parti de la flexibilité, alors que dans une organisation bureaucratique chacun tente de tirer parti de la règle. L'opposition entre les deux modèles ne peut s'arrêter ici. En milieu bureaucratique la force tient finalement au statu, au grade et à l'ancienneté, lesquels incluent pratiquement les ressources en pouvoir des acteurs. Dans l'entreprise AUTREMENT ce qui donne la force, c'est la capacité à inventer des «choses», les status et les grades offrant de moins en moins de ressources stratégiques. Par ailleurs, les acteurs ne sont pas puissants par leur seule habilité en matière de relations d'influence, mais aussi parce que celle-ci leur permet de mettre en œuvre une rationalité d'acteur économiquement efficace.

Il ne s'agit donc pas ici de défendre des territoires, lesquels se délitent de plus en plus, mais au contraire de trouver les ressources qui permettent de construire un espace de jeu puis de le valoriser. De manière triviale, on peut affirmer que dans ce type d'entreprise on ne peut être fort, libre ou influent sans jouer pour l'innovation.

Les trois enjeux majeurs du système social sont alors ceux qui permettent d'exister activement dans ce registre:

- l'autonomie, permettant à la fois de dépasser des fonctionnements peu performants et à la fois d'être reconnu comme capable de «faire la différence»;
- la conception du travail, largement diffusée à tous les niveaux de l'école hiérarchique, mais jamais de manière stable; elle représente un territoire qui est toujours à reconquérir ou à préserver;
- la réussite des projets, offrant la possibilité de devenir à l'intérieur de l'entreprise un véritable «intrapreneur» dont les récompenses sont proportionnelles à son efficacité.

Dans cette perspective, la capacité à fédérer, à animer et à réguler des acteurs aux positions initialement divergentes est essentielle, elle permet d'«inventer» une marge de manœuvre et d'un détenir le leadership. Plus encore, ce qu'on pourrait appeler l'expertise culturelle apparaît comme un atout majeur: il s'agit d'une capacité à intégrer les autres à sa propre stratégie par le biais d'une action à caractère idéologique. Cette pratique peut autant se traduire par la réalisation d'un «projet d'entreprise» développé par la direction, que par la production d'un discours de type «efficacité-participation» développé par la base et mettant en cause certains des objectifs de la direction.

Distinguer les acteurs de ce systhème social est une affaire assez complexe au plan de la méthode; contrairement à un fonctionne-

ment bureaucratique, il s'avère, impossible d'affecter à des positions dans l'organisation un type ou un autre de stratégie. Celles-ci varient en effet tout autant que les techniques, les produits et l'organisation. Il n'existe donc pas d'acteur ou d'alliance stable un enjeu.

La seule manière de distinguer des acteurs «cohérents» est de rapporter leur action au fait participatif. Trois grands groupes peuvent alors être distingués:

- les «politiques», composés de la direction, de son état major et du service du personnel; ils définissent la participation:
- les «citoyens», qui représentent les cadres fonctionnels, les bureaux des méthodes, les jeunes ouvriers et la CFDT; ils accompagnent, produisent et tendent à dépasser la politique de participation;
- les abstentionnistes» sont ceux qui détiennent encore un peu de ststut et qui le défendent: il s'agit des bureaux d'études, des hiérarchies non dirigeantes, des anciens ouvriers et peut-être des syndicats autres que la CFDT[1].

La dynamique du systhème

A y regarder de plus près, l'originalité de cette entreprise correspond à un clivage entre trois grandes logiques d'acteurs qui représentent chacune une conception de l'entreprise, du produit et de l'intérêt individuel. La logique des «politiques» s'apparente point par point à l'idée d'entreprise manageriale moderne: la participation est un moyen de parvenir à un consensus efficace et heureux. La logique des «absentionnistes» correspond encore un peu à celle des défenseurs d'une organisation «classique»: pour eux la participation ne doit pas dépasser le stade du discours. La logique des «citoyens» corresponde à une force méconnue et gênante pour les tenante de l'entreprise manageriale; la participation devient ici un espace de jeu, une organisation suffisamment désordonnée pour être appropriée, ou en tout cas partiellement conduite par la base.

Mais le systhème social de l'entreprise est lui-même flexible. Les rapports entre acteurs s'articulent de façon extremêment différente en fonction de la nature de l'enjeu. Plus celui-ci s'avère vital pour le fonctionnement ainsi que pour le devenir économique de l'entreprise et plus la scène de l'action est investie par un nombre d'acteurs important.

---

[1] L'échantillon retenu pour mener l'enquête ne permet que de faire une hypothèse.

Il existe donc bel et bien un fonctionnement participatif inflationiste»: «tout le monde» souhaite participer à beaucoup de choses – mais à sa manière – puisque c'est le moyen essentiel d'être fort ou autonome. Cet effet inattendu donne un sens original aux pratiques du management.

- il devient de fait impossible de faire la différence entre ce qui est de l'ordre de la participation ou du rapport de force, l'une et l'autre ayant pour seule contrainte l'efficacité économique de l'action.

- La participation, parce qu'elle se niche partout, devient en fait l'organisation. La participation, même si elle représente pour la direction de l'entreprise une volonté de normaliser les comportements, crée dans cette perspective autant de possibilités de déviances que n'importe qu'elle autre organisation. Deux formes d'exercice de la participation s'opposent finalement en permanence: l'une descendante, l'autre ascendante.

Le retour de l'idéologie

Cette monographie représente le moyen de réaliser un modèle sociologique de l'entreprise «moderniste-participative» qui peut se résumer de la manière suivante.

L'environnement semble tout d'abord être un élément fondamental du systhème social: la double relation, entre marché ouvert et mobilité des produits, s'«arrange» mieux d'une organisation souple que militaire.

La notion de consensus devient alors la pierre angulaire du foctionnement de ce type d'entreprise. Puisqu'il s'avère impossible de rationaliser l'organisation de la production par le biais de règles et de procédures strictements définies, le seul moyen de la rendre efficace c'est de faire prendre en charge les aléas par des collectifs d'opérateurs. La participation devient donc, plus qu'une forme de gestion de personnel, une forme de gestion de l'entreprise: il ne s'agit pas de faire participer les gens à des objectifs précis et limités mais de trouver dans la participation les moyens de faire fonctionner l'organisation.

Au coeur même de la participation se tissent alors des luttes d'influence. Chaque nouvel enjeu remet en question la stabilité du système social articulé autour de la participation. La conflictualité s'avère donc ici au moins aussi forte que dans toute autre forme d'organisation.

La stratégie dominante n'est cependant plus de l'ordre de la contestation de l'organisation et des chefs, comme dans le cas d'une en-

treprise plus «classique». Dans l'entreprise AUTREMENT, on se bat surtout à coup d'idéologie parce que la culture et l'influence culturelle donnent la force et permettent de définir le champ ainsi que la nature de la participation.

La production idéologique est bien évidemment réalisée par la direction. Elle fonctionne selon deux axes: en renforçant l'idée de participation «responsable», «programmée» et descendante d'une part en multipliant les formes de reconnaissance sociale pour ceux qui s'y intègrent d'autre part. Elle s'appuie par ailleurs sur le renforcement des sanctions positives et négatives, allant bien souvent jusqu'au renouvellement des hommes ou, pour le moins, inattendus.

Cette idéologie managériale, si elle a donc tendance à accroître le consensus participatif draine parallèlement trois types d'effetc pervers, ou, pour le moins innattendus.

- La participation et le productivisme amènent à une surcharge individuelle de travail: elle produit également une surcharge de temps collectif de négociation: la «réunionite» n'est ici pas un vain mot.

- Pour se défaire de ces deux contraintes, la direction de l'entreprise tend alors à formaliser, à rationaliser de plus en plus en plus la participation; elle réduit donc nécessairement les espaces de jeu initiaux.

- La direction se trouve alors confrontée à groupe d'acteurs, les «citoyens», qui ne souhaitent pas vivre cette régression. Ils disposent pour ce faire de ressource considérables: en demandant toujours plus de participation, ils maintiennent un taux de désordre important et préservent ainsi leurs marges de manoœuvre; ils disposent pour ce faire de ressources culturelles, tirées de leur expérience de l'échange et de la négociation, qui leur permettent de s'allier avec une base de plus en plus large, mais aussi de contester la «participation rationnelle» au nom de idéologie de l'efficacité. Leur discours est finalement logique quoique surprenant: pourqoui vouloir ordonner le chaos puisque celui-ci s'est montré économiquement performant? Enfin et surtout, leur propre idéologie se fonde sur la contestation du fait qu'à AUTREMENT on doive «travailler plus pour travailler mieux».

Finalement, deux modèles de participation se confrontent. Les «politiques» voudraient que celle-ci soit aussi transparente, pacifique et rationnelle que les organisations d'antan. Les «citoyens» y voient au contraire le moyen de devenir des acteurs forts et pas seulement les élements d'un processus de production.

Ni le débat ni cette histoire ne sont donc terminés. Le management n'est plus ce qu'il était, mais il ne cesse de devenir autre chose que la seule mise en œuvre de nouveaux principes organisationnels. Plus encore, il semble bien qu'au fur et à mesure du développement de la gestion innovatrice, la gestion sérieuse, rationnelle et programmée soit de moins en moins réalisable, doive progressivement laisser place à la gestion du désordre créateur.

RESUME

Cette monographie, qui reflète les pratiques actuelles du management, offre une excellente leçon de sociologie de l'entreprise. La question qui se pose est celle du rapport entre désordre, innovation et réussite pour des entreprises de plus en plus confrontées aux facteurs internes et externes de «flexibilité».

ABSTRACT

This monography, which reflets the current practice in management, gives a good opportunity to learn something about sociology in corporate organizations. The main issue is about the relation ships between disorder, innovation and sucess for firmes facing more and more internal and external factors of «flexibility».

«INNOVATION ORGANISATIONNELLE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE. LE PORTUGAL FACE AU CHANGEMENT ET AUX DÉFIS DE LA MODERNISATION»

José Baptista
Faculdade de Ciências e Tecnologia
da Universidade Nova de Lisboa.

1. L'innovation dans la société organisationnelle

Dans les pays les plus industrialisés du 19ème siècle l'innovation et la créativité étaient surtout effectives dans des cas individuels. L'ensemble organisationnel État, était ou une «commission d'affaires de la bourgeoise», dans le cas anglais et américain, ou bien un monstre d'inefficacité et un arrêt des créativités, comme en France et en Prussie. La dynamique d'un pays se basait surtout aux capacités individuelles de créativité et d'entreprise. Les organisations économiques étaient usuellement si simples que l'entrepreneur connaissait la globalité de leur fonctionnement. Seul l'État et quelques exceptions sortaient de cette règle générale.

Pourtant cette ère d'individualisme s'est transformée, au 20ème siècle, dans l'ère organisationnelle. Dans les grandes entreprises le «capitain d'industrie» avait déjà des difficultés de plus en plus aigues, à comprendre tout le processus de son entreprise. Il a dû engager des techniciens et des spécialistes, et, quand il ne l'a pas fait il s'est exposé à la faillite comme dans le cas si bien connu de Ford. Ce qu'on appelle technostructure a pris la place du capitain d'industrie. La complexité technique, organisationnelle, mercantile, etc., n'est capable d'être

géré que par des technostructures, jour après jour plus complexes et puissantes.

Si, d'un moment à l'autre, ces grandes organisations gérées par des technostructures cessaient de fonctionner, il y aurait certainement un collapsus mondial. De plus dès le 19ème siècle sont apparues de grandes organisations en presque tous les secteurs de la vie sociale, au delà de l'industrie. L'ensemble organisationnel État lui-même, en tous les pays occidentaux industrialisés, pour n'en parler d'aures, est devenu une des plus gigantesques organisations, avec des fonctions additionnelles de gestion et régulation des sociétés.

Bref, la créativité et l'innovation ont dû se réalise de plus en plus, au moyen de contextes organisationels croissamment complexes. Savoir connaître et travailler avec la complexité organisationnelle est devenu indispensable pour nos jours (pour le mieux et pour le pire). Même l'artiste qui crée tout seul ses œvres, dépend de plus en plus des organisations qui lui donnent d'une part la formation essentielle, et ses matières premières, et d'autre qui lui publicitent et vendent ses créations. Aussi dans les activités économiques existe encore un grande espace pour l'initiative individuelle, et pour les petites organisations. Elles peuvent produire un demi du PIB, ou plus. Elles peuvent, dans une vague d'intense développement technologique, atteindre des innovations spectaculaires, sachant utiliser la grande flexibilité dûe à leur taille réduite. Pourtant, leur début a besoin de l'existence des grandes organisations d'enseignement, investigation et développement technologique et, pas rarement, ces dernières fonctions sont accomplies en grande partie par de grandes entreprises liées aux nouvelles technologies. Entreprises d'où sortent ces nouveaux «capitains d'industrie» des nouvelles petites entreprises innovatrices. Cependant, dans une phase postérieure, ou bien les petites entreprises grandissent, ou sont absorbées par la capacité financière, de marketing, etc., des grandes organisations (privées, publiques, fréquemment multinationales). Celles-ci ont su dans un très grand nombre de cas, creer des strutuctures plus légères et décentralisées, les seules capables de poursuivre avec une innovation technologique autonome.

* * *

De quelque façon, un réseau de grands ensembles organisationels flexibles, et d'une très grande capacité d'innovation socio-organisationel et technologique, devient une condition indispensable pour que l'innovation technologique puisse-être économiquement viable. Pour que ces petits îlots innovateurs mis en des contextes résistants au changement et à l'innovation, puissent survivre, il leur faudra se lier au réseau des multinationales. Au Portugal on a quelques cas de

groupes d'innovation technologique de pointe qui ont choisi (apparemment) cette unique voie de survivance.

Du point de vue de la modernisation, quel que soit le «modèle» qu'on veut, c'est l'innovation dans des contextes organisationels qui signalera de plus en plus le futur.

2. L'accélération du changement global et l'innovation technologique.

Le changement social global s'est accéléré dans le monde entier, particulièrement aux dernières décades et dans les pays les plus industrialisés

Le changement technique, en spécial, a grandi à un rythme vertigineux.

Si bien que l'innovation technique se lie à des innovations qui ont été subies par le système technique d'une organisation, l'innovation technologique est un produit de la technologie, de l'application de la science à la technique. Au cours de ses dernières années on a utilisé le terme technologie comme englobant aussi le concept de technique.

* * *

L'innovation organisationnelle, dans un sens tout court, c'est l'innovation qui se produit dans le système social et dans le système culturel de l'organisation (système de relations sociales et système symbolique de connaissances, normes et valeurs qui informent et orientent les relations sociales).

Beaucoup d'auteurs ont déjà fait ressortir que, depuis longtemps, le changement technique, au cours de l'Histoire, s'accomplit à des rythmes plus élévés que celui du changement social. Antropologues ont aussi averti le monde de la tendance au *déphasage culturel,* ou mieux, socioculturel, devant le rythme de changement technique. Plus récemment, on a mesuré des degrés de déphasage organisationnel, *organizational lag* (Damanpour, Evan, 1984), cherchant à mettre en relation rythmes d'adoption de l'innovation technique et sociale des organisations avec quelques uns de leurs attributs.

Par exemple, dans des organisations plus effectives on voit la tendance à se former un lien plus fort entre l'innovation tecnhique et l'innovation organisationnelle (vd. Peters, Waterman, 1982) et, par opposition, dans les organisations moins effectives, la tendance est d'existir un degré de déphasage plus grande entre l'innovation technique et l'innovation sociale.

L'innovation technologique et la diffusion d'innovations techniques ont constitué un des éléments de changement les plus rapides

de l'environnement global qui entoure les organisations. Il est pourtant loin d'être le seul élément qui contribue pour le vrai tourbillon dans lequel se trouve aujourd'hui l'environnement organisationnel.

Pendant tout le 20ème siècle on a vu une mutation dans l'environnement organisationnel. D'une certaine stabilité au début du siècle, a passé à un état de tourbillon en cette fin de siècle.

* * *

L'accélération du changement technologique et du changement social (sociocultural) global a créé des situations de déphasage organisationnel que beaucoup d'experts qualifient de rupture et de crise profonde.

De quelque façon, *le déphasage organisationnel en face du rythme du changement social et technologique est probablement le défi le plus aigu de la modernisation dans cette fin de siècle.*

Au début du siècle, l'environnement organisationnel était a peu près stable et les événements étaient plutôt familiers. La capacité organisationnelle de changement controlait relativement bien la vitesse du changement de l'environnement.

Avant la Seconde Guerre Mondiale, la capacité de réponse organisationnelle accompagnait encore le rythme du changement. Les événements étaient déjà plus complexes et l'organisation se conduisant basée en les extrapolations remises de l'expérience.

Pendant les années 70 on n'est plus capable d'extrapoler d'une façon à faire un prognostic des événements futurs. Le changement n'avait pas eu lieu dans la continuité. Modèles et cénarios essaient d'explorer stratégies dans cet environnement conturbé.

Dès lors, le changement et l'imprévisibilité de l'environnement, ne trouvaient pas la capacité de réponse convenable et en temps dû à l'égard des organisations.

3. Le changement aux derniers 20 ans et les répercussions dans les organisations.

Il existe maintenant un vrai tourbillon dans de milieu ambient qui entoure les organisations. L'instabilité économique, financière, politique, en même temps que l'apparition de nouvelles valeurs culturelles, de nouvelles motivations et attitudes, se juxtaposent aux effets accélérateurs du changement technologique.

On peut mettre en évidence quelques uns de ces changements dans l'environnement que, surtout aux derniers 20 ans, ont exigé des changements inévitables dans les organisations (vd. Thorsrud, 1981):

La croissante automation a conduit à une nécessité d'une moindre supervision directe; par contre plus de information / formation;

une plus grande motivation (vouloir faire). Celles-ci sont les principalles conditions pour plus de qualité, plus de précision, meilleures décisions en face de l'improviste. Sans cela il est presque impossible de réduire les coûts.

La scolarité et les loisirs augmentés, apportant une plus grande disponibilité matérielle et mentale, ont conduit à une plus grande réjection de postes de travail «idiots» (répétitifs, monotones, parcelés, sans aucun lieu pour l'initiative, créativité). C'est pourquoi l'absentisme a augmenté, la rotation du personnel augmente, les produits et les services deviennent d'une qualité inférieure.

Changements culturels (connaissances, normes, valeurs, attitudes, croyances, mentalités, etc.) depuis les années 60 ont renforcé l'introduction de changements dans l'organisations.

Le chômage croissant aux années 70 a créé une situation où commencent à proliferer les nouvelles et vieilles formes de coopérativisme, le «partage du travail», la réduction des heures anuelles de travail, la flexibilité d'horaires, etc.

Mouvements divers (syndicats, associations de consommateurs, écologistes, mouvements d'étudiants) ont imposé différentes formes de «Démocratie organisationnelle», soit au sommet des organisations, soit à ses niveaux hiérarchiques les plus divers. Pour beaucoup d'entités responsables, il s'agit aussi de sauver ou renforcer la légitimité des grandes organisations en face du public général.

Tourbillon dans les marchés (produits, techniques, système monaitaire, instabilité financière, concurrence augmentée). L'organisation est forcé à chercher la flexibilité organisationnelle – la déspécialisation des postes de travail, participation.

De nouvelles approches organisationnelles, à son tour, ont rendu possible le changement organisationnel, ont montré les avantages de la flexibilisation et offrent une grande variété d'options.

De nouvelles formes d'organisation du travail ont apparu un peu partout, plutôt planifiées plutôt spontanées.

Pour un nombre toujours plus grand d'organisations, ensembles ou réseaux organisationels, il devient une question de survivance de s'adapter au tourbillion de l'environnement, à l'innovation technologique et au changement social global, dans une progressive flexibilisation de leurs structures et configurations.

4. Le double choc de la modernisation au Portugal: le «choc de la CEE» et le «choc du Pacifique».

Le déplacement du pôle innovateur de la Troisième Révolution Industrielle vers le bord de l'Océan Pacifique a obligé les autres régions et pays plus industrialisés, à «découvrir» les «nouveaux» et les «vieux» moyens de connaître et changer les organisations.

Premièrement, ils ont découvert l'innovation organisationnelle du Japon, base de son innovation technologique et de sa très grande productivité.

Deuxièmement, ils ont «redécouvert» en ce même Japon, semble-t-il, tout une science et experimentation sur des organisations il y a longtemps réalisées à l'Occident et qui, par hasard, les japonnais auraient imité et adapté comme tout le reste.

Troisièmement, ce qui semblait tout simplement des mouvements de démocratisation industrielle, actions pour incrementer la légitimité de beaucoup d'organisations, ou alors théories et expériences sociales sans un grand intérêt économique surgissent maintenant d'une façon différente. On commence à se convaincre qu'elles contiennent un grande potentiel de réponse à l'innovation organisationnele et technologique Japonaise.

C'est ainsi que, depuis une demi-douzaine d'années, dans les pays occidentaux les plus industrialisés, se sont adoptés pour les plus grandes entreprises et d'autres organisations, de longs programmes de changement de leurs systèmes socioculturels. Il est possible en ce moment, dans ces pays, de réunir les plus divers partenaires sociaux autour d'un objectif: une plus grande productivité *avec* plus de vie dans le travail et dans l'organisation.

Organisation où l'on utilise les technologies les plus avancées, aux États Unis, dans l'Europe, au Japon, sont celles qui investissent le plus dans l'innovation organisationnelle (intra et inter organisationnelle), parce qu'elles ont compris que, sans elle, seulement de petits îlots d'innovation technologique sont possibles, cependant, vulnérables aux modèles organisationnels plus efficaces à mobiliser leurs ressources humaines.

Et quoi dire de la CEE? Et du Portugal? Et de l'entrée de Portugal dans la CEE? Pour le Portugal ce seront deux chocs et pas seulement un: le choc de l'entrée, plus le choc que la CEE elle-même subit en face de l'accélération du changement à un niveau mondial.

Survivre à ces deux chocs, ne signifie pas pour le Portugal une priorité à une innovation technologique socialement aveugle, mais plutôt une innovation intégrée des systèmes techniques, sociaux et culturels de ses organisations, ensembles et réseux organisationnels.

5. Portugal: blocages organisationnels et culturels vis-a-vis de la modernisation

Le Portugal est, parmi les pays plus ou moins industrialisés, un de ceux qui se permet le luxe de gaspiller ses ressources humaines et matérielles-ce qui autrement dit marque une certain continuité de son histoire depuis l'époque postérieure aux Découvertes.

Il s'agit de sous-organisation, avant tout. Celle-ci conduit à un gaspillage de ressources, à des dérèglements, et même, à des blocages du changement.

D'une façon très peu précise, puis qu'il y a un grand manque d'études a une grande carence d'études sur cette affaire, je pointerai quelques aspects:

— *Centralisme et concentration:* existent des organisations trop grandes et complexes pour la capacité organisationnelle existente.

— *Organisations piramidales et monolitiques:* où l'arrogance et l'autoritarisme aident à surgir un manque de moral, absentisme, qualité médiocre de résultats, agressivité vers le sommet hiérarchique, rigidité en face de tout changement, etc. Les processus participatifs sont encore fréquement pris comme «idéologie» et pas comme puissance levier de flexibilité organisationnellle, de créativité, d'une plus grande productivité, d'une meilleure qualité de vie dans le travail et dans l'organisation (Baptista, 1985).

— *Sur-formalisation:* depuis longtemps qu'on juge la société globalement, les organisations incluses, comme quelque chose qui fonctionne à des coups de réglements, d'abondance de procédés préétablies, de dépêches et circulaires. Le *jurisdicisme* est encore aujourd'hui une des grandes pathologies nationales.

— *Conception mécanique des organisations:* celles-ci sont conçues comme des machines et non comme des systèmes socioculturels. Le *mecanicisme* dans ce domaine est aussi une des grandes pathologies culturelles et sociales du pays.

— *Blocages organisationnels:* en grand partie dû aux vices déjà pointés; l'absentisme ou l'insuffisance d'une gestion moderne des ressources humaines est aussi responsable par la non motivation, retrait, irresponsabilité, qui existent en beaucoup d'organisations, et qui étrangulent et talussent le potenciel d'innovation et de créativité.

— *Dérèglements des créativités existentes:* quelquefois surgissent, dans leur spontanieté, comme des paliatives aux blocages organisationnels. L'absence de plans ou systèmes d'objectifs basés sur des valeurs d'aujourd'hui partagées par tout le monde ou, quand ceux-ci existent déjà, l'innopérance des organisations de tutelage, conduisent à des dérèglements fréquemment irréversibles ou de difficile recupération. Exemples: le mauvais aménagement du territoire, économie souterraine, système fiscal potentialisateur des iné-

galités existentes, politiques économiquement et socialement improvisées, etc.

— *Un système politique et administratif* (un réseau et un ensemble organisationnels) *incapabl de clarifier, expliciter et ordonner valeurs et objectifs partagés.* Exemples: incapacité de réaliser la réforme administrative, une politique pour la science et le développement technologique, une politique pour l'éducation, pour la santé, pour le système juridique, etc.

— *Faible capacité organisationnelle du patronat:* en grande partie dû à une économie de tuttelle et à des relations de travail sous régime policier pendant 48 ans, ainsi qu'à une politique de recession et de courts termes après la Révolution. Quelques autres donnés historiques, gesttionnaires et culéturels jouent là aussi un rôle important.

— *Blocage, interventionisme, irresponsabilisation, en ce qui concerne les dirigeants des entreprises publiques.* Il ne s'agit pas seulement de la «jeunesse» de cette classe, mais surtout des rapports avec les tutelles et groupes d'intérêt. De plus on remarque le manque d'autonomisation des systèmes de gestion, notamment le passage de divers contrôles des tutelles à des formes organisationnelles participées par ceux qui travaillent dans les organisations (ce qui d'ailleurs s'accomplit partout dans l'Europe Occidentale).

Outre ces caractéristiques plus liées au système (les relations sociales) il y en a d'autres aussi importantes en rapport avec le système culturel (le système symbolique, avec ses valeurs, normes et connaissances). Ce système informe et oriente le système social, comme on constate davantage. Voici quelques exemples parmi les plus liés aux blocages de la modernisation, à être confirmés par la recherche:

— Proportion considérable *d'atitudes de retrait et passivité* («les solutions doivent venir du sommet, ou des autres»).

— *Insuffisante valorisation de la connaissance* par une partie de la population et, simultanément, survalorisation de la connaissance littéraire et mondiale, par une autre.

— *Excessive valorisation du lucre facile,* du succès rapide, de l'ostentation.

— *Trop de mépris pour le travail persistant,* ardu, efficace, innovateur et aux risques.

— *Insécurité et faible identité* (imitation superficielle de ce qu'on fait à l'étrander; difficile reconnaissance des réalisations, capacités et potencialités du pays).

— *Connaissance réduite des realités socioculturelles du pays:* en grande partie dûe aux graves insuffisances dans les systèmes éducatif, scientifique et communicationnel.

— *Communication mauvaise, oblique,* peu orientée pour les multiples réalités du pays et de préférance plus envers le sensationalisme, envers les frivolités de classe politique et pour ce qu'on fait hors du pays.

Innovation technologique sans innovation sociale

Depuis longtemps, des économistes qui s'occupaient des pays appelés du Tiers Monde, pensaient que le problème principal c'était le manque de capitaux, ou mieux, le manque de sa reproductivité. Dans ces pays en consumant tout ce qu'il y avait (et c'était très peu) et rien ne restait pour réinvestir. Sans investissements qui augmentaient la produtivité il n'y aurait pas de réproduction élargie du capital pour la nouvels investissements. Capital et technologie: voici le paradigme signalé pour le développement de ces surfaces de la planète. On a ainsi transféré des capitaux et des technologies pour de tels pays.

Populations entières ont été forcées à travailler dans les monocultures qui nourrissaient des complexes agro-industriels. Tout un savoir faire dont ils vivaient d'une façon plus au moins équilibrée dans des niches écologiques s'est transformé en fumée sans que les nouveaux complexes leur apportent des compensations de la monoculture. En revanche ils ont cessé de savoir reprendre les vieux équilibres socioculturels et écologiques. Les profits destinés à réinvestir ont été fréquemment appropriés par la dégradation des termes d'echange avec les pays industrialisés, aussi que par la consommation ostentatoire des vieilles et nouvelles classes dominantes. La pauvreté de telles populations a augmenté non seulement d'une façon absolue, mais aussi d'une façon relative (et très réelle) en ce qui concerne les nouveaux besoins importés. Dans d'autres cas on a fait des transférences massives de capitaux et technologie créant, normalement, autour de certaines ressources naturelles (minéraux, pétrole) de demesurés complexes industriels d'une technologie très avancée. Étant très capitaux-intensifs, n'ont pas crée des postes de travail mais bien au contraire, très tôt on a conclu que seulement les techniciens étrangers étaient capables de maintenir tels investissements rentables.

Ces mythes technicistes et économicistes ont déjà montré beaucoup de leurs résultas en termes de «développement»: destruction des anciens équilibres culturels, sociaux, écologiques, augmentation des discrépances entre les nouvelles nécessités et les possibilités de les résoudre, chômage dans des populations qu'auparavant ne dépendaint pas du marché et savaient subsister avec leurs propres techniques, plus grandes différences sociales, etc.

Le Portugal n'est pas un pays du Tiers Monde. En outre, on a déjà fait une option, ou on a été force à la faire, à cause du changement accéléré de la «modernisation». On ne peut pas tourner le dos, il faut lui faire face. On a à peu près deux façons de lui faire face. Bien qu'à une autre échelle et à un autre niveau, acceptant, passivement «développements» technicistes et économicistes, avec tous les deséquilibres et désavantages ou, créant notre propre capacité pour faire face au changement. *Celui-ci est le plus grand défi que la communauté des portugais doit savoir résoudre dès aujourd'hui et dans l'avenir.*

«Nous vivons dans un pays en rapide dégradation socioculturelle. On a perdu rapidement nos richesses (la vie quotidienne, la solidariété, le milieu physique) sans gagner les richesses que les civilisations préponderantes nous ont imposées l'avenir comme uniques. Quelques uns d'entre nous, plus persistants, savent que le futur est à nous de le faire avec notre activité et auissi avec notre passivité, n'étant pas nécessaire de chercher des têtes de turc (les gouvernements, le FMI, la CEE, les américains, les russes, la gauche, la droit, etc.)» (Baptista, 1985).

Il est facile d'essayer aujourd'hui de mobiliser émotionellement les portugais avec les indicateurs économiques. Traumatisés par la famine et les salaires en retard (par euphémisme), desenchantés des grandes idéologies et des promesses partidaires, ils s'attachent de nouveau aux pourcentages de l'inflation et de la balance des paiements. Après tout ce bavardage, parler de modernisation, d'innovation technologique est, pour un politicien ou pour un Seigneur de n'importe quel Château de Kafka, un passeport pour une nouvelle image de sauveur. On acquiert du prestige, on augmente les votes, on gagne la bienveillance des dirigeants des pays respectables. Il est facile d'acquérir des nouvelles technologies (que quand on les transfère pour le Portugal, ne sont plus neuves).

Si l'on n'a pas d'argent, pas de problème: la multinationale vendeuse nous donne du crédit. Qu'au Portugal cela aide à créer d'autres chômeurs et quelques machines sous-utilisées c'est un problème à nous.

L'innovation technologique est, avant tout, l'innovation socioculturelle. João Cravinho, ingénieur de formation, ne cesse de le répeter:

«On oublie essentiellement d'organiser les organisations et on oublie que le fondamental dans un processus d'innovation, c'est l'innovation sociale, l'innovation organisationnelle» (Cravinho, 1985).

Conclusion:

Particulièrement au Portugal, l'innovation sociale et l'innovation organisationnelle, auront ainsi un rôle à tenir comme base de toute innovation. Ce qui se traduit dans un concept complexe: *modernisation,* ou, comme on appelle en d'autres sciences sociales: *développement intégré. L'innovation technologique, par soi-même, ne sera pas capable de conduire les processus d'innovations sociale, culturelle et organisationnelle* (Baptista, 1986).

BIBLIOGRAPHIE:

BAPTISTA, José, KOVACS, Ilona, ANTUNES, Conceição Lobo
1985, *Uma gestão alternativa; para uma Sociologia da Participação nas Organizações, a partir de uma experiência portuguesa,* Relógio d'Água, Lisboa.

BAPTISTA, José
1986, «A informatização do Castelo de Kafka; inovação tecnológica *versus* inovação organizacional», *Revista de Informática,* vol. 5, n.° 9 (Abril).

CRAVINHO, João
1985, «Quem não fez a Segunda Revolução Industrial não fará a Terceira», *Semanário,* 6.7.85.

DAMANPOUR, Fariborz, EVAN, William
1984, «Organizational innovation and performance: the problem of 'organisational lag'», *Administrative Science Quaterly,* Sepetember, 392-409.

PETERS, Thomas, WATERMAN, Robert
1982, *In Search of Excellence,* Harper & Row, N. Y.

THORSRUD, Einar
1981, «The changing structure of work organisation», in George Kanawaty (org.), 1981, *Managing and Developing New Forms of Work Organosation,* International Labour Organisation, Genève.

CHANGEMENTS DES SYSTÈMES DE TRAVAIL DANS LES INDUSTRIES NAVALES AU PORTUGAL

Marinús Pires de Lima
Instituto de Ciências Sociais de Lisboa

1. Introduction

Nous présentons ici une analyse de quelques aspects principaux de l'évolution des systèmes de travail dans les industries navales au Portugal, entre 1910 et 1986. Nous systématisons des données sociologiques très riches, qui permettent d'éliminer quelques lacunes existant dans la connaissance de ce thème. Nous essayons de comprendre la spécificité du processus de rationalisation industrielle, en évitant, l'analyse «linéaire» et déterministe du développement capitaliste.

Pour atteindre l'objectif analytique proposé, nous situons d'abord les industries navales dans leur contexte: la dynamique et les blocages de la semi-industrialisation. On traite des questions de l'histoire de l'organisation rationnelle du ravail au Portugal: évolution des ouvriers effectifs, impasse des projets «développementalistes» dans la première période du salazarisme (jusqu'à 1950), démarrage industriel dans les années 50 et modernisation de quelques grandes entreprises (C. P. – chemins de fer, C. U. F. – Compagnie Union Fabrile, chantiers navals) comportements des ouvriers à l'égard de la mécanisation et de la rationalisation. On étudie aussi les principaux changements des stratégies patronales et du travail ouvrier dans les industries de construction et de réparation navale.

Nous avons utilisé la méthode des *monographies historiques,* en essayent de faire un analyse intensive de la periodisation des systèmes de travail. La rareté des études sociologiques existentes, la précarité des moyens disponibles pour la recherche, la faible fiabilité des données statistiques portugaises et la spécificité différenciée de quelques pratiques locales nous ont amenés à privilégier les études de cas, en ayant, comme base un ensemble important et flexible de techniques d'enquête. On a employé plusieurs techniques de recueil de données: documents, observations diretes d'entreprises, d'ateliers et de postes de travail, questionnaires, interviews semi-directives avec des témoins privilégiés (cadres, agents de maîtrise, ouvriers), histoires de vie de retraités.

Nous avons utilisé des textes déjà publiés[1], ainsi que des études realisés à l'ISCTE sous notre orientation dans le Séminaire de Sociologie du Travail.

2. Quelques notes historiques sur l'introduction de l'organisation rationnelle du travail au Portugal

2.1. Nous présentons ici une synthèse des principaux résultats d'une recherce en cours[3].

L'industrialisation portugaises se dévelope lentement jusqu'à la fin du XIXe siècle. C'est à ce moment-là que commence un démarrage industriel, qui se fait, cependant, dans des branches techniquement peu avancées, avec un bas niveaux de composition organiques du capital (les conserves de poisson, le textile).

Avec l'augmentation relative du capital industriel, le prolétariat se forme lentement et se dévelope progressivement jusqu'aux années 70.

Les séries statistiques révèlent que, sous la première République (1910-1926), le développement du prolétariat industriel se fait avec lenteur. La faible concentration industrielle contribue à la dispersion des ouvriers, à travers de nombreuses entreprises, malgré une certaine concentration dans un nombre de centres urbains (notamment Lisbonne et Porto)[4]. A cela, on doit ajouter l'importance du système

---

[1] Notamment nos articles «A acção operária na Lisnave», *Análise Social,* n.° 52, 1977; «A evolução do trabalho operário nas indústrias navais», *Análise Social,* n.° 67-68-69, 1981; «Para uma história da organização racional do trabalho em Portugal (1900-1980)», *Análise Social,* n.° 72-74, 1982; «Transformações das relações de trabalho nas indústrias navais – 1974-84», *Revista Crítica de Ciências Sociais,* 18-19, 1985.

[3] Cf. notre article (1982); R. AMARO, Développement et Industrialisation de l'Économie Portugaise dans le Contrate de la Division International du Travail, Thèse de Doctorat, Grenoble, 1980.

[4] En utilisant les résultats de l'enquête industrielle de 1917, on peut remarquer que le passage de la manufacture à la fabrique ne se fait qu'assez lentement et de façon

de semi-prolétariat, à côté de la permanence de modes de soumisson formelle du travail au capital (industrie domestique, production artisanale).

A ces limitations, il faut aussi en ajouter d'autres concernant l'organisation des luttes ouvrières: luttes intestines entre les tendances «réformiste», «syndicaliste-révolutionnaire» (d'inspiration soviétique» et «anarcho-syndicaliste», fragilité de l'organisation syndicale, répression du mouvement ouvrier, absence d'une conscience de classe clairement assumée, manque d'expérience dans l'organisation des luttes, formation tardive du parti communiste (1921).

Malgré ces conditions, l'agitation ouvrière sous la première République a été significative. Il y a eu des luttes et des agitations sociales et politiques, y compris entre les fractions de la bourgeoisie. D'autre part, des circonstances externes (révolution russe, ascension du mouvement ouvrier, en général) ont exercé une influence importante sur la classe ouvrière portugaise.

C'est surtout pendant et après la Première Guerre Mondial que l'agitation ouvrière bat son plein, en rapport avec la «question du pain». Entre 1917 et 1923, la période la plus riche en luttes sociales, le mouvement ouvrier révèle encore une certaine cohésion. Malgré les nombreuses arrestations, il y a eu une certaine continuité du mouvement des grèves avec des réussites partielles importantes. Ce sont alors les prolétaires des principaux centres industriels (Lisbonne, Porto, Barreiro, Setúbal) qui se montrent les mieux organisés, notamment, les cheminots, les métallurgistes et les ouvriers des conserveries.

Pour la bourgeoisie la plus «éclairée», il était urgent d'intégrer la classe ouvrière, de façon à éviter des formes de lutte trop troublantes (par exemple, l'action directe, la grève en tant qu'arme politique).

Les nouveaux rapports de production qui se forment dans les branches capitalistes les plus développées et l'agitation ouvrière exigent un projet de «modernisation», qui se traduit par des essais d'encadrement et d'intégration idéologique de la classe ouvrière.

Des groupes de la bourgeoise industrielle la plus éclairée et de l'élite scientifique (des entrepreneurs, des ingénieurs, des médecins, des chercheurs) élaborent des projects réformistes et «développementistes», qui proposent l'applications des idées modernes de *rationalisation.* Ils veulent encadrer et discipliner la classe ouvrière, intro-

---

localiséé. Il n'y a pratiquement pas de secteur de biens de production; en revanche, les industries alimentaires et textile absorbent, à elles seules, presque la moitié des actifs industries recensés; plus de 2/3 des unités recensées (celles ayant moins de 10 ouvriers) relèvent de la production artisanale; le niveau de la concentration industrielle est très bas.

duire des machines et des méthodes de production et d'organisation plus modernes, créer des mécanismes de socialisation pour le progrès social.

Simultanément, les ouvrages de Taylor, Gantt, Ford, Fayol, Halsey, Rowan, etc., sont connus et objet de diffusion, dans leurs dimensions les plus importantes: analyse du travail, standardisation, division des tâches, organisation de la production, sélection et formation professionnelles.

Nous analyserons ensuite quelques-uns des premiers textes publiées en mettant en avant des discours produits, soit par des secteurs du patronat et des techniciens, soit par quelques dirigeants syndicaux.

2.2. Les premiers textes sur la rationalisation sont datés de 1917. Ils sont écrits par une *élite culturelle*, qui fait partie d'un réseau de rapports internes et internationaux, qui connaît assez bien la théorie de Taylor, à une époque où elle n'est pas encore mise en pratique dans les entreprises portugaises. On voit apparaître les idées de progrès technique, d'innovation et de rationalisation organisationnelle, en tant que base de légitimation de groupes sociaux intermédiaires (ingénieurs, médecins, chercheurs, experts, etc,), qui proposent l'application des connaissances scientifiques et techniques pour dépasser les conflits sociaux et les résistants à l'innovation.

Dans d'autres textes, on trouve des références aux difficultés et aux résistants contre l'application de l'O.S.T., soit celles des groupes patronaux les plus conservateurs, soit l'opposition de fraction de la classe ouvrière.

2.3. Dans les années 20, c'est la rationalité technique des ingénieurs qui domine la doctrine de L'O.S.T. L'idéologie Tayloriste, où le droit de diriger le développement se fonde sur la rationalité technique, se traduit par une *utopie technocratique:* les valeurs de la science exercent une influence sur les mesures proposées pour dépasser les limitations et les difficultés de l'industrie (dispersion, absence de rationalité, rareté des cadres et des techniques, conflits sociaux, crise économique).

2.4. En 1925, est créé l'Institut d'Orientation Professionnelle. Ses objectifs étaient les suivants: connaissances du marché du travail et des conditions de vie des travailleurs, sélection et orientation professionnelles, monographies professionnelles de métiers, création d'une bourse de travail pour les apprentis.

Les difficultés institutionnelles et la crise de la première République et, plus tard, le salazarisme, bloquent la diffusion de ce projet de rationalisation.

2.5. Cependant, ce mouvement trouve des échos idéologiques dans quelques groupes ouvriers et syndicaux. C'est le cas de quel-

ques dirigeants du Parti Communiste Portugais, qui adhèrent à un modèle idéologique «Développementiste», productiviste et méritocratique. Il y a des positions semblables dans le mouvement syndical. Nous les trouvons, par exemple, dans le journal *Eco do Arsenal* (Écho de l'Arsenal). On critique la mauvaise gestion des technologies modernes par le capitalisme. Cependant, on essaie de démontrer qu'il est possible d'utiliser ces mêmes instruments dans une optique socialiste.

Nous retrouverons cette *ambivalence,* bien que dans un autre contexte et avec des formes différentes pendant le *salazarisme:* certains groupes ouvriers résistent à l'O.S.T., mais acceptent assez bien la mécanisation.

Dans quelques entreprises (chemins de fer, C. U. F., chantiers navals), les comportements à l'égard des *machines* ont été, en règle générale, favorables, parce que la mécanisation a permis la diminution de la pénosité des conditions de travail et n'a pas été accompagné, ni de chômage, ni de déqualification (sauf dans des cas exceptionnels).

Les attitudes à l'égard de la *rationalisation* ont été plus *contradictoires.*

Les réactions ouvrières ont été généralement défavorables au chronométrage.

Par ailleurs, les contremaîtres de type traditionnel ont réagi à l'entrée des ingénieurs, sentant que ceux-ci s'appropriaient des marges importantes de leur ancienne autorité technique et disciplinaire.

En contrepartie, des ouvriers plus jeunes et instruits et des agents de maîtrise plus modernes considèrent que l'autonomie ouvrière a diminué, mais reconnaissent que la modernisation de l'entreprise a été indispensable à sa survie et à son développement et aussi permis la diminution du monopole du savoir et des comportements, parfois arbitraires, des anciens contremaîtres.

2.6. Cette ambivalence de comportements nous permet d'essayer une dernière hypothèse plus générale, qui orientera de futures recherches plus approfondies. Nous avons étudié des contradictions dans les classes dominantes à l'egard de l'O.S.T. Mais, au sein de la classe ouvrière, il y a eu aussi des groupes qui se sont opposés au taylorisme (ça a été le cas des anarchosyndicalistes), tandis que d'autres (des groupes de communistes) ont considéré qu'il était possible de récupérer les instruments rationnels élaborés par le capitalisme et de les mettre au service de la construction de la société socialiste.

Dans d'autres cas, des parcours de mobilité sociale ascendante (passage d'ouvrier à agent de méthodes, par exemple) ont constitué des facteurs de rationalisation des discours produits, assez favorables à l'O.S.T.

Nous avons aussi analysé certaines positions de dirigeants syndicaux, très sensibles à la planification économique, à la répartition selon les capacités, au progrès technique, à la mécanisation et à l'augmentation de la productivité. Par contre, nous avons constaté des comportements quotidiens de groupes ouvriers, qui exigeraient d'ailleurs une analyse plus approfondie, au vu desquels on peut apercevoir des résistances à la discipline du capital: absentéisme, freinage, sabotage, «turn-over», fuite du travail, accidents, critique aux heures supplémentaires, désobéissance aux horaires rigides, dévalorisation des modes opératoires.

2.7. Le *salazarisme,* issu du coup d'État du 28 mai 1926, vient répondre à l'impasse de la société portugaise des années 20: crise économique et politique du régime républicain, poids des forces traditionnelles «anti-industrialistes», conflits sociaux.

Pendant sa *première période,* qui va de 1926 à 1945, les forces productives se développent à un rythme assez lent, ce qui n'a pourtant pas empêché le renforcement du capitalisme. En même temps, le salazarisme bloque la concrétisaiton et l'approfondissement du projet réformiste. La répression, l'autoritarisme, la résistance à l'ouverture institutionnelle et les débuts du système corporatif sont des éléments qui pemettent de situer cette période. Les variables qui caractérisent le régime sont les suivantes: une politique de bas salaires et d'encadrement corporatif des organisations de classe, le contrôle interne de la concurrence par le *condicionamento industrial,* (contraintes à l'installation industrielle) l'échange inégal entre la métropole et les colonies et le commencement de l'effort de substitution d'importations.

Le retard et la dépendance du capitalisme portugais et le contexte politique du salazarisme expliquent, d'une part, la lenteur et les limitations de la diffusion pratique de l'O.S.T., d'autre part, sa spécificité, qui reflète un rapport de force caractérisé par une grande marge de manœuvre patronale, permises par le régime politique autoritaire.

A l'issue de la Guerre Mondiale de 1939-1945, la *deuxième phase* du salazarisme est ouverte. Les conditions d'accumulation au Portugal changent.

Sur le plan extérieur, il faut remarquer les nouvelles tendances de dynamisation et d'ouverture dans l'économie mondiale.

Sur le plan intérieur, les difficultés d'approvisionement, des produits essentiels subies pendant la guerre mettent à nu la fragilité de l'appareil productif et particulièrement de l'industrie. D'autre part, l'accumulation massive d'argent pendant la guerre, dont les applications étaient plutôt de type spéculatif, mériterait, d'après les fractions «industrialistes» de la bourgeoise, qui commençaient à «lever la tête», des applications plus valables. Etant donné les hésitations de l'initiati-

ve privée, lÉtat commence à jouer un rôle de dynamisation économique.

L'accumulation du capital ne pouvait plus se baser quasi exclusivement sur l'augmentation de la masse absolue de plus-value. Elle devrait désormais s'axer sur le progrès de la productivité des travailleurs: qualification de la main d'œuvre, accélération de l'incorporation du progrès technique dans les processus de production, élargissement des secteurs plus favorables à l'introduction de ce progrès.

Quelques grandes entreprises entament des actions de modernisation et de rationalisation progressive du processus de production, qui sont d'ailleurs influencées par des ingénieurs plus sensibles aux modèles étrangers et plus dynamiques.

Nous avons étudié trois cas d'entreprises pionnières: C. P. (chemins de fer), C. U. F. (un grand groupe industriel et financier) et le chantier naval de Rocha.

Il faut remarquer cinq dimensions importantes dans ce mouvement de réduction progressive de l'autonomie professionnelle des ouvriers:

1 – l'organisation des circuits de production, pour simplifier et accélérer l'éxécution des travaux;

2 – la séparation de la conception et de la réalisation du travail;

3 – l'étude et la mesure des temps et des mouvements;

4 – le développement et la standardisation des équipements;

5 – la progressive division du travail, entraînant la réduction du temps de formation des ouvriers.

Cette évolution est accompagnée de préoccupations de gestion plus rationnelle des ressources humaines, au niveau du recrutement (sélection professionnelle), de l'apprentissage (entraînement systématique), de la promotion (contrôle par les gestionnaires), des salaires des fonctions et des techniques de remunérations et contrôle des comportements ouvriers) et des œuvres sociales (développement de l'esprit-maison).

Les cas des entreprises étudiées sont cependant, relativement exceptionnels dans le milieu industriel des années 40 et 50. La diffusion de ces innovations technologiques et organisationnelles se fait très lentement. Les actions de produtivité ne commencent a être influencées par des bureaux d'experts d'organisations étrangères qu'à partir de la fin des années 50. Dans les années 60, l'Instituto Nacional de Investigação Industrial (Institut de Recherche Industrielle) développera ce mouvement d'evolution modernisante. Une certaine expansion économique, L'émigration d'ouvriers qualifiés, l'inflation, le changement de mentalités, l'adhésion à l'EFTA em 1960 sont des éléments qui expliquent le développement de ce mouvement.

3. Les principaux changements du travail ouvrier dans les chantiers navals

Parmi entreprises étudiées, le chantier naval de Rocha a été l'objet d'une monographie historique plus approfondie. Nous mettrons donc en avant certains aspects de la périodisation de ses changements.

Dans les années 30, étaient fréquents les cas de marchandage traditionnel, où le patronat déléguait les fonctions d'organisation, de distribution et de surveillance du travail à des chefs d'équipes de professionels, moyennant un prix négocié. Le chef d'équipe payait les ouvriers qu'il recrutait, exerçait l'autorité et répartissait le personnel en fonction des tâches, de laconnaissance concrète des qualités de la main-d'œuvre et des délais démandés par les clients. Le travail volant à la journée était fréquent. C'était un système adapté au niveau réduit de contrôle du capital sur les conditions de travail: l'entreprise était une *affaire* (et pas encore une organisation), elle se fondait sur un ensemble d'éléments et de personnes liées par les rapports de dépendance personnelle[5].

On passe dans les années 40 à une deuxième phase, où le *salaire* à la tâche (systèmes pré-tayloristes, tels que les primes Rowan) sert de stimulant utilitaire au rendement de l'ouvrier, mais qui est encore trop approximatif. L'organisation du travail repose sur un système professionnel, mais il y a déjà la préoccupation d'utiliser des stimulants économiques pour augmenter la productivité et contrôler les coûts et les délais. Comme le dit Mottez à propos des salaires à primes, en France, avant l'introduction du taylorisme, «alors que la méthode de Taylor unit étroitement l'organisation des salaires et celle des moyens techniques, il semble que l'on puisse dire ici «(l'auteur se réfère aux formules du type Halsey et Rowan)» que l'organisation des salaires précède, en quelque sortie, l'organisation des moyens techniques»[6].

Dans les années 50, on évolue vers un contrôle progressif du capital sur les conditions de travail, ce qui se fait par une rationalisation croissante du processus de production: embâuche d'ingénieurs; développement du personnel technique; analyse, décomposition et préparation du travail; standardisation; autonomisation des services (organisation et méthodes, entretien) et des postes de travail; contrôle du rendement et de la qualité, modes opératoires, chronométrage; coordination des activités; cours de formation professionnelle, etc. L'entreprise devient une *organisation* de moyens humains et de matériels, ce qui est accompagné d'une politique paternaliste de création d'un esprit-maison (œuvres sociales)[7].

---

[5] Cf. Mottez, *Systèmes de Salaire et Politique Patronales* Paris, CNRS, 1966.
[6] Mottez (1966), p. 127

Cependant, cette évolution n'atteint pas les niveaux de rationalisation des industries de grandes séries, parce qu'il s'agit, soit de construction navale à l'unité ou en petites séries, soit de réparation navale.

La réparation navale a des caractéristiques qui *conditionnent* l'extension et la profondeur de la mécanisation, de l'automation et de la rationalisation: produits non répétitifs, bas niveau de composition organique du capital, niveaux élevés de qualification, autonomie et polyvalence des ouvriers; décentralisation des décisions dans les travaux de bord, avec des interventions spécifiques du chef de navire, qui établit la liaison avec l'armateur; rôle important des équipes de travail; flexibilité des systèmes d'organisation et de contrôle; longs cycles de travail; mobilité interne; saturation instable des temps de travail; rajustements fréquents de programmes, importance des communications informelles et des rapports interpersonnels; hauts niveaux d'influence ouvrière sur le travail.

De ces caractéristiques, découle le besoin d'utiliser dans les chantiers navals, notamment ceux de réparation, des modèles organiques, non-bureaucratiques et flexibles.

Il faut aussi remarquer que le chantier naval de Rocha est très hétérogène, du point de vue des systèmes de travail.

Les docks et les travaux de bord, par exemple, correspondent à une production dans laquelle la manufacture est encore la forme dominante d'organisation du travail. Certaines aptitudes physiques, sensorielles et psychologiques tendent à prendre le pas sur les connaissances proprement techniques. La dispersion et l'improvisation des travaux accordent aux ouvriers une relative liberté de mouvement.

Dans les ateliers de chaudronnerie et de tubes (où dominent les métiers de chaudronnier, tuyauteur, soudeur, etc.) l'habileté dans le traitement des matériaux et des machines recquiert généralement chez ceux qui les emploient un ensemble de capacités acquises par apprentissage et par expérience (savoir-faire, coup d'œil).

Dans les ateliers de mécanique, les connaissances techniques prennent de plus en plus d'importance chez le personnel qualifié. Les directives de production et les normes de contrôle sont parfois très précises. Mais, comme le machinisme est non spécialisé et non intégré, l'autonomie ouvrière ne disparaît pas complètement. Les doivent adapter les normes à la spécicialité des interventions.

Les comportements des ouvriers à l'égard de la mécanisation et de la rationalisation sont semblables à ceux que nous avons étudiés (Cf. *supra,* 2.5 et 2.6).

---

[7] Cette politique d'attachement à la maison intègre des eléments très variés: cantines, crèche, logements ouvriers, caisse de retraite, équipements sportifs, services de santé.

RESUMO

O objectivo desta comunicação é analisar as principais transformações que ocorrem, no período de 1910-1986, nos sistemas de trabalho das indústrias navais em Portugal, concernentes ao processo de trabalho. A análise das transformações económicas e políticas da 1.ª República (1910-1926), do salazarismo (1926-1974) e do período ulterior ao 25 de Abril de 1974, fornece o contexto para a discussão de certos temas, como a organização do trabalho, as estratégias patronais e o sistema de relações industriais.

Primeiro, procura-se compreender a dinâmica e os bloqueamentos da semi-industrialização. Depois, estuda-se a história da organização racional do trabalho em Portugal: evolução dos efectivos operários, impasse dos projectos «desenvolvimentistas» até 1950, arranque industrial e modernização de algumas grandes empresas (C. P. – caminhos de ferro, C. U. F. – Companhia União Fabril, estaleiros navais), comportamentos operários em relação à mecanização e à racionalização.

ABSTRACT

The aim of this paper is to analyse the main changes which occurred over the period of 1910-1986 within the Portuguese shipbuilding and shiprepairing industries, concerning the labour process. An analysis of the economic and political transformations which took place during the period of the First Republic (1910-1926), the Salazarist regime (1926-1974) and the period 1974-1986, provides the contest for the discussion of certain key issues, such as work organisation, management strategies and industrial relations. The author analyses the dynamics and impediments which resulted in a situation of semi-industrialisation. The research focuses next on the history of the introduction of scientific management in Portugal: the evolution of worker population, the difficulties and met by various attemps at innovation and by «developementalist» projects before 1950, the industrial take-off and modernisation of some pioneering firms (C. P. – assembly and repair of trains, C. U. F. – metallomechanic sectors, textils and chemical fertilizers, shipyards), the reactions of the various sectors of working class towards the mechanisation of work.

ASPECTS SOCIAUX DE L'AUTOMATION INDUSTRIELLE AU PORTUGAL:

ANALYSE DE QUELQUES CAS

Ilona Kovács
Inst. Sup. Économie
Univ. Technique de Lisbonne
Groupe de Robotique – U N L

António Brandão Moniz
Fac. Sciences et Technologie
Univ. Nouvelle de Lisbonne
Groupe de Robotique – U N L

1. Diffusion des systèmes de production avancés au Portugal

1.1. *Secteurs et structure des entreprises*

L'industrie portugaise se caractérise par les suivants aspects (cf. LNETI/MIE, 1983; Rapport OCDE, 1984; CONSTÂNCIO, M. J. et al., 1984; HILL, 1983; RAO-RODRIGUES, 1983, etc.):

- Industrialisation tardive, surtout depuis la décennie de soixante avec l'intégration dans l'EFTA;
- Forte dépendance technologique et technique (énergie, produits alimentaires, biens d'équipement) avec un haut endettement extérieur;
- Bas niveaux technique et de maîtrise sur la technologie des entreprises industrielles à cotê de la pénurie en cadres techniques, et au niveaux de développement et d'investissement atteint. Les bas coûts salariaux pratiqués face aux partenaires commerciaux ne pressent pas les entreprises à élever leur niveau technologique;

- Specialisation basée sur des secteurs qui utilisent de préférence la main-d'œuvre intensive et de bas coût comparé, ce qui a rendu les industries traditionnelles compétitives (textiles, chaussure, habillement, conserves, boissons, etc.). Actuellement il y a toute une série de facteurs tels que les restrictions macro-économiques (fort endettement extérieur), la politique restrictive, l'abondance de main-d'œuvre non qualifiée qui continuent à pusser le Portugal vers ce type de spécialisation;
- Capital étranger (concernant 10-15% de l'emploi) qui est présent surtout dans les industries électronique, de confection, extractive, chimique, de métaux non ferreux, de construction électrique, matériels de transport, caoutchouc;
- Structure industrielle dualiste: d'un côté, des entreprises avec une grande concentration de capital (raffineries de pétrole, tabac, pâte de papier, ciment, bière, construction navale, etc.) qui sont apparues avec les grands projets d'industrialisation à la fin des années 60, et d'autre côté, un ensemble de petites et moyennes entreprises, qui dominent certains secteurs (instruments optiques, mobilier, chaussure, matériels plastiques), et sont aussi importantes à d'autres secteurs (industrie alimentaire, bois et cuir, arts graphiques, métallurgie de non-ferreux, d'autres produits non-métalliques, vêtement), réprésentant 62% de l'emploi dans l'industrie;
- Bas niveau de qualification de la main-d'œuvre (presque la moitié n'a aucune qualification);
- Faible dynamisme enraciné dans le traditionnel d'entreprise (faible capacité entreprenante, relations hiérarchiques autoritaires, gestion déficiente) et aggravé par la politique économique restrictive;
- Système industriel peu organisé (faible développement de rélations inter-industries et de sous-contractation);
- Structures institutionnelles et administratives inadéquates (inexistence ou bas degré de concertation concernant les décisions stratégiques, regulamentation excessive rigidité).

1.2. *Secteurs produtifs où l'on a introduit des systèmes fléxibilisants*

La circulation des informations au milieu industriel et universitaire à propos de la question de la diffusion de systèmes technologiques avancés est encore très restreinte. Et portant, en 1983, un texte de Hélder Coelho (cf. COELHO, 1983: pp. 1618 et suivs.) nous rapporte déjà l'existence de *deux robots* au Portugal. Malgré tout on en prevoyait alors l'installation de *cinq* autres. Aujourd'hui la situation a un

peu changé, surtout avec l'introduction beaucoup plus élargie (quoique globalement restreinte) de «îles» d'automatisation flexible dans quelques entreprises.

Dans une enquête que nous avons élaborée, et dont l'application a commencé au début de 1986 et est encore en cours, on peut constater, dans un premier moment, que les entreprises qui ont introduit des systèmes robotisés sont toujours les mêmes dès 1983 (toutes les deux du secteur de l'industrie métallomécanique, l'une situé dans la région de Lisbonne et l'autre dans la région d'Aveiro). On peut toutefois trouver d'autres entreprises avec des systèmes CAO/PAO, CAO et PAO. La plupart de celles qui sont renouvelées technologiquement utilisent des systèmes de CN.

Ainsi, d'un échantillon d'à peu près 200 entreprises déjà analysé, environ 20% utilisent des machines automatiques de contrôle de procès. Parmi les technologies des dévéloppées, à l'exclusion de l'ndustrie de procès, environ 35% des entreprises disent utiliser des machines automatiques ou machines de CN, et il n'y en a que 10% qui utilisent des machines de CNC, CAO/PAO ou CAO seulement. Il faut encore dire que cet échantillon est composé d'entreprises qui se sont modernisées du point de vue technologique et/ou organisationnel ou qui pensent le faire les prochaines années. Par conséquent, on peut affirmer que l'indice de développement technologique avancé dans l'insdustrie est encore très bas.

D'autre part, d'après les résultats de cette enquête, il paraît que c'est dans les secteurs chimique, textile, métallomécanique, plastiques et micro-éléctronique qu'il y a eu un changement technologique. Toutefois, son importance globale dans la structure industrielle portugaise est très faible, quoique tendant nettement à augmenter. Mais on a besoin d'études plus approfondies pour savoir si ce sont ceux-là (ou d'autres) les secteurs où se donneront les plus grandes transformations, et lequels subiront des changements plutôt tchnologiques et organisationnels.

1.3. *Entreprise avec des systèmes de production avancés*

Afin de recueillir des informations sur les circonstances et conséquences de l'innovation technologique dans les entreprises, et en nous basant sur les résultats de l'enquête ci dessus, nous avons choisi quelques cas dans les secteurs qui paraissent les plus perméables: la métallomécanique et l'industrie de moules. Il nous a fallu cette démarche à cause de l'inexistence d'études sur ce thème.

Cas 1 (métallomécanique, production d'outils agricoles er de moyens de transport): Il s'agit d'une entreprises de dimension moyenne-grande (531 travailleurs), qui a commencé son processus

d'automation en 1982, et qui prétend encore implanter, quelques autres réajustements, notamment avec l'introduction d'un système CAO.

Cas 2 (Moteurs électriques): C'est aussi une moyenne-grande entreprise (526 travailleurs). Un processus de rationalisation et d'automation de l'usine toute entière, commencé en mai 1985, est encore en cours. On y trouve des manipulateurs asservis et machines «transfer», et aussi des robots mobiles de chargement et déchargement dans les entrepôts flexibles, robots en postes d'injection (roteurs e carcasses), machines à commande numérique, et d'autres machines automatiques pour dépalettisation, tours et injection. On peut dire qu'on est devant un SPF (FMS) relativement simplifié, car il n'a pas de systèmes CAO/PAO.

Cas 3 (métallomécanique, production de moules): Il s'agit d'une grande entreprise décentralisée en unités specialisés («holding»). Elle a des fraisseuses et des tours de CN, des machines d'électro-erosion et des centres de usinage CNC dans les diverses entreprises du groupe, en plus d'un système CAO et d'un centre de formation professionnelle commun à tout le groupe.

Cas 4 (métallomécanique, production de moules): C'est une moyenne entreprises plus petite que les précédentes. Elle a commencé à introduire des machines de CN en 1982 mais c'est à partir de 1984 que le procès d'innovation technologique a connu une phase décisive avec l'introduction de machines de CNC (électro-erosion et machines-outils). On prétend, en association avec d'autres entreprises de la région e du même secteur, acquérir u système CAO.

Cas 5 (métallomécanique): Elle a 95 travailleurs. On est en train d'acquérir des machines de CNC et de CN dès 1982. L'entreprise a encore un système CAO simple dans le secteur de Contrôle de Qualité et prétend acquérir prochainement un système CAO plus éficace et développé en association avec d'autres entreprises de la même region, notamment celle du cas précédent.

Cas 6 (métallomécanique, production de moules pour les plastiques): Il s'agit d'une petite entreprise constituée par ex-opérateurs professionels de grandes entreprises, mais assez sophistiquée technologiquement, surtout pour ce qui est de plusieurs machines de CNC en activité (machines-outils et de éléctro-erosion).

Cas 7 (métallomécanique, production de matériel de guerre et de ligne blanche domestique): C'est une grande entreprise contrôlée par l'État, avec des nécessitées nettes de modernisation mais qui a seulement quelques «îles» automatisées, surtout composées par machines de CNC. Elle fabrique des produits en grandes séries pour le marché interne (ligne blanche de produits domestiques) et le marché étranger (matériel de guerre).

2. Raison de l'introduction de systèmes flexibles

Les principaux objectifs de l'introduction de nouvelles technologies de production dans les cas étudiés, ce sont les suivants (par ordre d'importance):

1. Élever les niveaux de productivité;
2. Améliorer la qualité du produit;
3. Augmenter ou maintenir la quote du marché;
4. Flexibiliser techniquement;
5. Économiser en main-d'œuvre;
6. Ouvrir de nouveaux marchés.

Pour ce qui concerne l'ensemble de l'échantillon ci-dessous, les objectifs des entreprises industrielles *pour les prochaines 5 (cinq) années,* sont les suivants (aussi en ordre d'importance):

1. Augmentation de la productivité;
2. Croissance equilibrée;
3. Amélioration du niveau technologique;
4. Profit constant et equilibré.

Comme on peut observer, l'objectif principal de l'introduction des systèmes flexibilisants de production est nettement *l'augmentation de la productivité et de la qualité.* Ce qui est compréhensible s'il on prend en considération leur bas niveau l'industrie portugaise. L'amélioration du niveau technique des entreprises est l'un des principaux moyens pour augmenter la productivité et la qualité des produits, mais seulement quand elle s'associe à l'amélioration de l'organisation du travail et de la gestion. L'objectif de la *croissance équilibrée* s'associe presque toujours à la situation des entreprises dans les marchés où elles sont engagés (en cherchant à mantenir ou à augmenter les cotes du marché, ou éventuellement, à conquérir de nouveaux marchés).

Dans les entreprises où l'on a déjà introduit de nouvelles technologies l'amélioration de la qualité est un des objectifs prioritaires, une fois qu'il s'agit d'un critère de base de la compétitivité. *L'amélioration du niveau technologique* en tant qu'objectif à moyen terme dans ces entreprises recouvre fondamentalement les cas où il n'y a pas encore eu des processus accélérés de modernisation technologique. Par contre, dans les entreprises où l'on a déjà introduit des procès d'automation le problème ne se pose plus d'une façon si aiguë. De toute manière cela signifie que la grande majorité des entreprises industrielles portugaises prétendent – même celles qui sont déjà entrées dans ce processus – effectivement procéder à d'importantes transformations technologiques dans les cinq prochaines années.

Toutefois il y a aussi une autre sortie de raisons. Par exemple, dans le Cas 1 (métallomécanique) – L'instalation d'un robot (en 1979, avec 20 programmes pour le soudage de pièces d'outils agricoles), se doit, en plus de *l'amélioration de la qualité du soudage,* à quatre autres raisons explicites manque de soudeurs professionnels; refus de plus d'un poste (travail posté) par les travailleurs; inexistence de chômage dans da région; forme des pièces à produire (mieux adéquates à un soudage robotisé).

Dans un autre cas, Cas 2 (Moteurs électriques), la décision des postes à robotiser – a peu près une vingtaine dans les diverses phases de production – a pris en attention, d'après un dirigeant de l'entreprise, les aspects suivants:

- postes de travail monotones et dangereux;
- postes avec un taux excessif de pièces manquées, ou de mauvaises qualité;
- postes classiques des robots et des manipulateurs (vitesse d'exécution – par exemple, dans un poste robotisé pour l'injection, on parvient à gagner 35% de temps puisque diverses tâches peuvent être maintenant réalisées simultanément –, charge et décharge de machines-outils, soudage, peinture);
- places où la production est étranglée (cf. CASELLA, 1985; p. 292).

3. Conséquences de l'introduction de systèmes de production flexible sur l'organisation du travail

3.1. *Emploi*

3.1.1. *Variation provoquée et prévisible du volume d'emploi;*

On ne peut pas prévoir une transformation radicale du marché de travail (division inter-secteurielle et structure d'occupation et de qualification professionnelle) provoquée par l'introduction de systèmes flexibles de production.

On ne peut pas attendre la diffusion rapide de systèmes flexibles dans l'industrie parce que les obstacles actuels (retard technologique, absence de stratégie de développement industriel, manque de personnel qualifié, inadéquation du système d'innovation, coûts d'innovation élévés, entrepreneurs peu dynamiques, etc.) continueraient à se faire sentir à moyen terme.

Des études diverses ont démontré que, si le système dominant de développement technologique se maintient sans planification stratégique, le volume d'emploi se réduira drastiquement à moyen terme. Cela peut être évité soit par l'existence d'une vraie planification stratégique orientée vers le changement du système d'enseignement et

de formation professionnelle, vers la démocratisation do milieu du travail et vers la modernisation technologique du pays, soit par la création – à long terme – d'emplois en amont et en aval des secteurs productifs.

Par conséquent, l'augmentation prévisible du chômage (17% en 1990, environ 10% actuellement) se doit surtout au manque de dynamisme de la structure économique et non à l'introduction de l'automatisation dans le secteur produtif. Cependant, on prévoit une haute demande de techniques et de travailleurs professionnels (ces catégories professionnelles auront toutes les deux de sérieux déficits à moyen terme). La demande de travailleurs spécialisés – actuellement en nombre adéquat – sera modérée ou même basse, tandis que les travailleurs non qualifiées, qui existent déjà en plus, seront la catégorie professionnelle la plus exposée au chômage.

Certains entrepreneurs plus éclairés considèrent qu'un élévé niveau de qualification technique de leurs travailleurs et gestionaires est un facteur fondamental de la survie compétitive de l'entreprise soit dans le cadre de la concurrence avec les industries américaine et japonaise (sans tenir conte, par exemple, les économies issues de l'orle du Pacifique, du bassin mediterranéen et de l'Amérique Latine).

Dans les entreprises étudiées, le volume d'emploi n'a pas subi de changement substantiel. Il n'y a pas eu le licenciements et en certains cas on a même fait de nouveaux contrats. Cela s'explique par la phase de croissance où se trouvent ces entreprises et aussi par le fait que l'automatisation ne s'étend qu'à des secteurs limités. Avec l'augmentation do niveau technologique la réduction des besoins en main-d'œuvre est prévisible.

Toutefois, dans d'autres cas (secteurs de micro-électronique et de verrerie), le fait que l'État n'a pas accompli les accords de viabilisation signés par lui-même, les entrepreneurs et les syndicats a récemment provoqué des licenciements et des conflits laboraux. Ce fait est aussi assez grave dans la mesure où il discrédite la concertation sociale en tant que moyen de résoudre les problèmes d'une façon participéé.

3.1.2. *Caractéristiques de la main-d'œuvre affectée.*

Dans toutes les entreprises étudiées il y a eu une légère augmentation de la proportion de techniques et de la main-d'œuvre qualifiée et une réduction des spécialités sans que cela signifie un changement profond de la structure de qualification.

Tandis que dans quelques entreprises l'introduction de machines CNC a entraîné une certaine promotion à ouvriers professionels, dans d'autres cela n'est pas arrivé en conséquence des principes d'organisation du travail appliqués.

3.2. *Implications sur l'organisation du travail*

Dans les entreprises étudiées on a verifié l'existence de deux situations distinctes:

Situation A: Automatisation dans un cadre organisationnel où il y a une séparation rigide entre préparation, programmation et opération. La programmation est faite exclusivament par les programmateurs ce qui ne permet pas l'intervention des opérateurs «pour des raisons d'éfficacité et de rigueur», vu que «toute intervention de la part des opérateurs signifie la viciation du système» «affirmations de l'un des entrepreneurs intervieuwés). Les options concernant le type de machines et d'équipements sont faites sous cette optique. On évite ainsi d'acheter des machines de CNC qui permettraient une plus grande participation de l'opérateur à la programmation et on privilégie les centres de usinage qui entraînent une séparation nette entre la programation et l'opération. Ainsi, c'est le programmateur qui fait les options, l'opérateur n'étant que vérificateur et contrôleur.

Les ouvriers professionels sont reconvertis en opérateurs – cas 2 – (à travers une formation de 15 jours dans leurs postes de travail) ou alors, comme il est arrivé dans le cas 3 où l'introduction des nouvelles technologies a laissé de côte les travailleurs existants, on a en recours, à la contractation au-dehors de l'entreprise.

Situation B: Automatisation dans un cadre organisationnel où il n'y a pas de séparation rigide entre programmation et éxecution. Les opérateurs font les programmes les plus simples dans les machines CNC et participent à l'élaboration de programmes plus complexes (centres de usinage), comme il arrive dans les cas 4, 5 et 6. Dans ces cas il y a eu une formation de 6 mois – un an dans les postes de travail.

Il faut remarqué que les dirigeants de ces entreprises prévoient que, avec l'évolution technologique (installation de CAO/PAO) une nouvelle structure de qualification apparaît où il ya une division entre personnel très qualifié (tecnhiciens et programmateurs) qui tend à devenir majorité (60%) et personnel peut qualifié (opérateurs) qui tend à se réduire (40%). C'est ainsi prévisible l'intellectualisation de la production d'après l'augmentation de l'éducation de base et par conséquent, le déplacement de l'axe de qualification dans les centres de programmation. Toutefois, la politique à suivre dans les deux types d'organisation est différente: alors que dans l'organisation du type A on a recours à la contratation à l'extérieur, dans celle du type B on y forme déjá de meilleurs opérateurs (avec des connaissances de programmation et de mathématiques) en programmation concernant l'équipement à acquerir (CAO/PAO).

Les opérateurs de CNC et de robots travaillent en petites équipes (2-3 personnes) en régime de trois postes (travail posté). On ne dispose que du nombre indispensable d'opérateurs (nouveaux contrats ou reconvertion). Ça peut provoquer des problèmes pour ce qui est le remplacer un opérateur absent. Par exemple, quand dans le cas 2 un opérateur de robots manque le travail, un autre s'occupe de deux robots et il y a un suppléant qui a reçu une formation adéquate aux remplacements ou, en dernier cas, le chef d'équipe lui-même prend le travail.

Dans les cas étudiés, les opérateurs qui peuvent aussi programmer se montrent contents de leur travail. Quand ils le comparent avec leur travail antérieur dans les machines conventionnelles, ils se sont d'avis que:

- il exige un effort physique minime,
- il est plus varié,
- il est stimulant sur le plan intellectuel,
- il permet de profiter le savoir-faire traditionnel,
- il possibilite un apprentissage et un développement professionnel permanents,
- il permet une plus grande liberté de mouvement et des contacts plus intenses avec les collègues.

On constate une certaine tension entre ceux qui s'occupent des nouvelles machines et ceux qui travaillent avec les machines conventionnelles.

Les opérateurs «vérificateurs» qui avant travaillaient avec des machines conventionelles se déclarent plus satisfaits quoiqu'ils n'éprouvent pas une identification si forte que celles des opérateurs «programmateurs». Dans le cas 2, par exemple, le travail des opérateurs de robots apporte maintenant

- → moins de fatigue,
- → moins de danger (traduit en accidents...)
- → plus grande liberté de mouvement.

Mais ils reconnaissent qu'ils essayent d'intervenir dans le système «en lançant le programme en l'air» (interview à un opérateur). Cette envie d'intervenir, ainsi que la réalisation de toute une série de gestes traditionnels (superflus du point de vue du fonctionnement des machines) s'expliquent par le fait que le contenu du travail devient plus pauvre et qu'elle ne s'accommodent pas à leur rôle de «presseurs de boutons».

L'introduction de machines de CNC et de robots n'a pas entraîné – à quelques exceptions près – le changement des principes d'organisation du travail.

Dans les cas 4, 5 et 6 les principes caractéristiques d'un «système professionel» – tâches variées, initiative et autonomie dans leur éxecution – propres à la fabrication de prototypes se sont maintenus (mais on prévoit des changements dans le sens de la séparation entre la sphère de programmation et préparation et la sphère d'opération). La formation de Cercles de Qualité visant une plus grande responsabilisation des travailleurs dans leur participation à la définition des paramètres de qualité est en cours.

Dans le cas 3 (production de prototypes, aussi) le système professionnel ne se maintient que dans les secteurs productifs traditionnels. Dans les secteurs automatisés, l'initiative et la décision appartiennent toutes au bureau de programmation. Les programmateurs agissent comme un groupe semi-autonome. On pense aussi à introduire des Cercles de Qualité, car le problème le plus grave de cette entreprise, c'est la production manquée. D'autre part, on s'attend à que l'augmentation de l'automatisation puisse résoudre le problème.

Dans le cas 2 (fabrication de petites et moyennes séries) où il y a un niveau d'automatisation beaucoup plus haut, on y trouve une organisation de travail classique. Ainsi, pas même, les nouvelles formes les plus simples, comme l'élargissement ou la rotation de tâches, n'y existent pas, quoiqu'elles soit passibles d'être introduites d'une façon simple et avec des résultats positifs facilement prévisibles.

L'impact des nouvelles technologies entraîne surtout une plus grande rationalisation de l'organisation et de la gestion des entreprises ainsi qu'une plus grande attention à la communication, et non dans la mise en pratique de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouvelles méthodes de gestion.

Dans les cas étudiés, il y a eu en général les suivantes modifications:

- → Définition ou rédefinition de l'organigramme. D'accord avec la majeure importance des fonctions de planification, préparation et contrôle de qualité on a crée des secteurs ou bureaux de Planification, de Méthodes et de Contrôle de Qualité.
- → on a établi des critères plus rigoureux pour l'admission de personnel nouveau (surtout, avec l'exigence d'un minimum de 9 ans de scolarité).
- → On a informatisé (ou on est en train de le faire) la gestion de la production et le secteur administratif (en certains cas, avec l'introduction de systèmes burotiques).

- → Changement du rôle de la direction qui doit surtout coordonner et «former plutôt que superviser». On s'apperçoit d'une certaine inadaptation à ces nouvelles fonctions chez les chefs d'atelier qui du point de vue des dirigeants engagés au changement «tirent à leur fin».
- → Augmentation du rôle de la communication qui a été jusqu'à présent ignorée ou envisagée moins attentivement. Dans les cas étudiés, on reconnaît que l'introduction de nouvelles technologies exige la coopération entre les diverses secteurs qui deviennent beaucoup plus dépendants les uns des autres. Et par conséquent, plus on établira la communication entre eux, moins on commettra des erreurs.

3.2. *Type de formation technique professionnelle.*

La formation technique professionnelle dans les cas étudiés est faite fondamentalement dans l'entreprise et dans le poste de travail (seulement dans Cas 3 [moules] existait un Centre de Formation propre). Toutefois, le contenu des cours de formation est en général élaboré par les entreprises qui fournissent la technologie, c'est-à-dire que ce sont celles-ci qui transmettent leur «know-how» spécifique aux techniques de l'entreprises acheteuse, et ceux-ci ensuite, transmettent les connaissances aux opérateurs des machines.

Normalement la durée des actions de formation dans le poste de travail est d'environs 6 à 8 mois pour les machines de CNC et de 15 jours à 1 mois pour les robots.

4. Recherche sociale et applications possibles

L'application de nouvelles formes d'organisation du travail et de nouvelles méthodes de gestion est très restreinte dans l'industrie portugaise. Elle paraît s'épuiser avec la mise en oœuvre de Cercles de Qualité.

En plusieurs cas étudiés nous avons constaté une confiance démésurée dans les nouvelles technologies et en même temps une certaine ignorance des facteurs psycho-sociaux en tant que facteurs d'éfficacité économique. Cette mentalité se manifeste clairement dans le fait que dans les entrepises observées, la technologie la plus avancée fonctionne dans le cadre d'une organisation de travail typiquement classique. Dans d'autres cas où il y a une certaine preocupation envers l'environnement du travail et une certaine motivation, cela ne s'insère pas dans une stratégie organisationnelle, il s'agit plutôt de quelques chose de spontané relevant de la personalité de l'entrepreneur.

Il est urgent de réaliser des recherches empiriques concernant les conséquences socio-économiques de telle situation (coûts cachés

de l'absentéisme et du manque de Qualité, etc.) et de chercher de nouvelles formes organisationnelles (surtout celles qui facilitent l'introduction de systèmes flexibles de production). Il s'agirait essentiellement de développer des technologies sociales adéquates basées sur la connaissance de la réalité socio-culturelle du milieu industriel (profil des entrepreneurs, motivation des travailleurs, environement socio-culturel, etc.).

Le développement de technologies sociales adéquattes présuppose:

- → l'entrée des scientifiques sociaux dans les cadres des grandes entreprises pour y réaliser des recherches concernant les aspects socio-organisationnelle et participer à des procédés d'innovation qui n'oublient pas l'interaction entre innovation technologique et innovation socio-organisationnelle;
- → la création d'institutions de recherche sociale orientées vers le développement de technologies sociales et vers le soutien des entreprises (surtout les PME's) pour ce qui est de la formation, l'information et les actions d'intervention;
- → l'intégration de scientifiques sociaux dans les instituts orientés vers le soutien technique, financier et de formation des entreprises industrielles,

  le développement de la recherche interdisciplinaire (équipes dans les entreprises et instituts de recherches et développement des rapports Université-industrie).

Toutefois, il faut avant tout une sensibilisation aux aspects psycho-sociaux, ce qui exige:

- → une formation adéquate de tous ceux qui interviennent dans le monde du travail (ingénieurs, économistes, gestionnaires, médecins du travail, parmi d'autres);
- → actions de formation et de divulgation de la part des associations syndicales et patronales sur des problèmes concernant l'organisation du travail, les nouvelles technologiques, les nouvelles formes de communication-concertation. Il y a très peu d'actions de ce type au Portugal (Cf. BIT, 1985).

Sans une sensibilisation à l'importance des aspects socio-organisationnelles, on pourra dificilement s'y attendre à la reconnaissance de la nécéssité des technologies sociales et de la avalions des nouvelles technologies d'après des critères sociaux. Par conséquent, il sera aussi dificile que l'innovation technologique soit faite dans un processus qui intègre le aspects techniques, sociaux et économiques.

BIBLIOGRAPHIE:

- BAPTISTA, José; KOVACS, Ilona; ANTUNES, C. Lobo: *Uma Gestão Alternativa – Para uma Sociologia da Participação nas Organizações a partir de uma experiência portuguesa,* Lisbonne, Relógio d'Água, 1985.
- CASELLA, Domenico M.: «O primeiro projecto de robótica da EFACEC», *Electricidade, Energie, Electrónica,* n.° 213, Lisbonne, juin 1985, pp. 291 – 296.
- CAVESTRO, William: «Automatisation, organisation du travail et qualification dans les PME – Le cas des machines-outils à commande numérique», *Sociologie du Travail,* n.° 4, Paris, Gauthier-Villars, 1984.
- CEDINTEC/IAPMEI: *Novas tecnologias,* Lisbonne, CEDINTEC/IAPMEI, 1985.
- CISEP/ISE-UTL, *Evolução recente e perspectivas de transformação da economia portuguesa,* Lisbonne, CISEP/ISE/UTL, 1983.
- COELHO, Helder: «Contribuição para o estudo da questão robótica em Portugal» in CISEP/ISE-UTL, *Evolução recente e perspectivas de transformação da economia portuguesa,* Vol. III, Lisbonne, CISEP/ISE-UTL, 1943, pp. 1609-1627.
- CONSTÂNCIO, Maria José; PIMPÃO, Adriano et CARVALHO, Rui; *Uma estratégia para a industrialização portuguesa,* Lisbonne, IED, 1984, 168 pp.
- DIANI, Marco: «Conséquences organisationnelles de l'automation», *Sociologie du Travail,* n.° 4/1984, Paris, Gauthier-Villars, pp. 548-557.
- ESCUDERO, Gabino: «Cambio tecnhnológico y transformaciones en el sistema técnico de la producción y del empleo: algunas hipótesis», *Revista Internacional de Sociologia,* N.° 49, Madrid, CSIC, Janeiro-Março 1984.
- EYRAUD, F.; MAURICE, M.; D'IRIBARNE, A. de RYCHENER, F.; «Développement des qualifications et apprentissage par l'entreprises des nouvelles technologies – Le cas de MOCN dans l'industrie mécanique», *Sociologie du Travail,* n.° 4/1984, Paris, Gauthier-Villars, pp. 482-499.
- FMS-2 CONFERENCE: «Integrating Robots into FMS», *The Industrial Robot,* Dezembro 1983, pp. 296-297.
- FREEDMAN, David: «L'emploi et le chômage dans les anées quatre-vingt: dilemmes économiques et objectifs sociopolitiques», *Révue Internationale du Travail,* Vol. 123, N.° 5, Genève, BIT, 1984.

- FRIEDRICHS, Günther; SCHAFF, Adam (eds.): *Microelectrónica y Sociedad – Para bien o para mal* (Informe ao Club de Roma), Madrid, Alhambra, 1982.
- GONÇALVES, Fernando; CARAÇA, J. M. G.: «A mutação tecnológica e o potencial inovador da indústria transformadora», in CISEP-ISE: *O Comportamento dos Agentes Económicos e a Reorientação da Política Económica,* CISEP/ISE-UTL, Lisbonne, 1986.
- GROOTINGS, Peter (ed.): *Technology and Work: East-West Comparison,* Londres-Sydney-Dover, Croom Helm/ECCRDSS, 1986.
- HILL, Christopher T. et al.: *Strengthening the Technological Infrastructure for Industrial Development in Portugal,* CPA/83-04, Cambridge (EUA), CPA-MIT e LNETI, 1983, 113.
- HOFSTEDE, Geert: «The Interaction Between National and Organizational Value Systems», *Journal of Management Studies,* Vol. 22, No. 4, Oxford, Basil Blackwell Publ., 1985, pp. 347-357.
- IAPMEI: *Quem é o novo empresário PME? Contributos para um perfil, Lisbonne, IAPMEI, 1986, 215 pp.*
- *JONES, Bryn; WOOD, Stephen; «Qualifications tacites, divisions du travail et nouvelles technologies», Sociologie du travail,* Paris, no. 4, 1984.
- KOISTINEN, Pertti e URPONEN, Kyösti (eds.): *New Technologies and Societal Development,* Joensuu, Joensuun yliopisto, 1984.
- Ilona: «Mudança tecnológica versus mudança organizacional ou processo de inovação integrado na indústria», in CISEP-ISE: *O Comportamento dos Agentes Económicos e a Reorientação da Política Económica,* CISEP/ISE-UTL, Lisbonne, 1986a.
- KOVACS, Ilona: «Inovação tecnológica, qualificação e/ou desqualificação» in MONIZ et al: *Efeitos sociais das novas tecnologias nas organizações,* Lisbonne, SNTOT/APSIOT, 1986b, pp. 27-40.
- KOVACS, Ilona: *Mudança tecnológica, organização do trabalho e relações laborais,* Monte da Caparica, Grupo de Robótica, GR RT-IS-08-87, 1987.
- KOVACS, I.; GARÇÃO, A. Steiger; MONIZ, A. Brandão: *Automated Systems of Production and Work Organization (FAST Report),* Monte da Caparica, Grupo de Robótica, GR RT-IS-16-87, 1987.
- LNETI/MIEE: *Plano de Desenvolvimento Tecnológico da Indústria Transformadora Portuguesa,* Lisbonne, LNETI/MIEE, 1983.
- MATEUS, Augusto: «Política económica e transformação planeada do sistema produtivo nacional» in CISEP-ISE: *Evolução recente e perspectivas de transformação da economia portuguesa,* Vol. I, Lisbonne, CISEP/ISE-UTL, 1983, pp. 394-416.
- MONIZ, António Brandão: *Incidências sociais da introdução de processus de automação na indústria – Abordagem à estudos de casos na Europa,* Monte da Caparica, Grupo de Robótica, GR RT-IS-07-87, 1986a.
- MONIZ, António Brandão: «Aspectos sociais dos sistemas automatizados de produção industrial» in MONIZ et al.: *Efeitos sociais das novas tecnologias nas organizações,* Lisbonne, SNTOT/APSIOT, 1986b, pp. 5-19.
- MONIZ, António Brandão: «Technological and Organisational Changes in Portugal (Sixties-Eighties)», comunication au *International Workshop on New Technologies and New Forms of Work Organisation,* Berlin, Vienna Centre-NKF, UNIROB AP-L5-33-86, 1986c, 24 pp.

- MONIZ, A. B.; KOVACS, I.; PIMENTEL, D.; CARVALHO, A.; SANTANA, V.; GROOTINGS, P.; *Efeitos sociais das novas tecnologias nas organizações,* «Cadernos APSIOT», No. 1, Lisbonne, SNTOT/APSIOT, 1986.
- OCDE: L'industrie au Portugal: Développement, Réestructuration, Politique Industrièlles, Paris, OCDE, 1984, 114 pp.
- OIT/PIACT: *Rapport au Gouvernement du Portugal sur les travaux de la mission multidisciplinaire du PIACT,* Genève, OIT-PIACT, 1985.
- OLIVEIRA, José Grosso de: *Qualificação, divisão do trabalho e mercado do trabalho,* Lisbonne, MTSS, 1985.
- RAO, K. Nagaraja: *Traditional and Technology-Intensive Industrial Sector Needs and Opportunities for Portugal,* CPA/83-06A, Vol. 1 – Reviews of Existing Sectors, CPA/83-06B, Vol. 2 – Tewchnology Intensive New Sectors, Cambridge (EUA), CPA-MIT et LNETI, 1982, 308 pp.
- RAO, K. Nagar ja et RODRIGUES, J. Campos; *Technological Development in Portugueses Industry: An Analytical Summary of the Findings and Recommendations of a Research Project,* CPA/83-01, Cambridge (EUA), CPA-MIT et LNETI, 1983a, 143 pp.
- RAO, K. Nagaraja et RODRIGUES, J. Campos: *Technology and Innovation in Portuguese Manufacturing Enterprises: A Report on the Analysis of Interviews with Entrepreneurs and Managers,* CPA/83-03, Cambridge (EUA), CPA-MIT et LNETI, 1983b, 120 pp.
- TERSSAC, Gilbert de; CORIAT, Benjamin: «Micro-électronique et travail ouvrier dans les industries de process», *Sociologie du Travail,* n.º 4/1984, Paris, Gauthier-Villars, pp. 384-397.
- TREU, Tiziano: «L'Incidence des nouvelles technologies sur l'emploi, les conditions du travail et les relations professionnelles», *Travail et Société,* Genève, OIT/IIES, vol. 9, No. 2, 1984.
- WATANBANE, Susumu: «Economie der main-d'œuvre et amplification du travail: deux effets contradictoires de la micro-électronique», *Revue International du Travail,* Vol. 125, No, 3, Genève, OIT, 1986, pp. 267-286.

RÉSUMÉ

On prétend analyser quelques aspects des implications sociales de l'introduction des nouvelles technologies flexibles dans l'industrie portugaise. On commence par une brève caractérisation de cette structure productive, et après on indique les secteurs où existent des systèmes technologiques avancés (CNC, CAD/CAM, robots). Ensuite, on analyse les incidences sociales des nouvelles technologies, par l'étude de quelques cas, soulignant particulièrement le volume de l'emploi, la structure des qualifications, l'organisation du tavail, le type de formation. On présent deux situations distinctes: l'une s'inscrit dans une organisation classique du travail, el l'autre développe certains principes caractéristiques d'un système de métier. Finalement, on indique le rôle que la recherche sociale peut jouer dans un processus d'innovation qui intègre les aspects techniques, économiques et sociaux.

CULTURE D'ENTREPRISE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES INDUSTRIELLES

Duarte Pimentel
Instituto Superior de Ciências do
Trabalho e da Empresa – Lisboa

1. Introduction

La culture d'entreprises suscite récemment un grand intêrêt et fai déclencher un grand débat dans le domaine des sciences sociales, particulièrement dans celui de la sociologie et de la psychologie des organisations aussi bien que dans celui de la gestion[1]. La thèse centrale d'un grand nombre d'auteurs c'est que la culture se constitue comme un facteur de différenciation entre les entreprises qui ont obtenu du succès et les autres qui en restent. C'est pourquoi une «bonne culture d'entreprise» serait l'élément de base du succès économique. Pour la formulation de cette vision optimiste de la réalité culturelle de l'entreprises aura contribuée sûrement la prises de conscience de l'importance des facteurs culturels dans les méthodes usuelles de la gestion, dans des pays comme les États-Unis, où les philosophies traditionelles de la gestion subissent un échec grandissant, et au Japan dont les entreprises recherchent

[1] Voir parmi d'autres, T. PETERS e R. WATERMAN, Le prix d'excellence, Paris, Interédition, 1983; W. OUCHI, La théorie Z face au défi japonais, Paris Interédition, 1983; ARCHIE et SERIYEX, L'entreprises du 3ème type, Paris, Le Seuil, 1984; R. T. PASCALE e A.G. ATHOS, The art of Japonese management, New York, Simon & Schusler, 1981. Et aussi la Revue française de gestion, «Les cultures d'entreprises», Paris, nov., n.° 47-48, 1984; «Dix ans qui ont changé l'entreprises», n.° 53-54, 1985.

l'optimisation de son potentiel humain à travers une culture innovatrice.

C'est bien sûr, partiellement, à cause de ces raisons que les entreprises et sa culture se sont progressivement établies comme des objets spécifiques de l'analyse sociologique[2].

Cette appétence analytique, soit par l'entreprise soit dans l'entreprise, n'est pas d'aujourd'hui, bien que des facteurs conjonturels concourent à son actualité.

En effet, depuis plus de vingt ans, le débat autour de la culture et du changement social a déclenché un nouveau regard sur les structures et sur les procédés de fonctionnement des organisations. Cependant une accumulation des résultats de nombreuses recherches sociologiques révèlent qu'une analyses culturelle des organisations est fondamentale pour l'étude des modèles, des structures et des systèmes qui mettent en évidence le rôle de ses fonctionnements sociaux[3]. Cette analyse ne peut jamais être réduite à la conception d'un déterminisme culturel absolu. La culture, tandis que système structuré de pratiques, représentations et valeurs sociaux, est ainsi dans le centre des travaux sociologiques sur les rapports sociaux dans un contexte organisationnel déterminé.

Mais ce thème peut se croiser avec un autre, celui des impacts sociaux, particulièrement de nature culturelle, qui découlent de l'introduction des nouvelles technologies de production industrielle[4] dans l'entreprise.

Si le machinisme industriel et l'organisation rationnelle du travail altèrent profondément, soit au début soit au cours de la moitié de ce siècle, les pratiques e te les représentation du travail de certaines communautés professionnelles[5], un phénomène identique se vérifie de nos jours, avec la diffusion des nouvelles technologiques dans le tissu industriel.

Au delà des effets de ces technologies sur les systèmes techniques, organisationnel et socioprofessionnel de l'entreprise, la question que nous posons c'est celle des éventuelles altérations menées par la technologie aux systèmes de représentations et de valeurs de

---

[2] Cf. R. SAINSAULIEU et D. SEGRESTIN, «Vers une théorie sociologique de l'entreprise», Paris, Sociologie du Travail, n.° 3, 1986, pp. 335-352.

[3] Sur les récents développements d'une analyse culturelle des organisations basés sur une exhaustive révision bibliographique, voir R. SAINSAULIEU, *L''identité au travail,* Paris, FNSP, 1985 (préface a la 2e édition).

[4] Par ces technologies on doit comprendre: automatisation des systèmes intégrés de machines automatiques ayant recours au traitement informatique de l'information: CN; CNC; CAO/CAM; Robotique.

[5] Cf. P. Bouvier, *Technologie, travail, transport,* Paris, Librairie des Méridiens, 1985, pp. 13-16.

la vie dans le travail de l'entreprise, soit menées à la culture de l'organisation.

Si nous dire que la technologie ne commande pas la culture de l'entreprise, on peut dire qu'elle est susceptible de la transformer à travers les médiations psychosociales, quand elle est incorporée dans celle-ci.

Donc, une altération du système sociotechnique de l'organisation est souvent révélatrice de la configuration des types de sociabilités collectives et des formes de leur intériorisation, soit dans la culture des groupes socioprofessionels soit dans l'entreprise elle-même.

Bien que d'une façon extrêmement brève, ce texte prétend traiter cette problématique générale et aussi ses multiples aspects en les référant dans la mesure du possible, aux présuppositions conceptuelles qui les soutiennent, en les encadrant dans des recherches de référence; et bien qu'il prétende aussi faire le rapport de quelques résultats préléminaires d'une recherche empirique sur ce sujet que nous entreprenons à present, dans une grande entreprise industrielle portugaise[6].

2. **Culture, Organisation, Technologie***

Les organisations industrielles, tandis que porteuses de systèmes de rapports soumis aux impératifs de la rationalité techno-économique, sont un espace de confrontation culturelle à cause des contingences intérieures et extérieures auxquelles elles sont soumises et qui mettent en cause les mécanismes de régulation de leurs fonctionnements.

Cette découverte conceptuelle d'une spécificité des cultures organisationnelles est évidente ans les travaux de recherche qui recouvrent un large horizon temporel. Ainsi, R. Sainsaulieu[7] met en relief l'importance des modèles de règles interpersonnelles, colectives et hiérarchiques de groupes socioprofessionnels et aussi de celles des entreprises elles-mêmes; M. Liu[8] réfère les micro-cultures de l'usine

---

[6] Les idées exprimées dans cette communication se basent sur les enseignements et les contributions théorico-méthodologiques du Professeur Renaud Sainsaulieu avec lequel l'auteur travaille dans un projet international de rechercher comparatives sur les conditions culturelles du développement social des entreprises.
Cf. R. SAINSAULIEU, op. cit.; *Les relations de travail à l'usine,* Paris, Ed. d'Organisation, 1972.

* A travers ce bref exposé de problèmes basés sur une révision de bibliographie, nous nous appuions sur l'ouvrage de R. SAINSAULIEU, SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS ET DE LA TRANSFORMATION SOCIALE, cours IEP, 1985-1986, fascicule 2, FNSP.

[7] Cf. R. SAINSEULIEU, op. citae, 1985-86 et 1972.

[8] Cf. M. LIU, «Technologies, organisation du travail et comportements des salariés», *Revue françaises de sociologique,* 1981, XXII-1.

qui concernent le règlement des rapports parmi les catégories professionnelles au moment de l'occurence de quelques changements technologiques et organisationnelles; E. Reynaud[9] en observant des entreprises en stade de reestructuration, constate que les réglementations sociales sont le soutien des aactions collectives; pour P. Bate[10] les facteurs qui expliquent ce qu'il nomme «collision inconsciente», parmi les membres d'une organisation, se trouvent dans sa culture; pour M. Maurice F. Sellier et J. Silvestre[11] les entreprises sont le résultat d'une intégration complexe parmi des différentes institutions éducatrices, syndicales et professionnelles.

L'idée que la culture nationale puisse influencer la structure de l'organisation a accompagné une large réflexion en ce qui concerne le perfectionnement des procédés de gestion dans les entreprises. Donc, M. Crozier[12] considère qu'il est possible de reconstituire un modèle bureaucratique «à la française» caracterisé par un ensemble cohérent de règles de comportement dans les relations du travail. Cet auteur défend la thèse suivante: il y a une liaison entre la culture nationale et celle des institutions de l'administration française. Pour G. Hofstede[13] un facteur dominant de la diversité des comportements organisationnels est précisément la culture nationale. P. d'Iribarne[14] introduit le concept du Pacte Social pour établir une liaison entre la culture sociétale et la culture organisationnelle. A. Cailles[15] dans sa recherche sur les entreprises qui ont une population francojaponaise, parte du conflit culturel et de la perte d'identité qui résulte de situations interculturelles du travail. H. Hirata[16] met en évidence les procédés d'adaptation d'entreprises françaises et japonaises dans la société brésilienne.

La principale conclusion que l'on doit déduire de ces travaux est celle de l'importance de l'ajustement des structures des organisations jusqu'aux spécificités culturelles nationales.

---

[9] Cf. E. REYNAUD, «Les nouveaux corporatismes», *Rapport* OSCI, 1984.

[10] Cf. P. BATE, «The impact of organizational culture on approaches to organizational problem solving», *Organization Studies,* 1984..

[11] M. MAURICE, F. SELLER, J. SYLVESTRE, *Politiques et éducation et organisation en France et en Allemagne,* Paris, PUF, 1982.

[12] Cf. M. CROZIER, *Le phénomène bureaucratique,* Paris, Le Seuil, 1964.

[13] Cf. G. HOFSTEDE, *Culture's consequences: international differences in work related values,* London, Sage Publications, 1980.

[14] Cf. P. d'IRIBARNE, «Pacte Social, vie des entreprises et performances économiques», *Revue française de gestion,* I, 1985.

[15] Cf. A. CAILLES, *La rencontres des cultures, l'effort culturel des relations de travail entre la France et le Japan,* Paris, IEP, 1983.

[16] Cf. H. S. HIRATA, *Entreprise and society: the case of Japoneses and French international firms,* URF, n.° 103, IDE, nov., 1983.

Mais l'entreprises est-elle un simple recueil de cultures sociétales où elle peut produire des systèmes de réprésentations et de cultures?

R. Sainsaulieu[17] définit quatre cultures d'entreprise et/ou de catégories professionnelles: en partant des situations de travail, de la position hiérarchique, de la possibilité d'accès au pouvoir et de l'organisation technique de la production.

Mais cet auteur s'interroge sur la validité de ces modèles d'identité culturels et de cultures organisationnelles dans une situation de crise économique, des mutations technologiques et des altérations sociopolitiques. Cependant, les résultats des recherches récentes[18] semblent confirmer, selon celui-là, la capacité analytique de ces modèles pour le moment. Alors, l'analyse culturelle des collectifs de travail permet la confirmation de l'hypothèse d'une formation des identités par les collectifs de travail organisés.

Comme nous avons déjà référé auparavant, le concept de culture de l'entreprise a été l'objet d'une attention spéciale de la part des sciences de gestion. Tous ces auteurs reprennent le concept comme s'il s'agissait d'un déterminisme absolu, d'une nouvelle homogeneité culturelle de l'entreprise[19].

Le fait de reprendre ce concept pour la compréhension de la dynamique culturelle des organisations nous remet à un tas de connaissances sociologiques sur le rôle des représentation sociales et des sociétés collectifs.

Cela signifie encore que pour que l'on parle de culture d'entreprise, il faut qu'un ensemble de facteurs se réunissent: l'existence d'une culture organisationnelle particulière; la liaison de l'entreprise avec les institutions et la culture de l'environnement; des procédés d'apprentissage et de confrontation culturelle.

Il ne reste qu'à savoir «si une telle ambition théorique est réalisable concrètement...»[20]. Nous pouvons conclure que le concept de culture d'entreprise se répand hors de celui de la culture organisationnelle.

Autrement, il faut remarquer que la production sociologique sur la thématique de cette communication quand elle repose sur des recherches empiriques, est encore dans une période embryonnaire[21].

---

[17] Cf. Renaud SAINSAULIEU, op. cit., 1985 (1ère édition, 1977).

[18] Voir not 3.

[19] Voir, notamment, R. SAINSAULIEU, op. cit., 1985-1986, fascicule II (chapitre VII, pp. 261-294).

[20] R. SAINSAULIEU, op. cit., p. 264.

[21] Au Portugal en ce moment-là, il y a seulement un projet de recherche sociologique sur ce sujet. C'est une équipe de sociologues (I. Kóvacs, A. Brandão MOniz, A. Carvalho, D. Pimentel) que travaillent sur les effets sociaux des nouvelles technologies dans l'industrie.

D'où l'on peut conclure que les travaux susnommés (ex. Bouvier, 1985; Sainsaulie, 1972) ne se réfèrent pas toujours à des stades si avancés de l'automation industriellle. Cependant ils ne constituent en réferences de base et en un intérêt heuristique pour la discussion d'une problematique aussi complexe que celle des interactions de la technologie, de la culture et de la société.

Pendant la décade de 60, S. Moscovici[22] a vérifié que l'introduction d'une machine automatique pour l'extraction de l'houille avait altéré pas seulement la nature du travail d'une communauté de mineurs mais aussi le système de leurs rapports de travail. Mais l'auteur constate, aussi, que les conséquences de ce changement de la technologie se sont réfléchies sur les valeurs, sur les habitudes et même sur les projets familiers de ce groupe professionnel. R. Sainsaulieu[23], en assurant la continuité à ce type de rapprochement en analysant, dans plusieurs entreprises industrielles où des procédés de changement technologique sont surveurs, la dynamique culturelle de tels procédés met en évidence de «déplacement» ou le remplacement graduel des modèles d'identités culturelles qui ont des reflets dans l'intégration des individus dans l'organisations et dans l'expression de leur action collective. M. Warner et al.[24] en étudiant comparativement, en Angleterre et en Allemagne, les effets de l'introduction de quelques machines-outils à commandement numérique computorisé (CNC) dans des usines de production donnent un particulier refief à la façon comme est attribuée la fonction de programmation de ces machines. Tandis qu'en Allemagne la programmation est faire dans des usines par les opérateurs, ce qui implique que la qualification et la formation professionnelles soient faites dans le local de travail; en Angleterre les entreprises ont recours de préférence à des techniciens. Pour les auteurs déjà nommés, cet enrichissement des tâches réalisées, vue l'introduction de cette nouvelle technologie, varie selon les facteurs de contingence culturelle intérieure et extérieure aux entreprises.

Simultanémment, ces différentes stratégies organisationnelles ont encore des incidences sur les identités collectives, sur les pratiques et sur les représentations du travail. Finalement, P. Bouvier[25] en analysant l'évolution d'une même technologie au moment du passage du métro de Paris d'un stade technologique mécano-éléctrique à un autre automatisé, affirme que celui-ci est tout un «bloc sociotechnolo-

---

[22] S. MOSCOVICI, *Modernisation des mines et changement technique,* Paris, CERP-AFPA, 1963.

[23] Cf. SAINSAULIEU, op. cit., 1972, pp. 147-161; op. cit., 1985, chap. 2.

[24] A. SORGE, G. HARTMAN, M. WARNER, I. NICHOLAS, «Polarisation ou dépolarisation dela structure des qualifications», Paris, *Formation et emploi,* n.° 2,1983.

[25] P. BOUVIER, o. cit., 1985.

gique» antérieur qui se pulvérise et qui fait place à un nouveau système de représentations (déprofissionalisation, désocialisation et banalisation du travail) et des sociabilités.

En résumant les résultats de ces recherches, exemplifiées ci-dessus, démontrent comment les mutations technologiques mènent à de nouvelles pratiques, à des représentations et à des sociabilités qui, intériorisées sous la forme de cultures organisationnelles, sont la base de la spécificité culturelle des rapports sociaux dans les organisations en changement.

3. **La Recherche**

C'est dans le contexte des thématiques antérieurement énoncées d'une manière générale que le tableau théorique[26] et les objectifs de notre recherche s'insèrent.

3.1. *Définition de l'Objectif*

La recherche a comme but l'analyse des procédés d'interaction des systèmes de travail et des identités culturelles dans le quotidien des différentes communautés d'une entreprise industrielle en changement technologique.

3.2. *Encadrement de la Problématique Théorique*

L'hypothèse centrale part du principe de l'interdépendance des systèmes de l'organisation du monde du travail et des identités collectives.

L'idée que l'entreprise est une place décisive pour l'apprentissage culturel implique l'existence des univers culturels différenciés dans une même unité de production. A partir de l'influence des structures matérielles der travail dans la culture des groupes sociaux on peut parler d'un apprentissage culturel dans de différents contextes technologiques, organisationnels et professionnels.

Les propositions qui suivent représentent, d'un façon générale, les contributs de Renaud Sainsaulieu[27] et elles peuvent être formulées dans ces termes: la dimension culturelle du travail a une importance «vitale» sur la structuration des groupes sociaux; les modèles et les identités culturelles qui les constituent sont multiples à l'intérieur des groupes professionnels, dans une certaine situation de travail; la connaissance et la reconnaissance de la pluralité des iden-

---

[26] Pour une information détaillée cf. D. PIMENTEL, «Systèmes de Travail et Modèles Culturels dans un Contexte Organisationnel, en changement: éléments pour un projet de recherche», *Sociologia – problemas e práticas,* Lisboa, Relógio d'Água, n.° 1, pp. 167-178.

[27] Cf. R. SAINSAULIEU, op. cit., 1985.

tités culturelles semble être une base pour l'établissement d'alliances et pour la formation de stratégies et de projets collectifs.
Basé sur les présuppositions qui relèvent d'une confluence de contributions théoriques et méthodologiques de la sociologie et de la psychologie sociale, nous essaierons de mettre en évidence comment les rapports humains sont porteurs d'implications complexes pour les individus et pour les groupes et nous essaierons encore de démonter comment elles peuvent contribuer à donner un nouveau sens au travail. Donc, la diversité des pratiques et des identités culturelles déjà nommées jouent un rôle très important dans la stabilité et dans les procédés de transformation des rapports sociaux:

En abrégé, il faut donner la réponse à trois questions:

- quelles sont et comment se structurent les règles de rapports (soit interpersonnels, soit groupaux, soit hiérarchiques) auxquelles se réfèrent les échanges entre les acteurs sociaux dans la vie du travail;
- sous quelle forme se réalise la formation et l'apprentissage de ces règles dans les rapports au travail;
- quelles sont les conséquences culturelles qui résultent de l'importance grandissante des tâches qui intègrent un niveau chaque fois plus élévé de technicité sur l'univers des rapports de travail, quand ils sont confrontés avec la dynamique de l'inovation technologique.

Mais le long de la recherche, une autre question majeure est surgie: celle de l'analyse des conditions culturelles spécifiques du développement social de l'entreprise.

On peut remarquer que l'inclusion de cette problématique n'a pas signifié un élargissement indistinct des objectifs de la recherche, mais surtout la vérification de la pertinence d'un rapprochement culturel et stratégique des fonctionnements sociaux de l'organisation quand elle est confrontée aux multiples éventualités du changement.

Cette perspective est, à notre avis, d'autant plus convenable que l'on détermine des disfonctionnements organisationnels qui bloquent la recherche de l'optimisation des ressources dans le tableau d'une stratégie de développement intégré de l'entreprise.

C'est dans ce sens que le concept de culture d'entreprise peut avoir un rôle sinergétique au redessinement d'un projet collectif qui ne choque pas la multiplicité culturelle des entreprise ou qui l'anéantit.

En conclusion, nous faisons ces considérations complémentaires pour mieux élucider la logique que nous imprimons à notre travail. Une recherche sur l'entreprise, mais aussi dirigée vers l'entreprise.

3.3. *Aspects Méthodologiques*

La recherche se situe au niveau de l'étude du cas[28]. Au moment actuel de la recherche nous adoptons un procédé méthodologique que nous pouvons nommer, d'une manière générale, socio-anthropologique[29] et qui fait appel aux techniques de l'observation et du recueil de l'information qui surgissent soit de la sociologie (entretiens, questionaires, etc.) soit de l'anthropologie (présence en temps partiel, dans les lieux de travail, observation, carnet).

Donc, une observation participante de longue durée (présence quotidienne dans les lieux de travail) et, parfois, elle n'est que participée (sans qu'il existe une occupation réelle des lieux de travail); elle a été accompagnée d'entretiens (non-directives e semi-directives) à des ouvriers (ouvrières), à des chefs, à des techniciens, à des cadres.

3.4 *L'Entreprise*

La recherche surgit dans une grande entreprise publique qui a le monopole industriel de la fabrication d'un produit très standardisé et qui a une grande consommation.

La production est en grand série etse destine à un marché extrêmement durable[30].

La structure de l'organisation est du type bureaucratique industrielle[31] et l'organisation du travail obéit, en général, à une logique taylorienne. La formation de cette entreprise advient d'un procédé de fusion de deux entreprises privées du secteur et qui appartenaient à de grands groups économiques. On peut dire que la plupart de ses employés est l'héritière d'une culture d'entreprise du type «esprit de maison» et qu'elle est encore bureaucratique industrielle.

C'est dans ce contexte organisationnel qui se développe une stratégie pour l'introduction de nouvelles technologies de procédé et de production visant une amélioration de la qualité du produit et d'une augmentation de la produtivité, à cause d'une concurrence internationale qui s'approche rapidement.

---

[28] Pour une information des aspects généraux de la méthodologie et des différentes phases de la recherche, cf. D. PIMENTEL, op. cit., p. 174.

[29] Cf. P. BOUVIER, op. cit., pp. 7-13; – «Anthopologie industrielle et culture ouvrière», Sociétés, 1986, vol. 10, n.° 1, pp. 163-169.

[30] Cette question est importante, parce qu'elle signifie que l'entreprise peut très bien ignorer le marché.

[31] Cfr. H. MINTZBERG, *Structures et dynamiques des organisations,* Ed. d'Organisation, 1984.

RÉSUMÉ

Etant donné l'influence des structures matérielles sur la culture des groupes sociaux, on peut parler d'un apprentissage culturel dans divers contextes technologiques, organisationnels et professionnels. La dimension culturelle du travail a une importance vitale pour la structuration des pratiques et des représentations de leur vie quotidienne sur le lieu de travail (entreprise). Ainsi, nous cherchons à mettre en évidence comment les relations sociales du travail peuvent, contribuer à donner un nouveau sens au travail et quelles sont les conséquences culturelles résultant de l'importance croissante des processus et des tâches intégrant un niveau plus élevé de technicité sur l'univers des relations de travail, quand elles se confrontent avec une dynamique d'innovation technologique.

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MODERNISATION:

LA CULTURE DU TRAVAIL

György Széll
Universität Osnabrück – RFA

Est-ce que la ou mieux les modernisations sont un défi pour la sociologie ou mieux pour les sociologies?

Tout d'abord il faut se demander quelles modernisations? Pendant longtemps il semblait, qu'il y avait un seul modèle – celui de l'industrialisation, du capitalisme, de la société bourgeoise. Le développement des sociétés dites industrialisés ont marqué le pas pour les autres sociétés. L'Angleterre fut le modèle à suivre pour la France, l'Allemagne, la Russie: la société anglaise avait même exporté son propre modèle putifié en Amérique du Nord, qui devenait lui-même l'exemple à suivre dans le XXe siècle.

Une société comme celle du POrtugal, arrirée économiquement, marginalisée aux confins de l'Europe, quand même qu'elle fut au début de cette dite modernisation capitaliste aus 15e et 16e siècles, integrée récemment dans les Communnautés Européennes, sent un double défi: celui de l'intérieur de la société elle-même et celui de l'extérieur.

Mais est-ce qu'on a droit de parler de *la* société portugaise? Est-ce qu'on ne retrouve pas des clivages entre le Nord et le Sud, la capitale et la province, entre les villes et les campagnes? Est-ce qu'on peut parler des mêmes défis ces entités?

Regardant les dites modernisations globalement on peut constater que *le* modèle de modernisation industrialiste est en crise lui-même, et pas seulement depuis les rapports du «Club of Rome»,

mais depuis toujours, Dès le 19è siècle des ouvriers, des artisans ont attaqué ce modêle, lequel les poussait dans la misère. Le progrès technique, la modernisation a pendant longtemps seulement profité à une minorité. Et les conséquences écologiques ont été décrites longuement parmi d'autres de Friedrich Engels dans sa situation de la classe laborieuse en Angleterre en 1845.

Les modernisations sont en crise donc depuis toujours et on confrontait dès le début au moins deux modèles différents de modernisation: un, qui au nom de la modernité et du progrès de la technologie et des sciences renforçait le pouvoir d'une seule classe, l'inégalité sociale, l'expropriation, l'aliénation, la soumission et l'extermination des peuples entiers avec l'aide de cette modernisation dans des guerres impérialistes. L'autre modèle au nom de l'humanité, des classes opprimées demandait la justice sociale, la division juste des richesses nouvellement produites avec les gains de productivité, la soumission de la technologie et des sciences sous des buts humains.

La contradiction de ces types de modernisation la plus grande éclatait autour des régimes fascistes. Dans la terminologie du fascisme il s'agit aussi bien d'un mouvement révolutionaire, qui veut la modernisation de la société, surtout dans les domaines du militaire. Et pour cela il a besoin d'une base industrielle avancée. Mais la base sociale autour des idéologies nationalistes, rétrogrades reste et redevient même plutôt archaique.

La modernisation moderne est donc accompagnée dès ses origines des crises économiques, sociales, politiques et culturelles. Et ces crises mêmes sont l'origine de la sociologie, des sociologies, elles sont même la raison d'être des sciences sociales. Sans ces crises il n'y a pas une nécéssité explicative dans le social. Mais avec des explications et des perspectives différentes les sociologies sont en permanence en crise elles-mêmes. Deux types de théorie se confrontant, un qui parle de la société industrielle, même post-industrielle, moderne, l'autre de la société capitaliste, bourgeoise.

La modernité et la modernisation sont deux alternatives dans ce contexte: l'un propage un modèle culturel, critique, qui se questionne. l'autre ne veut changer en rien les bases de la société, mais les adapter à des défis des changements technologiques. Mais qui domine ces changements, quels intérêts se réalisent, des fois derrière le dos des acteurs?

Je propose de differencier deux types de modernisation, qui vont ensemble avec deux approches de sociologie:

1. La modernisation technocratique

Elle est combinée avec une approche technocentriste. L'orientation est d'abord vers le progrès technique, l'industrialisation. Mais

derrière se cachent en général des intérêts économiques, qui demandent cette orientatio pour la croissance économique, la compétitivité internationale. Ce modèle est sans doute le dominant dans nod sociétés dites industrialisées, aussi bien de l'Ouest, que de l'Est: Quand Lénine parle du communisme comme combination de l'éléctricité plus soviets et regarde le Taylorisme comme rationalité suprême. Ce modèle propose «one best way» pour la solution d'un problème.

Sa rationalité irrationnelle comme Max Horkheimer a formulé dans «Eclipe of Reason» déjà en 1947 se montre par excellence dans la technologie militaire: la bombe atomique et les «Star Wars». Une modernisation qui ne semble pas connaître des frontières que par alle-même. Mais aussi dans les domaines de l'énérgie nucléaire à Tschernobyl aussi bien qu'à Three-Mile-Island les dangers d'une technologie plus contrôlable deviennent évidents. Les accidents de type Seveso ou Bhopal, la pollution des mers, des fleuves, des lacs, les pluies acides laissent leur trace d'une hybris sans norale, sans responsabilité, sans contrôle social; nous mènent au bord d'un suicide global.

On nous propose maintenant la société postindustrielle, d'information, qui dépasserait ces limites. La déindustrialisation, les nouvelles concepts de production, la fin de la production des masses, las nouvellles technologies, l'automatisation, les robots vont nous libérer du travail aliéné, des misères des siècles de la pauvreté. Mais à l'heure actuelle au lieu d ela réalisation de ces promesses millénaires, millénaristes (?!) nous sommes confrontés avec un nombre de chômeurs presque aussi grand que dans la grande crise des années 30 ou au 19è siècle, avec une nouvelle pauvreté, avec la misérisation du Tiers Monde, où 50 millions de personnes meurent chaque année par faim, une misère psychologique, qui mènent de centaines de millions de personnes dans les dans les drogues comme l'alcoholisme, la tabac, ou des drogues plus dures. Le grand espoir du XXè siècle est terni. Le décalage entre nos possibilités, nos richesses et la réalité n'était jamais si grand dans l'histoire de l'humanité.

Les théoriciens conservateurs se voient devant un nombre de problèmes: comment expliquer les différences de développement entre des nations entières, entre des régions, même des quartiers de villes? S'il y a une seule logique, une force des choses – «Sachzwang» comme les Allemands disent – pourquoi est-ce qu'elle est répartie si inégalement? On essaie de nous imposer une seule logique, «the american way of life», où le seul critère du succès et du bien-être est l'argent. Mais cette logique est une pure idéologie de dominance. Elle essaie de nous barrer des alternatives. Ce sont les producteurs et vendeurs des nouvelles technologies, qui nous – en promettant le paradis sur terre, i.e. la vie dans travail – incitent de continuer sur ce

chemin. Les nations en voie de dêveloppement ou au seuil de l'industrialisation ne voient que les apparences, souvent transmises par les mass médias dans la forme des émissions comme 'Dallas' ou 'Denver': une richesse sans égale, des gadgets technologiques, le pouvoir qui se cache derrière. Des bourgeoisies compradors, des dictatures militaires font le jeu des multinationales et des états dominants.

La modernisation? Dans quel intérêt? L'ouvrier agricol à Mindanao sur les Philippines, qui perd grace à la monoculture de United Fruit ses terres, à Guatemala, au Brésil,... Les habitants des slums de Bangkok, Rio de Janeiro, Lagos, quand vont-ils profiter des modernisations dans leur pays?

2. La modernisation démocratique

Ce modèle est plutôt associé à une technologie anthropocentrée, une technologie, qui est regardée comme outil, comme moyen et pas comme but en soi-même. Elle part de la critique d'une technologie autoritaire et propose par la différenciation des alternatives. La base de cette approche est comme dans l'autre concept le travail, la source de toute richesse sociale et individuelle, de la sociabilité même de l'être humain, qui crée la société et les structures sociales par la coopération dans la production pour la réproduction. Et ce processus de production, qui produit aussi bien des relations de production, donc de pouvoir dans la société, produit ses propres contradictions. Dans cette dialectique des alternatives peuvent et doivent se réaliser pour démocratiser une société.

Nos recherches (HARTMANN; GIKAS; SZELL) ont montré, que chaque entreprise, chaque localité, chaque région, chaque nation a son propre histoire. Même avec les mêmes technologies les organisations du travail, l'organisation sociale, la division sociale du travail peuvent être différentes. Pour sauvegarder son identité individuelle, d'entreprise, locale, régionale, nationale il y a intérêt dà développer ses différences au lieu de les sacrifier sur l'autel d'une modernisation malcomprise, qui ne signifie d'autre chose que de soumettre à une logique et à des intérêts étrangers.

Mais tout le problème est cette prise de conscience à l'envers à des intérêts dominants et très forts. Et il ne suffit pas d'utiliser la technologie d'une manière diff-érente-comme beaucoup suggèrent – , parce qu'elle n'est pas neutre. Une missile militaire n'a pas d'autre fonction que de détruire, de tuer; une centrale nucléaire n'est pas à gerer démocratiquement, parce qu'il faut des experts et un système de protection policier contre des sabotages; un «Personal Information System» est là pour informer la direction sur les activités des employés et par pour contrôler la direction par ceux-ci.

Le développement des alternatives technologiques centrées sur les besoins de l'homme, des produits socialement utiles, des processus de production communicatifs, conviviaux, sociaux restent largement à faire. Des débuts sont là: dans le «Corporate plan» des ouvriers de l'entreprise anglaise de lucas Aerospace (COOLEY), les systèmes fléxibles de production, dans la programmation des machines outil par l'agent lui-même, qui ne remplacent pas l'homme par des machines commes dans l'usine de «rêve» complètement automatisée, mais qui lui redonnent le contrôle sur ceux-ci, qui demandent sa compétence, au lieu de la minimiser.

Il n'y a donc pas une réponse unique pour une modernisation démocratique, mais il s'agit d'un processus social d'appropriation et de développement collectif.

C'est une action et action et bataille permanente pour le racourcissement du temps de travail au lieu du chômage pour s'approprier les connaissances technologiques et économiques pour contrôler la production et distribution démocratiquement.

Souvent les demandes pour une plus grande participation sont détournées par le management dans des stratégies de flexibilité, de «Organization Development» pour intégrer l'intélligence des salariés et compenser les faiblesses technologiques, surtout pendant les périodes de l'introduction des nouvelles technologies. Il neste aussi ouvert, si le rêve de l'usine sans hommes (et femmes), de l'intélligence artificielle n'est pas une hybris technocratique non plus.

Quel est le rôle pour une sociologie démocratique, pour des sociologues démocratiqyes?

Ils vivent dans un paradoxe: comment organiser pourvu queles gens, les ouvriers, les concernés s'autoorganisent? (BOLLE DE BAL).

Il faut d'abord démocratiser la science, les sciences elles-mêmes.

Ça ne veut pas dire, qu'elles se retirent sur elles-mêmes comme communauté scientifique, dans un tour d'ivoire comme jadis, mais au contraire s'ouvrent d'avantage sur le monde extérieur, les problèmes réelles et urgents de l'humanité, des gens. Dans les dernières décennies il y avait déjà une modernisation des sciences, leur socialisation, mais dans le sens de la soumission sous la logique technocratique en perdant tout caractère critique – à l'exception d'un petit moment autour des années '68.

Cette ouverture s'exprime par une intervention très large des états nationaux par le biais du militaire: 50% de la recherche mondiale entrent dans ce seul domaine!

Les sociologues jouent dans leur plupart le rôle des sages femmes pour l'accouchement des modernisations. Soit ils développent les idéologies adaptées pour adopter ces modernisations, soit ils fa-

briquent des technologies sociales pour récuperer les déviants, pour empêcher des révoltes, pour pacifier nos consciences, pour faire fonctionner la machine de l'état, de la sécurité sociale, de guerre.

Mais qui contrôle les sociologues? Pour une démocratisation de la société il faut instituer des nouvelles rélations entre chercheurs et ceux qui n'étaient jadis que des objets de recherches. Ce sont eux, qui finalement par les impôts, leur productivité nous nourissent et financent. C'est donc dans leur intérêt, qu'il faut orienter nos recherches, pourvu qu'ils deviennent les sujets de celles-ci.

La théorie systémique des sciences sociales – comme formulée par Niklas LUHMANN – ne voit pas d'autre problème de la modernité que la réduction de la complexité. Il n'y a pas de nécéssité de changer la société, mais d'adapter l'individu aux exigences de la société industrielle. Il se base dans cette approche aussi bien sur l'école américaine parsonienne, structurelle-fonctionelle, que sur les socio-anthropologues allemands Gehlen et Schelsky. Le résultat est la théorie fonctionnelle-structurelle, qui fait rage outre-atrantique à l'heure actuelle.

* * *

Les positions centrales du débat actuel me semble tourner autour des notions du rôle de l'état dans le processus de modernisation, du travail et de la communication.

L'autre grand théoricien de langue allemande d'après-guerre et l'adversaire de Luhmann, Jürgen HABERMAS, n'essaie plus comme au début l'école de Francfort d'expliquer la crise de la modernité par le capitalisme et ses contradictions inhérentes, mais par le manque d'un dialogue sans domination.

D'ou sa théorie de l'action communicative dans une tradition néo-hegelienne plutôt que marxienne. La question reste posée, pourquoi il n'y a pas de communication sans domination dans nos sociétés et comment y arriver?

Pour toute nation rélativemente retardée dans le processus des modernisations l'état joue un rôle clé. C'étatit aussi bien vrai pour la France. l'Allemagne et la Russie du 19è siècle, que pour les nations du Tiers-Monde et ceux, qui sont marginalisés comme le Portugal. Il faut constater un autre paradoxe: l'état essaie d'instituer politiquement – en renversant temporairement le primat de l'état essaie d'instituer politiquement – un système d'économie du marché capitaliste, donc de dominance économique.

La chance de ces nations dites sous-développées est, qu'elles ne sont pas obligées de repeter les fautes des nations avancées.

Mais ceci est plus facile à dire que de faire, si on regarde la dominance de ces systèmes technocratiques de l'Est et de l'Ouest.

Peut-être les derniers d'aujourd'hui deviennent les premiers. Il faut déjà constater que souvent une certaine qualité de vie, des relations dans le travail, la solidarité sont plus développées dans les pays moins modernisées, ou les valeurs d'usage priment encore sur les valeurs d'échange. Un débat qui devient virulent dans nos sociétés sur-développées, surmodernisées.

Une autre approche nous est proposé par des auteurs comme PIORE & SABEL et KERN & SCHUMANN: ils proposent d'utiliser le changement technologique avec les nouvelle technologies, ses possibilités de la flexibilité, un retour à la production artisanale (dans laquelle ils incluent des grandes multinationales comme MERCEDES-BENZ et BOSCH) avec celles-ci dans une association avec un management moderniste, participatif. Les auteurs allemands nomme cette strstégie 'les concepts de production nouveaux'. Il faut contater, que dans cette conception, où lés syndicats sont appellés de jouer un nuveau rôle, un determinisme technologique prime toujours: c'est la modernisation technocratique qui semble nous donner de nouvelles opportunités,pas un processus de prise de conscience, un choix délibéré politique. En plus la base empirique de cette réqualification reste assez faible.Même dans des entreprises les plus modernisateurs, comme VOLKSWAGEN, seulement 1.000 employés parmi les 100.000 sont jusqu'à main-tenant touchés par ces changements technologiques. Les autres, surtout ceux, qui perdent leur travail, les perdants dela rationalisation, de la modernisation, ne sont pas pris en considération que verbalement.

Aussi dans ces modèles plus participatifs – comme dans les cercles de qualité – les dirigeants restent les dominants. Et c'est tout l'intérêt. Il ne reste que de parler de nouveau du concept de culture pour décrire les perspectives d'une modernisation démocratique. Il est évident, que – prenant en compte que chaque société reste pour toujours basée sur le travail productif – il ne s'agit pas de se libérer *du* travail comme dans une mauvaise science-fiction, mais de se libérer dans le travail et par le travail. Dans cette perspective se retrouvent aussi des mouvements si différents comme SOLIDARNOSC et LES VERTS, c'est la perspective de l'autoorganisation, de l'auto-émancipation, de l'autogestion. Dans cette perspective d'une nouvelle culture de travail, politique les syndicats et les sociologues comme sages hommes/femmes pouvaient retrouver leurs vraies identités.

En face de la modernisation technocratique, de ses irrationalités rationnelles et meurtrières les critiques de cette modernisation sont les vraies modernisateurs dans un sens large de toute la personnalité humaine, et pas seulement de son côté économique et égoiste.

Dans la perspective de KANT, qui voit la tâche de l'âge des Lumières dans l'émancipation en dehors de la minorité auto-responsable, il nous faut un deuxième âge des Lumières pour éviter d'autres modernisations de type fasciste. Socialisme ou barbarie – tertium non datur est! (Il n'y pas d'autre choix!)

REFERENCES

BOLLE DE BAL, Marcel, Participation: its Contradictions, Paradoxes an Primises, in Organizations, Vol. I, Oxford 1987.

BRIEFS, Ulrich (éd.), Anders produzieren, anders arbeiten, anfers leben... Köln prv 1986.

COOLEY, Mike, Architect or Bee, Slough/England (1980).

ENGELS, Friedrich, Die Lage der arbeitenden Klasse in England, MEW, 2, Beilin--DDR 1976.

GEHLEN, Arnold, Die Seele im technischen Zeitalter, Reinbek 1957.

GIKAS, Michael et al., Technologie, Arbeitsorganisation und gesellschaftliches Bewußtsein, Universität Osnabrück 1983.

HARTMANN, Michael, Rationalisierung im Widerspruch, Frankfurt/M. New York 1984.

KERN, Horst & Micahel SCHUMANN, Ender der Arbeitsteilung?, München 1984.

LUHMANN, Nikas, Soziale Systeme, Frankfurt/M. 1984.

MARX, Karl, Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie, Frankfurt/Wien 1958 (1858).

PIORE, Michael J. & Charles F. SABEL, The Second Industrial Divide. Possibilities for Prosperity, New York 1984.

SCHELKY, Helmut, Auf der Suche nach Wirklichkeit, Düsseldorf 1965.

SZÉLL, György, Régions et Cogestion, in: Autogestions 2-3, 1980, p. 325-332.

SZÉLL, György, Expériences de méthodes en Allemagne et dans les pays nordiques, in: Recherches Sociologiques, Louvain-la-Neuve, vol. XVI, 1985, p. 293-306.

SZÉLL, Gyorgy, L'État, le droit et les nouvelles technologies, in: Sociologies et Sociétés, Montréal 1986, vol. XVIII, 1, p. 163-170.

SZÉLL, György, The State, Trade Unions and Self-Management, Frankfurt/New York 1987

SZÉLL, György, Participation, Workers' Control and Self-Management, Current Sociology/SAGE, London 1988.

SZÉLL, György, Syndicalisme et Culture de Travail en R.F.A., Université Laval/ /Québec 1987.

WAINWRIGHT, Hilary & Dave ELLIOTT, The Lucas Plan, London/New York 1982.

ABSTRACT

The author differentiates between two models of modernization: a technocratic and a democratic one. The technocratic one is determined by a technocentered versus a human centered approach. The technocratic model is the dominant one since the beginning of industrialization and it is in crisis economically, ecological, morally, socially, politically, since then.

The very reason of the existence of social sciences is this permanent crisis. We are confronted once again with two approaches, which are near to the types of modernisation. The one is trying to adapt individuals and society to the necessities of modernisation, the other tries to set political and social priorities first. For this approach we need a radical democratization process of science itself. But the fate of democracy is as always determined by the organization of the work process itself. New technologies seem to open alternatives for a new relation between work and capital, but the only real alternative is to modernize the modernization in a democratic way.

LE TECHNO-OPTIMISME ET LE CHANGEMENT

António Pedro Andrade Dores
CIES – ISCTE – Lisboa

L'investissement de certains acteurs sociaux sur le discours de l'optimisme émerge dans la scène publique avec une force jugée par d'autres comme inopportune. Critiqué pour être conséquence «d'attitudes temperamentales, indifferentes aux faits»[1] il ne laisse pas de mériter des attentions spéciales[2]. Surtout quand il s'agit de problèmes que la spécialisation sociale du travail a rendus obscurs – par exemple la technologie – le mépris du sens commun par les faits (qu'il ne connait pas) a toutes les conditions pour se renforcer.

Ainsi, la façon comme on dit devient plus importante que ce qu'on veut dire. C'est ce que nous raconte Toffler dans sa «Troisième Vague» où il assume explicitement une attitude optimiste (p. 9), puisque déjà dans une œuvre antérieure («Le choc et le futur») il avait donné «emphase aux prix personnels et sociaux du changement»[3] (p. 10). L'écrivain, dit, cette fois, avoir cherché des raisons

---

[1] ABELAIRA, A. «A esquerda à procura de si própria», in O JORNAL de 12/12/1986.

[2] ZENHA et BREDERODE dos SANTOS ont aussi traité le thème: «On a déjà dit qu'il y a deux espèces d'imbeciles: les optimistes et les pessimistes» (Zenha in O JORNAL de 12/12/86) «Un optimiste est un pessimiste mal-informé» (Nuno Brederode in EXPRESSO 13/12/86, p. 26-r).

[3] «Si j'avais appris la technique, je serais technicien. Je fabriquerais des objets compliqués. Objets très compliqués, chaque fois plus compliqués. Cela simplifirait l'existence», cité de IONESCO par Nora-Minc, A INFORMATIZAÇÃO DA SOCIEDADE, Europa/América, Lisboa.

pour «défier le pessimisme sophistiqué, aujourd'hui tellement prépondérant» (p. 9) de qu'il devient, de cette façon, critique insoupçonné. L'optimisme apparait comme un signe de qui voit plus loin: «il embrasse un espace de temps beaucoup plus vaste – aussi bien dans le passé que dans le futur» (p. 9). A cause de ça, et le plusieurs fois, il en appelle au «lecteurs intelligents» (p. 4) et aux «lecteurs perceptifs» (p. 10); enfin aux lecteurs de la Troisième Vague. «Bon gré, malgré» – dit l'auteur dans un autre passage – «plusieurs de nous sont dejà engagés à résister à la nouvelle civilisation, ou à la créer» (p. 12). Dans ce dernier cas, en donnant évidence aux possibilités des nouvelles technologies réccemment installées ou encore en essai, qui paraissent pouvoir anticiper ce qui est en train d'arriver.

D'autres auteurs, cependant, sont fidèles au pessimisme, comme Reineck qui a écrit «Electronic Illusions». Les grands arguments sont sensiblement les mêmes, mais dans le sens inverse: CRÉER DES CONDITIONS SUBJECTIVES POUR CONSTRUIRE (rançonner le sens commun (tecnho-pragmatic) de la pression des questions directes pour bénéficier une approche plus oblique» (p. 12); DEMASQUER ACTEURS INTERESSÉS EN MAINTENANT LE STATUS-QUO («les activités des propagandistes des riches en information ont aidé à obscurcir le fait que la plupart des promesses qu'on nous a fait se sont revelées fausses. C'est une tâche des technoceptiques d'intensifier le questionnement en ce qui concerne le direction sur laquelle la technologie nous prend» (p. 246).

L'optimisme ce n'est pas une nouveauté dans les champs du débat sur les technologies[4]. Ce qui n'arrivait pas à se vérifier dans le passé c'était l'invasion simultanée de l'espace public par les technologies d'information et communication (celles-ci justement appellées de nouvelles) et par l'esprit de «fin des idéologies» (v. Bell, cite par Gouldner). Non que entre ces deux phenomènes on veut établir quelque relation cause-effet. On peut, cependant, constater que «le contenu utopique de la société de communication se contracte dans les aspects formels d'une intersubjectivité intégrale» en même temps qu'on construit «une infra-structure communicative hautement developpée» (Habermas, 1985, pp. 127-128). Cette contradition entre une volonté «desenchantée» face aux conséquences, à terme, des investissements dans la communication publique, en même temps sociaux et individuels, et les récents potentialités des temps sociaux et individuels, et les récentes potentialités des nouveaux canals communica-

[4] Voir Gouldner, p. 310 et s.; Leonor Gonçalves, p. 62 et s. «La conscience technocratique promet trop et trop peu en même temps» écrit Gouldner (p. 324). «To say that freedom is graven in the nature of man, is to say that man is free because he obeys to nature (...). This is non-sense». (J. Ellul, p. XXXIII).

tionnels ouverts par la micro-électronique, est utilisée par des formes les plus diverses, selon les agents et les situations. Pour les uns, comme Toffler, c'est l'opportunité de marquer sur le terrain le changement de l'action révolutionnaire du champ politique pour le champ technologique (cf. p. 412 et suiv.). Pour les autres, plus concernés avec la recherche de solutions économiques, il s'agit d'utiliser la passivité sociale pour faire un changement de la base technologique industrielle avec les potentialités cependant devenues mures (v. Toffler, p. 130 et suiv., et aussi Reineck, p. 243 ey suiv.). D'autres encore, comme Reineck, cherchent à reconstruire un espace de débat public, malgré «la force agressive sur ceux qui questionnent les effets des changements technologiques» (p. 11) et l'usage de l'«invitation à accepter ou rejeter la position qu'ils defendent, sans arguments» (p. 253). Pour résumer: face à une conjoncture critique (ou un changement accéléré, si l'on prefère) tous veulent avoir une attitude constructive ce que ne les empêche pas de le faire du point de vue de sa propre position sociale[5], sans qu'il existe aucun intêret à l'expliciter en termes idéologiques. Par conséquent, le débat sur les stratégies technologiques est systèmatiquement croisé soit par argumentations plus ou moins techniques et specialisés, soit par des appels plus ou moins tempéramentaux[6].

L'OPTIMISME TECHNIQUE ET L'OPTIMISME PUBLIC

Prenons maintenant pour analyse le problème technique des phases d'installation d'un centre d'informatique et le problème de constitution de l'Association Portugaise d'Information comme organisation des travailleurs du secteur.

Même sans avoir connaissance directe de l'œuvre de Gibson et Nolan c'est sur elle qu'on va disserter. Effectivement trois textes par nous analysés se mettent en position de divulguateurs des notions developpées par eux. Selon il s'agit de présenter une version de quatre phases pour faire ressortir les nouvelles capacités des produits de gestion d'information par ordinateur (les bases de données) (fig. 1), de cinq phases pour montrer les nouvelles necessités d'organisation exigées par la complexité du processus (audit information) (fig. 2) ou de six phases pour intégrer ses deux aspects dans la perspective générale du grandissement de l'industrie d'information dans l'intérieur des entreprises (sensibilisation aux nouvelles methodologies que l'industrie informatique fabrique auprès de ses grands clients) (fig. 3). Le

---

[5] Toffler, consultant de grandes entreprises transnationales americaines et japonaises (p. 130 e seg.), et Reineck travaillant près des sindicalistes (p. 241).

[6] Richeri et le «paradis informatique».

	INTRODUÇÃO	CRESCIMENTO	FORMALIZAÇÃO	MATURIDADE
DIRECÇÃO	NEGLIGENTE	VENDA DE SERVIÇOS	CONTROLO	PLANEAMENTO E CONTROLO
ESPECIALIZAÇÃO	MANUTENÇÃO	DESENVOLVIMENTO	SIST. INFORMAÇÃO	PDI
APLICAÇÕES	REDUZIR CUSTOS	APLICAÇÃO EM TODOS DOMÍNIOS	INTRODUÇÃO DE APLICAÇÕES E CONTROLE DE TRABALHO NAS APLICAÇÕES	BASES DE DADOS

COM BASE EM: R. P. Madeira «A Implementação da Informática e as quatro fases da suas evolução in *Anais do Clube Militar Naval,* vol. CX, Julho-Setembro de 1980.

Fig. 1

INTRODUÇÃO DA INFORMÁTICA NA EMPRESA

(FASES CARACTERÍSTICAS)

	FASE 1	FASE 2	FASE 3	FASE 4	FASE 5	
	INÍCIO DA INFORMÁTICA	PROLIFERAÇÃO DA INFORMÁTICA	ORGANIZAÇÃO E ESTRUTURAÇÃO DA INFORMÁTICA	PLANEAMENTO DA INFORMÁTICA	APERFEIÇOAMENTO DO PLANO (PDI)	
AUDIT.	NÃO SE FALA EM AUDITORIA	UTILIZADORES RECLAMAM CONTROLO PRAZOS	ESBOÇOS DE AUDITORIA NOS «OUTPUTS»	INSTITUI-SE A AUDITORIA INFORMÁTICA COM MÉTODOS CONTAB. / ADMIN.	CRIAM-SE MÉTODOS PRÓPRIOS DE AUDITORIA INFORMÁTICA	AUDIT.

1.º CICLO (5 ANOS)

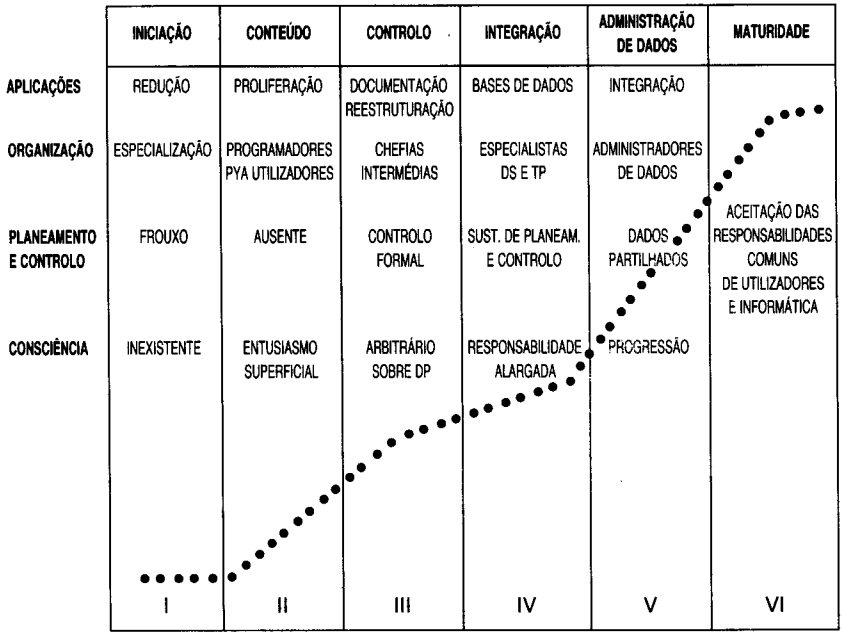
Fig. 2

modèle d'étapes se moule aux nécéssités de l'utilisateur. Basée dans l'expérience d'un ensemble de centres d'informatique etudiés par les auteurs originaux, ce modèle nous projette dans une trajectoire en même temps historique et fatidique car les leçons du passé ne peuvent servir que pour nous faire connaître notre destin.

Bien que la deuxième phase soit tenue comme une phase d'incontrolable grandissement qui obligera à prendre des mesures drastiques dans la troisième phase[7] il ne paraît pas en avoir une solution. La désorganisation du début est tenue comme une phase nécessaire – même (ou principalement) après une lecture de l'œuvre de nos auteurs – et contraste fortement avec la dernière phase que c'est systématiquement une fin heureuse et harmonieuse.

[7] La démission du responsable est demandé (cf. Madureira).

PROCESSO DE CRESCIMENTO



A. F. PRETO, JAN 84 IBM

Fig. 3

A juger par son utilisation, l'œuvre de Gibson et Nolan c'est presque seulement de la forme pure. Suggestive, flexible, adaptée a la forme de penser cartésienne de qui appelle information aux «bits», elle se moule aux nécéssités de l'explication technique des plus diverses difficultés (aussi bien de ressources de la machine comme de resssource humains). Les plusieurs spécialistes de l'organisation de centres d'information sont libres de faire son propre diagnostic de la situation qu'ils affrontent, d'accord avec ses positions. On les fournit comme qu'un langage commun, dans l'intérieur duquel ils peuvent défendre leurs points de vue, auprès des autres spécialistes et managers. Comme la gramaire il s'organise autour d'une demi-douzaine d'idées (phases, crise de grandissement, nécéssités d'articulation entre les machines et le personnel, d'intégration et réorganisation de la gestion de l'entreprise et principalement – il faut ne l'oublier pas – la construction d'une finale heureuse). Chaque type de spécialité pourra sans doute obtenir quelques sugestions plus circonstanciées avec la lecture de l'œuvre, et en particulier du chapitre dedié à son champ specifique d'action.

On ne peut pas laisser de noter la ressemblance entre ce qu'on a décrit et ce que R. Barthes a appelé de mythe, du point de vue de l'analyse des signes: «Le mythe c'est un second système semiologique» (p. 225). Ce qu'on désigne la signification n'est pas un simple signifiant: fonctionne aussi, dans un premier système, comme signe (relation compréhensive et imposante entre un signifiant et une signification). Est, comme ça, «un deuxième langage qui nous parle du premier»: un méta-langage; des formes indépendamment de son contenu. Il n'y a pas moins de dignité dans cela. «Il faut ne pas avoir peur des formes – il averti – dès qu'on ne les comprend pas comme absolues» (p. 250). Cependant ce n'est pas cette interprétation que, généralement, est donnée par le sens commun – et très probablement pas trop d'importance mériterait le mythe s'il n'était pas comme ça. Comme Habermas attire l'attention, dans ce qui concerne les problèmes de la crise se divulgue l'idée de que sa solution «est déjà en train d'être administrativement processée mais, sur un autre côté, c'est un mouvement pas encore convenablement controlé pour l'administration»[8]. C'est-à-dire: c'est un problème pour les spécialistes des techniques choisies pour opérer, dont le guidon a, lui même (comme on a déjà vu), la même logique mythique de l'explication publique et est imbu par le même respect sur l'hiérarchie sociale de la division technique du travail. Et voici l'organisation d'un «tourniquet», comme l'appelle Barthes: potentiellement riche en quantité d'explications possibles, le mythe est pauvre du point de vue de la qualité. C'est pour ça que le «concept», c'est-a-dire, le sens inscrit dans la forme, peut manipuler le signifiant de plusieurs manières, donnant au mythe son caractère d'ubiquité: au même temps qu'il se «dirige à moi» et à ma connaissance globale du réel («mou, confus d'associations illimitées», (p. 259), innocente, naturalise le sens choisi par l'émetteur: «le mythe est lu comme un système de faits quant il n'est qu'un système semiologique» (p. 270).

Quelq'un a dit un jour que la spécialisation était un processus dans lequel, au limite, on prétendait savoir tout à propos de rien. Il y a la possibilité de ce qu'on a fini d'exposer peut-être interprété sur cette lumière. Le spécialiste des spécialistes c'est celui qui arrive à construire, en abstrait, la forme où theoriquement, tout ce qui concerne les specialistes traités aura une place. Dans la langage de Barthes la signification mythique est enceinte d'une situation très englobante (p. 259). Cette forme, cependant, étant jouée en contextes socio-culturels concrets qu'à la division du travail ajoutent la soumission, la manque de pouvoir et/ou (spécialement dans la présente

[8] Habermas (1973), p. 93.

conjunture) le manque d'alternatives[9] transforme la suggestion que le passé a inspirée à l'analyste en destin «scientifique», indépendamment de ce qui peut arriver dans le présent. On voit, comme ça, émerger du monde technique le même message d'«optimisme» dans le futur que Toffler a construit pour notre «village global». Peut-être un démontage plus approfondi et détaillé pouvait nous montrer d'autres simili formelles, d'où était possible, plus sûrement, encadrer les deux approximations dans ce que Gouldner a désigné de «conscience technocratique»: «l'idéologie des managers, ingénieurs, techniciens, affaires, personnes déjà contentes avec son travail, sa position sociale et son commode niveau de vie» (p. 324).

L'OPTIMISME COMME INVESTISSEMENT DISCOURSIFE DE LA PROFESSION INFORMATIQUE

La satisfaction, ce n'est pas seulement une situation, un tempérament ou un état d'âme plus ou moins fugace. C'est aussi, et peut-être principalement, un important composant stratégique de la conduite sociale. On ne doit pas, pour ça, minimiser l'importance sociale du debat. «Tomber dans le bavardage du paradis télématique» c'est «omettre les raisons authentiques qui poussent le développement des NTC (nouvelles technologies de communucation)», «oublier que l'offre n'est pas né pour satisfaire des demandes mais des nécéssités économiques»[10]. Avec cet avertissement dans l'esprit on peut bientôt aborder un des composants de ces nécéssités: l'organisation des travailleurs. Prenant l'Association Portugaise d'Informatique (API) pour référence on dit que, pour des raisons politiques, dès sa fondation elle n'a jamais eu l'opportunité de débattre librement son orientation statutaire jusqu'au 25 avril 1974. Entre cette date et 1976 un débat interne a eu sa place autour de la question de savoir si cette organisation devait ou pas assumer des fonctions syndicales, et conséquemment, intégrer l'organisation syndicale verticale et nationale. L'année prochaine donnerait la victoire statutaire au deuxième courant d'opinion. En valorisant la perspective professionnelle et culturelle l'API s'est constituée en «lobby». Il ne sera pas nécessaire citer des articles écrits dans la revue de l'Association pour accepter que le ton des vaincus était particulièrement revendicatif et consequemment «pessimiste», et que celui des seconds était insinuant, positif et «optimiste», Ça n'est plus qu'une conséquence directe du type de statut defendu. Et tout ça a des consequences importantes desquelles on detache deux: au niveau de l'espace de promotion mercantile de l'in-

[9] Voir Habermas (1973), p. 102 a 111.

[10] Richeri, p. 5; K. Mark (Cap. XIII).

dustrie d'informatique; dans le processus de promotion culturelle du statut professionnel, en utilisant l'exemple de l'investissement dans les cours universitaires.

Pour quelqu'un qui prend dans ses mains un exemplaire de la «Revue de l'Informatique» de l'API il est très facile de s'apercevoir de l'importance de la publicité informatique dans ses revenus. En effet, la revue est totalement payée par ces revenus. On veut dire que les relations entre l'industrie et l'Association sont de façon à permettre cette collaboration intéressée. Par exemple: une des rubriques non publicitaires qui systematiquement apparaissent c'est celle de présentation de produits nouveaux. Il n'effleure pas à la tête du directeur de la revue de se payer de taux de publicté parce que c'est de l'intérêt des associés de se maintenir au pair des dernières innovations technologiques. Divulgation et information technique selectionnée lient, donc, les intêrets des communications au tour de la revue. Cette même circonstance permet que l'industrie avance dans d'autres zones de son «marketing» avec un à-l'aise qui serait difficilement permis si le type de sensibilité syndicale dans la direction de l'API était prépondérant. On se rapportera, comme exemple, au texte de propagande «Quelle réponse donnez-vous quand on vous pose la question – Comment est programmé un ordinateur?»[11]. Il s'agit d'un texte très intéressant duquel on détachera seulement les caractéristiques pertinentes à notre discussion: en première place la construction d'un ane de moulin pour toutes les disfonctionnalités des techniques informatiques: «l'homme qui a programmé l'ordinateur» (cf. p. 4) (voir fig. 4). Il nous présente aussi la solution pour cette maladie: «l'homme et la machine auront un dialogue direct». Il nous prouve sa viabilité et efficacité: «L'IBM a developpée plus de cent programmes d'applications» (cf. p. 5) (voir fig. 5). Naturellement que cet image n'est pas la plus favorable aux techniciens de l'information et particulièrement pour ceux qui ne sont pas légitimes d'une autre forme que celle de sa pratique de travail, pour ne pas référer la politique de remplacement de main d'œuvre pour des «produits prêt-à-porter» que l'industrie poursuit et qu'ici s'eclaircie symboliquement par le remplacement du technicien insolent de la fig. 4 par la pluie de disquettes de la fig. 5. Ça veut dire que la place symbolique laissée vide par la défaite de la ligne syndicale n'a pas été occupée par un autre discours idéologique, par un autre sens historiquement défini (Barthes, p. 252 et suiv.). Par contre: l'API est seulement une forme (un espace) auquel chacun peut donner le contenu qu'il voudra, dès que son origine formelle ne soit pas mise en cause. L'API c'est une forme

[11] Neigenfind e Tresckons sont les auteurs édités par IBM.



Fig. 4

sociale comme un mythe, enceinte de multiples sens potentiels qui pour se réaliser utilisent le sens du vide. Et ça, d'ailleurs, paraît ne pas être un phénomène particulier à l'époque où K. Barel écrit son livre «La société du vide» et fait appel pour que l'analyse sociologique dedie plus d'attention au mésosocial, généralement méprise entre le macro et le microsocial[12]. En conclusion: le choix statutaire de

[12] Voir Lyotard, en particulier les concepts de «paralogie» et «performativité».

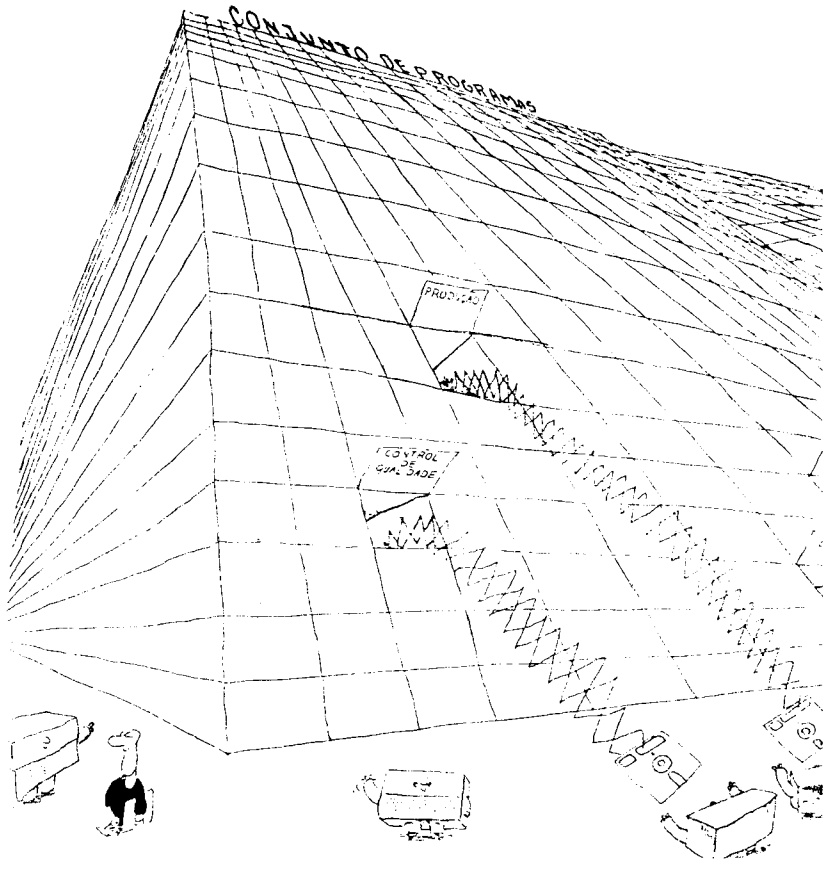


Fig. 5

l'Association professionnelle définie une stratégie discursive que s'investissant dans l'espace limite de son intervention rend possible au «marketing» industriel un bon champ de manœuvre.

Cependant la construction de méta-langage peut essayer d'empêcher que l'encadrement abstrait du sens soit arbitraire et pas controlable. Dans ce champ les institutions scientifiques cherchent à avoir un mot à dire. Et au Portugal, depuis 1973 jusqu'à aujord'hui, ont été crées et fonctionnent six graduations en informatique. C'est une autre matière où les deux perspectives en débat au milieu de la décade passée à l'intérieur de l'API ne pouvaient pas arriver à un consensus. Un syndicat n'a pas comme souci l'installation des cours universitaires. Cependant rien ne paraît plus naturel que les corps enseignants universitaires utilisent des associations professionnelles qui ouvrent des canals de communication entre les travaux pédagogi-

ques et scientifiques en cours, avec d'autres réalités internationnales, avec les industries et le pouvoir politique. Un ancien dirigeant a caracterisé la situation de façon suivante: «dans une première phase c'étaient les directeurs des centres d'information qui donnaient le dynamisme à l'API, et maintenant ce sont les professeurs universitaires» (je cite par coœur). Sauvegardant l'exagération il n'y a pas de doute que ces derniers ont commencé à écrire des articles sur son travail académique pour la revue professionnelle et ils ont pris des places importantes dans la structure directive de l'Association. Ils ont discuté les curricula universitaires, ils ont organisé des congrès à la manière academique (des thèmes et communications avec débat), ils ont defendu ses multiples idées pour l'évolution de l'informatique au Portugal (Plan National d'Information, Industries de «hardware» et/ou de «software», liaison Université/Industrie, etc.). En tout cas l'orientation générale a toujours été dépendante d'une majorité d'éléments non-universitaires qui, pour des raisons professionnelles, ne sont pas disponibles et motivés pour le type d'activités publiques décrites d'une façon si detachée, mais ne laissent pas de participer. Dans la même période un autre type de problèmes importants ont aussi été traités, mais de façon différente. Quatre rencontres nationales d'informatique[13] ont été realisées dehors Lisbonne, et pour ça avec moins d'apparat public, et ils ont abordé pour deux fois le problème de la formation professionnelle (et ont preparé un cinquième sur le même thème).

Cependant, au contraire du composant plus universitaire de la formation, les progrès dans ce champ sont très peu et même apparemment nuls. Peut-être aux intéréssés il ne reste pas du temps, de motivation, et même de possibilités réelles pour faire concurrence avec les jeunes, formés à l'école. Comme dirait D. Yankelovitch, «la nouvelle éthique sociale» autant que «configuration culturelle stylisée» juxtaposée à des «traits de personnalité (n'a pas) aucune référence que sa propre oppositon»[14] Et dans ce cas l'opposition ce sont les «vieux» et les «jeunes» informaticiens. Les premiers, professionnels ambitieux, formés dans des entreprises qui fournissent équipement et pratique, voient leur carrières reculer parce que n'ont pas frequenté les bancs universitaires. Ils ne reconnaîssent pas de bon grè la superiorité de la formation scolaire. Ils prefèrent attendre dans les organisations où ils travaillent l'opportunité de se défendre, en utilisant pour ça la connaîssance sur l'organisation que pendant si longtemps ont huilé et qu'ils jugent pouvoir raidir laissant son zèle être

[13] Les ENI's se realisent tous les deux ans, en alternance avec les Congressos Portugueses de Informática, ceux-ci toujours à Lisbonne.

[14] Cf. Lasch, p. 139.

negligeant. Indépendamment de cette stratégie avoir plus ou moins de succès individuel, cette situation a de graves conséquences productives et aussi au niveau de l'associativisme, or ébauche des pressions discrètes mais fortes (plus propres de l'activité syndicale (dans la défense des «vieux» postes de travail).

CONCLUSION

Le techno-optimisme (versus pessimisme) c'est une stratégie discursive qui cherche à placer le mythe technologique dans une position discriminante (entre les techno-professionnels – pour user le langage de D. Bell – et les autres travailleurs) juste comme les ideologies le faisaient il n'y a pas très longtemps (au Portugal au moins) tout en se rapportant à une autre division socio-politique. Une partie de la capacité de promotion de ce discours auprès de certaines couches sociales réside, exactement, dans le confort de ce revivalisme formel qui ne remet pas en cause le quotidien de la privacité consommiste[15] mais le projette sur le statut de classe supérieure. De ce point de vue l'optimisme et le pessimisme sont deux faces de la même pièce de monnaie. Syndicalistes et professionnels travaillent pour la promotion des travailleurs qui représentent avec des stratégies différentes. En choisissant une stratégie sydicale les travailleurs réclament le «juste» fruit de leur travail et, en parallèle, le droit à l'emploi de façon à se rendre plus forts dans les négociations, ou leur droit à défendre ses intêrets économiques est reconnu sauf s'ils sont contaminés par des considérations politiques[16]. Tout en se manifestant professionnels, ils cherchent à valoriser leurs qualifications spécifiques et à defendre la reconnaissance publique de leur compétence[17]. Dans le premier cas on trouve plus utile un type de discours plus pessimiste, avec la raison qui assiste à qui n'est pas donné la perspective de valorisation culturelle et formation, mais juste le droit au salaire en échange du développement du travail jugé socialement utile. Pour les autres, l'optimisme rend plus puisque valorise pour soi même la qualification déjà détenue.

Cependant les techniciens ne cessent pas de chercher à défendre ses intêrets économiques, tout en utilisant les moins a sa disposition (notamment intégrés dans des organisations syndicales), et de faire face aux problèmes sociaux plus graves (par exemple: les «vieux» informatiques référés ci-dessus), de la même façon que les syndicats se trouvent obligés d'intervenir chaque fois plus fort dans la définition de politiques technologiques et de la formation et définition

[15] Voir Lasch, p. 132 e 137.
[16] Cf. S. Hill, p. 257/8.
[17] Voir Bourdieu p. 68 et s.

des structures de compétences qui devront gérer l'apareil (post) industriel. Chaque fois plus il est moins legitime de séparer les problèmes économiques des problèmes de contrôle, et restreindre le champ de conflit social à la dimension économique (celle-la est la these principale du livre qu'on est en train de citer de S. Hill, cf. p. 259). Pourtant ça ne nous autorise pas à faire du technologique le centre substitut de l'économique, parce que s'il est certain que ce premier aspect vient de croître d'importance, et c'est celle-la la cause de la promotion des idéologies technocrates et de ses porteurs à l'intérieur des entreprises[18] il n'est pas moins certain qu'il ne se traduit pas qu'à la promotion de techniciens à managers de profil technocrate. Voici la raison pour laquelle les promesses faites par les techniciens plus ou moins idéalistes ou visionnaires ne correspond pas aux réalisations des managers technocrates, selon les plaintes de Gouldner et Reineck ci-dessus. La phrase de Lasch s'applique dans de cas (p. 134): «la liberté de choix equivaut dans la pratique à l'abstention de choisir» du technicien. Mais il n'est pas naturellement une fatalité. Au contraire, la «théorie de la nouvelle classe travailleuse suggère que les techniciens sont la majeure force d'opposition à ceux qui controlent l'industrie en France et en Italie» (cf. S. Hill, p. 116).

L'analyse de ces problèmes trouve une importance encore plus grande si l'on rappelle l'idée de M. Harrington de révolution accidentale: pendant le siècle dans lequel deux idéologies se sont defrontées autour de l'idée de la révolution, celle-ci était en train de se produire mais de façon totalement inattendue et non explicable du point de vue idéologique. C'était la révolution des sociétés anonymes orientées par des managers et les bases de l'État-Providence.

28/4/87

[18] Voir Madureira.

BIBLIOGRAPHIE

Barel, Y. (1984), LA SOCIÉTÉ DU VIDE, Seuil.

Barthes, R., (1976), MITOLOGIAS, Ed. 70, 1976.

Bell, D. (1973), O ADVENTO DA SOCIEDADE PÓS-INDUSTRIAL, Culturix.

Bourdieux (1979), LA DISTINTION, ed. de Minuit.

Ellul, J., (1964), THE TECHNOLOGICAL SOCIETY, Vintage.

Gonçalves, L., (1983) LES DISCOURS SUR LES BANQUES DE DONNÉES, Univ. Paris IX/Dauphine.

Gouldner, A., (1976), LA DIALÉCTICA DA IDEOLOGIA Y TECNOLOGIA, Alianza Editorial.

Habermas, J. (1973), LEGITIMATION CRISIS, Heinemman Books, 1976.

———— (1985), «Nova opacidade; crise do Estado-Providência e o esgotamento das energias utópicas», in COMUNICAÇÃO E LINGUAGENS N. 2, Dez. 85.

Harrington, M. (1965), A REVOLUÇÃO TECNOLÓGICA E A DECADÊNCIA CONTEMPORÂNEA? Civ. Brasileira.

Hill, S. (1981), COMPETITION AND CONTROL AT WORK, Heineman Books.

Lasch, C. (1985), «Consumo, narcisismo e cultura de massas» in COMUNICAÇÕES E LINGUAGENS N. 2, Dez. 85.

Lyotard, (1985) A CONDIÇÃO PÓS-MODERNA, Gradiva.

Madureira, R. P. (1980), «A implementação da Informática e as quatro fases da sua evolução», in ANAIS DO CLUBE MILITAR NAVAL, vol. CX jul-set 1980.

Marx, K. (1867), O CAPITAL, Delfos ed.

Neigenfind e Tresckons, QUE RESPOSTA DÁ QUANDO LHE PERGUNTAM COMO É PROGRAMADO O COMPUTADOR?, edições IBM.

Reineck, (1982), ELECTRONIC ILLUSIONS – A SKEPTIC'S VIEW OF OUR HIGH-TECH FUTURE? Penguin.

Richeri, (1984), EL UNIVERSO TELEMÁTICO, Mitra, Barcelona.

Toffler, A. (1980), A TERCEIRA VAGA, Livros do Brasil.

PEQUENAS EMPRESAS E INOVAÇÃO TECNOLÓGICA:

DA EXPERIÊNCIA ARTESANAL À CONSCIÊNCIA EMPRESARIAL

Manuel da Silva e Costa
Universidade do Minho

O desenvolvimento industrial passado e recente até à década de 70 articulou-se à volta da grande estrutura empresarial. A grande empresa de produção e de distribuição era não só para economistas e sociólogos mas também para os detentores de poder o paradigma e o modelo da organização do trabalho. As PME em geral e as pequenas empresas em particular, não passavam de estruturas produtivas de segundo plano. Actualmente ainda a pequena empresa, quer a nível do discurso, quer a nível das políticas económicas e financeiras e mesmo a nível das instituições associativas é submergida no mundo indiferenciado das PME. E, no entanto, não é novidade para ninguém que a forma generalizada da produção industrial em Portugal, e na maior parte dos países da CEE, se organiza à volta da Pequena Empresa. Mais ainda: se no passado a grande empresa dos sectores tradicionais era a única financeira e tecnologicamente capaz de rentabilizar a introdução das novas técnicas e de experimentar novas forma de organização do trabalho e de lançar no mercado grandes quantitativos de novos produtos, a crise económica e social provocada pelo choque petrolífero dos anos 70 veio pôr em destaque o carácter flexível e funcional da pequena e da média empresa, frente às novas tecnologias aos novos métodos de trabalho e ao carácter temperamental dos diversos segmentos de mercado. A PE ainda há pouco relegada para funções secundárias no conjunto da produção e do desenvolvimento tecnológico tendo como papel pre-

ponderante a funcção social de fazer a articulação entre o artesanal e o industrial, o rural e o urbano, vê-se, a partir da crise da grande empresa tayloriana, progressivamente investida em novas funções ao mesmo tempo económicas, sociais e tecnológicas. Poderíamos sintetizar dizendo que a PE começa a desempenhar uma função de desenvolvimento social integral, onde o humano, o económico e o tecnológico encontrarão o ponto de convergência menos conflituoso ou contraditório. Estas novas funções atribuídas à pequena empresa no processo de desenvolvimento social estão directamente ligadas a uma transformação da estrutura de personalidade do dirigente produtivo. A tradicional consciência do pequeno patrão artesanal, responsável e proprietário de uma produção familiar, vai sendo progressivamente substituída por uma consciência de empresário. Segundo a tradição weberiana, diríamos que a racionalidade como forma específica da actividade económica da sociedade capitalista se estende a todos os sectores da produção e informa cada vez mais não só os processos de trabalho mas também a consciência de um número crescente de agentes.

Para demonstrar o nosso objectivo analisaremos os seguintes aspectos:

1 – As pequenas empresas como forma generalizada na estrutura produtiva global.

2 – As pequenas empresas e a incorporação de novas tecnologias no processo de trabalho.

3 – A nova consciência do pequeno empresário.

1 – Situação estrutural das pequenas empresas na estrutura produtiva nacional

Nós pensamos que o conceito empresa deverá ser definido a partir de uma forma específica de organização do processo produtivo, nas suas diversas fases e dimensões e não, apenas, como referência à grande e à média empresa. Todavia vemo-nos constrangidos, até certo ponto, a utilizar o conceito corrente na documentação oficial: o aspecto da sua dimensão em mão-de-obra. Assim incluiremos na denominação PE as estruturas até 100 trabalhadores. As médias empresas de 100 a 500 e as grandes empresas todas aquelas que têm mais de 500 trabalhadores ao serviço.

Em Portugal, como ainda hoje na maior parte dos países da CEE[1], a pequena empresa representa a forma generalizada de produção, e da circulação dos bens. O quadro n.° 1 dá-nos conta desse

[1] Na Bélgica a percentagem era de 98% em 1980. Em França, em 1979 era de 99%. Cfr. *Les PME en l'Europe et leur contribution à l'emploi.*

fenómeno não só a nível das actividades produtivas e comerciais mas também a nível do sector industrial:

Quadro N.º 1 – DIMENSÃO DAS EMPRESAS EM 1984

	Pequenas (PE)					Médias (ME)			Grandes (GE)		
	0-5	6-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-399	400-499	500-999	1000 e +	T
Todas as Actividades	52.857	15.387	12.988	8.376	2.777	1.415	529	168	220	138	44.895
	55,7	16,2	13,7	8,8	2,9	1,5	0,7	0,1	0,2	0,1	100,0
Sector Industrial	13.527	5.464	5.933	4.834	1.865	983	468	88	178	86	33.426
	40,5	16,5	17,8	14,4	5,6	2,9	1,4	0,3	0,5	0,3	100,0

Fonte: Quadros de Pessoal do Ministério do Trabalho

Como poderemos observar as PE ocupam num e noutro sector uma posição largamente maioritária, respectivamente, de 97,3% e de 94,3%. Por outro lado as ditas GE não ocupam 0,3% e 0,8% respectivamente. As empresas do sector industrial com menos de 10 trabalhadores – empresas de dimensão familiar – atingem, em 1984, 56,8% do total das empresas industriais. No conjunto do tecido empresarial essa percentagem anda à volta dos 71,9%. Na indústria as PME representam 99,2% da realidade empresarial portuguesa[2].

No que diz respeito à soma global de mão-de-obra ao serviço nas PE estas abarcam cerca de 42,1% contra 29,3% nas ME e 28,6% nas GE. O chamado grupo das PME atinge os 71,4% de participação no emprego industrial. Talvez mais importante que vera taxa de participação das PE na distribuição do emprego será ver, o que me parece ser um indicador de dinamismo e de melhor adaptação à *crise estrutural dosistema produtivo,* o grau de participação das PE na criação de novos posto de trabalho.

A simples análise do quadro n.º 2 permite-nos verificar que as empresas de 0-4 trabalhadores, empresas quase sermpre familiares e artesanais tiveram um comportamento positivo na criação de em-

[2] Países como a França, 98% Irlanda e Itália com cerca de 98% apresentam sensivelmente resultados idênticos aos verificados em Portugal. Sobre este assunto consultar a obra *Les Petites et Moyennes Entreprises et l'artisant dans le CEE,* Direcção de Assuntos Industriais e Tecnológicos da Comissão da CEE, Bruxelas, 1980.
Num país como Portugal é interessante a análise da implantação regional das pequenas empresas. Sobre este assunto consultar a conferência de João Lopes Porto, *Desenvolvimento regional e PME,* conferência dactilografada, feita no 2.º salão de criação de PME, Porto, 1987.

prego. Mais ainda: esse comportamento é tanto maior quanto menor é a dimensão da empresa. Ao contrário as empresas tiveram uma participação tanto menor quanto maior é a sua dimensão. Este facto induz-nos a concluir que as empresas de pequena dimensão são capazes de uma organização mais maleável, de tirar maior partido do seu menor peso burocrático e da sua menor rigidez normativa. São, além disso, mais capazes de reorganizar a sua produção e de resposta a tempo e adequadamente aos estímulos diferenciados do mercado.

Quadro N.º 2 – TAXA DE CRIAÇÃO DE EMPREGO NA INDÚSTRIA TRANSFORMADORA EM 1981 E 1984:

	0-4	5	6-9	10-11	20-49	50-99	100-199	200-399	400-500	500-999	1.000 +	T
A – Empresas em 1981 e 1984 ...	21	13	13	8	3	1	– 1	– 2	– 4	– 9	– 11	– 1
B – Empresas criadas	33	27	24	17	9	5	3	2	0	1	0	5
Criação de Emprego (A + B) .	54	40	37	25	12	6	2	0	– 4	– 8	– 11	3
C – Empresas desaparecidas .	– 43	– 34	– 29	– 26	– 21	– 14	– 11	– 8	– 15	– 6	– 1	– 12
Criação líquida	+ 11	+ 6	+ 8	– 1	– 9	– 8	– 9	– 8	– 19	– 14	– 12	– 9

Fonte: Quadros de Pessoal do Ministério do Trabalho

Em resumo: maleabilidade organizativa e produção funcional conforme as aspirações dos segmentos comerciais.

Se considerarmos a participação das PE e das ME na criação do Valor Acrescentado Bruto (VAB) veremos que aqui as PE não têm um papel hegemónico. Em 1983 a comparticipação das PE cifrava-se à volta dos 26,5%, sendo a das ME de 40,2%. O chamado grupo das PME entrava com 66,7% em 1983. Este montante ultrapassava ligeiramente o que se verificou em Espanha, 60%, e largamente o da Itália, 49,2%.

O quadro n.º 3 mostra-nos claramente aquilo a que poderíamos denominar de fragilidade estrutural das PE: a sua débil produtividade consequência do seu índice em tecnologia moderna e em recursos humanos qualificados.

Quadro N.º 3 – DIMENSÃO DA EMPRESA E PRODUTIVIDADE NO SECTOR INDUSTRIAL EM 1983

Dimensão	Remuneração / Pessoal 1.000.000	VAB / Pessoal 1.000.000
1-5	127,5	338,6
6-9	239,0	403,0
10-19	272,3	458,2
20-49	306,7	543,3
50-99	342,5	640,7
100-199	381,7	698,8
200-399	393,3	717,8
400-499	343,8	752,9
500-999	472,1	923,2
1000 e +	558,3	668,7
Média	396,4	687,0

Fonte: Instituto Nacional de Estatística. Estatísticas Industriais

2. – As pequenas empresas e a incorporação de novas tecnologias no processo de trabalho

Hoje modernizar o processo produtivo do país não pode ser à base dos instrumentos que estiveram na origem do desenvolvimento económico do após-guerra verificado nos países industrializados. As novas tecnologias como as tecnologias da informação, as novas biotecnologias e os novos materiais possibilitam não só uma transformação qualitativa do processo de trabalho, das funções que nele desempenham os vários agentes relegando assim para o passado a velha dicotomia tayloriana concepção/execução, mas também eles possibilitam uma modernização generalizada e rentável a todos os sectores e a todas as empresas independentemente da sua dimensão.

Como dizem Eduardo Ferro Rodrigues e Lino Gomes Fernandes: «o carácter revolucionário das novas tecnologias reside precisamente na universalidade das aplicações e na redução acelerada dos seus custos, relativamente aos custos das tecnologias actualmente utilizadas. Daí o poder afirmar-se que já não há sectores tradicionais, mas modos tradicionais de produzir»[3].

[3] Instituto de Apoio às Pequenas e Médias Empresas (IAPMEI). *As PME e o desafio da modernização,* Lisboa, 1986, p. 52.

A actual divulgação do micro-computador, do gravador vídeo, dos processadores de textos, as redes de dados etc. instrumentos que estão a alternar os processos de gestão, de produção e de comercialzação é disso um indicador significativo. Qual a PE que tendo ultrapassado a dimensão artesanal não se pode dotar de tais equipamentos? A generalização destes equipamentos é um facto social novo que incorporado nos processos produtivos e gestionários das empresas as converterão em organizações de produção qualitativamente diferentes: trata-se assim da progressiva instauração de um novo modo de produção onde a base técnica está em vias de lançamento. Tal facto vai sem dúvida reorganizar as relações de trabalho no quadro da empresa e na sociedade.

Do ponto de vista económico está em causa a competitividade da empresa. Do ponto de vista sociológico trata-se de uma nova forma de articulação do homem com a natureza, com a ciência e com a máquina como instrumento de trabalho. Este novo processo de gerir as tarefas produtivas constituirá a base de um novo modo de vida em sociedade com os seus valores e as suas crises próprias.

A incorporação das novas tecnologias provocará as seguintes transformações o processo de trabalho das PE: a) aumento de produtividade sem perda da flexibilidade; b) melhor gestão das naturais contradções de interesses e dos conflitos laborais; c) maior adaptação da produção às aspirações diferenciada do mercado.

a) *Aumento de produtividade sem perda de flexibilidade*

Verificamos no quadro n.° 3 que as PE estavam abaixo da média nacional na relação VAB/Pessoal. Quanto maior era a dimensão, excepto para as empresa com 1.000 trabalhadores e mais, mais elevada era a produtividade.

Na história da industrialização verificamos a seguinte correlação: os aumentos de produtividade estão associados à especialização da base técnica, que num processos de automação, acabam por substituir, ou pelo menos por modificar, a relação homem/máquina. Por outro lado, este aumento de produtividade só foi possível com a incorporação dos equipamentos no processo de produção de grandes séries de bens, isto é, em empresas de grandes dimensões. Só assim era possível tornar tais investimentos rentáveis. As PE situaram-se assim durante largo tempo numa posição entre o manual e a automação, entre o artesanal e o industrial. O estilo de produção, a gestão do processo era facilmente adaptado e flexível, mas pouco rentável. Na maior parte dos casos sobrevivendo graças a uma grande percentagem de trabalho familiar sub-remunerado. O processo industrial organizava-se segundo a oposição rentabilidade/flexibilidade.

A grande redução dos custos das novas tecnologias e a enorme diversificação das suas aplicações veio possibilitar a sua aquisição por parte das PE[4]. Esta, sem perder a sua anterior flexibilidade, sem prejuízo de grandes tempos mortos na mudança de lote ou de séries, vê assim a sua produtividade acrescida. Por exemplo, no sector das confecções é vulgar já a utilização de aparelhos de comando electrónico no corte dos tecidos, nas prensas de termocolagem, na passagem de vestuário, na dobragem e embalagem, sem falar nas máquinas de costura semi-automáticas[5].

Tecnologias como o CAD (concepção assistida por computador) serão sem dúvida utilizadas não só nos grandes sectores da aeronáutica e da construção automóvel, mas também no fabrico de vestuário, de calçado, de mobiliário, de cerâmica, etc. Por exemplo, as empresas produtoras de cerâmica vermelha utilizam na deslocação dos materiais 13% delas processos automáticos, 48% semi-automáticos e 39% processos ainda manuais. Todavia este processo de automação gerou um aumento de produtividade na ordem dos 10% entre 1982 e 1986[6]. Este processo de incorporação de novas tecnologias ao nível da PE não pode esconder a crise de investimento que atingiu todo o sector industrial entre 1982 e 1984, com particular realce para as PE. O quadro abaixo dá-nos conta do fenómeno.

Quadro N.º 4 – PERCENTAGEM DE FORMAÇÃO BRUTA DE CAPITAL FIXO / MÁQUINAS E DIMENSÃO DAS EMPRESAS

	1982	1984	Variação
1-5	7,7	0,4	– 7,3
6-99	15,8	16,3	0,5
100-500	34,5	47,8	13,3
501 e +	42,0	35,5	– 6,5

Fonte: Instituto Nacinal de Estatística. Estatísticas Industriais

Em resumo, pensamos que o carácter específico das novas tecnologias – o que as distingue das anteriores – reside pois «na universalidade das suas aplicações», na sua reduzida dimensão e no seu

[4] IAPMEI, *op. cit.,* pp. 52-53.

[5] A introdução dos «Lasers» e das ferramentas de comando numérico como o CAD/CAM alterarão substancialmente a organização do trabalho em sectores como o vestuário, curtumes, calçado, embalagens, produção de moldes, etc. Cfr. IAPMEI e CEDINTEC, *Novas Tecnologias,* Lisboa, p, 13-17.

[6] Dados recolhidos em *Jornal Notícias* de 23/4/87.

preço cada vez mais acessível ao orçamento da larga maioria das empresas pequenas[7].

b) *Melhor gestão dos interesses e dos conflitos laborais*

É já conhecido a nível nacional o facto de que as PE gerem melhor os seus conflitos de trabalho[8]. A sua dimensão à medida muitas vezes da família, o tipo de relações de trabalho de carácter personalizado e afectivo impedem a crispação dos conflitos. Objectarão alguns que os trabalhadores deste tipo de empresas têm menos poder reivindicativo. Pensamos todavia que as reivindicações não satisfeitas geram uma maior mobilidade da mão-de-obra[9].

A introdução das novas tecnologias vai acentuar mais o fenómeno que já era uma característica das PE: todos os agentes são chamados a exercer funções de planificação e de execução. O patrão será mais um dinamizador que um proprietário. Aliás a grande maioria dos pequenos empresários exercem tarefas de execução como os operários.

Na maioria dos casos, os pequenos patrões-criadores de empresa eram anteriormente operários, empregados, emigrantes ou agricultores[10].

A incorporação das novas tecnologias a nível da PE desenvolve sem dúvida o processo de racionalização específico da produção capitalista[11]. Todavia este processo é qualitativamente outro que a racionalidade da grande empresa tradicional, e isto devido à natureza diferente dos respectivos processos de trabalho[12].

---

[7] IAPMEI, *op. cit.*, p. 53.

[8] Por exemplo no 1.º trimestre de 1982 verificamos a seguinte distribuição de conflitos: 18,9% nas PE, 24% nas ME e 56,4% nas GE. A nível de greves 2,9% nas PE, 18,8% nas ME e 78,3% nas GE. Cfr. Ministério do Trabalho e Segurança Social, Conflitos Colectivos de Trabalho.

[9] Cfr. Ministério do Trabalho e Segurança Social, Estatísticas do Trabalho, Outubro, 1984.

[10] Segundo um inquérito que efectuamos a 93 PE do distrito de Braga 78,5% dos pequenos patrões eram anteriormente operários ou emigrantes contra 21,5% que eram já independentes ou herdaram a sua empresa. A quase totalidade confessou exercer simultaneamente tarefas de organização e de execução, sendo 69% da mão-de-obra exclusivamente familiar.

[11] Habermas Jurgen, *La technique et la science comme idéologie,* Paris, Gallimard, 1973, pp. 3-74.

[12] Jean Jacques Chanaron et Jacques Perrin, *Science, tchnologie et modes d'organization du travail,* in Sociologie du Travail n.º 1-86 p. 23-40.

c) *Maior adaptação da produção às aspirações segmentárias do mercado*

É um facto que a crise da grande empresa é uma crise de mercado. A grande produção em série ao mesmo tempo que gerou novas necessidades, novos valores, modelizou e standardizou os hábitos, as normas e comportamentos. A crise de mercado veio de novo alterar a relação de forças entre a oferta e a procura. A clientela diferenciada com os seus gostos, aspirações e estatutos é de novo o orientador da produção cujo modelo artesanal é o fabrico de vestuário à medida.

A informática permite a actualização rápida de ficheiros e a individualização dos clientes em grupos socialmente homogéneos. Ao lado de uma produção mais personalizada como garantia de competitividade aparece a geração dos técnicos de concepção que à base de análises do mercado, melhor adaptam o produto às aspirações dos diversos segmentos. A produção tornou-se flexível, adaptada, realiza-se em séries curtas sem os custos da perda dos tempos mortos e sem perda da rentabilidade. A GE só terá vantagens em se redimensionar à medida da PE. Ouve-se frequentemente empresários de confecções de médias e de grandes empresas falarem nas maiores vantagens da PE, tanto a nível de gestão de recursos técnicos como humanos, como sobretudo, na sua maior versatilidade frente às modificações contínuas dos padrões, dos modelos e da moda em geral.

3. Pequenas empresas e consciência empresarial

O nosso objectivo é tentar perceber, se os há, os sinais de transformação na tradicional imagem do pequeno patrão, estruturada à base da ideia do artesão-chefe de família.

Não basta a possibilidade de incorporação das novas tecnologias na empresa se o contingente não adoptar uma atitude empreendedora, aberta aos novos processos, a novas formas de gestão e de cooperação com outras empresas, aberta aos desafios do mercado.

Claro que as novas tecnologias com uma gama enorme de mútiplas aplicações criaram as condições objectivas, possibilitando a formação de uma nova geração de pequenos empresários-empreendedores. Essa nova geração, quanto a nós, está a dar os 1.os passos. Vejamos alguns indicadores.

a) Verifica-se uma tendência para o rejuvenescimento do grupo de pequenos patrões. Nas pequenas empresas criadas entre 1981 e 1984, 41,9% dos empresários situavam-se abaixo dos 34 anos, 45,4% entre 35 e 49 anos e só 12,7% tinham 50

anos ou mais. Ao nível da Indústria Transformadora só 16,5% dos empresários em 1984 tinham menos de 34 anos[13].

Segundo um inquérito recente junto de pequenos e médios empresários que fundaram a sua empresa entre 1978 e 1983, 16,9% tinham menos de 30 anos, 29,6% entre os 30-34 anos, só 7% tinha mais de 50 anos[14]. Esta tendência ao rejuvenescimento é significativa a vários títulos: maior índice de formação cultural e técnica, maior capacidade de mobilidade social e profissional e espírito de abertura à inovação técnica e organizativa.

b) Maior índice do nível cultural e técnico: é um facto que num país como Portugal ainda haja muitos pequenos empresários que mal sabem ler e assinar a documentação. Num inquérito que fizemos, com a colaboração dos alunos de Sociologia, junto dos pequenos empresários de Braga, a larga maioria não tinha mais que o nível primário, por vezes incompleto. A nível nacional, em 1984, 71,3% dos patrões de 50-54 anso tinham apenas o ensino primário e 46,7% com 25-29 anos não ultrapasavam também aquele escalão de ensino[15]. Todavia, temos indicadores de que algo está a mudar. Segundo o inquérito do IAPMEI, 31% dos pequenos e médios empresários tinham um curso universitário, 23,9% um curso secundário, 19,8% um curso técnico e só 15,5 a instrução primária.

O maior índice de formação e de elevação cultural modificará, sem dúvida, a estrutura das motivações e a consciência social dos pequenos empresários.

c) Estrutura de motivações do pequeno-patrão: Segundo o nosso inquérito em Braga, cerca de 70% das PE consultadas constituíam o suporte económico da família e 69% da mão-de-obra é exclusivamente familiar. O espírito do lucro e do crescimento está ausente da mente daqueles pequenos patrões para quem a empresa representava uma espécie de autonomia profissional. Todavia, encontramos alguns de grande dinamismo e altamente motivados na modernização das suas empresas. Por exemplo no que diz respeito à integração na CEE, 25,8% declaram-se completamente favoráveis classificando a concorrência como um incentivo ao desenvolvimento. Por exemplo, num grupo

---

[13] IAPMEI, *op. cit.*, p. 64-66.

[14] IAPMEI, Dossier: *Criação de empresas, Perfil do empresário,* Encontro Nacional das PME, Porto, 1987, p. 26. Num inquérito organizado pelo Governo Civil de Setúbal a 2 300 jovens desempregados, 70% manifestaram o desejo de virem a ser empresários. De entre os que responderam, 60% tem o ensino secundário. Cfr. Jornal Notícias de 27/4/87.

[15] IAPMEI, *as PME e o desafio da modernização, op. cit.*, p. 65.

de 20 empresas do sector das confecções a melhor estratégia para vencer a concorrência foi considerada do seguinte modo: é a qualidade (6 empresas), o aumento de capital técnico e financeiro (3 empresas), seguindo-se depois a diversidade do produto (2 empresas), a diversidade do mercado (2 empresas) etc.

Como tipos de concorrência desleal são considerados os baixos preços, 27,3%, a fuga aos impostos, 27,3% a fuga aos descontos para a Previdência Social, 27,3%, os salários baixos, 13,6% e o recurso ao trabalho infantil, 4,5%[16].

Segundo o citado inquérito do IAPMEI, a motivação principal na criação da empresa foi «a vontade de provar a sua capacidade», 27,5%. Só 10,1% indicaram o que poderia ser a característica da personalidade do pequeno patrão tradicional, «a vontade de independência». As qualidades consideradas como mais importantes num gestor foram: capacidade de tomar decisões 23%, capacidade de organização, 22,1%, capacidade de ver os problemas a médio e a longo prazo 18,3%. As qualidades menos consideradas foram: capacidade de manter a disciplina 4,2% capacidade de contactos pessoais 8,0%[17].

Podemos concluir que no passado as PE desempenharam a importante função social de iniciar a população camponesa nos processos de produção industrial. De alguma maneira as PE eram, e ainda o serão durante largo tempo tendo em conta as características da produção social global, a forma concreta de articulação entre dois modos históricos de produção: o rural e artesanel e o industrial. Com uma base técnica especificamente distinta do anterior.

Ainda hoje as PE têm uma percentagem maior de aprendizes ao serviço em comparação com as GE. Por exemplo, no sector têxtil em 1984 essa taxa oscilava entre 10,7% nas empresas de 0-5 trabalhadores e os 19,3% nas empresas de 10-19 trabalhadores. Todavia as PE encontram-se inseridas num processo de transformação e de reorganização do trabalho. A incorporação de novas tecnologias, de novos conhecimentos e de novos mercados farão das PE uma forma de produção com uma racionalidade especificamente distinta da GE do passado. A uma reorganização do trabalho corresponderá progressivamente uma reorganizaçãop do espaço urbano, do tempo, dos valores e das relações sociais fundamentais entre os vários grupos da sociedade.

---

[16] Maria de Fátima Gomes e Maria Filomena Vieira, *Pequenas empresas têxteis, trabalho elaborado no quadro da disciplina de Sociologia Geral, Universidade do Minho, Braga, 1986.*

[17] *IAPMEI, Criação de empresas, Perfil do empresário, op. cit.*, p. 25-27.

RESUME

LES PETITES ENTREPRISES ET L'INNOVATION TECHNIQUE: DE LA CULTURE DE MÉTIER À LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

À partir de quelques exemples tirès du secteur du têxtile et du vêtement où prolifèrent les petites et les moyennes entreprises nous analyserons les stratégies d'incorporation des nouvelles techniques et des nouveaux savoirs. La petite production industrielle, souvent très proche encore de la production artisanale traditionnelle est mal armée devant le marché des nouvelles technologies et des nouvelles compétences. Cette situation atteint tant les petits patrons que la force de travail. Cependant ce processus d'incorporation des nouveaux outils et des nouvelles qualifications va s'avérer décisif tant au niveau de la reproduction de l'autonomie économique et sociale de la petite entreprise face à la grande production qu'au niveau de la valeur économique et sociale de la main-d'œuvre.

«LA FONCTION HUMAINE ET SOCIALE DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES:

CRISE D'IDENTITÉ ET GESTION DE LA MODERNISATION»

Dominique MARTIN

PARIS – IRESCO-CNRS

Jadis méconnue, marginale ou confondue avec le pouvoir patronal, rarement étudiée par les spécialistes de sciences sociales, la fonction humaine et sociale se voit reconnaître une place essentielle dans le pilotage de l'entreprise.

L'inflation du discours sur la place centrale d'une gestion des ressources humaines dans les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, du secteur tertiaire ou industriel, pourrait être mis au compte des habituelles rhétoriques managériales si elle ne révélait un phénomène social d'importance: l'ampleur des problèmes humains posée par les mutations industrielles a mis en évidence de besoin de méthodes de gestion des hommes à la fois plus rigoureuses et plus imaginatives (ARCHIER et SERIEYX, 1984). Si l'on parle aujourd'hui de «système de gestion des ressources humaines», c'est aussi pour constater l'évolution historique de la vocation de la fonction: longtemps peu differenciée, administrative et centrée sur la réglementation, elle apparaît aujourd'hui comme le partenaire indispensable d'un développement social des entreprises (SAINSAULIEU, 1987).

Le phénomène doit aussi être rapproché de l'émergence d'une symbolique du changement, liée au retour du management par les valeurs (PETER et WATERMANS, 1983; OUCHI, 1982), qui trouve

écho en France, particulièrement, dans la reflexion récente sur la «réhabilitation de l'entreprise»[1].

Des études empiriques récentes permettent de mieux cerner la réalité et la signification sociale de ces transformations[2]. Cet article ce propose de formuler quelques interrogations sur les évolutions récentes de la fonction personnel et d'étudier les principales dimensions de l'action de ses membres. Nous utiliserons pour fil conducteur la référence à la notion d'acteur de changement. On tendera de montrer que, malgré son utilisation banalisée, elle renvoie à des acceptions qui ne sont pas toujours clarifiées ni congruentes.

Placée contradictoirement entre la logique d'efficacité de l'organisation et la recherche d'une professionnalisation, la fonction vit une crise d'identité, qui affecte aussi bien l'image de son rôle que la représentation de son devenir.

Dans un monde où domine l'économique, les responsables de la gestion des ressources humaines peuvent ils devenir l'acteur central de la modernisation, ou sont ils les simples agents d'adaptation, voire de reproduction d'un ordre industriel en crise?

I MUTATIONS DE L'ENVIRONNEMENT ET ÉVOLUTION DE LA FONCTION PERSONNEL: EMERGENCE D'UN NOUVEAU DISCOURS.

1 – L'impact du nouveau contexte socio economique.

Quels que soient les symboles utilisés pour rendre compte de la modification de l'environnement (agression, défis, chances d'évolution), le renouvellement des partiques de gestion de personnel est toujours évoqué comme une réponse aux mutations récentes de l'entreprise. Ce point appelle deux remarques préliminaires.

Le discours sur la transformation de la fonction n'est pas nouveau: on trouve, en 1976, dans un article de J. B. EGGENS, un plaidoyer argumenté pour une profonde évolution de la fonction: L'auteur souligne que la rationalisation de la gestion du personnel et sa reconnaissance comme fonction «stratégique» représentent sa «chance de survie» comme «instrument fondamental da régulation des rapports employés-salariés» (EGGENS, 1976). La revendication procedè d'un «constat de faillite de l'illusion technique et du mythe technocratique». Le détour par le management japonais ou californien dans les

---

[1] On se referera particulièrement à l'article de R. SAINSAULIEU et D. SEGRESTIN, «Vers une théorie sociologique de l'entreprise», Sociologie du travail, n.° 3, 1986.

[2] Nous nous fondons ici particulièrement sur une recherche action en cours auprès de la fonction humaine et sociale dans un grand groupe industriel français, ainsi que sur divers travaux d'études réalisés sur ce thème. Cf. bibliographie, en annexe.

années 80 ne fait qu'amplifier le message: le management, à l'instar des contextes turbulents, est entré dans une phase d'incertitude. L'assurance dans la gestion rationnelle des ensembles humains cède la place au retour des valeurs. (THEVENET, 1986).

La modernisation n'est non plus, un procès purement exogène par rapport à la dynamique des entreprises. Souvent vécue comme une fatalité, elle consiste bien plutôt en un construit social complexe. Elle ne se limite pas à l'adaptation à des contraintes technico-économiques: elle est aussi un procès de rationalisation qui s'accompagne de la légitimation de nouvelles élites.

Il n'empêche que, dans la mentalité commune, les changements de l'environnement de l'entreprises ont été vécus comme des exigences d'adaptation très fortes par les gestionnaires de ressources humaines. On peut en rappeler, dans le cadre français, les dimensions principales (PERETTI, 1985).

Les nouvelles technologiques, souvent réductrices d'emplois, ont mis au premier plan la nécessité de mieux anticiper l'évolution de ces métiers et des organisations.

La réduction de la croissance, s'est souvent traduite par les difficultés dans la poursuite des politiques contractuelles. Elle oblige, en outre, les entreprises à intégrer davantage la comparaison des coûts de main-d'œuvre dans l'élaboration de leur politique sociale.

Sur un plan socio-politique, le changement du cadre législatif (bilan social, lois AUROUX, évolutions récentes des réglementations en matière de temps de travail) a crée à la fois des contraintes nouvelles et des opportunités d'expérimentation sociale (expression des salariés, cercles de qualité).

Sur un plan plus général, *la réhabilitation de l'entreprise,* au delà des vogues, pose le problème des conditions concrètes auxquelles peuvent être conciliés les exigences de flexibilité et d'integration, à une époque où l'on assiste à la recrudescence de reflexes individualistes face à l'aggravation du chômage.

Plus qu'à une simple extension de ses missions, on assiste globalement à une réorientation des finalités de la fonction personnelle. Elle se voit assigner une place centrale dans la construction des rapports sociaux de l'entreprise de demain, au coeur de tensions parfois vives autour des choix de politiques sociales.

2 – Transformations de la fonction personnel et nouvelle vocation.

Plusieurs études récentes (Bossard, 1986; Entreprise et Personnel, 1985) soulignent les modifications intervenues dans les structures, les rôles, les missions, les méthodes d'action et la carrière des hommes de personnel. Rappelons en les constats principaux.

La fonction se différencie en sous fonctions et, en même temps, se dote de structure centrales qualitatives[3].

Elle devient un *lieu d'action valorisé.* Jadis considérée comme une impasse, elle s'organise autour de carrière spécifiques et, dans certains cas, devient une fonction de direction générale.

Elle se dote de méthodologies d'intervention socio économiques qui lui permettent d'asseoir la crédibilité de son action. (Tableaux de bord, outils de diagnostic et de prévision, etc...).

Le recrutement des hommes tend à ouvrir la fonction à de jeunes diplômés, plus soucieux de performance et d'action sur les systèmes humains que d'allégeance à l'esprit maison ou au charisme des dirigeants.

Il ne faudrait pas, toutefois, en conclure à une transformation homogène de la fonction ressources humaines. La modernisation s'inscrit, en effet, gouvernement des entreprises. (GIRARD, 1986). La vision moderniste de son évolution est plutôt partagée par des dirigeants haut placés dans l'exercice des responsabilités. En outre, si le discours dominant met l'accent sur une *«synergie»* entre niveaux d'action, la *strucuture hiérarchique* conserve une fonction essentielle de coordination: d'une part, parce que les responsables locaux de personnel dépendent directement le plus souvent de chefs opérationnels. D'autre part, parce que la recherche d'une cohérence accrue de l'action tend à renforcer la division du travail: aux Directions générales revient la mission de concevoir la stratégie globale; aux responsables de terrain, celle de conduire la politique dans les limites des objectifs qui leur sont assignés (BAUER, COHEN, 1982).

La demande d'expertise sociale aux postes de pilotage de la gestion des ressources humaines conduit à reposer le problème de la finalité de l'action. A une fonction marginalisée ou émiettée, les théoriciens du management prétendent substituer une fonction à la fois «globale et centrale» par rapport au développement de l'entreprise. Ils l'inscrivent dans un projet d'intégration d'une entreprise de type nouveau. Leur référent, implicite ou explicite, est celui du changement et du progrès.

La fonction se voit reconnaître la *gestion globale* de l'organisation, dans le cadre d'un management «intégratif» (ARCHIER et SERYEX, 1984). De façon voisine, l'insistance sur la centralité de la gestion des ressources humaines traduit le souci d'un recentrage de

---

[3] En se référant au courante de la contingence structurelle, on peut faire l'hypothèse qu'en réponse à la variabilité croissante de l'environnement (LAURENCE et LORH, 1973; MINTZBERG, 1985), l'adaptation des systèmes de ressources humaines se traduit par la spécialisation de ses fonctions, la formalisation des procédures, la differenciation des niveaux d'action et la redéfinition des rapports entre centre et périphérie.

la politique sociale par rapport aux priorités économiques. Dans cette logique, la motivation des hommes, le développement des compétences, voire la création de culture et de projet collectifs deviennent essentiels. (ENTREPRISE ET PERSONNEL, 1985).

3 – **Symbolque de l'entreprise et imaginaire du changement.**

Bien peu d'auteurs s'interrogent sur le statut du discours qui sous tend cette montée en puissance de la fonction personnel. Loin d'être une traduction banale des changements de l'environnement, il exprime une nouvelle idéologie de l'expert social, dont les conditions de production et de diffusion (BOUDON, 1985). On peut esquisser, ici, deux types d'interprétation du phénomène.

Une nouvelle idéologie patronale.

Dans un monde industriel frappé par une crise profonde des représentations de l'avenir, la fonction ressources humaines se voit chargés d'incarner, d'exprimer, de diffuser un nouvel imaginaire du changement. L'homme de personnel apparaît comme l'indispensable soutine de la construction d'une nouvelle communauté d'entreprise, conçue øomme un édifice fonctionnel: une culture partagée doit garantir la réalisation des buts économiques, en constante adaptation à l'environnement.

La révalorisatiopn de la fonction personnel peut s'interpréter, dans cette optique, comme un instrument idéologique destiné à renforcer l'allégeance aux objectifs des dirigeants. Dans une période marquée par les suppressions massives d'emplois, les dirigeants cherchent à remobiliser les cadres autour d'objectifs «réalistes»: rigueur de gestion, priorité à la survie économique, abandon des «états d'âme», Remise en cause, aussi, de la négociation avec les partenaires sociaux. La symbolique du changement, dont l'expert social devient prophète, aurait ainsi un effet de brouillage des contradictions d'un ordre industriel en crise.

Permanence et diversité des courants modernisateurs.

Cette orientation tend à se développer au sein des équipes de direction des entreprises. L'appel à la professionalisation de la fonction masque, parfois, le souci de maintenir une façade sociale, avec la connivence plus ou moins forcés des experts de personnel. Mais il serait abusif de réduire l'action de la fonction à un simple élément fonctionnel par rapport au maintien de la domination patronale. Ceci pour plusieurs saisons.

Face à un patronat jugé souvent rétrograde, ignorant de la complexité des problèmes humains, des associations professionnelles de

chefs de personnel ont, depuis les années 60, revendiqué l'importance d'une gestion plus rationnelle de la ressource humaine. Ils ont parfois été soutenus, voire inspirés, par des dirigeants d'entreprises déviants par rapport au modèle traditionnel français.

Le mouvement traduit une demande de reconnaissance de nouvelles élites, soucieuses de réhausser le prestige d'une fonction dévalorisée; de faire prendre conscience, aussi, de la technicité de leur métier et de bousculer les mentalités d'hommes de personnel trop souvent cantonnés dans des tâches d'execution. Il faut y ajouter, parfois, la volonté de redresser une image négative auprès des organisations syndicales, promptes à leur dénier tout rôle spécifique ou à les réléguer au rang d'instrument à double face («humanisation/répression») des politiques patronales.

Cette transformation des mentalités doit être rapportée à ses conditions historiques: les hommes de personnel, comme bien d'autres, ont été influencés par les conceptions multiples qui ont fleuri depuis l'époque triomphale de l'O.S.T. La croissance des trente glorieuses a conduit à exalter le culte de la rationalité techniciens et mis l'accent sur une gestion réglementaire. L'ère des relations humaines a diffusé à travers les services de personnel certains acquis de la psychosociologie. La décennie 70 a été marquée, davantage, quoique inégalement, par la recherche d'expérimentations particulièrement, au plan de l'organisation du travail (O. ORTSMAN, 1977). On assiste plutôt aujourd'hui, à la fois au retour de concuites pragmatiques et à la valorisation d'une nouvelle expertise sociale appliquée à la gestion du changement.

Le nouveau discours sur la fonction est donc plus complexe qu'il n'y parait. Il est, en partie, le produit médiatique d'un champ de création et de diffusion d'idées à la mode, qui pour satisfaire un public large, entretient un rapport flottant avec la communauté scientifique (BOUDON, 1981). Mais à l'instar du procès de modernisation, il reflète une lutte pour le contrôle des représentations légitimes, entre les tenants de la tradition et les apôtres de la modernité. Il traduit, en même temps, une recherche de valeurs adaptées aux problèmes posés par les mutations industrielles des années 80.

II CRISE DES REFERENCES IDENTITAIRES ET DIMENSION DE L'ACTION

Lorsqu'ils parlent de leur action, les hommes de la fonction humaine et sociale font rarement d'emblée référence à la symbolique du changement que nous venons d'evoquer. Ils vivent au quotidien de fortes contraintes, ont le sentiment que la gamme des missions qu'on attend d'eux est devenue, au fil des ans, plus large et plus

complexe et expriment, le plus souvent, une interrogation sur les finalités de leur action.

Il nous est apparu mutile, pour mesurer ces écarts, d'appréhender l'identité de la fonction en spécifiant quatre dimensions de la notion d'acteur. L'usage métaphorique de la notion tend à entretenir des confusions de sens qu'il n'est pas sans intérêt de démasquer.

Si la fonction revendique d'être un acteur important dans la gestion des ressources humaines, c'est d'abord au niveau des rôles, en tant qu'*agent d'une organisation.* Comment est ressentie l'image de rôles plus diversifiés dans le champ d'une fonction aux interfaces multiples? En tant qu'*acteur stratégique,* dans quelle mesure l'homme de personnel est il capable de peser sur l'orientation de gestion des ressources humaines? Si la fonction tend à se définir davantage comme «métier», le sentiment d'appartenance à l'organisation a t-il pour corrolaire la référence à un *milieu professionnel* plus large? si, enfin, on considère la dimension historique de l'action, la fonction se définit elle comme *acteur de changement* dans la transformation des rapports sociaux liés à la modernisation?

1 – Une recherche de cohérence des rôles et de l'image de la fonction.

Si l'on peut parler d'une crise d'identité de la fonction humaine et sociale, c'est parce que, dans une période de fortes mutations. l'extension des missions s'est accompagnée d'une perte relative des référentiels anciens. Les membres de la fonction se trouvent ainsi affrontés à la construction de rôles encore mal définis. Cette crise affecte les représentations de la fonction et ses images de rôle.

Les représentations de la fonction

L'inquiétude quant à l'avenir de la fonction renvoie à deux dimensions qui s'entrecroisent et traduisent une diversité de pratiques. La fonction est plus ou moins vécue comme dévalorisée ou comme occasion de développement; elle est perçue comme sphère d'actions spécialisées ou, à l'inverse, comme une fonction généraliste. Le croisement de ces deux axes permet d'identifier quatre modalités de représentation de la fonction:

«Une fonction marginalisée». Les plus anciens, se référant aux années 70, où la fonction dans certains entreprises, jouait un rôle d'avant garde en matière de politique sociale, constatent avec désarroi qu'elle a perdu son esprit pionnier.

«Une fonction éclatée». On trouve ici plutôt la perception de ceux qui, pris dans l'urgence du traitement des surreffectifs, doivent se spécialiser dans les licenciements ou au mieux les reconversions,

et se voient contraints d'abandonner les perspectives d'action à plus long terme.

«Une foction en recherche de cohérence». Pour d'autres, la fonction retrouve une valorisation autour de la notion de métier: la définition de compétences précises, le repérage de savoir faire et de savoir être spécifiques permet de surmonter le sentiment de désarroi.

«Une fonction stratégique». Plus fréquemment partagé par les dirigeants de la fonction, cette vision met l'accent sur le pilotage social. La fonction, située au carrefour de toutes les autres, se définit comme garante d'un project social, qu'il faut sans cesse rappeler aux opérationnels.

L'image du rôle par rapport aux opérationnels.

On trouve aussi une grande diversité de représentations à l'égard des interfaces de la fonction. Placés au coeur de systèmes d'attentes de plus en plus exigeants, les responsables partagent tous la conviction que la fonction est «au service des opérationnels».

Certains se définissent, avant tout, comme des *«facilitateurs»*. Ils soulignent les difficultés à être associés aux politiques de changement et à redresser une image parfois négative d'agent dardien de la règle. Ils sont garants de la cohérence des politiques, ils ne les impulsent pas. Ils sont parfois de simples executants.

D'autres agissent plutôt en *«conseilles».* Ils ont conquis une capacité d'aide à la reflexion auprès des opérationnels. On attend d'eux qu'ils prennent du recul, qu'ils donnent l'alerte, qu'ils soient même un contre pouvoir au service des hommes. Ce sont les «acteurs de l'ombre».

Certains mettent, avant tout, l'accent sur le rôle *«d'agent de changement»:* optimisation des ressouces, impulsion d'idées, action sur les mentalités, aide à la transformation des structures, sont autant de domaines d'action qu'ils valorisent.

Une minorité se définit comme *«patron de la politique sociale».* Face à des opérationnels faibles ou préoccupés par l'action économique, ils revendiquent un rôle moteur dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sociale ou se constituent en opérationnels interventionnistes. Plutôt placés ao sommet de la hiérarchie, ils disposent aussi d'un réseau d'action qui leur permet plus facilement de peser sur les choix.

La fonction face à ses publics.

Moins spontanément cités, les salariés et les organisations syndicales contribuent à forger l'image que les hommes de personnel ont de leur rôle. Dans une conjoncture de post de croissance, les

systèmes d'attentes sont devenus plus instables. Le déclin relatif des organisations syndicales tend à minorer le jeu institutionnel qui s'était parfois ritualisé dans des procédures et des comportements codifiés. Les scenario constituaient, au delà des tensions, des facteurs de prévisibilité des rôles respectifs.

De même, les demandes des salariés, à la fois plus complexes et plus diverses, sont aussi devenues plus opaques. Elles renvoient des images moins stéréotypées de la fonction personnel: elles vont de l'incompréhension hostile (liée aux réductions d'effectifs) à la quête d'assistance personnalisée, peu différente parfois de la demande traditionnelle d'assistance sociale.

De ce fait, la position des hommes de personnel dans les systèmes d'alliance se trouve beaucoup plus fragilisée: ils ne peuvent plus compter automatiquement sur le soutien des dirigeants, ni sur l'entente informale avec les syndicats, ni se retrancher derrière une logique gestionnaire ou sur la perennité du réglement. D'où un sentiment d'être beaucoup plus «exposés» à des interactions incertaines et davantage jugés sur les résultats de leur action.

Recherche de cohérence, fonction, à géométrie, variable, incertitude sur l'image de leur action expriment bien la réalité d'une crise d'identité qui est avant tout celle des références de l'action des hommes de personnel. Elle montre que, contrairement au discours managérial sur la gestion des ressources humaines, le passage d'un systèmes de prescriptions stables du rôle à un rôle plus ouvert met en jeu des constructions variées. L'enjeu essentiel pour les tenants de la fonction devient alors la capacité à mieux structurer les représentations et les attentes de leur partenaires (GOFFMAN, 1973).

2. Des capacités strategiques inegales en fonction des systemes d'action.

Les hommes de personnel sont bien convaincus de ne pouvoir échapper au rôle d'agent «asservi» qu'en mobilisant des capacités stratégiques dans leur organisation. Ils n'ont pas, toutefois, toujours les moyens de cette ambition, ni la représentation de l'espace de jeu possible, face à des opérationnels qui leur renvoient une image «illégitime» du pouvoir. Leur action ne peut donc se comprendre indépendamment de systèmes d'action constitués par l'interaction de contextes et de jeux en réseau.

Les domaines d'intervention

L'étude menée dans un grand groupe industriel nous fournit, sur ce plan, quelques éléments de réponse. Nous retiendrons trois domaines typiques, où peuvent s'apprécier les capacités des responsables de terrain à faire accepter leur logique.

La *gestion de l'emploi* domine le plus souvent les préoccupations. Dans des branches industrielles globalement destructrices d'emploi, la fonction humaine et sociale, chargée de trouver des solutions, a mis au point des techniques multiples de reclassement. On constate, par contre, une sensibilité inégale à la gestion prévisionnelle.

La *«nécéssité de repenser l'organisation du travail»* devient un souci majeur, dans un contexte où les structures de production doivent s'adapter à l'évolution des métiers. La fonction personnel n'occupe pas, ici, une place centrale. La référence au courant expérimentaliste des années 70 (qui n'a certes, jamais été majoritaire) laisse place à une grande diversité de logiques: tantôt vécue comme un instrument d'asservissement, un effet d'inertie, ou une opportunité d'évolution, l'automatisation apparaît le plus souvent comme «l'affaire des opérationnels». L'obstacle avancé est surtout l'insuffisante maîtrise de la compétence technique.

Les politiques d'*«expression et de participation»* illustrent, à l'inverse, un domaine où la fonction personnel s'est vue reconnaître le plus souvent un rôle d'impulsion, de gestion des procédures, d'évaluation, de formation aussi. La fonction a eu ici souvent un rôle d'entrainement, dans un domaine où les opérationnels manquaient d'expérience.

Une action en réseau

Rares sont les domaines d'action, on le voit, où la fonction personnel dispose d'une totale initiative. Le management moderne met l'accent, à cet égard, sur l'action en réseau, comme condition de la performance (ENTREPRISE ET PERSONNEL, 1986). Qu'est ce à dire, sinon que la réalisation des buts dépend d'une synergie entre la ligne fonctionnelle et la ligne opérationnelle à différents niveaux.

L'insistance des hommes de la fonction sur le déficit de leurs capacités stratégiques (en particulier, l'accès à la connaissance des objectifs sur le moyen terme), invite à relativiser ce schéma. L'accès aux ressources n'est pas à l'évidence, également distribué. Une action en réseau, invoquée unanimement, dépend de la capacité de chacun à construire des rapports d'alliances, ce qui suppose des «échanges de services» durables entre acteurs. Un système d'action en réseau, fait d'interconnections permanentes à tous niveaux, relève de l'utopie. Les réseaux sont toujours des construits spécifiques, à recrutement restreint et à mobilisation épisodique.

Une autre difficulté provient de l'aptitude à se représenter un espace de jeu: dans certains cas, l'action des hommes de personnel montre qu'ils ne perçoivent pas la pertinence d'une intervention plus forte sur l'organisation. Mais il faut, plus profondément, invoquer la

tendance des opérationnels à renvoyer une image «illégitime» de la prise d'un pouvoir qu'ils entendent bien conserver à leur profit. On peut faire l'hypothèse qu'il y aurait là l'effet culturel d'un «recentrage» de la fonction en période de crise: la pression de l'urgence productive tend à induire une redistribution des performances stratégiques. Cette situation rend de toute façon plus coûteuses des stratégies de non coopération entre fonction personnel et ligne opérationnelle, et donc plus probable l'intériorisation, nolens volens, d'une culture du «service» plus qu'une culture du «pouvoir».

Le poids des contextes.

L'exercise de capacités stratégiques ne se réduit pas à la mise en œuvre de ressources personnelles: c'est toujours une réponse située dans un espace de jeu, dont les contraintes et les opportunités sont elles mêmes modifiées par l'interprétation qu'en font les acteurs. Beaucoup d'études soulignent, à cet égard, le poids des conteste sur l'action des hommes de personnel. On peut esquisser ici un certain nombre d'hypothèses, qui demanderaient à être vérifiées sur de plus vastes échantillons.

La fonction apparaît comme un produit complexe de cultures et d'histoire, dans un environnement externe encore fortement différencié. Le facteur cité le plus fréquemment est *le contexte technico économique:* sur des marchés facilement orientée vers le court terme. Sur des marchés plus stables, dans des contextes où la modernisation a été conduite sans à coups dans la dernière décennie, la fonction revendique davantage un rôle d'agent de changement.

Le contexte des relations sociales conditionne aussi les stratégies: parmi des réponses diverses à l'affaiblissement assez général de l'interlocuteur syndical, on constate tantôt une recherche du maintien du partenariat, tantôt une politique de lutte ouverte, appuyée, éventuellement, sur la recherche d'un dialogue personnalisé avec les salariés. Les choix sont ici, le plus souvent, imposés par les dirigeants.

Le système structuré des rapports de pouvoir constitue, finalement, le contexte de plus déterminant du champ d'action de la fonction. C. GIRARD (1986) montre utilement comment les cultures d'entreprises, fondées sur l'intériorisation de rapports de pouvoir entre le management et les responsables de la fonction influencent leurs possibilités d'action. Dans certaines entreprises, le passé paternaliste, le poids d'un management autocratique ou la rationalité dominante du profit bloquent toute velleité d'autonomie des détenteurs de la fonction: les actions de modernité se heurtent à une conception *«réactionnaire»* de la vocation de la fonction. D'autres entreprises demandent avant tout aux hommes de personnel de préparer le change-

ment, parfois de longue date, mais en préservant la continuité. On pourrait ici parler de conception *«conservatrice»*, axée particulièrement surle maintien de la paix sociale. Un troisième type d'entreprises a dès les années 70 misé sur le développement du potentiel humain, parfois en réaction contre certains opérationnels. On aurait ici une vocation *«transformatrice»* de la fonction.

Héritière d'un passé qui a construit des capacités et des légitimités, au croisement des stratégies mangériales mais aussi syndicales, la fonction ne peut évoluer qu'en mobilisant des capacités et en diffusant des représentations de plus souvent différentes de celles partagées par le management. Mais dans une période où la pression de l'urgence productive accroît la légitimité des orientations de court terme, deux risque majeurs guettent alors les hommes de la fonction: *la tentation du recours au pragmatisme,* comme référent de substitution, face aux remises en cause de la spécificité d'orientations de gestion sociale. Le risque, aussi, que la valorisation de la fonction ne manque un *asservissement* de genre de plus en plus spécialisés dans des fonctions fragmentées.

3 – Entre l'organisation et la profession.

Face à la crise des soles et à la redéfinition des capacités stratégiques en période de post croissance, le thème de la «professionalité» tend à s'imposer comme modèle du comportement de l'acteur dans l'entreprise. Il trouvent un écho particulièrement favorable au sein de la fonction personnel, tant en réponse aux exigences du management que par souci d'affirmer une identité propre.

La redécouverte de la notion ne laisserait d'étonner (les cadres n'ont ils pas toujours été, plus que les autres, des professionnels?), si elle n'évoquait plus fondamentalement un des élements centraux du processus de modernisation. Nouveau mode de socialisation, assumée comme une «vocation» (WEBER, 1973), moyen de renforcer l'intégration sociale et les idéaux collectifs au sein de collectivités intermédiaires (DURKHEIM, 1967), la profession apparaît, dès les débuts de la société industrielle, comme un élément de création de nouvelles régulations sociales.

S'ils se définissent volontiers comme des professionels de la gestion de la ressource humaine, ils évoquent, par contre, assez peu les cadres d'une profession spécifique, qui leur servirait de référent commun, au delà de leur appartenance à l'entreprise. Ce rapport entre les normes professionneles et les roles joués dans l'organisation n'est pas exempt de contradiction et pose, en définitive, le problème de l'avenir de la fonction.

La montée d'une professionnalité

Être professionnel, c'est d'abord se distinguer de l'amateur, renoncer à l'action improvisée, disposer d'outillage et de méthodes, qui qualifient le spécialiste par rapport à ses confrères. Tous s'accordent ainsi sur le fait qu'être un «technicien irréprochable» demeure la condition nécessaire de la crédibilité. Mais l'outillage complexe, dont les manuels de gestion font l'éloge, n'a de sens que par rapport au projet d'un *«métier»*. Être professionnel, ici, c'est posséder un savoir faire acquis, qui permet de se distinguer de l'exécution routinière de tâche: en clair, une capacité à résoudre des problèmes complexes (la gestion des hommes). le plus souvent en situation d'exception (un environnement instable qui exige des réponses uniques). Ce modèle s'oppose à la gestion standardisée et reglementaire comme le travail de l'ouvrier professionnel classique à la routine de l'ouvrier spécialisé.

Si l'on poursuit le parallèle, on retrouverait ici le fondement d'une redécouverte d'identité liée à la *«fierté du métier»*, qui a forgé pendant des décennies le sentiment de supériorité et la conscience de classe professionnelle des ouvriers qualifiés. (TOURAINE, 1965). Le problème doit sans doute être posé différement aujourd'hui: la montée de la professionnalité s'entend de façon plus banale. Pour bien des dirigeants, la revalorisation du métier vise avant tout à accroître le savoir faire de catégories spécialisées d'emplois. La différenciation des métiers tend aussi à poser le probleème des frontières et des passerelles entre des sous ensembles techniques: la reflexion commence à s'appliquer à la fonction humaine et sociale, autour des notions de «familles d'emploi». Il n'este donc pas a priori évident que la revalorisation du métier se traduise par un regain d'identification à une conscience fière. Il faut aussi que les conditions d'exercise du métier soient effectivement crées.

La référence à la notion de «profession» suppose, en outre, deux éléments complémantaires: la formation d'un système d'obligations institutionnalisé qui régit l'activité de travail et des lieux de transmission de culture et d'échanges entre professionnels.

Le premier point renvoie à l'analyse désormais classique de T. PARSONS. Le professionnel se distingue par la mise de œuvre de relations de role qui obéissent à un modèle universaliste, non discriminatoire et dépourvu d'intention utilitariste (PARSONS, 1937). Le problème se pose de savoir si ce schéma dévéloppé à propos des professions libérales (particulièrement la relation médecin-malade) peut être adéquatement appliqué à l'action d ela fonction humaine et sociale. Une analyse complète dépasserait le cadre de cet article. Prenons seulement le problème des valeurs en jeu dans les opérations de reclassement: chaque responsable se réfère de plus en plus

à l'obligation de garantir un soutien au salarié frappé par la suppression de son emploi. Il est loin d'être évident que tous partagent les mêmes orientations de principes et que les actions de sélection ne réintroduisent, sur la base d'une même orientation, des pratiques discriminatoires, voire utilitaristes. Le contexte organisationnel et institutionnel des politiques sociales en vigueur tend plutôt, en période de crise, à renfrorcer la subordination des actions aux valeurs légitimées par l'entreprise.

Ce qui pose le problème des lieu où s'acquierremt non seulement les savoir faire mais où se transmettent et se modifient les représentations de l'avenir de la fonction. Le modèle professionel classique est bien connu: écoles, réseaux, associations ont de tout temps constitué des milieux externes où la professsionnalité se définit et se renforce. Nous disposons d'éléments peu nombreux en ce qui concerne la fonction personnel. On esquissera quelques remarques: il semble que les associations constituées dans les années 60 ne soient plus un lieu de référence aussi valorisé. Les structures décentralisées de certaines d'entre elles (par ex A.N.D.C.P.) offrent des lieux de rencontre qui sont inégalement, dans une optique plutôt instrumentaliste, mais parfois comme lieux d'échanges, de conseil sur les pratiques professionnelles.

C'est sans doute du cotê des spécialisations universitaires nouvelles (DESS, DEA) qu'on peut attendre la constitution progressive de réseaux, qui à travers la formation d'associations d'anciens reprennent le modèle traditionnel des écoles d'ingénieurs. On peut en attendre, aussi, la constitution d'un milieu d'échanges entre nouveaux experts soucieux d'affirmer des valeurs d'innovation et de modernisme. Mais le problème reste celui de l'acquisition d'une culture commune fondée sur la référence à la formation initiale. Il est frappant de constater qu'au sein d'un même groupe industriel, les tenants de la fonction citent peu fréquemment des occasions de rencontre ou d'actions communes. On en trouverait les raisons multiples dans l'isolement imposé par les distances géographiques, les clivages inter société et plus généralement dans les difficultés inhérents à la construction d'une action collective. (OLSON, 1965).

A cet égard, les *sessions de formation* visant à créer une plus grande homogéméité culturelle au sein de la fonction, initiées par certaines directions générales d'entreprise, peuvent contribuer à renforcer la conscience de communauté de préoccupations. Encore faut il présumer que le milieu constitue un «groupe latent» et l'échange d'expérences organisationnelles puisse créer les conditions de mobilisations qui s'appuient sur les référents communs. On aurait alors un terrain organisationnel de constitution d'une professionnalité.

Entre la profession et l'organisation

Nous avons souligné que les hommes de personnel se trouvent placés contradictoirement entre les exigences de l'organisation et la recherche d'une identité professionnelle. Ce point mérite d'être à la fois précisé et nuancé. Il n'est pas d'exemples dans l'histoire des professions, qu'à un certain moment, les normes de la profession n'entrent en conflit avec les contraintes du milieu organisationnel ou de l'environnement sociétal.

Ces conflits ont particulièrement été étudiés par MCKRLWEY (1969). Il montre que les orientations des professionnels tendent à s'opposer à ceux des personnels de direction: les premiers mettent l'accent sur le corps de métier, les aspirations à l'innovation, la référence avant tout à l'expertise et à un profil de carrière plutôt cosmopolite. Les directions, à l'inverse, privilégient les buts de l'organisation, le pragmatisme voire le soutien aux routines efficaces, l'action de court terme, la loyauté et la contribution immédiate.

L'insistance sur la professionnalité pourrait ainsi avoir des conséquences inattendues. On a souvent mis en valeur les dérives corporativistes ou bureaucratiques du développement d'une société plus «professionnelle». Protégés par les normes qui régissent l'accés au milieu et jaloux de l'autonomie qui les protége de l'intrusion des instances de décision externes, les professionnels tendent progressivement à reconstituer des féodalités au sein des organisations. Mais un effet pervers, non moins notable, este celui de la naissance de conflits entre les agents de modernité et les tenants de la tradition. Une fonction personnel renforcée dans son professionalisme ne risque t-elle pas, ainsi, de vouloir conquerir une position de pouvoir dominante par rapport aux élites économiques? En ce sens, en demandant à la fonction personnel de renforcer son professionailsme, les dirigeants d'entreprise ne contribuent-ils pas à susciter chez eux des comportements qui en viennent à contredire leurs objectifs?

Les éléments dont nous disposons laissent à penser qu'il ne faut pas exagérer, là non plus, le poids de la référence professionnelle. La gestion des ressources humaines apparaît, chex beaucoup, comme un objectif de modernité: l'action à court terme des opérationnels représente pour eux une routine traditionnelle qu'il faut combattre. Elle doit rester garante de la défense des hommes et s'attacher à promovoir le changement. Mais peut on parler d'un *conflit entre élites?* D'un tel conflit peut-il naître une autre répartition du pouvoir et une autre légitimité de l'action?

Il faut d'abord souligner que la «protestation» vient plutôt des couches non dirigeantes de la fonction. Aux avant postes de la gestion quotidienne des hommes, ils sont les plus critiques sur les compromis liés à un contexte de bouleversements souvent difficiles à gé-

rer. Ils ne remettent pas toutefois vraiment l'autorité des opérationnels en question. Les responsables à un niveau plus élévé dans la fonction, quant à eux, sont surtout soucieux de négocier aux mieux une position stratégique nouvelle par rapport aux directions générales. Tenants d'un discours d'innovation et de l'expertise, ils se situent volontiers en même temps dans un rapport d'alliance avec les directions. Leur carrière, dans bien descas, est la récompense légitime de cette loyauté. S'ils ne se sentent plus en accord avec les options dirigeantes, ils ont toujours le choix de renégocier leur compétence sur le marché professionnel externe.

La dimension plus professionnelle, de l'action des hommes de personnel reste fianalement ambivalente. Ardement souhaitée par les élites économiques modernes, elle se restreint souvent, à la revalorisation du métier. Les conditions de la formation de systèmes culturels communs (éthique, idéologie, milieux d'échanges) restent en effet limitées. L'arrivée de générations plus formées et plus soucieuses d'orienter la modernisation ne se traduit pas, en outre par un conflit de valeurs entre les dirgeants et les gestionnaires de ressources humaines, mais plutôt par une recherche d'alliance entre décideurs.

Si ces deux constats se trouvent confirmés, on peut esquisser une prévision concernant l'évolution de la fonction elle même. En reprenant le modèle d'HIRSCHAMAN (1973), on se trouve dans une situation ou la faible légitimité de la protestation induit plutôt les acteurs à joueur la loyauté où, à défaut, la défection. Loyauté des couches d'exécution dans la fonction, qui ont tout intérêt à rechercher la coopération avec les opérationnels, sans prétendre exercer un pouvoir d'orientation sur les décisions. Loyauté des dirigeants de la fonction ou des cadres à potenctiel, qui peuvent espérer atteindre, directement ou indirectement, des positions de décideurs. Défection, enfin, préjudiciable à l'organisation comme à la constitution d'une profession, si les éléments les plus innovateurs sont a menées insensiblement à quitter une fonction qui n'apparaît pas suffisamment capable d'ofrir un espace d'action valorisée.

Au pire, selon ce modèle, la fonction tendrait plutôt à devenir «diffuse»: partagé de plus en plus avec les opérationnels, désertée par ceux dimension professionnelle serait d'autant plus reconnue par les dirigeants que le passage dans la fonction deviendra une étape obligée de la fomation des managers.

4 – La fonction confrontée aux enjeux de la modernisation

Nous évoquerons, pour terminer, l'action de la fonction humaine et sociale sous une dimension plus large: son rôle historique dans le procès de modernisation.

La question mérite d'être posée à plus d'un titre: le nouveau discours sur la gestion des ressorces humaines gait constamment référence au paradigme du changement, mais l'acception de la notion reste le plus souvent banale et floue. La fonction personnel n'a pas toujours été, loin s'en faut, synonyme d'action de changement, mais plutôt d'ordre, de réglementation, voire de répression (en particulier, dans le référentiel des organisations syndicales). Enfin l'accélération de la modernsation pose toute à la fois le problème des élites qui la dirigent et des moyens mis en œuvre pour transformer les rapports sociaux. Dans une période où l'entreprise apparaît au centre de ce double procès de rationalisation et de légitimation, la fonction joue t-elle un rôle central à la fois dans l'élaboration des politiques sociales et dans la gestion du changement?

Un nouveau contexte de définition des politiques sociales

La restructuration profonde de l'appareil industriel a créé depuis une décennie une situation sans doute inédite: l'exigence de modernisation économique entraine dans son sillage une transformation des rapports sociaux, qui reste incahevée et enjeu dans les rapports entre groupes sociaux. Les politiques sociales d'ntreprise sont les instruments privilégiés de cette transformation. Elles s'inscrivent dans un nouveau décor: accroissement de la lutte pour la survie économique, dérégulation des marchés de l'emploi, et affaiblissement conjopint des partenaires syndicaux et de anciennes solidarités. L'incertitude sur le maintien du droit social, qui préoccupe beaucoup aujourd'hui les juristes, est typique d'une situation où la montée des individualismes et la précarisation de certaines formes de lien social crée une menace pour l'équilibre des rapports sociaux.

Dans un tel contexte la redéfinition des politiques sociales s'impose: l'entreprise comme «cercle familial élargi» tend à céder la place à une pluralité et accrue de systèmes sociaux d'entreprise en recherche à la fois de singularité et de flexibilité (BAUER, 1987). Si l'ère du paternalism semble révolue, les solutions sont sans doute de plus en plus différenciées, mais le retour à la régulation «sauvage» par le marché demeure une tentation chez de nombreux dirigeants, en particular dans le contexte des petites et moyennes entreprises. Jusqu'où la fonction humaine et sociale pèse t-elle dans la modification de ces régulations?

Il ne suffit pas, à cet égard, d'invoquer une nécessaire rationalisation des politiques sociales. Ni de présumer que de nouveaux experts du social, dans les grandes entreprises, peuvent constituer un milieu professionnel du changement. La fonction est confrontée à des choix de politique sociale qu'aucune «évolution naturelle» ne programme. En ce sens, la flexibilité est davantage un problème à résoudre qu'une solution.

Il faut d'abord souligner qu'historiquement l'élaboration des politiques sociales, en France, échappe le plus souvent à la fonction du personnel. *Les décideurs sont l'État et les grands opérationnels.* Les avancés majeurs en matière sociale sont régulièrement promues par le pouvoir politique, sous la pression de la rue ou des partenaires sociaux, dans la double optique d'une pacification et d'une régulation du marché livré aux aléats de l'ajustement spontané entre l'offre et la demande.

Dans ces limites, et parfois en opposition, les «capitaines d'industrie» ont forgé des univers intégrateurs, qui offrent encore des modèles non négligeables de politiques sociales. Il faudrait aussi y ajouter les demandes corporatistes d'origine diverses (État, syndicats) qui ont forgé les régulations bureaucratiques de systèmes fermés (SEGRESTIN, 1985).

Le phénomène se reproduit-il à l'identique dans les années récentes? Nous voudrions esquisser l'idée que le système ne change guère, à ceci prés que la division du travail entre les actueurs devient plus complexe et plus floue. Qu'on prenne le cas de l'emploi, de la formation, de l'aménagement du temps ou de l'expression de salariés, on trouve régulièrement l'initiative ou l'action régulatrice au sein de l'État. Les grands opérationnels décident des choix majeurs entre les politiques autorisés par les lois sociales et le système antérieur des relations sociales d'entreprise. Les organisations patronales ont un rôle d'incitation qu'il convient d ene pas majorer à l'excés. Le facteur d'évolution est sans doute l'*entrée en scène* de la fonction humaine et sociale: selon les firmes, les responsables centraux peuvent davantage prétendre à infléchir les choix des dirigeants. Les responsables de terrain en position fonctionnelle, ont plutôt un rôle d'adaptation, de négociation des modalités, voire de garde fou et d'anteci-pation des évolutions.

Cette *division du travail* confère à l'homme de personnel un poids à la fois mineur et décisif: il n'est pas décideur, ni maître des cadres. Il peut, selon les contestes, contribuer à la réussite ou à l'échec des politiques. Il reste garant, toutefois, de la transformation «au quotidien» des rapports sociaux. Ceci à un double point de vue: celui de l'*application des politiques* et de l'*arbitrage entre les moyens.*

Du pont de vue des politiques, on peut globalement, dresser *deux* profils autour de la recherche d'une plus grande flexibilité. D'abord, le recours à des politiques sociales étroitement ajustées aux contraintes du marché. Elles se caractérisent par la déréglementation, l'individualisation, la recherche primordiale de l'efficience productive et le rejet des partenaires syndicaux. De l'autre côté, la recherche d'une négociation des adaptations, le développement des res-

sources humaines, l'expérimentation concertée de nouvelles formes d'organisation et le recours à des politiques participatives.

Les responsablers de la fonction ont sans doute ici un espace de jeu, pour autant qu'ils saisissent les opportunités d'affirmer des préférences et de situer leur action dans l'horizon d'une conception du changement. Capacité d'arbitrage, aussi, entre les moyens: dans des contextes où le degrè d'incertitude s'accroît, la mises en œuvre des moyens au quotidien a un effet d'amplification inattendu. S'ils ne déterminent pas les orientations, les gestionnaires de base contribuent, nolens volens, à les modifier, voire à les contourner.

Une conscience inégale du changement social

Si la fonction humaine et sociale n'apparaît pas comme «l'acteur central» du processus de modernisation, bien qu'elle devienne, au moins dans les grandes entreprises, un agent d'adaptation indispensable, c'est aussi parce que la représentation du changement n'est ni claire, ni communément partagée par ses membres. Même conçu sous la seule dimension d el'action volontaire de transformation des hommes et des structures, le changement social n'apparaît pas (contrairement à la littérature sur le sujet) comme le référent majeur de leur action. Il faut invoquer, sans doute, le poids du passé et les contraintes de l'action organisée.

Pour beaucoup d'hommes de personnel, la fonction a encore du mal à se dégager des rôles antérieures qui imprèguent la conscience collective, et que lui renvoie ses partenaires. Elle a été au départ une spécialisation managériale, appendice comptable et administratif du gouvernement du chef d'entreprise. Fonction définie progressivement autour de la réglementation et de la gestion des relations sociales, elle hérite d'un passé marqué par la garantie de l'ordre. Le courant des relations humaines lui a donné parfois unnouvel essor: elle s'est définie comme agent de détection des dysfonctionnements, acteur de communication, et parfois en alliance avec les aspirations du mouvement ouvrier contre les moder d'autorité patronale ou à l'avant garde de l'expérimentation de nouvelles formes d'organisation. Elle se pense plutôt aujourd'hui sous le double référent de l'expert et du conseil.

En s'inspirant librement des catégories utilisés par A. TOURAINE pour analyser les points cardinaux de la société (TOURAINE, 1978), on peut ainsi repérer une variété de rôles histyoriques joués par les hommes de la fonction: agent de gestion de l'action de classe, en appui du patronat; instrument de maintien d'un ordre managérial; agent de détection et de remise en cause des blocages et des dominations; acteur d'adaptation, voire de développement au niveau des hommes en entreprise. Toutes ces représentations coexistent, parfois ausein des même établissements et sous la même étiquette de fonction.

Dans un monde où l'entreprise revendique une place centrale dans la gestion de la modernisation, il serait imprudent d'idéaliser le rôle de la fonction humaine et sociale. Elle n'apparaît ni comme le sustitut d'un mouvement syndical en difficulté (quoiqu'elle lui dispute certaines de ses missions), ni comme le lieu d'émergence de nouvelles élites professionnelles (bien qu'elle soit affrontée à l'exigence d'affiner ses métiers). Elle vit une crise d'identité, qui peut n'être qu'une crise de croissance, à une époque où les attentes se multiplient, parfois contradictoirement, à son égard.

Le problème majeur des tenants de la fonction est plutôt, de ce fait, celui de l'appropriation de ressources stratégiques qui lui permettent d'affirmer une logique d'action spécifique par rapport aux responsables d'entreprise.

Il n'est pas exclu, finalement, que la revalorisation de la gestion des ressources humaines se traduise à terme par une diffusion organisationnelle de ses méthodes, plutôt que par le renforcement du pouvoir de nouveaux experts détenteurs d'une légitimité moderne. Des rechercher plus vastes sur les dimensions de l'identité que nous avons esquissées dans cet article devraient apporter, à cet égard, une meilleure connaissance des types d'actions et des représdentations culturelles des divers acteurs d'une fonction encore peu étudiée par les sociologues.

ARTICLES ET OUVRAGES CITÉS

ARCHIER G., SERIEYX H. *L'entreprise du 3ème type,* Paris, Ed. Le Seuil, 1985.

BAUER M., COHEN E. *Qui gouverne les groupes industrielles?* Paris, Le Seuil, 1981.

BOSSARD Consultants *Enquête sur le managment des ressources humaines et la fonction personnel,* document de synthèse, Paris, Décembre 1986.

BOUDON R. «L'intellectuel et ses publics: les singulatirés française», in J. D. REYNAUD, Y. GRAFMEYER, *Français qui êtes-vous?,* Paris, La documentation française, 1981.

BOUDON R. *L'idéologie,* Paris, Fayard, 1986.

BRUDER S. *Fonction personnel: une pratique en évolution,* Mémoire de 3ème cycle, I.E.P., Paris, 1986.

DURKHRIM E. *De la division du travail social,* 8ème édition, PUF, 1967.

EGGENS JB «L'évolution de la foction personnel», *Personnel,* A.N.D.C.P., mars-avril, 1976.

ENTREPRISE & PERSONNEL *Priorité et processus d'action de la fonction personnel,* Paris, 1985.

GOFFMAN E. *La mise en scène de la vie quotidienne,* Traduction, Ed. de Minuit, 1973.

HIRSCHMAN A. *Face au déclin des entreprises, et des institutions,* Traduction, Paris, Ed. Ouvrières, 1972.

LAURENCE P. R., LORSCH, JW. *Adapter les structures de l'entreprise,* Paris, Ed. d'Organisations, 1973.

Mc KELWEY, W.W «Expectational noncomplementary and style of interacions between professionnals and organisation», *Administrative Science Quartely, vol. 14, n.° 1.*

MINGUET G. «Le sens du projet d'entreprise, Un examen de la littérature», *Education permanente,* n.°87.

MONTZBERG, H., *Structure et dynamique des organisations* Ed. d'Organisations, 1985.

OLSON M., *The Logic of collective action,* Cambridge University Press, 1965.

ORTSMAN O. *Changer le Travail,* Paris, Dunoid, 1976.

OUCHI W. *La théorie Z. faire face au défi japonais,* Paris, interéditions, 1982.

PARSONS T. *The social system,* New York, the free press, 1951.

PERETTI, J. M. «Un renouvellement des pratiques de gestion des ressources humaines», *Revue Française de Gestion,* 1985.

PETER T., WATERMAN R. *Le prix d'excellence,* Paris, Interéditions, 1983.

SAINSAULIEU R., SEGRESTIN D. «Vers une théorie sociologique, de l'entreprise», *Sociologie du travail,* XXVIII, 3, 1986.

SAINSAULIEU R., *Sociologie de l'organisation et de l'entreprise,* Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Dalloz, 1987.

SEGRESTIN D. *Le corporativisme, Essai sur l'avenir des systèmes industrielles fermés,* Fayard, 1985.

THEOPHILE-GIRARD C. *L'impact de la culture d'entreprise sur les capacités de changement de la fonction personnel,* Mémoire de 3ème, cycle, I.E.P. Paris, 1986.

THEVENET M. L'écot de la mode. Analyse des courants de pensée managériales dans la dernière décennie», *in Revue Française de gestion,* 2985.

TOURAINE A. *La conscience ouvrière,* Ed. Le Seuil, 1978.

WEBER M. *Economie et Société,* traduction, Plon, 1971.

ABSTRACT

PERSONAL MANAGEMENT IN THE FRENCH FIRMS:
IDENTITY CRISIS AND THE MANAGEMENT OF MODERNISATION

Coming out from the era of administration and management of social relationship with union representatives, personal management claims to increase his professional role and pilot the development of human ressources in the enterprises.

Recent empirical findings among members belonging to the function at the plant level help to question the effectiveness of this evolution. Refering to the notion of actor as an heuristic paradigm, this article argues that, beyond the new symbolic discourse about change, personal management faces an identity crisis.

Personal management appears to be in search of more role coherence, in response to the changing expectations of his publics. He often lacks strategic ressources to nargain with production management. The debate on the dimensions of a new professionality leads to reexamine the possible conflicts between profession and organisation and to put forward hypotheses about the future. Personal management does not prove to be the central historical actor of the modernisation process, thought he plays an important role, in so far he has means to negociate the enforcement of new social policies, in a period when the union forces are declining and the social tie among workers in danger of decay.

LA MODERNISATION DE L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIERE AU QUEBEC

Daniel Mercure
Professeur en relations industrielles
Université du Québec à Hull

I L'industrie forestière au Québec

Considérée comme l'une de nos principales richesses naturelles, la forêt a toujours joué un rôle marquant dans le développement économique et commercial du Québec. Au 19e siècle, le bois représentait le principal product d'exportation du Québec; à cette époque, près d'un travailleur sur huit gagnait sa vie avec le commerce du bois.

Aujourd'hui, l'industrie forestière compte près de 80 000 travailleurs réparts dans plus de 2 000 établissements. Traduit en termes d'emplois indirectes, c'est près d'un travailleur sur dix au Québec dont l'emploi est rattaché d eprès ou de loin à l'un des trois sous-secteurs clés de cette industrie, soit l'exploitation forestière (coupe de bois), l'industrie du bois (scieries et ateliers de bois travaillé) et l'industrie des pâtes et du papier et ses activités connexes.

Ce secteur se caractérise par une forte intégration de ses activités. En 1983, les 25 000 travailleurs forestiers, dont 10 000 dans l'industrie de l'exploitation forestière, ont coupé 36 millions de mètres cubes de bois. ILs ont ainsi alimenté plus de 1 100 établissements dans l'industrie du bois (28 000 emplois) et 200 (dont 60 usines de pâtes et papiers) dans l'important sous-secteur des pâtes et papiers et de ses activités connexes (40 000 emplois). Se situant au 2e rang parmi les industries du secteur manufacturier au Québec pour la va-

leur de ses expéditions, ce sous-secteur représente environ 22% de l'ensemble des investissements manufacturiers au Québec, 27% de la valeur des exportations manufacturières québécoises et 17% de l'ensemble des exportations du Québec. Cette industrie fabrique à elle seule 14.3% de la production mondiale de papier journal. Enfin, elle consomme près de 75% de tout le bois coupé au Québec, s'alimentation en part égale auprès du sous-secteur de l'exploitation forestière (52%) et de l'industrie du bois (essentiellement des résidus de bois en provenance des scieries)[1].

* * *

Située en amont de l'industrie du bois et des pâtes et papiers, l'exploitation forestière a souvent été considérée comme le sous-secteur traditionnel par excellence au Québec. Pendant la première moitié du 20e siècle, de nombreux observateurs ont souligné le caractère «retardataire» de ce sous-secteur peu enclin à la modernisation. Les opérations de coupe, de débusquage et de transport des billes de bois exigeaient un travail manuel ard. Jusqu'aux années cinquante, les outils de travail rudimentaires étaient les mêmes que ceux utilisés sur les exploitations agricoles: haches, scies, cheveux. Enfin, le travail s'effectuait loin des zones urbaines, souvent à une grande distance du village d'origine de la main-d'œuvre employée. Nombre de travailleurs passaient ainsi de longs mois d'hiver dans des camps forestiers.

Malgré ses racines traditionnelles, ce sous-secteur, comme nous allons tenter de le montrer, n'a pas échappé au processus de modernisation. Depuis l'après-guerre, l'exploitation forestière a en effet connu, en très peu de temps, des bouleversements majeurs qui ont non seulement modifié la nature du travail forestier et la structure occupationnelle de sa main-d'œuvre, mais aussi les modes de vie au sein de certains espaces ruraux.

II La professionalisation du travail en forêt

La période d'après-guerre marque la fin du système agro-forestier, lequel était carcatérisé par une forte complémentarité et une forte dépendence dans certains espaces ruraux du Québec entre l'agriculture et le travail en forêt. Comme l'a montré N. Séguin, ce système reposait à la fois sur une faible intégration du secteur agricole

[1] A.I.F.Q., «Coup d'œil sur l'industrie des pâtes et papiers au Québec, A.I.F.Q., 1985. Voir également le tableau 1 en annexe.

aux circuits commerciaux (agriculture de subsistance) et une forte dépendance de ce secteur à l'endroit des travaux forestiers[2].

Dans un tel système, le travailleur forestier est un agriculteur qui, pendant la saison morte de la production agricole, va cherhcer un revenu d'appoint en forêt. Une telle complémenratité économique et écologique avait l'avantage d'offrir au sous-secteur de l'exploitation forestière une main-d'œuvre abondance, rompue aux travaux forestiers et ce à un coût peu élevé. Dans certaines régions, tel le Saguenay-Lac Saint-Jean, ce système a largement commande le mode de peuplement des zones rurales, attendu que le déplacement progressif des centres de gravité de l'exploitation forestière entraînait avec lui le déclin de certaines zones de peuplement et l'ouverture de nouvelles paroisses.

Plusieurs facteurs ont contribué de façon marquée les anciens liens de complémentarité entre l'agriculture et le travail en forêt. D'une part, l'intégration progressive du monde agricole aux circuits commerciaux a incité nombre d'agriculteurs soit à se spécialiser, soit à délaisser, le travail agricole, en raison notamment de l'importance des investissements requis par une telle intégration. D'autre part, des aspirations en termes de niveau de vie et surtout un fort exode rural pendant cette même période ont largement contribué à diminuer des liens de complémentarit entre ces deux formes de travail et à réduire le bassin de main-d'œuvre agricole susceptible d'être employée aux travaux forestiers. Pour le sous-secteur de l'exploitation forestière, il s'en est suivi une importante pénurie de main-d'œuvre[3]. Une telle situation a conduit les entreprises à prolonger de façon significative la période de travail en forêt, rompant ainsi de façon définitive les bases mêmes de l'ancien équilibre écologique entre les deux modes d'activités; elle a également incité ces dernières à accélérer le processus de mécanisation, notamment par l'introduction massive, autour des années cinquante, de scies à chaînette et d'opérations de débardage et de transport plus mécanisées, soit un ensemble d'opérations qui faisaient appel à des outils qui, par leur nature, étaient peu compatibles avec ceux utilisés sur la ferme. De telles transformations ont créé un divorce entre les activités agricoles et celles rattachés, à l'ex-

---

[2] N. Séguin, *La conquête du sol au 19e siècle,* Sillery, Boréal Express, 1977, chap. 1. Du même auteur, *Agriculture et colonisation au Québec,* Sillery, Boréal Express, 1980, chap. 9.

[3] Ce phénomène de pénurie a été illustré par les travaux classiques G. Fortin et E. Gosselin. A ma connaissance, ces chercheurs ont été les premiers à mettre relier ce processus de professionnalisation de la main-d'œuvre. Nous ne présentons ici que les résultats d eleurs travaux et de ceux de N. Séguin. G. Fortin et E. Gosselin, «La professionalisation du travail en forêt», *Recherches sociographiques,* vol. 1, no. 1, 1060, pp. 33-60.

ploitation forestière; elles ont aussi conduit à un fort processus de professionalisation du travail en forêt, si on entend par là, à l'instar de G. Fortin et E. Gosselin, que le travailleur forestier n'est plus alors un agriculteur et qu'il tire son revenu principal de l'exploitation forestière[4].

III La mécanisation et la rationalisation du travail en forêt

Très rapidement, cette professionalisation de la main-d'œuvre forestière a permis d'enclencher un processus de modernisation du travail forestier sans précédent, caractérisé par des gains majeurs de productivité corrélatifs à une forte mécanisation et rationalisation du travail.

D'abord, la mécanisation du travail s'est accrue de façon très signifivative au cours des deux dernières décennies, notamment avec l'introduction des moissonneuses, des débardeurs auto-chargeurs et des trançonneuses. Il n'en est suivi des gains de productivité remarquables. Par exemple, en 1984 un travailleur forestier abattait en moyenne 2,13 m^3 de bois à l'heure, contre 0,59 m^3 em 1966, soit une augmentation de productivité de 361% en moins de vingt ans[5].

Ensuite, ces transformations d'ordre téchnique ont été accompagnées par des changements tout aussi importants dans l'organisation du travail. Celui-ci a en effet été soumis à une forte rationalisation, comme en témoigne l'evolution du ratio contremaître encadriat en moyenne 29 hommes, ce taux n'était plus que de 12 en 1981. Soulignons également qu'aujord'hui, environ 70% de la machinerie d'exploitation appartient aux travailleurs, aux artisants et aux petits entreprises forestiers. Compte tenu du coût souvent élevé de ces équipements, et de la nécessité d'amortir rapidement le capital investi, un tel mode d'organisation du travail a inévitablement eu un effet positif sur l'accroissement de la productivité.

Enfin, les processus de production à haut rendement connaissant, depuis quelques années, des développements majeurs. Ainsi, le processus de «l'arbre entier mécanique», qui permet une productivité moyenne de 6,9 m^3 de bois par heure-homme, representait 31% du volume de bois coupé au Québec en 1985, contre 21% en 1981; selon certaines estimations, il devrait plafonner à 40% en 1991. A l'inverse, le processus du «tronc entier manuel», qui permet une productivité moyenne de 1,4 m^3 par heure-homme, soit 4,5 fois moins que le processus précédent, représentait 21% du volume de bois

[4] G. Fortin et E. Gosselin, *ibid.*, p. 60.

[5] On trouvera le détail de toutes les données subséquentes, ainsi que les sources de ces données, dans la série de tableaux présentée en annexe.

coupé en 1985, contre 38% cinq ans auparavant; il devrait normalement atteindre un plancher de 15% en 1991.

IV Les impacts de la modernisation de l'industrie sur les travailleurs forestiers

Globalement, toutes ces transformations ont eu des effets majeurs aussi bien sur la nature du travail en forêt que sur la structure des emplois et les mode de vie des travailleurs forestiers.

En premier lieu, les nombreuses modifications dans l'économie agraire d'après-guerre ont largement contribué à dissocier les anciens liens de complémentarité entre l'agriculteur et le travail forestier au sein de certains espaces ruraux; conjugées au processus d'urbanisation, à l'élévation des aspirations des travailleurs en termes de niveau de vie et à mécanisation de ce sous-secteur, ces modifications ont également favorisé l'émergence d'une main-d'œuvre forestière professionnelle. Et si de tels changements ont permis de stabiliser la mian-d'œuvre, ils ont aussi créé les conditions favorables à l'émergence d'un long processus de syndicalisation d'une large fraction de la main-d'œuvre forestière. Pour les travailleurs forestiers, cette professionnalisation du travail en forêt correspond donc à une amélioration significative des conditions de travail, nottamment au chapitre des horaires de travail, de la rémunération et des indemnités et enfin des conditions de vie dans les camps forestiers.

En second lieu, la mécanisation et la rationalisation du travail en forêt ont permis d'accroître la productivité et de réduire d'autant le niveau d'emploi dans l'ensemble du secteur de l'explicitation forestière. De 45 000 qu'il était en 1951, le nombre de travailleurs forestiers est passé à 25 000 en 1981. Il en est de même du niveau d'emploi dans *l'industrie* sw l'exploitation forestière, lequel est passé de 22 450 salaires en 1963 à 9 881 en 1983. Traduite en millers d'heures personnes payées à la production, une telle diminution est de l'ordre de 260% en vingt ans, alors que le volume de bois coupé a augmenté de 45% pendant la même période.

En troisième lieu, le forte mécanisation du travail en forêt a profondément modifié la structure des emplois forestiers, les opérateurs de machinerie remplaçant progressivement les travailleurs manuels, notamment les bûcherons. A titre indicatif, soulignons que le processus de «l'arbre entier mécanique» (31% du volume de bois coupé en 1985) implique un ration opérateur de machinerie/manœuvre ou bûcheron de 0,83 homme-heure, contre 0,33 homme-heure pour le processus «tronc entier manuel» (21% du volume de bois coupé en 1985). Les rapports mensuels de la main-d'œuvre en forêt produits par l'association des industries forestières du Québec nous permet-

tent de mieux cerner l'importance des changements récents de qualification de la main d'œuvre dans l'exploitation forestière. Ainsi, alors qu'en 1975 près de 41% de la main-d'œuvre forestière travaillait à l'aide de scie à chaînette et de débardeurs à chargement et déchargement manuels, ce taux n'est plus en 1985 que de 22,5%. A l'invers, alors qu'en 1975 les opérateurs de machinerie hautement mécanisée (auto- chargeuses, moissonneuses, bûcheronnes et tronçonneuses) représentaient 7,1% de la main d'œuvre, ce taux est passé en 1985 à 15,4%, soit une augmentation de plus de 100% en dix ans.

Les exigences du travail mécanique ont ainsi incité les entreprises forestières à faire appel à une main-d'œuvre de plus en plus qualifiéé, ce dont rémoigné l'évolution récente du niveau de formation générale de la main-d'œuvre forestière. Par exemple, alors qu'en 1971 seulement 2,1% de la main-d'œuvre forestière au Québec avait plus de 13 ans de scolarité (formation collégiale, universitaire ou l'équivalent), ce taux est passé en 1981 à 11,2%. Et un tel taux n'inclut pas les titulaires de certificat ou de diplôme d'une école de métier, lesquels représentaient en 1981 plus de 12% de la main-d'œuvre forestière. A l'inverse, le taux de travailleurs forestiers n'ayant pas atteint la 9e années chuté de 68% à 41,6% pendant la même période.

Parmi d'autres, l'une des conséquences majeures de ces changements dans l'industrie de l'exploitation forestière réside dans le mode de recrutement de sa main-d'œuvre. De façon unanime, les services du personnel des grandes entreprises forestières avec lesquelles nous avons communiqué nous ont indiqué qu'ils recrutaient de moins en moins de travailleurs forestiers au sein des zones rurales, une part de plus en plus élevée de travailleurs provenant plutôt de milieu urbaine de petite taille, la où l'on trouve la plupart des usines de pâtes et papiers au Québec.

* * *

La modernisation de l'industrie de l'exploitation forestière n'a donc pas seulement rompue l'ancien équilibre entre le travail en forêt et le travail agricole; elle a aussi introoduit, si l'on s'en tient à l'origine de sa main-d'œuvre, un taux de divorce grandissant entre l'environnement rural et l'ensemble de ce secteur. De surcroît, le profil de qualification du travailleur forestier, malgré des caractéristiques spécifiques toujours dominantes, tend de plus en plus à se rapprocher de celui rencontré dans d'autres secteurs dite plus avancés.

ANNEXE

Tableau 1. L'INDUSTRIE FORESTIÈRE AU QUÉBEC (1983)

Sous-secteurs	Nombre d'établissements	Nombre total de salariés
Exploitation forestière	704	9 881
Industrie du bois	1 113	27 367
Industrie du papier et activitées connexes .	207	40 829
Total	2 024	78 077

Sources: Statistique Canada, cat. 25-201 et 25-202, 1983.

Tableau 2. RENDEMENT EN M^3 PAR RAPPORT AUX HEURES TRAVAILLÉES (Travail à la production seulement)

Années	m^3/H	Taux de croissance (%)
1966(1)	0.59	(100)
1971	1.05	
1976	1.31	
1981	1.87	
1984	2.13	(361)

Sources: Statistique Canada, cat. 25-202 et 25-201.

(1) Conversion des cunits en m^3 (.1 cunit = 2.83 m^3).

Tableau 3. EVOLUTION DU RATIO CONTREMAÎTRE-HOMMES DANS LE SECTEUR DE LA FORÊT (TRAVAILLEURS FORESTIERS ET BÛCHERONS) AU QUÉBEC (classement par profession), 1951, 1961, 1971, 1981.

	1951 N	1961 N	1971 N	1981 N
Ratio ..... contremaître-hommes	29.1	23.5	13.1	12.6

Sources: Recensements du Canada, Main-d'œuvre, 1951, 1961, 1971, 1981, t. 2.

N. B.: Ce ratio n'inclut pas les femmes.

Tableau 4. PROSUCTIVITÉ HEURE-HOMME EN MÈTRES CUBES DE BOIS ET RATIO OPÉRATEUR DE MACHINERIES/MANOEUVRE OU BÛCHERON SELON LE PROCESSUS DE PRODUCTION, 1985.

Processus de production	Productivité moyenne par heure-homme en m^3	Ratio opérateur de machinery/ /manœuvre ou bûcheron
I Arbre entier mécanique	6.9 m^3	0.83
II Arbre entier manuel	2.25 m^3	0.30
III Tronc entier manuel	1.4 m^3	0.33
IV Tronçonné (principalement boise privé)	1 m^3	0.20

Sources: J.-C. Thibodeau, *Impact des nouvelles technologies sur la structure économique du Québec,* document no. 3, INRS-Urbanisation, pp. 22-23 (nous avons effectué un traitement secondaire des données présentées par l'auteur).

Tableau 5: EVOLUTION PROCENTUELLE DE LA RÉPARTITION DU VOLUME DE BOIS COUPÉ AU QUÉBEC SELON LES PROCESSUS DE PRODUCTION, 1981-1982, 1984-1985, 1991.

Processus de production	1981-1982 %	1984-1985 %	1991(1) %
i Arbre entier mécanique	21	31	40
II Arbre entier manuel	10	17	20
III Tronc entier manuel	38	21	15
IV Tronçonné (principalement boisé privé)	29	29	25
Total (%)	98%(2)	98%	98%

Sources: J. C. Thibodeau, *Impact des nouvelles technologies sur la structures économique du Québec,* document no. 3 , INRS-Urbanisation, 1985, t. 2 et 8, pp. 20 et 32.

(1) Estimation

(2) Les 2% manquants correspondent à la part du processus «tronc entier mécanique».

Tableau 6. EVOLUTION DE L'ENSEMBLE DE LA POPULATION ACTIVE DANS LE SECTEUR DE LA FORÊT (EXPLOITATION ET SERVICES) AU QUÉBEC, 1951, 1961, 1971, 1971, 1981.

Exploitation forestière	1951	1961	1971	1981
Nombre de travailleurs forestiers	45 022	42 441	21 920	25 200
Production en milliers de mètres cubes par année	32 308(1)	24 792(1o)	26 581	34 234

Sources: Statistique Canada, cat. 94-739, t. 1 et cat. 93-965. t. 6.

(1) Conversion des cunits en m^3: 1 cunit = 1,83 m^3.

Tableau 7. EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE DANS L'INDUSTRIE DE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE (ACTIVITÉ TOTALE) AU QUÉBEC, 1963, 1968, 1973, 1978, 1983.

1963	1968	1973	1978	1983
22 450	16 868	14 690	11 959	9 881

Source: Statistique Canada, cat. 25-201.

Tableau 8. EVOLUTION D ELA RÉPARTION PROCENTUELLE DES DEUX PRINCIPAUX GROUPES DE TRAVAILLEURS RATTACHÉS AUX OPÉRATIONS FORESTIÈRES ET DES CONREMAÎTRES, QUÉBEC, SEPTEMBRE 1975, 1980, 1985.

	1975 %	1980 %	1985 %
Opérateurs de scies mécaniques, de débusqueuses et de débardeurs à chargement et déchargement manuels	41	36.7	22.5
Opérateurs de débardeurs (autochargeuse) de moissonneuses (Processor - Koehring Waterous, etc.), de bûcheronnes et de tronçonneuses	7.1	7	15.4
Contramaîtres	5.6	8.4	7.8

Source: Association des industries forestières du Québec, *Rapport mensuel de la main-d'œuvre en forêt,* septembre 1975, 1980, 1985.

Tableau 9. EVOLUTION DU NIVEAU DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE FORESTIÈRE DU QUÉBEC, 1971, 1981.

Formation	1971		1981	
	%	N	%	N
Plus de 13 ans de scolarité études universitaires, collégiales ou l'équivalent avec ou sans diplome	2.6	(560)	11.2	(2 830)
Certificat ou diplome d'une école de métier	—	12.7	(3 210)	
Entre 9 et 13 ans de scolarité	29.4	(6 455)	34.5	(8 685)
N'ayant pas atteint la 9e anné	68	(14 900)	41.6	(10 480)
Total	100	(21 915)	100	(25 205)

Sources: Statistique Canada, cat. 93-965, t. 16 et 94-739, t. 1.

RESUME:

L'auteur examine le processus récent de modernisation de l'industrie de l'exploitation forestière au Quebec. Une telle étude met notamment en relief les conséquences de la mécanisation et de la rationalisation du travail dans ce secteur sur la nature des tâches, la structure des emplois et les modes de vie des travailleurs forestiers.

ABSTRACT:

The author examines the recent modernisation process of Quebec lumbering industry. This study will particulaly adress the consequences of work mecanization and rationalization in this sector, upon the nature dutys job structure and life-style of lumbermen.

A MODERNIZAÇÃO E A MUDANÇA NO TERRITÓRIO: TENDÊNCIAS E CONTRADIÇÕES

Abílio Silva Cardoso
Faculdade de Engenharia da Universidade do Porto
Comissão de Coordenação da Região Norte

1 – Modernização

A palavra modernização é frequentemente associada à introdução de tecnologias novas nos processos de produção, distribuição e consumo. Uma tal associação sem mais pode ser suspeita de determinismo tecnológico. Outros dirão, então, que a modernização tem mais ou tem sobretudo a ver com a alteração das mentalidades, dos processos sociais, da estruturação dos conflitos, etc., isto é com a inovação social que acompanha e possibilita a «revolução tecnológica».

Qualquer que seja a formulação, contudo, é geralmente aceite que a modernização tem um objectivo económico preciso, a saber o aumento da eficiência, da produtividade. Mas estudos recentes realizados no Japão – que funciona actualmente como una espécie de modelo da modernidade produtiva – mostraram que a sua maior produtividade não resulta em geral da utilização de mais e mais sofisticado equipamento, mas de uma diferente forma de organização do processo produtivo (Schonberger, 1985). Teremos então que a modernização não é sinónimo de alta tecnologia, até porque a introdução de sofisticados sistemas automáticos em processos de produção que não tenham ainda sido reorganizados racionalmente é mais provável que perpectue as ineficiências das anteriores tecnologias e práticas laborais do que implique significativos ganhos de produtividade (Riley, 1985; Sayer, 1985).

O conceito de modernização já aparece mais impreciso. Mas considera-se agora o que poderá significar em Portugal e em França, por exemplo. Será que modernização quer dizer a mesma coisa em Portugal e na Europa desenvolvida, nos EUA ou no Japão? Será que a modernização em Portugal estará sobretudo associada à introdução de sofisticadas tecnologias de ponta e ao desenvolvimento de sectores produtivos interormente novos?

A minha resposta é pela negativa. De facto, parece-me que o desenvolvimento (a modernização.?) do País dependerá tanto ou mais da construção das várias estradas baptizadas de IP e IC (Itinerários Principais e Complementares), da reestruturação de sectores produtivos tradicionais tais como os têxteis, os sapatos ou agricultura, da reformas da burocracia estatal, etc. do que da digitalização da rede nacional de telecomunicações, do aparecimento e consolidação de sectores produtivos novos que consigam moldar para si um nicho no mercado internacional ou da introdução sem mais de dispendiosos sistemas informáticos, etc.

Estas notas bastam para mostrar que modernização é um conceito caótico, sem definição precisa do seu conteúdo: pode significar coisas diferentes em diferentes contextos sociais e geográficos. Mas, por rações que outros já procuraram discernir (Amaro, 1986), está na moda, como outros termos já estiveram, substituindo desenvolvimento, que tinha pelo menos a vantagem de ser uma noção já longamente debatida, com palavra de serviço. O seu uso, coloca, no entanto, a necessidade de precisar o sentido.

Aqui tomarei modernização como querendo significar a introdução e/ou progressiva sedimentação, com um certo grau de urgência e de simultaneidade, de formas de organização do trabalho, de tecnologias, de formas de mediação dos conflitos e/ou de relações de consumo novas relativamente ao pré-existente num determinado espaço territorial. Modernização com este sentido é, portanto, um conceito relativo, isto é o que pode ser constitutivo de modernidade num País pode não ser mais do que prática corrente noutro. Permite, no entanto, considerar a questão sem cair facilmente em reducionismos desprovidos de sentido e exige a saudável clarificação do que se quer significar com o uso da noção na discussão de situações concretas.

2 – O Social e o Espacial

Sendo esta uma reunião de sociologia e falando-se nesta comunicação sobretudo de território, é necessário justificar a relação.

Depois de um tempo em que os «especialistas do espaço» pensaram que este podia determinar o comportamento social, que teve

como reacção, talvez inevitável, num outro momento em que o espaço deixou de ter conteúdo autónomo, era uma mera categoria residual, geógrafos, sociólogos e outros começarem a desenvolver a ideia de que geografia e sociedade não são independentes, não fazendo sentido separá-las para dar a uma ou outra a dominância.

Dou-lhes a palavra. Do lado dos geógrafos, Doreen Massey numa secção titulada significativamente de «O social e o espacial: a impossível dicotomia» escreve:

> «O facto de os processos sociais no espaço, os factos da distância ou da proximidade, da variação geográfica entre áreas, do carácter e significado individuais de regiões e lugares específicos – tudo isto é essencial à operação dos processos sociais. Tal como não há processos puramente espaciais, também não há processos sociais não-espaciais (...) A geografia no seu sentido mais rico implica não só distância, mas também diferenciação física do terreno, da vegetação, do clima. Estas características e variações são importantes. Os seus impactos, sentido e uso serão, é evidente, construídos socialmente, mas esta é uma construção de qualquer coisa (...) São certamente inválidas as tentativas dos geógrafos de definir abstractamente processos espaciais sem referência ao seu conteúdo substantivo. Mas é igualmente inválido as disciplinas substantivas ignorarem o facto de as relações que leas estudam ocorrerem num mundo geograficamente diferenciado» (Massey, 1984, pp. 52-3. Minha tradução – A. C.).

Do lado dos sociólogos, Anthony Giddens escreve:

> «A maioria dos cientistas sociais tratam o espaço e o tempo como meros ambientes da acção (...) Exceptuando os trabalhos recentes de alguns geógrafos (...), os cientistas sociais não têm conseguido construir o seu pensamento tendo em conta os modos como os sistemas sociais se constituem no espaço-tempo (...). O meu argumento é que esta questão (...) não é um tipo específico ou uma «área» da ciência social que possa ser tida ou não em consideração à vontade. Está no coração da teoria social e deve, portanto, ser vista como de importância considerável na condução de investigações empíricas nas ciências sociais» (Giddens, 1985, p. 265. Minha tradução – A. C.).

e noutro trabalho:

> «O desenvolvimento social envolve caracteristicamente movimentos espaciais e temporais, a mais significativa forma

dos quais, no nosso tempo, diz respeito à expansão mundial do capitalismo industrial ocidental» (Giddens, 1979, p. 206).

Estas longas citações, apesar de eventualmente maçadoras, têm no meu ponto de vista a vantagem de me pouparem o esforço de tentar explicar a relação entre sociedade e território. O que nelas se diz basta para justificar a razão de ser desta comunicação.

3 – **Localização do emprego industrial: tendências**

A localização da indústria transformadora tem sido recentemente objecto de vários estudos empíricos e teorizações que procuram captar tendências verificadas, fazendo apelo em maior ou menor grau ao processo de introdução e difusão de inovações.

Procurarei rever algumas dessas teorias que identificam diversas tendências, sendo evidentes várias contradições entre elas. Duas – a teoria do ciclo do produto e a teoria do ciclo do lucro – centram-se na evolução temporal, dos sectores produtivos em si mesmos e mais ou menos isolados de outras influências que não sejam as que derivam da natureza das respectivas produções e mercados.

As outras duas teorias aqui consideradas procuram por sua vez comparar as consequências para as interrelações industriais a localização da produção das características das várias formas de organização dos processos produtivos. Designá-las-ei por teoria da divisão espacial do trabalho e teoria do processo de trabalho.

A teoria do ciclo do produto foi adoptada por Vernon (1966) com o objectivo de explicar as mudanças de localização a nível internacional. Posteriormente, foi retomada por geógrafos e cientistas regionais que a utilizaram para explicar tendências verificadas ao nível nacional. No processo, foi ligeiramente adaptada, embora a sua ideia básica permaneça inalterada. A descrição aqui feita segue de perto uma das formulações mais recentes de vida a Moriarty (1983).

Segundo esta formulação um produto passa por quatro fases sucessivas desde o seu aparecimento até à obsolescência:

1) — *Invenção e introdução* caracterizada pela importância estratégica do investimento em ID — requerendo ligação com o meio científico e tecnológico e trabalho altamente qualificado, raro e caro — , da flexibilidade nas fontes de matérias-primas, de comunicações eficientes com fornecedores, clientes e possivelmente competidores e de acesso fácil a mercados ricos que possam adquirir os novos e caros produtos. Nesta fase a elasticidade-preço da procura tende a ser baixa, pelo que será de pequena consequência locacional;

2) — *Expansão através da ampliação do capital,* em que o processo produtivo já está suficientemente consolidado e se procede à

expansão do capital produtivo, acompanhando o aumento rápido da procura. A necessidade de flexibilidade no aprovisionamento declina e, apesar do trabalho qualificado ser ainda necessário para a realização de operações produtivas específicas, os processos de produção estandartizam-se progressivamente, permitindo a obtensão de economias de escala através de técnicas de produção em massa, baseadas em trabalho especializado;

3) — *Maturidade* em que o investimento se dirige principalmente à substituição e modernização do capital produtivo necessários à redução dos custos da produção, apesar da competição pelos preços dever ser ainda pequena, porque o mercado se expande, embora desaceleradamente. A produção em massa está consolidada;

4) — *Estagnação e obsolescência,* em que a procura estagna, a competição por um mercado que encontrou o seu limite se intensifica e a produção se destina meramente à substituição dos produtos consumidos ou obsoletos. Nestas condições, as tentativas de aumentar as quotas de mercado implicam pressões acrescidas sobre os custos da produção, enquanto, por outro lado, a estagnação do mercado torna problemáticas estratégias de intensificação do capital. Assim, a redução dos custos do trabalho torna-se uma necessidade fundamental.

Os problemas estratégicos variam de fase para fase do ciclo, colocando exigências que têm implicações espaciais, nomeadamente por via do tipo de trabalho dominante em cada uma. Assim, na primeira fase, localizações centrais, facilitando a captação de trabalho altamente qualificado, o contacto directo com centros de inovação e com consultores económicos e de gestão e o acesso fácil a fornecedores e clientes, tenderão a ser privilegiadas, porque este tipo de actividades existem contactos inter-pessoais directos (Built Environment, 1983; Segal Quince and Partners, 1985). A última fase, por outro lado, favorece as localizações descentralizadas em áreas urbanas de baixa posição hierárquica ou mesmo em áreas rurais de industrialização difusa, porque aqui os custos salariais tendem a ser mais baixos. As fases intermédias corresponderão localizações com características entre os extremos indicados.

Ao ciclo de vida do produto corresponderia assim uma filtragem sucessiva da localização da produção, em termos espaciais. Filtragem que se poderá traduzir imediatamente em tendências de desurbanização nas mais importantes áreas metropolitanas e concomitante crescimento de centros urbanos e áreas rurais periféricas, se, como é argumentado ser o caso presente nos países mais desenvolvidos, muitos produtos estiverem nos estádios 3 e 4 do seu ciclo e só um pequeno número estiver nas primeiras fases de crescimento

(Moriarty, 1983). A reurbanização, por outro lado, corresponderá ao aprofundamento quantitativo do processo de inovação geral da produção.

Mas a desurbanização e talvez também a reurbanização são facilmente explicadas por esta teoria, as tendências de suburbanização também são com elas compatíveis se for possível provar que os custos do trabalho são mais reduzidos nas áreas periféricas das áreas metropolitanas.

A teoria do ciclo do produto tem sido recentemente objecto de váriaas críticas dirigidas sobretudo à sua generalidade, implicando a não consideração «das particularidades das indústrias como um inevitável prisma através do qual as forças estruturais são refractadas em resultados específicos» (Storner and Walker, 1983, p. 25), e ao seu determinismo tecnológico, resultante de «a essência do modelo se centrar na mudança tecnológica e suas implicações nas decisões de investimento (...), com exclusão quase total de qualquer outro tipo de consideração» (Taylor, 1986, p. 753). As consequentes inadequações do modelo são listadas por este autor: 1) as funções de produção são distorcidas em favor do factor trabalho; 2) as questões da natureza e relações de propriedade das empresas são tratadas ambiguamente; 3) o processo de inovação implícito tem pouca relação com a realidade; 4) cada produto é suposto seguir um processos igual a todos os outros; 5) as contingências internas das empresas são simplificadas ou ignoradas, etc.

Taylor finaliza concluindo que:

> «Embora se aceite a existência, pelo menos hipotética, de um ciclo do produto e de um possível ciclo de mercado, envolvendo gostos, preferências, preços, a interdependência de produtos, etc., deve também haver um ciclo da empresa inteiramente independente (...) A realidade poderá, portanto, ser melhor interpretada como a dança e contradança destes três possíveis ciclos e não o resultado determinístico do ciclo do produto por si só» (Taylor, 1985, p. 760).

Markusen (1986) desenvolveu uma teoria alternativa, o modelo do ciclo do lucro, que embora incorpore aspectos do modelo do ciclo do produto, procura ultrapassar as limitações que ela própria encontra neste, que são: 1) o postulado, não suportado empiricamente, de que a procura a longo-prazo necessariamente crescerá para depois cair; 2) a não consideração do papel da competição imperfeita, apesar de estruturas oligopolistas serem normais principalmente nas fases inicial de um novo sector e final quando o mercado atinge a saturação, o que altera dramaticamente o comportamento das empresas; 3) o facto de implicitamente se basear numa teoria da

produção dirigida pela procura, em que as empresas respondem automaticamente às forças do mercado, em vez de na motivação principal do comportamento das empresas que é o lucro.

Segundo Markusen, o ciclo do lucro tem caracteristicamente cinco fases: 1) *Lucro nulo* correspondendo ao lançamento de um novo sector com base em produto(s) recentemente inventado(s) e em desenvolvimento; 2) *Super lucro* em que os altos rendimentos resultam de situações de monopólio e de avanço tecnológico temporárias; 3) *Lucro normal* ocorrendo quando a entrada no sector se torna livre, não existem condições de um continuado poder sobre o mercado e este se começa a dirigir para a saturação; 4) *Lucro normal mais ou normal menos* correspondendo ao estádio pós-saturação em que uma «oligopolização» com sucesso consegue gerar lucros acima do normal ou, em alternativa, o excesso de competição conduz a lucros abaixo do normal; e 5) *Lucro negativo* quando o sector entra na obsolescência.

Apesar da evolução normal de um sector corresponder à sua passagem sucessiva pelas 5 fases, verificam-se também saltos, nomeadamente do segundo estádio directamente para o quarto, sem haver um período competitivo caracterizado por uma maior abertura na entrada de novas firmas no sector. Por outro lado, a duração das várias fases mesmoquando todas estão presentes é variável. Finalmente, as três variáveis estratégicas investimento, emprego e produção tendem a apresentar uma função de evolução temporal em forma de sino, mas o máximo será atingido primeiro pelo investimento, depois pelo emprego e finalmente pela produção, correspondendo este último à passagem da terceira para a quarta fases. O declínio de todas as variáveis tenderá a ser muito mais rápido no caso da oligopolização final se verificar muito cedo.

Às sucessivas fase do ciclo correspondem comportamentos locacionais típicos. Primeiro, *concentração* da ou das poucas empresas inovadoras em um ou muito poucos locais. Segue-se-lhe um processo de *aglomeração* em que o crescimento em número e dimensão das empresas iniciais atrai outros sectores inter-ligados e mão-de-obra à(s) localização)ões) inicial(ais). Na terceira fase verificar-se-á uma *dispersão* resultante da operação cumulativa ou separadas das tendências para as empresas expandirem a sua capacidade produtiva perto de outros mercados e para procurarem localizações onde o trabalho e o solo sejam mais baratos, resultante da limitação dos custos se tornar progressivamente mais necessária à manutenção dos níveis de lucro.

Se o comportamento oligopolista ocorrer cedo, quando o sector está ainda muito concentrado, tenderá a limitar o crescimento nos locais de implantação inicial e a retardar o seu desenvolvimento nou-

tras áreas, truncando assim o processo de dispersão. Markusen designa este efeito de *retardamento*. Contudo, o mesmo comportamento em períodos posteriores, quando as pressões competitivas provocadas pela estagnação do mercado acentuarem a procura de localizações de baixos custos salários e outros e clima de negócios favorável, tenderá a ter a implicação inversa, acelerando a descentralização. Isto é designado de *relocalização*.

Retardamento e relocalização são, portanto, os dois efeitos possíveis na quarta fase, dependendo da emergência de oligopólios. A quinta e última fase de lucros negativos implicará o *abandono*. O abandono de capacidade produtiva por conglomerados poderá, contudo, ocorrer mais cedo se oportunidades de lucros superiores aparecerem noutros sectores. Este tipo de empresas tenderá assim a retirar ou fechar capacidade produtiva progressivamente, enquanto as corporações sectoriais e as PME's tenderão a ter um comportamento mais abrupto, sendo o das PME's provavelmente mais retardado, devido aos mais profundos laços pessoais que mantêm com as regiões e à menor capacidade de encontrarem outras oportunidades de investimento, e mais profundo, devido à sua maior vulnerabilidade, Durante a fase de *abandono,* o grau de concentração espacial aumenta porque as empresas localizadas nas poucas áreas mais favoráveis tenderão a sobreviver mais tempo. As áreas de concentração final, no entanto, não deverão coincidir com as de concentração inicial, porque os factores de localização mais importantes são diferentes.

A teoria de Markusen, embora seja em alguns aspectos similar ao modelo do ciclo do produto, resolve alguns dos problemas deste, propondo um conjunto de efeitos espaciais diferentes, nomeadamente nas fases finais. As suas vantagens residem na maior consideração dada a diversos factores que não a tecnologia, nomeadamente ao tipo de empresa, às pressões oligopolistas e às relações de propriedade e na maior flexibilidade com que concebe o seu ciclo. No entanto, algumas das críticas apontadas ao modelo do cilco do produto, são também válidas aqui, embora de uma forma mitigada. Cito, em particular, um certo determinismo que subsiste e a não conceptualização do papel mediador das características específicas dos sectores e dos países.

A procura do lugar dessas especificidades na formulação teórica geral é, precisamente, um dos objectivos principais de Massey (1984). Resumindo a contribuição desta autora, podem identificar-se três argumentos principais. Primeiro, a organização espacial das relações de produção varia enormemente entre sectores e entre empresas individuais. Segundo, cada tipo de estrutura espacial implica uma forma diferente de desigualdades regionais. Terceiro, a enorme variedade de condições pré-existentes a nível local afectam a forma

como os processos gerais operam, pelo que se pode dizer que «as características e processos locais não são menos reflexos de determinações nacionais ou internacionais» (p. 119).

Massey identifica várias formas de estrutura espacial da produção que apresenta como exemplos sem a pretensão de ser exaustiva. Aquelas que analisa em detalhe são a estrutura de concentração (concentrated), estrutura de filiais idênticas (cloning branch-plant) e a estrutura de filiais especializados (part-process). Na primeira não há hierarquias espaciais internas às empresas, concentrando-se toda a produção de uma firma num único local. Uma tal estrutura espacial é a mais provável em pequenas empresas.

As empresas com o segundo tipo de estrutura espalham a sua produção por várias regiões, de modo por exemplo a poderem diversificar as fontes de matérias-primas, mas as funções desempenhadas em cada local são em grande parte as mesmas, com excepção das funções de administração e controlo geral de nível mais elevado que se concentram na sede. Assim, tanto a sede como todas as filiais possuem o processo produtivo complexo que é idêntico em todas elas. Todas as filiais mantêm também funções de gestão e controlo locais dotadas de maior ou menor independência, distinguindo-se a sede por, para além destas funções, concentrar também o planeamento estratégico, o controlo financeiro orçamental, e outras funções do mesmo tipo.

Finalmente, a estrutura de filiais especializadas caracteriza-se pela combinação da segmentação hierarquizada da administração e controlo com a divisão do próprio processo produtivo entre as várias filiais, cada uma especializada numa parte desse processo. Existe não somente uma divisão técnica do trabalho no interior da empresa, mas também uma divisão espacial correspondente à atribuição dos diversos estádios da produção a diferentes regiões. O objectivo da divisão espacial é o mesmo da divisão técnica, isto é aumentar a produtividade e portanto o lucro, ajustando melhor as fases da produção aos seus específicos factores locacionais, tirando partido das diferenciações geográficas, nomeadamente em termos de mercado de trabalho. Assim, é possível que não só a forma geográfica seja uma manifestação exterior da divisão técnica do trabalho repartida por várias localizações, mas também inversamente que a própria divisão técnica seja desenvolvida para tirar partido das diferenças existentes entre diversas localizações. Divisão técnica e divisão espacial são, portanto concebidas como inter-relacionadas, não sendo possível estabelecer à priori qual é que tem precedência sobre a outra.

As implicações destas estruturas em termos das desigualdades regionais são diferentes. A estrutura de concentração não produz necessariamente nenhum tipo específico de dominância e subordina-

ção regional, sendo logicamente compatível com uma distribuição perfeitamente uniforme de todos os sectores, funções e processos produtivos. No entanto, uma coisa é a lógica, outra é a história. E em termos históricos, esta estrutura tem estado estado usualmente associada à concentração regional da indústria, determinada por factores externos não planeáveis pelas empresas. O papel das regiões no sistema mais geral pode assim ser definido como *especialização sectorial,* já que os factores exteriores tenderão a ter influência idêntica sobre todas as empresas do mesmo sector, produzindo uma especialização em que sectores inteiros se concentram em certas regiões e outros noutras.

As distinções interregionais caracteristicamente associadas com os outros dois tipos de estrutura espacial das empresas são muito diferentes. Desde logo, haverá relações de dependência funcional entre as regiões paralelas às relações de dependência estabelecidas internamente às emprsas através das funções de administração e controlo. O controlo exterior característico de uma estrutura de filiais poderá só por si implicar uma maior mobilidade geográfica e concomitante menor apego a locais concretos, uma maior drenagem dos lucros e efeitos multiplicadores locais no sector dos serviços menores. Poderá ainda ter implicações a nível da estrutura ocupacional das profissões ligadas à gestão e controlo da produção, justificando a concentração das categorias mais qualificadas.

Estes são os problemas principais das «economias baseadas em filiais» (branch-plant economies). Mas a estrutura de filiais especializadas para além destes efeitos produz outras consequências mais profundas em termos de desigualdades regionais. Primeiro, os multiplicadores materiais tenderão a ser menores por as empresas manterem ligações produtivas internas, planeadas inter-regionalmente. Segundo, os próprios multiplicadores imateriais (serviços) tenderão a diminuir porque o grau de autonomia de gestão de uma filial especializada será em geral menor do que de uma filial com todo o processo produtivo. Terceiro e principalmente, conduz a profundas diferenciações de estrutura ocupacional, concentrando as funções de administração, controlo, concepção e desenvolvimento tecnológico, etc. em certas regiões e aprodução directa mais ou menos desqualificada noutras, com maiores ou menores gradações intermédias. No limite é perfeitamente possível ter uma estrutura regional sectorialmente homogénea mas com profundas diferenças em termos ocupacionais. O papel das regiões é então definido pela sua *especialização funcional.*

As implicações das duas formas de especialização regional – sectorial e funcional – são extremamente importantes. A sorte de uma região especializada sectorialmente depende da sorte do seu sector

dominante, isto é das relações de mercado não passíveis de planeamento interno às empresas. Uma região funcionalmente especializada em trabalho manual não qualificado será sempre uma região dependente, com comparativamente baixos níveis de rendimento monetário, com uma base de serviços deficiente e com a sua capacidade de desenvolvimento endógeno limitada pela falta de potenciais empresários, de profissionais, de trabalhadores qualificados, etc.

Embora reconhecendo que os processos causais nunca actuam isoladamente porque «é precisamente a sua operação numa variedade de combinações que produz a variedade e o único» (Massey, 1984, p. 6), Massey considera que tem havido uma tendência histórica para a «diferenciação espacial das estruturas ocupacionais das empresas (...) em alguns casos produzida pela separação dos diferentes estádios da produção; noutros dependente da colocação das unidades produtivas no 'ciclo do produto; e ainda em outras resultando da multiplicação de filiais produzindo o mesmo produto» (Massey, 1985, p. 14). Assim, apesar das contradições entre tendências diferentes, das especificidades locais e regionais, etc., a divisão espacial do trabalho estará, desde os anos 60 nos países mais desenvolvidos, a passar de dominantemente sectorial para dominantemente funcional e este facto será uma das razões fundamentais da «crise» generalizada das políticas regionais.

Analisados dois modelos de evolução temporal de *sectores* produtivos – ciclo do produto e ciclo do lucro –, abordada a questão das estruturas espaciais das *empresas,* interessa agora considerar os *processos produtivos* em si mesmos. Para tal procurarei comparar dois tipos de processos para a produção em massa. Um doi desenvolvido no Ocidente, nomeadamente nos EUA, a partir do início do século. É conhecido por Fordismo ou por sistema JIC, iniciais da frase «Just in case». O outro resultou da adaptação japonesa das práticas ocidentais no contexto da reconstrução do pós-guerra. É o JIT, de «Just in time». O primeiro ainda é dominante no Ocidente, enquanto o segundo é por ele emulado e cada vez mais copiado, a sequência do enorme sucesso da indústria japonesa.

Em termos muito gerais, o sistema JIC consiste num conjunto de processos de produção de grandes séries separadas por grandes armazenamentos actuando como tampões, e alimentando uma linha de montagem final. Baseia-se na extrema segmentação das tarefas atribuídas a trabalhadores diferentes que se especializam numa única operação ou num conjunto reduzido de operações e na independência relativamente a empresas fornecedoras. O elevado grau de especialização funcional implica uma grande interdependência, significando que qualquer perturbação numa parte mais ou menos estrita da produção pode ter efeitos importantes sobre todo o sistema. Para re-

mediar esta possibilidade, sistema desenvolveu um conjunto de defesas – daí a sua designação –, nomeadamente grandes armazenamentos à entrada e a intervalos da linha de produção, a manutenção de equipas de susbstituição para prevenir eventuais faltas dos trabalhadores e a diversificação das fontes de matérias-primas e componentes.

O sistema JIT, pelo seu lado, consiste na integração altamente desenvolvida e processos de produção de pequenas séries. É um sistema adaptativo que gera economias através da melhor adaptação da fabricação e da montagem a uma linha de fluxo contínuo e da redução da quantidade de trabalho, equipamento e material que em cada momento está inactivo – donde o nome. Depende de um conjunto de condições, nomeadamente «qualificação múltipla, trabalho flexível e rotação de postos de trabalho, sistemas de pagamento mais simples para facilitar aquelas condições, menor movimento de entrada e saída das empresas dos gestores da produção e dos trabalhadores-chave, maior envolvimento dos gestores e engenheiros de processo directamente na produção, controlo da qualidade total, círculos de qualidade para reduzir os desperdícios devidos a defeitos, garantir o envolvimento activo dos trabalhadores e facilitar a racionalização dos processos de trabalho, e colaboração estreita dos forncedores» (Sayer, 1986, p. 57).

Estas condições são, no entanto, muito mais gerais do que o sistema JIT, podendo ser aplicadas em conjunto ou separadamente a uma variedade de processos de trabalho. O seu objectivo fundamental é obter flexibilidade – do trabalho, das flutuações da procura agregada, relativamente a alterações na gama dos produtos, na introdução de completamento novos produtos e tecnologias. A sua operação, nomeadamente em conjunto no sistema JIT, tende a favorecer a aglomeração local de fábricas e linhas de montagem interligadas e uma relativa imobilidade do investimento. Assim, há alguma evidência empírica que mostra que a introdução do sistema JIT ou de algumas das suas condições poderá envolver ums re-centralização espacial, implicando a nível internacional uma inversão das tendências do passado, isto é a substituição de estratégias de deslocação de partes da produção para outros países por políticas implicando o abandono de filiais estrangeiras e a concentração das actividades em um número limitado de localizações.

Obviamente que este efeito de aglomeração e imobilidade será afectado negativamente por um conjunto de outras considerações, nomeadamente pela tendência de as grandes aglomerações de indústrias relacionadas gerarem organizações de trabalhadores fortes. Mas o que é mais interessante nesta análise dos processos de trabalho é que ela aponta para tendências que estão em flagrante con-

tradição com as que são congruentes com as teorias e modelos anteriormente revistos. A aglomeração local é contraditória com a especialização funcional a nível regional, bem como com as tendências dispersivas previstas para as fases finais do ciclo do produto e intermédias do ciclo do lucro. A imobilidade é antitética da própria noção de ciclo temporal com consequências espaciais.

Mas é bem possível que todos os factores analisados – cada qual com importantes mas distintas consequências económicas, espaciais e sociais — tenham um papel na presente e futura estruturação dos espaços produtivos. Se assim for, então, é impossível prever a configuração precisa dessas consequências, porque elas dependerão da forma precisas da combinação dos factores causais em cada caso concreto, em cada localização, sector ou empresa.

Alguns dos factores discutidos até aqui podem operar a nível do local, isto é conduzir a efeitos diferenciados de detalhe. Vimos em que condições isto poderia acontecer relativamente ao modelo do ciclo do produto; razões semelhantes são aplicáveis ao modelo do ciclo do lucro para a adaptar à explicação de diferenças intra-regionais. No entanto, o nível de actuação próprio destes factores é regional ou supra-regional. Assim, a aplicação dos modelos e teorias anteriores como instrumentos de explicação em espaços nacionais terá que considerar estes espaços não só em si mesmos, dotados de um certo grau de autonomia, mas também como integrados em espaços mais vastos e no limite, na economia mundial. Este o sentido de expressões como «divisão internacional do trabalho» ou «especialização económica internacional». A dependência de processos supranacionais será naturalmente tanto mais vincada quanto menores forem os factores de autonomia nacional. No caso português, o aprofundamento da sua integração na CEE e o próprio processo encetado pela Comunidade de construção do mercado interno, tornará cada vez mais possível e até talvez necessário conceber as tendências aqui verificadas em relação ao espaço económico mais vasto. Portugal ou as regiões portuguesas seriam então vistas como regiões europeias e os efeitos locacionais internos explicados pela sobreposição de factores nacionais e europeus ou, mais provavelmente quanto menores as empresas, só nacionais.

Mas se os factores indicados operarem, sobretudo, inter-regionalmente ou inter-nacionalmente, a explicação da localização específica terá que incluir adicionalmente outras considerações, complexizando-a. Entre estas considerações o preço das terra.

Scott (1980), procura precisamente explicar os padrões de localização urbana como o resultado cumulativo da sedimentação histórica das consequências espaciais dos processos de inovação técnico-económica introduzidas nos sistemas de produção e nas formas do

habitar. A inovação pode implicar a intensificação do uso do solo, se lhe corresponder um aumento de produção por unidade de área, ou a extensificação, no caso contrário. Mas o processo de intensificação do uso do solo tem como consequência que localizações mais centrais se tornam mais atractivas, enquanto a extensificação favorece localização em áreas mais periféricas, onde a renda diferencial é inferior.

Assim, a introdução de inovações técnicas põe em movimento um processos de relocalização dentro dos limites da competição pelo espaço entre os diferentes sectores produtivos e não-produtivos. Essa relacionalização implica o desaparecimento de empresas colocadas na margem espacial da produção e a invasão por outras empresas de áreas anteriormente vocacionadas para outros usos, mas é também compatível com a imobilidade espacial de empresas em localizações intermédias.

Sobrepondo no mesmo espaço o efeito acumulado de vários ciclos de inovação em cada sector e de inovações em diferentes sectores produtivos e não-produtivos, a síntese geral do processo dinâmico é obviamente muito complexa. Mas se houver tendências uniformes de intensificação do uso do solo em certos sectores, enquanto noutros tendências igualmente persistentes de extensificação se verificarem, então o padrão de localização tenderá a coalescer em áreas segregadas dotadas de clara identidade física, social e económica.

A hipótese aqui avançada em relação ao modelo do cilco de vida urbano – modelo descritivo de elevada aderência empírica, segundo o qual os centros urbanos passam sucessivamente por fases de urbanização, suburbanização, desurbanização e possivelmente reurbanização (Gilbelli, 1986; Van den Berg et al., 1982) – , é evidentemente que cada uma das suas fases é a manifestação exterior de inovações na produção, na distribuição e na habitação, cujos efeitos em termos do binómio intensificação/extensificação são persistentes no sentido atrás indicado. A passagem de uma fase à seguinte corresponderá, portanto, à acumulação de alterações significativas no padrão das implicações espaciais das inovações correspondentes à fase anterior. Assim, por exemplo, a suburbanização seria o resultado da progressiva extensificação dos processos de utilização do solo correspondentes sobretudo à residência urbana e à grande indústria e da intensificação das funções de controlo e gestão, libertas da necessidade de uma relação espacial imediata com a produção, do terciário superior, do comércio especializado, etc. A desurbanização, pelo seu lado, corresponderá à extensificação progressiva do grande comércio e de algumas funções de gestão, implicando maior competição pelo espaço na periferia urbana, de que resultam tendências in-

flacionistas nestas áreas que «empurram» a habitação e a indústria para outras áreas urbanas hierarquicamente inferiores.

A grande atractividade desta teroria é, obviamente, a sua linearidade, isto é, a derivação que faz dos padrões de localização a partir de *um único factor,* a saber o efeito de intensificação ou extensificação do uso do solo das inovações introduzidas numa área urbana. Esta qualidade, é, como tantas vezes acontece, também o seu maior defeito: reduzir a complexidade dos processos urbanos a um só mecanismo causal tende a deixar pelo caminho factores significativos.

No entanto, articulada com modelos e teorias atrás discutidos, a teoria da estruturação urbana de Scott poderá revelar uma grande capacidade explicativa. Uma tal articulação, por outro lado, não se afigura impossível porque todos os processos descritos têm nas implicações espaciais da inovação um dos seus aspectos centrais.

4 – **Comentários finais**

O objectivo inicial desta comunicação era fazer um levantamento das implicações socio-espaciais dos processos de inovação através da revisão de teorias e modelos que procuram conceptualizar tendências com expressão empírica e da avaliação sumária de algumas dessas tendências na Área Metropolitana do Porto. O projecto envolvia a abordagem sucessiva de três grandes áreas:

1) Tendências ao nível do emprego industrial tendo em conta transformações nos processos de trabalho e na estruturação espacial das empresas e dos sectores, bem como as eventuais implicações dos grandes ciclos de inovação que literatura recente tem associado aos ciclos económicos longos de Kondratieff;

2) Tendências relativas ao emprego no terciário, especialmente no associado às condições de vida quotidiana, e à economia e trabalho domésticos, através da identificação dos factores de estruturação socio-espacial considerados no corpo de literatura recente e em rápido crescimento sobre esta matéria (Castells, 1985; Gershuny, 1983; Gershuny and Miles, 1983; Pahl, 1980; Pahl, 1985; Urry, 1987, etc.).

3) Apresentação dos dados sobre a Área Metropolitana do Porto que já foi possível tratar e analisar num programa de investigação em curso. Estes dados, embora não totalmente adaptados ao objectivo desta comunicação fornecem indicações gerais sobre a operação concreta de alguns dos processos identificados, tendo já sido objecto de uma tentativa de sistematização para outros fins (Cardoso, 1986).

Este era o projecto. O desenvolvimento da sua primeira parte veio, no entanto, a revelar-se muito extenso, pelo que a sua continuação nos limites físicos desta comunicação se torna impossível.

Algumas conclusões gerais relativas ao emprego industrial são, no entanto, possíveis:

1) – Nenhuma das teorias ou modelos revistos consubstancia só por si uma teoria de validade geral. Abordam tendências com consequências espaciais que, embora reais, não são únicas;

2) – Embora a inovação em sentido lato desempenhe um papel importante em todas as construções teóricas consideradas, os resultados a que estas chegam são diferentes e até, em alguns casos, contraditórios;

3) – Todos estes resultados têm uma lógica parcial e são parcialmente suportados por evidência empírica, o que significa que não é possível prever *à priori* resultados futuros com validade geral; certamente que mudanças não aleatórias podem ser discernidas mas não há um tipo universal de resultado espacial do processo de «modernização».

4) – A análise concreta deste processo na AMP ou em qualquer outra área, terá que considerar a posição portuguesa nos contextos internacional e europeu, em particular.

REFERÊNCIAS

Amaro, R. R. (1986) Modernização, desenvolvimento e espaço: um desafio em três perspectivas, *3.ª Conferência Nacional dos Economistas,* Lisboa, policopiado.

Built Environment (1983) *Silicon Landscapes: High technology and job creation,* 9, vol. n.º 1.

Cardoso, A. (1986) Desenvolvimento urbano, uso do solo e inovação: algumas considerações sobre a Área Metropolitana do Porto, *3.ª Conferência Nacional dos Economistas,* Lisboa, policopiado.

Castells, M. (ed.) (1985) *High technology, space, and society,* Beverly Hills, Sage.

Gershunsy, J. (1983) *Social innovation and the division of labour,* Oxford.

Gershunsy, J. and Miles, I. (1983) *The new service economy,* London.

Gibelli (ed.) (1986) *La rivitalizzazione delle Area Metropolitane,* Milano.

Giddens, A. (1979) *Central problems in social theory: action, structure and contradiction in social analysis,* London.

Giddens, A. (1985) Time, space and regionalisation, in Gregory and Urry (eds.).

Gregory and Urry (eds.) (1985) *Social relations and spatial structures,* London.

Markusen, A. (1985) *Profit cycles, oliogopoly and regional development,* Cambridge.

Massey, D. (1984) *Spatial divisions of labour: social structures and the geography of production,* London.

Massey (1985) New directions in space, in Gregory and Urry (eds.).

Moriarty (1983) Hierarchies of cities and the spatial filtering of industrial development, *Papers of the Regional Science Association, 53, pp. 59-82.*

Pahl, R. (1980) Employment, work and the domestic division of labour, IJURR, 4, pp. 1-20.

Pahl, R. (1985) The restructuring of capital, the local political economy and household work strategies, in Gregory and Urry (eds.).

Riley, J. (1985) Factories automate before their time, Computer weekly, *23 Mya.*

Sayer, A. (1985), New developments, in manufacturing and their spatial implication, *Urban and Regional Studies Working Paper n.º 49, University of Sussex.*

Sayer, A. (1986) New developments in manufacturing: the just-in-time system, CC, n.º 30.

Schonberger, J. (1982) Japanese manufacturing techniques: nine hidden lessons in simplicity, *Nex York.*

Scott, A. (1980) The urban land nexus and the state, *London.*

Segal Quince and Partners (1985) The Cambridge phenomenon, *Cambridge.*

Storper and Wlaker (1983) The theory of labour and the theory of location, IJURR, pp. 7, pp. 1-43.

Taylor, M. (1986) The product-cycle model: a critique, Enviroment and Planning A, 18, pp. 751-761.

Urry, J. (1987) Some social and spatial aspects of services, Environment and Planning D, 5, pp. 5-26.

Van den Berg et al. (1982) Urban Europe: a study of growth and decline, London.

Vernon (1966) International investment and international trade in the product cycle, Quarterly Journal of Economics, 80, pp. 190-207.

QUESTIONS DE L'ESPACE SOCIAL RURAL ET URBAIN

ESPACES RURAUX ET INNOVATIONS

Jean REMY
(Université de Louvain)

Ces notes présentent des hypothèses qui orientent une recherche en cours sur les dynamismes des milieux ruraux. Ces hypothèses s'inscrivent dans une problématique qui s'est construite dans des travaux antérieurs[1] notamment sur la spécificité culturelle des milieux ruraux et sur la confrontation de ces milieux avec la modernité.

La recherche en cours se fait en collaboration avec le département de géographie rurale de l'Université de Liège et la Fondation Universitaire Luxembourgeoise qui est spécialisée dans l'étude des problèmes d'environnement dans le zones à faible densité. Dans le cadre général de cette recherche, notre collaboration porte sur le lien entre «espaces ruraux et innovations» et cherche à dégager une diversité d'évolutions en vue de construire des cas de figure contrastés. Nous parlons d'innovation et non de changement. Le terme «changement» est davantage associé à une évolution de variables structurelles, alors que nous voudrions, dans la ligne d'une sociologie de la vie quotidienne, voir comment des individus ou des groupes concrets prennent leur avenir en charge et y sont aidés par certaines caractéristiques du contexte. La notion d'innovation est ainsi reliée à la capacité d'initiatives et notamment à celles qui ont directement ou indirectement des retombées économiques en terme d'emploi. Au-delà des réactions à des contraintes venant de l'extérieur, nous voudrions par là saisir les cas ou le milieu rural à une dynamique interne propre.

Vu la préoccupation centrée sur l'initiative à effet économique, nous nous demandons comment et chez qui se développe un ethos d'entrepreneur. Antérieurement, nous avions été orientés sur ce problème par la thèse de Joël Morlet sur l'influence, en France, de JAC, c'est-à-dire des mouvements d'action catholique rurale, pour transformer les paysans en entrepreneurs agricoles. Ceci se passait principalement de 1950 à 1975 [2], moment où l'action catholique a fait évoluer les références évaluatives à partir de garants légitimateurs inspirés d'une théologie de la création. Le mouvement exaltait la volonté de garder la maîtrise d'entreprise familiale face aux risques de la dépossession. Mais cela supposait une capacité créative, une habileté à transformer ses modes de gestion et de calculs pour entrer sans complexes dans le modes modernes de production. Ceci aboutit à développer un nouvel ethos économique: passer de l'état de paysan au statut d'entrepreneur agricole. Dans ce cas, le point focal de la conscientisation n'était pas d'abord de former à une militance apte à des critiques politiques. La militance portait davantage sur l'initiative, le risque calculé, la volonté de contrôle, quitte, à partir de là, de formuler des revendications et des critiques politiques. Une théologie de la création fournit ainsi des images différentes de celles dérivées d'une théologie de la libération et de la lutte.

Nous voudrions analyser si un ethos économique s'engendre chez des populations vivant en milieu rural et impliquées dans des activités non agricoles. Dans le contexte rural belge en particulier, la population occupée dans l'agriculture est devenue largement minoritaire, vu les transformations des modes de production agricole. Un esprit d'initiative se développe-t-il dans ces populations à la fois rurales et non agricoles? Telle est la question centrale.

Cet esprit d'initiative a-t-il plus de chance de se développer dans une espace rural doté de certaines caractéristiques? Peut-il être relié à un effet de milieu ou, au contraire, se distribue-t-il à l'intérieur du contexte rural de façon relativement aléatoire? Pour ce faire, il convient d'élaborer la notion de milieu[3]. A la manière dont Durkheim la présente dans les «Règles de la méthode en sociologie», le milieu interne suppose un territoire, à une échelle pertinente pour le problème considéré, où la composition des éléments a une incidence sur les réactions de chacun de ceux-ci et sur la productivité de l'ensemble. Pour concrétiser notre hypothèse, nous allons caractériser le dynamisme des milieux ruraux par quatre types de variables: le niveau de centration, la revendication identitaire, la stratification sociale, la valorisation de ressouces spécifiques au milieu rural.

La *centration* suppose une capacité à se définir par soi-même et à refuser une définition par l'autre et notamment par le citadin. Pour expliquer notre propos, évoquons la situation du pays de Herve en

Belgique. Il s'agit d'une petite région rurale qui est un plateau entouré de villes qui sont en général dans les vallées: Liège, Verviers, Maestricht, Aix-la-Chapelle. Cet espace ne se laisse pas définir comme périphérie d'aucune de ces villes. Les habitants ne se perçoivent pas comme vivant dans un milieu suburbain.

La centration est liée à une conscience forte de son identité, qui permet de marquer la différence entre soi-même et un grand centre. Il y a une distinction nette entre centration et centralité qui permet à cette région rurale de percevoir les centres comme une ressource à utiliser. D'ailleurs, depuis le 18e siècle, le développement agricole de cette région est lié à la desserte de la clientèle urbaine en produits laitiers. La centration, stimulant des échanges avec l'extérieur, ne signifie nullement, dans ce cas ci, isolat ou repliement sur soi. La spécificité s'affirme d'autant plus qu'il y a des transactions avec l'extérieur et que l'échelle régionale compose un intérieur dans lequel la conscience villageoise s'épanouit. On a à faire à ce que P. Pellegrino appellerait une région-somme, où chaque village est un micro-cosme assez représentatif de l'ensemble. Pourtant cette région est dotée d'une centralité interne: petits centres comme Herve, Battice, Aubel, ... qui articulent cet ensemble. Comme le dit H. Mendras, des petits centres qui ne dépassent pas 10.000 habitants s'inscrivent dans la continuité avec leur environnement, ce qui les distingue totalement de la rupture caractérisant les grands centres.

Ainsi, la centration, une fois qu'elle est caractérisée, peut se définir par divers paramètres: lien avec l'extérieur, caractéristiques des composants, structuration par une centralité interne...

La *revendication identitaire* est un autre facteur. La centration ne prend ce problème que de façon très indirecte. La centration suppose une conscience d'enjeu commun qui aboutit à une manière commune de se définir. Par rapport à cela, le discours identitaire est un discours second. Il met en scène une manière de parler de soi même d'où dérive une emblématisation qui condense le caractère typique du lieu sur certains objets ou certaines manières de faire. Dans le contexte actuel, cela peut aboutir à une revalorisation de l'habitat traditionnel. Encore convient-il de voir par qui et pour qui elle est faite. Il se peut qu'il s'agit d'un regard extérieur de second résident ou de touriste. Ce peut être aussi l'expression d'une fierté à laquelle contribue population autochtone et nouveaux venus.

Lorsque l'identité repose sur la définition par l'extérieur, elle ne se compose pas avec un fort nouveau de centration. C'est le cas de certaines régions dominées par les touristes. Ceux-ci venant à un endroit sans raisons économiques en terme de travail vont entraîner une emblématisation folklorique. Il en va de même pour des régions qui attirent des seconds résidents ou des populations à l'âge de la retraite.

A l'inverse, l'affirmation identitaire peut se composer avec une mise à distance de l'extérieur. Dans ce cas, elle s'exprime en termes de revendication. Ce peut être un mécanisme de défense dans une région qui a l'impression d'être défavorisée, d'être oubliée et donc de ne pas recevoir de l'extérieur toute l'aide à laquelle elle aurait droit. A l'inverse, on pourrait faire l'hypothèse que là où l'autocentration est forte et dynamique, la revendication identitaire est faible, ce qui n'empêche pas une conscience fière de soi. D'ailleurs, une revendication identitaire interne risque d'être associée à un regard nostalgique sur le passé et à une défiance vis-à-vis de l'extérieur. La conscience fière au contraire exprimant une confiance en soi a toute chance de combiner centration et multiplication des références extérieures pour penser son devenir. Cette conscience fière suppose que, face à des contraintes, à des défis à relever, par exemple, la difficulté de trouver de l'emploi à l'extérieur, on ait confiance en sa capacité de résoudre le problème, quitte à demander des soutiens complémentaires. Ainsi, cette seconde dimension doit aussi s'opérationnaliser selon des critères multiples. Dans certaines circonstances, ces deux variables peuvent se renforcer reciproquement ou au contraire être en opposition.

La troisième dimension s'intéresse à la stratification sociale du milieu considéré ainsi qu'à la structure d'âge. Dans certaines régions s'élargit la proportion des populations de couches moyennes, en terme de revenus et de formation. Ces couches contribuent, en outre, à équilibrer la pyramide des âges dans la mesure où elles sont constituées principalement par les populations jeunes qui restent sur place ou qui viennent s'y installer. Cette évolution dans la stratification résulte partiellement d'une augmentation de la demande d'emplois qualifiés à l'intérieur de la région rurale, notamment vu un développement des services.

Parmi ces populations en positions moyennes, se pose plus qu'ailleurs le problème de l'articulation entre ceux qui viennent du lieu et ceux qui viennent de l'extérieur. On peut se trouver devant deux séquences opposés. Dans un cas, les deux populations se tournent le dos et vivent même à une certaine distance spatiale. Ces milieux risquent d'être très peu innovateurs. Dans le second cas, l'effort de coexistence aboutit dans la tension à des initiatives communes d'abord dans le domaine socio-culturel, puis progressivement dans d'autres domaines. Il se produit, à partir de là, un métissage qui met en oeuvre des procédures de naturalisation des nouveaux venus. La relation entre ces populations d'origines divers est un facteur à composer avec centration, identité, pour comprendre l'ouverture à des références externes en vue de penser son devenir. L'ici et l'ailleurs doivent se relier au sein du milieu et finalement au sein de la personne.

Un quatrième aspect considère la valorisation de ressources spécifiques à un milieu rural. Il s'agit, par exemple de la capacité d'interconnaissance et la faible tolérance au disensus. L'échelle à laquelle se déroule la vie sociale n'est pas compatible avec le cosmopolitisme de la grande ville où l'innovation se conjugue à la capacité d'assumer des conflits sur un fond d'anonymat. Au contraire, dans le milieu rural, on peut se demander dans quel cas l'innovation est associée aux formes multiples de soutien réciproque découlant du consensus. Cela ramènerait à l'opposition faite par la sociologie de l'entreprise, entre le managerial et l'entrepreneurial, le premier fonctionnant plus sur la capacité de produire du consensus, tandis que le second intègre davantage un jeu conflictuel. Le managerial prenant actuellement de l'importance, on peut se demander si le rural n'a pas un atout à cet égard. Ainsi, dans le milieu rural, l'innovation serait reliée à l'autonomie: centration, identité fière, capacité de métissage, haut niveau de consensus. Cette liaison diffère de celle proposée habituellement pour les milieux urbains où l'innovation s'associe aux zones de permissivité et de tensions découlant de l'anomie.

* * *

A partir de ces quatres variables, nous voudrions examiner s'il existe des contextes ruraux composant des ressources et des dynamismes spécifiques qui engendrent des innovations et des initiatives à caractère économique qui peuvent même avoir des repercussions sur la conception du travail. Des effets d'entraînement pourraient d'ailleurs exister entre l'économique et le socio-culturel. Il en va de même de la contagion entre l'économique tel qu'évoqué ici et le développement des activités agricoles. Si l'on peut avoir un village dynamique dans une agriculture en déclin, ou l'inverse, il y a également des cas où une agriculture dynamique se compose avec un village dynamique. Ceci amène des tensions mais peut aboutir aussi à des soutiens réciproques.

En finale, il convient de comprendre comment se composent la maîtrise du devenir et l'attitude d'ouverture sélective à la modernité. En effet, cet esprit d'initiative doit entrer dans un jeu de communications élargies qui supposent de garder son «quant à soi» alors que les comparaisons avec l'extérieur se multiplient. Ainsi, peut s'élaborer une certaine image du village idéal, image qui a une capacité génétique et qui fonctionne à la manière d'une utopie pratique.

Cette analyse où l'on cherche à relier la capacité interne d'innovation et d'initiative à des effets de milieu typique de la campagne aurait d'autant plus d'intérêt si elle pouvait se faire dans des contextes nationaux différents. Ainsi serait-il intéressant d'observer com-

ment les campagnes portugaises vont réagir aux transformations induites par la conjoncture économique actuelle et les transformations amenées par le marché commun. On risque aussi d'assister à des évolutions contrastées... dont il serait bon de comprendre les ressorts de manière à réfléchir à des transpositions en terme de politique.

BIBLIOGRAPHIE

[1] Hiernaux J. P. — Culture et maîtrise du devenir en milieu rural. Quelques aspects d'analyse culturelle réalisée au niveau des habitants de la vallée de l'Aisne. Ed. CSUR — Place Montesquieu — Louvain-la-Neuve — 1972.

Feltz Cl. — Production des formes et de l'habitat.
in *Recherches Sociologiques* — Louvain-la-Neuve — 1978 — vol. 1 — p. 45 à 60.
Extrait de la thèse de doctorat — FUL 1977 — même titre.

Mormonte M. — L'espace rural comme enjeu social.
in *Recherches Sociologiques* — Louvain-la-Neuve — 1978 — vol. 1 — p. 9 à 27.
Extrait de la thèse défendue à la FUL.

Remy J. — L'agriculture face à un milieu rural et à une société en transformation.
Rapport au Congrès National de l'Alliance Agricole Belge — mai 1971.

[2] Morlet J. — La fonction sociale de la religion dans l'évolution de l'agriculture en France.
Thèse de doctorat — Dpt de Sociologie — 1984.

[3] Remy J. — Milieu, rapport social et conflit. — p. 35-72.
Voyé L. — Un Milieu et rapport social — Ed. ULB — Bruxelles — 1981.

[4] Remy J. — Centration, centralité et haut lieu.
in *Revue de l'Institut de Sociologie* — Bruxelles 1984 — 3-4 — p. 449-469.

[5] Pellegrino P. — Spatialités des découpages territoriaux.
et al. Ibidem — p. 477-607.

[6] Mendras H. — in «Le Changement Social» — Paris — Ed. Colin.

ENRACINEMENT ET MOBILITÉ: PERSPECTIVES DE MAÎTRISE DE L'ESPACE SOCIAL RURAL

António Custódio Gonçalves
Universidade do Porto

Ces refléxions se centrent sur la liaison dynamique entre la manière dont l'espace rural est vécu, la manière dont les acteurs sociaux perçoivent les changements qui s'opèrent, ainsi que leurs capacités et initiatives d'innovations dans la manière dont ils s'approprient et habitent cet espace.

Nous voulons mettre en évidence quelques éléments pour une problématique théorique et une perspective d'analyse, envisageant l'espace social rural tant comme support structurel de possibilités objectives, que comme support structural de significations, de sens, de perspectives et de projets[1]. Cet espace prend des significations différentes selon la diversité des acteurs sociaux dans son utilisation, c'est-à-dire selon qu'il est utilisé par des agriculteurs, par des ruraux, par des touristes ou par des citadins qui tendent à le définir à leur manière et selon leur intérêt. Il est donc un object d'appropriation; mais il est aussi un élément de production, un milieu où dans le même espace coexistent simultanèment plusieurs activités et plusieurs acteurs qui chacun à sa manière transforme cet espace, en imposant et en légitimant son usage. Cet espace socialement structu-

---

[1] RÉMY, J., VOYÉ, L., SERVAIS, E. – *Produire ou Reproduire?,* 2 tomes, Les éditions Vie Ouvrière, Bruxelles, 1978-1980;
MORMONT, M. – «L'espace rural comme enjeu social», *Recherches Sociologiques,* vol. IX, n.º1, 1978, pp. 9-26.

ré est à la fois signification, perception et représentation. Ainsi nous cherchons à articuler, d'une part, l'analyse des pratiques des acteurs sociaux et, d'autre part, comment, à partir de ces pratiques dans l'espace et vis-à-vis de l'espace, peuvent se concevoir des perspectives et des stratégies du développement et du devenir rural.

Pendant les années soixante et soixante-dix on assiste au Portugal à des importants mouvements migratoires: l'exode des populations rurales vers les régions urbaines et une grande mobilité spatiale de la population surtout rural vers les pays les plus industrialisés de l'Europe[2]. L'attraction de la société urbaine sur la société rurale dans l'ensemble du pays s'est faite au niveau du secteur tertiaire, tandis que la guerre coloniale et la croissance de l'économie de l'Europe occidentale ont accéléré les flux migratoires très forts surtout dans les régions du Nord et du Centre. Les villageois qui sont partis en Europe n'avaient pas tellement de projects de grandes innovations; ils organisaient leur vie en fonction d'un retour au lieu d'origine où ils appliquaient leurs économies dans la construction d'une maison et l'achat de terrains, valeur sur laquelle se base le prestige de la société rurale.

Depuis soixante-quatorze, s'opère le retour spontané ou provoqué d'un grand nombre d'émigrants des pays du centre de l'Europe et le retour en masse des résidents dans les anciennes colonies, dus surtout à la crise économique dans les pays industriels de l'Europe et à l'implantation d'un nouveau régime politique au Portugal, ainsi qu'aux changements socio-politiques en Afrique.

Avec ce retour, d'autres phénomènes se développent: les difficultés accrues des villes industrielles comme Lisboa, Porto et Setúbal, la réussite de petites et moyennes entreprises dans les régions d'industrialisation plus récente, de même que la consolidation du secteur touristique. Des flux migratoires importants s'opèrent entre les villes et leurs banlieues qui sont associés à des mouvements pendulaires.

Au sein même de la population rurale, la proportion des agriculteurs se réduit sensiblement et parmi ces agriculteurs s'accentue la minorisation de ceux qui ont tendance à développer un *«ethos»* d'entrepreneurs agricoles et de s'adapter aux technologies modernes. Tandis que ces derniers répondent à une logique d'investissement, d'intérêt et de profit, les agriculteurs traditionnels gèrent des petites exploitations pour satisfaire à ses principaux besoins, se contentant

---

[2] MANUELA SILVA et al. – *Retorno, emigração e desenvolvimento regional em Portugal,* Instituto de Estudos para o Desenvolvimento, Lisboa, 1984;
POINARD, M. – «Emigrantes retornados de França: a reinserção portuguesa», *Análise Social,* vol. XIX, n.° 76, 1973, pp. 261-297.

d'une faible mécanisation et d'une faible étendue de terre pour cultiver, de manière plus ou moins autarcique et autoconsommatrice; ils vivent dans un espace fort limité, le village étant leur cadre de vie quasi exclusif. C'est à cet espace fortement limité que correspondent leurs aires d'échanges économiques et sociaux.

D'autres catégories de ruraux travaillent presque exclusivement à l'extérieur du village. L'espace du village n'est donc pas un élément fondamental pour ces groupes de travailleurs, car ils ne dépendent pas du village au niveau de leur position dans la structure de production. Ce sont des catégories sociales dont les possibilités économiques sont relativement faibles et dont l'attachement à leur espace de résidence est fort. Les travailleurs plus jeunes et qui trouvent leur travail prioritairement à l'extérieur du village sont ceux qui diffusent dans le milieu rural des pratiques du milieu urbain et qui accentuent la liaison entre le monde urbain et le monde rural. D'autre part, ceux qui consentent à une migration définitive sont ceux qui peuvent le plus espérer une certaine mobilité sociale, tout déplacement dans l'espace étant en quelque sorte aussi un déplacement dans la structure sociale.

Ces acteurs différents déterminés par leur appartenance ou non à la structure de production du village, et qui vont en fonction de cette position avoir des projets, des utilisations et des représentations différentes de l'espace villageois, ne sont plus définis au niveau de la hiérarchisation sociale par l'espace social et par l'espace de production que constitue le village. «Parmi les villageois de souche, l'importance du travail urbain, ou du moins extérieur au village, conséquence des reconversions, fait que la hiérarchisation sociale trouve son principe ailleurs que sur la scène locale, sur le marché du travail urbain»[3].

D'autre part, un autre phénomène se développe: le bouleversement du rapport quantitatif entre les habitants ruraux permanents et les citadins seconds résidents. L'élévation généralisée du niveau de vie, le mythe du rural, la quête de la *«communauté villageoise»* perdue, la montée des orientations écologiques par le *«retour à la nature»,* ainsi que l'extension des temps libres et des vacances entraînent ce que Placide Rambaud appelle l'invasion et la colonisation des villages et des régions rurales par la société urbaine[4].

Ce phénomène pose la question de savoir dans quelle mesure et par quels moyens les habitants permanents du village gardent le

---

[3] CHAMBOREDON, J. C. – «Les usages urbains de l'espace: du moyen de production au lieu de récréation», *Revue Française de Sociologie,* n.° 1, 1980, p. 118.

[4] RAMBAUD, Pl. – *Société rurale et urbanisation,* Seuil, Paris, 1969.

contrôle de celui-ci, quels conflits et tensions suscite cette coexistence et quelles transformations induit cette situation.

Les modèles culturels issus de la tradition rurale, comme disposition structurée et structurante de la mentalité et de l'habitus, au sens de Pierre Bourdieu[5], sont touchés par des valeurs et des concepts typiques de la société urbaine, tels que les concepts de travail, productivité et rentabilité. La présence de ces valeurs induit une autre conception de vie, différente de l'auto-subsistance caractéristique des sociétés paysannes. Longtemps évaluée négativement comme lieu de perversion et d'artifice, la ville a progressivement conquis une image positive. Les ruraux toutefois ont une image ambigüe de la ville comme lieu privilégié de progrès matériel et d'enrichissement mais en même temps génératrice de destruction des valeurs humaines.

Ces modèles culturels ne sont pas sans importance, car ils sont encore structurants du mode de vie de certains groupes appartenant au village, les agriculteurs traditionnels. Mais d'autres modèles coexistent dans l'hétérogénéité du monde rural: la transformation de l'agriculture, l'importance du travail à l'extérieur du village, l'évolution de la structure spatiale sont des éléments nouveaux qui participent à la transformation de la structure spatiale du village et qui mettent en place des référents nouveaux. L'évolution du mode de vie dans le village subi l'influence directe et indirecte de modèles culturels induits par les pratiques de ceux qui travaillent en villle et produits par la ville; les références culturelles des citadins dans le village modèlent les références culturelles des villageois.

Les pratiques des acteurs travaillant en ville et résidant au village, d'une part, ne sont pas homogènes: valorisation de la sedentarité, de l'enracinement local et régional ou une attitude positive à l'égard de la mobilité spatiale. Ce sont surtout les couches plus jeunes, les haut niveaux de formation et la couche moyenne salariée qui valorisent la mobilité. Au contraire, ceux qui valorisent le plus la sédentarité sont, généralement, les plus âgés, les bas niveaux de formation, les petits indépendants et les couches ouvrières populaires, ainsi que les couches moyennes résidant en périphérie dont le modèle de résidence est lié surtout aux décisions individuelles des ménages et aux jeux du marché foncier.

D'autre part, les perceptions et les pratiques des citadins, venant s'installer en première ou en seconde résidence en milieu rural, par rapport aux villages et aux villageois ne sont pas non plus homogènes. Tandis que les petites couches moyennes, par exemple petits fonctionnaires, petits commerçants, employés du tertiaire, artisans, tendent à s'assimiler davantage aux modèles villageois, cherchant parmi

---

[5] BOURDIEU, P. – *Esquisse d'une théorie de la pratique,* Droz, Paris-Genève, 1972.

les ruraux un milieu d'insertion, les autres couches moyennes et les couches supérieures, au contraire, ont tendance à vivre de façon plus isolée et autonome par rapport au village. Les pratiques de ces seconds résidents, avec leurs équipements et leurs modes de vie, risquent le plus de bouleverser le village et d'entraîner le plus de changement tant au niveau économique qu'au niveau social et culturel. Le rapport à l'espace qui caractérisait la communauté rurale connaît ainsi une mutation et s'inscrit dans ce que Raymond Ledrut (le Maître et Ami dont nous tous regrettons le décès en janvier dernier) appelle un nouveau type spatio-temporel[6].

Les pratiques sociales des touristes s'inscrivent aussi dans le même processus. Ceux-ci se distinguent par une sociabilité qui s'inscrit dans l'espace et dans l'utilisation faite de l'espace et du paysage. Le tourisme de masse, par exemple en Algarve, caractérisé par l'anonymat et la puissance économique des promoteurs immobiliers et par la promotion touristique considéré comme une atteinte à l'environnement et à la culture régionale, se distingue du tourisme de seconde résidence ou de réappropriation d'anciennes fermes ou bâtisses, devenu commun dans les régions surtout de Trás-os-Montes et Beiras. Dans ce dernier cas les touristes préférent des espaces ruraux peu denses et peu touchés par l'urbanisation ou l'industrialisation ou par le tourisme de masse et qu'ils peuvent valoriser comme lieux d'exploration et de créativité et vivre en rupture de ce qu'ils vivent dans leur lieu de travail. Ce qui importe, selon l'expression de Pierre Sansot, c'est «l'imaginaire auquel la résidence sécondaire participe ou comment elle permet un vécu social de la secondarité»[7].

Quelles sont les effets des images produites par ces seconds résidents sur les ruraux? Les pratiques et les discours tenus de la ville sur le rural et sur la campagne vont susciter une confrontation entre les modèles culturels différents et inégaux dans leur capacité d'imposition[8]. L'ensemble des pratiques des citadins, toutefois, ne semblent par être des références conscientes pour les villageois; l'indifférence et l'autonomie semblent être les caractéristiques principales de la coexistence des citadins et des villageois, même s'il y a coexistence et mélange spatial des différences, d'autant plus possible selon que la distance culturelle entre eux est plus grande. Les modèles culturels des agriculteurs traditionnels, par exemple, semblent être fortement structurants; ceux-ci ne se remettent pas en question et ne s'identifient pas aux pratiques des citadins.

---

[6] LEDRUT, R. – *La révolution cachée,* Casterman, Tournai, 1979.

[7] SANSON, P. et al. – *L'espace et son double,* Ed. Champ Urbain, Paris, 1978, p. 16.

[8] VOYÉ, L. – «Villageois et citadins: dialectique de l'autonomie et du contrôle dans l'espace du village», in J. G. SIMON (éd.), *Expériences conflictuelles de l'espace,* tome II, Ciaco, Louvain-La-Neuve, 1979, pp. 741-777.

Dans un espace fonctionnel les conflits d'usage tendent à se transformer en conflits de significations et de représentations. Les citadins regardent les ruraux comme une communauté vivant le modèle de l'harmonie dans la hiérarchie, un milieu d'interconnaissance, d'entraîde et de contrôle, à l'intérieur duquel s'organisent l'identité et la sécurité et se situent toutes les relations et les représentations de l'extérieur. Mais cette communauté n'est pas sans conflits. Le modèle de l'harmonie dans la hiérarchie et le modèle de la compétition pour l'égalité, ainsi que le rural et l'urbain ne constituent pas deux ordres de réalités spécifiques et distincts ayant des objets autonomes et des sociologies différentes[9]. Concevoir le village comme lieu de la communauté idéale (cette idéalisation est parfois sous-jacente à l'opposition *«Gemeinschaft/Gesellschaft»)* en n'associant à celle-ci que des connotations positives peut aboutir, en fait, à bouleverser la coexistence entre les citadins et les villageois et à limiter les capacités de changements et d'innovations de ceux-ci.

La vie sociale villageoise procure une série d'avantages: le village constitue un espace de relations sociales, d'échanges, d'entraide et de voisinage qui fonctionnent occasionnelement et à long terme par le biais de la compensation *«do ut des»,* selon les besoins. Ainsi, par exemple, le logement n'est pas seulement moins cher dans les villages, mais il peut être aménagé, transformé ou construit en faisant appel aux ressources des parents et des amis. Plus on descend dans la stratification sociale, plus la logique de la nécessité et le poids des contraintes matérielles, comme par exemple la recherche d'une sécurité au niveau du marché du travail ou de l'espace industriel ou l'expression d'une promotion, ont tendance à s'imposer de façon impérative. La mobilité définitive ou pendulaire ne peut se vivre que dans les limites de ces contraintes et les formes matérielles de l'habitat s'organisent à partir de ces contraintes.

Certains comportements liés à la mobilité et à l'habitat s'accompagnent de l'implantation dans l'espace d'éléments matériels signifiant des affectations ou des fonctions particulières pour certaines de ses parties différemment perçues et vécues. Les diverses couches sociales se différencient très fortement dans les modes d'habitats choisis, leurs critéres d'insertion spatiale et dans leur perception de l'enracinement, des déplacements et de la mobilité.

Ainsi, dans le cas par exemple des ouvriers-paysans, s'agissant de conserver un réseau de relations locales et familiales et eventuelle-

---

[9] CHAMPAGNE, P. – «La restructuration de l'espace villageois», *Actes de la recherche en Sciences sociales, n.º 3, 1975, p. 66;*
MINGIONE, E. – «Urban Sociology beyond the Theoretical Debate of the Seventies», International Sociology, vol. n.º 2, 1986, pp. 137-153.

ment un petit patrimoine hérité, c'est le groupe local villageois qui est choisi, ce qui permet un attachement à l'espace local, attachement sentimental mais aussi objectif, conservant son intégration à un groupe réel, à un réseau de solidarité.

Il en va de même pour les couches moyennes et supérieures soumises à des mouvements pendulaires, dont les choix contraints sont des priorités économiques et matérielles (par exemple le fait d'habiter une maison de famille, ou du fait que le village possède un parc immobilier ancien accessible assez aisément, que ce soit par héritage ou par achat), ou des priorités culturelles (par exemple les possibilités d'accès aux loisirs et aux équipements sociaux pour les enfants) ou des priorités symboliques (par exemple la possibilité de créer un espace familial dans et autour de la maison, avec des jardins et des espaces publics) avec l'attachement à la production de signes distinctifs dans la forme de la maison et dans l'aspect visuel de l'environnement, ou encore des priorités aux relations sociales (par exemple, s'insérer dans un espace socialement homogène où l'identification sociale se réalise sur la base de similitude de positions élévées, ou à l'inverse, dans un milieu socialement hétérogène dont les relations sont asymétriques).

Enfin, pour ceux dont la résidence dans un contexte rural est le moyen de développer des alternatives ou des innovations, les espaces privilégiés sont plutôt des espaces périphériques, peu coûteux et symboliquement plus traditionnels, en ce sens qu'ils représentent le mieux l'envers du monde urbain et industriel. Pour ces *«néo-ruraux»*. l'espace rural n'est plus seulement vécu comme un espace local avec des formes de solidarité comme un simple effet du social, mais comme une dimension constitutive d'un réseau économique, social et culturel, puisqu'il y a un projet délibéré d'enracinement dans un espace local, anti-urbain, avec des réseaux de relations faisant liaison avec la ville.

Par conséquent, les mouvements pendulaires ne peuvent être définis dans une perspective technique en termes de rationalité économique (envisagée à un niveau individuel ou colectif) et rationalité spatiale, ou dans une perspective psychologique, qui envisage ces migrations comme des effets des logiques de localisation des entreprises et des emplois et des logiques de ségrégration urbaine[10]. La mobilité ne peut pas être découpée à partir d'une typologie matérielle des déplacements. Elle doit être appréhendée comme un comportement global qui met en cause espaces et réseaux sociaux, eux-mêmes reliés entre eux par un système de relations non uniformes, comme une faculté de rentabiliser, d'organiser ou de mettre en rela-

[10] PINÇON-CHARLOT, M. et al. – *Ségrégation urbaine,* Anthropos, Paris, 1986.

tion des espaces de réseaux ou de positions différentes, dans le but d'en tirer des avantages[11]. Les migrations alternantes peuvent être des simples déplacements dans l'espace de choses, d'informations et de personnes, dans la mesure où elles permettent aux gens d'aller changer un capital de prestations contre une rémunération. Plus les déplacements sont pratiqués selon la logique de la nécessité, plus ils s'identifieront à des simples mouvements. Elles deviendront, par contre, des formes de mobilité, quand les bénéfices acquis sur le marché du travail, qu'ils soient symboliques, culturels ou économiques, permettent de renforcer une ou plusieurs positions dans d'autres réseaux. «La mobilité est la réussite d'un projet constitué par des tensions entre deux exigences qui peuvent être opposés»[12]. Dans la mobilité, la position sur le marché du travail et dans l'espace résidentiel local est déterminante, puisqu'elle conditionne de façon décisive le poids des contraintes et la capacité de rentabilisation d'avantages divers; aussi sont fondamentales les relations que les acteurs entretiennent avec leurs pratiques réellement vécues et la manière dont les rapports au village s'articulent à la hiérarchie des espaces et à leur système de relations.

Ainsi, en ce qui concerne l'espace résidentiel, les logements portent, outre la valeur économique, une valeur symbolique, comme valeur de distinction et d'investissement, comme objet de classement et d'identification. Chaque logement par sa proximité avec d'autres et par sa position dans l'espace social est aussi une possibilité d'accès à des relations sociales, à des réseaux et équipements culturels et sociaux.

La coexistence des citadins et des villageois, dans l'ambiguité de leurs rapports, tend souvent à transformer l'organisation et la signification de l'espace rural et de son bâti.

La mobilité, donc, n'est pas un phénomène linéaire simple. Elle n'est pas nécessairement séparable de l'enracinement comme pratique productrice de sécurité et/ou de valorisation, et l'habiter comme forme d'enracinement n'est plus nécessairement lié à l'habitat.

---

[11] RITCHOT, G. et FELTZ, C. (dir.) – *Forme urbaine et pratique sociale,* Les Éditions du Préambule, Montréal, 1985, pp. 173-195.

[12] RÉMY, J. – «Mobilité et ville», in *Demain les villes-essai de réflexion prospective,* Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1984.

URBANISATION, RURALITÉ ET PÉRI-URBANISATION DANS LE PORTUGAL DU NORD: DES NUANCES DE PLUS EN PLUS DIFFICILES À SAISIR

François GUICHARD
Géographe, chercheur au C.N.R.S.
Centre d'Études Nord du Portugal
Aquitaine (CENPA) — Bordeaux

Il y avait naguère la ville d'un côté, la campagne de l'autre; deux mondes certes complémentaires mais de nature fondamentalement différente, par le paysage, les activités, le mode de vie de leurs habitants. Au fur et à mesure que la civilisation industrielle, puis de communications, de consommation et de loisirs, a pris le pas sur la société agricole et artisanale, c'est-à-dire depuis un siècle, cette distinction classique s'est estompée. Les villes se sont considérablement gonflées; elles ont largement débordé de leurs vieilles limites et ont lancé des prolongements tentaculaires dans le monde rural. Puis, avec le règne de l'automobile, elles n'ont même plus eu besoin pour s'étaler de garder à leur espace bâti une continuité physique. Plus le citadins sont devenus nombreux et plus leur niveau de vie moyen s'est amélioré, plus ils ont ressenti un besoin impérieux d'espace, d'air et de verdure. Ils ont alors été tentés de les rechercher le plus loin possible du centre urbain ancien. Ainsi la ville, selon la prédiction de l'humoriste Alphonse Allais, est venue s'installer à la campagne, quitte à n'en conserver que les apparences et à en détruire les fondements économiques et socioculturels: c'est la péri-urbanisation.

Les ruraux eux-mêmes ont assimilé les valeurs matérielles, techniques et psycho-sociologiques de la civilisation urbaine. Le mode de vie urbain et ses manifestations bâties comme vécues s'insinue de

plus en plus dans l'ensemble du tissu social: si la ville, espace construit, est de plus en plus difficille à délimiter, les contours de la civilisation urbaine sont bien plus flous encore, mais semblent voués à englober l'ensemble de la société.

Le processus ainsi sommairement décrit est général, plus ou moins avancé selon les espaces régionaux. Dans le Nord du Portugal, il revêt des aspects tout particuliers qui paraissent rendre plus urgente encore qu'ailleurs la priorité à donner à la planification urbaine régionale.

Planification et pouvoir local

Les premiers plans d'urbanisme cohérents, conçus comme des schémas directeurs devant encadrer avec une relative précision le développement global d'un ensemble spatial donné, ne sont guère apparus au Portugal que dans les années 1960, avec le «plan Auzelle» de Porto en 1962, puis le plan directeur de l'agglomération de Lisbonne en 1964 — le second étant d'ailleurs resté à l'état de proposition.

Pendant une bonne dizaine d'années encore, on s'en est à peu près tenu là, comme si le besoin d'une politique d'urbanisme prédéfinie dans toutes ses dimentions se limitait aux deux métropoles nationales. Et encore, seul le cas de la capital a fait l'objet d'une tentative de planification qui accepte dès le début de considérer la totalité de l'espace bâti en continu ou fonctionnant quotidiennement en étroite complémentarité.

Dans le cas de Porto, le plan directeur de 1962 s'arrête strictement aux limites municipales, et ce n'est pas le moindre de ses défauts. Il y avait pourtant déjà alors une bonne trentaine d'années que, non seulement sa nécessité se faisait sentir, et qu'en outre il apparaissait évident qu'il lui fallait englober l'ensemble de l'agglomération déjà constituée et même prévisible à moyen terme. C'est sur cela qu'insistait l'ingénieur Ezequiel de Campos dès 1932; c'est même cela que prévoyait le Code administratif de 1936/1940. A partir de la fin des années 1940, le professeur Antão de Almeida Garret revenait à plusiers reprises sur ce thème, de façon parfaitement argumentée — mais toujours en vain. Dans le cas de l'agglomération de Porto, la coopération intermunicipale est toujours restée limitée aux services communs concrets dont l'utilité immédiate est ressentie par tous comme bénéfique (transports en commun, réseaux d'alimentation en eau et d'assainissement...); mais les responsables des «concelhos» périphériques ont toujours été réticents face aux perspectives d'une planification concertée de leur développement, ressentie en tout premier lieu comme une menace d'aliénation de leur autonomie.

Les transformations considérables qu'a connu le Portugal à partir de 1974 n'ont pas vraiment permis de surmonter de tels obstacles. Certes, la décolonisation a conduit le Portugal à reporter toute son attention sur son espace national propre, afin de lui assurer un développement plus harmonieux; et depuis lors, les projets de planification thématiques comme locaux et régionaux se sont effectivement multipliés et remarquablement affinés.

Mais, d'un autre côté, l'essor d'une véritable démocratie locale a eu des conséquences multiples qui n'ont pas toutes favorisé une planification coordonnée de l'espace. Assise sur un grand nombre d'élus aux compétences et atributions diverses et à plusieurs niveaux («freguesia»/«concelho»/district; «junta»/«câmara»/assemblée...), cette démocratie locale permet enfin aux citoyens de devenir en grande partie responsables de leur cadre de vie, ce qui constitue un pas en avant essentiel. Mais en même temps, les processus de décision s'en trouvent compliqués à l'extrême et, peut-être surtout, s'est trouvée aiguisée la volonté d'autonomie locale, parfois exprimée de façon passionnelle (cas de Vouzela, parmi bien d'autres). Les projets de planification à échelle pluricommunale en sont rendus d'autant plus difficiles à élaborer et à faire discuter, et ils n'arrivent malheureusement pas souvent au stade de l'approbation permettant seule de parvenir à des solutions concrètes.

Le résultat, c'est que depuis une dizaine d'années, la plupart des projets de ce type concernant la discipline de l'urbanisation et l'organisation volontariste de l'espace sont restés velléitaires: ainsi pour la révision de 1972 du plan directeur de l'agglomération de Lisbonne; dans le Nord, pour le «Plan de la Région de Porto» de 1975, puis de ses prolongements en matière d'espaces verts dans le Nord et l'Est de agglomération... Par contre, de plus en plus nombreuses sont les municipalités qui se sont dotées de structures propres pour la planification urbaine, chargées d'élaborer des plans directeurs municipaux; à défaut, d'autres en ont passé commande à des organismes extérieurs, publics ou privés. En soi, c'est une bonne chose; mais le problème tient à ce que, dans la quasi-totalité des cas, il n'y a sur ce plan aucune tentative de coordination avec les municipalités voisines, et encore moins d'insertion des projets locaux dans ce que pourraient être les grandes lignes d'un plan d'aménagement régional concerté. C'est notamment ce qui s'est passé dans le cas de l'agglomération de Porto.

La création, en bien des points positive, des «Groupements d'Appui Techniques» intermunicipaux (G.A.T.s') à la fin des années 1970, et leur enracinement progressif, peut permettre à terme de surmonter de telles difficultés, du moins dans les cas où ils ont su faire la preuve de leur efficacité et lorsque les municipalités ainsi as-

sociées sur le papier ont vraiment décidé de jouer concrètement le jeu de la coopération. Ce n'est malheureusement pas toujours ce qui s'est passé, et notamment dans les grandes agglomérations, qui en auraient peut-être le plus besoin et en restent précisément dépourvues (ainsi pour le Grand Porto). Le travail des GAT's est surtout très difficile dans les sous-espaces régionaux les plus densément peuplés, où la rurbanisation diffuse pose les problèmes les plus aigus en matière de choix spatio-politiques, et où ils devraient pourtant être les mieux à même d'animer le débat nécessaire sur les options à prendre (vallée de l'Ave).

Le risque, c'est que la prise de conscience de la nécessité d'une planification urbaine coordonnée à l'échelle intermunicipale soit trop tardive et que l'on ne puisse plus guère alors que prendre acte d'un développement anarchique, le plus coûteux et le moins désirable à tous égards.

Il n'est heureusement plus possible d'imposer aux populations et aux élus des choix qui conditionnent leur cadre de vie existant et à venir, par des décisions prises en haut lieux sans véritable dialogue, ou par des technocrates-experts sans responsabilité électorale. Encore faut-il que ces populations et ces élus prennent la mesure des conséquences d'une urbanisation sauvage ou mal contrôlée, et admettent qu'il n'est plus possible aujourd'hui de gérer quelque espace que ce soit sans tenir sérieusement compte de son insertion dans un ensemble régional plus vaste, où les interdépendances sont de plus en plus complexes.

Des difficultés communes à tout le pays

Les difficultés rencontrées par la planification du développement urbain sont au Portugal un problème national, dans la mesure où l'on se heurte dans tout le pays aux mêmes insuffisances, les unes structurelles, les autres conjoncturelles.

L'essentiel des insuffisances structurelles peut être regroupé en quatre catégories:

1. — La faiblesse de l'appareil statistique, aussi bien au niveau des critères nationaux qu'à l'échelle des informations locales. Faute d'une définition claire de notions de «ville», de «centre urbain» et «d'agglomération», aucune estimation de l'importance de la population urbaine portugaise dans son ensemble ne peut faire l'unanimité, ni aucun choix de seuils spécifiques d'intervention, ni une définition efficace des espaces concrets à planifier. Le seuil le plus couramment retenu pour la définition d'un centre urbain, celui des 10 000 habitants agglomérés n'a pas grand sens dans de Nord-Ouest du pays où l'urbanisation est aussi diffuse que généralisée. Quant aux

définitions administratives légales («vila», «cidade»), elles reposent sur des critères où le flou et la subjectivité ont une bien large part. L'impact psychologique de cette hiérarchie est d'ailleurs bien plus important que ses conséquences concrètes sur l'aménagement local; on peut même se demander s'il ne s'agit pas en fin de compte d'une entrave supplémentaire à la planification municipale, par l'atomisation qui en résulte à tous les niveaux et par l'exacerbation des rivalités de proximité.

On manque surtout cruellement de données statistiques fines, à l'échelle de la «freguesia», du quartier, de l'îlot, généralisées sinon à tout le pays, du moins à l'ensemble de son armature urbaine, régulièrement actualisées et couvrant un champ d'informations suffisamment large (démographie, logements, emploi, services...): les réalités locales sont bien souvent trop mal connues pour être prises en considération avec efficacité.

2. — La faiblesse de la couverture cartographique. Dans le monde rural, elle est surtout sensible dans le Nord, où l'on manque généralement de plan cadastral systématique. L'actualisation des cartes et plans à grande échelle se fait avec un grand retard. Les aires classées comme «urbaines» sont rarement délimitées avec précision et, faute de critères bien définis, elles sont laissées à l'appréciation, là des enquêteurs, ici des élus locaux, sur des bases de jugement où la subjectivité garde une large part. Faute d'être pourvus dès le début de leurs travaux d'outils de base aussi essentiels, les aménageurs perdent un temps et un argent précieux à les réunir comme ils le peuvent, et l'ensemble de leurs études s'en ressent.

3. — La faiblesse de l'encadrement juridique. Il n'y a pas de «communautés urbaines» ou de «districts urbains» à la française, ni de regroupements organisées pour l'élaboration de plans locaux coordonnés; il est rare que les G.A.T.'s en tiennent lieu. Lorsque l'administration centrale tente de passer outre, les plans — souvent bien conçus — qu'elle fait établir ne sont jamais approuvés, comme on l'a vu pour celui de la région de Porto en 1975. Manquent donc les structures de proposition, de concertation «ad hoc».

4. — Enfim la faiblesse administrative, empêchant un suivi efficace des décisions prises. Il n'y a pas assez de techniciens, pas assez d'argent, et en même temps un processus bureaucratique beaucoup trop lourd, ce qui empêche l'application concrète des décisions les plus sensées: il faut sans cesse courir par conséquent après les réalités qui, elles, n'attendent pas.

Quant aux problèmes conjoncturels, ils sont surtout de deux ordres:

1. — On assiste depuis 1974/75 à un nouvel afflux d'exode «rural», en tout cas de population citadine nouvelle, avec les rapatrie-

ments massifs des anciennes colonies, les retours de plus en plus importants d'émigrants et le tarissement des débouchés migratoires externes.

2. — Par ailleurs, le gel des loyers décidé après la révolution a presque totalement bloqué les possibilités d'accueil des centres des villes, et provoqué par contre l'apparition d'une auréole diffuse de constructions individuelles beaucoup plus périphérique que les précédentes, et qui est en tout premier lieu fonction du prix des terrains.

Il n'y avait eu pendant longtemps de problèmes d'urbanisme graves que dans les régions les plus dynamiques, comme les agglomérations de Lisbonne et de Porto ou l'Algarve côtier. On peut constater depuis une dizaine d'années qu'ils se généralisent à toutes les agglomérations un peu importantes où commerces et prestations de services attirent de nouvelles implantations (villes petites et moyennes) et que la consomation par l'espace bâti, et des meilleures terres agricoles, et des espaces naturels les plus fragiles, est devenue un véritable problème national.

Dans le Sud: un développement désordonné mais somme toute classique

Au fond, dans le Centre et le Sud du Portugal, les problèmes ainsi posés — ou aggravés — sont du même ordre que ceux que l'on connaît ailleurs en Europe:

— une consommation abusive et désordonnée d'espaces périphériques, sans ou malgré une planification souvent restée indicative, et qui n'est pas suivie d'assez près par les réseaux et les équipements publics, dont les coûts de revient se trouvent considérablement allourdis;

— la naissance de quartiers nouveaux, fragiles, sous-desservis, parfois mal construits et particulièrement sensibles aux intempéries (comme autour de Lisbonne, avec les crues consécutives à de violentes averses à l'automne 1983);

— l'absence de respect et de contrôle des caractéristiques du patrimoine architectural local (Algarve, Beiras...), comme des «coupures vertes», des sols agricoles de qualité ou du littoral (Algarve; serras da Estrela et da Arrábida; banlieues ouest, sud et nord de Lisbonne);

— une absence de zonage fonctionnel et un mélange aberrant de secteurs de résidences modestes avec des établissements industriels ou des voies importantes de circulation.

Ainsi en va-t-il à Lisbonne plus qu'ailleurs, avec un développement périphérique axé de façon préférentielle sur les couloirs majeurs de circulation et le non-respect des propositions initiales de zonage, comme l'a, parmi bien d'autres, amplement démontrée l'étude

publiée en 1983 par l'I.A.C.E.P. sous le titre *«Tendências recentes na urbanização da área metropolitana de Lisboa».*

Dans la plupart des cas, la croissance périurbaine se fait toutefois par le biais de l'avancée d'un front urbain nettement marqué, à peu près continu, ou par bonds bien lisibles dans le paysage, l'ensemble étant précédé d'une vague préparatoire de friches rurales. Le tout est conquis sur des campagnes relativement peu peuplées, aux potentialités économiques limitées, à l'habitat rural lui aussi groupé, assez aisément identifiable. Il y a toujours une nette séparation entre les mondes rural et urbain, un très fort déséquilibre dans la densité d'occupation du sol de l'un et de l'autre. La ville conquiert de façon à peu près totale un espace dont la campagne s'est préalablement retirée; un espace finalement condamné à être bâti.

Le tout est alors, et ce n'est déjà pas rien, de le bâtir de façon plus coordonnée, plus conséquente, plus harmonieuse, en trouvant le moyen de structurer l'avancée urbaine et d'y ménager une aération régulière aux points les mieux adaptés (hauteurs, littoral, secteurs boisés).

Dans le Nord: une symbolique générale ville/campagne

Des raisons profondément enracinées, que l'évolution récente aggrave

Il en va tout autrement dans le Nord du Portugal; les problèmes liés à la croissance urbaine et à sa planification y atteignent une complexité qui frise l'inextricable. S'ajoutent en effet ici aux difficultés nationales déjà soulignées celles qui découlent de conditions spécifiques, comme;

— l'intensité des mouvements migratoires. L'émigration massive des années soixante, issue pour l'essentiel des campagnes de l'Alto Minho et de tout le Nord-Est, s'est dirigée vers l'étranger, mais les contructions qui en toute résulté, puis les rubans routiers;

— l'individualisme foncier et l'extrême émiettement de la propriété du sol. Dans ce pays de «minifundia», de minuscules parceles encore vouées de façon durable à une économie d'auto-consommation familiale, il'y a une très forte réticence à quelque contrainte que ce soit sur sol privé. Si bien que tous les plans proposés ont été soumis à des contraintes considérables, à commencer par les difficultés accrues d'expropriation. A tout cela s'ajoute, naturellement, une tendance généralisée à l'habitat individuel, plus marquée encore qu'ailleurs;

— l'extrême densité d'une population rurale très dispersée. Les campagnes sont très peuplées, sans qu'émergent pour autant de la masse des noyaux urbains en nombre suffisant pour répondre aux besoins en services qui seraient ainsi nécessaire: à cet égard, l'étude comparative des cartes de densité et de répartition urbaine que Pierre LABORDE et moi-même avons fait pour l'Aquitaine et le Portugal

du Nord est tout à fait éclairante du sous encadrement urbain dans le seconde cas (*«Pôles urbains et inégalités régionales. Le cas du Portugal du Nord et de l'Aquitaine»,* 1.as Jornadas de Estudo Norte de Portugal/Aquitânia — Actas, CENPA, Porto, 1986). L'habitat rural est très dispersé et partout présent, raréfiant d'autant les espaces «libres»;

— le cloisonnement du paysage rural et le maintien vivace de la production agricole jusqu'au coeur même des villes. La présence quasi-systématique d'arbres et de vignes hautes de bordure fige les terrains, y compris les derniers terrains bâtis, et il y a des champs jusque dans les espaces urbains centraux, ce qui serait inconcevable dans le Sud. Il n'y a donc pas ici de véritable friche rurale en avant-front urbain;

— la généralisation d'un mode de vie mixte, associant agriculture et emploi urbain ou industriel — ce qui n'est pas nécessairement la même chose, puisqu'ici l'industrie est diffuse depuis la fin du XIXº siècle et s'est rapprochée d'une main-d'oeuvre paysanne nombreuse, peu exigeante et dure au travail. D'où l'importance de la catégorie des ouvriers-paysans et du travail industriel à domicile.

Des conséquences aussi graves sur la structuration urbaine que sur la préservation des espaces libres

Les principaux résultats de cet état de choses peuvent être résumés de la façon suivante:

— il y a bien peu de «villes» distinctes de leur environnement et se consacrant exclusivement à leurs fonctions urbaines. Il faut atteindre un minimum aggloméré de 15000 à 30000 habitants pour qu'il y ait vraiment, à l'intérieur de cette nébuleuse, un noyau dur de concentration plus fort; mais même alors, il cohabite avec une périphérie mixte de définition plus indécise;

— du coup, il est à peu près impossible de tracer des frontières urbaines; les limites municipales y servent encore moins qu'ailleurs («concelhos» trop vastes, «freguesias» trop petites et dénuées de véritables pouvoirs en matière d'urbanisme). C'est ici que l'opposition des municipalités à des projets de planification coordonnée est la plus difficile à surmonter;

il y a donc une croissance anarchique de l'espace bâti, qui touche en premier lieu les zones les plus sensibles: bords de routes, puis secteurs agréables (littoral, hauteurs boisées). Ce développement a d'autant moins de raisons d'épargner les meilleurs sols agricoles qu'il s'agit en général de constructions individuelles, combinées à un terrain enveloppant qui tient à la fois du jardin et de l'exploitation agricole. L'expansion se parachève enfin en bouchant les interstices, au hasard des terrains libérés par l'agriculture;

— d'où un gel très rapide des situations acquises; d'abord des routes, vite transformées en rues interminables, étroites, tortueuses et inadaptées à un trafic en très forte croissance, mais devenues intransformables; puis des zones sensibles qu'il aurait fallu protéger, avec une condamnation trop fréquente à l'échec de tentatives bien timides de préservation.

Il s'ensuit que les investissements publics (réseaux routiers et équipements divers) sont considérablement retardés et renchéris; l'ensemble allant de pair avec une prolifération de constructions clandestines en zones touristiques et/ou dangereuses (surplomb du Douro ou littoral à Vila Nova de Gaia par exemple);

— on assiste en même temps à la pénétration accélérée et généralisée du mode de vie urbain et des ressources urbaines sur une très vaste périphérie, qui conserve pourtant en même temps des paysages ruraux vivants; ce dont témoignent par exemple les multiples cas d'agression architecturale à l'environnement traditionnel.

Mais l'agriculture aussi est gelée, souvent plus attentive à la survivance ou à la recherche d'un profit par glissement au bâti qu'à une modernisation spécifique, bien difficile d'ailleurs sur des surfaces aussi morcelées et exigües;

— et tout cela va de pair avec une très forte dispersion des fonctions urbaines, en de tout petits groupements non ou mal urbanisés, le tout en un semis discontinu à peu près général dans tout le Nord-Ouest; si bien qu'il ne s'y dégage pas vraiment de pôles majeurs alternatifs à Porto et susceptibles d'ordonner l'espace. Le cas le plus typique, et loin d'être unique, est évidemment celui de la valée de l'Ave, nébuleuse ruralo-urbaine d'une centaine de milliers d'habitants en forme de rue à peu près continue sans noyau central.

Dans le Nord-Est par contre, la périurbanisation est le seul témoignage concret du fait urbain

Ce sont des régions montagneuses, au climat rude et aux terres pauvres, difficiles à vivre, et que l'émigration a brutalement saigné dans les années 1960-1974. L'artisanat multiforme, qui y était encore très vivace au XVIII° siècle, a été totalement ruiné au XIX° par le libre-échange, favorisant la concurrence étrangère, et par l'essor des industries du littoral.

Ici, la tradition est au contraire celle d'un habitat rural fortement groupé; mais il y a fort peu de villes, la plupart des gros bourgs ne faisant que juxtaposer quelques services élémentaires et des commerces souvent temporaires (foires et marchés) et une fonction agricole maintenue.

L'explosion urbaine, d'ailleurs encore toute relative, est née ici surtout:

— de la généralisation de la scolarisation depuis 1974, et notamment de l'accroissement considérable de la fréquentation de l'enseignement secondaire, depuis 1974. Les rues des petites villes où se situent les établissements correspondants, suscitant l'apparition d'un certain nombre de services et commerces nouveaux, ont ainsi pris une allure de jeunesse aussi étonnante que temporaire et, en grande partie, artificielle;

— des retours d'émigrants et de rapatriés, eux aussi reconvertis dans les activités tertiaires, mais assez peu diversifiées (bars, supérettes, garages...), en bordure des routes d'accès; le tout s'accompagnant d'une nouvelle vague de constructions de type architectural «urbain» en périphérie.

On passe donc, bien souvent, directement au développement du secteur tertiaire, mais d'un tertiaire qui reste aux limites du tertiaire «parasite», sans être passé par l'emploi industriel. Et comme le tissu construit ancien est dense, il y a naissance de nouveaux quartiers périurbains, soit sous la forme d'ensembles collectifs groupés en zones libres planes, soit sous celle de constructions individuelles disposées en étoile sur les voies d'accès.

Voilà donc des villes à croissance périphérique; mais modestes, de 5000 à 15000 habitants, et encore dépourvues de possibilités sérieuses d'emplois pour la génération montante.

* * *

Il y a bien partout au Portugal «périurbanisation», au sens de «développement périphérique» des espaces urbains antérieurs. Mais l'on voit que cela n'engendre pas nécessairement partout les mêmes paysages, les mêmes modes de vie, les mêmes approches planificatrices ni les mêmes contraintes.

Dans le Sud, la croissance périurbaine, qui peut arriver à être considérable en auréole autour de la capitale ou, de façon plus linéaire, sur la côté touristique d'Algarve, mais qui de toutes façons n'épargne plus aucun noyau urbain préexistant de quelque importance, a d'abord besoin d'être encadrée par une planification plus complète, plus rapide et surtout plus suivie.

Dans le Nord-Est, cette croissance périurbaine n'est pas tant synonyme de dynamisme urbain que d'effondrement de la vie rurale traditionnelle. Le problème majeur est alors d'asseoir cette croissance urbaine quelque peu artificielle sur la création d'emplois nouveaux diversifiés, faute de quoi ces villes encore incomplètes auront du mal à assurer leur avenir — et celui qui leur est assigné par les techni-

ciens de l'aménagement régional — et à ne pas se vider à leur tour vers le littoral.

Dans le Nord-Ouest enfin, c'est sur la problématique d'ensemble de l'aménagement de l'espace régional que débouche nécessairement la constatation d'un imbrication indissoluble des modes de vie rural et urbain, tous deux vivaces; il ne s'agit plus seulement d'organiser la croissance urbaine, mais bien de trouver le moyen d'organiser une région qui est toute entière en voie de péri-urbanisation.

RESUMO

URBANIZAÇÃO, RURALIDADE E PERI-URBANIZAÇÃO NO NORTE DE PORTUGAL

Em Portugal, os problemas da planificação do desenvolvimento urbano dependem estreitamente de algumas dificuldades de ordem estatística, cartográfica, jurídica e administrativa, a que acresce o recrudescimento das migrações internas e a crise da construção civil. Contudo, vislumbram-se aspectos nitidamente diferentes consoante a área considerada. No Sul, o desenvolvimento urbano é desordenado, mas clássico, e a planificação pode actuar sobre espaços relativamente bem diferenciados. Pelo contrário, o Noroeste apresenta uma crescente símbiose cidade/campo, cujos efeitos são gravosos tanto sobre a estruturação urbana como sobre a preservação de espaços livres. No Noroeste, a peri-urbanização parece o único testemunho concreto do facto urbano, sem bases económicas sólidas. As respostas aos desafios do desenvolvimento urbano português devem ter em conta essas diferenças e a globalidade dos problemas nos espaços regionais.

ABSTRACT

URBANISATION, RURALITY, AND PERI-URBANISATION IN NORTHERN PORTUGAL

The problems of urban development planning in Portugal are closely related to some difficulties of a statistical, cartographical, juridical, and administrative order, difficulties that are increased by the intensification of internal migrations and by the crisis in civil construction. However, widely differing factors can be observed in each area under consideration. In the South a disorderly, but classic, urban development has taken place, and planning can be made to act on fairly differentiated spaces. The Northwest, on the contrary, presents a growing symbiosis between town and country with disturbing effects on urban organisation as well as on the preservation of open spaces. Peri-urbanisation without solid economic bases seems to be the only concrete evidence of urban reality in the Northest. The answers to the challenges of urban development in Portugal must take into account those differences together with problems on the regional scale.

SOCIETE RURALE, SOCIETE URBAINE: ESPACES EN INTERACTION

Pierre Pellegrino
Directeur de recherche

Lorenza Mondada · João Neves · Filomena Silvano
Assistants (Université Genève)

Le village et la société rurale

Le village, d'abord rassemblement provisoire de familles, puis agencement de groupes et d'institutions et noeud de tensions et de rivalités, est le mode de spatialisation d'une société rurale faite d'autosubsistance où l'autonomie dépend d'un équilibre entre des ressources naturelles et une population; société relativement close sur elle-même, entretenant des rapports de voisinage entre semblables et d'échange entre collectivités voisines visant à empêcher l'intrusion d'une société englobante (qui cherche à s'imposer à elle et à lui prélever une partie de ses produits); le village fonctionne sur une territorialisation de l'altérité où le «ils» s'oppose au «nous» à deux niveaux, celui des rapports aux voisins, d'une part, celui des rapports à l'étranger (qui est d'abord l'étranger de la ville), d'autre part.

Si le village est un groupement qui par la permanence d'une mémoire et d'un lieu s'oppose à l'instabilité et à la dispersion, il se définit aussi par le rejet (du non héritier comme de l'étranger de passage) assurant un bilan positif des ressources eu égard à la populacion (et la première ressource dans une société rurale est la terre); c'est une forme de reproduction sociale de l'espace dans une distribution

[0] P. Pellegrino et alii, *La théorie de l'espace humain,* Génève-Paris, 1986.

parcellaire ayant comme base la propriété de la terre et comme fin son accumulation; cette forme identifie l'homme et sa propriété, elle se dégage dans l'image que le groupe se fait de lui-même comme principe d'un rapport stable entre ses membres, garantie de liberté individuelle que d'existence collective.

Le groupe, au-delà des rivalités entre parentèles, contrôle ainsi une juxtaposition d'espaces agricoles s'étendant en dehors des murs du village, faisant le pendant à la juxtaposition des espaces domestiques à l'intérieur; l'espace agricole est approprié selon le même mode que l'espace domestique, en une familiarité dans laquelle se fonde le sentiment de l'avoir fait et de bien le conaître, dans ses contextures autant que dans ses couches profondes, d'un endroit à l'autre; c'est un espace que l'on ne délaisse jamais, que l'on entretient et que l'on nettoye; il s'oppose à la friche apotropaïque qui l'entoure comme une marge, réserse commune et frontière d'un territoire marqué.

Transformation ou disparition de la société rurale

Placé devant le développement mondial de la société urbaine industrielle, notre siècle s'interroge sur la disparition de la société rural traditionnele, sa mutation ou sa reproduction dans un contexte bouleversé. De nombreux sociologues se sont penchés sur la question et ont apporté des réponses diverses; ce n'est que récemment encore qu'ont commencé à s'énnoncer quelques doutes quant à la suprématie finale de la société urbaine contemporaine; nous les examinerons ici à la lumière de nos travaux comme à celle de ceux de quelques uns de nos collègues.

R. Ledrut, à qui nous devons beaucoup et auquel nous rendons homage, dans *La révolution cachée*[1], se demande si notre sentiment d'existence, sentiment résultant d'un principe de différentation de l'expérience sociale en champs distincts et articulés, qui au fondement de notre civilization installe la foi en la puissance de la technique et impose que la nature soit asservie, n'est pas heurté de front par des forces qui lui enlèvent son évidence. Non seulement les mouvements de protection de la nature, mais aussi la résurgence des médecines parallèles, l'importance de la diététique et l'attention portée au corps en sont, pour lui, des revélateurs, mettant en cause non seulement le monde urbain, mais aussi le monde rural, du moins tel qu'il s'est transformé en suivant une logique industrielle.

Cette transformation, pour J. Remy et L. Voyé[2], est le résultat d'un changement d'attitude face à la terre, visant à la considérer

[1] R. Ledrut, *La révolution cachée,* Paris, 1979.

[2] J. Remy et L. Voyé, *La ville et l'urbanisation,* Gembloux, 1974.

comme facteur de production inscrit dans des calculs de prévisibilité et de rentabilité; s'appuyant sur une mécanisation du travail agricole et en acroissant d'autant la mobilité, elle induit un rétrécissement du territoire et un éclatement de l'espace des diverse activités.

Selon H. Mendras[3], non seulement l'échelle de la société rurale est transformée par les moyens de travail et de transport, mais aussi sa structure spatiale, au sens où ce ne sont plus, pour lui, des territoires et des frontières qui organisent le monde rural, mais des réseaux de communication et d'interférence dont des villes de petite taille sont les pôles.

P. Rambaud[4], quand à lui, constate égalemente que les contraintes géographiques s'amenuisent avec le développement des moyens de transport et de communications; il y voit pour effet une superposition de l'espace de la société rurale par celui de la société urbaine; il définit cette superposition comme une forme fondamentale de l'urbanisation, forme qui laisserait pendante une contradiction profonde, dans la mesure où, si la campagne traditionnelle est juxtaposition d'espaces domestiques étendus et fortement structurés, la ville, elle, ne tolère que des espaces domestiques très restreints et suppose un espace social illimité; cet espace social sans limites s'opposant à la pénurie de relations sociales qui, pour P. Rambaud, caractérise l'autarcie rurale.

Si l'autonomie se double de pénurie de relations sociales dans la société rurale, dans la société urbaine l'absence de limites de l'espace social se double d'anomie, on peut du moins en faire l'hypothèse; l'individu, envahi par l'autre, cherchant à affirmer malgré tout son unicité, dans une posture anaclitique, que constate de manière clinique L. Millet[5], retire alors son moi au plus profonde de lui-même, jusqu'à détruire toute possibilité de composer avec autrui sur un autre mode que celui de la fusion totale ou de la disparition de la personne[6].

Si tel est le cas, que produit donc la superposition des deux espaces, celui de l'autonomie rurale et celui de l'anomie urbaine? Pour E. Morin[7], le village se métamorphose dans la civilisation des villes, celle-ci lui impose un développement suburbain et un équilibre problématique comme périphérie dans le dispositif global des croissances inégales[8]. Dans ce dispositif les zones de faible densité ne sont

---

[3] H. Mendras, *La fin des paysans vingt ans après,* Paris, 1984.

[4] P. Rambaud, *Société rurale et urbanisation,* Paris, 1969.

[5] L. Millet, «Intériorité, distance et liens sociaux», in *Espace et Psychopathologie*, Paris, 1983.

[6] Disparition symbolique comme l'observent les travaux de L. Millet, mais aussi disparition physique expliquée par E. Durkheim dans *Le suicide,* Paris, 1930.

[7] E. Morin, *Plodemet commune de France,* Paris, 1967.

[8] Ph. Aydalot, *Dynamique spatiale et développement inégal,* Paris, 1980.

que l'envers des centres attractifs, le processus qui les affecte s'inscrit dans une logique d'ensemble; pour N. Mathieu et P. Duboscq[9], il n'y a pas de seuil au-delà duquel s'installerait une irréversibilité du processus de dépopulation, mais des façons différents de valoriser une même terre à diverses époques.

Dans nos travaux[10], nous avons pu observer comment la structuration de l'espace dans lequel a pris forme la société rurale fonctionnait et fonctionne encore comme une mise à distance échelonnée de l'autre; le plus différent dans le plus lointain, dans une série de juxtapositions et d'emboîtements successifs, où le pluriel à une échelle devient singulier à une autre, homogène. Nous avons également pu constater que, dans la diffusion généralisée des biens, des informations et des valeurs, cet échelonnement devient obsolète; dans la société urbaine, l'ailleurs se trouve dans l'ici, éclaté, comme l'autre dans le même, et les problèmes de communication entre entités sociales ne ce posent ainsi plus seulement en termes de coexistence et de relation, mais aussi et surtout d'intégration et de devenir.

Nous avons également pu observer[11] comment l'urbanisation est un processus qui transforme l'identité en réduisant les différences sur lesquelles se fonde la communauté des semblables, fondement de la société rurale; société qui repose sur deux types d'altérité, l'une où des rapports de ressemblance et de différence entre villages constituent une opposition entre une identité inclusive et une identité exclusive, thématisée par des rituels de sociabilité, l'autre où une dépendance à des centres constitue une identité relationnelle, thématisée par une économie de marchés. L'urbanisation efface les différences entre villages pour les reporter au sein de la communauté villageoise dans une division du travail social (agriculteurs opposés à ceux qui travaillent dans les centres); il ne reste ainsi plus qu'un type d'altérité (puisque les pendulaires, bien que différents des agriculteurs par leur travail et leur rapport à la ville, font partie de la communauté), celle que les villages, tous ressemblants entretiennent avec les centres, dans des relations fonctionnelles. La position spatiale devient alors la seule modalité d'affirmation du village par rapport aux autres dans leur coexistence à l'échelle d'une spatialité ordonnée par l'urbain.

---

[9] N. Mathieu et P. Dubosq, *Voyage en France par les pays de faible densité,* Paris, 1985.

[10] P. Pellegrino et alii, *Identité régional et représentations collectives de l'espace,* Genève-Berne, 1983.

[11] P. Pellegrino et alii, *Espace et développement;* tome I: Développement spatial, identités culturelles et transformations du territoire en Suisse, Genève-Berne, 1986; tome II: Développement spatial et identités régionales au Portugal, Espaces en interaction, transformations régionales et structures locales, Genève-Paris, 1986.

L'espace rural et la polarisation urbaine, la place entre-deux

Dans la diachronie, nous pouvons reconstituer un procès qui a conduit d'une société traditionnelle, caractérisée par des rapports entre semblables et par des différences établies dans le ritualisé, à une société moderne, caractérisée par une hiérarchie de lieux et par un réseau de rapports de position entre ces lieux; une analyse synchronique nous permet cependant de reconnaître un espace où les deux types de solidarité sociale se conjoignent, même de manière lacunaire, et s'équilibrent en système. Le village est alors posé à l'intérieur de deux découpages motivés et articulés par la présence de deux centres de niveau hiérarchique distinct qui, selon l'échelle, sont placés dans un ici ou dans un ailleurs; à une échelle le village diffère des centres et appartient à un découpage qui regroupe des villages alentour; à une autre échelle, en relation fonctionnele avec des centres (au moins deux), il appartient à un découpage plus élargi; l'identité d'une échelle à l'autre passe d'une modalité exclusive par rapport aux centres à une modalité inclusive, dont le redoublement produit une intersection, le village étant inclus une fois dans l'aire de l'un des centres l'autre fois dans celle de l'autre; les deux aires se chevauchent et le village occupe une place entre-deux.

La place entre-deux, bien qu'elle résulte d'un double englobement, permet une centration sur l'ici, dans le passage d'une échelle à l'autre; cette centration ordonne spatialement à partir de l'ici du village des découpages plus larges; la place entre-deux est centrale; sans que le village ait à être un centre, il est en quelque manière au centre; la centration permet alors de condenser dans l'ici les rapports des villages alentour avec l'ailleurs; les relations avec l'extériorité sont alors, à cette échelle, réduites par emblèmatisation et rapportées sur la communauté la plus restreinte.

Mais la place entre-deux, doublement polarisée, ne présuppose pas pour autant une connotation équivalente des deux centres de la configuration englobante; si la configuration est orientée sur le premier, de niveau hiérarchique supérieur, le second, de niveau hiérarchique inférieur, a une fonction neutralisante par rapport à l'autre; c'est un terme intermédiaire qui, bien qu'avec une intensité et un poids plus faibles, comporte l'une et l'autre des valeurs, rurales et urbaines, qui s'opposent; il les concilie dans le complémentaire, étant ni le lieu d'une grande ville, ni celui d'un petit village, ni seulement un marché, ni seulement une campagne.

L'espace rural et l'agglomération urbaine, la suburbanisation

Mais, lorsque la configuration bascule, le terme intermédiaire se deplace et, de centre d'équilibre de niveau inférieur, devient espace

de seuil entre la ville et la campagne; en même temps semblable et en même temps différent, mais d'une différence qui comporte une fonctionnalité et procède d'une valeur de position, le seuil est, doublement contigu de la ville et de la campagne entre lesquelles il fait la liaison, porteur de médiation. Au seuil on est déjà presque en ville, l'existence de moyens de transports fréquents et réguliers annule quasiment la distance, mais on est encore dans un milieu où tout le monde se connaît, prolonge en quelque manière l'existence d'une sociabilité rurale et garde, même de façon très restreinte, voire symbolique, une pratique de la terre.

La configuration bascule et le terme intermédiaire devient seuil lorsque le centre de niveau supérieur se rend attractif au point de provoquer un exode qui déstructure l'espace rural, traditionnellement articulé sur des places de marché échelonnées dans la distance et hiérarchisées dans l'intensité des échanges qui s'y font. La ville attractive dès lors s'enfle et devient agglomération urbaine, reléguant les autres cités dans un rôle de seuil, si elles sont situées dans son voisinage, ou à celui de relais, si elles sont plus distantes, dans des mouvements du centre vers ses périphéries et de celles-ci vers celui-là.

Il y a d'abord le retour périodique en campagne de ceux qui ont trouvé à s'installer en ville, retour en vacances à la recherche d'un ressourcement, mais retour dans un non lieu puisque, avec les départs, entre temps le village s'est transformé et ne correspond plus au souvenir qu'il est sensé évoquer, d'une part; et que, d'autre part, depuis la ville, la campagne n'est pas définie positivement dans une destinée rurale, mais négativement comme non urbaine, complémentaire aux maux qui mitent le tissu de l'agglomération; la campagne devient ainsi objet d'un regard touristique et lieu d'absence puisque les arrivées s'y succèdent toujours d'un départ et non d'un enracinement.

Puis il y a l'expansion de la ville en une agglomération suburbaine toujours plus étendue où, ce qui n'était au début que frange devenant marge large, les poids s'inversent et les densités s'affaissent, une maille sous urbanisée tisse un réseau d'habitats dispersés tellement vaste que ce qui fait l'importance de l'agglomération n'est plus tellement la densité de son centre, qui parfois même disparaît dans une démultiplication de noeuds, que la masse distendue des déplacements qu'elle englobe et qu'elle répand. La suburbanisation de l'agglomération est non seulement à l'oeuvre dans ses banlieues, mais aussi en son centre même, vidé progressivement de sa substance complexe; elle touche également à sa manière le monde rural, puisqu'elle s'y étend et y trouve non seulement place pour des loge-

ments, mais aussi pour des activités éclatées et reliées entre elles par un réseau de communications médiatisées et de transports à grande vitesse.

Le territoire rural et l'espace social de la ville, la mobilité

Le village paysan a été transformé dans son contenu et sa portée par les transformations mêmes de la société rurale; transformations que la société englobante a imposées à la société paysanne qu'elle domine; d'abord par pénétration de l'espace social dans l'espace domestique, puis par différenciation et hiérarchisation sociale en des groupes autres que ceux de la parentèle et en des rapports autres que ceux du voisinage et de l'étranger.

L'urbanisation de la société rurale a progressivement découpé des espaces sociaux spécifiques à chaque groupe, constitués par le champ de leurs relations internes, mais indéfiniment extensibles puisque partageant la personnalité humaine selon des lignes multiples et complémentaires (tous les individus peuvent appartenir à plusiers groupes à la fois): au contraire du village paysan, la ville ouvrière, comme les travaux de plusieurs de nos collègues l'ont montré[12], n'admettait que des espaces domestiques très réduits, alors qu'elle se définissait par l'extension d'un espace social illimité; extension dont le moyen premier est le couplage de deux formes de mobilité, sociale et spatiale; mobilité qui se fonde aujourd'hui sur une territorialité différentielle et entraîne des sauts d'échelles entre les groupes; à tel point qu'aux territoires délimités par des frontières qui organisaient la vie rurale se sont superposés des réseaux de communication et d'influences dont les villes, de divers rangs, sont les pôles.

Mais la ville contemporaine, tertiaire plus qu'ouvrière, n'oppose pas seulement au «quelque part»de l'espace local d'une identité territoriale le «partout» d'un espace global de flux en réseaux différenciés; elle introduit, avec la suburbanisation qu'elle diffuse, une autre forme de négation de l'identité traditionnellement localisée; négation correspondant au «nulle part», espace insaisissable, non-territoire, étendue de solitude où la singularité n'a pas de sens parce qu'elle est errance dans une absence de reconnaissance sociale, une absence d'existence pour les autres; le «nulle part» prend place entre le privé et le public, il s'interpose là où chaque logique de mise à distance était immédiatement relativisée par une autre d'intégration; le «nulle part» émerge ainsi de l'abolition d'échelles de pertinences,

---

[12] Conférer notamment R. Ledrut, *Sociologie urbaine,* Paris, 1968; CRAAL, FNRS, I. UNESCO, 1987.

neutralisation qui n'est ni de l'ordre de la juxtaposition, ni de l'ordre de la synthèse.

Au non territoire des sociétés archaïques, masculin et sauvage de la brousse pour certaines d'entre elles, répond le non-territoire, asexué et non sauvage, de la société urbaine contemporaine, exprimant l'impossibilité même de territorialité pour certains; si le village pouvait distinguer de façon quasi manichéenne le dehors et le dedans, la ville brouille les distinctions et introduit le dehors dans le dedans, du moins en certains intérieurs, ne serait-ce que par le moyen d'un espace médiatique.

L'éclatement de l'espace urbain, les réseaux et les flux

Alors que le village paysan se définissait nécessairement par une délimitation territoriale, par réduction face à un espace globalisant qui primait et permettait d'exclure, le développement et la dérive de l'urbanisation dépasse les limites de la ville et se réalise sans limites extérieures, l'extérieur étant compris en son intérieur, le positif y étant lui-même un négatif; l'agglomération reproduit d'ailleurs cette oposition dans sa structuration en niveaux contradictoires: le quartier peut y fonctionner comme le village clos, tout en étant traversé par des flux; l'agglomération contient ainsi deux versants asymétriques, analogues aux places asymétriques réservées par toute communication: d'un côté la délimitation, le classement, l'affirmation du «je», de l'autre le flou, l'incertain, la question et «l'autre»; aux deux versants correspondent deux types d'acteurs, d'une part les introvertis repliés sur eux-mêmes, délimitant et produisant des formes urbaines dans une interaction en groupes clos, d'autre part les extravertis vivant dans le discontinu et l'éclatement des groupes, dans l'information plus que dans une formation sociale, où l'autre n'est présent que le temps d'un acte, soulignant ainsi son absence.

La démultiplication des appartenances et des niveaux contradictoires a fait de l'espace social du monde urbain un espace de séparation; séparation des activités en des fonctions, à commencer par la dissociation de l'habiter et du travailler, pour se poursuivre par la démultiplication des part et des séquences du travail, en un espace de travail indéfiniment ouvert sur des techniques toujours plus spécialisées, mais s'engendrant sans raison de clôture.

L'espace du travail industriel peut être conçu comme l'espace spécifique des transformations qui nous ont détachés de l'espace du passé traditionnel ou archaïque; dans le passage d'une société rurale à une société urbaine (à laquelle n'échappent plus les agriculteurs eux-mêmes) se profile un système de division du travail, de fonctionnalisation et de complémentarisation des tâches; celui-ci s'appuye

sur une superposition de plusieurs temps et de plusieurs espaces en un même lieu; le pluralisme des fonctions n'y conduit pas à une intégration multi-dimensionnelle des sujets, malgré l'illusion visuelle qui s'en dégage parfois; l'espace abstrait des rôles prédomine, nie toute communication ne passant pas par les voies de la hiérarchie et étouffe l'espace vécu des rencontres où la convivialité prime sur la conformité, le réduit à l'accessoire.

L'espace de l'habitat lui aussi se transforme; dans sa valeur il n'est plus un lieu permanent relevant de l'ordre du passé et du patrimoine, il devient un objet interchangeable, transmissible en dehors des cadres de l'intimité, sa localisation est fonctionnelle et non plus famillale; au désinvestissement affectif et à décohabitation famillale correspondent alors la décentration du point de vue normatif au sens où les normes viennent d'ailleurs que du groupe famillal; il y a par conséquent beaucoup moins de centration affective sur l'espace habité que de référence sélective, dans une mobilité toujours suspendue et un statut toujours provisoire.

L'urbanisation et la montée du secteur tertiaire ont transformé les modes de vie et les pratiques de l'espace et changé les usages de l'habitat; une bonne partie de ce qui s'y faisait et de ce qui y cohabitait ne s'y fait plus, d'autres usages y ont pris forme. L'organisation de l'espace, quant à elle, est passée progressivement de découpages inclusifs à un système de réseaux superposés; le fonctionnement de l'agglomération repose alors sur un éclatement de l'espace des usages en de multiples unités, reliées entre elles par des flux et des reflux; l'excentrage de ces unités les unes par rapport aux autres rend onereuses et complexes les confluences et l'acessibilité aux flux, aussi bien à partir du lieu de travail que de celui du logement.

Armatures des formations sociales et formes de l'unité du sujet

Le monde contemporain tend à produire d'une part un espace pourvu de contraintes et doté de principes de fonctionnement privilégiant l'individualité et l'efficacité; cet espace se manifeste moins dans la réunion sur la place publique que dans le déplacement rapide et l'appel à distance, dans une mobilité qui, touchant tous les habitants, ne les met pas pour autant en communauté; foule solitaire des gares et des métros, foule atomisée des autoroutes. Le monde contemporain tend à produire d'autre part un espace bouleversant l'imaginaire, la quête d'identité et d'identification, marquée par l'hétérogénéité sociale, par l'accès diversifié aux biens de consommation comme aux biens symboliques; par la superposition des réseaux et des marqueurs, il permet aussi bien l'éclatement du sujet que sa mise en jeu

dans une quête d'identité polymorphe cherchant son équilibre dans l'interférence entre différentes composantes du tissu social.

L'unité du sujet se décompose dès lors en une pluralité, sous les impacts d'une démultiplication et de décalages successifs des valeurs auxquelles se référer dans ses rapports à autrui; cette pluralité ne serait qu'amas sans forme si elle n'était supportée par l'armature d'une société, ses institutions, son économie, son territoire, du privé collectif au public; cette armature est ce qui assure virtuellement le lien social, quelles que soient actuellement les relations entre sujets et ce qu'ils mettent d'eux-mêmes dans leurs interactions; l'armature sociale est ce qui donne des règles et des garanties à la fois à la composition d'une unité subjective et à la liaison entre des entités objectives; mais cette armature est aussi une approximation, toujours renouvelée, de la structure profonde qui réellement conduit ou non aux actes, à leur mémoire et à leur oubli.

Dans cette structure profonde se dessine la forme sociale de l'unité du sujet corrélativement au type de liens qu'il entretient avec autrui et à la manière dont ces liens impliquent ou non la présence d'autrui dans son unification; les types de liens se nouent autour des axes de solidarité soudant les groupes sociaux auxquels le sujet appartient; ils sont donc aussi noués dans les intervales et les formes admises par les rapports que ces groupes entretiennent entre eux; de la société rurale à la société urbaine, comme de celle-ci à celle qui semble lui succèder et que nous proposons de qualifier de suburbaine, les transformations touchent aussi bien à l'armature des formations sociales qu'à la forme sociale de l'unité du sujet.

Selon que la solidarité du groupe nécessite la présence permanente de chacun de ses membres ou non, les liens possibles seront plus de l'ordre de la communion, de la fusion, ou de l'ordre de la communication, du transfert; la séparation d'avec l'autre, tout comme sa présence dans le même, sont dépendantes de l'institution ou non d'une fonction sémiotique permettant d'invoquer l'autre même en son absence; que se soit pour s'en différencier, s'y opposer, rompre avec lui, le rejetter, ou s'y identifier, s'y allier, l'intégrer, l'introjecter. Lorsque cette fonction est instituée,le goupe peut se saisir comme tel dans la séparation et la communication, le transfert d'objets de valeur; lorsque, par contre, cette fonction n'est pas instituée, le groupe vit dans la fusion et ne permet pas l'individuation de ses membres, chacun partage nécessairement son espace avec celui d'autrui et ne trouve d'unité que dans celle du goupe.

Lorsque la masse (qui suppose fusion au sens où ce qui surgit dans la densité n'existerait pas sans elle) impose son poids, l'individu est rejeté et, s'il cherche parade à son expulsion, stigmatisé; s'il recherche une conduite «authentique» (le sentir «vrai», l'être «vrai»),

tout au plus la trouve-t-il dans les restes d'un cadre familier, intime et réduit; la masse n'est pas agrégée autour d'une épreuve de vérité, mais de quantité, son espace n'est pas un espace vrai, mais un espace contenant, pour faire dense, et diffusant, pour écouler le successif en des flux continus sur des réseaux épuisants.

La masse, qui s'agrège en une des mesures essentielles de l'espace urbain, la densité, pose un problème crucial à la société urbaine, elle l'envahit mais n'en a pas la structure; la société urbaine est faite de communication et de transfert et non de fusion et de communion comme les société tribales; la société urbaine contemporaine répond à cet envahissement en se suburbanisant pour diminuer les densités et structurer les grands nombres en des flux articulés; il s'agit de structurations périodiques; aux moments et aux noeuds où ces flux se concentrent, l'espace est un peuplement provisoire de pratiques, hétérogènes mais organisées spatialement, où pour passer de l'une à l'autre, en échappant aux limites d'interconnaissance, il s'agit de mettre en série et en scène des rôles successifs, modalisant chaque interaction et médiatisant chaque jeu de personnalité par des expressions ad hoc; la société suburbaine se dessine dans une forme annotative et connotative et, comme toute connotation s'efface en se fonctionnalisant progressivement, elle vit dans l'éphémère et le nouveau toujours renouvelé.

ABSTRACT

The Structuration of the Space where the rural Society has been developped work as an echelonned Separation to the Other, the most different in the most remote; all of then are placed in a successive Serie of Juxtapositions and interlocking Series where the Plural on one Scale is the Singular on another one, the Homogeneous. However, in the generalized Diffusion of Properties, Informations and Values, this Echelonnement is obsolete; in an urban Society, the Remote is in the Here and the Other in the Same; so the Communication Problems between social Entities are not just established in a coexistencial and relational way, but also — and especialy — in Terms of Integration and Future.

GRANDS PROJECTS ET TRANSFORMATIONS LOCALES

A. BOURDIN.
Centre de Recherches Sociologiques
Université de Toulouse-le-Mirail.

Dans la conclusion de *la place du désordre*[1], R. BOUDON dénonce l'illusion réaliste, à ses yeux trop souvent présent dans les analyses du changement social. Ainsi écrit-il: «les schémas d'intelligibilité... ne sont pas en *eux-mêmes* erronés. Au contraire ils sont indispensables à l'explication du changement social. Les difficultés n'apparaissent que lorsqu'on interprète ces shémas de manière réaliste, comme décrivant des mécanismes ou des distinctions réelles, sans voir qu'ils ne peuvent être appliqués à tel ou tel objet *singulier* sans être précisés et adaptés». Cette mise en garde pourrait s'adresser particulièrement aux études qui portent sur l'inscription des grands projets (barrages, travaux d'irrigation, villes nouvelles trains à grande vitesse...) dans le milieux locaux concernés. Dans la plupart des cas les analyses sont conduites en termes d'impact ou en référence au modèle colonial, ce qui n'est pas nécessairement infécond, mais toujours en confondant le modèle et la réalité, quitte à tomber dans les caricatures les plus grossières. Le modèle stratégique permet, tout en restant fort simple, de mettre en évidence la complexité des situations. Sa souplesse autorise beaucoup d'adaptations.

C'est pourquoi, pour rendre compte des relations entre le chantier de la centrale de Chinon B[2] et le pays environnant il paraît utile

[1] BOUDON (R.) *La place du désordre* Paris, PUF, 1984.

[2] Avec la centrale de Chinon A (3 tranches dont une dèfitivement arrètée et une autre provisoirement), la plus ancienne de France, et celle de Chinon B (4 tranches de 900 MW — Chinon est un des grands sites nucléaires Français, qui represente entre 5% et 10% de la production des centrales nucléaires. Voir carte en annexe.

d'identifier les ressources échangés, les enjeux et les acteurs. On insistera en outre sur la théatralisation de l'échange. Tout cela permettra d'évaluer l'efficacité du modèle, en montrant la spécificité de la situation chinonaise et en posant de nouvelles questions.

LES BASES DE LA SITUATION

La Centrale de Chinon B se situe dans le cadre du programme nucléaire français. Celui-ci est un choix de l'État. Correspondant à une orientation politico-militaire dans une première phase, il prend à partir de 1974 une tournure plus économique: il s'agit à la fois de donner son indépendance énergétique à la France, de structurer un secteur industriel et de mettre sur le marché international un produit compétitif (les centrales nucléaires «clés en mains») qui puisse assurer des débouchés à ce secteur. E.D.F.[3] n'est qu'un des partenaires de ce programme, en compétition avec d'autres acteurs. Mais elle tient une position clé dans la mesure où la réussite de l'exportation des centrales qui sera de sa seule responsabilité est indispensable pour la réalisation de chacun des objectifs.

Le site de Chinon a été exploité très tôt puisque la Centrale A fut la première à fournir de l'électricité nucléaire au réseau dans des conditions non expérimentales. Sur le plan technique, il possède plusieurs avantages: ressouces en eau correspondant bien aux besoins terrains sans danger sismique, faciles à acquérir (les terrains les plus commodes sont aussi ceux qui, faut d'assainissement, présentent le moins d'intérêt agricole et se situent dans la zone traditionnellement délaissée de la région), éloignés de grandes concentrations de population. D'autre part, il est proche de la région parisienne, forte consommatrice d'énergie et de la Bretagne, très sous-équipée en moyens de production d'électricité. Mais le choix du site a été également lié à l'accord et au souhait des collectivités locales.

Le projet d'implantation de Chinon B a suscité beaucoup d'attentes favorables et quelques réticences. Depuis longtemps, le Chinonais cherche le moyen d'éviter l'hémorragie de population que provoquent les transformations de l'agriculture et l'exode rural. Dans les années 50, le camp américain, en offrant des emplois et en soutenant le commerce local, a représenté une bouffée d'oxygène, prolongée par le chantier de la première centrale.

---

[3] électricité de France, entreprise nationalisée après la guerre a pour mission de produire et distribuer l'électricité sur le territoire Français. Elle dispose pour cela d'un quasi-monopole. Cette entreprise remarquablement bien organisée fait une grande place au «pouvoir Syndical». Très compétente en matière de prévision économique et de recherche technique elle constitue un véritable «État dans l'État».

La décision de construire la deuxième centrale a été prise alors qu'une crise de l'emploi local apparaissait. Elle promettait aux jeunes une possibilité de rester au pays et les commerçants y ont vu l'espoir d'une nouvelle clientèle provisoire (les «déplacés» du chantier) et définitive (les agents d'exploitation de la centrale). En revanche, le caractère nucléaire a suscité quelques inquiétudes, relayées par les écologistes locaux, à une époque où l'électro-nucléaire ne bénéficiait plus de l'image extrêmement positive du début des années soixante. Attentes socio-économiques, positions très fortes, sur en fond d'oppositions anti-nucléaires relativement faibles, ainsi se présentait le contexte de Chinon. E.D.F. était d'autant plus portée à accorder de l'importance à ces éléments positifs que son personnel (des agents d'exécution aux cadres d'état-major) affirme beaucoup de goût pour cette région.

Le député de l'arrondissement militait pour cette décision. Il appartenait à la majorité au pouvoir et l'idée bénéficiait du soutien d'hommes politiques importants. Cependant, même si le choix de Chinon répond autant à une volonté politique liée à une demande locale qu'à des considérations techniques, il n'entraîne pas un projet d'aménagement.

En 1977, commençent les premiers travaux, succédant à la déclaration d'utilité publique et à l'achat des terrains. D'emblée, ce chantier se présente comme un monde clos et extérieur au pays, subissant plus la loi d'EDF que celle des autorités locales. E.D.F. se constitue également un patrimoine important avec les cités destinées au logement des agents. Il apparait également que cet organisme possède la capacité de résoudre mieux que les acteurs locaux (incapacité technique et ampleur financière) des problèmes d'aménagement de l'espace, d'organisation économique ou simplement de négociation avec la puissance administrative.

Cela se manifeste immédiatement à propos d'une question qui préoccupe et mobilise les responsables locaux, avant même le début du chantier: celle de l'emploi local. Souhaité en fonction de la situation économique, celui-ci connaît un succès imprévu. Il nécessite une gestion et une prise en compte de l'après chantier qui seront, dans une première phase, totalement assurés par E.D.F.

Ainsi constate-t-on qu'à l'origine le grand projet n'a pas été véritablement imposé au milieu local, bien qu'il lui soit étranger. En outre il répond à l'une des préoccupations: l'emploi. De plus en s'installant sur des terres qui n'ont d'importance pour personne il s'inscrit dans les interstices et ne semble pas mettre en cause l'organisation et les équilibres sociaux. Son représentant principal, E.D.F., se présente de manière ambigüe: trop différent pour menacer le jeu habituel des ac-

teurs locaux, il s'avère souvent insaisissable mais manifeste aussi sa capacité à résoudre des problèmes qui concernent tout le monde.

Les conditions sont donc réunis pour que s'organise un jeu spécifique autour du chantier de la centrale. Mais quelles sont les ressources échangées?

Les ressources

On a dit que la décision d'implantation de Chinon B était largement liée à des difficultés économiques manifestées particulièrement par une dégradation du marché de l'emploi.

De 1979 à 1984 le chantier a régulièrement offert du travail à plus de 1000 «locaux» (autour de 1500 pendant l'année 1981), venant essentiellement des cantons de Chinon et Bourgueil (509 sur 1040 «locaux» en octobre 1982)[4]. Il s'agit le plus souvent de jeunes travailleurs à la qualification faible ou moyenne. Il faut cependant considérer que ces chiffres résultent d'un fort mouvement d'entrées et de sorties qui concernent un nombre beaucoup plus grand d'individus (au moins 4000 ou 5000), ce qui produit sur le marché de l'emploi[5] des conséquences socio-économiques très fortes: outre l'influence que cela peut avoir sur le niveau des salaires, on constate que le passage sur le chantier est souvent utilisé dans une *stratégie de carrière* (pour rechercher une promotion, pour retarder une émigration ou pour constituer un petit capital avant de revenir à des activités moins rentables) et qu'il modifie les relations de travail (importation d'un modèle plus industriel et moins rural).

Le chantier a également servi de point de départ à une politique de formation professionnelle qui voulait permettre le maintien sur place du personnel et la création d'entreprises mais a peut-être atteint d'autres buts.

Si le personnel recruté localement pour le chantier est rarement très qualifié, celui qui exploite la centrale l'est beaucoup plus. En 1987, les agents de l'exploitation sont, en principe, plus de 1500, les deux centrales confondues. Cela représente plus de 1000 familles avec un niveau de formation souvent assez élevé et de fortes possibilités de consommation. En général (au moins les 2/3) il s'agit de persones qui n'ont pas d'origine locale.

Le chantier induit divers emplois qui se répartissent en plusieurs catégories:

---

[4] les «locaux» sont des ouvriers recrutés dans un rayon de 50 à 60 km. Ils se différencient des «déplacès» (parmi lesquels un bon nombre d'immigrés) qui suivent les entreprises de chantier en chantier.

[5] les cartons les plus concernés (Chinon Bourgueil) ont une population active totale inférieure à 15000 persones (dont 5000 dans l'agriculture).

— la sous-traitance[6]. Phénomène extrêmement difficile à chiffrer qui concerne surtout des entreprises du bâtiment ou de services peu complexes (nettoyage,...). Il en va de même pour la maintenance de la centrale. Un marché existe bien dans ces domaines mais le Chinonais manque d'entreprises qualifiées pour tout absorber.

— le «parc industriel»: autour de l'exploitation des eaux chaudes de la centrale peuvent se développer des activités horticoles et industrielles. Les aides officielles sont importantes mais les résultats restent limités.

— les services publics. Avec la complexification des problèmes de toutes sortes, la demande par les agents E.D.F. de prestations plus diversifiées et les suppléments des ressources (fiscales en particulier), les services publics seront nettement développés. Les services municipaux s'étoffent (ce que leur permettent les nouvelles recettes fiscales) tout comme les administrations, les banques, etc...

— les emplois commerciaux. La présence de la centrale permet d'une part à un petit commerce de survivre, d'autre part à des commerces spécialisés (sports par exemple) de prospérer.

— le secteur du bâtiment bénéficie des équipements collectifs induits par le chantier de la construction individuelle des agents E.D.F. et de certains participants du chantier.

Cependant, la région qui voit ses entreprises traditionnelles disparaître et la demande d'emploi féminine croître rapidement, se trouve en difficulté, artificiellement soutenue par le chantier. A l'achèvement de celui-ci elle ne sera pas en mesure d'absorber plus d'un millier de demandeurs. C'est pourquoi, un des objectifs du «programme de développement économique» mis en oeuvre par l'État et les collectivités locales, est la création de 1500 emplois en 7 ans.

Le grand chantier fournit également de l'emploi à une population déplacée. Pour cette dernière, se sont posés des problèmes d'hébergement dans les différentes communes avoisinantes (constitution de terrains de caravaning, foyers de travailleurs, logements réservés dans des immeubles locatifs); la faiblesse relative du nombre de «déplacés» et l'existence d'un marché de la location ont facilité leur in-

[6] La construction d'une centrale nucléaire comprend deux aspects: la fabrication en usine de ses principaux éléments (notamment la chaudière nucléaire et les alternateurs et leur montage sur le site. Celui-ci se déroule en deux phases: génie-civil (avec, en particulier, la construction silo en béton armé qui contiendrà la chaudière nucléaire, la salle des machines dans laquelle la vapeur entraine les alternateurs) et électro-mécanique (installation de tous les appareils). Tout cela nécessite l'intervention de nombreuses entreprises. Celles (toujours d'ampleur nationel qui sont titulaires des principaux marchés) font volontier appel à des entreprises plus petites, soit pour leur confèrer certaines tâches, soit pour leur demander d'assurer des services annexes (par exemple transport de personnel).

sertion. L'installation d'un personnel E.D.F. «permanent» entraîne des effets beaucoup plus importants. Cette implantation prend des formes variées: lotissements destinés à une catégorie précise de personnel, immeubles collectifs occupés entièrement ou en partie par le personnel E.D.F. Le financement des cités réservées exclusivement aux agents est totalement assumé par E.D.F. On a aussi tenté avec succès d'associer E.D.F. à des opérations d'aménagement non exclusivement réservées à ses agents, comme la réhabilitation de l'habitat ancien dans des villages. En outre certains membres du personnel de la centrale prennent ou envisagent de prendre leur retraite sur place et, de ce fait, construisent ou achètent des maisons.

L'apparition d'une population nouvelle permet aux maires de réclamer des financements, pour des aménagements liés spécifiquement à la construction (voirie, éclairage, eaux usées,...), puis pour des équipements indispensables à la gestion de la croissance démographique: écoles, haltes garderies, gendarmerie, caserne de pompiers,..., enfin pour ceux que nécessite une évolution des modes de vie dans laquelle les nouveaux habitants jouent un rôle moteur.

Du court de tennis demandé, au départ, essentiellement par les agents E.D.F. au centre culturel Saint Jacques de Chinon en passant par la patinoire — salle des fêtes de Bourgueil et la piscine d'Avoine, on lit sans peine l'incidence du grand projet sur les équipements collectifs communaux. En outre certains aménagements de voierie (pont sur la Vienne, élargissement de voies) sont référés plus directement aux besoins de la centrale mais la population locale en bénéficie également.

Il est plus difficille d'évaluer l'influence du grand projet sur le commerce local: l'évolution du commerce à Chinon et dans les autres communes concernées n'est pas très différente de ce qui s'est passé dans des communes de même importance ces dernières années. Certes, on peut lier certaines transformations à l'apport d'une nouvelle clientèle, mais l'impression domine d'une relative déception. La demande est fluctuante «on est dévalisé ensuite on ne voit plus personne» et sourtout se porte le plus souvent sur les villes plus importantes de la région.

Pour les viticulteurs dont le bilan est largement positif, il est aussi difficile de demêler ce qui tient à l'engoûment pour les vins de la Loire et l'apport d'une clientèle spécifique E.D.F. Commerçants et viticulteurs se retrouvent cependant pour reconnaître que l'apport décisif est publicitaire et touristique «Nous sommes connus».

La présence de la centrale crée des charges nouvelles aux communes, liées en particulier à l'augmentation de population dans certaines d'entre elles. Elle amène également des ressources nouvelles.

L'essentiel de ces dernières est constitué par la taxe professionnelle (autrefois la patente) versée par E.D.F., à laquelle s'ajoute marginalement l'augmentation des impôts locaux versés par les ménages.

On considère que la taxe professionnelle, dans l'état actuel des choses, représente autour de 70 millions de francs (1983) par an, ce chiffre soumis à divers aléas étant un ordre de grandeur. Même si elle n'a pas toujours atteint ce montant, elle constitue depuis la fin des années soixante une ressource hors de proportion avec ce que les communes concernées pouvaient espérer.

Au départ, la patente était versée à la seule commune d'Avoine (moins de 2000 habitants parmi lesquels de nombreux agents E.D.F.) pour laquelle elle représentait une fortune. Actuellement la taxe est répartie entre un plus grand nombre de partenaires, le Département d'Indre et Loire en contrôlant 65%.

A côté de ces ressources matérielles le grand projet est également vecteur de représentation: image de la centrale nucléaire, d'E.D.F., de ses agents, «les E.D.F.», image du pays vu par ses habitants, à travers le regard des autres.

On ne peut parler de la centrale sans prende en compte la dimension diachronique. Le nucléaire, c'est, au départ, l'idée positive, moralement forte, d'une utilisation pacifique de l'atome. A ceci s'ajoute le fait éminement positif que le premier chantier prend la relève des Américains. Par la suite, l'image se complexifie, devient ambivalente, voire négative pour des petits groupes d'inspiration écologique qui se recrutent surtout dans le monde enseignant mieux informé, ou qui prétend l'être. Même si les campagnes anti-nucléaires restent limitées et sont loin d'atteindre la même violence qu'ailleurs, les conséquences s'en laissent entrevoir dans un discours défensif. On affirme qu'il n'y a pas de danger. Bien plus, on ira jusqu'à revendiquer le nucléaire comme pour en neutraliser les éventuels effets négatifs. C'est la corde sur laquelle joue ouvertement l'Office du Tourisme et les viticulteurs affirment vigoureusement que cette image ne leur nuit pas et même qu'elle a contribué à faire connaître le pays et le vin sur le plan national.

La centrale est étroitement associée à E.D.F., puissance insaisissable dont on ne sait jusqu'à quel point elle est proche et lointaine. Même lorsqu'elle s'incarne dans le chef de centrale (le responsable de l'exploitation) elle demeure relativement déroutante. Comment évaluer la marge de liberté de ces fonctionnaires qui le sont sans l'être, le poids réel de leurs personalités? Image déroutante mais au demeurant bénéfique si l'on arrive à découvrir les règles du jeu et à s'approprier les ressources.

E.D.F., c'est aussi «les E.D.F.», une représentation globalisante qui annihile pratiquement les différences catégorielles en prêtant à ce

groupe plus de cohérence qu'il n'en a probablement en réalité. Pour les locaux, les E.D.F. sont un groupe de cadres ou quasi-cadres, privilégiés en position de force et sur lequel ils n'ont guère de prise, même s'ils font état de relations individuelles.

Cela contribue à faire évoluer l'idée que les habitants se font du pays. Tout d'abord, de façon positive, «on nous connaît», «on parle de Chinon, de Bougueil». Le pays se trouve valorisé sur un plan national. Bien plus, les E.D.F. témoignent dans leurs comportements (achats de vins, visite d'amis, installation définitive), que le pays leur plaît, qu'ils s'y trouvent bien, ce qui prouve concrètement «l'inocuité» du nucléaire, mais la valorisation prend aussi des formes plus complexes. Elle retrouve par exemple des clivages traditionnels (opposition de Bourgueil et Chinon) qu'elle vient renforcer et accuser. Si elle conserve au Veron son caractère d'enclave, c'est pour le magnifier (en montant par exemple un spectacle culturel sur son histoire).

On vient de présenter les ressources que fournit le grand-projet. On aura cependant remarqué au passage qu'elles s'assortissent de demandes implicites ou explicites de sa part. Celles-ci portent essentiellement sur les points suivants:

— un environnement matériel aussi favorable que possible au déroulement du chantier,

— un personnel de chantier aussi «sur» que possible, donc peu porté aux conflits du travail et ne risquant pas de créer des difficultés avec le milieu local,

— Une certaine complicité — ou du moins un bon compromis — avec les autorités locales qui sinon pourraient s'avérer un facteur de gène,

— enfin une qualité de la vie pour le personnel permanent qui, dans le cas d'une région aussi agréable que le chinonais, constitue un bien tout particulièrement désirable.

Les ressources échangées appartiennent d'abord au domaine économique mais elles n'ont aucun caractère nécessaire ou automatique. Le chantier fournit emplois et contrats, mais à condition qu'il y ait des demandeurs et des contractants. A Chinon le grand nombre des premières et la quasi inexistance des seconds donne sa spécificité à une situation qui se présente de manière tout à fait différente dans le cas de sites proches de grandes régions industrielles (Bugey près de Lyon ou Fessenheim près de Mulhouse).

Le grand projet offre l'occasion de créer et de payer des équipements, mais tout cela se négocie et la répartition des bénéfices financiers elle-même se trouve désormais pour une grande part entre les mains de l'arbitre départemental. Les ressources symboliques, qui s'articulent dans une vision de moi et des autres procédent à l'évidence d'une production collective.

Il n'est donc jamais vraiment possible de raisonner simplement en termes d'impact ni d'évoquer le seul partage d'une manne, ce qui donnerait une idée vraiment trop simple de la situation. Il s'agît plutôt, à partir de potentialités comprennant une part d'indétermination, de constituer les ressources en même temps que de les répartir. La définition des partenaires et des enjeux, la distribution des rôles et l'élaboration des structures institutionnelles de l'échange présentent donc un caractère décisif.

Acteurs et enjeux

L'installation de la centrale suppose l'appropriation de terres agricoles mais l'expropriation ne constitue pas un véritable enjeu: la centrale, on l'a vu, occupe un espace intersticiel qui n'est pas l'objet d'une appropriation intense. Ce sont de bonnes terres, sur lesquelles on cultive un peu de vigne et surtout la culture spécialisée traditionnelle du Veron, les asperges, mais elles sont inondables et souvent inondées. Les exploitants en tirent apparemment un bon prix et on n'assiste pas à un mouvement de revendication constitué.

Faut-il en déduire que le monde agricole sera indifférent au développement du chantier et à l'installation de la centrale? Certainement pas car il en retire de nombreux bénéfices: vente de terres pour des lotissements ou des constructions de maisons individuelles, location de logements, amélioration de voiries, constitution d'équipements collectifs de tous ordres ou, sur un plan plus spécifiquement agricole, travaux d'assainissement. Ces agriculteurs sont le plus souvent des viticulteurs qui négocient en partie eux-mêmes leur production. Ils voient tout naturellement dans le personnel déplacé travaillant sur le chantier, puis dans le personnel E.D.F. des clients potentiels. Il leur est plus facile qu'aux commerçants d'identifier leur clientèle car l'achat de vin s'accompagne facilement d'une petite discussion. Cela les conduit à rechercher une alliance avec le partenaire E.D.F., en particulier les plus riches d'entre eux, viticulteurs du bourgueillois et du Veron, qui occupent des positions fortes dans les structures du milieu agricole et dans les municipalités. Mais, le grand projet est traité comme un contexte favorable qui facilite la réalisation d'enjeux de développement du secteur agricole qui lui sont étrangers. La seule véritable stratégie collective concerne la promotion commerciale du vin à laquelle participent viticulteurs et négociants. On associe alors habilement centrale et pays de Rabelais, on renforce les alliances en faisant introniser les responsables E.D.F. locaux et même parisiens. Il s'établit une complicité dont tout le monde tire avantage. Cette connivence avec le monde agricole constitue une sorte de toile de fond.

Avec les commerçants l'enjeu est visible et transparent: c'est le maintien et la relance du commerce local. Encore faut-il qu'existe un groupe suffisament nombreux et structuré. Or le premier chantier avait apporté d'importants bénéfices sans que personne n'ait à agir. Les commerçants commençent donc par attendre en espérant que ce phénomène se reproduira. Lorsque vient la déception ils se constituent en acteur collectif et tentent une politique plus offensive, en pariant sur le développement, en renouvellant les stocks et les vitrines et surtout en entrant dans le jeu institutionnel qui est en train de s'organiser sous l'impulsion des responsables politiques.

Les entreprises (de l'artisanat, de l'industrie et des services non commerciaux) ont quelque peine à se constituer en acteur. Plus l'histoire du grand projet progresse, plus on leur demande d'entrer en scène; L'organisation de l'après-chantier, c'est-à-dire du développement économique, exige l'existence d'un acteur cohérent du côté des entreprises.

Au début du chantier, la crise ne touchait pas encore la vallée de la Loire. Dans plusieurs secteurs d'activités, les entreprises se plaignaient de voir leur personnel disparaître au profit du chantier et les revendications salariales augmenter. Ce phénomène (largement exagéré par rapport à la réalité) était supposé toucher tous les secteurs. Le milieu économique aurait pu s'organiser pour demander des compensations. Plusieurs raisons ont interdit que cela se produise. Tout d'abord, le secteur qui aurait pu jouer un rôle de leader était celui du bâtiment. Trop dispersé, trop archaïque, il a très vite trouvé quelques compensations . Ensuite, la crise se manifestant, le départ de salariés a cessé d'apparaître comme un problème.

Une autre cristallisation aurait pu s'opérer autour du chantier. L'association Inter Entreprise regroupe toutes celles qui travaillent sur le site. Sur d'autres sites, elle a pu devenir, avec le soutien des grandes entreprises nationales, un lieu d'expression des entreprises locales. Ici l'économie locale était trop faible, trop étrangère à la dimension du chantier pour qu'il en aille ainsi.

Après 1978, la région a connu des licenciements et des fermetures d'entreprises. La défense de certains d'entre elles aurait pu servir de lieu de polarisation. Mais elles étaient trop petites et leur commandement trop lointain. Surtout, le mouvement syndical dont l'action était, dans cette hypothèse, indispensable, n'existe fortement, dans le chinonais, que sur le chantier de la Centrale et surtout à E.D.F.

Reste un dernier enjeu, autour duquel un acteur aurait pu se constituer: l'après chantier. A titre individuel, des entrepreneurs organisent leur stratégie de développement ou de survie par rapport à lui, mais cela ne prend jamais une dimension collective. Cependant la

présence de cet acteur devenant indispensable, les politiques s'efforcent de le constituer:

a) en sélectionnant pour le programme de développement économique une série d'entreprises qui s'engagent à créer des emplois et sont aidées dans leurs projects. On induit chez elles une attitude assez passive collectivement et vis-à-vis du grand projet qui s'oppose à un dynamisme individuel.

b) en créant un comité de développement du chinonais (CODEC) et en mettant à sa tête le chef de la seule grande entreprise de la région qui représente un capital de compétence et de légitimité industrielle lui permettant de se constituer en interlocuteur valable et de jouer un rôle fédérateur. Ainsi, existerait enfin un acteur capable d'adopter une stratégie de développement.

Tout cela laisse supposer que, dans le chinonais sur la scène du grand projet, les acteurs politiques occupent une place prépondérante. On différencie le niveau local (celui des municipalités), départemental et national. Le premier est le plus riche en acteurs, le dernier ne se manifeste qu'a travers un nombre restreint d'acteurs présents sur la scène du grand projet et le seconde a pris une importance considérable.

Les acteurs locaux sont d'abord des communes et leurs Maires: Chinon petite ville d'une dizaine de milliers d'habitants et capitale administrative de l'arrondissement[7], Bourgueil, sa rivale plus petite, un gros bourg au milieu d'un vignoble et d'une zone agricole qui fut et reste très riche, Avoine commune sur le territoire de laquelle se trouve la centrale et une bonne vingtaine de villages qui dépassent rarement un millier d'habitants et sont parfois bien en dessous. A cela s'ajoutent deux institutions intercommunales: le district du Véron qui associe Avoine et les deux communes voisines, permettant la constitution d'un pôle démographique et économique non négligeable par rapport aux deux petites villes et le syndicat intercommunal à vocations multiples du Val de Vienne (SIVOM). Celui-ci regroupe un ensemble de très petites communes dans une région charmante et qui pourrait attirer les touristes (c'est le pays de Rabelais) mais ou l'agriculture est pauvre et les autres activités presque inexistantes.

Avoine a bénéficié de formidables bénéfices sans le avoir cherchés. Pour cette municipalité, l'objectif est de conserver sa rente de situation et de la justifier. Pour cela elle a utilisé trois stratégies: faire

---

[7] La France Continentale est divisée en 21 régions et 94 départements qui correspondent sensiblement aux districts portugais. Chaque département compte plusieurs (souvent 3 ou 4) arrondissements découpés en cantons (environ 8 ou 10) chacun d'entre eux réunissant une bonne dizaine des 36000 communes françaises, du moins en milieu rural. Une même commune urbaine peut être divisée en plusieurs cantons.

des réalisations de prestige, s'assurer les bonnes grâces d'E.D.F., rendre service à ses voisines. Ces stratégies ne sont pas inconciliables mais le voisins se font plus exigeants c'est pourquoi Avoine s'abrite derrière le district du Véron.

Au contraire, Bourgueil est entré volontairement sur scène. Certes, E.D.F. a choisi Bourgueil mais, encore plus, la municipalité de Bourgueil a choisi de «jouer» avec E.D.F. dans une perspective de développement centrée plus sur la démographie et l'amélioration des équipements et de la qualité de la vie que sur l'économie et l'emploi.

Chinon est, dans une large mesure, un acteur constitué par la scène: impossible de ne pas faire intervenir le maire de la capitale de l'arrondissement dans les décisions, au moins symboliquement. Mais pendant de nombreuses années, la municipalité semble n'avoir eu aucune stratégie précise à l'égard du grand projet. Tardivement, cette commune s'est rendu compte qu'elle pouvait obtenir des bénéfices importants sous forme d'équipements ou de subventions à ses projets. Pour ce faire, elle s'est préoccupée d'obtenir l'implantation de cités E.D.F.

Les maires ruraux essaient de profiter des négociations et oppositions entre acteurs plus puissants pour obtenir telle ou telle prestation (petite cité, équipement...) La mise en place d'un plan de développement qui nécessitait leur accord, leur a permis d'obtenir quelques avantages.

Enfin, le SIVOM essaie de jouer avec E.D.F. pour construire un programme de développement local très indépendant de l'après-chantier.

Sur le plan départemental le conseil général a vu son rôle s'affirmer au cours des années. Son président est le maire conseiller général d'un chef lieu de canton proche de Chinon. Il a été également le député de la circonscription jusqu'en 1981 et a retrouvé en 1983 un siège de sénateur du département. Favorable à l'implantation d'une deuxième centrale à Chinon, il a incontestablement pesé sur la décision. Pour lui, l'implantation de la centrale devait d'abord procurer un supplément de ressources à la région. Il s'est ensuite converti à l'idée d'une planification de l'après chantier. A ce niveau s'opèrent les négociations avec d'autres acteurs importants, en particulier le président du SIVOM, Conseiller général[8] de Chinon et haut-fonctionnaire proche du Président de la République (alors que le président du Conseil Général est d'une tendance politique opposée).

Un autre acteur départemental — au statut ambigu — est le préfet Commissaire de la République. Représentant du gouvernement, il

[8] Le conseil Général est l'assemblée départementale. Chaque canton y dispose d'un représentant élu au suffrage universel.

a des responsabilités particulières vis-à-vis du programe nucléaire: il doit veiller à ce que le chantier réussisse et à ce que la centrale produise le plus rapidement possible avec le moins de difficultés. «Technocrate», il trouve dans une grande opération de ce type l'occasion de manifester ses capacités et, éventuellement de «laisser un nom». Enfin, dans l'exercice normal de ses fonctions, il se doit de prendre les arbitrages nécessaires entre les collectivités locales. Ce tableau correspond à la période antérieure à la décentralisation. A partir de 1982, son rôle s'estompe au profit de celui du président du conseil général et sa préoccupation est plus étroitement celle du représentant de l'État.

L'importance des acteurs nationaux vient d'une part de *l'effet de programme* (Chinon est un site parmi d'autres) mais aussi du fait que pendant toute une période (1978-80), ce site a été considéré comme expérimental (en ce qui concerne la gestion du chantier et des relations avec l'environnement). Différents organismes ministériels s'y sont intéressés (avec ou sans supports financiers) pour tester des procédures, des méthodes de travail ainsi que la presse économique nationale. Cette présence de l'État, plus «technocratique» que politique s'est manifestée avec une relative discrétion.

Un autre acteur national suivait de très près l'évolution du grand projet: la délégation à l'Aménagement du territoire... (DATAR). Moins enthousiaste que d'autres sur les innovations chinonaises, elle y cherche en revanche des éléments de méthodes et matière à législation. Elle s'engage tardivement, au moment où cesse la période d'innovation , en déléguant l'un des siens pour assurer le rôle de «coordinateur grand-chantier».

Auprès du Préfet, celui-ci apparaît à la fois comme un représentant du pouvoir central, en ce sens apte à mobiliser des ressources et à élaborer des compromis, comme un technicien du développement ayant vocation à conduire les études et à définir un programme et comme un spécialiste de l'administration et des procédures. On comprend que sur d'autres sites, le rôle soit absolument central. Ici, sa nomination tardive l'oblige à reprendre toute une histoire à son compte, à la réécrire pour se définir. Ce dernier acteur nous conduit à nous tourner vers ceux qui sont spécifiquement liés au grand projet ou produits par lui.

Installer une centrale nucléaire à Chinon, c'est d'abord réaliser une fraction du programme nucléaire français. Responsable de l'opération, E.D.F. la situera donc toujours dans un ensemble, sachant qu'elle doit tenir le plus grand compte de ses partenaires gouvernementaux et industriels.

A l'époque de la filière graphite-gaz, chaque centrale, chaque réacteur constituait une entité spécifique, conçue et construite de ma-

nière presque autonome. Chinon B intervient dans une phase ou, au contraire, on tente de normaliser et chaque «palier» est constitué d'une série de tranches: l'effet de programme joue au maximum. E.D.F. est divisée en grandes directions nationales. Celle de l'Equipement est chargée de la maitrise d'ouvrage des centrales et des équipements annexes. Vaste bureau d'études, employant peu d'agents, elle constitue un monde à part au sein de l'établissement, un groupe de privilégiés parmi les privilégiés, qui ne récusent pas cette image et se considèrent volontiers comme des aventuriers ou des super-techniciens. Incontestablement, ce service, sous l'impulsion d'un directeur fort actif, s'est attaché plus que d'autres à la réalisation du programme nucléaire. Cela a sans doute conduit à ce que l'on y admette plus facilement qu'ailleurs (ce qui ne veut pas dire sans difficultés) de voir certains cadres outrepasser leurs fonctions pour négocier avec le milieu environnant.

Les exploitants, peut être moins spécifiquements attachés au nucléaire, ont, en tous cas, une forte propension à se comporter comme des industriels soucieux des seules contraintes de l'usine qu'ils devront exploiter. Pour eux, le milieu local est un cadre de vie (ils y restent beaucoup plus longtemps que les aménageurs) et, en tant qu'acteur collectif, ils refusent de le considérer d'une autre manière. Les réactions sont très différents chez les agents de la distribution qui, parfois, s'identifient plus volontiers au milieu local qu'au grand projet.

Les entreprises du site, regroupées dans une association inter-entreprises, constituent un acteur cohérent, même si les décisions prises localement sont largement contrôlées, voir initiées, par les grands groupes nationaux se partageant les principaux marchés de l'électro-nucléaire. Ainsi la politique de l'emploi local découle-t-elle, au départ, de la rencontre de deux préoccupations: celles des élus locaux, qui souhaitent maintenir un potential d'emploi suffisant pour éviter l'hemmorragie et celle de la principale entreprise de génie civil du site, qui souhaite, à partir d'un recrutement local, former des ouvriers très qualifiés et un petit encadrement.

Dans l'histoire du grand projet, une place essentielle revient à un cadre d'E.D.F., responsable du chantier (chef d'aménagement) au cours des années 78-80. Interprétant de manière très personnelle le mandat que lui donne son établissement, il impose l'idée d'une politique de l'emploi local et du développement économique après-chantier. Contre l'image du partage des miettes, il propose celle de la reconversion et réussira à faire nommer un animateur industriel ainsi qu'une petite équipe de spécialistes de différents domaines (formation professionnelle notamment) chargée de réaliser cet objectif. Pour lui, il faut faire en sorte que l'emploi local atteigne le plus haut niveau

possible sur toute la durée du chantier et, pour cela, mettre en oeuvre une politique de formation professionnelle, puis provoquer des créations d'industries permettant la reconversion des ouvriers du chantier. Tout cela réussira si l'on joue directement avec le milieu local et que l'on suscite, en sa faveur une intervention des plus hauts niveaux de l'État ou de la puissance économique.

En fonction de convictions personnelles, ce cadre agit par anticipation sur des questions dont l'expérience des sites précédents lui laisse supposer qu'elles se poseront à Chinon. Il envisage des solutions industrielles, malgré sa pleine conscience du caractère très agricole de la région (donc par volontarisme plus que par erreur d'appréciation). Avec ses initiatives, il polarise un double enjeu (emploi-formation) dont d'autres acteurs vont se saisir, d'un côté ceux qui viennent du département, de l'autre les hommes politiques locaux soucieux d'innovation ou, simplement, de contrôle. Alors qu'une fraction d'E.D.F. s'engage pour l'innovation et le développement, qu'elle cherche pour cela des partenaires locaux, quitte à contourner les institutions reconnues, les exploitants, déjà présents, se tournent volontiers vers les notables et expriment, en ce qui concerne les cités (dont les premiers souhaiteraient utiliser l'implantation comme instrument économique), une demande strictement limitée à des éléments de qualité de la vie.

Avec le départ du chef d'aménagement, puis de l'animateur industriel, les modifications de la législation (décentralisation) et de la règlementation (grands projets), avec l'arrivée du coordonateur, le paysage change. Le fractionnement des enjeux et l'émiettement des acteurs ont provoqué assez de difficultés pour que tout le monde accepte de les limiter. C'est ce à quoi répond la création du CODEC, à la fois scène formalisée et acteur: lieu de négociation et leader du développement économique, alors même que la crise s'aggrave. Mais, dans une large mesure, cette affirmation d'un acteur local unique, indispensable à la réussite de la politique envisagée, correspond au triomphe du département, qui rend le milieu local transparent.

Cette rapide description nous montre l'importance de quelques traits fort importants en France: découpages corporatifs, rôle des représentants de l'État (hauts fonctionnaires et même, à la limite, cadres supérieurs d'E.D.F.), réalisation de compromis à travers la création institutionnelle...

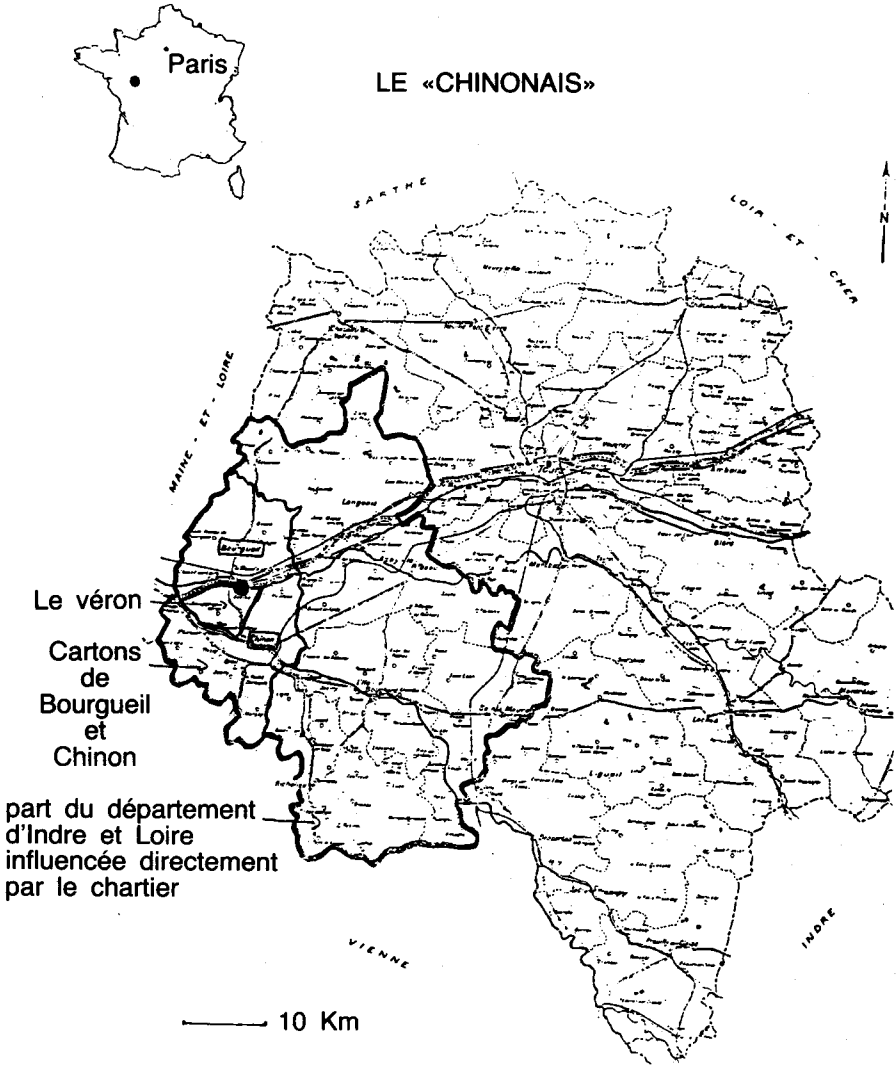
Il reste cependant que cela s'opère dans des rapports d'interaction entre acteurs et ne peut se développer qu'à partir de la constitution d'une *scène.* Ce dernier point mériterait de longs développements. Du moins peut-on attirer l'attention sur quelques éléments:

— La création institutionnelle possède trois fonctions: permettre à des acteurs de se définir ou de se redéfinir, formaliser les enjeux et

délimiter l'espace des compromis, servir de cadre aux négociations et les mettre en scène, donc leur enlever tout caractère suspect tout en permettant que l'on joue sur le double registre de la scène ou des coulisses. C'est dire son importance et son efficacité. Mais si cella se fait avec facilité et légitimité c'est parce qu'existent des modèles très forts d'institutionnalisation admis par tous et qu'à la limite la participation à des institutions qui respectent des règles admises de constitution et de fonctionnement ne se refuse pas.

— Pays de vignoble, «Jardin de la France» où la noblesse de cour a séjourné avant que la bourgeoisie parisienne ou tourangelle ne prenne son relais en achetant des résidences secondaires, le chinonais a l'habitude des étrangers et sa sociabilité séduit. Il offre aux «hommes des organisations» un modèle de convivialité suffisament attirant pour équilibrer sa faiblesse économique et rendre l'échange symétrique. Cela paraît d'autant plus vrai que le pays possède toutes les ressources «naturelles» qui peuvent plaire à une cadre et dispose de ce fait d'une grande puissance d'attraction.

— La scène du grand projet se trouve à l'intersection de trois dimensions: locale, départementale et nationale. Chacune d'entre elles possède ses contraintes, ses objectifs, son langage propre. Le rôle des «traducteurs» (notables ou fonctionnaires parlant ces divers langages) est essentiel.


Paris
LE «CHINONAIS»
SARTHE
LOIR - ET - CHER
N
MAINE - ET - LOIRE
Le véron
Cartons de Bourgueil et Chinon
part du département d'Indre et Loire influencée directement par le chartier
VIENNE
INDRE
10 Km

Conclusion

Ainsi constate-t-on que le schéma d'analyse stratégique présenté au départ permet de rendre compte d'un grand nombre de faits et de mettre en évidence la complexité d'une situation en évitant de raisonner en termes d'impact.

Mais cette complexité est redevable d'interprétations qui elles-mêmes dépassent largement le cadre du schéma: le caractère intersticiel immédiatement visible du grand projet et de son acteur principal nous invite à mesurer l'importance des éléments fondateurs de la situation. La capacité qu'ont (ou n'ont pas) certains groupes ou individus à se constituer en acteurs sur la scène du grand projet entraîne une réflexion sur la diversité des rationalités et la manière dont elles peuvent se composer. La référence à un modèle d'institutionalisation constitue une des voies possibles pour retrouver les interrogations culturelles introduites de manière un peu maladroite par M. Crozier das *le phénomène bureaucratique* mais qui ne manquent pas d'intérêt pour autant. Enfin la place de la sociabilité locale et de son pouvoir d'attraction dans l'organisation de l'échange mériteraient également l'attention. Tout cela définit un programme d'investigations.

GRANDS PROJECTS ET ACTEURS LOCAUX

Liliane VOYÉ *
Université de Louvain

Théoriquement souvent évoquée, l'opposition global/local trouve notamment son expérimentation concrète lorsqu'un grand projet, décidé et mis en oeuvre à l'échelle nationale ou même internationale vient s'inscrire au sein d'un espace local et ce, la plupart du temps, sans que les acteurs internes à celui-ci soient d'une quelconque manière consultés; sans aussi que le projet soit pensé en référence à eux ou même simplement que les effets que celui-ci peut avoir sur eux soient pris en compte.

La rupture d'échelle est ainsi doublée d'une rupture de pouvoir et de perspective. D'un côté, le grand projet résulte d'une intervention émanant d'un pouvoir qui est extérieur à l'espace local où il va prendre forme, tout comme est extérieur à celui-ci l'essentiel sinon la totalité du capital humain, technique, scientifique et financier qui va être mobilisé pour sa réalisation; en outre — et sans nier le fait que, loin d'être un ensemble radicalement cohérent, il est toujours une sorte de compromis tentant de concilier des logiques plus ou moins contradictoires — le grand projet exprime une rationalité à visée globale qui occulte la rationalité locale, la contrecarre parfois et, en tout cas n'en fait pas un critère pertinent de référence. De l'autre côté, cette ratio-

* Cet article a été élaboré à partir d'une recherche réalisée par Daniel BODSON, Pierre VAN WUNNIK, Anne WALLEMACQ et Liliane VOYÉ. Cette dernière tient à remercier de leur travail ces collaborateurs. Elle leur dit sa gratitude de l'avoir autorisée à utiliser leurs travaux communs pour élaborer ce texte.

nalité locale est, elle aussi, loin d'être homogène: elle porte ses propres contradictions internes et est traversée de lignes diverses de solidarités et de conflits; bien plus, actuellement, certaines formes de local s'organisent sans coincidence décisive avec une aire géographique précise, échappant ainsi au système clos auquel elles correspondaient le plus souvent antérieurement pour s'organiser en système ouvert d'échange et d'action. L'articulation entre le global et le local va dès lors s'exprimer en termes de discours et d'images (l'un dit et se représente l'autre); elle va générer des stratégies réciproques — y compris des stratégies d'opposition et d'attentisme et une absence de stratégie — tout ceci dépendant essentiellement de la question de savoir si la lecture de l'autre le définit comme ressource ou même comme partenaire, comme obstacle ou même comme rival ou encore comme élément neutre.

C'est dans cette perspective que nous avons déjà, en 1982, réalisé une recherche visant à saisir l'impact, au plan local, de l'implantation d'un grand équipement à signification nationale[1]. Il s'agissait, d'une part, de la centrale nucléaire de Chinon, inscrite dans le programme nucléaire français et visant à répondre au double souci de l'État, et de donner à la France son indépendance énergétique, et de structurer un nouveau secteur industriel qui puisse mettre sur le marché international un produit compétitif: des centrales nucléaires «clés en mains». L'autre cas retenu était celui de Louvain-la-Neuve en Belgique, cette «ville nouvelle» conçue pour accueillir l'université francophone de Louvain, contrainte, en 1968, de déménager en région francophone pour des raisons liées au problème communautaire et linguistique belge[2].

S'il s'agissait bien, pour nous, de mener sur ces cas une double étude d'impact, nous avons voulu d'emblée prendre distance par rapport à l'entendement général donné à cette démarche. En effet, la plupart des études d'impact, s'inspirant de la méthode systématique, privilégient l'idée d'une transmission «objective» quasi mécanique entre le grand projet et l'environnement où il vient s'inscrire. Loin de récuser radicalement la pertinence de ce type d'études, nous en avons retenu les modalités favorisant la saisie des interférences objectives constituant le contexte. Mais nous nous sommes nettement différenciés des études d'impact habituelles en faisant des stratégies des dif-

---

[1] A. BOURDIN, M. HIRSCHHORN, M. SAINT-CRICQ, Association Universitaire pour la Sociologie Appliquée (AUSA), Institut de Touraine, Tours, et D. BODSON, J. REMY, L. VOYÉ, Centre de Sociologie Urbaine et Rurale (CSUR) UCL, Louvain-la-Neuve, «Petites Villes et grands projets — Recherche Mèthodologique », Recherche réalisée pour la Mission de la Recherche Urbaine, 1982. (Texte ronéoté).

[2] M. WOITRIN, «Louvain-la-Neuve, Louvain-en-Woluwe: le grand dessein», Ed. Duculot, Collection Documents et Temoignages, Gembloux, 1987.

férents types d'acteurs, l'élément central de nos analyses alors que celles-là n'y voient qu'un élément mineur, qu'elles ne traitent dès lors que subsidiairement.

Ce faisant, notre hypothèse s'affirmait clairement: le grand projet ne peut être considéré comme une donnée objectivable dont les effets sont isolables et donc aisément mesurables; certes celui-ci engendre incontestablement divers effets de façon relativement autonome mais la plupart des effets induits ne peuvent être saisis que dans la mesure où l'on prend en compte les diverses façons selon lesquelles les acteurs locaux s'approprient en quelque sorte le grand projet, le définissant comme ressource ou comme handicap, cherchant à en neutraliser certains retombées ou au contraire à les détourner à leur profit.

Ainsi — au-delà des différences liées et à la spécificité de chacun des deux projets étudiés, et aux particularités du contexte local d'implantation — cette démarche nous a-t-elle permis de voir comment se constitue la scène locale et comment la spécificité de celle-ci repose sur le fait qu'elle articule des acteurs relevant de sphères différents d'activités et ce, dans une non-transparence favorisée par la priorité de l'informel sur le formel. Cette non-transparence représente un des éléments décisifs de la force de la scène locale ou plutôt des divers acteurs constitutifs de celle-ci; c'est en effet sur elle que repose en bonne partie l'élaboration des stratégies, bénéficiant pour sa menée à bien de l'indétermination dans laquelle sont laissées la définition des ressources dont est potentiellement porteur le grand projet et donc celle des enjeux qui peuvent être dessinés à partir de lui. Par ailleurs, le grand projet nous est apparu comme pouvant devenir un acteur nouveau sur la scène locale, et ce particulièrement dans la mesure où il doit s'efforcer de secréter un environnement qui soit favorable à son personnel, à ses utilisateurs, à son image,...; il peut ainsi dès lors, dans certains cas, prendre le parti du local (ou du moins de certains acteurs constitutifs de celui-ci) et, par exemple, peser de tout son poids pour accélérer des décisions attendues vainement jusque là ou même susciter des attentes qui, inimaginables en dehors de lui, prennent une plausibilité qu'appuie sa force extérieure.

Ainsi le grand projet peut-il aussi interférer dans le jeu des alliances jusque là existantes, qu'il s'agisse des alliances internes au local lui-même ou de celles qui relient celui-ci à des scènes extérieures — lesquelles soit sont sectorielles, articulant un même type d'activité à diverses échelles spatiales (par exemple, le champ politique local ne peut se saisir qu'en liaison avec des échelons politiques supérieurs, et réciproquement), soit impliquent le local considéré dans la diversité de ses dimensions mais au travers des relations qu'il entretient avec

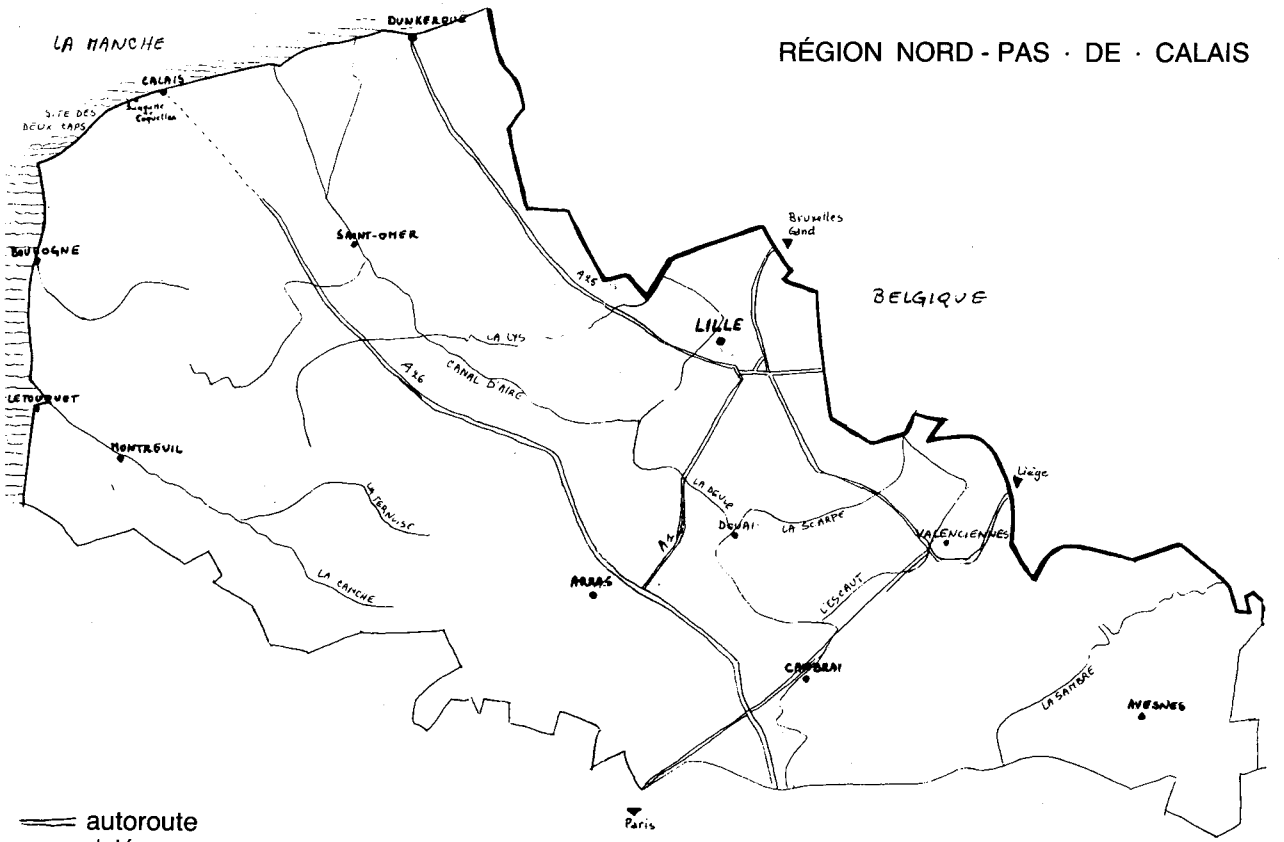
des scènes extérieures, elles aussi multiformes, mais situées à des échelles territoriales plus vastes.

Toute cette démarche nous a ainsi montré combien l'impact d'un grand projet ne peut être évalué abstraitement, tant est grande l'incidence sur cet impact des modalités de saisie qu'en font les divers acteurs locaux et des stratégies qu'ils élaborent à partir de là.

Important lorsqu'il s'agit d'analyser les effets déjà acquis de l'implantation réalisée d'un grand équipement — comme cela était le cas et pour Chinon, et pour Louvain-la-Neuve — , ce constat revêt un caractère particulièrement décisif dès lors qu'il s'agit de tenter d'anticiper l'impact d'un grand équipement qui est encore à l'état de projet. C'est un tel propos qui est actuellement le notre puisqu'il nous a été demandé, par la Région Française du Nord-Pas de Calais, de repérer les effets qu'induit, au niveau local, le protocole d'accord signé en janvier 1986 par la France et la Grande-Bretagne, en vue de la réalisation d'un «lien fixe transmanche» — autrement dit d'un tunnel sous la Manche. Il s'agit donc pour nous de voir quel impact a la simple annonce de ce projet, dès avant de saisir celui que pourrait avoir sa réalisation, laquelle reste d'ailleurs encore, à l'heure actuelle, soumise à diverses tergiversations, essentiellement financières. L'objectif poursuivi par le pouvoir régional qui commandite cette étude consiste à se doter des moyens les plus adéquats pour gérer au mieux l'impact à l'échelle locale de l'implantation de ce grand équipement que sera le tunnel ou — dans l'éventualitè où celui-ci ne serait pas construit de maîtriser les effets de ce renoncement (qui ne serait pas le premier!) sur des acteurs locaux que la seule annonce officielle du projet a éventuellement déjà mobilisés dans un sens ou dans un autre.

C'est le contexte méthodologique et la problématique de cette étude que voudrait schëmatiquement proposer ce papier. Mais il importe sans doute que soit préalablement esquissée la situation de cette région, jouxtant la frontière Sud de la Belgique sur plus de la moitié de la longueur de celle-ci, depuis la mer jusqu'approximativement au Sud de Charleroi et s'étendant vers le Sud jusqu'au delà des villes de Montreuil, Arras, Cambrai et Avesnes.

Lille est la capitale de cette région; c'est aussi la métropole d'un grand centre industriel; longtemps centré sur le textile (spécialité qui, dès le Moyen-Age, a fait la réputation de la ville) et plus récemment orienté vers l'industrie mécanique et métallurgique. Toutes ces activités qui constituaient, il y a quelques décennies encore, la puissance économique non seulement de Lille mais aussi de l'ensemble de la région du Nord connaissent aujourd'hui de graves problèmes. Elles continuent néanmoins à marquer la région d'une image associée au labeur et à la pauvreté d'un important prolétariat industriel et aussi d'une image de «noirceur», offrant peu d'agrément de vie; de nom-


RÉGION NORD - PAS · DE · CALAIS
LA MANCHE
DUNKERQUE
CALAIS
SITE DES DEUX CAPS
BOULOGNE
SAINT-OMER
LETOUQUET
MONTREUIL
LA TERNOISE
LA CANCHE
A26
LA LYS
CANAL D'AIRE
A25
LILLE
Bruxelles
Gand
BELGIQUE
Liège
LA DEULE
DOUAI
LA SCARPE
VALENCIENNES
ARRAS
L'ESCAUT
CAMBRAI
LA SAMBRE
AVESNES
Paris
autoroute
riviére

breux efforts sont d'ailleurs mis en oeuvre pour contrer cette image négative persistant qui, comme nous le verrons, dessert fortement cette région et qui, de plus, englobe sous des traits homogènes une diversité interne réelle.

En effet, si c'est essentiellement à travers ces activités industrielles que cette région est connue, celle-ci s'avère en fait très marquée par un caractère rural et agricole, ponctué d'entreprises petites ou moyennes dérivées de celui-ci (brasseries, laiteries, sucreries,...) ou encore de cristalleries (St-Omer), fabriques de céramiques,...

Par ailleurs, le long front maritime, qui offre des sites touristiques importants (en particulier la très mondaine station balnéaire du Touquet-Paris-Plage et le site des Caps Gris-Nez et Blanc-Nez) est rythmé par trois villes portuaires majeures ayant chacune leur vocation spécifique.

Dunkerque, le plus au Nord, se classe parmi les trois premières villes portuaires de France. A la construction navale, qui y a été longtemps des plus florissantes, s'est ajoutée, à la fin des années soixante, le plus important complexe sidérurgique de France avec le transfert, en bord de mer, de la Société Usinor et de Creusot-Loir[3], que les nouvelles conditions d'achat de matières premières et de marché contraignirent à cette époque à se littoraliser. Enfin Dunkerque possède également une raffinerie de pétrole, des cimenteries et d'autres importantes industries diverses, attirées par l'avant-port construit pour Usinor. Si certaines de ces entreprises connaissent aujourd'hui de graves difficultés la situation de Dunkerque reste positive, et parce que la ville dispose de très importants moyens en investissements, et parce qu'elle bénéficie d'économies d'échelle tant en ce qui concerne l'industrie qu'en ce qui touche aux mentalités, s'avérant plus dynamiques qu'ailleurs dans la région.

C'est à proximité de Calais, sur le territoire des communes de Sangate et de Coquelles, qu'aboutira le tunnel. Ce port vit quasi exclusivement du trafic transmanche et, en ce domaine qui est pour lui de monoactivité, il subit aujourd'hui la concurrence des ports belgues de Zeebruge et Ostende. Le tunnel serait donc pour lui un atout mais la scolarité la plus basse de la région — laquelle connaît déjà la mise en valeur de cette opportunité, handicap doublé d'une situation politique dominée par des acteurs jusqu'ici peu intéressés au champ économique.

Boulogne enfin bénéficie d'une base économique diversifiée, tournant en particulier autour de la pêche (c'est le premier port de pêche de France et un centre international de transformation, de con-

---

[3] M. CASTELLS et Fr. GODARD, «Monopolville: l'entreprise, l'État, l'urbain», Ed. Mouton, Paris, 1974.

servation et de commercialisation du poisson), de l'industrie métallurgique, du commerce international par voie maritime et du tourisme (c'est le deuxième port français de voyageurs).

Tel est donc, brièvement présenté, le contexte général dans lequel le lien fixe transmanche va venir s'inscrire et à propos duquel l'autorité régionale s'interroge sur les réactions que suscite, à l'échelon local, l'annonce d'un tel projet, afin de se donner les moyens d'encourager les initiatives estimées porteuses d'avantages et de minimiser les incidences négatives que peut avoir un tel projet (ou, hypothèse restant plausible, la non réalisation de celui-ci). Et c'est dans ce cadre que vient prendre place notre recherche[4].

Tout comme nous l'avions fait dans les cas évoqués précédemment, nous avons insisté ici sur le caractère non automatique ni mécanique des effets générés non seulement par la construction du tunnel mais déjà — comme allait le confirmer le travail de terrain — par la simple annonce de celle-ci. Ces effets quels qu'ils soient s'avèrent générés par un processus d'interaction complexe entre divers facteurs.

Parmi ceux-ci interviennent tout d'abord les modalités et le contenu donné à l'enjeu vont en outre se voir influencés et par le champ ou secteur d'activités (tourisme, industrie, agriculture, ...) auquel appartient ou se réfère chaque acteur, et par l'échelle à laquelle il se situe, c'est-à-dire par le niveau spatial qui est sa référence (le Nord-Pas de Calais, l'Artois, le Boulonnais, Calais ...) et/ou par le lieu d'où il considère la région (de l'intérieur ou de l'extérieur et, dans ce cas, d'une autre région française, de l'étranger,...).

Ce premier facteur est à croiser avec l'image ou les images actuelles de la Région — images dont la connotation positive ou négative va peser sur le sentiment de pertinence ou de non-pertinence de divers projets possibles et donc sur leur formulation et leur mise en oeuvre. Ainsi, par exemple, l'image englobante de «région industrielle en déclin» qui est généralement celle de la région tant dans une lecture interne qu'externe de celle-ci risque-t-elle de constituer un handicap aux yeux d'acteurs intéressés par des projets de type touristique et/ou culturel. Par ailleurs, l'image tout aussi répandue d'une région «utilisée» par de puissants acteurs extérieurs peu soucieux des incidences négatives qu'ils entraînent pour la région risque de rendre méfiants des acteurs locaux que diverses expériences antérieures ont échaudés comme l'a fait relativement récemment encore le transfert à Dunkerque de l'industrie sidérurgique lorraine, cherchant à se

---

[4] D. BODSON, P. VAN WUNNIK, L. VOYÉ, A. WALLEMACQ, «Scenario d'impact probable de l'implantation prochaine d'un grand équipement», Etude exploratoire, Groupe Triangle — CSUR, Louvain-la-Neuve, 1986.

littoraliser pour répondre aux nouvelles conditions et de marché et de source de matières premières. Ainsi la dimension symbolique, constituée par les images de la région, n'est-elle pas sans incidence sur la vision que les divers acteurs vont avoir du «possible» et donc sur la gamme des enjeux qu'ils vont estimer réaliste de se définir.

Si cette symbolique ne peut être considérée comme étant la reproduction pure et simple des données matérielles, elle est néanmoins influencée par celle-ci (qu'elle module d'ailleurs en retour). Dès lors, on ne peut en outre négliger de prendre en compte la matérialité même de la région, c'est-à-dire sa localisation géographique, son climat, ses infrastructures, ... et aussi les diverses règlementations qui y régissent l'utilisation de l'espace. En effet, au-delà de la relation réciproque qu'entretiennent symbolique et matérialité, cette dernière définit un champ de possibles en dehors duquel il n'est pas de «vraisemblable». Ainsi en va-t-il par exemple du climat qui, d'emblée, exclut le tourisme pour lequel le soleil permanent et assuré constitue une condition sine qua non de sélection. Ainsi par contre les installations portuaires diversifiées existantes constituent-elles à coup sûr un atout pour des industries de divers types, allant de la pétrochimie à l'alimentaire de transformation.

C'est donc à la rencontre de la symbolique et de la matérialité de la région telles qu'ils définissent l'une et l'autre — en retenant ou même en accentuant certains éléments alors qu'ils en négligent d'autres ou en minimisent l'importance — que les divers acteurs vont ou non être induits à relire l'annonce de la réalisation du lien fixe transmanche et, à partir de là, à élaborer l'une ou l'autre stratégie, laquelle dépendra du type de rationalité qui est leur, c'est-à-dire du type de composition intégrée dans un contexte particulier (dont elle émerge et qu'elle organise) qui trace les contours de leur action en définissant les possibles et en les hiérarchisant — étant ainsi entendu que plusieurs stratégies concrètes peuvent relever d'une même rationalité.

Cette rationalité peut être saisie à partir du discours de ces acteurs eux-mêmes, à travers la manière dont ils se positionnent par rapport au grand équipement, à travers celle dont ils perçoivent le contexte et l'interprètent en termes d'opportunités en tenant compte de l'existant; à travers la manière enfin dont ils construisent leur identité en référence à un certain ancrage spatial, aux rapports de pouvoir qu'ils identifient comme les impliquant, et à la vision du devenir qui est le leur et qui s'incrit dans une trajectoire spécifique.

Un premier contact avec le terrain nous a ainsi permis de repérer six types de stratégies rendant compte de divers types de positionnement des acteurs face à l'information que constitue l'annonce de la construction du tunnel; il nous a aussi amenés à dégager les images préférentielles auxquelles se rattachaient chacune de ces

stratégies et le fondement matériel de celles-ci; outre le lien existant entre ces stratégies et les images référentielles avec leur substrat matériel, cette exploration nous a enfin conduits à ébaucher divers profils d'identité les plus susceptibles de s'inscrire dans l'une ou l'autre de ces stratégies. C'est à la présentation sommaire de ces stratégies que vont être consacrées ces quelques pages.

1. **Absence de stratégie.**

Il nous apparu évident, tout au long de ce premier tour de terrain, que bon nombre d'acteurs ne manifestent non seulement aucune stratégie suite à l'annonce de la construction du tunnel, mais encore aucune intention de stratégie dans l'hypothèse où celui-ci se réaliserait effectivement. Ces acteurs, que le grand projet paraît laisser apathiques, se rencontrent tant parmi ceux qui ont diverses responsabilités relativement importantes (maires de grosses ou de petites communes, industriels, associations de commerçants, syndicats d'initiative,...); ils se retrouvent en outre indifféremment dans tous les champs et secteurs d'activité et l'âge ne paraît pas être un facteur décisif — ni plus ni moins de personnes relativement âgées que de plus jeunes ne se manifestant dans cette absence de stratégie.

Trois types majeurs d'arguments viennent étayer régulièrement cette apathie: une persistante image négative de la région, l'évocation d'expériences antérieures et une conviction d'impuissance.

C'est tout d'abord la référence à l'image du Nord-Pas de Calais comme «région économique en déclin» que rien ne peut venir redresser. «Il y a d'abord eu les mines puis on les a fermées. Puis le textile..., aujourd'hui, c'est fini aussi... Puis la sidérurgie et là aussi c'est maintenant la menace... Alors on est assommé...». A cette image d'une région industrielle ayant essuyé divers revers successifs s'ajoute aussi celle d'une région climatologiquement et naturellement défavorisée: «C'est un pays de brouillard et de pluie»; «C'est une plaine... pas de montagnes... Et la mer est trop froide... Alors pour les touristes!». Là ne s'arrête pas la description négative de la région; chez certains, en effet, celle-ci se complète encore du souvenir — qui continue à se marquer dans le paysage — des destructions de la guerre et des violentes batailles dont la région fut la champ.

Autant d'éléments donc qui, isolément ou conjointement, conduisent nombre d'acteurs à la passivité ou au scepticisme et à l'évocation, apparemment inébranlable, d'une image négative de la région.

Cette référence prend souvent dans ce cas d'autant plus de poids qu'elle est présentée comme étant associée à des expériences antérieures qui semblaient prometteuses et sur lesquelles dès lors certains de ces acteurs disent avoir misé alors que la suite des évé-

nements leur a montré, disent-ils, qu'il s'agissait d'une illusion. Il en va ainsi, par exemple, de ceux qui évoquent la grosse injection financière et les grands travaux qu'a supposé à Dunkerque la construction d'un très important avant-port, lié au transfert en bord de mer de l'industrie sidérurgique du Nord. «Les grands travaux ne profitent pas nécessairement à la région où ils se posent», nous a dit un responsable politique de haut niveau de cette ville. «...Surtout lorsque, comme à Dunkerque, le projet est lié aux développements internationaux (en l'occurrence ceux de la sidérurgie) et aux fluctuations du dollar et que, les élus régionaux ne reçoivent ni l'information, ni les moyens financiers d'anticiper l'impact de tels projets... Et puis il faut aussi compter avec la politique au quotidien, qui utilise des arguments divers et contradictoires selon les moments et les interlocuteurs...».

A ces deux types d'arguments, souvent conjugués, s'en ajoute un troisième, lui aussi fréquemment associé aux autres: c'est la conviction manifestée d'une impuissance totale face aux événements et aux interventions d'un jeu présenté comme externe et comme dépassant les acteurs concernés, qui se sentent démunis devant des décisions et des actions qui leur échappent et qui disent ne recevoir aucune information et aucun moyen de faire face. Chose qu'il est à noter et qui nous a frappés: ceux qui tiennent un tel discours ne font jamais référence à des acteurs spécifiques qu'ils nommeraient (ils en parlent toujours en termes de «on», «ils» ou «ceux de Paris») et se placent toujours en situation d'attente («on ne nous dit rien») et non de revendication active. Sentiment de manipulation et d'impuissance donc qui contribue largement à expliquer l'absence de stratégie face à l'annonce de la construction du tunnel.

2. **Stratégies d'opposition.**

Loin que cette annonce ne rencontre que passivité, c'est au contraire à une opposition active qu'elle se heurte auprès de certains autres acteurs. Alors que les acteurs passifs ne s'avèraient guère dotés d'un profil spécifique, ceux qui conduisent une stratégie nette d'opposition sont clairement identifiables: dans tous les cas, il s'agit d'acteurs qui sont localisés à l'une ou l'autre échelle mais toujours dans un champ spécialisé, champ que la construction du tunnel va redéfinir en un sens que ces acteurs perçoivent comme constituant pour eux une menace.

En premier lieu se trouvent ici les transporteurs maritimes de voyageurs qui redoutent la concurrence du tunnel. Il en va ainsi, en particulier, des Chambres de Commerce de Calais et de Boulogne, gestionnaires de ce trafic-voyageurs, qui estiment que le tunnel amputerait de moitié leurs recettes du trafic transmanche et qui dès lors

partent en guerre contre lui. Mais cette guerre est de type purement défensif, en ce qu'elle se limite à évoquer la menace et à mener des actions protestataires symboliques (cortèges avec calicots, ...) sans tenter de négocier des mesures compensatoires, sans non plus chercher à se doter d'avantages comparatifs qui renforceraient leur position dans la concurrence du tunnel. [La chose est d'autant plus intéressante à remarquer que les compagnies privées, propriétaires des bateaux, ont, elles, dores et déjà mis en chantier des bateaux plus grands, plus confortables et plus luxueux, dotés d'équipements divers de jeux (type jeux de casino) et s'apprêtent, semble-t-il, à lancer une campagne publicitaire centrée non plus avant tout sur la rapidité de la traversée (— domaine où le tunnel a vraisemblablement un avantage irréfutable —) mais bien sur la qualité ludique et luxueuse de celle-ci. Même enjeu donc, même opposition mais passive d'un côté alors que de l'autre elle est assortie de la manifestation active de la volonté de relever le défi...].

Autre type d'acteurs qu'effraie la perspective de la construction du tunnel: les transporteurs maritimes de fret, qui insistent sur le nombre réduit de ruptures de charge qu'imposerait le transport par le tunnel et donc sur l'avantage que celui-ci représenterait, et en coût et en temps. Opposition passive ici encore qui ne donne lieu qu'à des manifestations symboliques et à des plaidoyers auprès d'hommes politiques locaux, considérés comme représentant les intérêts de ces transporteurs.

C'est à une toute autre échelle que l'on rencontre un troisième type d'acteurs qu'inquiète le grand projet. Il s'agit en effet des petits hôteliers que l'on rencontre essentiellement dans les villes et villages de la côte et qui ont soit une clientèle de touristes, soit une clientèle d'affaires, soit le plus souvent une clientèle mixte. Ceux-ci redoutent que la construction du tunnel n'attire dans la région de grandes chaînes hôtelières de niveaux différents qui leur prendraient une clientèle déjà plutôt clairsemée. Certes, les plus «étoilés» d'entre eux se rassurent pour ce qui concerne la période de construction (qui, selon les plans, durerait jusqu'en 1992): «Pendant ce temps-là, il y aura du monde: les ingénieurs, la matière grise, vingt mille personnes pour le chantier; même si l'on construit de nouveaux hôtels, il faudra bien aussi tous ceux qui existent déjà... Et nous, on a sa réputation...». Mais leur inquiétude resurgit et rejoint celle des autres hôteliers pour l'après chantier: «Mais après?? Les gens passeront sans rester parce qu'il n'y aura rien à voir de plus... Il aurait fallu un ouvrage d'art comme le Golden Gate... les gens seraient venus pour voir ça...». Cette inquiétude ne donne toutefois lieu à aucune action particulière, pas plus qu'elle ne suscite l'une ou l'autre forme d'association entre ces hôteliers — lesquels se contentent de se plaindre individuelle-

ment auprès de leurs élus locaux, tout en continuant à faire jouer les mécanismes de concurrence qui les opposent les uns aux autres.

Enfin, autres opposants au tunnel: certains agriculteurs que menacent directement le chantier et/ou les équipements qui sont présentés comme y étant liés, à savoir un nouveau tronçon d'autoroute reliant Calais à Paris et à Lille et le tracé du TGV–Nord («Train à grande vitesse») mettant en relation, par l'intermédiaire du tunnel, l'Angleterre à Paris et au Sud d'une part, à Bruxelles et, de là, aux Pays-Bas et à l'Allemagne, d'autre part. Ici à nouveau, on ne peut que constater le caractère passif de l'opposition, ne négociant aucune attribution de terres compensatoires mais se contentant de l'espoir d'une indemnité d'expropriation — laquelle, portant sur des terres agricoles, ne sera jamais très élevée. Et ici non plus ne se manifeste aucune tentative de réflexion et d'action en commun: c'est un individualisme plaintif qui est de règle.

On le voit: les opposants au tunnel sont tous spécifiés en référence à un champ donné d'activités pouvant intervenir à l'une ou l'autre échelle spatiale, et adoptent tous (mis à part les propriétaires privés des bateaux) une attitude passive, doublée d'une sorte de «quête d'assistance» individuelle, où n'apparaît guère d'esprit d'initiative ou d'entreprise. L'image qu'ils ont de la région est liée à leur champ propre d'activités mais est toujours celle d'une région dépendante. Faut-il chercher un élément explicatif de ceci dans la structure sociale dominante de la région telle que nous l'a décrite le maire d'une des villes portuaires, lui-même très entreprenant mais se disant très inquiet tant de l'inertie des milieus économiques que de «l'esprit de clochemerle» de la plupart des responsables locaux? Pour lui, en effet, l'apathie générale qui caractérise l'ensemble de la region (à exception, toujours selon lui, de certaines fortes personnalités) trouve son origine dans l'absence de petite bourgeoisie qui a longtemps caractérisé cette région, partagée entre, d'une part, un prolétariat très peu scolarisé (c'est, effectivement, la région la moins scolarisée de France) et durant longtemps tout aussi peu organisé avant de l'être fortement mais sur des bases très fragmentées et localement et sectoriellement et, d'autre part, un grand capitalisme, utilisant la région et ses ressources, mais peu préoccupé du devenir de celle-ci, ses intérêts propres n'étant pas liés à un enracinement local mais se déplaçant au contraire en fonction de la conjoncture. Sans doute ce diagnostic mérite-t-il d'être retenu; un effet, même s'il ne constitue pas une explication globale et définitive (que viendrait d'ailleurs contredire l'existence de stratégies actives dont nous allons parler), on peut supputer que cette situation sociale, combinée à d'autres éléments, risque de constituer un sérieux handicap à l'esprit d'entreprise et aux

efforts d'action concertée que requèrerait l'affrontement au défi que constitue le tunnel...

3. **Stratégies conditionnelles.**

Sans doute sont-ce des raisons relativement analogues qui permettent de comprendre aussi pourquoi certains acteurs qui disent qu'ils souhaiteraient tirer parti de l'annonce de la construction du tunnel, post-posent la mise en oeuvre effective de leurs projets en acceptant de la faire dépendre de la ratification définitive de l'accord de construction du tunnel — sorte de «clause suspensive» qui leur est opposée et qu'ils admettent comme telle, sans chercher à la contrer ou à imaginer de lancer l'un ou l'autre de ces projets tout en cherchant à assortir cette initiative des garanties qui en assureraient l'aboutissement en cas de renoncement à cette construction.

Les acteurs dont les stratégies restent ainsi conditionnelles soit sont des acteurs relevant d'un champ d'activité économique spécifique, en particulier le secteur touristique ou celui des petites et moyennes entreprises, soit sont des acteurs appartenant au champ politique mais situés à l'échelle locale, que celle-ci soit une ville ou un village. Dans tous les cas, ils définissent leurs stratégies à la fois en termes généraux et en référence à une image spatiale unique et essentiellement centrée sur le local.

Stratégies définies donc en termes généraux, en ce sens que si elles sont proposées comme déclenchables à partir d'un fait, le plus souvent d'abord d'ordre technique, elles s'orientent vers des possibles multiples et vus comme quasi automatiquement induits par ce fait. Il en va ainsi, par exemple, de ces acteurs qui, entendant soumettre à la décision définitive de construction du tunnel des travaux qu'ils estiment vitaux pour eux, comme l'achèvement d'une autoroute ou l'électrification de lignes ferroviaires, acceptent cette clause suspensive et considèrent que celle-ci, une fois levée, et ces travaux entrepris et réalisés, tout changera pour eux dans tous les domaines: «Si l'autoroute A 26 est achevée, alors nous serons désenclavés; et ainsi, les touristes viendront et resteront plus facilement chez nous; et les entreprises seront plus intéressées à s'installer ici... Puis nous, nous serons mieux informés parce que ce ne sera plus tout un voyage d'aller à Lille ou d'en venir...». Ces acteurs se révèlent donc ainsi doublement aliénés: et parce qu'ils acceptent sans plus la clause suspensive, et parce qu'ils semblent faire dépendre leur avenir d'une réalisation matérielle dont ils attendent des effets mécaniques positifs, sans en envisager aussi le retombées négatives possibles sinon probables et surtout sans mettre en doute l'automatisme de ces effets que rien dès lors ne les empêchent de voir comme généraux et comme jouant à travers tous les champs.

Stratégies (mais peut-on dès lors parler de stratégies?) renvoyant aussi à une image spatiale unique, essentiellement centrée sur le local (et ce, qu'il s'agisse d'acteurs du champ économique ou du champ politique) puisque dans tous les cas où des acteurs s'expriment en ce sens, les effets attendus sont des effets concernant leur seule localité — ville ou village — sans que ne soit évoquée l'incidence que pourrait avoir pour celle-ci de mêmes effets jouant sur d'autres localités, sans non plus que cette localité ne soit replacée dans un contexte de solidarités ou de concurrences diverses. Tout se passe donc comme si le fait matériel nouveau qu'ils attendent était porteur de tous leurs espoirs et allait permettre la réalisation automatique de ceux-ci, sans modifier les projets ou les possibilités d'autres localités et sans transformer le système d'interrelations entre localités, sauf en ce qui les concerne.

4. **Stratégies attentistes.**

Si, comme ceux qui viennent d'être évoqués, certains acteurs soumettent aussi leurs projets à une condition préalable, deux différences distinguent néanmoins ceux-ci des précédents: d'une part, la condition est la construction du tunnel lui-même (alors que pour ceux-là, cette construction était la condition première de la réalisation d'autres ouvrages techniques, eux-mêmes condition de mise en oeuvre des projets évoqués); d'autre part, dans le cas présent, ce sont les acteurs concernés eux-mêmes qui font, de la construction du tunnel, une condition préalable alors que, pour les autres, il s'agit d'une clause suspensive qui leur est opposée de l'extérieur comme obstacle à leurs projets. On a donc affaire ici à des acteurs plus autonomes.

Ce sont aussi des acteurs plus entreprises et plus inventifs, qui, en outre, raisonnent à une échelle globale et voient la région comme un tout dont l'intérêt va grandir si le tunnel est réalisé. L'image est orientée vers l'avenir, et le passé de la région, avec ses reconversions successives et ses échecs, intervient d'autant moins qu'il s'agit pour la plupart d'acteurs extérieurs à la région, que n'ont donc pas traumatisés ces événements et qui n'envisagent que les potentialités nouvelles qu'ils souhaitent exploiter dès que la décision sera définitivement tombée.

Acteurs en majorité extérieurs à la région, disions-nous. Parmi eux, deux types sont à distinguer. Se rencontrent tout d'abord des acteurs de taille moyenne qui attendent la décision irréversible pour investir dans l'un ou l'autre secteur économique, que se soit dans le domaine d'installations destinées aux loisirs (parc d'attractions, hôtels moyens dans les stations côtières, ...), dans celui de l'industrie de

transformation et de l'industrie alimentaire, ou encore dans celui des services au sens large du terme. Ce sont des acteurs individuels disposant de capitaux et cherchant à faire l'un ou l'autre «coup». Peu importe donc le lieu: c'est l'opportunité qui est décisive — encore faut-il qu'elle ne tarde pas trop à se concrétiser. Peu importe souvent aussi le secteur spécifique: c'est sa rentabilité rapide qui est importante.

Également extérieurs à la région et attendant eux aussi la ratification irrévocable de la décision de construction du tunnel, d'autres acteurs ont des projets plus ciblés tant en ce qui concerne le lieu qu'en ce qui touche au secteur, ils cherchent à élargir le réseau de leurs implantations; c'est typiquement le cas de chaînes hôtelières, nationales ou internationales, qui voient là un nouveau terrain de développement. Et ce terrain les intéresse d'autant plus qu'ils y définissent une région favorable à la tenue des rencontres internationales de types et niveaux divers mais souvent d'ailleurs en référence à l'Europe économique et politique en train d'essayer de se faire. Il les attire aussi dans la mesure où ils supputent la naissance de nouvelles formes de tourisme, caractérisées par une courte durée des séjours mais séjours qui sont plus répétés, par une valorisation des «lieux nouveaux» porteurs d'une dimension écologique (les canaux, les marais, les forêts,...), gratifiés de centres d'intérêt culturel («l'art et l'histoire», «les jeux et les traditions», ...) et supposant moins le farniente, lié au soleil, que la découverte et l'activité permanente. Ainsi la région, vue la plupart du temps globalement, est-elle comme telle pressentie comme non substituable, de la même façon que l'est l'activité.

5. **Stratégies anticipatrices.**

Certains types d'acteurs, majoritairement internes à la région, s'appuient sur l'information que constitue l'annonce de la construction du tunnel en vue d'anticiper les effets positifs qu'ils pourraient en retirer «si» la décision est ratifiée. Si, comme d'autres, ils suspendent ainsi le bénéfice escompté à la condition de la ratification définitive, ils se distinguent cependant de ceux-là en ce qu'ils cherchent déjà à mettre en oeuvre certaines démarches qui, la condition levée, leur permettront de réaliser leur projet sans retard et, peut-être, de se doter sinon d'un monopole tout au moins d'un avantage comparatif par rapporte à ceux qui attendent la décision effective pour entamer les démarches.

Il en va ainsi, par exemple, de l'une ou l'autre commune proches du chantier qui — alors que d'autres qui leur sont en tous points comparables sont sans réaction — s'efforcent de négocier la création,

sur leur territoire, d'un lotissement destiné à loger les ingénieurs de chantier ou encore l'implantation d'un grand hôtel — étant entendu qu'ils n'envisagent la réalisation de ces projets que si le tunnel se fait. L'important est ici que ces acteurs entament des procédures et s'engagent dans un processus anticipatif, qu'ils s'efforcent de recueillir le plus d'informations possibles et de multiplier les contacts à divers niveaux.

En majorité, ces acteurs relèvent du champ politique (maires) mais on compte aussi parmi eux certains particuliers, notamment des agriculteurs d'âge moyen, en quête de reconversion.

Leur projet se focalise sur un site bien défini soit parce qu'ils le gèrent (politique) soit parce qu'ils en sont propriétaires. Par contre, le secteur de développement envisagé ne l'est généralement pas de façon rigide — les informations successivement recueillies pouvant éventuellement en faire changer.

Ces stratégies anticipatrices peuvent aussi parfois être le fait de petits ou moyens industriels et/ou entrepreneurs de services, pour la plupart extérieurs cette fois à la région, qui réservent des capitaux et prospectent la région pour y définir un lieu propice d'implantation en référence aux activités de même type existant déjà et à la disponibilité en main d'oeuvre, à l'accessibilité du lieu et aux éventuels avantages (fiscaux ou autres) qui pourraient leur être consentis.

Pour ces acteurs, si le secteur d'activité est largement prédéfini par ce qu'ils font par ailleurs, le lieu spécifique d'implantation est donc plus flou même si c'est cette région qui les intéresse à partir de la référence qu'ils font au tunnel et aux divers infrastructures (routes, TGV,...) qui y sont associées.

6. **Stratégies offensives**

Alors que la plupart des acteurs rencontrés suspendent d'une manière ou d'une autre la mise en oeuvre de toute stratégie à la ratification définitive de la décision de construction du tunnel, certains — peu nombreux, il est vrai — s'appuient sur l'annonce de cette construction pour tenter d'en tirer des effets positifs et ce, quelle que soit la décision finale. Il ne s'agit pas d'acteurs vivant dans l'utopie et s'imaginant que, désormais, il est impossible de renoncer à ce grand projet; au contraire, la plupart d'entre eux restent sceptiques et considèrent en outre que les inquiétudes que celui-ci suscite chez d'aucuns sont effectivement fondées et que le tunnel, s'il est construit, aura des retombées très négatives pour certains secteurs d'activités. Mais tous se servent de l'annonce du grand projet et utilisent celle-ci comme levier pour obtenir des avantages qu'ils ne définissent pas nécessairement en fait, loin s'en faut, comme associés à la réalisa-

tion du tunnel: la simple annonce est pour eux «l'occasion de chercher à agir et de profiter de la publicité faite — notamment par l'État central — autour du «plus grand chantier du monde» pour solliciter des aides et surtout pour se faire valoir, non sur des slogans mais par des projets de réalisations concrètes qu'ils présentent comme devant multiplier les retombées du tunnel non seulement pour eux mais pour le pays. Bien plus, ils fourbissent leurs armes en vue de revendiquer, au cas où la décision ne serait pas ratifiée, des compensations et des dédommagements qui, en fait, leur permettraient en tout état de cause de réaliser leurs projets et d'en tirer des effets positifs...

Stratégies offensives donc que celles de ces acteurs, généralements élus locaux (mais sans qu'il ne s'agisse d'une exclusive), qui prennent en outre explicitement en compte des séquences temporelles successives: l'annonce première, la décision définitive ou son retrait, la période de chantier, l'après-chantier. C'est aussi le seul type d'acteurs qui mettent en place des stratégies différentielles en référence au temps et qui élaborent des stratégies alternatives en vue de parer aux effets d'un renoncement à la construction du tunnel. C'est encore le seul type d'acteurs qui jouent simultanément sur différentes échelles, notamment en fonction des divers secteurs d'activités qu'ils considèrent.

Le cas de Boulogne une des villes côtières, est, à ces divers points de vue, exemplaire (même s'il n'est pas le seul). Affirmant son scepticisme quant à la réalisation effective du tunnel et soulignant les retombées négatives que celle-ci aurait, sans pour autant négliger d'en relever les effets positifs, le maire développe un projet multiforme, situant sa ville à différentes échelles de référence en fonction des divers aspects de celui-ci. Ce projet est pour lui indépendant du grand chantier mais, dit-il, prendra une signification nationale si celui-ci se réalise et devra, par ailleurs, être d'autant plus soutenu par les diverses instances nationales que celles-ci viendraient à renoncer au projet.

Fort de ces divers arguments, ce maire insiste tout d'abord sur l'actuelle vitalité de sa ville , vitalité due — dit-il — pour une grande part aux Anglais qui, faisant l'aller-retour depuis Douvres, viennent y acheter et consommer beaucoup. Evaluant à 50% la baisse du trafic transmanche aboutissant dans sa ville, qui résulterait de la construction du tunnel, il se dit préoccupé de préserver l'attractivité de celle-ci. Ayant lancé dès 1982 un projet de «Centre National de la Mer», offrant aux touristes de vastes aquariums doublée d'expositions sur le milieu marin, l'exploitation des ressources vivants, ... mais possédant aussi une section de recherche su la faune marine et sur les diverses technologies de pêche, un bassin d'essais d'engins de pê-

che et un service d'appui aux professionnels, ce maire a profité de l'annonce de construction du tunnel pour faire reconnaître ce centre comme étant d'intérêt national et pour se faire octroyer les autorisations et fonds nécessaires. Le projet est actuellement en voie de réalisation effective.

Faisant par ailleurs valoir l'importance de la pêche pour l'économie de sa ville et constatant le déclin de cette activité économique suite à la diminution des ressources de la Mer du Nord, il a — insistant à nouveau sur le risque que constitue le tunnel — proposé que soit créé dans sa ville un «Centre de Valorisation des produits de la mer», venant, dit-il, judicieusement compléter le Centre National de la Mer. Là aussi, il a obtenu gain de cause.

La menace engendrée par le tunnel n'est pas la seule que désigne ce maire; il redoute, en effet, que Lille, capitale régionale, ne cherche à détourner à son profit d'autres équipements liés au tunnel: l'autoroute A 26, par exemple, destinée à drainer les anglais vers Lille et Paris et isolant ainsi de fait Boulogne; le TGV lui aussi, filant vers Lille et menaçant d'entraîner, pour des raisons financières, le renoncement à l'électrification de la ligne de chemin de fer Boulogne-Amiens-Paris. Dès lors, ce maire se bat pour développer ce qu'il appelle «la liaison naturelle» de sa ville vers Sud; ceci l'amène à nouer des alliances avec des maires de villes se trouvant sur ce même tracé (notamment Rouen et Le Havre) pour revendiquer une amélioration et des routes et des lignes de chemin de fer mettant, comme il le dit, sa ville» sur le passage naturel du trafic venant d'Angleterre».

Mais il ne contente pas de se trouver des alliés de poids et de formuler des revendications. Pour accroître la légitimité de celles-ci, il a obtenu la construction dans sa ville de «Garomanche», vaste plateforme multimodale pour le transbordement, le marché et le conditionnement des fruits et légumes. Ayant rassemblé pour ce faire un budget de quatorze millions de francs français (assuré pour moitité par des fonds publics et pour moitié par des fonds privés), il entend bien faire ainsi de la ville le lieu obligé d'aboutissement majeur des fruits et légumes venant du Sud de la France et de l'Europe et destinés à l'Angleterre et au Nord de l'Europe et, du même coup, il veut contraindre à l'amélioration des laisons routières et ferroviaires.

Là ne s'arrêtent pas ses projets. Il ambitionne aussi d'attirer dans sa ville des installations hôtelières modernes, essentiellement équipées pour accueillir des colloques et du tourisme de court séjour; et, pour conforter son propos, il entreprend diverses opérations de mise en valeur des monuments historiques de sa ville et de promotion de son arrière pays. Il est en outre intéressé au «Festival de la Côte d'Opale» et encourage une commune voisine de la sienne à

créer ce qu'il propose de désigner publicitairement comme «le plus beau golf du Sud de l'Angleterre...».

On le voit: ce maire profite en quelque sorte de l'annonce de la construction du tunnel soit pour accélérer et gonfler des projets qu'il avait antérieurement, soit pour en formuler d'autres nouveaux. En tout état de cause, il met en place un réseau d'alliances qui crée une concurrence (vers le Sud) aux lignes de force de développement que le poids de Lille attirerait prioritairement sinon exclusivement vers l'État et il se dote d'atouts dont, d'une part, la spécificité lui garantit un certain monopole d'attractivité (Centre de la Mer, Garomanche) et qui, d'autre part, constituent un atout pour chercher à contraindre le pouvoir central et/ou régional à investir pour en assurer l'accessibilité aisée et feront de sa ville un lieu de passage obligé pour certaines activités.

Ce maire joue ainsi sur une image diversifiée de sa ville et de l'environnement de celle-ci, tant en ce qui concerne la référence à l'espace (il fait, selon les cas, référence à la ville elle-même, à celle-ci dans son environnement: arrière-pays ou Côte d'Opale, a celle-ci encore avec les communes avoisinantes, à celle-ci enfin dans un système d'attraction plus large, orienté vers le Sud et qu'il oppose à la concurrence avec l'Est et, plus spécifiquement avec Lille) qu'en ce qui a trait au secteurs d'activités (tourisme, industrie de la pêche et dérivés, recherche, transports, manutention et conditionnement de produits agricoles,...). Et, par ses stratégies offensives, il met en place des alliances et des atouts qui, quelle que voit l'issue, entraîneront des effets positifs irréversibles pour sa ville.

Certes on peut faire remarquer qu'il s'agit là du maire d'une ville relativement importante pour la région et qui, un moment, a joué un rôle nationale. Mais d'autres, étant dans le même cas, n'anticipent rien et ne se dotent pas «d'arguments tangibles», susceptibles de peser sur les décisions futures de l'autorité supérieure et d'en quelque sorte la contraindre à en tenir compte et à les compléter, notamment au plan des infrastructures. D'autres acteurs, par contre, relevant du champ politique ou d'autres champs, mais n'ayant pas, comme ce maire, une assise importante, s'engagent eux aussi dans des stratégies offensives qui, même si elles sont de moindre envergure, jouent quasiment toujours à plusieurs échelles et à travers plusieurs champs. Dans tous ces cas, il nous est apparu que l'image qu'ont ces acteurs de leur région, de leur ville,... est décisive et que l'insistance sur les traits négatifs est rarement sinon jamais porteuse de stratégies offensives alors que l'accent mis sur les aspects positifs de l'image s'avère favorable à celles-ci.

Conclusion

Cette importance de l'image, avec les évaluations dont elle est l'objet, les échelles spatiales qu'elle prend en compte et les secteurs d'activités qu'elle retient, s'est ainsi révélée décisive dans la définition du type de stratégies qu'élaborent des acteurs locaux confrontés à un grand projet.

Une telle constatation permet de tirer deux types de conclusion. D'une part, elle confirme le mise en question des études traditionnelles d'impact, qui négligent de prendre en compte la diversité des réactions possibles, diversité que l'on ne peut imputer à de simples variables socio-graphiques mais qui, sans exclure celles-ci, doit être analysée également en référence à la saisie que font les acteurs d'un événement et qui dépend de variables bien plus diverses et malaisées à repérer, parce que relevant plus d'une histoire individuelle et collective, elle-même soutenue par des conditions concrètes de vie. Or la diversité de ces réactions est essentielle à connaître dans la mesure où, dès lors, la connaissance que l'on en a anticipativement peut permettre d'aider à la stimulation de celles d'entre elles qui sont jugées positives et de contrecarrer celles que l'on estime dommageables.

D'autre part, l'importance reconnue de l'image montre combiem les projects économiques de tous types auraient intérêt à se voir assortis d'une pré-connaissance des dimensions culturelles des populations et régions qu'ils concernent directement. Nous pensons ici, en particulier, à des projets de développement ou de reconversion économique, tels qu'on en voit aussi bien dans les pays ou régions jusqu'ici à la traîne de «l'économie moderne» que dans ceux qu'une industrialisation vieillie et mourante amène à chercher d'autres orientations. Trop souvent, en effet, ces projets n'ont pas les effets attendus, parce que la vision mécanique que les responsables avaient de ceux-ci les a conduits à occulter ces variables culturelles à travers lesquelles pourtant tout projet technique est relu et trouve une plus ou moins grande chance de succès.

GRANDS PROJECTS DE REBOISEMENT ET ENJEUX SOCIAUX LOCAUX AU PORTUGAL

Nicole Dévy-Vareta
(Instituto de Geografia
Faculdade de Letras da Universidade do Porto)

Dans l'Europe méridionale, le Portugal est actuellement le seul pays européen exportateur de produits forestiers transformés ou semi-transformés, dont la balance commerciale est largement positive et où la pâte à papier occupe une place croissante depuis une vingtaine d'années. Le Portugal a ainsi acquis la réputation d'un pays doté d'une «vocation forestière» — la forêt couvre un tiers du territoire — , construite à partir du XIXe siècle. Depuis la décade de 1940, la concrétisation de plans nationaux de reboisement commande la politique forestière de l'État et du secteur sylvo-industriel. Malgré tout, comme par le passé, ces projets se heurtent à de nombreuses résistances et contraintes à l'échelle de l'espace rural local.

Déforestation et reboisement un processus historique de longue durée

Avant toute chose, il faut reconnaître que le reboisement est depuis des siècles l'un des principaux objectifs de la politique forestière portugaise. Les brèves donnés qui suivent voudraient montrer que la recherche des processus de longue durée est indispensable pour étudier cette question, qui, aujourd'hui, hante les responsables de l'aménagement forestier et les industriels. Les projets actuels se situent dans la continuité d'une préoccupation séculaire permanente: le

déphasage entre l'apparente «passivité» des milieux ruraux face au reboisement et l'exploitation croissante d'une forêt de production.

Le manque général de bois d'oeuvre impose aux institutions royales la promulgation de la «Loi des Arbres» en 1565, ordonnant ainsi que les municipalités ensemencent en pins les communaux — *baldios* — déboisés dans l'espace de leur juridiction. Cette loi sera plus tard insérée dans le Code législatif de 1603 et deviendra le modèle auquel se réfère la législation jusqu'au XIXe siècle. La situation actuelle de la recherche historique sur la forêt ne permet pas d'évaluer l'amplitude spatiale du reboisement. Toujours est-il qu'au début du siècle dernier la documentation lamente l'état déplorable de la forêt et l'inexistence de plantations. On peut donc au moins supposer que le bilan entre l'exploitation globale et les tentatives de reconstitution d'une forêt de production reste largement négatif.

Le XIXe siècle est une période d'importantes mutations de l'espace rural, qui, pour la forêt, se manifestent par une évolution contrastée, essentiellement due à l'iniciative privée:

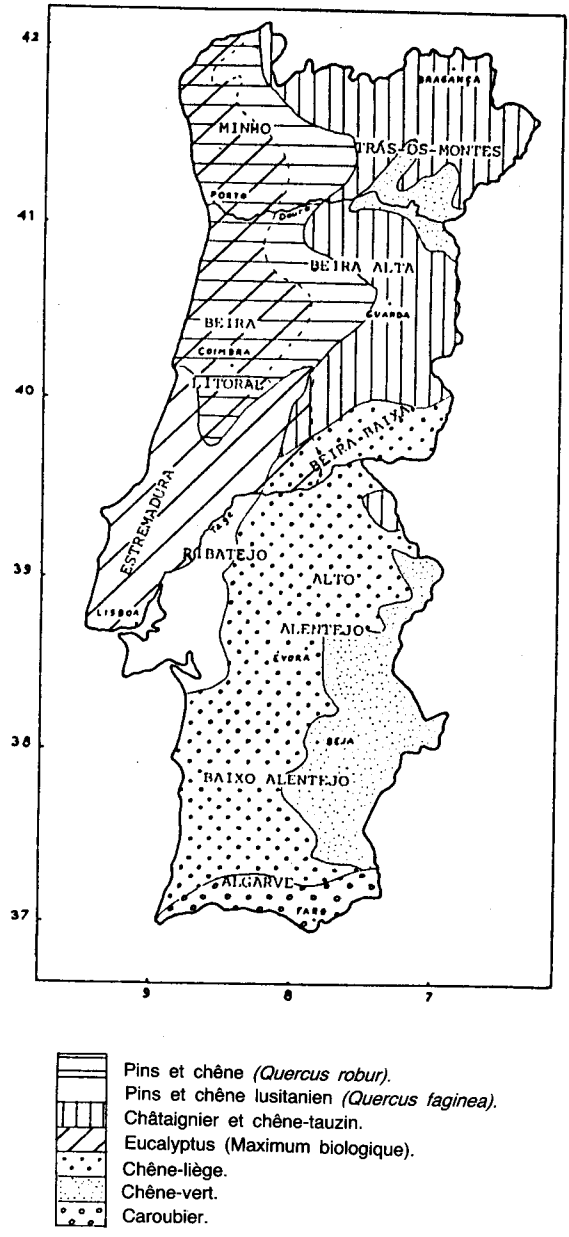
— déboisement intensif des feuillus (vente des biens de l'Eglise, partage des communaux, bois mort et charbon de bois, maladie du châtaignier...).

— régénération et plantation du chêne-liège dans les latifundia du Sud, rentabilisé par la recherche du liège tant sur le marché interne qu'externe.

— enrésinement massif avec la diffusion du pin maritime dans les régions littorales au Nord du Tage.

Quelques témoins de cette époque, premiers sylviculteurs ou personnalités influentes acquises à la cause du reboisement, dénoncent avec véhémence l'étendue des friches, et réclament une politique systématique de plantations dans les régions de montage. Mais, globalement, la situation de la balance commerciale des produits forestiers se renverse au cours de la décade de 1860-1870; dorénavant, elle sera toujours positive, dominée à ce moment-là, par l'exportation du liège. La création d'une grande école nationale de sylviculture en 1865 est le signe qui amorce une nouvelle période. Dès la fin du siècle, les sylviculteurs participent activement à l'élaboration d'une politique forestière de l'État, où la question du reboisement apparait plus que jamais prioritaire.

Ainsi, vers 1900, la distribution des grands massifs forestiers est déjà en place tout au long de la façade atlantique. Il en ressort deux essences dominantes, le pin maritime — *pinheiro bravo* — au Nord du Tage et le chêne-liège dans l'Alentejo occidental et le Ribatejo (Fig. 1). De même, les grands traits caractérisant la structure de la propriété forestière sont fixés — un domaine de l'État très réduit, des communaux déboisés, une propriété privée presque exclusive pour le



Pins et chêne *(Quercus robur).*
Pins et chêne lusitanien *(Quercus faginea).*
Châtaignier et chêne-tauzin.
Eucalyptus (Maximum biologique).
Chêne-liège.
Chêne-vert.
Caroubier.

Fig. 1 — **La distribution générale des essences forestières.**

Sources: *Atlas do Ambiente;* DGF.

chêne-liège et les pinèdes, ces dernières pulvérisées en petites parcelles. Les données les plus récentes font apparaître une nouvelle espèce, dont l'expansion est si discutée, l'eucalyptus. D'autre part, l'enrésinement s'est renforcé avec l'application du Plan de Peuplement Forestier de 1938 dans les *baldios* montagnards (Tableau 1).

Tableau 1 — EVOLUTION DE LA SUPERFICIE FORESTIÈRE AU XX.e SIÈCLE.

	1902	1928	1950-54	1966	1983
Superficie forestière 100 ha	19 570	23 314	28 322	28 257	30 367
Taux d'occupation du sol	22%	26,2%	32%	31,5%	34,2%
Essences:					
Pin maritime	39,5	48,5	42	45,5	42,8
Chêne-liège 1)	16,9	24	23	22,5	22,4
Chêne-vert 1)	18,6	16,3	22	20,5	17,6
Chênes et châtaignier	7,9	8,2	6	—	3,2
Eucalyptus	—	—	4	3,5 3)	8 3)
Autres espèces	17,1	3 2)	3	8	6
Total superficie forestière	100	100	100	100	100

1) Espace agricole sous couvert forestier inclus.
2) Eucalyptus inclus.
3) Peuplements purs et dominants.

Sources: 1902 — *Reconhecimento Agrícola do país,* 1900.
1928 — A.Mendes de Almeida, 1929.
1950-54 — *Inquérito* du SROA.
Inquérito Agrícola, INE.
1966 — *Inventário Florestal,* DGSFA.
1983 — Idem, DGF, publié dans *Estatísticas Agrícolas,* INE, 1983.

N. B. — Nous rappelons que les critères d'évaluation de la superficie forestière ne sont pas uniformes tout au long du XX.e siècle.

Le reboisement des *baldios* par l'État et les plantations industrielles représentent deux formes de grands projets qui, chacune à sa façon, symbolisent pour la société globale les transformations de l'espace sylvo-agricole. Au lendemain de la révolution de 1974, toute la problématique de la forêt est interprétée à la lumière d'une violente critique de la politique de l'*Estado Novo* de Salazar. Aujourd'hui, les positions ont certes changé, mais deviennent tout aussi catégoriques, défendant ou rejetant les orientations de la politique forestière. Il faut dépasser cette analyse trop «totalitaire» de la question, qui réduit l'appréhension des enjeux à quelques positions idéologiques rigides. Il faudrait plutôt se pencher sur les implications et les modalités d'application du reboisement à l'échelle locale, où s'interpénètrent et s'articulent le rural et l'urbain.

Le Plan Forestière de 1938, une entreprise à relire sur le terrain

L'inventaire et la mise en valeur des *baldios* avait fait couler beaucoup d'encre pendant le XIX.e siècle, mais ce n'est qu'en 1938 que cette polémique prend fin avec la promulgation d'une loi autoritaire, la Loi du Peuplement Forestier. Dès 1886, quelques *baldios* avaient été reconnus d'utilité publique pour le reboisement, permettant ainsi, aux yeux du pouvoir central, une meilleure rentabilisation de terres impropres à l'agriculture, la régularisation du bilan hydrique et des processus d'érosion sur les versants surpâturés. Près de 100.000 hectares étaient déjà soumis au régime forestier, lorsque l'État entreprend un inventaire systématique de tous les communaux en 1936 Ce recensement reconnait un peu plus de 400.000 hectares de *baldios,* dont 330.000 hect. à reboiser, la plupart localisés dans les régions montagneuses au Nord du Tage.

Depuis 1886, dans un climat national d'instabilité politique, les tentatives de reboisement des *baldios* soumis s'étaient heurtées à de nombreuses difficultés locales, les unes techniques, et les autres provoquées par une forte résistance des communautés. L'établissement d'un régime politique et économique de dictature allait permettre à l'État de promouvoir l'une de ses «campagnes de colonisation», le reboisement des *baldios* organisés en Périmètres Forestiers. C'est pendant les années 1950 et 1960 que s'effectue la majorité des plantations. En 1973, les Services Forestiers déclarent que l'opération est pratiquement terminée, juste avant que ne commence une vague d'incendies.

L'analyse générale du reboisement a surtout insisté sur les aspects négatifs du processus et des procédés, saisis sous un angle politique et idéologique, de l'analyse marxiste aux options défendant un certain concept de «ruralité». Par contre, on a fait trop abstraction de l'espace «concret», physique et social, en cours de reboisement. Il est évident que l'on ne peut pas retirer à la loi, souvent imposée par la force, son caractère autoritaire. Néanmoins, il conviendrait de rappeler que, dans d'autres pays européens et sous d'autres régimes politiques, les plans d'aménagement forestier ont toujours conduit à une opposition irréductible entre forestiers et paysans, pour lesquels la fonction des communaux n'a jamais représenté la même valeur.

Sous le régime de Salazar, la loi de 1938 correspond en fait à une appropriation par l'État de terres dont l'exploitation communautaire était fixées par des us et coutumes séculaires. Le reboisement n'a donc pas été pacifique, car ces terres servaient de pâturages et d'estives et fournissaient des produits alors indispensables pour la mise en culture des parcelles situées en aval du *baldio* et pour la vie quotidienne (eau d'irrigation, litière du bétail, fumier et combustible).

D'une manière générale, les principales plaintes des communautés portent sur:

— le manque de pâturages et les interdictions de passage pour les troupeaux de chèvres et de moutons avec la progression du reboisement.

— la règlementation et l'éloignement des aires de coupe pour le bois mort et le fumier.

— l'impossibilité de continuer à cultiver des parcelles temporaires.

— les procédés incorrects des Services Forestiers: violences, abus d'autorité ou chicaneries des fonctionnaires.

Il n'y a pas de doute que les communautés paysannes ont été perdantes, si l'on tient compte du système et de l'organisation de l'espace agro-pastoral exploité. Mais, à l'échelle locale du Périmètre Forestier, l'analyse détaillée de l'évolution spatiale du reboisement révèle un ensemble de relations territoire-groupes sociaux, qui permet de jeter un autre regard sur cette question. Il s'agit maintenant d'inverser le mouvement de l'analyse, non du pouvoir central vers l'espace local, mais de ce dernier vers les possibilités d'application d'un plan national.

Les quelques réflexions qui suivent représentent une partie des résultats d'une recherche en géographie, menée dans un Périmètre Forestier du Nord-Ouest du Portugal (*baldios* de la *Serra da Cabreira* — Vieira do Minho).

1. Les communaux compris dans les limites du Périmètre ne sont pas un espace d'exploitation homogène. D'après une tradition ici orale, chaque village ou hameau exerce ses droits communautaires sur une partie du *baldio.* d'où des tensions permanentes au sujet des pâturages ou de la «division des eaux» pour l'irrigation des parcelles cultivées au pied des versants. D'où un jeu complexe de relations entre forestiers et communautés lorsqu'il fallait choisir les secteurs à reboiser. Localement, les villages et/ou leurs groupes sociaux n'ont pas formé un bloc contre les Services, mais se rassemblent, s'isolent ou se fragment, selon les propositions des sylviculteurs qui ont joué sur ces tensions pré-existantes. Il faut y ajouter le rôle plus connu des quelques notables et/ou grands propriétaires, plus ou moins favorables au reboisement.

2. Les travaux forestiers ont constitué une source appréciable d'emplois temporaires. Le nombre de journaliers était très élevé lors de la préparation des secteurs, puis l'ensemencement ou la plantation des essences choisies. Il semble que les rétributions monétaires aient modifié les relations entre les membres de la famille, favorisant une certaine «indépendance» des jeunes vis à vis des adultes. Pour les paysans sans terres, ces petits salaires étaient les bienvenus, si

on les compare avec les prix des denrées alimentaires de première nécessité sur les marchés locaux.

3. Les enquêtes ont révélé quelques cas de «promotion» sociale d'hommes à tout faire, qui ont gravi les premiers échelons d'une carrière dans la fonction publique par le biais des Services Forestiers. Ils ont joué un rôle important entre les communautés ou groupes récalcitrants et les sylviculteurs, ces derniers n'ayant reçu qu'une préparation technique.

4. Il n'existe pas de relations très claires entre le reboisement et l'émigration dans cette région où les départs vers le Brésil avaient été notoires au début du siècle.

5. En 1975, la plupart des plantations sont détruites par un incendie délibérément provoqué. Depuis la restitution des *baldios* aux communautés locales en 1976, les enjeux et les tensions se poursuivent, lorsque l'une d'entre elles décide de demander à l'État le reboisement de ses friches. Les limites avec les «voisins» sont toujours aussi incertaines.

Il n'est pas question de généraliser ces quelques réflexions à l'ensemble des *baldios* soumis à la loi de 1938, car les conditions du milieu physique et social sont trop hétérogènes. C'est en multipliant les analyses locales et en se référant à une étude plus fouillée du processus global que l'on pourra essayer de dresser un bilan réaliste de ce grand projet, avant que ne disparaissent ses principaux acteurs.

Les grands projets actuels, une difficile relance du reboisement dans le domaine de la propriété privée

Lorsque le reboisement des *baldios* touche à sa fin, la politique de l'État polarisée dans cette entreprise commence à s'essouffler et ne parvient pas à se reconvertir pour stimuler les plantations dans les propriétés sylvo-agricoles. Elle est relayée par le secteur industriel privé, dont la capacité de production augmente surtout dans les branches de la pâte à papier et du bois d'oeuvre. C'est à partir de la décade de 1960 que les plantations d'eucalyptus progressent le plus. Elles allument une forte polémique sur l'impact d'une essence exotique à croissance rapide et économiquement rentable.

Depuis 1974, le reboisement domine plus que jamais les orientations de la politique forestière, qui a fait un pari économique sur une forêt de production. Un ensemble d'enjeux se pose donc aussi bien au niveau de la société globale qu'à celui des groupes sociaux locaux:

— favoriser l'expansion d'espèces forestières à croissance rapide, pour augmenter, puis maintenir la production de pâte à papier, dont les trois quarts sont exportés. D'où de vives inquiétudes sur l'évolution du milieu physique et biologique local, qui est passée au second plan dans une première étape des plantations.

— améliorer les pinèdes surexploitées de la forêt paysanne. C'est l'un des points noirs de l'application de la politique forestière à l'échelle locale.

— reconstituer une forêt (surtout de pins) détruit par les incendies sur près de 500.000 hectares de 1968 à 1985, soit le double des superficies reboisées pendant la même période.

— articuler les projets nationaux de reboisement avec la politique de développement régional, dont le cadre spatial et administratif n'est pas encore officiel. Il s'agirait ici de mieux prendre en compte les tentatives d'harmonisation entre les trois fonctions de la forêt.

A la fin des années 1970, un plan de grande envergure, le Projet Forestier Portugais (P.F.P.), est conçu pour relancer le reboisement face aux besoins croissants de la sylvo-industrie. En un demi siècle, on devra procéder à la plantation de près de 2 millions d'hectares, surtout en conifères (*pinheiro bravo*). La première phase prévoit le reboisement sur 150.000 hectares, financé par une majorité de capitaux nationaux. Deux partenaires se partagent la réalisation du projet: l'État avec une vieille institution, les Services Forestiers, devenue la Direction Générale des Forêts, et la Portucel, une intreprise du secteur public depuis 1975, qui regroupe quelques usines de pâte à papier (50% de la production nationale).

Néanmoins, les résultats de cette première phase se soldent par un semi échec. L'analyse des facteurs responsables a surtout mis l'accent sur les problèmes de structures — parcellaire et propriété forestières, cadre financier d'investissements, structures concurrentes et mauvaise coordination des institutions impliquées dans l'opération... Par contre, cette analyse a négligé l'importance des composantes sociales locales face à un projet fortement centralisateur. Après avoir été marginalisée par la politique forestière pendant un siècle, la forêt paysanne est brusquement devenue le centre des attentions en matière de reboisement et de transformations du potentiel productif sur pied.

Il faut bien reconnaître que les chiffres cités dans de nombreux rapports cachent une méconnaissance frappante de la réalité socio-économique de la forêt paysanne. Il n'y a pas d'inventaire précis de cette forêt, qui rassemblerait près d'un million d'hectares de pinèdes pour 300.000 à 400.000 propriétaires, ni d'études sur la filière bois locale. D'où une critique souvent dépréciative d'une forêt «tirelire», pulvérisée en petites parcelles et mal entretenue.

La forêt paysanne est certes de moins en moins productive par suite de la non règlementation des coupes. Toutefois, elle joue un rôle important dans la vie socio-économique proprement locale ou simplement familiale, du réseau de petits négociants-paysans ou des scieries familiales au complément de revenus librement choisi par l'exploitant. Avec la demande croissante de bois pour l'industrie, un autre réseau s'est greffé et plus ou moins articulé sur celui des relations locales, provoquant une baisse inquiétante de la capacité productive. Malgré tout, l'intéressement des propriétaires au reboisement ne peut pas se faire du jour au lendemain, mais doit tenir compte des comportements sociaux et individuels qui se rattachent à des formes d'exploitation paysanne de la forêt.

Un autre problème mérite aussi une réflexion plus approfondie. C'est le cas des modes de faire-valoir des superficies reboisées, pour lesquels la Portucel et la D.G.F. ont choisi des options différentes. L'entreprise publique pratique surtout l'affermage avec des baux de 30 ans, alors que la D.G.F. conclut des contrats où les propriétaires doivent investir si les terres n'ont pas été incendiées. La rente foncière est à court terme attirante pour le propriétaire qui n'investit aucun capital; mais les revenus forestiers — surtout avec l'eucalyptus aux courtes révolutions des coupes — lui échapperont à long terme. La maîtrise de l'espace local passe dans des mains étrangères à la région. Le système institué par la D.G.F. est plus équilibré, puisque le propriétaire recevra 60% des recettes lors de l'exploitations des parcelles reboisées.

La recrudescence des incendies pendant les années 1980 ont aggravé la situation forestière. Dès la fin de la première phase du P.F.P. et au moment de l'entrée du Portugal dans la Communauté, l'État prépare un nouveau plan d'aménagement forestier. Le Programme d'Action Forestière (P.A.F.) devient «la plus grande oeuvre de développement du siècle». La moitié des capitaux provient de la CEE, qui absorbe la majorité des exportations portugaises de produits forestiers. Globalement, les objectifs restent les mêmes: améliorer la productivité de la forêt sur pied et reboiser les terres incendiées, les friches et les terres agricoles dites «marginales», jusqu'à une superficie forestière couvrant un peu plus de la moitié du territoire.

A la veille de l'application de ce projet, on peut rester perplexe devant les conditions de son éxécution et les implications à l'échelle de l'espace local. D'abord, il faut résoudre de nombreux problèmes institutionnels. La «Loi de Base du Développement Forestier» attend d'être discutée en profondeur par les Commissions parlementaires, dans un climat de forte instabilité politique.

D'autre part, il faut aussi envisager les questions qui concernent les données du milieu physique et social des espaces à reboiser. Les

terres que l'on considère impropes à l'agriculture sont surtout localisées dans les régions intérieures au Nord du Tage, déboisées depuis des siècles. A-t-on suffisamment évalué les multiples effets d'un reboisement massif en un temps record, si ce n'est que par rapport à des considérations économiques? Il s'agit bien d'une transformation radicale de l'espace rural, la création d'une forêt de production, une «forêt forestière» de résineux dans des espaces où, en dehors des communaux, la forêt paysanne est beaucoup plus rare que dans les régions littorales. A-t-on pesé tous les risques de ce défi à l'échelle locale? Peut-on espérer la «réussite» d'un tel aménagement, sans qu'il ne s'opère une spéculation foncière étrangère aux groupes sociaux locaux?

Tel qu'il est conçu par le pouvoir central, le reboisement est surtout un enjeu économique fondamental pour les pays. Cette politique provoque de vives polémiques souvent stériles ou trop émotives — pour ou contre l'expansion démesurée de l'eucalyptus; «retour au chêne», symbolique illusoire d'une forêt dite naturelle, alors que cette espèce est en fait profondément humanisée; critique de l'individualisme «anti-forestier» des petits producteurs, etc... On peut s'enthousiasmer ou rester sceptique devant la modernisation et la reconversion brutales de l'espace rural par le biais du reboisement, comme il est préconisé par le dernier-né des grands projets. Mais on ne peut pas rester indifférent. Et si la problématique de la forêt portugaise devenait un enjeu qui puisse animer la recherche dans le domaine des sciences sociales?...

«Quand un arbre tombe dans la forêt,
on fait beaucoup de bruit;
Quand un arbre pousse dans la forêt,
personne ne s'occupe de lui.»

Sagesse orientale.

L'ALENTEJO COMME ESPACE D'INVOLUTION DES RELATIONS VILLE-CAMPAGNE

Mariana Torres Vaz Freire Cascais
Universidade de Évora

I

Méthodologiquement, nous n'avons considéré que la région d'Évora comme échantillon significatif de la zone Alentejo. Nous avons également choisi l'application de l'analyse de systèmes à cette même région, comme un instrument permettant non seulement d'analyser l'espace social choisi, mais aussi d'essayer de construire un scénario possible en ce qui concerne le futur immédiat de ce même espace.

C'est pourquoi, nous avons constitué quatre groupes fondamentaux des facteurs les plus importants de la modernisation et nous avons établi leur relation linéaire avec les quatre sous-systèmes qui constituent le système social régional:

Facteurs de modernisation	**Sous-systèmes du système social**
1 – le développement des structures sociales (différenciation et séparation pour la coordination et la réintégration).	1 – le sous-système politique: définition et poursuite des objectifs, mobilisation et organisation des ressources existantes; coordination par le pouvoir.

2 – l'expansion des activités économiques et des opportunités de vie.	2 – le sous-système économique: des activités de production, de circulation et de consommation pour le bien-être des populations.
3 – le développement des structures institutionnelles pour assurer le changement continu.	3 – le sous-système intégratif: des règles, des institutions, des groupements; la détermination des rôles, la régulation des conflits, l'établissement de l'ordre.
4 – des valeurs, des aspirations, des attitudes organisées qui reflètent la dynamique du changement.[1]	4 – le sous-système culturel: les valeurs, les aspirations, les modes de penser et d'agir généralisés, les structures qui proposent et transmettent la culture.[2]

Après une brève analyse de la région à partir de l'analyse des sous-systèmes et de leur articulation linèaire, on a essayé, en considérant la réalité et les tendances actuelles, de construire un scénario possible. Parce que la tendance la plus évidente est celle de l'industrialisation traduite dans la définition d'objectifs, on a pris comme point de départ le sous-système politique en tant que définition et poursuite d'objectifs, mobilisation des ressources, qui est déterminant du sous-système économique comme expansion de l'industrie; celui-ci produit des transformations du sous-système intégratif, lequel change les valeurs sous-jacentes au type de relations entre les divers groupes sociaux, ou entre la ville et la campagne, c'est-à-dire le sous-système culturel.

II

La modernisation de la région est restée pratiquement insensible, matérialisée presque exclusivement dans la mécanisation de l'agriculture.

L'impact de cette mécanisation s'est produit essentiellement entre 1928 et 1938, par la nécessité que les agriculteurs ont sentie

---

[1] Calvin Goldscheider, «Modernization, migration and urbanization», in *Population Movements: their forms and functions in Urbanization and Development,* Ordina Editions, Belgium, 1980.

[2] Jean-Claude Lugan, *La Petite Ville au Présent et au Futur,* Editions du CNRS, Paris, 1983.

d'employer de nouvelles techniques pour correspondre à la «Bataille du Blé»[3] proposée par le gouvernement de cette époque.

Sans vouloir évaluer les résultats de cette opération, la mécanisation a eu comme conséquences immédiates le chômage à la campagne, et, naturellement, l'exode de la population sans travail.

Les petites agglomérations de la région, urbaines ou non urbaines[4], uniquement en ce qui concerne le quantitatif de population occupaient une position «faussement» intermédiaire entre la campagne et les plus grandes agglomérations[5]. Et si l'exode rural a accentué la croissance de ces centres, les migrations régionales se succédèrent vers les centres plus importants[6]. Si l'importance des petites agglomérations n'était pas significative dans une perspective de dimension, elle était encore moins à d'autres niveaux, parce que seule la présence de quelques activités commerciales les distingait de la campagne. Ceci explique, qu'aucune référence ne soit faite à ces centres, et qu'ils soient inclus dans le concept général de campagne, en opposition à celui de ville utilisé pour les centres plus grands.

On considère la «Bataille du Blé» comme un élément d'un sous-système politique plus élargi, le sous-système national, car elle fut une mesure politique d'origine gouvernementale qui exigea, non seulement la mobilisation des ressources disponibles, mais aussi leur coordination pour la poursuite des objectifs prétendus. Du point de vue du sous-système politique régional, la «bataille» a déterminé la

---

[3] Entre 1928 et 1938, le gouvernement portugais a fait une campagne qui visait l'augmentation de la production de blé, dont les importations étaient responsables de 22% du déficit de la balance commerciale portugaise en 1928. Cette campagne eut des consèquences différentes et plus ou moins nègatives à long terme: la nécessité de mécanisation des producteurs a augmenté le chômage aux champs; et ont augmenté les consommations industrielles, mais aussi les prix des machines.
J. Machado Pais e outros, «O Fascismo nos campos em Portugal», in *Análise Social* n.° 46, Lisboa, 1976.

[4] Urbaines à partir de 2000 habitants; non urbaines avec moins de 2000 habitants. Gerald Breese, *La ciudad en los países en vias de desarrollo,* Ed. Tecnos, Madrid, 1974.

[5] À la région de Évora, cette ville avait en 1970 42244 habitants; Estremoz, Montemor, Reguengos et Arraiolos avaient respectivement 19222, 18091, 11727 et 10050 habitants; toutes les autres avaient entre 4000 et 9500 et il y avait des villages avec moins de 100 habitants. En 1980, plus de 30% de ces petits lieux habités sont disparus et Évora, Estremoz, Montemor avaient 51572, 18073 et 20210, tandis que Arraiolos est descendu jusqu'à 8883 habitants.
11.° Recenseamento da População
1.° Recenseamento da Habitação 1970
12.° Recenseamento da População 1981
INE.

[6] Les indicateurs utilisés pour la note[4] sont un exemple des migrations dans la région, si on fait la comparaison entre 1970 et 1980.

non-industrialisation intentionnelle, dans le but de réserver une main-d'oeuvre agricole suffisante pour maintenir les salaires à des niveaux peu élevés, car la mécanisation supposait des coûts très élevés.

Ce fut en tout cas sur le sous-système économique que la bataille du blé a eu une influence plus importante: dans l'augmentation de la production de blé pour l'industrie de 100.000 ton. en 1927 à 250.000 ton. en 1934[7]; dans l'incapacité des petits agriculteurs pour entrer en compétition dans ce processus à cause du prix des machines agricoles.

À la ville, l'absence d'industries conduisait à l'inexistence de réponses sur le plan de l'emploi pour la population arrivée de la campagne; et elle était responsable de l'impossibilité de constitution d'une bourgeoisie avec un vrai pouvoir économique. La population venue de la campagne grossissait un secteur tertiaire pauvre et peu diversifié[8].

L'ensemble des règles, des institutions, et des associations qui constituent le sous-système intégratif, était determinant des rôles qui d'une certaine façon étaient cristallisés; de cette cristallisation, naissaient l'absence de conflits ou leur latence, et l'incapacité d'une évolution.

Du point de vue des valeurs et des conduites, cette cristallisation éliminait toute dynamique de changement. Et le sous-système culturel dans la région avait implicitement un prestige basé sur la propriété de la terre, qui conditionnait également la stratification sociale; qui accentuait la ségrégation sociale, l'immobilité sociale et professionnelle; et qui reposait, en ce qui concerne la reproduction des valeurs, sur en contrôle social informel très intense; qui se traduisait, d'ailleurs, par une domination évidente de la campagne en tant que classe propriétaire de la terre sur la ville.

Cette situation entra en rupture après 1974, pendant une période assez connue pour qu'on ne l'aborde pas ici. Dans la perspective de l'analyse systémique qu'on a choisie, le sous-système politique national fut déterminant du changement du sous-système politique régional. Pourtant, les particularités de ce dernier, avec la substitution des groupes de pression traditionnels, la représentativité politique prédominante sur l'antérieure représentation socio-professionnelle dans les institutions, ainsi que le radicalisme politique se concrétisaient com-

---

[7] J. Machado Pais e outros, «O Fascismo nos campos em Portugal», in *Análise Social* n.º 46, Lisboa, 1976.

[8] Il n'y avait presque plus que des petits établissements de vente de produits alimentaires, des petits magasins de prêt-à-porter ou de tissus, des bistrots, des petits restaurants et des dépendences des bancs et des assurances; aussi des services administratifs de niveau local.

me des particularités du sous-système économique, par exemple la collectivisation de la terre, qui faisait que l'option politique de la campagne était aussi dominante à la ville. L'influence dans les sous-systèmes soit intégratif, soit culturel n'a pas été, en tout cas, importante, car en 1977 l'inversion de la marche du processus commencé apparaissait comme une limitation, dans le temps, à des transformations plus profondes.

Mais le niveau d'intégration, ainsi que les valeurs, furent secoués par une instabilité qui a donné à la population une conscience régionale qui, si elle n'est pas totalement un facteur d'intégration, a été dans le sous-système culturel le reflet d'un mouvement vers l'évolution[9].

Dans la même voie, une nouvelle époque est née depuis la fin des années 70, avec des essais de définition d'objectifs ainsi que des projets d'expansion des activités économiques, et qui se concrétise lentement par la création de groupes coordinateurs des différents projets, déterminants dans l'attribution de rôles différenciés, dans une perspective de changement envisagée comme inévitable. L'entrée au Marché Commun Européen est un facteur d'accentuation de ce processus qui, par ces caractéristiques, peut être considéré comme un chemin pour la modernisation.

Ce nouveau chemin a débuté dans le sous-système politique régional, en accord avec le sous-système politique national et européen dans certains cas, originaire de tensions exogènes ou endogènes en d'autres situations.

Sans avoir une consistance prouvée, la séparation et la différentiation des structures sociales sont évidentes aux différents niveaux. Si leur réintegration et leur coordination envers un projet commum n'ont pas eu d'efficacité, à cause des tensions référées et confirmant ainsi l'inconsistance, les diverses structures ont essayé de définir des objectifs spécifiques, de mobiliser et d'organiser les ressources disponibles dans le sens de la poursuite de ces objectifs; c'est essentiellement par les tensions exogènes, soit-disant entre le sous-système politique national et régional, que ce dernier n'arrive pas à avoir le pouvoir de coordonner les structures et les projets.

Parmi les structures les plus représentatives, on peut distinguer les associations d'agriculteurs, séparées théoriquement par la dimension des propriétés et indépendantes des associations nationales, et en liaison avec des partis très objectivement, et dont l'accroissement a été remarquable depuis 1980[10]; il est important aussi de noter la

---

[9] Anthony Giddens, *The Class Structure of the Advanced Societies,* Hutchinson University Library, London, 1973.

[10] «Associação dos Agricultores do Alentejo», avec la prédominance des anciens grands propriétaires agricoles de la région et proche au PSD.

renaissance ou la création de coopératives qui dépendent de ces associations[11]. Les associations professionnelles ou culturelles, et aussi celles de commerçants ou d'industriels, ont vu aussi s'accroître leurs activités pendant la même période.

Pourtant, au sein du sous-système politique régional un nouveau centre d'entrepreneurs[12] et une société de développement[13] reflètent l'articulation avec le pouvoir central; et leur fonction prédominante provient de leur influence nette sur le sous-système économique de la région.

A ce niveau, l'élargissement des activités économiques tend vers la concrétisation de l'expansion des différents secteurs productifs et vers la promotion de circuits de commercialisation. Le centre de chefs d'entreprises agit de façon privilégiée sur l'industrialisation et sur le secteur commercial, à travers la dynamisation de l'information aux producteurs actuels et potentiels, de la promotion de chacun d'eux auprès des unités de crédit et des organes administratifs dont les compétences passent par les activités économiques. Pourtant, seules des industries alimentaires subsidiaires des produits agricoles, rarement produits dans la région, ou des industries fournisseuses de l'agriculture, ont surgi.[14].

Paralèllement, les associations d'agriculteurs se soucient, au-delà de la production et de la vente des produits, d'encourager des coopératives de consommation qui servent à garantir le pouvoir d'acquisition des agriculteurs.

Avec un projet qui peut être considéré comme globalisant, la société de développement essaie de stimuler tous les secteurs de l'activité économique; elle fonctionne comme une société d'investissements, acquérant des participations du capital social des entrepri-

---

«Liga dos Pequenos e Médios Agricultores», avec la prédominance des petits ou des nouveaux propriétaires, proche du Parti Socialiste.
Toutes les deux restent au dehors de la CAP (Confédération des Agriculteurs Portugais, aussi proche du PSD, parti du gouvernement).

[11] Des coopératives de producteurs spécialisées et aussi des coopératives de consommation avec des supermarchés pour les membres de l'Association d'Agriculteurs de l'Alentejo.

[12] NERE, Núcleo de Empresários da Região de Évora, proche du parti du gouvernement et fondé depuis presque deux années, par des industriels et des «cadres» du PSD de la région.

[13] Aussi proche do PSD, intègre des membres du parti et du parti et du pouvoir régional et aussi des entrepeneurs.

[14] Des entreprises de mouture, de pâtes pour l'alimentation, de chocolats, de fabrication de pain, de fourrages, des rations; et aussi des petites entreprises d'outils pour l'agriculture, d'assaisonnements, etc.
Il y a encore trois industries textiles et une d'electronique, mais ce sont des multinacionales qui servent la région seulement parce qu'elles offrent des emplois.

ses et participant à leur gestion de façon que leur croissance soit la garantie de la reproduction du capital investi par la société.

Le sous-systèmes intégratif est objet apparemment d'un processus de modernisation, car les diverses structures dont on a parlé, et qui sont institutionnelles dans la mesure où elles sont établies et reconnues, et aussi organisées en permanence, tendent à se développer, à définir des règles, à définir des rôles spécifiques soit pour elles-mêmes, soit pour les éléments qui les constituent. Il est pourtant l'héritage d'une société désagrégée économiquement, avec des secteurs sans liaison et liaison et une stratification sociale s'assumant comme le reflet d'une opposition d'intêrets, et constituant un obstacle à la régulation des conflits, à l'établissement d'un ordre qui, s'il est apparent, n'est pas tout à fait suffisant pour assurer un changement continu. Les tensions existantes se matérialisent dans le sous-système intégratif par l'opposition de projets; par les interrelations parfaitement fixées qui assurent la survie des centres, des clubs et des associations culturelles ou sportives qui en réalité sont la démonstration des divergences sociales[15].

Le résultat, soit du développement des institutions, soit de la désagrégation cristalisée, est un sous-système culturel qui se maintient sur un concept de prestige traditionnellement lié à la propriété de la terre; qui se choque avec un nouveau type de prestige tendanciellement accepté et obtenu par une consomation exagérée et ostensive des biens disponibles. De cette différence dérive la segrégration sociale comme attitude.

La pratique ségrégationiste stimule la division au sein de la classe moyenne urbaine: la couche moyenne constituée par les «cadres» et les fonctionnaires supérieures, et par les professions libérales ou la faible bourgeoise industrielle naissante, cherche par la voie de la consommation et de la pénétration dans les clubs ou les centres auparavant réservés à la classe traditionnellement dominante, à s'approcher de celle-ci; tandis que la couche moyenne pourvue de moins de possibilités économiques, est culturellement absorvée par des structures qui proposent et transmettent des valeurs et des aspirations qui vont se répercuter dans les tensions éxogènes ou endogènes subsistant dans le sous-système politique régional[16].

---

[15] Le «Circulo Eborense» est un club fondé en 1836 et reservé depuis toujours aux familles les plus prestigieuses de la ville d'Évora, de «l'aristocratie» de la terre. La «Sociedade Harmonia Eborense» est aussi un club social, mais pour les commerçants les plus importants de la ville et les professions libérales. Même les clubs sportifs sont aussi séparés par le niveau social et de prestige de leurs directions.

[16] Le «Centro Cultural de Évora» est institutionellement lié au Municipe et sa direction appartient au Parti Communiste; l'information et la culture proposées par des spectacles pendant les premières années après la révolution l'ont «séparé» de tous ceux qui

Le même phènomène atteint aussi les nouvelles structures liées aux associations d'agriculteurs, soutenues par le M.A.P. et régionalement par la société de développement[17]: les cours pour jeunes agriculteurs organisés par le Ministère n'ont pas comme seul objectif la formation technico-professionnelle; ils proposent et transmettent des modes de penser, des aspirations, etc., qui visent l'exploitation privée de la terre dans des principes de cohérence avec des modèles nouveaux; et qui véhiculent une idéologie qui est, d'un côté l'origine ou le maintien des tensions régionales dans les sous-système politique[18], et de l'autre côté, l'origine du transfert du conflit de classes à la campagne vers un conflit de générations. Celui-ci se base sur un projet «nouveau» des jeunes agriculteurs, leur conception plus radicale des relations sociales de production, la dépendance économique de la génération plus âgée[19].

III

A partir de la réalité existante et des tendances révélées par l'évolution synthétisée, nous avons essayé de construire un scénario possible pour le futur prochain de la région dans une perspective de relations entre la ville et la campagne.

Dans le sous-système politique, la tendance va dans le sens du renforcement des structures existantes et, par conséquent, du maintien de la désagrégation entre le pouvoir local, qui contrôle la généralité des structures de l'horizon culturel, et le pouvoir central, dont les objectifs sont véhiculés par les structures économiques. D'après cela, le sous-système politique conserve l'organisation des ressources que les différentes structures essaient de mobiliser, sans avoir la capacité de coordination, soit le l'ensemble de ces ressources, soit des structures elles mêmes, en raison de l'impossibilité de définition d'un objectif commun.

Dans le sous-système économique, les réalisations actuelles ou celles qui sont projetées visent la croissance du secteur industriel

---

appartiennent traditionnellement à la «droite». Seulement ceux qui ont une «excuse» intelectuelle vont à ces spectacles.

Enquête réalisé auprès de la population qui fréquente le C.C.. 78% des résultats permettent cette conclusion.

[17] Des séminaires et des cours de formation technique, toujours pour développer l'agriculture dans le sens du Marché Commun.

[18] Le cours se destine à des jeunes agriculteurs propriétaires ou futurs propriétaires, car avoir de la terre est une condition d'admission au cours. Et idéologiquement le pouvoir local propose la colectivisation de la terre.

[19] Enquête réalisée auprès de tous les jeunes agriculteurs qui sont les élèves du premier cours (Mars, 1987).

soutenu par les industries en fonctionnement, et les industries subsidiaires de l'agriculture. Les industries d'outils agricoles augmentent aussi, et surgissent des projets pour de nouvelles entreprises, ou pour des succursales d'entreprises nationales, de production d'engrais, de rations, de fourrages, etc.[20].

Nous sommes devant un secteur secondaire qui encourage et protège l'agriculture, et cela aussi parce que les producteurs agricoles commencent à s'intégrer aux nouveaux centres et aux sociétés de développement. Et aussi parce que les mêmes producteurs voient leur activité se développer à travers leurs associations, les cours et séminaires de formation technique administrés par le M.A.P. ou par la C.A.P., et leurs circuits de commercialisation se constituer d'une façon de plus en plus efficace.

Si l'on arrive à la régionalisation effective du pays, l'agriculture, en tant que garantie du fournissement et principalement de l'achat de la production industrielle de la région, tend de façon croissante à contrôler le développement du secteur secondaire.

Au niveau du sous-système intégratif, la tendance est pour l'accentuation d'une définition des rôles par rapport aux différentes structures qui, par la divergence de leurs objectifs, ne semblent pas parvenir à la régulation des conflits plus ou moins latents. Le développement des structures peut de cette façon assurer une croissance autonome du secteur primaire et secondaire, même du tertiaire comme réponse aux besoins d'une population ayant une plus grande capacité économique; mais le manque d'articulation déjà cité, n'assure pas un processus de changement réel dans le sens de l'intégration impliquée par ce concept.

Et il influence le sous-système culturel non seulement vers la désagrégation, mais, surtout, vers l'augmentation de la distance entre les couches moyennes qui, par vocation, seraient les instruments de base dans la création d'une véritable dynamisation du changement.

Le développement des structures intégrantes dans la perspective économique implique la participation des agriculteurs et l'interpénétration de ceux-ci avec une nouvelle bourgeoisie industrielle, dont le pouvoir économique rend plus facile l'accès à un mode de vie semblable à celui des premiers et, naturellement, facteur de prestige. Ce mode de vie passe par l'acquisition de «fermes» ou de petites propriétés agricoles par la bourgeoisie industrielle, même par les «cadres» supérieurs des services, et qui se destinent dans la pluspart des cas à l'élevage[21]. Elle passe encore par une alliance politique[22],

---

[20] Information du NERE, de la Soc. de Desenvolvimento et de la Direc. Reg. Agricultura sur les projets reçus.

[21] Pendant les cinq dernières années ont été crées 16 petites exploitations agricoles qui sont propriété de «cadres» supérieurs du secteur des services. «Guia-Mor da Agri-

où se joue la domination de la bourgeoisie utilisée comme monnaie d'échange avec le prestige cédé par les agriculteurs, à travers par exemple la cédence de «places» aux associations ou clubs dont l'accès était jusqu'ici réservé[23].

Pourtant, l'expansion apparente des nouvelles valeurs, d'un projet seulement commum en ce qu'il a de formel, n'arrive pas à éliminer une ségrégation qui se maintient et se matèrialise par le type et le lieu de résidence des teneurs traditionnels du prestige, par l'usage d'insignes ou mêmes d'un langage de sens régionaliste; ou essentiellement dans le fait que ceux-ci privilégient les relations familiales, tandis que les relations de la bourgeoisie des secteurs secondaire et terciaire sont plutôt collatérales. Le conflit entre les deux générations d'agriculteurs augmente cette ségrégation, parce que les alliances matrimoniales, culturellement traditionnelles, ont maintenant comme objet, de la part de la génération plus jeune des agriculteurs, la grande bourgeoisie des centres urbains les plus importants.

L'élite culturelle ne coincide pas dans la région avec l'élite socio-économique; en raison des structures qui proposent et transmettent la nouvelle culture, des nouvelles valeurs qui tendent vers un modèle différent de société; en raison précisément de l'impossibilité d'intériorisation, par les classes plus fortes économiquement, de ce modèle de société. Et l'élite culturelle, qui est cohérente avec le projet politique local, ne voit pas tendancièllement augmenter le nombre de ses appuis s'il y a une croissance réelle du secteur industriel et, par conséquent, une amélioration des conditions de vie de la population[24].

Le projet «urbain» reste ainsi divisé, tandis que le projet rural peut être renforcé par l'industrialisation potentielle, comme par la nécessité, plus ou moins correcte ou cohérente, mais déjà manifeste, que la bourgeoisie démontre d'approcher la praxis de la classe dont le prestige et les revenus proviennent de la campagne.

On peut cependant admettre comme un scénario, une reposition du domaine de la campagne sur la ville, dans le processus de relations sociales, économiques et éventuellement politiques entre les deux réalités.

---

cultura, Pecuária e Pescas» (19.ª edição), Lisboa, 1987. (Se sont seulement les exploitations qui font leur publicité dans cette publication).

[22] Les % des votes au PSD, avec les votes des gens «de droite».

[23] La Direction du Club Social «Circulo Eborense» a maintenant deux éléments dans un total de 4, qui n'appartiennent pas à des familles traditionnelles. Le club sportif lié aux classes de plus grand prestige a aujourd'hui comme directeurs, un constructeur civil et un fonccionaire public superieur.

[24] Enquête à toute la population periphérique de Évora sur les valeurs et les aspirations. On ne peut parler que d'une tendance, parce que seulement dans 8 moins sera possible une analyse de tous ces résultats. Mais c'est la tendance démontrée par les réponses déjà obtenues.

DÉVIANCE SOCIALE ET ORDRE SOCIAL

Jacek WODZ
Université de Katowice
(Pologne)

1. Introduction

Les problèmes de la déviance sociale, définis par ailleurs de différentes manières, font assez souvent l'objet des études sociales, soit sociologiques, soit criminologiques, pédagogiques, ou autres. Etant donné l'intérêt commun que différentes sciences sociales portent aux problèmes de la déviance sociale, nous avons affaire à de perspectives d'études fort variées.

Nous pouvons donc parler de la perspective micro ou macro-sociale, de différentes approches théoriques (par exemple de l'approche nommée objective, fondée sur un ensemble fixe des normes sociales ou de l'approche, appelée parfois à tort subjective, basée sur l'analyse des états de la conscience sociale) ou enfin de différentes approches méthodologiques. Nous sommes donc en face de la situation où des nombreux termes sont utilisés dans des acceptions différentes et où, en choisissant une perspective d'études déterminée, on embrasse par son analyse certains phénomènes sociaux particuliers, en perdant de vue d'autres. Il semble donc qu'avant de procéder à l'analyse proprement dite, il convient de déterminer quelles sont: la collectivité étudiée et l'approche adpotée. Les questions de détail étant développées ci-dessous, nous nous bornerons ici à constater que notre étude portait sur des collectivités humaines assez restreintes, à savoir sur les habitants des vieux quartiers ouvriers des villes industrielles de Haute Silésie.

Ainsi avons-nous restreint nos considérations aux collectivités concrètes, ce qui a permis d'appliquer certains méthodes de l'explication des phénomènes observés, compte tenu des lois régissant la vie sociale dans ces collectivités, connues grâce à des études antérieures.

2. **Bases de l'ordre social**

En évoquant différentes approches des phénomènes de la déviance sociale, nous avons mentionné le problème de l'ambiguité de certains termes et notions. Il en est ainsi du terme «ordre social». De fait, on peut entendre par là l'ordre socio-normatif à une macro-échelle (où il est parfois identifié avec l'ensemble des prescriptions de la loi et avec les lois régissant la vie sociale), on peut également parler de l'ordre moral, au sens des normes morales, de l'ordre social en tant que postulation exemplaire, on peut en fin tenter de le décrire à partir de normes et de principes du comportement social réelement observés. Néanmoins notre étude portant sur des collectivités locales concrètes, il convient de situer la question de l'ordre social dans les cadre social de ces collectivités. Ainsi, puisque les déviances sociales étaient étudiées dans la perspective de la vie quotidienne de ces collectivités[1], les bases de l'ordre social doivent — elles être considérées dans une même perspective.[2]

Comme nous avons signalé, un des nos objectifs était d'examiner les bases de l'ordre social dans les vieux quartiers ouvriers de Haute Silésie. Il convient cependant de souligner que l'ordre social sera étudié ici dans la mesure où il permettera de révéler comment les ouvriers évaluent des comportements concrets, perçus par eux en tant que conformes à la norme ou déviants.

Le problème de l'ordre social dans les collectivités locales fut soulevé plusieurs fois par les chercheurs qui adoptent les principes phénoménologiques de la recherche sociologique. Loin d'adopter sans réserve ces conceptions, nous reconnaissons leur utilité pour notre étude.

Il est à noter, que lors d'une analyse des phénomènes de la déviance sociale se produisant dans la vie quotidienne il impose de déterminer quels sont les critères de la «normalité». Nous nous souscrivons à l'opinion de J. Kwasniewski qui remarque à ce propos que

---

[1] J. Wodz (éd) — «Patologia spoleca w starych dzielnicach mieskaniowych miast Gornego Slaska» /«Pathologie sociale dans les vieux quartiers des villes de Haute Silésie»/. Katowice 1983.

[2] c. f. J. Wodz (éd) — «Normy spoleczne, lad spoleczny, patologia spoleczna» /«Normes sociales, ordre social, pathologie sociale»/. Katowice 1985.

lorsque nous vivons dans une realité sociale «... nous nous servons toujours d'une certaine image de l'ordre social, d'un schéma notionnel de cette réalité, d'une théorie générale de son fonctionnement»[3]. C'est cet état de l'organisation de la société qui est reconnu comme normal et qui constitue un système de référances au moment de l'évaluation de certains comportements humains ou phénomènes sociaux.

L'adoption d'un tel point de vue fait cependant surgir deux grandes interrogations sur l'essence et la genèse de l'ordre social. Même si ces questions, visant les principes ontologiques de la société, paraissent fort complexes, il serait impossible d'approfondir le problème étudié sans tenter d'y apporter une réponse. Nous pouvons recourir ici à certaines solutions adoptées lors de l'étude de l'interactionnisme social[4]. Ainsi par exemple A. Schütz, en admettant que les individus s'entendent dans les contacts réciproques, explique ce fait par le phénomène de la réciprocité de la perspective sociale, qui, à son tour, est la composante du sentiment de l'ordre social dans l'expérience quotidienne. La réciprocité de la perspective consiste, pour les partenaires, à prévoir leurs réactions réciproques à partir du presupposé qu'eux-mêmes se seraient comportés dans une situation déterminée de façon identique[5]. Les considérations de A. Schütz rejoignent celles de E. Goffman qui conçoit l'ordre social en tant que fonctionnement, dans la conscience sociale, des règles situationnelles généralisées[6]. On peut admettre que la formation de ces règles est la conséquence de deux facteurs caractérisant la vie sociale quotidienne: l'efficacité sociale de certains comportements symboliques et leur fréquence dans des collectivités humaines concrètes[7].

On peut y ajouter encore les remarques de Cl. Javeau selon lesquelles l'ordre social, ainsi que d'autres phénomènes de la vie quotidienne sont susceptibles d'être caractérisés en trois dimensions: celles du temps social, de l'espace sociale et du scénario des interactions. Si l'ensemble des facteurs examinés plus haut peut être tenu pour un scénario des interactions, il convient d'y ajouter, à la suite de Javeau, le temps et l'espace sociaux[8]. Comme Javeau a justement

---

[3] J. Kwasniewski — «Spoleczenstwo wobec dewiacji» /«La société face à la déviance»/ Warszawa 1983.

[4] voir — F. Nahavandi — «Les sociologues américains et la sociologie de la vie quotidienne» in Cl. Javeau (éd) — «Micro et Macro-Sociologie du quotidien» Bruxelles 1983 pp. 64-78.

[5] c. f. A. Schütz — «Collected Papers». The Hague 1962 t. II.

[6] c. f. E. Goffman — «The Presentation of Self in Everyday-Life». Harmondsworth 1971.

[7] ce problème est étudié plus en détail dans: J. Wodz — «La déviance normale dans le quotidien» in Revue de l'Institut de Sociologie ULB Bruxelles. n.° 1-2 / 1984.

[8] Cl. Javeau — «La sociologie du quotidien; paradigme et enjeux» in Revue suisse de sociologie n.° 1 / 1983.

remarqué, les composants de l'ordre social diffèrent selon que celui-ci est envisagé dans un temps social relativement court /cette dimension du temps social peut être manmenée même à un événement particulier/ ou dans une période assez longue /p. ex. dans la période de la jeunesse d'une génération concrète/. Les mêmes conclusions se rapportent aux frontières d'un espace social déterminé /c'est-à-dire celui qui est «approprié» par une collectivité donnée, reconnu par elle comme sien/. C'est en fonction de cette espace que sont caractérisés les participants des interactions /divisés en catégories des «siens», «quasi-siens», «indifférents» et «étrangers»/ et en même temps tracées les frontières à l'intérieur desquelles est respecté l'ordre social caractéristique d'une collectivité donnée. Nous reviendrons à cette question lors de la présentation des résultats des études empiriques.

Il nous reste encore une question importante à signaler. Notre étude portant sur des collectivités locales concrètes, il se pose la question de savoir si, et dans quelle mesure, ses résultats peuvent être généralisés c'est par ailleurs une des questions principales en sociologie. On peut poser en fait que l'interprétation des résultats des études empiriques sur le fonctionnement de l'ordre social dans la vie quotidienne de petites collectivités locales doit s'effectuer à deux niveaux. Il faut en premier, tenter d'expliquer les éléments observés de l'ordre social et les phénomènes de la transgression compte tenu du maximum des personnes «étrangères» dans une collectivité. En second lieu, il importe d'aboutir à des généralisations sur la réguliarité observéé de certains comportements formant l'ordre social qui provoquent sa consolidation ou son affaiblissement. Ces généralisations doivent cependant tenir compte des hypothèses préalables concernant le foncionnement de l'ordre social en général.

3. Contrôle social comme élément de l'ordre social

En examinant les principes généraux du fonctionnement de l'ordre social au sein d'une collectivité locale, nous avons évoqué, parmi les éléménts contribuant à sa formation ou a son affaiblissement, l'efficacité sociale de certains comportements et leur fréquence. On pourrait être tenté de croire qu'il s'agit là des comportements positifs aux yeux de cette collectivité, constituant des modèles de conduite. Or c'est loin d'être le cas Il s'avère que les comportements négatifs, montrant comment il ne faut pas agir, influent à égale mesure sur la formation de l'ordre social. En y ajoutant encore les conséquences / appelées, dans la conception classique du contrôle social, sanctions/ que récolte l'individu violant les normes sociales ou les règles de conduite acceptées, nous pouvons constater que le contrôle social,

s'effectuant à travers les comportements quotidiens d'une collectivité, constitue une partie intégrante du sentiment de l'ordre social de celle-ci. Ainsi avons-nous abouti à la conception dynamique de l'ordre social selon laquelle celui-ci s'organise à travers des comportements sociaux quotidiens et tous les systèmes de correction qui peuvent en être dégagés par voie analytique constituent sa partie intégrante et les éléments de son dynamique.

Revenons à présent à la conception, empruntée à Javeau, qui détermine le temps et l'espace sociaux en tant qu'éléments constitutifs de l'ordre social et, par cela même, du contrôle social. Pour ce qui est de l'espace social, nous avons signalé qu'une de ses fonctions consiste à distinguer parmi ceux qui sont soumis à un ordre social et par conséquant au contrôle social, différentes catégories de personnes. Comme nous avons dit la notion de l'espace social permet de diviser la totalité des personnes d'une collectivité en: «siens», «quasi-siens», «différents» et «étrangers». Essayons maintenant de caractériser chacune de ces catégories en présisant quel est son apport dans la réalisation de l'ordre social.

La première catégorie, celle des «siens», est constituée des personnes résidant depuis leur naissance dans l'espace social déterminé et pourvues des traits sociaux typiques de la collectivité, elles en forment tous les éléments de l'ordre social /et par conséquent du contrôle social/. Il est remarquable que ces personnes, une fois en dehors de leur propre collectivité, ne sortent pas pour autant de la sphère des évaluations de celle-ci et de par leurs comportements, elles contribuent à la formation de l'ordre social, pris dans son acception dynamique. Les mécanismes de la formation de l'ordre social sont dictés par le devoir d'offrir à l'extérieur une bonne image de sa propre collectivité, mais même dans ce cas ils constituent un élément du contrôle social s'effectuant au sein de la collectivié.

La situation des «quasi-siens» est un peu différent. On entend par là des individus considérés comme «siens» dans l'espace social, d'une collectivité, mais dont on sait qu'il existe d'autres collectivités auxquelles ils appartiennent. Font partie de cette catégorie tant les personnes venues de l'extérieur, intégrées depuis longtemps à la collectivité /telles p. ex. les épouses d'autochtones, provenant de l'extérieur/ que les gens qui en sont originaires et qui ont acquis les traits sociaux leur permettant d'agir au-dehors de la collectivité /dans les vieux quartiers ouvriers c'est le cas de personnes qui y sont nées et qui continuent d'y habiter, mais qui dotées d'une formation supérieure, exercent leurs activités quotidiennes au-dehors de la collectivité ne constituent que partiellement un élément de l'ordre social et de même, sont soumises à un contrôle local partiel. Il est à noter que souvement, lorsque ces actions sont réputées pour contribuer à l'af-

fermissement de l'ordre social et récompensées par des sanctions positives. Au contraire, les comportements réprouvés éloignent leurs auteurs de la collectivité et sont exclus de l'ordre social réalisé à travers entraînement, de la part de la collectivité la sanction du rejet / s'effectuant à des différents degrés d'intansité/ des quasi-siens.

Les «indifférents» sont ceux qui apparaissent dans la vie quotidienne de la collectivité, mais ne sont pas perçus par des membres en tant qu'individus et fonctionnent au-dehors de l'ordre social établi ici, telle p. expl. l'équipe tournante des ébouers dans un quartier.

Les «étrangers» sont ceux qui fonctionnent dans la conscience de la collectivité en tant qu'individus, mais ne dépendent pas de celle-ci. Ils ne forment pas l'ordre social, mais l'attitude des «siens» et des «quasi-siens» envers eux constituent la composante de ce dernier.

4. **Quelques résultats des études empiriques.**

En présentant les résultats des études empiriques menées dans les villes de Haute Silésie il convient de signaler qu'elles ont été entamées en 1979[9] et concernent, en général, la désorganisation sociale dans la ville. Les études les plus récentes portent sur les phénomènes de la déviance dans les vieux quartiers ouvriers des villes de Haute-Silésie[10]. En appliquant les méthodes non standardisées, telles qu'observation, enquêtes approfonddies, enquêtes auprès des experts sociaux et autres on essayait de saisir les déterminer les phénomènes de déviance qui y apparaissent.

Les études étaient menées dans des conditions sociales très particulières, vu que les quartiers ouvriers des villes industrielles de Haute Silésie sont spécifiques tant à cause de l'histoire de cette région[11] qu'en raison du déroulement de leur industrialisation et urbanisation s'effectuant à cheval sur les XIXe et XXe siècles[12]. Ces deux facteurs nous amènent à reconnaître les vieux quartiers ouvriers des

---

[9] voir J. Sztumski et J. Wodz — «Z problematyki konfliktow spolecznych i dezorganizacji spolecznej» / «De la problèmatique de conflits sociaux et de la désorganisation sociale»/ Wroclaw 1984.

[10] Les hypothèses de départ de ces études ont été exposées dans le travail de J. Wodz (éd) — Pathologie sociale dans les vieux quartie... op; cit. / voir note n.° 1.

[11] c. f. S. Micha Ikiewicz — «Przemysl i robotnicy na Slasku» / «Industrie et ouvriers en Silésie»/. Katowice 1984.

[12] c. f. J. Wodz — «Problemy rowoju miast i badan socjologicznych nad miastami Gornego Slaska» /«Problèmes du développemment de villes et des recherches sociologiques sur les villes en Haute Silésie»/ in J. Sztumski et J. Wodz (éd) — «Wybrane problemy przeobrazen spolecznych Gornego Slaska» /«Problèmes choisis des transformations sociales de Haute Silésie»/ Wroclaw 1985.

villes industrielles de Haute Silésie comme les collectivités locales spécifiques, fonctionnant le plus souvent dans un espace délimité d'une ville[13].

Le rytme de la vie sociale de ces collectivités locales est dicté par le rytme du travail et l'organisation de la vie quotidienne dépend, dans une large mesure, de la spécificité des tâches productives. Les vieux quartiers des villes silésiennes d'aujourd'hui sont formés, dans la plupart des cas, d'anciennes implantations ouvrières modernisées. Ces habitations, datant des premières décennies de ce siècle, étaient élevées autour des mines et les fonderies, et notamment la journée de 24 heures, un nombre important de pannes et d'accidents de travail nécessitaient une disponibilité continue d'ouvriers et des spécialistes. Afin de l'assurer et d'éviter des déplacements inutiles, les implantations ouvrières étaient construites de manière à pouvoir satisfaire tous les besoins sociaux essentiels de leurs habitants. Ainsi créait-on des conditions favorables au fonctionnement des collectivités locales compactes où la transmission du métier d'une génération à l'autre était très fréquente et où, par contre, la promotion sociale due à l'acquisition d'une formation supérieure était un cas fort rare. Sur un territoire demeurant sous la domination prusienne, tel que l'était la Silésie la promotion d'un ouvrier d'origine polonaise n'était accessible que grâce à son assimilation à la culture allemande. Bien d'étonnant donc que les collectivités étudiées aient créé des liens intèrieurs très étroits en fondant les principes de la vie sociale sur l'identification des ses membres avec son propre quartier d'ou l'importance du problème, signalé plus haut, des «siens» et des «étrangers».

Il est clair que dans ce type des collectivités la valeur particulièrement appreciée a toujours été un travail consciencieux. Il était, et il est encore de nous jours propre à assurer de bonnes conditions de vie et jouit en même temps d'une grande considération sociale. Les habitants des quartiers en question font fort preuve, dans leur travail du sens des responsabilités hautement développées. Cela s'explique par le fait que, surtout dans les mines, l'imprudence et la négligence au travail constituent un péril pour l'ouvrier et pour son entourage.

Que le travail en tant que valeur soit un des éléments de l'ordre est corroboré par trois faits. Premièrement, il s'est avéré que bien des actions de la vie quotidienne sont subordonnées à la préparation et à la création des conditions propices à un bon travail. Deuxième-

[13] c. f. B. Jalowiecki — «Czlowiek, spoleczenstwo — przestrzen w polskiej socjologii miasta» /«Homme, société — espace, dans la sociologie urbaine polonaise»/ in J. Wodz (éd) — «Problemy socjologii miasta» /«Problèmes de la sociologie urbaine»/. Katowice 1984.

ment, toute négligence dans la sphère du travail, entendue au sens large, suscite des réactions négatives ainsi que différents systèmes de correction /p. ex. on surveille le travail de quelqu'un à qui on ne fait pas pleinement confiance en un moment donné/. Troisièmement enfin le respect pour un bon travail se traduit dans la vie quotidienne par le fait d'accorder à son auteur le droit à la distraction. Cela explique l'attitude particulière de la collectivité étudiée envers le problème de la consommation d'alcool. Ainsi par exemple l'immense majorité des personnes testées reconnaît-elles que la consommation d'alcool n'est pas un phénomène négatif en soi. Personne n'en veut, à un homme qui travaille dur et qui gagne bien, de boire de l'alcool pendant ses loisirs. Par contre l'ivrognerie qui provoque la diminution du rendement du travail, un comportement agressif ou la détérioration de la situation matérielle de la famille rencontre une réprobation générale. Ceci fait apparaître nettement comment fonctionne, dans le cadre de l'ordre social quotidien, la limite qui sépare ce qui est «normal» d'avec ce qui est déjà reconnu comme déviant.

Un des éléments essentiels de l'ordre social est le respect pour des gens âgés. Nous avons affaire à une situation particulière où le respect pour des hommes âgés, retraités, est une conséquence de l'estime, signalée plus haut, dont juit le travail quelqu'un qui a travaillé dur toute sa vie a le droit au respect/. Le respect pour les femmes âgées découle, à son tour, de leur rôle extrêmement important dans la famille de mineurs où, en raison du travail pénible de leurs maris, ce sont elles qui s'occupent traditionnellement de l'organisation de la vie familiale de tous les jours, de l'éducation de leurs enfants et qui cimentent la vie familiale[14]. Et encore que le phénomène de la vieillesse soit loin d'être idéalisé, on peut constater que le respect pour les gens âgés, manifesté dans la vie quotidienne, est une composante importante de l'ordre social. Il fournit aussi l'explication du phénomène, observé lors des études empiriques, du sens du devoir envers les personnes âgées, partagé par les membres de la collectivité. De la part de ceux-ci on observe donc la disposition à secourir les personnes âgées en détresse qui, à leur tour, se sentent en droit de l'exiger en cas de besoin. On a constaté que les normes de ce type sont en général respectées dans les collectivités étudiées et leur non-observation entraîne toute une avalanche de réactions sociales, jusqu'à la sanction du rejet. Et il faut tenir compte du fait que différentes formes du rejet social sont particulièrement pénibles dans ce type de collectivités homogènes et compactes où l'individu qui en est atteint reste en quelque sorte marqué de façon durable.

---

[14] c. f. W. Mrozek — «Rodzina gornicza» /«Famille de mineurs»/ Katowice 1965.

Au cours de notre étude nous avons observé qu'un élément essentiel de l'ordre social est l'importance qu'on attache au maintien de l'ordre et de la propreté, tant en ce qui concerne le logement ou le bâtiment où l'on habite, que l'aspect extérieur, la tenue. C'est une valeur assez particulière, liée sans doute au caractère du travail /surtout dans les mines dont on sort très sale/, ainsi qu'à la pollution atmosphérique. Dans les quartiers en questions on soigne, même parfois de façon exagérée les logements, on lave très souvent les vitres et chaque printemps on repeint les châssis et les bordures des fenêtres et les portes de sorte que les bâtiments, dans leur ensamble ont l'air très propre en dépit de la pollution. Les habitants attachent également beaucoup d'importance à leur tenue et à leur aspect extérieur, ce qui, à côté des raisons esthétiques, peut s'expliquer par la conscience de leur aisance /il n'est pas convenable d'être mal habillé car ce serait une marque de la mauvaise situation économique de la famille/. S'il est assez facile d'indiquer plusieurs normes sociales qui résultent de cette attachement à l'ordre et à la propreté, il est difficile, en revanche, de généraliser le fonctionnement du contrôle social dans ce domaine. On peut dire qu'une non-observation sporadique de ces normes n'entraîne aucune réaction durable de la part des autres. Par contre, si elle se répète souvent elle repousse l'individu en marge de la vie sociale et la contribution à la vie du quartier de ce dernier s'en trouve diminuée.

Les valeurs que nous avons examinées se traduisent dans la vie quotidienne par le respect de nombreuses normes qui forment l'ordre social pris dans son acception dynamique, lequel à son tour crée des possibilités de l'effort commun profitant à la collectivité.

Existe-il dans les collectivités étudiées des formes durables, institutionnalisées ou individuelles du contrôle social? Au cours de notre étude nous avons constaté que la fonction des formes institutionnalisées du contrôle social est exercé avant tout par la paroisse et par l'école. Ce sont ces deux institutions qui dans la vie quotidienne évaluent des comportements concrets et entreprennent des actions variées de correction.

En ce qui concerne les personnes concrètes, effectuant un contrôle social individuel, on a démontré que dans les collectivités étudiées un tel rôle est joué par les personnes âgées, généralement respectées, connues d'habitude pour une longue activité sociale au sein de la collectivité, ou bien par les personnes qui se distinguent par leur statut social /p. ex. le curé, le médecin, autrefois le proprietaire et aujourd'hui le directeur d'un magasin etc./. On peut donc dire que, même si les personnes testées ne l'expriment pas de la même manière, ce sont les autorités locales /au sens sociologique, et non politique du terme/ qui effectuent le contrôle social individuel.

Il est remarquable que le contrôle social exercé par les autorités locales dépasse souvent la sphère de la vie quotidienne, tandis que l'action d'une institution sociale /surtout l'école/ est limitée le plus souvent à la vie quotidienne et l'efficacité de ces deux types d'action dépendent dans une large mesure des situations concrètes[15].

[15] La relations de cette partie de l'étude se trouve dans: K. Wodz «Problemy pomocy spolecznej w srodowisku zamieszkania» / «Problèmes de l'aide sociale dans la collectivité locale»/ in J. Wodz (éd) — «Pathologie sociale dans les vieux quartiers...» op. cit. (voir note n.° 1).

LE DEVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU URBAIN: ENJEUX ET OBSTACLES

Maurice BLANC
Secteur Développement régional du
CUCES – Universités (Formation continue)
et Institut de Sociologie de l'Université de Nancy II

La reconstruction de l'espace social dans les quartiers d'habitat social à la périphérie des grandes villes est aujourd'hui un des défis de la modernisation en France. Il est important d'en parler ici pour deux raisons:

— compte-tenu de la situation du logement, c'est un problème qui risque d'être vite à l'ordre du jour au Portugal;

— un bilan critique des expériences françaises vise à encourager nos amis portugais à ne pas copier ce qui vient de l'étranger, mais à s'en inspirer pour inventer leur propre voie.

1e PARTIE: L'EMERGENCE DE LA NOTION DE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILLIEU URBAIN

1. Le contexte historique français:

a) *La construction des grands ensembles:* en quelques mots (voir Butler et Noisette), la France a connu une grave crise du logement au sortir de la 2e guerre mondiale. L'État est intervenu massivement en finançant la construction de logements sociaux par les organismes d'HLM (Habitations à loyer modéré). Cette politique a connu son apogée dans les années 60. Il fallait construire vite et à bon marché, d'où deux caractéristiques essentielles:

— localisation à la périphérie des villes, sur des terrains mal reliés au tissu urbain, pour réduire la charge foncière;

— réalisation en série d'un grand nombre de logements, en utilisant les nouvelles techniques industrielles de préfabrication, pour réduire les coûts de construction.

C'est ainsi que l'on a vu apparaître les «grands ensembles» dans les banlieues. Chamboredon et Lemaire ont très bien analysé leur peuplement dans les années 60: en raison de la crise du logement, deux populations aux caractéristiques contrastées cohabitent plus ou moins conflictuellement:

— des jeunes ménages d'ouvriers et d'employés qualifiés, qui ont accès au logement social par l'intermédiaire de leur employeur;

— une population plus âgée et où les familles nombreuses prédominent, avec un faible niveau de qualification et des revenus précaires, et qui a accès au logement social par l'intermédiaire des municipalités et des services sociaux.

Les premiers sont «en début de carrière urbanistique» (Chamboredon et Lemaire): ils resteront habituellement quelques années dans le grand ensemble et ils le quitteront ensuite, le plus souvent pour accéder à la propriété. Les seconds sont eux «en fin de carrière urbanistique»: ils ont de grandes chances de rester dans le grand ensemble, et ils voient dans leur éloignement des commodités du centre ville la marque de leur exclusion sociale et de leur relégation.

b) *Les pavillons:* Les inconvénients des grands ensembles sont vite apparus, la presse a dénoncé «l'univers concentrationnaire des grands ensembles», et un tournant a été pris à la fin des années 60: l'État encourage l'accession à la propriété d'une maison individuelle (le «pavillon» de banlieue). Pourtant, on retrouve certaines des caractéristiques de la période précédente:

— localisation de plus en plus éloignée du centre des villes, mais à proximité des autoroutes et des voies de chemin de fer, pour réduire la charge foncière;

— réalisation de grands lotissements et utilisation de la pré-fabrication pour réduire les coûts de la construction.

Les objectifs et les modalités de l'intervention étatique se transforment: Au lieu de financer les organismes HLM pour qu'ils procurent des logements en dehors du marché, l'État commence à chercher à élargir le marché de l'accession à la propriété en solvabilisant une fraction de la demande qui n'y aurait pas accès avec ses seuls revenus. Ainsi les familles nombreuses aux ressources faibles (mais régulières) ont bénéficié de diverses aides qui rendaient l'accession à la propriété à peine plus chère que la location. Mais c'est un cadeau empoisonné: le faible prix de la construction est obtenu au détriment

de la qualité, d'où des dépenses imprévues pour les réparations, ... aux frais du nouveau propriétaire bien entendu.

c) *Le programme Habitat et vie sociale (HVS):* Par un effet de vases communicants, le succès de l'accession à la propriété d'un pavillon a accéléré le départ des grands ensembles. Les familles aux revenus moyens n'ont pas déserté tous les grands ensembles, mais elles sont devenues plus sélectives, et elles abandonnent les grands ensembles les plus mal conçus, qui sont en même temps les plus mal considérés. Certains grands ensembles regroupent une population qui habite là car elle n'a pas d'autre choix (Blanc, 1985), et ils ont tendance à se vider. En 1981, il y avait par exemple 30% de logements vides dans le quartier du Haut du Lièvre à Nancy («Pré-dossier» HVS). Or, plus il y a de logements vides, plus l'organisme propriétaire a des difficultés à financer les réparations et l'entretien, et plus les locataires restants cherchent à partir, aggravant encore le problème. Pour tenter de sortir de ce cercle vicieux, le Ministère de l'Equipement (qui s'appellera plus tard Ministère de l'Urbanisme) met en place en 1977 le programme Habitat et vie sociale qui s'inspire des expériences anglo-saxonnes: guerre à la pauvreté aux USA, et Urban Programme en Grande-Bretagne. Sur une base contractuelle, l'État apporte son concours financier aux organismes HLM propriétaires de grands ensembles particulièrement dégradés pour leur permettre d'améliorer les logements et leur environnement physique (notamment les liaisons avec la ville). Mais la philosophie qui inspire HVS est que ces améliorations n'auront un effet durable que si l'on transforme en même temps le tissu social pour aboutir à une prise en charge du quartier par ses habitants. L'objectif est de susciter un sentiment d'identité locale, d'où la nécessité de la concertation avec les habitants, garante des effets à long terme de l'opération. Ces améliorations entraîneront une augmentation des loyers; aussi, pour éviter que les locataires aux faibles ressources ne soient chassés, ils auront droit à l'Aide personnalisée au logement (APL) qui doit en principe compenser la hausse de loyer (Barre). En 1981, un bilan de ces opérations (Figeat) a montré que l'on avait effectivement amélioré les logements et l'environnement construit, mais qu'à de rares exceptions près le point faible était le manque de concertation avec les habitants et le peu de changement dans la vie de quartier.

2. **Le développement local en milieu rural:**

Dans les années 70 aussi, pour lutter contre la désertification des campagnes et des régions périphériques, la DATAR et les Communautés européennes ont encouragé les «contrats de Pays» pour

renforcer la dynamique interne propre au milieu rural et valoriser les ressources locales. J'en retiens ici que les discours sur le développement local ont insisté sur l'aspect économique: création de petites entreprises, utilisation de technologies nouvelles, etc. (voir le n.° spécial de Pour sur le développement local). Ces discours ne correspondent pas forcément aux pratiques réelles: le bilan de l'un de ces contrats de Pays montre que l'action essentielle a été une operation programmée d'amélioration de l'habitat (POAH), et que l'on n'a pas beaucoup innové par rapport à la logique traditionnelle de l'aménagement (Dourlens, Vidal-Naquet). Mais ces discours vont influencer la réflexion des urbanistes confrontés aux problèmes des grands ensembles.

3. **Le développement social des quartiers (DSQ):**

Pendant l'été 1981, un certain nombre d'incidents se sont produits dans les grands ensembles de la banlieue de Lyon, impliquant notamment les jeunes que l'on appelle improprement: «immigrés de la 2e génération» (Belbahri, Jazouli). Le nouveau gouvernement a dû définir à chaud sa politique à l'égard des grands ensembles. Il a créé une Commission pour le développement social de quartiers, appelée du nom de son premier président: «commission Dubedout». Cette commission fait deux grands reproches au programme HVS: (Dubedout, 1983):

— HVS suit une logique d'aménagement, et pose le problème de la réhabilitation des grands ensembles en termes urbains et non en termes économiques. Or, pour les populations précarisées, le problème prioritaire n'est pas l'habitat mais l'emploi. Il faut donc inventer une nouvelle logique, celle du développement social, et viser l'insertion sociale et professionnelle, notamment celle des jeunes en situation d'échec scolaire, nombreux dans les grands ensembles, (Schwartz), et celle des femmes qui veulent travailler ou retravailler.

— La faiblesse de la participation des habitants dans les opérations HVS montre bien que l'on est resté dans la logique traditionnelle de l'aménagement qui privilégie l'intervention de professionnels extérieurs au quartier. Le DSQ doit mobiliser les potentialités locales; en d'autres termes, c'est un développement endogné, ou auto-centré, qui suppose «la présence active des habitants» (Ferrand, Maclouf).

Une vingtaine d'opérations de DSQ ont commencé en 1982. Elles se situent le long de l'axe Paris-Lyon-Marseille, dans le Nord et dans l'Est de la France, c'est à dire pour l'essentiel à proximité des zones d'industries traditionnelles avec aujourd'hui des problèmes de sureffectifs et de licenciements (sidérurgie, automobile, etc). Aujourd'hui, 120 quartiers environ sont concernés. La logique du DSQ

recherche, pour reprendre une expression à la mode, des effets de synergie. La plupart des expériences visent un double objectif: donner de l'emploi à des chômeurs du quartier, et améliorer les conditions de vie dans le quartier. En voici quelques exemples (CNDSQ, 1985):

a) Bien souvent, les locataires se plaignent que les petites réparations (carreau cassé, fuite d'eau, etc) ne sont pas faites, et les organismes HLM répondent qu'ils n'y peuvent rien car ces petits travaux n'intéressent pas les artisans qui attendent avant de se déplacer pour si peu. D'où l'idée d'expérimenter une «régie de quartier»: ces petits travaux sont confiés à une association de jeunes chômeurs, ce qui a plusieurs avantages:

— quelques chômeurs ont une petite activité salariée (insertion par l'économique);

— les locataires sont satisfaits d'être rapidement dépannés;

— à travers cet échange de services, l'image négative des jeunes se transforme (insertion sociale).

b) Ailleurs, les mêmes objectifs ont été poursuivis sous d'autres formes: des femmes ont ouvert un restaurant de quartier, créant ainsi leur propre emploi ainsi qu'un élément d'animation du quartier. Il y a eu aussi une action expérimentale de formation aux métiers du batiment, où la tâche pratique consistait à réaliser dans le quartier le lieu de rencontre que ces jeunes utiliseraient eux-mêmes après l'avoir construit et aménagé.

2e PARTIE: ENJEUX ET OBSTACLES DU DÉVELOPPEMENT LOCAL EN MILIEU URBAIN

Quels sont les résultats de ces expériences, et les objectifs sont-ils atteints? Il est bien difficile de répondre à cette question, pourtant centrale. Tenter un bilan est d'une certaine manière prématuré: les operations sont en cours, on ne peut donc en saisir que les effets à court terme, alors que ce sont les effets à long terme qui sont les plus importants. Il faut ajouter que ces opérations se poursuivent avec des financements réduits par rapport aux prévisions insitiales, est qu'il sera dificile de déterminer si les ressources ou à un mauvais choix dans la stratégie de développement. Le Commissariat général au Plan se préoccupe de cette question, et il a élaboré une méthodologie d'évaluation (1986), à partir d'indicateurs statistiques. Ses auteurs reconnaissent qu'ils ont privilégié le quantifiable, et qu'ils appréhendent ainsi les niveaux les plus superficiels du développement. Le

problème crucial dans l'évaluation de la politique de DSQ est celui du choix des critères. Cette évaluation ne peut être que collective et contradictoire (au sens juridique du terme), et elle passe par un véritable débat démocratique (Blanc, 1986 et 1987). En m'appuyant surtout sur le quartier du Haut du Lièvre à Nancy, qui n'est certainement pas l'opération de DSQ la plus dynamique mais que je connais bien (Blanc, Legrand, 1987), je propose quelques réflexions sur les conditions de réalisation du développement local en milieu urbain. Mes préoccupations sont très proches de celles de Jean Rémy qui a ouvert cet atelier en s'interrogeant sur les raisons pour lesquelles, en milieu rural, des initiatives se développent dans certains endroits, et pas ailleurs.

1. Quartier d'habitat social et insertion par l'économique:

Il faut rappeler que les quartiers d'habitat social sont le produit de la Charte d'Athènes (Le Corbusier): la fonction d'habitation y est presque exclusive. Malgré les efforts récents de diversification, et les encouragements à la venue d'activités économiques compatibles avec l'habitat, il est clair que ce type de quartier n'est pas une unité pertinente pour l'insertion par l'économique. En termes de lutte contre le chômage, les emplois créés sur place par le DSQ sont dérisoires par rapport aux suppressions d'emploi dans la sidérurgie ou l'industrie automobile. Dans la mesure où il faut se tourner vers l'extérieur pour une ressource essentielle, l'emploi, il est difficile que ces quartiers aient un fort niveau de centration; si l'on suit Rémy, c'est là un premier obstacle au développement local, et il faut pour le surmonter une analyse très lucide des contraintes et des marges de jeu (Rémy, Voyé).

2. Aide personnalisée au logement et stratification sociale:

Même s'il y a d'importantes différenciations internes, bien analysées par Chamboredon et Lemaire, les quartiers d'habitat social accueillent une population aux faibles ressources et relativement homogène de ce point de vue. Dans toutes les opérations de DSQ, les locataires aux intentions des promoteurs de ce dispositif (Barre) qui voulaient empêcher la ségrégation par l'argent, cette dernière se renforce: les habitants qui n'ont pas droit à l'APL trouvent l'augmentation de loyer excessive et partent. Seuls ceux dont les ressources sont suffisamment faibles pour leur ouvrir le droit à l'APL restent (Blanc, 1985). Il y a là, en suivant Rémy, un deuxième obstacle au développement de l'innovation qui suppose la valorisation de la diversité.

3. **Le discours identitaire:**

Ces quartiers neufs et socialement stigmatisés offrent peu d'éléments favorables à un discours identitaire. Il n'est paradoxal qu'en apparence que les jeunes maghrébins affirment le plus fortement leur attachement à leur quartier, et il est significatif qu'une de leurs associations s'appelle: «jeunes arabes de Lyon et de sa banlieue» (Jazouli). Ce discours identitaire pluriel suppose l'acceptation de la cohabitation pluri-ethnique, ce qui est loin d'être le cas partout (Espaces et Sociétés).

4. **Les résistances des acteurs institutionnels:**

Les opérations de DSQ sont très attractives pour les HLM et collectivités locales en raison de l'importance des financements d'État. Dans bien des cas, ces acteurs locaux se déclarent prêts à faire du développement et à innover sans avoir une idée claire de ce que cela veut dire, et sans être convaincus de la nécessité de modifier profondèment leurs habitudes. Il est fréquent que les réunions de «concertation» avec la population consistent à tenter de convaincre les habitants que les propositions qu'on leur fait sont les meilleures et qu'il n'y a pas d'autre choix possible (Blanc, Legrand). Je termine en énonçant une évidence: la condition préalable au développement est la ferme volonté politique des institutions locales d'accepter une redistribution partielle du pouvoir de décision au profit des habitants.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Les Annales de la recherche urbaine, 1985 «Le Développement social des quartiers», n° spécial: 26.

BARRE R.,

1976 *La Réforme du financement de la construction,* Paris: Docu. franç.

BELBAHRI A.,

1984 «Opération couinage», *Espaces et Sociétés,* n° 45.

BLANC M.,

1985 «Le Logement des immigrés», *Espaces et Sociétés,*n° 46.

1986 «Travail social et politique locale», *Pour,* n° 107.

1987 «L'Evaluation de l'intervention des travailleurs sociaux dans l'aménagement et le développement local», Actes du coll.: *L'Evaluationdu travail social,* Nancy: PUN (sous presse).

BLANC M., LEGRAND M.,

1987 «La Participation des habitants dans la réhabilitation des grands ensembles de Nancy». In: COLAS D., *L'État de Droit,* Paris: PUF (sous presse).

BUTLER R., NOISETTE P.,

1983 *Le Logement social en France,* Paris: Maspéro-La Découverte.

CHAMBOREDON J. C., LEMAIRE M.,

1970 «Proximité spatiale et distance sociale», *Revue française de sociologie,* vol. XI, n° 1.

Commissariat Général au Plan,

1986 *Les Politiques locales transversales,* Paris: Documentation franç.

CNDSQ,

1985 Forum de Saint-Fons, Paris: Commission nationale pour le DSQ.

DOURLENS C., VIDAL-NAQUET P.,

1986 *Autonomie locale et décentralisation,* Paris: Anthropos.

DUBEDOUT H.,

1983 *Ensemble, refaire la ville,* Paris: Documentation française.

Espaces et Sociétes,

1984 «La Cohabitation pluri-ethnique», n° spécial: 45.

FERRAND J. P., MACLOUF P.,

1982 *La Présence active des habitants,* Paris: CNDSQ.

FICEAT D.,

1981 «Bilan des opérations HVS», Commissariat général au Plan.

In: *HVS: une procédure utile, mais qu'il faut aujourd'hui dépasser,* Paris: Union nationale des HLM.
JAZOULI A.,
1986 *L'Action collective des jeunes maghrébins de France,* Paris: L'Harmattan.
LE CORBUSIER (1933)
1971 *La Charte d'Athènes,* Paris: Seuil.
«Pré-dossier» HVS,
1981 Nancy: office public des HLM.
Pour,
1986 «Les Chantiers du développement local», n° spécial: 106.
REMY J., VOYE L.,
1978 *Produire ou reproduire?* Bruxelles: éd. vie ouvrière.
SCHWARTZ B.,
1981 *L'Insertion sociale et professionnelle des jeunes,* Paris: Documentation française.

ABREVIATIONS

APL	Aide personnalisée au logement
CNDSQ	Commission nationale pour le développement social des quartiers
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale
DSQ	Développement social des quartiers
HLM	Habitation à loyer modéré
HVS	Habitat et vie sociale
OPAH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat
OPHLM	Office public des HLM

ADRESS

CNDSQ, 71, rue Saint Dominique, 75 700 PARIS

RESUME:

En France, la politique de développement social des quartiers est une tentative de reconstruction de l'espace social des quartiers périphériques dégradés. On examine successivement ici:

— les origines; les objectifs et les enjeux; les obstacles auxquels le développement social est confronté.

ABSTRACT

In France, the policy of «social development of communities» is an attempt for reconstructing social space in dilapidated suburban areas. We are presenting here:

— the origins; the objectives and the stakes; the obstacles which face the social development of communities.

GROUPEMENTS ET COLLECTIVITES DEVANT LA MODERNISATION

LES SOCIOLOGUES FACE AUX DÉFIS DE LA MODERNITÉ:

LE CAS DE LA SOCIOLOGIE DE LA FAMILLE

Jean Kellerhals
Université de Genève

Le thème de ce coloque — comment les sociologues interprètent-ils la modernité, comment cette dernière leur impose-t-elle une révision radicale de leurs paradigmes — semble particulièrement pertinente dans le domaine de la famille. Celle-ci a connu en effet, entre 1965 et 1985, dans les pays industriels, des mutations considérables. En moins de vingt ans la divortialité fut multipliée par trois en moyenne; dans la très grande majorité des pays, le renouvellement des générations cessa d'être assuré; les femmes entrèrent massivement sur le marché du travail; les indices du moment de nuptialité baissèrent de 30% à 40%; les remariages se firent plus rares; les situations de fait, cohabitations de jeunes et unions libres, d'exceptions devinrent comportements socialement admis; dans un certain nombre de populations, le taux des naissances hors mariage bondit jusqu'à représenter 20%, voire davantage, de l'ensemble des naissances (Chesnais, 1985; Festy, 1985, Roussel, 1987). Ce mouvement, pour l'Europe, se diffusa du Nord au Sud.

Comment la sociologie de la famille serait-elle restée indifférente à ces mutations? J'aimerais brièvement montrer qu'elles ont changé les principaux paradigmes de la sociologie de la famille dans un de ses domaines centraux: celui de l'interprétation et de la typification des interactions familiales. J'évoquerai surtout trois mutations épistémologiques interreliées: 1) Les nouvelles tentatives de définition de

la rationalité familiale; 2) La perte d'impact des modèles de déficit dans l'interprétation de la cohésion familiale; 3) Le remplacement du concept de privatisation familiale par celui de coordination conflictuelle.

1. Quelle rationalité dans les échanges familiaux?

Un premier fait d'importance est que l'insertion massive et durable des femmes sur le marché du travail salarié contraint les sociologues à remettre en cause la crédibilité d'un pôle essentiel du fonctionalisme parsonien dominant au début des années 60, à savoir que le groupe familial développe spontanément une rationalité collective des échanges. Celle-ci serait fondée sur la distinction et la complémentarité entre instrumentalité et expressivité, telle qu'exprimée dans la division sexuelle des rôles domestiques. Dans l'optique parsonienne, cette structuration maximise la productivité du groupe, limite les conflits interpersonnels, et garantit enfin une bonne socialisation. Son efficacité sociale fait donc que les acteurs y recourrent tout spontanément. Dès lors, cette perspective suppose qu'il existe une aimable harmonie entre les intérêts du groupe et ceux de la société globale. Par contraste, les formes variantes de division du travail familial (double carrière notamment) sont jugées dangereuses pour l'equilibre du groupe et le développement individuel.

Dès les années 70, par réaction contre une stigmatisation que le nombre d'épouses salariées rendait scandaleuse, quantité d'études américaines ont au contraire montré l'impact positif du travail salarié des femmes sur le partage du pouvoir dans la famille, sur l'efficacité des consignes éducatives, sur la satisfation conjugale. Vers ces mêmes années, en Europe, A. Michel s'est faite la promotrice de nombreuses études montrant que le travail féminin avait un effet certain sur l'égalitarisme dans la famille, et qu'à son tour celui-ci régissait la satisfaction dans le groupe conjugal et l'efficacité de certaines conduites éducatives (Michel, 1972).

Du coup, la cohésion du groupe est alors décryptée en termes de confrontation et d'harmonisation des pouvoirs dans un échange inégal — figure de la *négociation* — plutôt que dans les termes de la conformité à un modèle objectivemente rationnel. En effect, on observe aisément à ce propos que, jusque vers 1960-65, les concepts de pouvoir est presque absent d'une sociologie de la famille qui apparaît, selon Burgess, comme démocratique, consensuelle, parce que la rationalité collective de la division des rôles est si évidente aux acteurs qu'elle n'appelle pas de conflit sur la nature et l'ampleur de l'échange. Dès les années 70, au contraire, le pouvoir devient une notion centrale tant pour l'analyse interne (rapports de sexes et de

générations) que pour l'analyse externe: il se développe une perception conflictualiste des rapports entre famille et société globale. On redécouvre à ce propos combien l'histoire des stratégies de familialisation a été violente et comment, réciproquement, les loyautés familiales peuvent bloquer les exigences fonctionnelles de la société globale. A cet égard, on (Ariès, Leach, Sennett, etc.) a critiqué d'une part l'«enfermement» familial (ce que Sennett, appelle les tyrannies de l'intimité). D'autre part, on a montré que le repliement de la sociabilité sur le groupe familial est générateur de frustration et de violence (cf. aussi Gelles et Strauss, 1979) tout autant que d'épanouissement. Ainsi, les belles homologies structurales du fonctionalisme, les isomorphismes, se défont.

Le développement de la figure de la négociation des échanges s'accompagne nécessairement d'un certain abandon de l'évolutionnisme au profit d'un accent mis sur la diversité des types, irréductibles les uns aux autres, d'interactions familiales. Dès lors, comment les caractériser? Quelles dimensions retenir pour la construction typologique des interactions familiales? Sur la base des typologies proposées dans les années 80 par les sociologues de la famille, on peut prétendre que trois variables principales permettent de construire l'espace de ces interactions. Un premier axe distingue les familles fondées sur une cohésion par «fusion», ou consensus, des familliers, de celles dont la solidarité repose plutôt sur la spécificité et l'autonomie des membres de la famille. Un deuxième axe typologique — à savoir le mode de régulation — oppose les familles à dominante normative de celles où la coordination des actions est plutôt communicationnelle. Dans le premier cas, des régles générales et constantes, extérieures, souvent élaborées en dehors du groupe familial, balisent le comportement des conjoints. Ici, les rituels familiaux sont importats. Dans le seconde, on répugne à fixer des normes une fois pour toutes: l'intention ou le désir du moment l'emporte en importance sur la règle. Enfin, un troisième axe — celui de l'intégration — oppose des familles «ouvertes», pour qui les relations internes semblent se nourrir et prendre sens par des contacts externes fréquents et intenses à des familles très repliées sur elles-mêmes, assurant leur équilibre grâce à l'élimination des perturbations externes.

Certains indices montrent que, sur les huit types que définissent, en théorie, ces axes, trois sont en fait particulièrement fréquents. Les familles «Bastion» sont caractérisées par une conception assez fusionnelle des échanges familiaux, par une régulation de ceux-ci sur une base principalement normative et par le repli face à un extérieur jugé menaçant ou peu gratifiant. Les familles «Contrat» sont au contraire caractérisées par l'autonomie que se reconnaissent en principe les membres du groupe, par une très forte interaction avec l'environ-

nement, et par une régulation des échanges sur une base plus communicationnelle que normative. Enfin, les familles «Compagnonnage», plus fréquemment décrites dans la sociologie contemporaine de la famille, sont caractérisées par une conception fusionnelle de l'échange, accompagnée toutefois par un valorisation de l'intégration externe et par une régulation essentielement communicationnelle.

De nombreuses recherches ont relié ces types à la position de classe des familles (Kellerhals et al., 1984). C'est ainsi, par exemple, que l'accent mis sur la fusion, sur la régulation normative, et sur le repli, apparaît comparativement plus caractéristique des milieux sociaux faiblement dotés, tandis que des atouts socio-économiques importants inclinent à préférer un style de cohésion fondé l'autonomie individuelle, une régulation de forme communicationnelle et une intégration prononcée par rapport à l'environnement.

Mais une fois acquise l'idée de la diversité des types d'interactions, il reste à déterminer la logique organisant le choix des familiers en ce domaine. Quel paradigme employer?

Généralement, vers la fin des années soixante et le milieu soixante-dix, le point de vue «économiste» sur la rationalité des échanges familiaux domine, avec les célèbres travaux Becker ou d'Easterlin (Becker, 197.; Easterlin, 197.) sur les déterminants de la fécondité et sur les «home economics». De même dans la théorie des ressources de Blood et Wolfe ou dans le point de vue de Lemmenicier. Dans tous ces cas, on considère les conjoints comme des sortes de décideurs visant à optimaliser leur production familiale. L'idée centrale est que les choix familiaux dépendent de l'importance et de la structure des ressources du groupe. Par exemple, l'enfant est perçu comme un bien de consommation dont l'accueil dépend directement des ressources matérielles du couple. De même, l'insertion professionnelle féminine est lue comme le résultat d'un calcul comparatif entre gains et coûts économiques et symboliques des activités en jeu. Le divorce apparaît comme un moyen de choisir entre des alternatives inégalement rentables. Plus largement, l'observation largement répandue de styles d'interactions fondés sur la fusion et le repli dans le bas de l'échelle sociale, alors qu'elles sont plus fréquemment basées sur l'autonomie et l'ouverture dans les milieux lettrés, est donnée comme la preuve d'un essai de protection de capitaux symboliques et de prestiges.

Toutefois, ces interprétations — comme l'ensemble des modèles micro-économiques d'analyse du comportement — butent sur la difficulté tant de fois observée de donner une définition satisfaisante de la valeur des ressources en jeu. Elles s'exposent par là à la tautologie ou à l'insipidité.

C'est peut-être pourquoi on trouve aujourd'hui, sous la plume de Menahem ou d'autres, une insistance nouvelle sur l'idée de *construction nomique* de la famille, c'est-à-dire sur l'élaboration d'un projet ou d'un mythe du groupe familial qui transcende les déterminismes micro-économiques aussi bien que les pseudo-rationalités fonctionnelles et donne sens à la quotidienneté. En cela, le projet de rationalité économique ne serait que l'un des trois logiques observables, les deux autres étant l'identification à un modèle ou à un projet collectif d'une part, la recherche exacerbée d'une autonomie interdisant toute fusion et tout investissement collectif (par peur de perte d'indépendance) d'autre part. J'avancerai toutefois l'hypothèse que, plutôt que de constituer trois logiques distinctes, s'appliquant à des familles différentes, ces recherches de rationalité, d'identification et d'identité se combinent selon une hiérarchisation spécifique à chaque famille et susceptible de rendre compte de leurs choix en matière de cohésion, de régulation et d'intégration.

2. La perte d'impact des modèles de déficit

Comment s'étonner que le passage de la perspective du consensus à celle de la négociation se soit traduit par une mutation des thèses utilisées dans l'analyse des crises et des ruptures familiales? Ce deuxième tournant consiste en l'abandon des modèles de déficit dans l'explication de l'adaptation familiale. En matière de divorcialité, l'évolution des taux fut si soudaine et si forte qu'elle rendit très vite obsolètes ou fragiles les explications de l'inadaptation familiale fondées sur l'idée d'une carence (ou d'un déficit) particulière du couple. Longtemps de telles interprétations avaient prévalu. Trois pistes principales avaient notamment été explorées. D'abord, le divorce avait été perçu comme la conséquence d'une carence de socialisation. Jeune âge au mariage, absence de connaissance de l'autre, climat familial perturbé, autant de facteurs qui paraissaient compromettre le bon apprentissage de la relation à autrui et donc celle du coupe. Ensuite, on analysait aussi les désunions en termes de manque de ressources. En effet, les modèles contemporains de mariage exigent une forte dotation en pouvoir d'achat (confort domestique, établissement des enfants, prestance sociale du couple, etc.), en outils intellectuels (aide aux enfants, choix economiques, tactiques de mobilité sociale, etc.) et enfin des gratifications affectives réciproques et intenses. On peut, dans ces conditions, estimer que tous ne sont pas dotés des qualités nécessaires et que de ce fait les milieux défavorisés seraient caractérisés par un taux de divorce plus élevé. Enfin, on a jugé que certaines ruptures résultent d'un manque de proximité intellectuelle, idéologique ou culturelle entre les conjoints. En ce sens, l'hétérogamie favoriserait les conflits et conduirait à la séparation. Dif-

férences d'âge, de religion, de race ou d'instruction, sont alors stigmatisées comme autant de facteurs de risque (Lewis et Spanier, 1979).

* * *

Ces perspectives peuvent sans doute rendre compte de fluctuations autour de la moyenne. L'augmentation massive et soudaine des taux montre cependant que les facteurs qui viennent d'être évoqués n'expliquent pas la tendance générale (Roussel, 1980; Kellerhals, 1986). Plutôt donc que d'interpréter la majorité des séparations comme le résultat de carences ou de déficit, il convient alors de mettre au premier plan de l'analyse l'importance des tensions structurelles et culturelles dans le couple. Quatre d'entre elles me paraissent particulièrement importantes: 1) la tension entre l'omniprésence du pouvoir dans la famille et l'absence de modèles idéologiques légitimant celui-ci: l'idéologie familiale est iréniste; 2) la tension entre la force des revendications individualistes et l'importance des modèles de fusion; 3) la tension entre la rigidité des régulations familiales — Scanzoni parle de morphostase — et l'aspect morphogénétique des relations sociales environnantes; 4) la tension entre l'acuité nouvelle des comptabilités des droits / devoirs dans la famille et la dénégation de leur existence dans une idéologie de la gratuité des échanges.

* * *

Cela dit, l'augmentation des divorces se traduit réciproquement par une croissance des familles «recomposées», c'est-à-dire impliquant un ou deux conjoints ayant vécu préalablement dans une autre famille nucléaire ainsi qu'un ou plusieurs enfants de cette union précédente. Ce type de regroupement impose aussi à la sociologie une remise en cause des modèles de déficit. En effet, dans cette situation, les liens biologiques et les relations de vie quotidienne ne se correspondent plus nécessairement. A la dichotomie d'hier — membre ou non-membre du ménage-famille — succède aujourd'hui une diversité considérable des types d'affiliation au groupe familial, de formes de «parentalité» (Lebovici, 1985). Or on aperçoit bien qu'il n'existe pas, aujourd'hui, de terme propre pour qualifier ces appartenances partielles, épisodiques, sectorielles. Ce défaut de vocabulaire, révélateur d'une certaine forme de «sous-institutionnalisation», a conduit nombre de chercheurs des années 70 à tester l'hypothèse selon laquelle les familles recomposées constituent un mauvais contexte de socialisation ou de relation. Soit parce que l'ombre de l'ex-époux est

toujours menaçante, soit parce que les conflits de rôle sont trop prégnants. La revue de la littérature faite par I. Thery (1987) montre que cette hypothèse de carence n'est guère solide. Il faut bien dire sur ce point que le sens commun et la sociologie font ici bon ménage. De même que le premier crut voir des Cendrillon dans chaque famille recomposée, la seconde a le plus souvent traité l'anomie en termes négatifs, sans voir suffisamment que ces situations anomiques sont quelquefois génératrices d'innovation tout autant que sources de désorientation. Il est donc grand temps que l'on étudie les nouvelles «figures» familiales, par exemple le passage des stratégies de séduction du seul niveau intragénérationnel. Mais du coup il faut s'apercevoir que la sociologie sait mal analyser les systèmes d'échange à géométrie variable, à frontières inconstantes. Elle a développé avec intelligence des modèles d'analyse de la relation contractuelle unifonctionnelle aussi bien que des idéaux-types d'une «gemeinschaft» dans laquelle, au contraire, le destin de l'individu et celui du groupe se confondent. J'estime qu'entre les deux elle ne propose rien, et qu'il faut remédier à cette carence.

* * *

Mais l'abandon complet des modèles de déficit en ce domaine suppose que l'on accepte une sorte de renversement des perspectives classiques dans la définition de la famille. La «famille nucléaire» est en effet définie à partir de l'union de deux parents. Les réseaux de familles recomposées paraissent au contraire plus facilement saisissables à partir des liens et territoires que définissent les enfants. Dans la sociologie classique de la famille, l'enfant s'explique par les liens des adultes. Il faut aujourd'hui compléter cette perspective en voyant comment les relations entre adultes appartenant à divers groupes nucléaires s'organisent autour de l'enfant. On passe ainsi de l'idée de groupe domestique à celle de réseau de coopération.

3. **De la privatisation à la coordination**

Une troisième remise en cause des schémas fonctionalistes a porté sur la notion de privatisation de la famille. Si la famille traditionnelle est analysée en termes d'institution, il a semblé un moment que la famille moderne était caractérisée par une sorte d'indifférence des institutions à son égard. L'égocentrisme des familiers couples semble, en effet, aller de pair avec une sorte d'acquiescement du droit, qui, dans ce domaine, se «retire» de certains secteurs où jusqu'ici sa légitimité n'était pas contestée (Carbonnier, 1978). Tantôt, comme en

Suisse, la révision du droit du mariage fait que celui-ci ne dit plus rien de l'organisation domestique et consacre l'égalité des conjoints. Tantôt, comme en France et en Grande-Bretagne, les modifications portant surtout sur la dissolution de l'union conjugale donnent une plus grande autonomie aux couples pour définir les modalités de leur vie commune ou de leur rupture. Comme cette sorte de retrait du droit est contemporaine d'une augmentation massive des unions de fait, sur lesquelles pour le moment le juridique a peu de prise, on peut se demander si l'on n'assiste pas à la fin du contrôle social sur la famille. C'est une thèse qui fut souvent évoquée ces récentes années et contre laquelle, avec d'autres (cf. Commailles, 1987; Perrin 1985), je m'inscris en faux. D'abord, en effet, les changements intervenus dans le droit du mariage ne font quelquefois que transférer au niveau administratif et judiciaire l'établissement des normes et procédures primitivement définies par la loi. Celle-ci, ou l'instance judiciaire, habilite des experts (médicins, travailleurs sociaux, etc.) et leur confie la responsabilité de l'encadrement familial. En cela, le mouvement historique serait moins celui d'une privatisation ou d'un retrait que celui d'un camouflage ou d'un aggiornamento des formes de légitimation de l'intervention étatique.

* * *

Plus largement, la fonction régulatrice du droit est comme remplacée par une foule de spécialistes de la famille qui encadrent celle-ci dans ses décisions importantes comme dans ses fonctionnements quotidiens. La division croissante du travail dans les professions sociales (Fragnière) n'a pas épargné le champ familial: à part les thérapeutes de famille et les conseillers conjugaux, on trouve des psychologues et psychiatres de l'enfance, des puéricultrices, des assistants sociaux, des gynécologues, des aides familiales, des pédiatres, des orienteurs scolaires et professionnels, sans parler des sexologues. Tous gèrent le domaine de la famille. Si leur présence est presque imperceptible en temps «normaux», elle devient obsédante dès qu'un membre de la famille sort des avenues reconnues. Et que dire des contrôles multiples représentés par les magasines, les enquêtes d'opinions, les vulgarisations scientifiques, etc? En fait, les représentations normatives — scientifiques ou vulgaires — de la famille n'ont jamais été si nombreuses ni si intenses.

On peut, avec Schulteis et Luscher (1987), voir deux raisons complémentaires à ces nouveaux contrôles. D'une part, ils peuvent apparaître comme une réponse «fourre-tout» au désarroi de ceux que les bouleversements de l'éducation, des styles d'expression sexuelle, des rôles masculins et féminins laissent sans modèle de comporte-

ment, en ce sens, la réponse n'aurait pas de légitimation interne mais serait un simple effet marché: la demande est telle que n'importe quelle réponse trouve preneur. Le fait qu'à une conduite réglée par l'institution se substitue une histoire faite de choix successifs et astreinte à la seule, mais combien difficile, «obligation de liberté» trouve par exemple un écho dans les consultations de thérapie conjugale et familiale. Derrière la diversité des motivations déclarées pour ces consultations se profile le plus souvent une même et nouvelle angoisse: ceux-là même qui récusent la règle juridique, écrit J. Lemaire (1987), s'inquiètent de leur normalité biologique ou psychique et pressent l'expert de les rassurer ou de les informer (Foucault, 1976). A l'interdit de transgresser la loi succède la hantise de la normalité.

Mais on peut au contraire lire dans cette croissante profusion de spécialistes de la famille l'effet du développement des sciences de l'homme. Les savoirs scientifiques sur la communication et ses troubles, sur la psychogénèse de l'enfant, sur la dynamique des groupes, etc. se sont énormément complexifiés et proposent aujourd'hui, au nom de la vérité scientifique, de multiples stratégies d'action. Effet de marché également, cette diffusion serait plutôt le résultat d'une inflation de l'offre.

Quoi qu'il en soit du poids respectif de ces interprétations, il serait naïf de penser que tous ces contrôles sociaux informent et transforment une instance privée qui, elle, serait une sorte de matière inerte. La causalité effective est ici réciproque. Comme le montre J. Commaille (1987), la régulation sociale est elle-même, en réalité, inspirée le plus souvent par le «pouvoir d'initiative du privé» et les décisions du politique sont généralement des compromis où les mouvements de l'opinion et les pratiques des individus ont joué un rôle moteur.

Ainsi, à l'image d'une famille recevant sa liberté de la modernité — imagerie des années 50 — succède celle d'une famille conquérant péniblement les territoires de sa quotidienneté. Une autre analyse devient alors primordiale, à savoir celle des modes de coordination entre les acteurs familiaux et les agents de la famille — écoles, services de santé, psychologues, avocats — dans la définition de l'orthodoxie familiale. Il m'apparaît, pour prendre le seul exemple des relations famille-école, que cette coordination peut utilement être typée à l'aide des trois variables que sont 1) la *spécificité ou la diffusion* des compétences que se reconnaissent ou se contestent les familiers et les agents sur le destin de l'enfant, 2) la *hiérarchie d'arbitrage* qui s'établit entre ces instances et enfin 3) les pratiques de *participation ou d'ignorance réciproque* que construisent les acteurs concernés.

Je conclus. L'analyse de la famille des 30 glorieuses (1945-1975) s'est largement menée sur des paradigmes et des thématiques «ludiques», avec, à peine, l'ombre fugace de disputes d'enfants. Les ruptures récentes la rétablissent dans une problématique que l'ethnologie avait valorisée: celle d'un ardu procès de travail auquel il arrive, fort heureusement, que l'on prenne quelquefois plaisir.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALLAN G., *Family Life,* Oxford et New York, Basil Blackwell, 1985.

ARIES Ph., «Deux motivations successives au déclin de la fécundité en Occident», *Contribution au séminaire de Bad-Homburg,* avril 1980.

ARONOFF J., CRANO W. D., «Conceptual Development in the Social Science, with Special Reference to Role Complementarity in the Family», *Journal of Comparative Family Studies,* vol. 13, 1982.

BECKER G. S., «A Theory of Marriage» *Journal of Political Economy,* vol. 81, 1973.

BECKER G. S., A Theory of Social Interactions, *Journal of Political Economy,* 1974. vol. 82, n.° 6, pp. 1063-1093.

BERGER P. L. et BERGER B., *The War over the Family,* New-York, Anchr Books, 1983.

BLOOD R. et WOLFE D., *Husbands and Wiwes: the Dynamics of Married Living,* New York, The Free Press, 1979.

BOURGUIGNON O., «L'expériense du divorce parental: une enquête auprès d'addolescents», in *Du divorce et des enfants,* Paris P.U.F., 1985.

CARBONNIER J., *Sociologie juridique,* Paris, P.U.F., 1978.

CHESNAIS J-C., *Les conséquences des tendances actuelles de la fécondité dans les Etats membres du Conseil de l'Europe,* Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1985.

COGSWELL B., SUSSMAN M., «Family and Fertility: The Effects of Heterogeneous Experience», in Burr et al. (eds) *Contemporary Theories about the Family,* New--York, Free Press, 1979.

COMMAILLE J., *Familles sans justice?,* Paris, Centurion, 1987.

EASTERLI (N. R., «Toward a Socioeconomic Thery of Fertility», in Behrman J. et al. (eds) *Fertility and Family Planning: A World View,* Ann Arbor, University of Michigan Press, 1967, pp. 127-156.

FOUCAULT M., *La volonté de savoir,* Paris, Gallimard, 1976.

FESTY P., *Le divorce, la séparation judiciaire et le remariage,* Strasburg, Conseil de l'Europe, 1986.

FRAGNIERE J-P., *Maîtriser la division du travail dans les professions sociales,* Lausanne, Réalités sociales.

GELLES R. J., STRAUSS M. A., «Determinants of Violence in the Family: Toward a Theoretical Integration», in Burr et al. (eds) *Contemporary Theories About the Fammily,* New-York, Free Press, 1979.

GIRARD A., *Le choix du conjoint,* Paris, PUF, 1964.

KELLERHALS J. et ali., *Mariages au quotidien: inégalités sociales, tensions culturelles et organisations familiales,* Lausanne, Favre, 1982.
KELLERHALS J., TROUTOT P. Y., «Divorces et modèles matrimoniaux: quelques figures pour une analyse des règles de l'échange», *Revue Française de Sociologie* 1982, vol. 23, n.° 2, p. 195-222.
KELLERHALS J., «Transformations familiales et politique de la famille: quelques paradoxes», *Travail et Société,* vol. 10, n.° 3, 1985, pp. 419-426.
LEBOVICI S. (ed), «Desir d'enfants et parentalité», *Revue de Pédiatrie,* XXI, n.° 6, 1985.
LEWIS R. A., SPANIER G. B., «Theorizing about the Quality and Stability of Marriage» in BURR, HILL, NYE, REISS (eds), *Contemporary Theories About the Family,* New York, The Free Press, 1979, vol. 1, pp. 268-294.
MICHEL A., *Sociologie du mariage et de la famille,* Paris, P.U.F., 1972.
NYE F. I., «Family Mini Theories as Social Instances of Choise and Exchange Theory, *Journal of Marriage and the Family,* 1980, vol. 42, n.° 3, pp. 479-489.
OLSON D., *Families: What Make Them Work,* New-York, Sage, 1983.
PERRIN J.-F., *Comparaisons pour la réforme du droit matrimonial,* Lausanne, Payot, 1985.
RODMAN H., «Marital Power and the Theory of Resources in Cultural Context», *Journal of Comparative Family Studies,* vol. 3, 1972, pp. 50-67.
ROUSSEL L., FESTY P. *L'évolution récente des attitudes et des comportements à l'égard de la famille dans les Etats membres du Conseil de l'Europe,* Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1979.
ROUSSEL L., «Mariages et divorces: contribution à une analyse systématique des modèles matrimoniaux», *Population,* 1980, n.° 6, pp. 1025-1039.
SAFILIOS-ROTSCHILD C., «A Macro and Micro Examination of Family Power and Love: an Exchange Model», *Journal of Marriage and the Family,* 1976, vol. 38, pp. 355-362.
SCANZONI J., «Social Processes and Power in Families, in Burr et al. (eds) *Contemporary Theories About the Family,* New-York, Free Press, 1979.
SCANZONI J., *Tomorrow's Family,* New-York, Sage 1983.
SENNETT R., *Les tyrannies de l'intimité,* Paris, Seuil, 1979.
ZELDITCH M., «Cross-Cultural Analysis of Family Structure», In Christensen H. T. (ed) *Handbook of Marriage and the Family,* Chicago, Rand McNally, 1964, pp. 462-500.

DISSOLUTION ET CRÉATION DU SOCIAL DANS LE MONDE MODERNE. LA DIALECTIQUE DE L'UN ET DU MULTIPLE

António Teixeira Fernandes
Universidade do Porto

Le processus de production et de reproduction de la vie sociale, présent dans tout devenir historique, se présente avec des caractéristiques différentes à chaque époque. Les sociétés sont soumises à des rythmes divers de changement, contenus ou accélérés par leur dynamique interne ou par les influences venues de l'extérieur. De nos jours, aucun peuple n'est une île. La planétarisation des problèmes finit actuellement par atteindre inévitablement toutes les collectivités, aussi cachées soient-elles.

L'énoncé lui-même de cette question renvoie à deux phénomènes qui peuvent être abordés en eux-mêmes, d'une façon autonome, mais que nous voulons mettre en rapport, étant donné leur interconnexion et leur interpénétration. Le premier concerne essentiellement les formations sociales, le second a trait surtout aux systèmes et aux régimes politiques. Ils pourraient être abordés en termes d'exclusion, par exemple, la dissolution sans la création et l'Un sans le Multiple ou vice-versa. Nous optons par privilégier leur rapport dialectique, ne manquant pourtant pas de souligner également leur interdépendance, à l'intérieur de chacune des dimensions et dans leur connexion mutuelle, en tant que démarche d'approche de cette problématique. La mise en valeur d'une telle orientation d'analyse soulèvera quelques écueils le long de cette démonstration. La méthode implique, avant tout, une conscience de méthode et nous tenons donc à assurer, dès

le début, les difficultés en face desquelles nous nous trouverons nécessairement.

Du point de vue du champ de référence, nous n'osons pas développer une étude diachronique ou comparative. Si nous le faisions, la tâche serait extrêmement facile. À travers les temps, les sociétés ont connu des formes distinctes de vie associée. À leur tour, les appareils gouvernamentaux présentent des configurations spécifiques dans les divers contextes socio-historiques. Des coupures, aussi bien longitudinales qu'horizontales, nous offraient des éléments propices à l'étude que nous nous proposons d'entreprendre. La voie choisie sera une autre: nous voulons aborder le processus en cours dans les sociétés occidentales, avec quelque incidence sur la situation portugaise.

1. L'étude de la dissolution du social nous renvoie immédiatement au phénomène même de la massification, en développement généralisé de nos jours, et à sa théorisation respective. En cherchant à expliquer le social par le social et en postulant, par conséquent, le principe de la totalité, le recours au complexe s'impose, à une configuration de faits ayant une portée plus globale, en vue de la compréhension des différents aspects singuliers.

Obéissant à une telle procédure logique et méthodologique, il importe de souligner l'importance dont se revêt aujourd'hui la formation de la société de masse, et les risques qu'elle entraîne, une fois constatée et analysée déjà depuis le début du XIXe siècle. En fait, Alexis de Tocqueville considère les aspects nouveaux avec lesquels le «despotisme pourrait se produire dans le monde», en affirmant que partout «une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs» se constitue, où «chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres». De cette massification, promue, à l'époque, par l'individualisme croissant rendu actif par la société industrielle, le renforcement du pouvoir politique est inféré. En tant que produit des nouvelles conditions créées par la Révolution Française — où le conservatisme de quelques-uns succède à l'incapacité de tous — , une nouvelle forme d'oppression s'affirme, ignorée par d'autres époques historiques. Dans l'ouvrage *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte,* Karl Marx, contemporain de ce processus, montre qu'il est également sensible à ce phénomène, en l'analysant d'une façon assez semblable et lui attribue l'importance due.

La question posée depuis la fin du siècle dernier jusqu'au début du XXe siècle, en termes d'individualisme et de collectivisme, aussi bien par le libéralisme que par le socialisme, a perdu une partie de son importance en face de ce nouveau problème. De nos jours, avec

l'apparition de l'individu solitaire dans la foule, l'autonomic ne s'établit pas tellement entre individualisme / collectivisme, mais plutôt sous la forme de personnalisation / massification. La grande menace qui semble planer au dessus des sociétés modernes est, en fait, le risque de perte de toute indentité. Une dissolution progressive du social est sur le point de s'opérer, dans l'inertie des masses, et, dans cette mesure, s'opère aussi la mort du social, en même temps qu'il devient quelque chose de flottant, et c'est une décomposition qui, si elle se vérifie en fait, finira par engendrer avec elle la disparition de la Sociologie elle-même, parce que sans celui-là, la vie collective, anéantie, perdrait de sa signification et de sa liberté. Il est question ici de transformations qui affectent les modalités et la densité des rapports sociaux et qui enveloppent le champ épistémologique même de la Sociologie.

Le sujet de la société de masse et de sa culture a mérité la meilleure attention de maints penseurs, particulièrement des sociologues, dans la mesure où, récemment, il est de plus en plus, devenu un fait social diffus. Cet intérêt a surgi particulièrement après la Seconde Guerre Mondiale, lorsque, dans le monde occidental et ensuite au Japon, un nouveau type de société ainsi désignée a commencé à prendre forme. Le phénomène s'est traduit, dans un premier moment, par une démocratisation énorme, mettant à la portée de tous les valeurs, les styles de vie et la culture en général. Aussi bien Edwards Shills que David Riesman et D. Macdonald ont tracé son profil avec assez de rigueur et de précision.

Avec les niveaux d'indifférenciation atteints dans la société, on a atteint les inter-rapports préférentiels et éléctifs à l'intérieur de chaque aggloméré ou couche sociale, inter-rapports que sont à l'origine de sous-cultures ou de nuances culturelles particulières. Cette indifférenciation, contemporaine d'une apparente démocratisation, ne concerne pas seulement les situations mais elle concerne aussi les attitudes et les comportements des hommes face aux diverses circonstances. Les moyens de communication sociale ont contribué à cela, et selon F. Lazarsfeld et Robert Merton, ce sont eux aussi qui ont commencé à jouer un rôle narcotisant, en favorisant, non une expérience esthétique, mais plutôt le développement de l'apathie, et en réduisant la créativité.

L'action entropique d'une telle culture et d'une telle société n'a pas été inapercue, dans un lieu philosophique, par des auteurs comme J. Ortega y Gasset, Gabriel Marcel, Marshall MacLuan et Herbert Marcuse, et ce dernier met surtout en valeur le caractère répressif de la société qui, à travers les mas media, crée un «homme unidimensionnel». Nous ne voulons pas manquer de référer également Edgar Morin, auteur qui découvre dans la culture de masse une fonction «mythique», capable de fournir une scène aux nouveaux héros et

aux nouveaux dieux, et Jean Baudrillard qui analyse «le système des objets» de la société de consommation avec ses «simulacres» et sa «simulation».

La massification en cours produit, dans un sens, un nivellement ou une homogénéisation socio-culturelle, sans que cela implique nécessairement, étant donné sa nature fluide et mutable, une disparition des différences antérieures. Le niveau de masse ne nie pas, en absolu, l'existence d'autres champs sociaux et culturels.

Cette transformation socio-culturelle que nous venons de délinéer a affecté les diverses expressions de vie associée au monde occidental. Jean Duvignaud, dans un ouvrage récent, *La Solidarité,* considère le collapse des formes traditionnelles de sociabilité et les nouvelles concertations qu'il a engendrées. La perspective en question est, cependant, diachronique, car elle étudie le mouvement de destruction et de restructuration des modes naturels de vie collective à travers l'histoire. Il souligne les solidarités familiales, qui apparaissent souvent comme objet d'une simple nostalgie, et les associations urbaines, scientifiques, locales, ludiques et d'exil. L'auteur réfère encore les «solidarités errantes», perçues comme éphémères ou momentanées, et les originaires des affinités éléctives. Du point de vue culturel, Jean Stoetzel, dans son livre *Les Valeurs du Temps Présent,* nous avait déjà offert le résultat d'une recherche entreprise dans le contexte européen, sur le changement des schèmes extérieurs et conceptuels de conduite et des visions du monde par rapport aux diverses institutions et aux systèmes de rapports sociaux. On vérifie ici aussi une décomposition du social, qui atteint spécialment les univers symboliques.

Dans le monde moderne, spécifiquement au Portugal, on assiste à la désagrégation graduelle des communautés familiales, avec des points dissolvants d'irradiation à partir des centres urbains; des associations religieuses, au fur et à mesure que le phénomène de la sécularisation se répand et que les systèmes de régulation sociale s'affaiblissent; de la diversité des groupes primaires, où les rapports sociaux étaient face à face; des groupements de caractère professionnel, depuis que les niveaux de possession ont monté et que les styles de vie se sont rapprochés; et de la filiation et la militance dans les partis, résultant du désenchantement par rapport à la vie politique et le refus de toute manipulation idéologique. Les diverses associations perdent leur stabilité structurelle d'autrefois et les rapports entre les hommes deviennent de plus en plus simplement épisodiques ou occasionnels. Le ciment de la solidarité ne les solidifie pas ni ne les perpétue. D'où l'instabilité au sein de la famille et dans les groupes primaires en général.

Du point de vue dynamique, la désorganisation d'une forme sociale est moins la destruction que la recherche d'une autre expression, plus rationnelle et adéquate, de solidarité. Dans la désorganisation, on remet en question l'ordre établi. Mais, dans des cas concrets, ça peut être une tentative de mettre l'ordre dans un désordre constitué. Elle n'entraîne pas toujours l'altération du *statu quo* — et cela dépend de sa portée — et lorsque cela arrive, cela ne veut pas dire qu'elle ne crée pas un nouvel ordre distinct.

La désorganisation, lorsqu'elle apparait comme modification de l'ordre établi, est alors envisagée comme un moment de passage. Cela veut dire que toute situation historique et toute forme de vie sociale sont, en même temps, une organisation, c'est-à-dire, un tout ordonné, un système, et un principe de désorganisation, dans la mesure où ils sont toujours un passage d'un stade à l'autre. Et l'on ne pourra évidemment pas oublier les événements qui portent une désorganisation plus ou moins profonde ou même radicale et qui sont provoqués par les facteurs les plus divers.

L'important consiste à savoir ce qui, dans chaque circonstance, est sur le point d'être produit à l'intérieur de la société. S'il y a désorganisation, le comportement social, modelé et partagé, devient toujours imprévisible, dans la mesure où une situation non paradigmatique se crée. Une fois disparues les vieilles prescriptions, sans qu'elles soient remplacées par d'autres ou lorsque de nouvelles sphères de la vie sociale se développent sans qu'elles soient encore soumises à la conscience morale ou collective de la communauté, pour employer une expression fréquente chez E. Durkheim, la désintégration et la désorganisation s'engendrent.

Le passage d'une forme à une autre forme de vie associée doit être considéré, à chaque moment historique, en termes dialectiques, comme dissolution et création du social. Le monde d'aujourd'hui, dans cette dialectique du passé et de l'avenir, juste comme le présent se configure, n'est plus et n'est pas encore. Il est constamment en processus de devenir, c'est à dire, de destructuration et de restructuration. Appréhender ce dynamisme dans le mouvement de la modernisation, c'est découvrir également le dynamisme qui anime des principales tâches de la Sociologie, en tant que science du social.

Ce n'est qu'en accord avec cette perspective que l'on comprend bien l'apparation du nouveau sous les cendres du traditionnel. Étant sensible à ce phénomène, Edward Shills pense que la société de masse éveille et intensifie l'individualité en libérant les capacités intélectuelles et morales des gens. Or l'individualisation, se développe dans un sens opposé à celui de la massification. Il s'agit de phénomènes, en fait, opposés qui se produisent et se reproduisent, l'un niant l'autre, et qui traduisent le jeu de l'entropie et de la negantropie

sociales, c'est-à-dire de la désorganisation et la complexification, de l'autre.

Dans ce processus, on perd les cadres traditionnels de référence, sociaux et culturels, et les identités qu'ils créent et qu'ils fortifient sont détruites. Le développement de l'individualisme atteint ici son maximum, débouchant, à cause de manque de personnalisation ci--dessus mentionnée, sur une massification généralisée. Dans une telle situation, les gens sont plus sensibles au discours qui concerne l'individu qu'à celui qui se réfère au groupe. L'homme, partout entraîné par le courant de la massification qui crée la rupture des principales liaisons sociales, ne parvient qu'à soutenir ce mouvement, à sauvegarder son identité et atteindre son épanouissement au moyen d'une personnallisation croissante qui l'élève à une puissance pour une création permanente de ce qui est nouveau.

Comme la société est un domaine d'historicité, elle est susceptible d'un processus constant de changement, c'est-à-dire de réorganisation continuelle. Elle passe par des stades d'ordre et de désordre, d'organisation et de réorganisation, de stabilité relative et de vitalité. Nous ne trouvons qu'une alternance d'états dans un mouvement qui est, par lui-même, créateur de nouvelles formes de vie et où, donc, une désorganisation engendre inévitablement une réorganisation. L'ordre se produit à travers le désordre. Aucune collectivité ne peut se maintenir que si elle trouve une relative stabilité, mais elle tend aussi à tomber dans la stagnation si elle élimine tout germe de changement. Il y a des peuples qui gardent à propos du passé une nostalgie, comme s'ils trouvaient leur avenir, tandis que d'autres sont avides de nouveauté, de nouvels épanouissements.

C'est d'un autre côté, l'ordre rétabli qui amène à voir comme désordre — un ordre moindre — la situation antérieure. De même, l'énergie produite amène à considérer comme apathie le dynamisme propre de l'état social précédent. Ce n'est que dans une situation où un nouvel ordre prend beaucoup de temps à s'établir qu'apparaît une conscience plus ou moins aiguë d'un désordre général ou d'anomie. Qui conçoit le développement humain comme un processus de transformations profondes, toujours en cours d'accomplissement, tend corrélativement à envisager ces états d'équilibre apparent comme des époques de maturation où sont produits les germes de leur auto-supplantation.

Les sociétés connaissent une transformation accélérée. Leurs structures, grace à une action combinée de différents facteurs et à des influences issues des secteurs les plus divers, changent continuellement. Il faut ajouter, cependant, que le développement est un processus de nature structurale, globale et concertée, qui atteint tous les domaines de la société et qui la lance vers l'avenir. La moderni-

sation est un concept employé aujourd'hui pour signifier, d'une façon privilégiée, un ensemble de situations ayant un caractère surtout scientifique-technique et les conséquences qui en dérivent. Cette notion, dans le passé avec une configuration plus connotative que dénotative, a été récupérée par l'analyse scientifique, sous la condition de se libérer de la charge polyssémique et de l'orientation évolutionniste dont elle se revêt non rarement.

2. À son tour, la terminologie employée dans l'énoncé de cette étude — la dialectique de l'Un et du Multiple — semble, d'emblée, tributaire du langage philosophique. Celui-ci est sans doute la matrice du savoir où cette analyse a été fréquemment utilisée. Il importe, pourtant, de souligner que le langage en cause est aujourd'hui récupéré dans un but sociologique, particulièrement pour ce qui est de l'approche des phénomènes politiques. Quelques références nous suffiront pour le prouver. À l'apogée de la Renaissance, le *Discours de la Servitude Voluntaire* d'Etienne de la Boétie est «rebaptisé», selon Montaigne, comme *Le Contre Un.* À cette époque historique, on s'attendrait à ce que le vocabulaire philosophique s'impose immédiatement. De nos jours, Pierre Clastres parle de «L'Un sans le Multiple» et Jacques Julliard, en faisant référence à «la crise actuelle de la représentation», étudie «l'Un et le Multiple» dans les démocraties actuelles. Jacques Donzelot considère «L'invention du social» avec une portée plus vaste, simultanément sociale et politique.

Notre perspective tient à appréhender ce phénomène non en termes d'exclusion, comme quelques-uns tendent à le considérer, ni sous la forme de coexistence, comme d'autres préfèrent, mais plutôt dans son rapport dialectique. Pour rendre ce project viable, il importe de commencer par présenter quelques traits de son développement et par établir les connexions qui l'enveloppent, dûment prouvées par l'histoire.

C'est un fait qui a été depuis longtemps constaté partout: les divers pouvoirs à l'intérieur de la société tendent vers l'unité, à mesure que la centralisation s'opère. Les analyses d'Alexis de Tocqueville, de Georges Sorel, de Moisei Ostrogorski, de Vilfredo Pareto et d'Emile Durkheim lui-même en témoignent, pour ne citer que quelques auteurs classiques. Pleines de promesses et d'espoirs d'une vie plus libre et d'une abondance plus grande, les diverses convulsions politiques, plus ou moins radicales, ont sucessivement promu la soumission. La distance entre les idéaux annoncés par les doctrinaires et l'accomplissement des politiques instaurées entre-temps est grande. En même temps que l'on affirme l'idéal de démocratie dans le devenir des peuples, le pouvoir de l'État tend également à augmenter.

On pourra dire que, dans ces circonstances, c'est la conscience de la non-liberté ou même d'une liberté tutellée, à une époque où sa

conscience est plus vive et sa vision plus éclaircie, qui entraîne la création, dans le monde de l'imaginaire et dans le domaine de l'utopie, d'un nouvel ordre sociétal. On tient ainsi à accomplir, dans un univers d'idéation, ce que les pratiques sociales et politiques empêchent d'atteindre. C'est ici que jaillissent les idéaires les plus généreux qui éveillent les consciences endormies et surtout rendent actives les volontés plus déterminées.

L'appareil gouvernamentel est, par sa nature même, expansif et ne peut être limité que par d'autres contre-pouvoirs. Dans ce désir de dilation, alimenté par une volonté de puissance, l'État tire profit des conflits aussi bien internes qu'externes, procurés par l'occasion ou par le prétexte, de la même façon qu'il cherche à se protéger dans l'ordre juridique, dans les liens étreints de bureaucraties, dans la force des armes, dans les valeurs sociales instrumentalisées à son profit, et dans les séductions des idéologies. Dans les contextes les plus différents, d'une façon spécifique ou induite, le pouvoir politique croît graduellement. Il y a une extension progressive du système du pouvoir sur la société civile à travers l'élargissements de sa lourde machine administrative, atteignant, la totalité de ses périphéries.

La concentration du pouvoir est associée au processus ci-dessus référé de la dissolution du social. Une fois détruits les groupes secondaires, qui détenaient jadis le pouvoir, en tant qu'espace social où l'on peut promouvoir l'autonomie personnelle, les individus sont placés directement et d'une façon atomisée face à l'État.

La liberté et les droits de chacun cédent face à la volonté omniprésente et toute puissante de l'État, étant ainsi abolis par la rapide massification sociale. D'une façon brillante et avec un parfait sens prospectif qui peut être désigné même de prophétique, Alexis de Tocqueville étudie soigneusement ce processus et dans sa continuité, Émile Durkheim affirme que le pouvoir politique, pour qu'il soit libérateur a besoin de «contre-pouvoirs». Bien que cela ne puisse pas être considéré avec rigueur parmi les sociologues de la société de masse, ce dernier auteur s'aperçoit, pourtant, de la menace d'un tel phénomène, dans un stade de constitution. L'avènement de ce type de société apparaît en fait associé, comme étant la cause et son effet, à la centralisation politique, exprimée dans l'anémie de la périphérie et dans l'apoplexie du centre.

Les solidarités intra et inter-groupes ont été parfois considérées comme dangereuses pour l'État. Le renforcement du pouvoir et son éventuelle action totalitaire se développent dans la raison directe de l'egalisation et de l'isolement des gens à intérieur de la société. Si l'appareil gouvernamental voit avec soupçon les diverses formes d'association spontanées, c'est parce qu'elles peuvent, en réalité, constituer le plus grand obstacle à son développement. Les groupes

intermèdes sont la condition nécessaire à l'émancipation et à la liberté des individus. En fait, une fois dépassées les barrières que ce pouvoir trouve sur le chemin de l'affirmation de sa volonté de puissance, il tend à dominer la société globale, en s'étendant aux activités les plus diverses et aux expressions de la vie individuelle et collective.

Les théoriciens de la société de masse voient dans la colectivité atomisée et aliénée, les conditions indispensables pour le mouvement des populations, et pour la formation des régimes politiques ayant un caractère autocratique. Le manque de liaisons sociales étroites rend les individus disponibles pour n'importe quel type de mobilisation, qui, dans des cas particuliers, peut entraîner le totalitarisme. Ce phénomène apparaît surtout dans les pays ayant un grand volume de population et qui sont largement industrialisés et urbanisés.

La démocracie de masse contient, en fait, en elle les germes de la destruction de toute l'activité collective, en autonomie et en liberté, dans la mesure où elle défait le pluralisme social et culturel et laisse les citoyens démunis face au pouvoir. Certaines formes «d'individualisme» actuel apparaîssent ainsi comme la contrepartie de l'intervention de l'État — sa cause et sa conséquence —, créatrice de tyrannie avec le beneplacium des gens. Il y a ici deux mouvements ayant un sens convergent: la domination pratiquée par l'appareil étatique qui augmente, et la diminution continuelle des droits individuels dissolus dans la servitude consentie que celui-là impose. Sans un dense tissu social et de fortes liaisons associatives, selon lesquelles les hommes créent leur propre identité et font l'expérience de la liberté et de la participation, des liaisons capables d'atténuer l'agressivité des lourdes machines bureaucratiques qui tendent à restreindre leur créativité, à emprisonner les individus et à limiter leur sensibilité par rapport aux nécessités principales et aux aspirations, l'État risque de croître d'une façon asservissante, en menaçant le tissu collectif lui-même d'être désintégré.

L'État actuel, ayant tendance à devenir un «régime directorial», se renforce dans les sociétés où l'homogéneité augmente où on abolit les hiérarchies et où disparaissent les garants transcendants de l'ordre social. L'apparence de démocraticité va de pair avec le rythme accéléré de centralisation du pouvoir. Nous vivons dans une période de transformation rapide de la situation socio-politique. Si normalement ce mouvement historique ne provoque pas une préocupation aiguë entre les individus et les groupes, c'est parce que simultanément l'appareil gouvernamental devient moins visible, quoiqu'il soit partout présent, sous la forme du système bureaucratique qui lui assure l'anonymat relatif. Aucun gouvernement n'a connu dans le passé de tels instruments coercitifs ou a eu à sa disposition de tels recours. La

concentration du pouvoir prend du terrain, parfois même à côté d'une relative différenciation sociale et de l'incrément des institutions — dans la dialectique de l'Un et du Multiple qui s'inscrit dans le mouvement de dissolution et de création du social, dans le monde moderne — et elle se renforce avec l'action des altérations de l'ordre constitué.

3. On a assisté récemment à l'apparition de publications dans le domaine de la Sociologie qui, par leur énoncé même, manifestent déjà une analyse de rapport dialéctique des phénomènes sociaux et politiques. Il y a plusieurs auteurs qui, s'ils n'abordent pas systématiquement cette problématique, essaient du moins de l'afflorer.

Le pouvoir politique se trouve en permanence en face d'une tension insoluble entre deux objectifs considérés également fondamentaux, l'un ayant un caractère autocratique, l'autre ayant une nature démocratique. En se concentrant, il tient à s'affirmer également comme le principal distributeur de Services. Dans la pratique, il affirme une de ces deux dimensions à travers le reniement de son contraire, bien qu'on le dissimule. S'il réussit, en fait, à étendre sa présence jusqu'aux plus divers points de la société et à dominer ou même à détruire un nombre considérable de pouvoirs sociaux, c'est parce qu'en revanche il se révèle providence. Son autocratisme augmente ainsi dans la raison directe de sa dissimulation partitipative.

Les États se donnent, en vérité, de plus en plus un air de démocraticité, au fur et à mesure que leur pouvoir se concentre et se répand. Ce mécanisme dialectique est mis en action dans les différents pays. On a parfois la sensation que l'autorité absolue s'est exercée dans le passé et que la liberté est l'apanage des temps modernes. Ce qui arrive réellement c'est que la massification sociale, en créant les conditions nécessaires pour le renforcement de l'État, détruit en même temps la perception de cette concentration. Celle-ci, est, d'ailleurs, la grande arme au service des pouvernements: croître, tout en faisant croire qu'ils s'effacent.

Il faudra donc rejeter l'analogie qui, ici particulièrement, pourrait être établie entre les mécanismes biologiques et les processus sociaux et, par conséquent, les extrapolations simplistes ou simplifiées que l'on fait, parfois, des premiers pour expliquer les seconds. Ces analyses travaillent avec des modèles homéostasiques qui postulent une tendance vers l'équilibre. On ne rejette pourtant pas, en absolu, les inférences de type psychologique. Les gens ont, en fait, l'expèrience d'une alternance de sentiments et de volitions, identique à des rythmes sistaltiques, qui les amène à déssirer ou l'intériorité ou l'extériorité, à de certaines occasions l'isolement, à d'autres la vie en société. L'homme, en tant qu'être en devenir, vit dans une quête permanente, qui s'oriente vers l'ordre ou vers le désordre, vers l'équili-

bre ou vers le changement. Il s'efforce aussi bien de créer des cadres bien délimités, où son existence puisse bien de créer des cadres bien délimités, où son existence puisse se dérouler à l'abri de l'imprévu, que de produire l'énergie susceptible pour les détruire, aussi rigides et fermes s'avèrent-ils.

Une tension s'exprime ici, avec aussi des reflexes dans le domaine politique — en conformité avec les deux objectifs ci-dessus référés, d'autocracie et de démocraticité — entre deux aspirations sociales fondamentales: les désirs de liberté et de sécurité. Il s'agit de finalités également nécessaires qui, ordinairement, s'harmonisent, mais qui, dans certaines circonstances, peuvent entrer en conflit.

Il y a, en fait, dans la société deux aspirations — celle de la liberté et celle de la sécurité — qui, parfois, s'avèrent opposées ou même contraditoires. Lorsqu'une prévaut sur l'autre, des pratiques politiques antagoniques.

L'ambivalence et la dualité que nous trouvons aussi bien dans la vie collective que dans l'appareil étatique tendent à converger particulièrement dans les démocraties actuelles, dont les projets politiques se configurent sous la forme d'État-société de consomation, d'État-providence ou État-militaire. Face aux risques que la liberté prend de nos jours et à la méfiance que la compléxité de la vie sociale a engendrée, les hommes manifestest une plus grande aspiration à la sécurité en soutenant ainsi les gouvernements dans leur tendance vers l'autocracie et en payant avec le renoncement à leur liberté la protection qu'ils reçoivent. Ce sont les individus eux-mêmes, par la dialectique des sentiments dont ils ont l'expérience en eux-mêmes et par les contradictions que, à chaque instant dans la société, ils sont obligés à résoudre, qui aident à créer les conditions favorables, aussi bien au développement de gouvernements autoritaires ou totalitaires qu'a la promotion de la démocratie.

Il importe de souligner, au passage, que les sociétés modernes extrêmement complexes, par les courants qui peuvent être générés à leur intérieur en permanence, n'ont aucune immunité par rapport à la dégénérescence de la politique, quoiqu'on exorcise leurs maux et que leurs dangers soient éloignés.

La volonté, partout vérifiée, d'une décentralisation croissante et d'une régionalisation, témoigne de la dialectique que nous venons de référer et peut servir à l'illustrer particulièrement. De la fragmentation féodale, les États modernes ont toujours marché vers une concentration plus grande. Cependant la menace, de la dissolution des nationalités dans un pouvoir planétaire vivifie le désir d'autonomie, sous n'importe quelle forme. Avec l'actuelle «perte» des nationalités, du moins comme elles étaient comprises traditionnellement, les identités locales se réveillent et s'affirment. Plus la concentration du pouvoir

politique semble se développer au niveau des continents ou même du globe, plus on prend conscience du régionalisme, avec une certaine nostalgie mélangée des démocraties municipales directes. Le problème de la décentralisation tend, par conséquent, à occuper aujourd'hui une place prépondérante dans la théorie politique moderne, qu'il se présente avec la configuration stricte de régionalisation, ou bien en termes de cogestion, d'auto-gestion ou de néo-libéralisme.

4. L'histoire est orientée par une loi dialectique. Dans l'expression la plus achevée de la concentration du pouvoir, l'État et la société se convertissent, et l'on obtient l'identité de l'Un et du Multiple et le pluralisme se dissout dans l'unicité. Les régimes politiques combinent, pourtant, différemment la diversité sociale avec l'unicité du pouvoir. Si fiers de la fusion de la multiplicité avec l'unité, ces régimes cherchent à promouvoir la totale atomisation de la population, avec la destruction de la spontanéité et de la créativité individuelles et avec la formation de bureaucraties fermes qui encadrent la conduite des cityoens, en les contrôlant dans les moindres aspects de leur existence. À la devise de l'absolutisme royal, l'État c'est moi, le principe totalitaire aujourd'hui tend à s'opposer, lÉtat c'est la société.

La résistance au pouvoir politique est, cependant, une partie intégrante de ce phénomène, non moins importante, que son exercise. Tout pouvoir engendre dialectiquement un contre-pouvoir, c'est-à-dire que ses manifestations provoquent des réactions opposés. La dialectique, lui est donc conaturelle et essentielle dans les démocraties modernes.

D'habitude, l'État est amené à dévorer, dans sa marche, tous les pouvoirs autonomes. Mais il est également vrai, comme observe James Burnham, que «l'analogie historique nous suggère qu'une fois la structure de la société directoriale consolidé, sa phase dictatoriale (le totalitarisme) sera suivie d'une phase démocratique». La thèse défendue par plusieurs auteurs, d'une façon consistante, consiste dans le fait que l'humanité ne supporte que difficilement longtemps une situation qui opprime ou qui permet l'oppression. Le problème réside dans le fait de savoir la façon dont on pourra conjurer une telle menace d'une façon consciente et volontaire. Si la tendance vers l'autonomie totale va de pair avec une dissolution du social, la barrière qu'il faut ériger, et que normalement on soulève, consiste à recréer l'espace public où les hommes peuvent avoir du mouvement et entrer en rapport d'une façon spontanée. Dans l'Antiquité classique, la liberté se définissait par la participation basée sur l'autonomie, tandis que de nos jours, où les gouvernements cherchent à profiter du besoin d'adaptation entre la volonté collective et les contraintes qui lui sont imposées, elle se configure en termes d'individualisme sur une base d'atomisme diffus, et, pour cela, sous la forme de séparation et d'af-

firmation de la différence, à l'abri des impositions externes. Car si l'on veut qu'elle soit vécue comme un attribut essentiel de l'homme, il faudra développer un espace où celui-ci puisse se retrouver spontanément et se mettre en rapport avec d'autres individus. Si en Grèce antique on exigeait la participation dans l'unanimité, actuellement on tend à affirmer l'individualité dans le pluralisme.

La liberté ne sera sauvegardée qu'à partir de la dialectique du pouvoir et du contre-pouvoir. La création du social, où l'autonomie individuelle soit assurée, implique, à son tour, que la tendance pour l'unicité soit contrariée. Les deux phénomènes se trouvent en rapport de dépendance mutuelle. Il est convenable de souligner, pourtant, que la promotion de la cogestion, de l'auto-gestion, de nouvelles formes de néo-corporativisme ou de décentralisation régionale se limitent, d'habitude, à rendre possible une participation dépendante, comme simulacre d'un véritable entraînement et engagement dans l'activité sociale et dans les affaires publiques.

En vérité il s'agit fréquemment d'une participation cooptative, qui peut avoir une expression dans l'élaboration de projets et de politiques, mais qui n'a pas d'importance pour les décisions fondamentales. Il n'y a de véritable participation que lorsqu'elle résulte d'une autonomie suffisante — avec la définition d'attributions spécifiques et exclusives — et, lorsque, par conséquent, elle se traduit par une capacité authentique d'agir. Dans l'antagonisme des deux tendances actuelles, l'une conduisant à la disparition de l'État (ou à sa concentration totale), l'autre orientée vers la perte de la spontanéité de la vie sociale (ou vers sa vitalisation et vers son développement), il n'y a que l'autonomie, dérivée du principe démocratique, qui tient à ce que la participation cesse d'être dépendante et qui, ainsi, permet l'accomplissement des nécessités et l'épanouissement des aspirations des individus et des communautés, dans l'exercise de la liberté et de l'auto-détermination.

Dans l'espace social animé par cette dialectique de dissolution et de production collective et de l'Un et du Multiple, des expressions de vie associée se développent aujourd'hui. Nous nous limitons à référer les organisations promues par les partis politiques eux-mêmes comme extension de leur action et, par conséquent, comme volonté de s'enraciner dans les contextes les plus divers; les mouvements religieux, exprimés dans les communautés de base, sous leurs différentes expressions; les multiples activités récréatives et culturelles; la disparition et l'émergence de nouvelles classes sociales; les nouveaux types de rapports familiaux; la recherche d'autres formes de relation sociale informelle et non conventionnelle, bien que les infrastructures de logement ou autres se révélent aujourd'hui contraires à ce mouvement de création du social.

Les groupes secondaires, crées en vue de l'accomplissement d'un but précis et limité, tendent à conserver leur vitalité. Les analyses de E. Durkheim sur la distinction entre sociétés de solidarité «mécanique» et «organique» et l'opposition proposée par F. Tönnies entre «communauté» et «société» maintiennent encore une partie de leur actualité et méritent d'être poursuivies.

La société humaine ne pourra jamais atteindre un état de repos total. Chercher à resoudre toutes les contraditions de la vie sociale et à obtenir l'harmonie parfaite, c'est ouvrir la voie à la «démocratie» totalitaire. L'utopie du repos est l'offre de la servitude.

L'importance de cette analyse en termes dialectiques résulte justement du fait que, ainsi, les problèmes se posent sous la forme de ce qui est toujours sur le point d'apparaître. Ainsi les mouvements sociaux émergents et la nécessité d'une affirmation croissante des identités sociales et culturelles sont-ils mieux compris. Il s'agit de phènomènes non seulement cycliques mais encore dialectiques, c'est-à-dire, de processus qui produisent leur opposé.

INVENTION TECHNIQUE ET INSTITUTION SOCIALE

Adriano Duarte Rodrigues

«L'humanité change un peu d'espèce chaque fois qu'elle change à la fois d'outils et d'institutions»
André Leroi-Gourhan[1]

INTRODUCTION

Le monde contemporain est scientifique comme les sociétés précédentes étaient religieuses; la science est devenue une affaire de croyance. Cela ne veut pas dire que la science maîtrise et règle tous les aspects de notre vie individuelle et collective, qu'elle a des réponses à toutes nos interrogations, loin s'en faut. Comme la religion dans les sociétés du passé, la science est plutôt à l'horizon de notre croyance, de notre foi, comme une promesse à la mesure de notre espoir personnel et collectif. Ce devenir quasi religieux de la science est visible en particulier dans le statut attribué aujourd'hui à l'expert, ce nouveau clerc au service des rituels médiatiques. L'avis, la parole des scientifiques, une fois métamorphosés en experts, notamment dans les aréopages internationaux, est devenu sentence sans appel dans le tribunal des apories et *pharmacon,* remède efficace aux angoisses et aux frustrations face à notre destinée, à la maladie et à la santé, à l'économie et au politique, à la vie et à la mort. Tables rondes, débats radio et télédiffusés, consultations téléphoniques et par

[1] André LEROI-GOURHAN, *Le geste et la parole,* Paris, ed. Albin Michel, 1964 et 1965.

ordinateur, comités investis par les organismes et instances responsables assignent dorénavant à la parole technique de l'expert une place rituelle indiscutable.

Le savoir acquiert ainsi un statut institutionnel, s'autonomise par rapport aux autres champs sociaux, en devenant affaire de croyance dans le pouvoir de la parole du spécialiste, croyance à ses outils et à sa démarche représentés, par sa parole autorisée[1]. Ce statut est en fait le résultat historique d'un double tournant concernant les rapports de la science à la technique et au langage. En fait, il ne s'agit pas à proprement parler d'un double tournant, mais de la double face d'un même processus. Je prétends rendre compte de ce processus, à l'aide de quelques cas exemplaires, par un chiasme dont le noeud formerait en creux l'aporie de notre temps: penser et parler (*legein,* en grec) la technique (*techne,* en grec) ou techniciser la pensée et le langage. Au creux de ce cercle, je perçois le noeud insoluble des questions concernant la place et la nature du sujet, de la signification et du sens par rapport à l'altérité, au monde et à sa manipulation. Bien que ces interrogations traversent toute l'histoire de la culture occidentale, elles prennent actuellement une urgence nouvelle et aigüe en raison de la performativité, de l'efficacité, de la réalisation technique de l'emprise de la science sur le langage. Tout notre environnement, toute la vie sociale sont devenus résultat imaginaire de l'efficacité technique. Les marges qui jusqu'ici semblaient échapper à l'emprise technique deviennent, par le détour langagier des dispositifs, la proie privilégiée de la domestication technique avec des reflets de spécularité, de sidération, de séduction. A la limite, c'est le savoir et le langage eux-mêmes qui sont voués à un devenir technique, affaire de pure technicité instrumentale.

Pour les Grecs, la *techne* était indissociablement liée à la *poiesis* et à l'*episteme.* Ils la comprenaient comme chemin, comme *meta-odologia* conduisant au dévoilement de la réalité, à la réminiscence des choses oubliées, cachées, des *archéé,* comme processus d'*aletheia.* La *techne* était ainsi pro-duction, *praxis,* par laquelle le mode répond à une forme, à un *éidos,* à un principe à la fois de plasticité et d'intelligibilité. Le tournant du monde moderne est pris par l'invention d'une science à part, autonome par rapport à l'*episteme,* régie par la visée opérationnelle de la manipulation efficace, par ce que Heidegger nommait «pro-vocation» (*Herausforden*) ou «réquisition» (*Bestellen*) des ressources du monde, y compris l'homme et le langage. L'émergence de la techno-science est toute autant, comme le rappelait déjà Platon dans le Gorgias (450, a-b), technicisation du langage que logocisation de la technique. Dans l'accomplissement de ce double processus, deux inventions me semblent occuper une importance privilégiée: cele de l'écriture et celle de l'horloge mécanique.

Je me propose donc de rappeler quelques points de repère qui jalonnent les moments de ces deux inventions.

Il y a, en effet, des rapports surprenants entre l'écriture, technique de la parole, logotechnique par excellence, et l'horloge, chronotechnique. L'écriture est au langage ce que l'horloge est au temps, à la fois processus de libération, d'extériorisation et de déplacement. Tous ces processus concernent la mémoire, la durée et le changement.

Pour mieux rendre compte du sens de ces deux inventions, permettez-moi de commencer par un détour, ou mieux, par un rappel, pour évoquer le tournant qui, au VIIe siècle avant notre ère, a été pris dans le domaine de la sculpture. D'après le témoignage de Diodore de Sicile (IV, 76), avant le VIIe siècle, on représentait la divinité par des poteaux ou par des arbres enracinés dans le sol. Ainsi immobilisés, fixés sur place, ces représentations idolatriques étaient constamment exposées aux yeux de tous, enracinées dans l'espace sacré. Il s'agissait d'objets aux formes cylindriques ou de tétragones, dont la consécration ne provenait d'une quelconque ressemblance mimétique supposée avec le dieu ou le héros mais de l'emplacement où ils étaient indéracinablement fixés. A partir du VIIe siècle, les *xoana* dédaliques «aux yeux ouverts et aux jambes écartées, aux bras décollés du corps et tendus»[2] rendent aux idoles mobilité et autonomie, les faisant passer de plus en plus pour des êtres vivantes, simulacres, doubles presque parfaits de la divinité, source par conséquent d'illusion, de tromperie, comme de vol et de détournement. Ainsi, l'usage s'est répandu, en Grèce d'abord, à Rome ensuite, de lier les *xoana,* d'entourer leurs jambes et leurs bras de bandelettes, de les cacher, de les revêtir ou enfermer, reservant leur exposition au seul moment de leur fête périodique. Ainsi, la statue de Saturne, à Rome, avait les jambes liées d'un fil de laine que l'on déliait lors des Saturnales.

Ces références aux *xoana* dédaliques servent de toile de fond aux dialogues de Platon, du Ménon (97 d), d'Eutyphron (11, c-d), d'Alcibiade (121 a), de Gorgias (450, a-b), de Phèdre (274 c-277 b), d'Ion (533 a), dialogues où il est précisément question des différentes formes du savoir, rhétorique et dialectique, ainsi que des discours écrits.

Ménon s'étonne de la distinction entre opinion droite et savoir: «celui qui possède le savoir atteindra toujours son but, tandis que celui qui a l'opinion droite, tantôt il ne l'atteindra pas». En réponse, Socrate lui reproche de ne pas avoir observé attentivement les statues de Dédale:

---

[2] Nicole FRONTISI-DUCROUX, *Dédale, Mythologie de l'artisan en Grèce Ancienne,* Paris, ed. Maspéro, 1975, p. 103.

Soc: «C'est que les statues de Dédale — observe Socrate — n'ont pas retenu ton attention».

«C'est qu'elles aussi, à moins d'avoir été liées, en secret elles s'enfuient et s'évadent, tandis que, si on les a liées, elles demeurent en place».

«Les oeuvres de ce grand sculpteur — continue Socrate — quand on en possède une qui n'est pas liée, il n'y a pas de quoi s'en faire beaucoup plus de gloire que de posséder un esclave enclin à s'évader, car elle ne reste pas en place, tandis que, une fois liée, il est précieux de la posséder: c'est que ce sont des oeuvres parfaitement belles. Mais à quel propos est-ce donc que je t'en parle? — s'interroge Socrate — . C'est à propos des opinions qui sont des opinions vraies. Effectivement les opinions qui sont des opinions vraies sont, elles aussi, pour autant de temps qu'elles demeurent en place, un bien de grand prix et elles produisent tous les bienfaits du monde; mais elles ne consentent pas à demeurer longtemps en place. Tout au contraire, elles s'évadent de l'âme humaine, de sorte qu'elles ne seront pas extrêmement précieuses, tant qu'on ne les reliera pas par un raisonnement causal. Or, voilà, Ménon mon camarade , ce qu'est la réminiscence, ainsi que nous en sommes convenus antérieurement. Mais une fois qu'elles ont été liées, elles ont de la stabilité. Voilà donc enfin pour quelles raisons le savoir est quelque chose de plus précieux que l'opinion droite, et c'est l'existence d'un lien qui fait la différence entre le savoir et l'opinion droite»[3].

I — LES APORIES DE L'INVENTION DE L'ECRITURE

Dans le Phèdre (274c-277b), Planton reprend la même question en posant cette fois-ci la question du rapport de l'art de l'écriture au langage et au savoir. Il n'est pas sans intérêt de reprendre ici ce texte, situé à l'aube du tournant de la raison occidentale. Il contient en germe les prémisses de nos apories modernes concernant le savoir technique et son rôle institutionnel. Platon commence par rappeler le mythe égyptien de l'invention de l'écriture par Theuth:

«J'ai entendu dire que vécut près de Naucratis en Egypte un des anciens dieux de là-bas; on appelle ibis l'oiseau qui lui est consacré, et lui-même se nomme Theuth. C'est lui qui inventa le nombre avec le calcul, la géométrie, l'astronomie, et aussi le tric-trac, les dés, enfin et surtout l'écriture (*kai de kai grammata*). En ce temps-là, Thamous régnait sur l'Egypte entière, dans cette grande ville du haut pays que

[3] PLATON, Ménon, in *Oeuvres Complètes,* vol. 1, Paris, Biblio. de la Pléiade, Paris, ed. Gallimard, 1950, p. 553.

les Grecs appellent Thèbes d'Egypte, et dont ils nomment le dieu Ammon. Theuth vint le trouver et lui montra les arts (*tas technas*) qu'il avait inventés, lui disant qu'il fallait les répandre parmi les autres Egyptiens. Alors le roi lui demanda quel pouvait être l'usage (*opheleian*) de chacun d'eux; à mesure que Theuth le lui exposait et selon que les explications lui semblaient bonnes (*kalos*) ou mauvaises (*me kalos*), le roi blamait ceci, louait cela. Nombreuses, dit-on, furent les observations que Thamous fit à Theuth, pour et contre chaque art (*peri ekastes tes technas*): il serait très long de les rapporter en détail. Mais quand on vint à l'écriture (*epi tois grammasin*): «Voici, o Roi, dit Theuth, une connaissance (*to mathema*) qui rendra les Egyptiens plus savants (*sophoterous*), et leur donnera plus de mémoire (*mnemonikoterous*): mémoire et science (*mnemes kai sophias*) ont trouvé leur remède (*pharmakon*). Le roi lui répondit: «Très ingénieux Theuth (*O technikotate Theuth*), tel est capable de créer les arts (*allos men tekein dunatos ta technes*), tel l'est de juger dans quelle mesure ils porteront tort (*moiran*), ou seront utiles (*opheleian*), à ceux qui devront les mettre en usage. Et toi, à présent, comme tu es le père de l'écriture (*pater on grammaton*), par bienveillance tu lui attribues des effets contraires à ceux qu'elle a. Car elle développera l'oubli (*lethen*) dans les âmes de ceux qui l'auront acquise, par la négligence de la mémoire (*mnemes ameletesia*); se fiant à l'écrit (*dia pistin graphes*), c'est du dehors (*exoden*), par des caractères étrangers (*up allotrion tupon*) et non du dedans (*ouk endothen*), et grâce à l'effort personnel, qu'on rappellera ses souvenirs (*anamimneskomenous*) Tu n'as donc pas trouvé un remède pour fortifierla mémoire mais pour aider à se souvenir (*oukoun mnemes alla upomneseos pharmakon*). Quant à la science, tu en fournis seulement le semblant à tes élèves (*sophias de tois mathetais doxan ouk aletheian*).

Car, après avoir beaucoup appris dans les livres sans recevoir d'enseignement, ils auront l air d'être savants, et seront la plupart du temps dépourvus de jugement insupportables de surcroît parce qu'ils auront l'apparence d'être savants, sans l'être»[4].

Ainsi, dans l'avertissement à Theuth que Platon met dans la bouche du roi Thamous de Thèbes, nous pouvons déjà repérer l'ensemble des questions que nous continuons à nous poser encore aujourd'hui à propos de l'invention technique. C'est que, malgré le nombre impressionnant de dispositifs, outils et instruments techniques, que notre société met à notre disposition, ces questions demeurent entières et sans réponse:

1. La question de savoir à qui appartient la légitimité indiscutable pour porter un jugement universellement accepté concernant l'uti-

[4] PLATON, *Phèdre,* Paris, Soc. d'éd. Les Belles Lettres, 1985, pp. 82-83.

lité des inventions techniques. Est-ce à l'inventeur ou à une autre instance que revient cette compétence? Nous avons appris à nos dépens et aux dépens des générations qui nous ont précédé la gravité et l'urgence de cette question. Mais elle devient enjeu de survie à partir du moment où les dispositifs sont de nature radicale, non seulement pour l'espèce humaine, mais surtout pour les cultures et les sociétés.

2. La question du rapport de la technique à la mémoire (*mnene*) et à l'oubli (*lethe*): est-ce comme outil de fortification de la mémoire, de souvenir du déjà su que la technique nous sert ou, au contraire, comme dispositif destiné à nous faire oublier notre propre activité humaine?

3. La question du rapport de la technique au savoir vrai (*sophia*) et au semblant de savoir (*doxa*).

4. La question de la nature thérapeutique, médicinale (*pharmakon*) de la technique, au sens grec, ambivalent, du terme: est-ce un remède ou un poison?

5. La question de la nature de la confiance (*pistis*) que nous paraissons réserver à la technique comme substitut de notre effort et de notre activité.

6. La question, enfin, de l'extériorité, de l'étrangeté («c'est du dehors», *Hexothen*) ou de l'intériorité (*endothen*) de la technique par rapport à l'action de l'homme et à son savoir.

Ces questions sont complétées par l'explication que Platon met dans la bouche de Socrate:

«Ainsi donc celui qui croit laisser après lui un art consigné dans les caractères d'écriture, et celui qui à son tour le recueille avec l'idée qu'il en sortira du certain et du solide, sont bien naïfs sans doute, et méconnaissent à coup sûr l'oracle d'Ammon, s'ils croient que des discours écrits sont quelque chose de plus qu'un moyen de rappeler, à celui qui les connaît déjà, les choses traitées dans cet écrit.

«L'écriture (*graphe*) présent un grave inconvénient, qui se trouve du reste également dans la peinture (*zographia*). En effet, les êtres qu'enfante celle-ci sont l'apparence de la vie (*os zonta*); mais qu'on leur pose une question, ils gardent le silence. La même chose a lieu pour les discours écrits: on pourrait croire qu'ils parlent comme des êtres sensés; mais si ont les interroge avec l'intention de comprendre ce qu'ils disent, ils se bornent à signifier une seule chose, toujours la même. Une fois écrit, chaque discours s'en va rouler de tous côtés, et passe indifféremment à ceux qui s'y connaissent et à ceux qui n'ont rien à en faire; il ignore à qui il doit ou ne doit pas s'adresser.

Si des voix discordantes se font entendre à son sujet, s'il est injustement injurié, il a toujours besoin du secours de son père. A lui seul, il est incapable de repousser l'attaque, et se défendre lui-même»[5].

Ces discours, incapables de se défendre d'eux-mêmes, que tels les *xoana* dédaliques, s'en vont «rouler de tous côtés», voués à une errance indéfinie parce que non fixée par un raisonnement enracinant, qui de la vie n'ont que l'apparence trompeuse, muets face aux plus diverses circonstances, lors de plaidoyers d'accusation ou de défense dans les tribunaux, lors de séances politiques ou à l'occasion de panégyriques. Ils se présentent comme des sortes de formulaires tout faits où les règles formelles de rhétorique sont au service de formules mortes, simulacres (*eidolon*) qui de la vie n'ont que l'apparence (*os zonta*). Ils ne peuvent se défendre d'eux-mêmes ni défendre celui qui les a plantés et s'opposent donc aux discours qui, loin d'être stériles, portent une semence dont «d'autres discours, poussant dans d'autres sortes d'âmes, seront en état de rendre chaque fois cette semence immortelle».

Nous pouvons repérer dans ce texte du Phèdre les mêmes termes qui dans la tradition hellénistique servent à marquer la technique et le travail de l'artisan: art (*techne*), variété et diversité (*poikilia*), simulacre (*eidolon*), ressemblance avec les êtres vivants (*os zonta*), séduction (*kolakeia*). Il se fait que cette terminologie appartient à ce que les Grecs appelaient la metis (*metis*), mélange de sage prudence, d'intelligence pratique, et de ruse[6].

II — LE TOURNANT DE LA MODERNITÉ: MNEMOTECHNIQUE ET INSTITUTIONNALISATION DU SECRET

Vers 1630, un autre point de repère significatif rend compte du tournant pris concernant notre rapport à la technique. Dans la XVIe Règle pour la Direction de l'Esprit, Descartes écrit:

«D'une façon générale il faut observer qu'on ne doit jamais rien confier à la mémoire de ce qui ne réclame pas une attention perpétuelle, si on peut le mettre sur le papier: il est à craindre, en effet, qu'un effort inutile de mémoire ne soustraie pas une partie de notre esprit à l'étude de l'objet présent»[7].

Ainsi, pour Descartes, «mettre sur le papier» est devenu un geste de «libération de la mémoire», de cette partie de notre esprit qui

---

[5] *Ibid.*, pp. 84-85.

[6] Cfr. en particulier Marcel DETIENNE et Jean-Paul VERNANT, *Les ruses de l'intelligence, La metis des Grecs,* Champs, Paris, ed. Flammarion, 1974 et Nicole FRONTISI-DUCROUX, *op. cit.*

[7] DESCARTES, *Oeuvres et Lettres,* Biblio. de la Pléiade, Paris, ed. Gallimard, 1953, p. 110.

est susceptible d'encombrement, afin de l'appliquer, une fois libérée, toute entière et sans partage, «à l'étude de l'objet présent».

Descartes, comme Platon, reconnait la nature mnemotechnique de l'écriture, mais le rapport entre absence et présence s'inversent. Pour Platon, c'est à la réminiscence que l'écriture devrait être consacrée, au «ressouvenir du déjà appris», afin de le rendre présent à l'esprit. Descartes, par contre c'est à la consignation, à la substitution de la mémoire, que l'écrit sert, afin de ne pas détourner l'esprit de la scrutation des objets présents. Faire arriver au présent les choses absentes s'oppose ici, chez Descartes, à rendre absent la surcharge du présent, à libérer le trop plein du présent. Descartes ajoute même quelques conseils techniques:

«Il faut faire un tableau où nous écrirons les termes de la question, tels qu'ils seront proposés la première fois, puis la manière dont ils sont abstraits et les signes par lesquels ils sont représentés, afin que, quand la solution aura été trouvée avec les signes eux-mêmes, nous l'appliquions facilement, et sans le secours de la mémoire, au sujet particulier dont il s'agira»[8].

Au XVIIe siècle, l'écriture avait donc déjà acquis une considérable autonomie par rapport au langage et à la pensée, au *logos;* elle *avait* en quelque sorte acquis un statut instrumental. Mais cette autonomisation demeure encore un horizon, une limite que Descartes appele de ses voeux. Elle est à la limite de l'imaginaire d'une science technique proprement dite *in fieri.* Nombreux exemples attestent encore aujourd'hui que cette autonomisation n'est pas complètement accomplie.

Au XIIIe siècle, Roger Bacon (1214-1294), craignant l'utilisation des secrets mécaniques par des personnes malveillantes, proposait l'emploi d'écritures cryptographiques, d'accès réservé aux initiés. L'écrit fonctionnait encore comme technique de souvenir. Fontana, au début du XVe siècle, mettait en pratique le conseil de Roger Bacon dans ses notes sur l'hydraulique et les automates. Nous savons d'ailleurs que le célèbre architecte-ingénieur Villard d'Honnecours (1200-1250) entendait réserver la lecture de ses *Carnets* aux seuls compagnons.

Cette tradition de l'écriture ésotérique, bien qu'elle semble viser, depuis la fin du Moyen-Age, dès le XIIIe siècle, d'autres objectifs, s'inscrit dans la continuité de l'institution du secret, dès la plus haute Antiquité, entoure les inventions techniques, les faisant en quelque sorte considérer chose des cieux et des despotes. C'est d'ailleurs ce secret théocratique qui explique la perte et l'oubli de la plupart des inventions des civilisations antiques. Un des cas les plus célèbres est

[8] Ibid., p. 110.

d'ailleurs la perte et même l'oubli de l'existence en Chine de l'horloge mécanique de la Dinastie Song, au XIe siècle, trois siècles avant l'invention de celle de Giovani di Dondi.

La pratique de l'écriture cryptographique est ainsi étroitement associée au savoir technique et elle reste encore aujourd'hui présent dans les domaines les plus sacralisés, tels que la médecine, la guerre, le génie, tant militaire que civil. Elle alimente même l'imaginaire de l'espionnage entre les grandes puissances. C'est à une authentique institution du secret que nous avons à faire dans l'emploi de clés et de codes en informatique, dans le système bancaire, en politique et dans le domaine militaire.

Destinée ainsi en principe à servir d'instrument dans la transmission du savoir ou de libération de la surcharge de la mémoire, à préserver le savoir et le souvenir de l'oubli l'écriture est en même temps et paradoxalement une technique qui sert à cacher, à garder secret, à l'abril de la perception des autres cela même qu'elle donne à lire. L'écriture réalise par conséquent de manière exemplaire la charge ambivalente de la technicité. Elle est de part en part traversée par l'indécidabilité symbolique, par la circularité qui caractérise l'aporie du dévoilement et du voilement, du donner à voir et à cacher. C'est parce que l'écrit révèle et rappelle qu'il cache et fait oublier, pour ne pas avoir à y penser. Combien de rendez-vous ratés parce que précisément nous les avions notés dans notre agenda!

Cette charge ambivalente confère à la technique un pouvoir de nature stratégique, la possibilité de servir de stratagème, de filet où l'on peut se laisser emmeler s'il est disposé par des mains qui, en possession d'un savoir-faire approprié, d'une *metis,* savent s'en servir, savent donner à voir et cacher, montrer et soustraire au regard. Comme Dédalos, Ulysses et Athéna, celui qui écrit est toujours un rusé et un habile manipulateur de signes; il saisit l'opportunité, le *kairos.*

Ce pouvoir stratégique, l'écriture le possède de par sa nature technique, en tant que double simulacre, des choses et des signes, en tant que *eidolon,* à la fois réification immobile, morte, figée des signes vivants de la parole mobile et processus, mobilité indéfinie, séparée, comme si elle était vivante (*os zonta*) des discours immobiles des logographes. L'écriture ouvre la circulation interminable d'une parole coupée de la «vox», principe et fin de légitimité, grâce aux seules règles techniques de construction et du circuit interminable de l'échange.

J'en viens maintenant, d'une manière plus brève, à une autre invention paradigmatique de la nature institutionnelle du rapport au langage de la technique, à l'invention de l'horloge mécanique. Je vais également procéder par un détour, évoquant cette fois-ci une scène de la vie quotidienne.

III — L'INVENTION DE L'HORLOGE MECANIQUE: LE DEVENIR MONTRE DE LA CHRONOTECHNIQUE

Paris, 9 heures du matin, un matin froid de janvier. Dans une des stations du R.E.R., les portes ouvertes de la voiture laissent pénétrer le froid glacial. Un des voyageurs se lève et ferme la porte qui se trouve près de son siège. Mais à peine il tourne le dos pour s'asseoir, la porte s'ouvre à nouveau automatiquement. Le silence est alors brisé par un éclat de rire. Face à l'incident, le rire est le seul mécanisme réservé à l'homme, la seule issue de l'homme face à l'anthropomorphisation de l'automate. Il sanctionne en quelque sorte l'emprise de la machine sur l'homme, le semblant de ruse qui fait la machine se jouer de l'homme. Le rire réalise l'effet de sens; manifeste la conjonction de la surprise avec l'expectative, deux modalités des composantes épimétéique et prométhéique de toute action humaine. L'humour est la face humaine de la fascination et de la sidération qui guête tout rapport humain à l'automate. Il empêche l'installation d'une sorte de mécanisme léthal, que les processus d'élaboration du sens ne s'arrêtent et aillent se cristaliser, fixer, dans la seule succession mécanique de ces morceaux d'actes d'homme que l'automate reproduit à son rythme cinématographique.

L'humour est en tout cas la marque d'une forme de reconnaissance, de la forme spécifique de la mémoire. Le rythme de succession du mécanisme automatique n'est pas fonction d'une mémoire; il n'y a pas à proprement parler de mémoire de la machine. Son rythme de fonctionnement est pure répétition mécanique d'un seul et même programme de réponses pré-enregistrées aux conditions du milieu technique, conditions correspondantes aux seules injonctions programmées. Pour changeantes et complexes que soient ces injonctions du programme, elles ne répondent qu'au milieu technique, le seul milieu naturel que l'automate peut conjoindre et disjoindre à sa structure lors de son fonctionnement automatique. Il ne peut revivre la même situation plus d'une fois, comme l'homme seul peut le faire. Revivre une situation présuppose reconnaissance d'une relation entre événement présent et un ou plusieurs événements absents, c'est se souvenir au présent d'une événement absent. Je ne peux me souvenir que de ce qui m'est arrivé il y a une heure, une année, dix ans. La mémoire est relation actuelle dans l'absence de son objet.

Henri Bergson a bien décrit la nature continue du temps en opposition à la nature discontinue du savoir[9]. C'est le temps discontinu du savoir que l'automate réalise, non la temporalité continue vécue par l'homme. Le temps de la machine ne s'inscrit pas dans la tempo-

[9] Cfr. Henri BERGSON, *L'évolution créatrice,* Paris, ed. Felix Alcan 1930, 35 ed., 295 ss.

ralité; il est pure succession de moments sans solution de continuité, pure succession d'unités discrètes qui n'ont pas la durée ni le changement comme issue et comme devenir. L'automate ne change pas; il ne vieillit pas non plus. En dehors du phénomène extrinsèque de l'usure des pièces et des composants, il demeure égal à lui-même pour toujours. La réaction de la machine est donc toujours la même, quand elle est amenée à effectuer des réponses différentes, une fois qu'elle n'est pas affectée, comme l'homme l'est, par la répétition. L'homme, par contre, même quand il répète le même geste ni la même parole qu'il répète, étant affecté, de l'intérieur, par le changement et la durée, au sein même du présent.

Les circonstances historiques qui, au XIVe siècle, ont entouré l'invention de l'horloge mécanique est le résultat d'une étroite collaboration entre la science, notammente l'astronomie et la mécanique, et la technique ou, pour parler comme autrefois, entre les arts libéraux et les arts mécaniques. D'où l'énorme prestige social dont les horlogers jouissaient à l'époque. Pétrarque considérait maître Giovani di Dondi «philosophe né et tout naturellement le prince des astronomes». Vers 1385, rapporte Jean Gimpel, Philippe de Maisière, ami personnel de Giovani di Dondi, écrivait que l'horloge est une telle merveille que les astronomes les plus solennels viennent de régions très lointaines l'admirer avec le plus grand respect[10].

Jusqu'au XIVe siècle, il y avait en Europe deux systèmes de comptage du temps: le système canonique et le système dit temporaire. Le système canonique était réglé par la sonnerie de la cloche des offices religieux, sept fois par jour, correspondant aux Primes, Laudes, Tierces, Sextes, Nones, Vêpres et Complies. Le système temporaire divisait le jour de 24 heures en deux fois 12 heures, mais le point de départ de ce découpage était le moment du lever du soleil. L'écart entre les heures variait ainsi d'après les saisons de l'année et la latitude où l'on se trouvait. A Londres, par exemple, l'écart entre les heures pouvait aller de 38 minutes jusqu'à 82 minutes. Si en Egypte la durée du jour peut différer entre 10 heures et 14 heures, à Londres par contre elle peut varier entre 7 h 45 et 16 h 30. Bien que le jour soit toujours de 24 heures partout déjà à l'époque, le découpage en Europe d'une journée est très variable d'un endroit à l'autre et d'une période de l'année à l'autre. Chaque matin, la tâche de diviser la journée en 12 heures et de régler la pendule à eau était assurée par quelqu'un à qui revenait a fonction considérable de déterminer le rythme de vie de toute la collectivité.

---

[10] Cfr. Jean Gimpel, *La révolution industrielle au Moyen-Age,* Paris ed. du Seuil, 1975, pp. 156-157.

Nous comprenons ainsi l'importance de l'invention de l'horloge mécanique, au XIVe siècle, ainsi que les réactions controversées et toujours passionnées que cette invention a suscitées.

La réduction chronométrique de la durée grâce à l'invention de l'horloge mécanique, à une succession stéréotypée de battements uniformes, à la pure succession stéréotypée de battements uniformes, à la pure succession rythmique de moments homogènes était ainsi destinée à jouer un rôle fondamental dans le devenir de nos sociétés occidentales. Lewis Mumford lui attribue même le tournant de notre modernité[11]. Elle équivaut à une sorte de stase du social, à l'oblitération de sa charge mnésique pour la vouer dorénavant à une origine imaginaire, à une temporalité pré-sociale, hors des contraintes de la mémoire, internalisation de ce geste fondateur d'une origine constamment relancée et différée au sein du présent. La durée devient ainsi, grâce au dispositif horloger, pure potentialité, ouverte en permanence à toute sorte de projets dans la mesure où elle évoque ou évide la temporalité de toute épaisseur mnésique, de toute sociabilité concrète, de toute durée. Le chronomètre est réserve, capitalisation du temps.

C'est par ce travail d'évidement, assuré par le dispositif technique moderne, que son imposition est garantie et que sa légitimité se trouve d'emblée acquise. N'étant plus temps de personne, le rythme de l'horloge devient le temps de tout le monde, une sorte de langue, au sens saussurien du terme. Le temps moderne de l'horloge correspond aussi au travail d'uniformisation du social: du fait qu'il n'est plus à personne, il est dorénavant et indiscutablement à tout le monde. Il s'impose avec d'autant plus de force contraignante que tous et chacun s'y soumettent librement, pour de simples raisons pratiques de commodité.

Nous en sommes ainsi venus à porter l'horloge comme nous portons la langue, sous le mode incorporé, inséparable de notre être au temps. Le devenir montre de l'horloge marque d'ailleurs le processus généalogique de cette incorporation d'un temps originaire réduit à sa seule dimension chronologique. Il est ainsi en quelque sorte le devenir organe par excellence du dispositif.

---

[11] Cfr. Lewis MUMFORD, *Technique et civilisation,* Paris, ed. du Seuil, 1950, pp. 23-24.

CONCLUSION

C'est ce devenir organe du dispositif qui est actuellement en jeu dans l'essor des soi-disant technologies de l'information. Elles accomplissent, grâce à leur nature discursive, ce double processus de l'exteriorisation de la mémoire, du geste et de l'incorporation de la mémoire extériorisée. Nous sommes ainsi de plus en plus voués à un devenir connecté à des réseaux de connexion. Notre mémoire ressemble déjà à une authentique réserve de stocks aux multiples aspects caléidoscopiques. Mais cet accomplissement ne fait que s'inscrire dans un tournant enraciné dans un passé où il n'est pas difficile de trouver des signes avant-coureurs. L'invention de l'écriture dans l'Antiquité portait déjà en germe les marques du tournant logotechnique. L'horloge mécanique assurait dès la fin du Moyen-Age le dégagement de la mémoire indispensable à l'institutionnalisation de ce tournant.

De par leur miniaturisation, les technologies de l'information poursuivent la déréalisation des dispositifs et leur introjection dans les circuits de la vie sociale.

* * *

En choisissant de parler sur les rapports entre invention technique et institution sociale, j'ai entendu, à la fois, prendre au sérieux la dynamique propre aux processus d'invention des objets et des systèmes techniques, et prendre distance vis-à-vis des discours dominants concernant la modernisation et l'innovation.

En effet, l'introduction de nouvelles techniques n'est pas nécessairement modernisatrice. On peut adopter une nouvelle machine

pour ne pas avoir à changer quoi ce que soit tant dans le domaine économique que dans les domaines social et politique, quoi ce que soit dans le cadre institutionnel, tant au niveau axiologique qu'au niveau normatif ou éthnologique.

Gilbert Simondon a même montré que la modernisation d'un modèle automobile distrait ou arrête la recherche de la solution aux contradictions mécaniques, la recherche de compatibilité entre les organes ou entre les éléments du système technique. En ce sens, l'innovation introduite en fonction de la diminution de coûts de production, de l'épargne de matières premières ou d'énergie, de la rentabilité, de la fonctionnalité d'usage ou du goût esthétique de l'usager ne représente ni une quelconque invention, ni un quelconque progrès technique[12].

* * *

Par ailleurs, j'ai entendu prendre au sérieux la dynamique propre aux processus d'invention. Me penchant maintenant sur les processus actuels d'invention, je crois pouvoir repérer six caractéristiques fondamentales:

1. Les inventions techniques de ces dernières années sont de nature langagière et semblent ainsi destinées à l'élaboration de l'imaginaire plutôt qu'à accroître l'emprise technique sur le monde. C'est ce que j'appele le *tournant langagier de la technicité,* visible notamment dans l'essor de techniques destinées à produire, à stocker, à gérer ou administrer, à faire circuler du langage.

2. Ce tournant langagier de la technicité, cette logotechnique, met de nouveau à ordre du jour les questions, déjà posées par les Grecs à l'époque du passage du muthos au logos, et restées depuis sans réponse consensuelle, de l'*instrumentalité de la techné* et de la *rhétoricité.* Il les met à l'ordre du jour pour rendre claire la conscience de l'indécidabilité des apories de la raison aux prises avec la nature temporelle du social, avec sa nature contingente.

[12] Cfr. Gilbert SIMONDON, *Du mode d'existence des objets techniques,* Paris, ed. Aubier Montaigne, 1969.

3. L'enjeu des questions ainsi soulevées par le tournant langagier de la technicité, par les logotechniques, est de nature institutionnelle de part en part, dans la mesure où il est indécidable. Il se laisse enfermer dans le cercle vicieux rendu par le *chiasme* du devenir technique des institutions et du devenir institutionnel de la technique. Individus et collectivités sont en effet de plus en plus assignés à des formes d'identité technique, en tant qu'usagers, en tant qu'instruments des systèmes techniques, «pro-voqués», comme disait Heidegger, à une destinée technicienne. Ce que l'on nomme volontiers «politique d'humanisation» des appareils, du système, des outils n'est au fond que l'aveu de son impossibilité, de son échec.

4. Cette nature chiasmique du rapport entre les institutions et la technicité présente des reflets ambivalents sur la mémoire, autour de l'opposition entre l'oubli (lethe) et le dévoilement (aletheia), entre donner à voir et cacher. Le thème et la revendication, aujourd'hui centraux, de la transparence du social se nourrit en fait de l'élaboration par l'instrumentalité technicienne de *nouvelles sphères de secret et d'oubli,* de nouveaux dégagements d'encombrement de la mémoire, notamment par la constitution généralisée de réserves patrimoniales du social (archives, centres de données, musées, thèques de tout genre et de toutes les manifestations du social).

5. Ces processus de la technicité sont de nature performante dans la mesure où ils évoluent dans le sens de l'imperceptibilité progressive, de l'*incorporation* des outils et des instruments. C'est ce que j'entends suggérer par l'expression «devenir montre de l'horloge», à propos des chronotechniques. Mais cette incorporation et cette imperceptibilité, à l'oeuvre notamment dans l'immatérialisation des techniques les plus avancées, assigne un devenir connecté à l'identité des individus et des groupements, grâce à la redéfinition de la technicité sous la forme de *réseaux de connexion,* de *branchage.*

6. Le social devient ainsi clairement de l'ordre de la *gestion des processus d'énonciations,* de cette structure en abîme des processus de légitimation d'accès à la parole. Finie la croyance aux fondements transcendentaux de la légitimité, inculqués et relancés par les récits mythiques, l'invocation de l'instrumentalité technique sert aujourd'hui le *recyclage formel au social* par l'imposition d'un ordre d'accès à la

parole, par la constitution de consensus provisoires, par l'administration de formes de règlements des différends[13]. La prise de conscience généralisée de la nature provisoire et différée de cet ordre et des consensus est la manière particulière dont le monde contemporain vit la temporalité du social.

[13] Cfr. en particulier, Jean-François LYOTARD, *La condition post-moderne,* Paris, ed. de Minuit, 1979 et *Le différend,* Paris, ed. de Minuit, 1983.

LA MODERNITE ET LA FAMILLE

ROLES NOUVEAUX DE LA FEMME

Óscar Soares Barata

Instituto Superior de Ciências Sociais
e Políticas – Lisboa

1. La transformation de la structure de la population active dans les pays plus développées, qui a radicalement changé le marché du travail pour les femmes, s'est produit en même temps que des mutations tellement profondes dans les pratiques familiales qu'il est tout à fait naturel que l'on s'interroge sur les rapports de causalité ou tout au moins d'interaction qui peuvent exister entre ces faits.

Modernité signifie maintenant sur le marché du travail stagnation ou même reduction de l'emploi industriel en faveur de l'emploi dans le secteur des services. L'industrie qui a pu par le passé absorber la main-d'œuvre poussée hors de l'agriculture par la modernisation, semble n'être plus capable d'augmenter son personnel ni même de retenir ceux qu'elle a pris à son service. Toute la croissance de l'emploi se fait désormais dans les bureaux, la banque, le commerce, les transports et communications, la santé, l'éducation, la culture, en un mot dans ce que beaucoup appelent le secteur tertiaire.

Les femmes y ont gagné. Elles sont devenues plus nombreuses parmi les traveilleurs du tertiaire. Plusieurs emplois y sont devenus des emplois presqu'exclusivement féminins. Un rapport de l'OCDE montrait récemment que dans tous les pays membres le pourcentage des femmes dans la population active s'est accru très sensiblement depuis 1950 (OCDE, 1985). Et cet accroissement est dû pour une

très large part à l'élargissement de la participation des femmes dans le secteur des services. Le même rapport montrait qu'aux États-Unis d'Amérique, où il y a plus de 40 millions de femmes dans la population active, les femmes étaient en 1980, à peu près la totalité des secrétaires, des dactylos, et des réceptionnistes — plus de 90% des travailleurs dans certains secteurs de la banque, de la banque, de la comptabilité, du travail lié à la manipulation de correspondance et de documents. Dans l'ensemble, les femmes représentaient plus de 77% des employés du bureau.

Au Portugal, qui est pourtant encore en retard en ce qui concerne l'augmentation du nombre des travailleurs du secteur services, l'accroissement de la population active est due surtout à l'augmentation du nombre de femmes. Depuis 1960, le nombre d'hommes sur le marché du travail a baissé de 200 mille (moins 7 pour cent) et le nombre de femmes a doublé.

Il faut y voir la conséquence de l'émigration qui a rendue plus rare l'offre de main d'oeuvre masculine. Mais il y a aussi l'effet du changement de structure de l'économie qui a créée des emplois intéressants pour les femmes. Depuis 1940, le nombre de femmes dans les professions scientifiques, techniques et littéraires s'est multiplié par 6. Le nombre de femmes dans les professions du commerce s'est multiplié par 4. Par contre, le nombre des travailleuses dans l'hôtellerie et les services personnels, qui est pourtant un secteur d'emploi traditionnel pour les femmes, ne s'est accru dans les dernières 40 années que de 20%.

2. D'autre part, depuis environ vingt ans, on constate une réduction très sensible de la fécondité. Partout en Europe la fécondité a baissé jusqu'à un niveau où il n'est plus possible d'assurer le renouvellement des générations (Calot et Blayo, 1982). Après la chute des années 1930 et du commencement des années 40, attribuée à l'effet de la crise économique et, par la suite, à la guerre 1939-45, la fécondité a repris dans tous les pays avancés et a atteint un taux qui a fait parler de *baby boom.* À la surprise des observateurs, le taux élevé de fécondité s'est maintenu a peu près jusqu'en 1965. Depuis, la tendance à la baisse s'est réinstallée et l'on enregistre des taux de naissances de plus en plus bas.

Cela va de pair dans plusieurs pays avec le retard de l'âge du mariage et l'augmentation du nombre de couples vivant en cohabitation (INED, 1983).

Au Portugal, on assiste aussi maintenant à une très forte réduction de la fécondité (Barata, 1985). D'après les statistiques récémment publiées, le nombre de naissances en 1985 a été de 130 mille. Au début des années 60, le nombre était au dessus de 200 mille.

Cela signifie que le nombre de naissances est pour la première fois tombé au dessous du seuil nécessaire pour assurer la substitution des générations.

Le Portugal étant un pays où l'émigration est très importante, cela pose à l'horizon des possibilités très réelles — d'un vieillissement démographique rapide, avec toutes les conséquences déplorables que cela implique.

On serait tenté d'expliquer tout cela par le fait des modifications survenues dans les conditions de vie des ménages et provoquées par l'augmentation du nombre de femmes qui ont pris des emplois rémunérés.

Des recherches historiques réalisées sur ce sujet amènent toutefois à douter de cette trop simple association de cause à effet. Au XIXe siècle, alors que la fécondité était encore très élevée dans presque tous les pays, à l'exception de la France, un très grand nombre de femmes était déjà sur le marché du travail. Joan W. Scotte et Louise A. Tilly (1975, in Amsden, 1980) ont rassemblé des statistiques fort intéressantes à cet égard. En 1851 et en 1861 à peu près 25% des femmes britanniques avaient un emploi rémunéré. En France, le pourcentage de femmes qui travaillaient était de 25% en 1866 et de 33% en 1896. En Italie, le pourcentage des femmes employées était en 1901 plus grand qu'en 1964. Il s'agissait en général de travail manuel qui absorbait en grande partie des femmes d'origine ouvrière ou paysanne. Le service domestique, la confection de vêtements, et l'industrie textile étaient alors les activités qui occupaient la majorité des femmes au travail.

En effet, les services qui emploient aujourd'hui les femmes des classes moyennes (travaux *white-colar*) étaient bien moins importants. En 1881, les professions des classes moyennes (professeurs, nurses, employes de commerce, secrétaires et fonctionnaires) n'occupaient que 12,6% des femmes que avaient un emploi. En 1911, ce pourcentage avait presque doublé (23,7%). Toutefois 76,3% des femmes ayant un emploi étaient encore des femmes célibataires.

En Anglaterre, les femmes mariées qui, en 1911, travaillaient au dehors représentaient un petit pourcentage du total des femmes mariées, seulement 9,6%. Alors que dans la même année, 69% des femmes célibataires étaient sur le marché du travail.

Beaucoup de femmes qui entraient sur le marché du travail suivaient une pratique paysanne usuelle, qui associait tous les membres de la famille à l'effort de production. Les jeunes filles ayant un emploi acceptaient souvent d'envoyer la totalité de leurs gains à leurs parents. La femme mariée qui travaillait en dehors du foyer s'unspirait des mêmes idées. Il s'agissait de mobiliser tous les bras et toutes les capacités de gain pour améliorer les chances de survie de la famille.

Pour les femmes mariées, assez souvent, l'entrée sur le marché du travail permettait d'accompagner leurs enfants à l'usine. En travaillant à leurs côtés, il était plus facile de les surveiller et de les protéger.

Ce qui semble être nouveau dans cette question, ce n'est donc pas toute à fait que les femmes soient entrées en grand nombre sur le marché du travail. C'est plutôt un changement d'esprit dans les rapports de la famille et du travail.

3. La théorie de l'offre du travail essaie depuis des années de construire un modèle explicatif de ces tendances qui soit satisfaisant pour l'esprit. Au départ, on peut penser que l'offre de main d'oeuvre varie dans le même sens que les salaires. L'augmentation des salaires devrait accroître l'offre de travail, tandis que les bas salaires devraient la réduire. Toutefois, l'expérience historique bien connue, en même temps, l'augmentation des salaires et la réduction di temps de travail. Ce fait a pu être integré dans le modèle en tenant compte de l'observation selon laquelle de loisir est un bienm de consommation comme un autre. Puisque l'augmentation des salaires a accru les revenus et a permis d'augmenter la consommation de tous les produits désirés, cela a aussi permis d'augmenter la consommation de loisirs. D'où le concept d ela courbe d'offre de travail tournée en arrière lorsque les salaires montent, ce qui est dû à un «effet de revenu».

En fait, on s'est vite rendu compte que l'augmentation des salaires faisait aussi augmenter le coût des loisirs, qui est mesuré par la valeur du temps équivalent de travail. Et, ainsi, on en est venu à introduire dans le modèle l'idée qu'une plus grande augmentation des salaires pouvait accroître à nouveau l'offre de travail parce que le temps de loisir était devenu trop cher. C'est l'effet de substitution, qui dans ces circonstances est devenu suffisamment fort pour prévaloir sur l'effet de revenu.

Si l'on raisonne dans le cadre de la famille, l'effet de revenu doit conduire à la réduction du travail des femmes mariées. En effet, l'augmentation des salaires des hommes rend possible l'option de la femme au foyer. Et historiquement, on a observé une relation inverse entre le salaire des hommes et l'offre de travail des femmes mariées.

Toutefois, ce modèle ne sert plus à rendre compte des tendances actuelles en ce qui concerne la participation des femmes sur le marché du travail.

En approchant ce problème, Jacob Mincer (1962, in Amsden, 1980) remarque que ce qui est en jeu n'est pas seulement l'option travail loisir, dans le cadre du revenu de la famille et du rôle de la femme dans le ménage, mais plus exactement l'option travail sur le marché/travail à la maison/loisir. En termes économiques, et à la manière de la théorie de la demande, la famille decidera, en fait, de la consommation qu'elle fera des biens produits par chacun de ses

membres à la maison, et des loisirs, en tenant compte des revenus que chaque membre peut obtenir en s'engageant sur le marché. La présence de la femme à a maison permet à celle-ci de s'occuper des tâches du ménage et de prendre soin des enfants, assurant à son mari et à sa famille un service qu'il est difficile d'obtenir autrement, ou qu'il faut payer à des aides domestiques, en acceptant de plus grandes dépenses et une moindre qualité.

Il y a ainsi au niveau de l'unité familiale une optimisation dans l'emploi des ressources, qui se fait en tenant compte des revenus et des coûts des différentes options possibles. Cela est décidé, comme le remarque Mincer, en tenant compte des goûts de chacun des membres de la famille et de la répartition des tâches entre hommes et femmes; d'après la spécialisation sociologique ou culturelle, de la capacité de gains sur le marché de chacun des membres et des productivités marginales qu'ils peuvent obtenir dans differentes activités.

La capacité de gain sur le marché, plus important pour l'homme, explique l'option usuelle des ménages.

Or, ce qui arrive maintenant, c'est que le changement dans la structure de l'économie, qui a crée des emplois où la capacité de gain de la femme devient égale à celle de l'homme, a changé le calcul des familles. Parce qu'il lui est alors possible d'obtenir sur le marché du travail des gains bien plus grands, le travail de la femme au foyer est devenu plus cher.

La famille en fait donc une moindre consommation, en faisant travailler plus longtemps la femme en dehors du foyer.

Il y a bien sûr, encore à ce propos, une question de substitutionnabilité, comme le montre également Mincer. L'entrée de la femme mariée et mère sur le marché du travail se fait dans la mesure où il est possible de trouver des substituts moins coûteux et aussi efficaces pour effectuer les tâches dont elle a la responsabilité à la maison. Pour beaucoup de fonctions domestiques, il est maintenante possible de trouver des solutions optionneles raisonnablement satisfaisantes (préparation des repas, soins des vêtements, nettoyages) moins coûteuses. Toutefois il ya des fonctions, toutes celles qui concernent les soins à donner aux jeunes enfants, où a marge que les conditions d'optimisation varient avec les phases du cycle de vie pour la femme mariée qui a des enfants. Et, en fait, tout cela s'accorde avec le profil le plus courant du travail féminin, qui est maintenant l'offre de services sur le marché du travail de la femme célibataire et de la femme mariée sans enfants; l'abandon d el'emploi après la naissance de l'enfant et tant que celui-ci reste trop petit pour être loin de sa mère; le retour sur le marché du travail après que l'enfant ait assez grandi pour être laissé seul, ou confié à des parents, mis au jardin d'enfants ou à l'école pendant la journée de travail d ela mère.

Il ne résulte une variation temporelle de l'offre de travail de la femme.

Gary Becker, dont l'approche économique des comportements humains a enrichi la compréhension de ces questions, a reformulé le problème à l'aide de la théorie d ela valeur du temps (1965, in Becker, 1976; également in Amsden, 1980). La valeur des revenus et des consommations doit être mesurée en ajoutant le temps nécessaire pour les obtenir ou pour les réaliser. Les occupations hors travail ont ainsi une valeur qui s'exprime en gains perdus ou non agencés à cause de l'utilisation optionnelle du temps. Cela permet d'introduire le concept de productivité des temps et de suggérer l'existence d'options basées sur les productivités variables que l'on peut réaliser par des emplois différents du temps. Cela signifie aussi que le coût de l'emploi du temps n'est pas le même dans toutes les activités et que les rapports de coût entre les différents emplois peuvent varier avec l'effet des techniques utilisées qui changent la productivité.

4. John Cleland et Christopher Wilson, dans un article publié cette année dans *Population Studies* (March 1987), trouvent que l'accroissement des possibilités du marché du travail, por les femmes, d'où découle, à la lumière de ces théories, une augmentation du «coût» des enfants, ne serait pas la cause de la baisse de la natalité.

Il leur semble que ce qui est en jeu, ce ne sont pas les *facteurs structurels* (comme les possibilités d'emploi) mais nouvelles. C'est à dire les changements culturels, qui ont amené les couples à une différente perception des avantages et des inconvénients à avoir des enfants.

Il y aurait l'effet d'un changement dans les aspirations, les atitudes ou les normes sociales, changement qui s'est fait dans le sens du contrôle du nombre des enfants.

On en revient aussi à une théorie soutenue il y a quelques années par Philippe Ariès (1948, 1971), suggérant que la réduction historique de la natalité est associée à un changement dans les idées sur la manière d'élever les enfants, qui ont peu à peu pris la place centrale dans les soucis des familles.

Comprendre les raisons pour lesquelles les ménages ont décidé d'avoir moins d'enfants est une matière dont l'intérêt est plus qu'académique.

Une natalité à un taux suffisant pour assurer le renouvellement des générations est nécessaire à la survie de la manière de vivre que nous connaissons.

Des mesures aptes à amener la création de conditions susceptibles de favoriser un changement des attitudes dans ce domaine sont certainement à considérer.

Ce que l'on propose à ce sujet, pour le moment, doit être tenu pour insuffisant.

L'OCDE, dans son rapport de 1985 sur *l'Intégratioon des femmes dans l'Economie,* au sujet des rapports entre les responsabilitées familiales et l'emploi, constate que «la difficulté de combiner le travail et les responsabilités familiales» est un des problèmes majeurs des femmes, sur lesquelles reposent toujours les responsabilités du soin des enfants, des travaux du ménage et des soins des personnes âgées.

Les recommendations de l'OCDE reviennent donc à encourager à créer:

- des facilités pour la garde des enfants pendant la journée, d'un niveau élevé et à un prix abordable (on propose des aides de l'État ou une prise en charge par l'employeur en tant que prestation sociale ou benéfice complémentaire-*fringe benefit*).
- des congés payés de maternité.
- un congé parental pour les deux parents indiffèremment, en vue d'éléver les enfants.

Il faut reconnaître qu'on ne montre pas là une énorme imagination et que ce n'est pas par cette voie que l'on peut espérer amener de grands changements dans ce domaine.

Il me semble qu'il serait préférable d'imaginer une politique familiale qui tienne compte des perceptions, des aspirations et des besoins des parents au long d eleur cycle de vie et en particulier dans la phase de *home making* et dans la phase d'élever les enfants.

BIBLIOGRAPHIE

Alice H. Amsden — *The Economics of Women and Work.* Penguim Books, Harmondsworth, 1980.

Ph. Ariès — *Histoire des Populations Françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis de XVII*^{ème} *siècle.* Editions du Seuil, Paris, 1971 1.ª ed. 1948).

O. S. Barata — *Natalidade e Política Social em Portugal,* ISCSP, Lisboa, 1985.

Garys Becker — *The Economic Approach to Human Behavior.* Univ. of Chicago Press, Chicago, 1976.

G. Calot et Chantal Blayo — «*Recent course of fertility in Western Europe*» — In *Population Studies,* vol. XXXVI, n.° 3, Nov. 1982.

J. Cleland et Christopher Wilson — «Demand Theories of Fertility Transition: An Iconoclastic Yiew» — in *Population Studies,* vol. XLI, n.° 1, March 1987.

INED — «Douzième rapport sur la situation démographique de la France» in *Population,* Juillet-Octobre, 1983.

Jacob Mincer — «Labor Forte participation of Married Women: A Study of Labor Supply» (1962), in Amsden, ob. cit.

OCDE — *The INtegration of Women into The Economy.* Paris, 1985.

Joan W. Scott et Louise A. Tilly — «Women's work and the Family in Nineteenth-Century Europe» (1975), in Amsden, ob. cit.

ABSTRACT

MODERNITY AND FAMILY — NEW ROLES FOR WOMEN

The change in the structure of the labour force in industrialized countries is opening new opportunities for women. They are now majority of workers in many white-collar occupations.
This goes together with the reduction in the number of births and of fertlity in many advanced countries.
Both trends may be put together to suggest that the presence of women in labour force is the main cause of fertility decline.
Reexamination of historic satatistics would in fact lead to a more careful conclusion. In the 19th century, when many women were in the labour force, fertility was still rather high in England and many other european countries.
What seems new in this matter is really the new attitude concerning family and work. A new attitude growing out of the increased pay women get from their work, but also shaped by new perceptions and values about children.
This means that recommendations concerning benefits and facilities for women in the labour force related to obligations for children care as those put out in a recent report by OECD should be reassessed. The present emphasis on increased money benefits and longer maternity leave should be replaced by a more sophisticated system that allows for the changing needs of women and couples as they pass through family life cycle phases of home making and expanding family.

FORMES DE COMMUNAUTE DANS LES NOUVEAUX ETABLISSEMENTS DE LA BANLIEUE DE ROME

BANLIEUES POPULAIRES — «BORGATE» — SPONTANÉES ET H.L.M. HABITATIONS À LOYER MODERE

Franco Martinelli
Département de Sociologie
Université La Sapienza, Roma

Dans cet exposé, j'entends analyser les diverses façons d'agir en tant que communauté des nouveaux résidents des zones de nouvelle construction de la banlieue de Rome. En me référant spécifiquement à Max Weber, j'entends par «agir en tant que communauté» l'action qui se traduit «par un aspect extérieur très différent selon le type d'établissement» — Weber parle de fermes isolées ou bien d'un village ou de rues urbaines, ou encore d'un immeuble-caserne — qui «peut revêtir une intensité très différente selon les circonstances, jusqu'à se réduire presque à zéro, et qui présente toujours un caractère moins intensif, et surtout plus discontinu, que celui de la communauté domestique qui — enfin — ne constitue pas la règle mais l'exception, pour autant qu'elle soit typiquement récurrente». Le fait d'agir en tant que communauté est exprimé par la communauté de voisinage, qui «se fonde encore, en général, sur le simple fait de la proximité du lieu effectif de séjour continu»[1].

[1] Weber M., Economia e società, Edizioni di Comunità, Vol. I, p. 530; «Concetto di co munità e società rurale», in F. Martinelli, Città e campagna: la sociologfia urbana e rurale, Napoli, Liguori 1981, pp. 150-151.

De nouvelles et diverses formes d'actions de communauté, qui se manifestent lors de circonstances et dans des situations d'établissement diverses, ont été observées au cours des recherches conduites récemment dans de nouvelles zones d'établissement d'habitat. Ces recherches visaient à évaluer dans quelle mesure les conditions de logement des zones d'habitat précédentes, les conditions d'établissement actuelles et le titre de propriété du logement (propriété ou loyer H.L.M.), ainsi que le niveau occupé dans la classe et la couche sociales, représentaient des facteurs susceptibles d'influencer l'utilisation du logement, territoire et des services (transport, services commerciaux, scolaires, médicaux-sanitaires et loisirs) ainsi que la qualité des nouveaux rapports sociaux[2].

En particulier, dans cet exposé nous entendons préciser comment dans diverses conditions de logement et d'établissement, la condition de proximité du lieu d'habitation a pu favoriser, et en vue de quels objectifs, la manifestation d'actions de communauté. Les recherches présentées dans le volume «Roma nuova» ont pris en considération deux typologies résidentielles nettement différenciées: les banlieues populaires (borgate) spontanées, construites par les habitants eux-mêmes et les établissements relevant du secteur public et populaire du bâtiment (HLM — Habitations à loyer modéré).

1. Formes de communauté dans les «borgate» construites par les habitants.

Les banlieues populaires (borgate) édifiées par les habitants eux-mêmes ont surgi dans de nombreuses zones de la banlieue romaine, de 1944 à aujourd'hui, en diverses phases, sur des lotissements de terrains dont la destination était essentiellement agricole, sous la forme de constructions abusives dans des localités qui n'étaient desservies par aucun service urbain,. Déjà durant les années soixante, la Municipalité a décidé, à la suite de pressions exercées par les organisations des habitants des «borgate» abusives, parmi lesquelles l'Unione Borgate, appuyées par certains partis politiques, de reconnaître par des mesures administratives successives la légalité de toutes les «borgate» ainsi construites, reconnues comme existant de fait, et insérées dans des variantes apportées au Plan d'urbanisation. Une première périmétrie des «borgate» déjà abusives a été effectué en 1962; elle portait sur 3.841 hectares de zones de construction abusive pour 500.000 pièces et 500.000 habitants (elles furent indiquées comme zone F1). Des périmétries successives, allant

[2] Martinelli F., Roma nuova: borgate spontanee e insediamenti pubblici; Dalla marginalità sociale alla domanda di servizi, Milano, Angeli 1986.

jusqu'en 1978, ont reconnu encore 83 noyaux pour environ 4.400 ha, représentant un volume de 253.000 pièces et un nombre d'habitants équivalent, auxquels on a ajouté les zones F1 précédentes, désormais aménagées, représentant encore 122.000 pièces et autant d'habitants. Ces zones ont été dénommées zones 0. Les périmétries et la reconnaissance de fait des résidences abusives ont donc concerné jusqu'en 1978 presqu'un million de pièces pour en nombre égal d'habitants. Le processus d'autoconstruction et d'autopromotion abusives s'est poursuivi jusqu'à la loi nationale de régularisation, promulguée par la suite par des décrets-lois en 1986 et concerne aujourd'hui plus d'un million de pièces pour presqu'autant d'habitants (on calcule que les logements construits n'ont pas été tous occupés).

Il s'agit environ d'un tiers des pièces et des habitants de la Municipalité de Rome, qui comprenait lors du recensement de 1981 2.821.000 habitants résidents. Face à une «cité abusive illégale» de cette entité, l'intervention publique de l'IACP (Instituto Autonomo Case Popolari) durant la décennie 1972-1981 avait prévu et construit dans la Municipalité de Rome 103.449 pièces pour environ 100.000 habitants[3]. La participation relativement modeste de l'intervention publique — à côté de l'ampleur prise par le phénomène de la construction abusive — explique en partie la nécessité et l'opportunité politique de légitimer à posteriori la pratique de la construction abusive.

La «borgata» comme communauté: Fidene.

La recherche sur Fidene, «borgata» dont le périmètre a été établi en 1962 comme F1, née sur l'emplacement de l'ancienne ville étrusque et romaine, commencée en 1944, a mis en lumière les formes spécifiques d'agrégation qui ont contribué à la fondation et au développement de la «borgata». Comme le rapporte le témoin Adorna: «avant la coopérative il y avait quatre ou cinq baraquements, très bas». Des gens appartenant à des familles qui se connaissaient personnellement y habitaient, parmi lesquels Pietro et Nino, les leaders (l'un, garçon de classe et l'autre plus tard pompiste) qui provenaient d'une première coopérative agricole, transformée ensuite en coopérative d'achat et de lotissement d'une partie du terrain agricole qui faisait partie de la propriété cultivée. Les lotisseurs ont dressé le plan actuel de la «borgata», prévoyant une place centrale et un emplacement réservé à l'église. Maintenant la place, au centre de laquelle s'élève la statue d'un religieux, est le centre symbolique et commercial de la «borgata».

Lors du tirage au sort des lots «selon le pacte adopté, celui qui n'avait pas déjà construit sa propre maison était tiré au sort; par con-

---

[3] Martinelli F., «Un complesso di edilizia popolare, Vigne Nuove», in Roma nuova, cit., pp. 96-120.

tre, celui qui avait dejà une maison ne changeait pas de lot... J'ai changé de lot... A dix nous avons soulevé ma baraque, telle quelle, nous avons enlevé les tuiles dessus et nous l'avons emportée là-bas... Il y avait une harmonie qui régnait entre nous, un respect, nous pouvions laisser toutes les portes grand ouvertes» (témoignage de Pierre).

Au début, une chapelle a été dressée dans la petite maison d'un particulier en location: sur l'autel, sans aucune image, un voile bleu représentait un M, le nom de Maria, «la Maman de Jésus»; la première image-statue de la Madone a été achetée avec l'argent d'une souscription. Au groupe des 62 associés qui avaient fixé à 4 hectares le plan de Fidene, d'autres personnes se sont jointes, qui étaient venues à la suite du lotissement suivant... Les demandes d'eau de l'aqueduc, de routes macadamisées, d'électricité, privée puis publique, d'égouts et de tous les autres services étaient présentées aux autorités par l'intermédiaire de la paroisse, qui conserve des archives des demandes faites à la Municipalité et des réponses officielles. Une visite du Pape Paul VI à la «borgata», à Noël 1965 — l'une des ses premières visites en banlieue —, a attiré l'attention de la presse et des autorités.

L'action en communauté était exprimée à Fidene par un groupe initial, formé de personnes liées par des intérêts communs et par l'amitié, qui s'étaient renforcés tout au long des années difficiles (l'eau de l'aqueduc avait été fournie en 1952, l'électricité installée en 1953, les rues asphaltées en 1966, après la visite du Pape, un commissariat mobile réclamé avec insistance, pour les 10.000 habitants actuels, en avril 1987). La solidarité des premiers habitants et les actions de communauté se sont poursuivies, fondées sur les habitudes paysannes conservées par une grande partie des habitants de Fidene, provenant pour la plupart de l'hinterland qui longe la via Salaria[4].

L'habitude à la solidarité, dans des circonstances exceptionnelles, se révèle comme étant une possibilité virtuelle latente chez les habitants de la «borgata», plus enclins au contrôle social, et prêts également à des actions collectives non seulement de caractère formel, comme la constitution d'associations, mais qui assument un caractère concret, dicté par l'intérêt collectif.

Durant la période des vacances scolaires de Noël 1986-87, des groupes de parents d'élèves de l'école primaire Nobel de Fidene, après avoir constaté l'état constant de saleté, et d'abandon de l'édifice scolaire et des salles de classe, ont entrepris une action collective: les parents des élèves ont bénévolement, et en assumant collectivement les frais de peinture et d'équipements, peint à la chaux et

[4] Martinelli F., «Borgata Fidene: dalla comunità al quartier», op. cit. pp. 59-94.

laqué six classes. L'activité de nettoyage des salles s'est poursuivie dans des initiatives scolaires: la Direction, ainsi que les professeurs, se sont attelés au nettoyage extraordinaire de l'école, à l'aménagement des plate-bandes des jardins intérieurs et sont prêts à entreprendre le nettoyage à l'extérieur de l'école. Certaines classes se sont organisées en classes écologiques dotées de matériel de nettoyage et de jardinage. Le niveau général du contrôle exercé sur la propreté de l'école s'est notablement élevé.

L'assesseur aux services scolaires de la Municipalité — invité après la réfection — n'a pas encore alloué les fonds réclamés, nécessaires au nettoyage général de l'école. Les salles remises à neuf, ne présentent après quelques mois ni une éraflure ni la moindre égratinure. Les parents de Fidene ont enseigné à leurs enfants, en leur donnant l'exemple d'un travail communautaire, le respect pour le milieu où l'on vit. La nouvelle, à la fin du mois d'avril, n'a jamais été publiée dans la presse[5].

2. **Formes de communauté dans les quartiers HLM.**

Dans les zones de HLM — là où le plan d'urbanisation a prévu la construction de logements de l'Institut autonome de maisons populaires et de coopératives de particuliers —, les formes d'activités de communauté se fondent sur l'identité d'intérêt immédiat que nourissent les nouveaux habitants tant envers la qualité de la construction des logements, parfois non terminés, qu'envers la dotation en temps voulu de services publics et privés — services de transport public, commerciaux, d'équipement sanitaire et scolaire, lieux destinés aux loisirs.

Contrairement aux «borgate» construites par les habitants, où ceux-ci ont lotis illégalement des terrains agricoles et ont projeté et construit les premières habitations qui présentent les caractéristiques de la maison rurale (tout d'abord de petites maisons à un étage, puis de petits immeubles dotés de jardin-potager, des caves transformées en garage, de vastes cuisines), qui ont entretenu des rapports de bon voisinage tout au long d'un séjour prolongé, et se sont souvent entraidés pour bâtir leur logement ou pour construire et aménager des tronçons de rues ou des services (comme cela s'est produit lors de l'installation du premier aqueduc à Fidene), les habitants des logements des coopératives individuelles – qui ont appris à se connaître lors des assemblées des coopératives — ou ceux des logements populaires à affecter — qui se réunissent au début en comité de locatai-

---

[5] Colloquio con la preside della Scuola media Nobel, prof.ssa Giovanna Ricciuti Terrone, 31 marzo 1987.

res — vivent un impact divers avec le logement, au moment de la livraison, et avec le quartier nouvellement créé, qui souvent naît à la périphérie de la ville consolidée et qui présente des conditions d'isolement par rapport à la campagne, inhabituelles pour des groupes de personnes provenant d'autres zones urbaines.

Autour des noyaux familiaux se réunissent des associés de la coopérative et des groupes de locataires, des comités et des associations de résidents ou de bénéficiaires de logements qui s'organisent pour transmettre une demande collective de services primaires (raccordement du gaz domestique, fonctionnement des ascenseurs, octroi des lignes téléphoniques, création d'une nouvelle ligne de transport public, mise en place de services médicaux et pharmaceutiques, demande de centres commerciaux, défense et aménagement des zones vertes laissées en place).

Certains comités, dits Comités de quartier, se créent dans les zones de nouvel établissement. Dans la IV Circonscription de la Municipalité, dans l'ensemble HLM de Vigne Nuove, assignées en mai 1980, un Comité de locataires, composé d'environ cent personnes (par rapport aux 2500 habitants de l'ensemble) a conduit des luttes et organisé des manifestations pour obtenir un moyen de transport public qui devait relier l'ensemble au centre du quartier. A la fin du mois d'avril 1987, un comité de quartier renouvelé à Vigne Nuove — qui s'était regroupé durant l'automne et l'hiver pour obtenir de la parte de l'Institut la fourniture du service de chauffage, reportée par suite du retard dans les paiements de la part d'une grande partie des locataires — revendique un passage plus fréquent des services de transport public, jugés insuffisants surtout durant les heures de pointe. Aussi bien le Comité des locataires de 1981 que le Comité de quartier de 1986 sont soutenus par des organisations politiques: à l'époque par le parti communiste, récemment par Démocratie Prolétaire et Liste de lutte, organisations à gauche du PCI[6].

Dans la recherche conduite dans la zone de construction publique de Tor Bella Monaca Nuova — un Plan d'aménagement de la zone qui s'articule en 188 hectares de superficie avec une population de 28.000 habitants —, on rapporte toute l'histoire des initiatives de représentations entreprises par les locataires de HLM, racontée par une participante, sociologue de profession. Il apparaît déjà que les chefs de file sont représentés par des personnes d'un bon niveau intellectuel ayant des liens organisés avec les forces politiques, contrairement à ce qu'il en était pour les premiers habitants des «borgate».

---

[6] Ufficio speciale Piano regolatore, Il piano per l'edi lizia economica e popolare, Documenti 3, Comune di Roma.

Les formes de représentation (les formes de l'action en tant que communauté) sont liées à l'action politique et prennent des formes violentes. Selon le témoignage de Tiziana: «en juin et en septembre 1984, la Via Casilina a été bloquée quatre fois pour obtenir des licences pour les magasins et les comptoirs de vente de l'Institut communal de consommation...».

La première manifestation d'agrégation a été le Comité de lutte. En mai 1984, les actions du Comité visaient à obtenir une réduction du prix des loyers grâce au passage du juste loyer au loyer social avec une réduction généralisée des loyers. Le Comité de lutte devient en juin 1985 le comité de quartier qui se déclare indépendant de tout parti politique, s'organise sur la base de représentants d'escaliers, et prévoit cependant la participation directe de tous les bénéficiaires de logements au conflit. Les revendications concernant les services ont eu pour effet l'obtention de 1984 à 1987 d'un service d'autobus dans l'enceinte du quartier, de magasins et d'un centre commercial, d'un commissariat, d'une pharmacie, toujours dans le quartier. A la remise des logements, les rues étaient, naturellement, aménagées, et l'eau et l'électricité assurées. De mai 1983 à avril 1987, des actions de communauté ont obtenus des résultats équivalents à ceux qui avaient été obtenus en quarante ans (de 1944 à 1986) à la «borgata» Fidene — comme cela avait été le cas, selon des modalités diverses, pour la «borgata» limitrophe Tor Bella Monaca.

Il apparaît évident que les actions de communauté — liées chaque fois à des objectifs précis — se fondent sur des intérêts communs très forts, et que la situation de voisinage est ici provoquée par une intervention extérieure, à savoir l'assignation du logement. Il est probable que l'action de communauté n'arrive pas à se renforcer sous forme de rapport durable, de même qu'il est prouvé qu'elle ne concerne jamais la totalité des habitants. Au cours des entreprises recueillis à Tor Bella Monaca, de nombreux cas d'incongruités de statut sont apparus, comme il ressort de l'entretien avec Esterina, professeur, femme d'un sous-officer de marine. Comment juge-t-elle en fait la zone? «Déplorable, sous tous les points de vues. Avant tout pour ce qui concerne les assignations: on ne peut pas mettre tous les oeufs dans le même panier. Nous avons été expulsés et on ne devait pas nous loger dans un quartier où nous nous trouvons mêlés à des gens qui ont derrière eux dix ans de prison... Puis il y a le problème des handicapés... très souvent il s'agit de gens méchants et leur insertion est difficile»[7].

Le groupe qui dirige le Comité de quartier — comme l'affirme Tiziana — a par contre pris en charge le problème des handicapés et

[7] Martinelli F., «Il complesso di Tor Bella Monaca nuova», in op. cit., pp. 196-233.

en a fait l'axe central de la plateforme: il a entrepris des actions visant à l'élimination des barrières architectoniques existant à l'intérieur et à l'extérieur des logements qui leur étaient livrés (marche pour accéder au balcon, absence de rampes d'accès) et au développement de l'assistance sanitaire (physiothérapie et assistance à domicile pour les distrophiques musculaires). Les actions de communauté dans ce type de situation se font sous la poussé d'un fort élan engendré par la conscience politique et le sens de l'organisation: le leadership nait de la reconnaissance des valeurs idéologiques attribuées par le groupe. Parfois il risque de se heurter aux représentations d'autres groupes, comme dans le cas de Tor Bella Monaca nuova — lorsque le Comité de quartier a dû affronter le problème des occupants illégaux des logements eux aussi organisés en groupe et qui menaient une bataille pour défendre les logements occupés comme une guerre entre pauvres.

Au sein des ensembles de l'Institut des HLM surgissent des formes d'agrégation basées sur des intérêts conflictuels et opposés: d'une part, on a les groupes des occupants abusifs des logements déjà terminés mais qui n'ont pas encore été livrés aux familles qui sont habilités à en disposer conformément à la loi, et d'autre part, les groupes représentant les bénéficiaires légitimes.

Le complexe HLM de Corviale

Une recherche conduite par Gianfranco Piccioni au sein de l'ensemble de Corviale — un méga-édifice de l'Institut HLM de neuf étage, qui s'étend sur une longueur de 2 km sans interruption, et groupe un ensemble de 2.500 habitants — a rapporté en 1986 la formation du noyau originaire du Comité de quartier et la création opposée d'un Comité du village de tentes.

«L'analyse des rapports sociaux à Corviale — écrit Piccioni[8] — doit nécessairement partir d'un groupe d'environ 100 bénéficiaires de logements, qui a surveillé l'ensemble pendant six mois environ, avant de réussir à obtenir la remise des clés». Selon un habitant:

«Nous avons fait des piquets: pendant les six mois qui ont précédé la remise du logement, nous sommes arrivés à ne pas le laisser occuper, d'autant plus que, pour des occupants de profession, étant donné qu'il s'agit d'un immense édifice, entrer était un jeu d'enfants». Le premier noyau familial qui a organisé la surveillance engendre une première intégration sociale dans un climat fortement émotif. Comme en témoigne un habitant: «environ 80 familles, qui se relayaient dans

[8] Piccioni G., Servizi pubblici e nuove relazioni sociali: il complesso di Corviale, tesi di laurea, Roma 1986.

la surveillance, ont aussi pu faire connaissance, nous nous sommes ouverts, découverts, chacun savait tout de l'autre. Une fois que nous avons eu les clés en main, nous avons fait des folies pendant trois mois. Nous allions une fois chez les uns, une fois chez les autres. Puis, peu à peu, les choses sont redevenues normales, mais rien que de me souvenir de cette période fait que je ne pourrai jamais quitter cet endroit, même s'il y a un tas de problèmes. Et c'est nous, justement ceux qui se sont connus à l'extérieur, qui sommes restés les plus unis». Un autre témoin: «Quand nous sommes entrés, il y a eu des scènes très émouvantes. Quand nous avons vu la première fenêtre s'ouvrir, nous nous sommes mis à crier comme des fous, le soir nous avons célébré l'évènement, en faisant rôtir des saucisses en plein air».

A partir du premier noyau d'habitants, le Comité de gestion, nait en 1983. Celui-ci est élu par tous les habitants établis et la présence de ce premier noyau de personnes déjà intégrées a garanti l'élection d'un bon nombre de personnes de ce groupe, qui appartenaient à une couche sociale plus élevée, employés, ouvriers, classe moyenne. Le premier Comité s'est ensuite dissout par suite de différends internes, provoqués par une tentative d'hégémonie de la part du parti communiste. La crise du premier Comité a donné lieu cependant à une prolifération d'anticomités tous non politiques, réunis autour des nouvelles réalités de voisinage dispersées dans le maxi-édifice.

Une histoire parallèle est l'histoire des habitants occupants illégaux qui avaient au début tenté l'occupation des logements de Corviale et qui se sont installés dans des tentes et des caravanes sur l'esplanade face à l'édifice, créant ainsi ce que l'on appelle le «village de tentes». Les habitants du village de tentes qui campaient devant l'édifice, qui utilisaient l'eau de la fontaine, l'électricité provenant d'une dérivation de l'Enel (équivalent de l'EDP) et un certain nombre de personnes qui se relayaient, d'août 1983 au 7 janvier 1985, se sont organisés selon des modalités diverses, jusqu'à ce que — après la neige de l'Epiphanie — les 63 familles qui étaient restées ont obtenu une installation provisoire dans les hôtels de la Municipalité et ensuite, l'assignation légitime d'une HLM.

L'histoire de l'occupation débute en Août 1983, sous l'oeil bienveillant des gardiens de l'entreprise de construction; 40 familles environ se sont installées dans les appartements vides et pas encore achevés; de Septembre à Décembre, l'occupation prend fin avec l'installation d'environ 700 familles. On met sur pied un Comité d'occupation qui agit selon la méthode forte, en prenant la place des occupants dans les appartements qu'ils trouvaient vides la nuit. Au moment de l'expulsion, qui a eu lieu le 20 décembre 1983, le Comité d'occupation est dissout, mais certains décident de résister dans la

rue, campés près des voitures et ensuite ils construisent des baraques en cartons. C'est ainsi que nait un nouveau Comité qui organise la bataille contre l'institut HLM. Il fonctionnait sur la base d'assemblées et une certaine franchise régnait dans les rapports: «Il y avait des couteaux et des revolvers, qui étaient même plutôt menaçants» comme le dit un témoin du Mouvement fédératif démocratique qui est intervenu en qualité de médiateur entre le village de tentes et l'Institut. Plusieurs descentes nocturnes des agents de police sur les lieux, et des vérifications des conditions réelles des besoins, ont réussi à éliminer une partie des professionnels de l'occupation des logements, qui étaient toujours présents dans ces occasions. L'histoire du village de tentes est l'expression d'un autre épisode d'action de communauté, qui se traduit par des conflits à l'extérieur et par la solidarité à l'intérieur[9].

Dans toute ces formes d'occupation des HLM, on a constaté des formes d'action collectives, caractérisées par de fortes tensions émotives et soutenues — au contraire de ce qui se passait au début de la période de construction des borgate (car, vu le fait qu'elles étaient abusives, les habitants préféraient recourir au favoritisme dans leur demande) — par une forte inspiration idéologique, dont l'idée force était le droit au logement. C'est ainsi que dans ces actions de lutte, les circunstances ont réuni aussi bien les couches moyennes que les classes laborieuses.

Les actions collectives des habitants des «borgate» qu'ils avaient eux-mêmes construites et qui revendiquent le droit à la légalité du logement et à la fourniture des services primaires (rues, égout, eau, électricité, gaz, transports) et celles des occupants abusifs et des destinataires des HLM ou ceux de coopératives, qui se sont organisés pour obtenir, à côté du logement, les services d'urbanisation primaires et secondaires, constituent ce que l'on pourrait appeler une «situation exceptionnelle prolongée»; il s'agit de situations collectives à leur début qui s'organisent sur la base d'intérêts engendrés par les conditions de précarité dans lesquelles se trouvent les établissements humains.

3. **Les Comités de quartier dans la ville de Rome**

A coté des actions de communauté qui viennent d'être décrites — qui présentent des caractéristiques indiquées «stricto sensu» par Weber, parmi lesquelles la plus importante est celle du «caractère exceptionnel» de la situation —, il faut remarquer des épisodes d'association que l'on retrouve souvent au sein de la vie urbaine.

---

[9] Piccioni G., op. cit. pp. 454-463.

Dans une enquête de 1974, le professeur Romano Bettini a décrit et analysé les activités des Comités de quartier, qu'il a voulu distinguer tant des Comités de lutte dans les «borgate», que des Comités des locataires et des bénéficaires des logements de l'Institut HLM. Les Comités de quartier sont nés après 1970, et en particulier au cours de 1972, lorsqu'a été adopté la répartition de la Municipalité de Rome en 20 circonscriptions, sur la base de la nomination des 500 conseillers appartenant aux divers partis politiques élus à la Municipalité, et qui s'est achevée le 27.10.1972. Dans l'étude de Bettini, qui a porté sur 80 Comités de quartier, dont 53 ont fait l'objet d'enquête, les Comités considérés ont été divisés en: 29 Comités autonomes, 6 nés d'associations école-famille, 5 de bénéficiaires de logements, 4 de Listes de lutte et 5 inspirés par les forces politiques. Parmi ceux-ci, 34 agissaient dans le cadre territorial couvert par la circonscription, 14 dans une zone ou un quartier, les autres au niveau d'une école ou d'un groupe d'immeubles[10]. Les Comités de quartier furent très actifs durant ces années-là et ils ont obtenu leur plus grand succés dans le conflit soutenu par le Comité Aurelio, pour soustraire à la spéculation des promoteurs du bâtiment le Parco del Pineto.

Tout au long des luttes organisées en manifestations et en activités de recherche et de représentation, avec occupation de fait, préparation du projet d'urbanisme, dénonciation à la presse, participation de tous les partis politiques et des circonscriptions, les Comités de quartier Aurelio, Primavalle, Sant'Onofrio, Trionfale, Torrevecchia et Monte Mario, ainsi que les Adjoints de trois circonscriptions, ont remporté une victoire inespérée, imprévue et exemplaire. La Loi régionale du 23.2.1987, dénommée «Institution du parc régional urbain Pineto», a décidé la destination obligatoire à un espace vert de 248 ha de terrain, avec des interdictions précises, entre autres, d'ouvrir de nouvelles rues et de nouveaux points de pénétration; d'exécuter quelque ouvrage de construction et d'urbanisation que ce soit; (paragraphes c) et f) de l'art. 8 des Normes de sauvegarde). L'action du Comité de quartier Aurelio et d'autres, partant d'agrégation de caractère communautaire, ont su — grâce à l'intégration d'experts, d'Universités, d'associations d'écologistes et des citoyens — transformer l'action communautaire «exceptionnelle» en une organisation dont le but était d'obtenir des objectifs institutionnels[11].

---

[10] Bettini R., Il decentramento urbano a Roma, Editrice tecnico scientifica, Pisa 1976; Bettini R., Governo della città processi partecipatori e sottosistemi urbain, Carucci, Roma, 1978.

[11] Comitato di quartiere Aurelio, Il Pineto 1.° maggio 1982.
Legge regionale 23 febbraio 1987, n. 21, Bollettino ufficiale della Regione Lazio, 20.3.1987, parte prima.

Au début de 1987, de nombreuses associations privées poursuivent leur action dans diverses zones et dans divers quartiers de la Municipalité de Rome. Une série d'articles dans L'Unitá du 16 avril 1987 recensait environ 200 organisations spontanées (chiffre inférieur à la réalité), en mentionnant particulièrement — à côté des associations des locataires et des associations culturelles — les nombreux Comités inspirés par des objectifs écologiques, qui actuellement semblent être l'élément essentiel à la base de toute association[12].

Conclusion

Malgré l'interprétation dichotomique de communauté / société, dérivant de Toennies et qui règne encore en souveraine dans la littérature sociologique — pour laquelle la communauté de voisinage est identifiée à la vie paysanne et la condition de groupement urbain, à l'individualisme, à la superficialité et à l'absence des rapport et même à une certaine hostilité envers les autres — (comme le faisait remarquer Simmel), les analyses présentées soulignent l'existence de diverses formes de communauté qui agissent dans le milieu urbain. Organisées autour d'objectifs d'un intérêt immédiat, avec des pôles logistiques (arrêt d'un autobus, jardin devant la porte) et ayant des finalités visant à une meilleure qualité de la vie, ces formes d'agir en tant que communauté, qui ne sont plus centrées sur les noyaux de solidarité familiale et paysanne, revendiquent — non pas dans le milieu du travail comme par le passé, mais au niveau du lieu de la résidence — des services collectifs plus efficaces, une meilleure qualité de l'environnement, un niveau plus élevé d'aménagements esthétiques, redécouvrant ainsi, ensemble, les possibilités de l'action collective et la mise en valeur historique et esthétique des lieux de leurs résidences urbaines.

[12] Il potere della gente. Viaggio nell'arcipelago dei Comitati di quartiere, l'Unità, 16 aprile 1987, pp. 17-19.

GROUPES DOMESTIQUES ET PROCESSUS DE CHANGEMENT DANS LA COMMUNAUTÉ RURALE

ÉTUDE D'UN CAS

Helena Vilaça
Universidade do Porto

1. Étude d'un cas. Localisation et justification de la region choisie.

La présente communication a comme source un travail d'investigation sur la famille realisé dans un village du nord du pays – ASSENTO.

Ils sont encore assez rares, au Portugal, les travaux sociologiques empiriques sur la famille, surtout la famille rurale; c'est pourquoi on a tout interêt à faire une recherche dans ce domaine en contribuant à un concept plus rigoureux et aussi à l'élargissement des études comparatives dans ce domaine.

Le village choisi se situe dans la Serra do Gerês, une région de transition entre le Minho et la region Nord-Ouest de Trás-os-Montes. Dans cette région, la proprieté est «minifundiária» – dans la municipalité à laquelle appartient ce village, la dimension moyenne de la proprieté est de 2.2 ha (XIVème Recensement Agricole du Continent (Portugal, 1979) – prédominant les exploitations agricoles familiales. La participation de tout l'agrégat familial ainsi que celui de toute la famille et des voisins dans le travail d'exploitation agricole est fondamental et le produit obtenu est destiné presque exclusivement à l'auto-consommation. Comme conséquence de l'émigration et des activités extra-agricoles recemment en expansion – la construction civile,

E.D.P. (Electricité du Portugal) et la sciage – , le travail de la terre est fait surtout par les femmes, les jeunes, les vieux et les hommes à partir de 40 ans. Parmi ceux-ci, le rôle fondamental est celui de la femme dont on essayera de situer la fonction de façon plus précise dans chacune des étapes du processus productif.

Le village d'Assento a comme particularité une adhésion colective au Protestantisme verifié en 1971 qui a eu des conséquences au niveau des pratiques et rapports sociaux de la communauté.

Après cette adhésion, on a pris quelques iniciatives afin d'introduire des modalités d'associativisme dont le but est de réunir les différents aspects de l'activité agricole à travers le profit des recours locaux existants.

D'un côté, ce processus manifeste l'intention de faire revivre des pratiques communautaires déjà abandonnées (c'est le cas des troupeaux) d'un autre, il se traduit dans un conflit avec les nouvelles valeurs et modèles de conduite. Dans cette étude, on a privilégié l'analyse intensive de la famille de la communauté rurale dans son contexte, en saisissant la mesure des processus internes et externes qui sont en train de se dévélopper.

Ainsi, notre intention n'a pas été celle de surdimensioner des faits avec des caractéristiques qui sont en dehors des limites de l'expectative et atypiques dans la société portugaise – comme c'est le cas du phénomène religieux – , bien qu'ils aient la catégorie de témoignages évidents dans l'histoire de la communauté et de chemins possibles de transformation.

Ce que nous pensons assez important avant tout, c'est l'analyse intensive de la structure et des conduites humaines de la famille dans la communauté et de celle-ci dans son contexte, en essayant de saisir la forme et la mesure des processus de transformation en cours.

Ce qu'on prétend savoir, c'est la forme à travers laquelle la transformation se situe en chacune des instances de la réalité sociale, son intensité, ses rythmes.

2. **Le groupe domestique / Communauté rurale**

«La société industrielle, étant fondée sur une séparation entre les activités dites «économiques» et les autres, normalement organise le «travail» à l'extérieur du groupe domestique, selon des principes antinomiques à ceux qui régissent les rapports «familiaux»; les cas où le travail se fait au sein du groupe domestique sont rares, atypiques, et paraissent comme l'héritage d'un autre âge» (Henri Mendras, «Sociétés Paysannes»).

Même dans un environnement rural, le modèle d'une structure familiale qui organise le travail à son intérieur est d'autant moins realisé en termes exclusifs à beaucoup de sociétés.

En quelques régions de l'Europe, l'homme rural n'est défini que par la culture de la terre, car sa conduite économique et sociale se définissent complétement par des modèles urbains. A Assento, comme d'ailleurs dans la plupart du monde rural portugais, les exploitations agricoles domestiques sont predominantes et il n'y a aucune distinction entre l'unité de prodution / l'unité de consommation. Toute la vie économique est centrée à l'interieur du groupe domestique, lequel permet d'assurer sa stabilité en protégeant à la fois le patrimoine familial.

Malgré les influences des valeurs de l'environnement – les «mass-média», l'école, l'église protestante –, la structure familiale continue la même. C'est la famille qui joue le rôle principal en ce qui concerne l'intégration de l'individu dans la communauté; l'individu est identifié à travers sa liaison à la famille et à la maison.

2.1. *Le phénomène religieux*

Un exemple démonstratif de cette liaison directe de chaque individu à la communauté à travers la famille et les voisins, c'est celui de l'adhésion religieuse. À l'origine du conflit se trouvent quelques exigences faites par le prêtre local. Après avoir demandé des réparations chez lui, il a décidé d'abandoner Assento et il s'est installé à Paradela – village voisin et rival de Assento où a été bâti le barrage de la centrale hydroélectrique – et la «Junta Fabriqueira» (Assemblée chargée de la richesse de l'église dans la paroisse) a dû lui bâtir une nouvelle maison.

Après avoir abandoné sa «paroisse-mère», le prêtre a vendu le presbitère sans la permission du peuple. Les habitants d'Assento ont vu leur église fermée et même pour la célébration d'un enterrement ou d'un mariage le prêtre les célébrait seulement après avoir reçu la côte («finta») pour le bâtiment d'un nouveau temple.

Le conflit devenait de plus en plus grave et, à la fois, la rivalité avec le village voisin, qui, avec le prêtre, commençait à occuper la première place dans la paroisse. Face à ce problème, les habitants en ont appelé 13 fois à l'archevêque de Braga et une fois au Pape. Comme ils n'ont eu aucune réponse, ils ont réuni le conseil du village où tous les habitants étaient présents et dans laquelle ils ont décidé «d'appeler les protestants».

Cette décision a été prise après l'option que *chaque famille* (et non chaque individu) a dû prendre. Il n'y a eu que 2 familes qui sont restées du côté de l'église catholique; c'est pourquoi elles ont été punies par le conseil du village, qui leur a enlevé le droit le voisignage.

Cette modification, qui a été «un pas vers l'inconnu» – les protestants étaient désignés comme «SATAN» ou comme «communistes» – montre le pouvoir et le degré de cohésion d'une communauté quand celle-ci a son honneur collectif mis en question.

En ce qui concerne la fixation/permanence de l'église protestante, plus précisement l'église Evangélique Methodiste, dans le village, ainsi que les répercussions du phénomène en termes de pratiques sociales, on en fera une autre référence dans une autre chapitre.

À ce moment on doit remarquer que pour la défense de la colectivité locale on est en train de développer une rupture par rapport à l'espace extérieur, soit envers les villages voisins soit envers une forte et influente institution comme celle de l'Église Catholique Romaine.

2.2. *Patrimoine / Héritage*

L'exemple antérieur est révélateur du haut degré de collectivisme au niveau local et comme conséquence des traits de société rurale. De plus, la question de transmission de propriété (patrimoine) et de la structure des rapports inter-personnels liés à ce système, constitue un point fondamental dans la reproduction du système social et dans la continuité du groupe domestique qui se fonde sur une cause patrimoniale.

A Assento, l'indivisibilité du patrimoine persiste comme constante structurale. La terre est un facteur de production et valeur indissociable de la famille et de sa continuation au long des générations.

Depuis l'enfance, les parents se préoccupent du choix du fils héritier, lequel n'est ni nécéssairement l'ainé ni de sexe masculin. Les critères de choix sont variables: de l'affectivité plus forte pour l'un de leurs enfants ou ses capacités demontrées pour l'agriculture, jusqu'au choix du futur conjoint – «s'il s'agit d'une fille paysanne» et si les familles appartiennent au même rang social. Une fois que les parents choisissent un de leurs enfants, ils lui offrent la «terça», c'est-à-dire, le tiers de leur richesse (maison et terrains). Les autres tiers sont partagés entre tous les enfants (l'héritier y compris). La donation de la «terça» est la forme de persuader le fils choisi à accepter la maison (*lato sensu*), en l'aidant à payer à ses frères leur partie de l'héritage. Pour cela, la dot que la femme apporte au mariage est très importante. Le processus n'est pas toujours facile, provocant des conflits parmi les frères ou entre ceux-ci et leurs parents, qui luttent jusqu'à la fin pour que la richesse demeure indivisible.

Ce n'est que le fils aîné qui reçoit la «terça» qui peut rester chez ses parents après le mariage; les autres enfants ne restent que comme célibataires. Ce système de transmission de richesse se réalise généralement en vie. Il s'agit d'une transition où la dot et l'héritage doivent être toujours ensemble, lesquels, à leur tour, sont intimement

liés avec les lignes d'organisation domestique, avec la structure familiale, avec le genre de rapports sociaux et reproduction de la société dans son ensemble.

2.3. *Les pratiques de la communauté*

Assento a été un village avec une grande implantation de pratiques concernant la communauté, ayant vécu une forme mixte d'agriculture et d'élevage. A la fin des années 30, la loi forestière a fait disparaître la plupart des pâturages, et les troupeaux de la communauté ont disparu. Actuellement, il y a encore comme moyens d'utilisation de la communauté le moulin et le pressoir. Le droit de voisinage est aussi une tradition qui est encore vivante. En ce qui le concerne, chaque maison a le droit de recevoir un coup de main de tous les autres villages, une personne par famille (minimum) dans les travaux des champs, où ils ont besoin de beaucoup de personnes pour travailler. Cette famille doit assurer l'alimentation de ces travailleurs. Ces travaux peuvent être assez diversifiés: «roçar o mato», «vessadas», «colheitas», «desfolhadas», etc.

Le système fonctionne comme règle sociale et si un individu ne respecte pas les décisions prises par la municipalité, on lui refuse le droit d'assistance, c'est-à-dire, il ne peut recevoir aucune collaboration dans ses travaux des champs ou, plus grave encore, il peut être empêché d'utiliser quelques chemins du village, ce que signifie qu'il ne peut pas se déplacer pour aller travailler ses champs.

Ce système de sanctions a été combatu par l'église protestante et aujourd'hui il n'existe plus, du moins en termes de punitions, mais la marginalisation ou l'exclusion du groupe est quelque chose qui se conserve sous des formes moins accentuées.

Le Conseil (au sens traditionnel) s'est réuni our la dernière fois en 1971 au moment du changement religieux. Dans ces réunions, la possession du discours était hiérarchique: ceux qui parlaient en premier lieu étaient ceux qui possédaient peu de terrains, donc, la dernière parole était toujours celle des plus riches et influents. Les femmes, bien qu'elles ne puissent pas parler en public, chuchotaient leurs opinions à l'oreille de leurs maris.

Le Conseil était gouverné par l'agriculteur le plus agé du village qui s'imposait naturellement et dont la direction était acceptée et respectée par tous.

La fin des reunions du Conseil résulte du perfectionnement socio-économique de la population – directement lié a l'émigration aux activités extra-agricoles –, et du pouvoir représentatif des «communes», qui est né en 1974 avec la revolution du 25 Avril.

Parfois le village se réunit pour discuter les affaires concernant les terrains ou le pressoir (pratiques communitaires), mais de façon

différente de celle dont j'ai parlé, du moins on ne voit pas apparaître la hiérarchie existante.

Toutes les pratiques que j'ai exposées, malgré l'apparence d'un espirit d'égalité, manifestent une structure sociale stratifiée et selon des principes hiérarchiques bien determinés.

3. Emergence de nouvelles activités et formes de coopération

Assento se situe dans une région où l'agriculture occupait en 1981 plus de 50% de la population active. Dix années auparavant cette valeur était de 62%. La diminuition qui est en train de se vérifier dans cette activité n'est ni le résultat d'une intervention de l'Etat avec l'intention de moderniser le secteur – soit au niveau de la mecanisation, soit au niveau de la dimension des propriétés – , ni le résultat d'une éventuelle «prolétarisation» de la région comme consequence des industries introduites.

Ce phénomène est essentiellement le résultat de l'émergence de secteurs, comme la construction civile, l'électricité (Centrale hydroélectrique) et l'industrie du bois.

Un autre aspect important, c'est celui de la diminuition de la population qui se vérifie dans la région depuis les années 60 – règle qui ne constitue pas une exception à Assento et qui est intimement lié à l'émigration.

3.1. *Structure economique et professionnelle*

Les deux phénomènes, l'émigration et l'implantation des activités non-agricoles, affectent le village d'Assento, provocant certaines modifications au niveau de l'organisation du travail agricole familial et de la distribuition des rôles dans les différentes phases du processus productif.

Parmi ceux qui, au village, exercent une activité économique, 50% vivent exclusivement de l'agriculture. Il y a encore des individus considerés pluri-actifs dans le domaine du secteur agricole. C'est le cas de ceux qui sont à la fois salariés et fermiers ou petits propriétaires et salariés agricoles. L'activité non agricole, exercée en termes exclusifs, occupe moins de 20% de la population. Les autres conjuguent l'agriculture avec une autre activité, celle-ci pouvant être comprise comme occupation principale ou complémantaire.

Cette caractérisation de la structure économique professionnelle du village sera incomplète et reductive, si on ne la complète pas avec l'analyse de «la condition face au travail» rapportée à tous les élements qui font partie de l'agrégat domestique.

Les retraités et les étudiants (catégories exclues de l'univers de ceux qui exercent une activité économique) ont un poids total de

30%. Ce groupe a un rôle fondamental dans le travail agricole familial.

Il y a très peu de jeunes qui étudient au delà de la scolarité obligatoire et presque tous exercent l'activité agricole dans leurs agrégats familiaux comme travailleurs non rétribués ou alors, comme salariés agricoles pour le compte d'une autre personne.

En ce qui concerne les femmes, quelques-unes se déclarent menagères quand, en realité, elles travaillent aux champs, ce qui nous fait penser que cela résulte de leur propre conception élargie du travail domestique; le travail aux champs, quand il n'est pas très dur, est consideré comme intégrant le travail domestique.

La population dont l'âge correspond au statut de retraités n'abandonne les travaux agricoles que lorsque le manque de santé les en empêche totalement.

Malgré l'implantation des secteurs d'activité non agricole et de leur influence au village et dans l'agrégat familial, on ne peut pas parler d'une rupture/abandon par rapport aux terres dont le travail est toujours assuré et c'est precisement la famille qui etablit ce lien.

Les femmes, les jeunes, et les plus âgés assurent la continuation du groupe domestique et l'organisation de la vie économique le rôle joué par la femme étant très important.

Le salaire que l'homme apporte à la maison ne fonctionne pas comme substitution par rapport à l'exploitation familiale; mais comme ce salaire est régulier, il apporte à l'agrégat une certaine sécurité économique qui n'existait pas avant, et il constitue aussi une défense face aux conditions d'ordre physique auxquelles la terre est soumise. Si on prétend exposer les transformations qui se passent dans la communauté et dans la famille, on doit avant tout faire référence à la participation au travail d'exploitation en considérant comme variables le sexe, l'âge, et le rang social.

En «l'absence» de l'homme, la femme joue un rôle plus important au niveau de l'intervention dans le processus productif. Comme force de travail, son intervention est nécéssairement plus grande: elle est chargée de faire certains travaux agricoles, qui jusqu'à ce moment appartenaient aussi à l'homme («sachar milho» e «vindimar») ou alors des travaux qui étaient exclusivement masculins («varejar as oliveiras» e «roçar mato»). Cependant, les travaux tels que «podar» «lavrar», «sulfatar» e «malhar centeio» continuent exclusivement entre les mains des hommes.

Il n'y a pas un processus de substitution en ce qui concerne la division des tâches par sexe mais une prise en charge d'un nombre plus élevé de responsabilités «éxécutives» par la femme.

Un autre aspect du processus productif agricole qui exige de la femme une intervention plus directe de celle qu'elle avait jusqu'à pré-

sent, est en rapport avec l'organisation, la gestion et le contrôle des tâches. La plus grande participation féminine à l'activité agricole ne se traduit pas directement ou linéairement par l'acquisition d'un nouveau statut au sein des sphères publiques (village) et privées (famille), bien que le discours protestant y contribue.

On doit encore remarquer que «l'absence» de l'homme dans l'agrégat domestique (à laquelle on a déjà fait réference) correspond à un moment plus ou moins long de sa vie, mais transitoire. A un moment plus avancé de son âge, retraité ou non, l'homme retourne chez lui et il recommence son intégration au sein de sa sphère économique initiale (exception faite des cas de «l'émigration familiale»).

3.2. *Formes de coopération*

L'Église Evangélique Methodiste, au moment de son installation à Assento, a commencé par développer un travail d'assistance sociale: fondation d'une école maternelle, distribuition de lait et de vêtements, assistance médico-sanitaire, ce qui a contribué à son insertion dans le village.

À la fin des années 70, et à travers des contacts établis par le pasteur local, l'église reformée hollandaise s'intéresse à l'«Oeuvre Sociale» existante et elle stimule le développement d'un projet agricole concernant le bétail, en supportant financièrement les investissements nécéssaires — achat de terrains non cultivés et maintien d'un agronome hollandais. Ce projet avait, au début, comme objectifs principaux:

- création de postes de travail dans leur propre village, de façon à éviter l'exode vers les villes ou l'étranger;
- une meilleure utilisation des ressources disponibles;
- organisation de la vie culturelle du village;
- production destinée à l'auto-consommation et aussi au marché;
- amélioration du niveau socio-économique du village à travers l'augmentation de la production par personne.

Les moyens établis pour l'obtention des objectifs visés consistaient à stimuler la collaboration conjointe et à organiser la vente coopérative des produits.

Au moment initial, on a fait des réunions pour former une comission du village. Ce projet a été voué à l'échec à cause des interêts contradictoires des personnes.

Finalement, on constitue la «Commission des Troupeaux de Chèvres» – première iniciative de coopérativisme qu'on a terminé.

Malgré la sympathie que depuis toujours l'agronome hollandais a obtenu de la population, les resistants face à l'associativisme se présentaient à tout moment. Le type de solidarité proposée est en rap-

port avec une autre mentalité qui n'est pas celle de la collectivité rurale. Les modèles de conduite proposés sont en rapport avec un type de comportement plus individualiste et lié à des valeurs de société urbaine et industrielle. Voilà pourquoi ils n'ont pas été bien reçus en termes de pratiques sociales.

L'agronome lui-même a dit que le projet devrait être «un travail plus intuitif que planifié», mais ce qu'on a constaté, c'est que la connaissance préalable de la réalité sociale du village n'a pas fonctioné comme point de départ: les rapports sociaux de production et de reproduction et les valeurs.

Actuellement, ce projet existe encore, mais sous la direction d'une jeune personne du village.

En termes de formes de coopération, il y a le troupeau de chèvres, l'association des abeilles et l'association des potagers. Celle-ci est exclusivement de caractère feminin. On a aussi créé certains postes de travail mais en nombre très réduit.

En ce qui concerne la vente coopérative des produits, son organisation affronte des obstacles difficile à dépasser. Dans une collectivité aux très forts liens de voisignage et de partage – fondamental pour l'équilibre des différences sociales existantes –, vendre le produit des champs obtenu grâce à un travail de collaboration, n'a pas de sens.

4. **Conclusion**

Quand on parle de la société rurale face à l'évolution de la société globale, la question des changements et des résistances devra être placée selon une perspective d'adaptation et d'ajustement permanents, des collectivités locales – y compris les groupes domestiques – aux interférences de l'environnement.

Dans le cas du village d'Assento, en ce qui concerne les modifications de la sphère economique-professionnelle et au niveau du symbolique-religieux ou des formes de coopération, on vérifie une assimilation sélective des valeurs et des normes transmises.

Au niveau du phénomène religieux dont le «succès» est extraordinairement surprenant, on doit remarquer trois aspects fondamentaux: l'église protestante a introduit sa doctrine sans avoir provoqué de grandes modifications dans le rituel traditionnel; elle a soutenu et aidé le village à un moment où son honneur collectif a été agité; elle a été sensible aux besoins de l'assistance sociale en jouant un rôle qui appartenait à l'Etat que la communauté accuse d'oubli et d'insensibilité envers les paysans.

Tous ces facteurs ont contribué à l'acceptation de la nouvelle église – de la part de la collectivité qui l'a remerciée et malgré l'élé-

ment exogène au milieu – , qui fonctionne comme nouvel élement de coésion de l'ordre social existant.

Cependant, remarquons que c'est le village lui-même qui esquisse et qui a esquissé les limites d'interférences de l'église, soit en les stimulant, soit en reculant face aux transformations d'ordre doctrinaire et rituel, ou encore à d'autres niveaux, comme les formes de coopération et de sociabilité.

De la même façon, l'insertion en d'autres activités professionnelles hors de l'espace économique du groupe domestique n'a modifié ni la fonction primaire de celui-ci, ni les rapports sociaux à son intérieur. Nous soulignons ici le lien de toute la famille à leurs terres et à leur maison, ainsi que le système d'héritages et pratiques de collaboration mutuelles.

La collectivité locale ne se definit pas par une attitude d'hostilité face aux transformations; par contre, elle les reçoit de façon limitée et selon les niveaux du possible de sa conscience collective. En tout cela consiste sa survivance et sa transformation.

MODERNISATION ET DYNAMIQUE FAMILIALE:

LE CAS DE LA FAMILLE PAYSANNE PORTUGAISE

Karin Wall

ISCTE (Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa)

L'objet de notre recherche, dont nous allons présenter quelques résultats, concerne la dynamique de la famille paysanne contemporaine. Résumons d'abord dans ses grandes lignes le contexte et les hypothèses de départ de notre travail.

Le village où nous avons realisé l'enquête se trouve dans le concelho de Vila Nova de Famalicão, dans le Minho, au nord du Portugal. C'est une région fertile du point de vue agricole, pratiquant la polyculture intensive, très peuplée et qui a subi un processus d'industrialisation progressive et dispersée au cours du siècle. Le village ne connait aucune industrie mais les villageois n'ont qu'à faire quinze ou vingt km, dans plusieurs directions, pour travailler à l'usine. Le village a souffert des transformations profondes au cours des dernières 40 années. Il suffit de regarder la structure sociale des années 40 pour s'en rendre compte.

En 1946, des 167 familles résidentes, la moitié des familles vivaient uniquement de l'agriculture (c'étaient des journaliers, des métayers, des agriculteurs qui travaillaient leurs propres terres). Il y avait ensuite quelques propriétaires et aussi des artisans, des maçons, des menuisiers, quelques commerçants (dont quelqu'uns avaient aussi un peu de terre). En 1987, par contre, des 270 familles résidentes, il n'y a que 10% qui vivent seulement de l'agriculture (et ce sont presque tous des agriculteurs-propriétaires qui possèdent au

moins quatre ou cinq hectares de terre labourable). 30% des familles sont des ménages ouvriers et 22% sont des ménages pluriactifs ou des ouvriers-paysans. Ceux-ci ont en général peu de terre, un ou deux hectares, souvent moins. La classe des journaliers agricoles, grâce à l'emploi dans le sécondaire et à l'émigration, a pratiquement disparu.

L'objectif de notre travail était de saisir la dynamique actuelle du système familial paysan dans le cadre d'une modernisation où s'affrontent différents modèles de référence. De ce point de vue, et c'était là une première hypothèse générale, le système familial paysan devrait se trouver dans une situation d'ambiguïté normative, ambiguïté qui confronte son propre standard traditionnel aux standards du macro-système. Par exemple: em termes d'économie agricole, le principe de la subsistance s'opposerait au principe de la spécialisation productive, en termes de la consommation de la force de travail, le principe de l'autoexploitation s'opposerait à l'exploitation limitée et taylorisée de l'énergie humaine; en termes des instances d'appartenance, le collectivisme familial s'opposerait à l'individualisme.

Deux questions se posent d'emblée face à cette hypothèse générale:

1 – Tout d'abord, comment le système familial réagit-il?
2 – Et deuxièmement, quel feedback, quelles tensions ces modes de réaction vont-ils provoquer?

Nous resterons ici au niveau de la première question, c'est à dire, quels styles d'adaptation le système familial paysan adopte-t-il? Or, du point de vue de la fonction économique, deux styles de réaction prennent relief dans le contexte rural portugais: l'un, «conservateur», qui maintient la vocation agricole unique de la famille paysanne; un autre «conciliatoire», qui combine l'agriculture paysanne avec le travail salarié à l'extérieur de l'exploitation.

Nous avons cherché à voir comment ces deux styles d'adaptation allaient se transcrire au niveau des autres processus centraux de la vie familiale. Cela dit, comment s'est effectué la transformation des autres éléments du système?

Dans le cas de la famille monoactive, nous nous attendions à une dynamique de repli, c'est à dire à un modèle plus traditionnel de relations familiales, mettant l'accent sur les finalités instrumentales de la famille, sur une division claire et rigide des rôles, sur la prédominance du «nous-famille». Autrement dit, nous nous attendions à un mode d'adaptation qui passerait par l'accentuation des habitudes et des traditions paysannes.

Dans le cas de la famille pluricative, nous nous attendions à une dynamique d'ouverture caractérisée par une certaine autonomie matérielle et sociale des partenaires, des échanges familiaux marqués

par plus de flexibilité des rôles, un double standard en ce qui concerne les instances légitimes de la famille.

Malheureusement, ou plutôt heureusement, les solutions inventées par les acteurs eux-mêmes sont plus complexes. Avant de regarder ces solutions, il faut faire deux commentaires de nature méthodologique. Nous avons examiné à la fois la logique des définitions idéales et la logique des comportements, mais les résultats que nous allons présenter concernent uniquement les définitions idéales. Deuxième commentaire nous avons travaillé avec 20 familles (10 pluriactives, 10 monoactives) sur la base de l'observation participante.

Les tendances observées peuvent se résumer de la manière suivante:

Première constatation: les deux types de familles (mono et pluriactives) ont un modèle de relations familiales que nous avons appelé «traditionnel tempéré». C'est un modèle qui, sans remettre en cause la prédominance des normes et instances traditionnelles, admet des principes qui les contradisent (nous y reviendrons plus tard). Les deux styles d'adaptation adoptent ce même modèle de relations familiales. Autrement dit, les «images-guides» de ces deux types de famille sont semblables.

Deuxième constation: c'est la manipulation symbolique de ces images-guides qui différencient les deux types de familles paysannes. Chacune interprète, donne un sens différent aux choix normatifs du «traditionalisme tempéré».

Revenons d'abord au modèle du «traditionalisme tempéré» pour voir quelques caractéristiques de cette construction symbolique.

Em termes de finalités, ce modèle insiste sur l'instrumentalité économique de la famille. La famille se présente comme lieu de sauvegarde et d'identité, mais un jugement de priorité est attribué à l'objectif de survie et sauvegarde économiques. Le jugement de priorité s'accompagne d'une valorisation de certaines ressources-clefs: les produits agricoles, l'argent, la terre, le bétail, la maison d'une part; le goût du travail, le sens de l'économie, le respect et la compréhension d'autre part. Pour ne donner qu'un exemple: le conjoint idéal doit faire preuve de dons instrumentaux où le travail et le sens de l'épargne sont centraux. Les attentes expressives, amoureuses par exemple, légitiment la formation du couple plutôt que la famille. On épouse celui qu'on aime mais les dons expressifs jugés fondamentaux pour la vie familiale sont autres. Ils concernent le respect et la compréhension (c'est à dire la capacité d'imposer sa volonté tout en le faisant avec empathie). En d'autres mots, certaines valeurs, tels que l'amour et le temps de loisir, ne sont pas niées mais «mises en place». Une place secondaire, non pas parce qu'elles ne sont pas susceptibles d'une valorisation mais parce qu'elles risquent de s'empêtrer dans les valeurs prioritaires.

Le modèle se caractérise aussi par la prédominance des «nous» sur les «je» individuels. L'individu n'est pas ignoré mais, en tant qu'instance de légitimation, il est assujetti aux besoins du «nous-famille» et doit négocier ses ambitions avec prudence et, surtout, les réaliser sans nuire à sa famille.

En termes de cohésion, le traditionalisme est caracterisé par une ampleur considérable de partage dans les domaines économiques de la vie familiale. Dans d'autres domaines de la vie sociale prévaut comme dans la société paysane traditionnelle, une certaine autonomie des conjoints: à chacun ses sociabilités propres. C'est une autonomie traditionnelle temperée, dans ce nodèle, par la reconnaissance de la nécéssité d'un certain partage affectif et social.

Quant aux normes de production, soulignons, au niveau de la production agricole, l'insistance sur un processus de production «modernisé» et «familial». Dans les deux cas, cela correspond à l'idée que «l'on ne peut plus faire comme autrefois» (c'est à dire, faire tout «à la main» et utiliser de la main-d'œuvre salariée).

Au niveau de la socialisation des enfants, on reconnaît l'importance du développement des capacités de travail et du sens de l'économie par un processus de contrôle qui repose sur un double principe: il faut à la fois «attacher» ou «amarrer» les enfants sans trop les «obliger», c'est à dire sans que ce soit une contrainte absolue. Cette concession, qui ne nie pas la norme autoritaire en elle-même, permet pourtant une reconnaissance timide de l'espace propre de l'enfant (espace de jeux-pas trop approuvé mais admis; espace de socialisation extérieur-l'école; reconnaissance des soins dûs à l'enfant).

Un dernier point: comment juge-t-on les membres de la famille lorsqu'il s'agit de la répartition ou distribution de certaines ressources? Regardons le travail agricole, le travail domestique et le patrimoine familial. Dans les trois cas, lorsqu'on compare les droits et les devoirs, les contributions et les rétributions dans la famille, on part d'une base catégorielle. Autrement dit, c'est le statut qui définit leurs droits et devoirs.

De quel statut s'agit-il?

En ce qui concerne le travail, c'est d'abord le statut de travailleur familial qui compte et qui définit que tout le monde est égal et «doit aider».

Ce n'est qu'après qu'intervient l'appartenance à une catégorie de sexe ou d'âge. Le poids donné à l'une ou à l'autre de ces catégories peut varier. Ainsi, en ce qui concerne le travail agricole, c'est la première catégorie qui prévaut. Tout le monde doit tout faire, tout apprendre indépendamment du sexe. On peut ensuite distribuer différentiellement le travail selon les catégories de sexe et d'âge, mais

cela permet à chacun de remplir des creux dans le domaine de l'autre. C'est une organisation du travail à la fois égalitariste et différenciée.

Par contre, en ce qui concerne le travail domestique, c'est la catégorie de sexe qui prévaut: les femmes doivent faire le ménage.

Quant à la répartition du patrimoine, la distribution inter-générationnelle part aussi d'une base catégorielle: «ce sont tous des frères et sœurs»; ils ont des droits égaux par rapport à l'héritage. Ce principe égalitaire ouvre les portes au processus de répartition proprement dit où, là, on reçoit selon ses mérites: plus on contribue, plus on reçoit. Celui qui soigne ses parents pendant la vieillesse reçoit plus. Mais il ne faut jamais déshériter les autres, les exclure de l'héritage.

Ayant résumé quelques caractéristiques du modèle de «traditionalisme tempéré», revenons maintenant sur notre deuxième constation: la manière comme les deux types de famille manipulent différentiellement la signification centrale de ces choix normatifs. Nous prendrons à titre d'exemple un domaine central de la vie familiale: le processus de socialisation.

On a vu qu'il fallait «attacher» ou «amarrer» les enfants aux ressources valorisées. Pour la famille «mono», cela signifie, en termes de travail, attacher les enfants (surtout un) au travail agricole. Ceux qui n'ont pas de vocation agricole doivent aller gagner leur vie.

Pour la famille pluriative, «attacher» les enfants, signifie les attacher au travail en général. Le travail agricole est pour cela un bon espace de socialisation, il constitue une bonne école. En termes professionnels, cependant, le travail agricole est envisagé comme une possible profession supplémentaire pour tous les enfants. C'est ce que nous appelons une socialisation «portes ouvertes».

En ce qui concerne le développement du sens de l'économie, deux significations s'élaborent encore une fois. Pour la famille monoactive, il faut socialiser les enfants à la gestion du capital – il faut qu'ils sachent accumuler et placer le capital. Pour cela, on préconise certains processus tels que celui du «don d'un petit capital initial»: l'enfant paysant reçoit, à partir de ses treize, quatorze ans, un lapin, un cochon, un veau, ou l'usufruit d'un peu de terre. Il est censé accumuler les revenus et les réinvestir; acheter encore un veau et ainsi de suite.

Pour la famille pluriactive, développer le sens de l'économie signifie «apprendre à ne pas dépenser trop d'argent», à être économe. Il s'agit d'avoir toujours assez d'argent, pour des dépenses inattendues ou pour accéder à des moyens de production de base tels que la maison et le jardin.

Voilà donc deux interprétations différentielles d'une norme: un contenu de repli, c'est à dire «une socialisation axée sur la signification agricole de la famille» d'une part, et un contenu d'ouverture, c'est à dire «une socialisation axée sur la signification double (externe, interne) de la famille» d'autre part.

Pour résumer les résultats dont nous venons d'analyser quelques aspects,nous avons trouvé un modèle traditionnel tempéré dans les deux types de famille: modèle à dominante instrumentale, familialiste et statutaire, mais qui admet l'ambiguïté et une certaine innovation normative. Et nous avons aussi mis en évidence deux élaborations différentielles, originales, de cette structure normative: l'une de repli, plutôt défensive des intérêts de l'entreprise agricole familiale; l'autre plus ouverte, plus conciliatoire, maximisant les atouts familiaux à la fois internes et externes.

Remarques finales

En guise de conclusion, nous aimerions faire deux remarques methodologiques:

- la famille «traditionnelle», à dominante instrumentale, est présentée dans la sociologie de la famille comme une réalité du passé. Or, non seulement elle semble pouvoir co-exister avec d'autres types de famille dans la societé contemporaine, comme elle ne constitue pas une réalité statistique: elle intègre aussi, à sa façon, l'ancien et le moderne; elle est capable d'une appropriation flexible de normes nouvelles. Il est donc important, à notre avis, d'insister sur la remise en cause de l'évolution nécessaire vers la famille à dominante expressive et communicationnelle.
- finalement, lorqu'on analyse la construction symbolique de la réalité familiale, il semble important de prendre en considération non seulement les choix normatifs idéals, mais aussi les significations sociales que les acteurs négocient et construisent à partir de ces choix. En d'autres mots, décrire un modèle de référence sans ce contenu équivant à décrire un code dont on n'a pas la clef.

LES TRANSFORMATIONS RECENTES DE LA FAMILLE ET DU MENAGE AU PORTUGAL (1960-1981)

João Arriscado Nunes
Unidade de Ciências Sociais
Universidade do Minho

Entre 1960 et 1980, la plupart des pays industrialisés occidentaux ont connu des transformations considérables de la composition des unités sociales designées, en général, par le terme «ménage». Quelques travaux récents ont essayé de dégager les caractéristiques principales de ce processus, et d'identifier les rapports entre les changements de la structure des ménages et l'ensemble des transformations démographiques, socio-économiques et culturelles des dernières décennies[1].

Aucune étude sur la «modernisation» des pays de l'Europe du Sud, et de ceux qui ont été les protagonistes du plus récent élargissement des Communautés Européennes en particulier, ne peut manquer d'examiner dans quelle mesure les changements dans la structure des ménages se sont eux aussi produits, avec quelle intensité et en rapport avec quelles transformations dans d'autres domaines de la vie sociale ils se sont manifestés. Dans ce travail, on cherchera, de façon nécessairement assez sommaire, à identifier les aspects fondamentaux de ce processus tel qu'il peut être observé au Portugal, et à suggérer quelques hypotèses de travail pour des recherches ultérieures.

[1] Voir Roussel, 1986, notamment les références bibliographiques, et les contributions à BSPS, 1983.

Ainsi, dans une première partie, et après une discussion très brève des problèmes soulevés par les sources employées, l'évolution globale de la composition des ménages au Portugal sera comparée à celle de quelques autres pays occidentaux. Dans une deuxième partie, les caractéristiques de la distribution régionale des types de ménage seront discutées; dans une troisième section, ces caractéristiques seront mises en rapport avec quelques caractéristiques socio-économiques, et quelques aspects de la spécificité de la situation portugaise seront discutés.

1. Les recensements décennaux de la population constituent, en général, le point de départ de toute recherche sur le thème des structures des familles et des ménages. Malgré les efforts de standardisation des procédés de recueil et publication de ce type d'information à l'échelle internationale, les comparaisons entre pays ne sont pas toujours aisées. En effet, les définitions de «ménage» employes par les différents bureaux nationaux de statistique peuvent être assez différentes, renvoyant vers des critères qui ne coincident pas toujours.

Ainsi, par exemple, le critère principal de définition du ménage dans quelques pays est la co-résidence, tandis que dans d'autres on privilégie la contribution et participation des membres à un fonds commun de consommation; dans d'autres cas encore, on emploie un ensemble de critères qui combinent la conjugalité, la parenté et la résidence. Très souvent, les unités définies pour les besoins du recensement ont une signification douteuse sous le point de vue sociologique[2].

---

[2] Les travaux de João de Pina-Cabral ont montré que l'unité désignée sous le terme «ménage» peut avoir des contenus sociologiques très différents, et pas toujours comparables, même dans des sociétés très proches du point de vue culturel, ou quand on considère des groupes sociaux ou des régions différentes. L'auteur suggère que l'unité d'analyse qui doit être employée dans les études sur les formes de famille doit permettre de dépasser plusieurs obstacles enracinés dans les théories anthropologiques et sociologiques dominantes, notamment la séparation arbitraire entre parenté et residentialité, ou l'évacuation de la dimension cognitive de la définition de l'unité d'analyse, au nom des principes de la standardisation et de la comparabilité. Il propose donc que la catégorie de base employée dans ce type d'études soit *l'unité sociale primaire,* «isto é, o nível de identidade social com maiores implicações para a apropriação social do espaço e para a integração estrutural do indivíduo. É também a esse nível que os actores sociais concebem primariamente a integração entre a reprodução social e a reprodução biológica» (Pina-Cabral et al, 1987-153). L'importance de cette approche devient particulièrement claire si l'on considère les travaux du même auteur sur la région du Alto Minho, où la «casa» (comprenant les individus qui partagent une même unité résidentielle, mais aussi les édifices, les animaux, le contenu de la maison, des terres et des instruments agricoles) en milieu paysan est comparable a la «família» en milieu bourgeois-urbain (Pina-Cabral, 1986). Malgré tous les problèmes soulevés par l'utilisation des statistiques officielles, cette approche peut être particulièrement éclai-

Pour un même pays, les définitions peuvent changer d'un recensement à l'autre, ce qui rend les comparaisons de type diachronique assez difficiles. Dans les pays où il y a de fortes contrastes régionaux dans les régimes démographiques et dans les structures sociales, les mêmes problèmes de comparabilité peuvent se poser pour les donnés régionales.

Le cas portugais est un exemple particulièrement clair de ce type de problèmes. Je ne reprendrai ici que très brièvement quelques points qui ont été discutés en détail ailleurs (Nunes, 1987):

a) le ménage est défini en combinant les critères de co-résidence, conjugalité e parenté; en fait, comme l'a souligné Le Bras, «it is kinship which is at the root of the definition, and the dwelling merely restricts it to the members present». Ce type de définition semble pouvoir être mis en rapport avec la force des liens familiaux dans la société portugaise, qui semble être plus importante encore que dans d'autres pays latins (Le Bras, 1979: 161), et crée des problèmes de comparabilité avec les données disponibles pour d'autres pays où la co-résidence ou la participation à un fonds commun de subsistance constituent les critères fondamentaux de définition des ménages[3];

b) pour le recensement de 1981, il n'est pas tout à fait clair si, comme dans les recensements de 1960 et 1970, les domestiques co-résidents sont inclus dans les ménages de leurs maîtres ou bien s'ils sont considérés comme constituant des ménages séparés. Si, comme il semble être le cas, c'est le deuxième critère qui prévaut en 1981, on peut s'attendre a une «inflation» du nombre de ménages composés de personnes résidant seules ou de plusieurs personnes sans liens de parenté, qui serait due, du moins pour une partie dont l'importance est difficile à établir, à ce changement dans les critères de classement;

c) les recensements n'incluent pas d'informations détaillées sur la composition des résidents dans les ménages par les attributs croisés d'âge, sexe, état civil et rapport à l'individu désigné comme responsable du ménage, d'où la difficulté de certaines comparaisons internationales;

d) à l'échelle régionale, l'uniformisation des catégories employées soulève des problèmes d'interprétation des données qui seront discutés dans la troisième section.

---

rante pour l'interprétation des données et elle a eu une forte influence sur ce travail, surtout dans la troisième section.

[3] Voir Le Bras, 1979; Wall, 1983; Hajnal, 1982.

Malgré ces limitations, l'information disponible permet un essai de construction de catégories qui permettent quelques comparaisons internationales, ainsi que la formulation de quelques hypothèses de travail sur la distribution régionale des strucutures familiales.

Voyons, maintenant, les points qui offrent le plus d'interêt sous le point de vue des comparaisons internationales. Des recherches récentes ont surtout attiré l'attention sur les phénomènes suivants:

- le poids croissant des ménages d'une seule personne par rapport à l'ensemble des ménages;
- la croissance des ménages monoparentaux, surtout de ceux composés de femmes séparées ou divorcées avec enfant(s);
- la cohabitation sans mariage;
- la diminution du poids des ménages conjugaux simples dans l'ensemble des ménages;
- la stabilisation des proportions de ménages de couples sans enfants.

Cet ensemble de phénomènes peut être rapporté à des facteurs démographiques, tels que le déclin de la fécondité, le divorce ou l'allongement de la vie après le départ du dernier enfant, ou à des facteurs socio-culturels comme le départ plus précoce des jeunes du ménage parental ou la plus grande acceptabilité de la cohabitation juvénile ou de la cohabitation sans mariage ou pré-maritale. Le Portugal étant, dans le contexte des pays occidentaux, l'un de ceux où les rapports «familistiques» contribuent le plus à l'explication des spécificités de la structure sociale (voir, par exemple, le travail déjà cité de Le Bras), l'observation de l'incidence des phénomènes cités ci-dessus, liés à des changements profonds dans les rapports familiaux, se revêt d'un intérêt particulier. Hélas, quelques problèmes soulevés par les caractéristiques des sources portugaises empêchent de considérer certains de ces phénomènes, du moins dans ce travail, notamment l'analyse des ménages monoparentaux (qui a donné des résultats suspects et inconsistants) et de la cohabitation sans mariage, pour laquelle il n'y a pas d'information adéquate.

Les ménages d'une personne

Dans tous les pays occidentaux inclus dans le tableau 1, le pourcentage de ménages d'une personne a augmenté, de façon parfois très significative, entre 1960 et 1980. Les accroissements les moins forts se sont verifiés justement dans les pays où, vers 1960, les pourcentages se situaient déjà autour de 20% (RAF, France, Suède); pourtant, même en tenant compte de ce facteur, et si l'on excepte le cas de la France, l'accroissement a été de l'ordre des 50% en RFA

et en Suède. Dans quelques cas (Grande-gretagne, Suisse, Pays-Bas), des accroissements de l'ordre de 100% ont été enregistrés.

Dans ce contexte, le cas du Portugal semble tout à fait particulier. En 1960, avec 12% de ménages d'une personne, le Portugal se situait au même niveau de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Suisse ou des États-Unis. Vers 1980, la valeur pour le Portugal est tout à fait du même ordre qu'en 1960. Ceci est d'autant plus remarquable que, comme on l'a déjà souligné, on pourrait s'attendre a une «inflation» de ménages d'une personne en conséquence des changements dans les critères de classement. Si cette «inflation» s'est en fait vérifiée, on pourrait s'attendre a des chiffres réels en dessous de la valeur donnée dans le Tableau 1.

Un autre aspect curieux concernant le cas portugais est le très bas rapport de masculinité des habitants d'une personne, comparable seulement aux valeurs de la RFA, et en dessous des valeurs les plus basses pour les autres pays (France, Pays-Bas). L'absence d'informations détaillées sur les caractéristiques des résidents dans ce type de ménage nous réduit à des spéculations plus ou moins fondées. On sait que 52% des ménages d'une personne recensés en 1981 étaient constitués par des retraités, avec un rapport de masculinité de 29 hommes pour 100 femmes (68 pour les actifs). Il serait tentant, donc, d'attribuer cette valeur assez basse aux différences dans l'espérance de vie des deux sexes, plus favorable aux femmes. Il ne faudrait pas oublier, non plus, le fait qu'une «inflation» des ménages d'une personne recensés atteindrait surtout les individus du sexe féminin. L'interprétation de ces valeur est donc assez problématique.

Tableau 1 – MÉNAGES D'UNE PERSONNE (%), C. 1960 ET C. 1980

Pays	Ménages (%) 1960	Ménages (%) 1980	Rapport de masculinité (1980)
Allemagne (RFA)	20	30	45
France	20	24	53
Grande-Bretagne	11	22	—
Pays-Bas	12	22	55
Suède	20	33	77
Suisse	14	29	60
États-Unis	13	23	66
Portugal (Continent)	12	13	45

Source: Roussel, 1983 et 1986; Schwarz, 1983; Murphy, 1983; Eversley, 1983; Koesoebjono, 1986; Nilsson, 1985; Blanc, 1985; Glick, 1984; INE, XII Recenseamento Geral da População, 1981.

Plusieurs chercheurs ont déjà attiré l'attention sur l'ensemble de facteurs qui pourrait être à la base de cette «poussée» plus ou moins générale des ménages de «solitaires». La plus forte intensité du divorce (de couples sans enfants en particulier) ou la plus grande propension à vivre seul parmi les célibataires sont, évidemmment, des facteurs dont l'importance doit être considérable. Pourtant, comme Nilsson (1985) l'a souligné, il ne suffit pas de désirer vivre seul; il faut aussi avoir les moyens de le faire. A ce point de vue, on pourrait s'attendre à ce qu'une partie de ceux qui voudraient établir leur ménage soient forcés de résider avec d'autres personnes, notamment pendant la récession; en période de reprise de la croissance économique, la proportion de ménages de «solitaires» pourrait donc être plus forte encore, et «nourrie» aussi bien par une augmentation du revenu disponible que par un plus grande offre de logements pour «solitaires», surtout en milieu urbain.

La situation particulière du Portugal ne peut être comprise que si l'on tient compte de la façon dont les rapports familiaux sont manipulés pour faire face à des situations de crise ou de récession dans le secteur économique «formel» et à l'insuffisance des mécanismes officiels de «dévolution de risques»[4]. La cohabitation permet des économies d'échelle sous le point de vue du logement, de la consommation d'eau et d'énergie, et aussi des formes de «income pooling» et de pluri-revenus qui permettent de maintenir des niveaux de consommation qui ne seraient pas viables autrement. Ce qui rend possible ce type de pratiques (même si elles ne sont pas considérées comme désirables en période «normale») semble bien être la place centrale des rapports familiaux dans le fonctionnement des relations sociales au Portugal. On reprendra ce thème dans la prochaine section.

Une dernière remarque doit être faite à propos du poids du célibat et du divorce au Portugal. L'influence de ces deux facteurs sur la formation des ménages de «solitaires» peut bien être moins importante qu'ailleurs, le célibat a diminué entre 1960 et les années suivant la révolution de 1974, pendant lesquelles ont été contractés des mariages qui avaient été ajounés pendant la période précédant la révolution. Après 1976, la nuptialité a connu une décroissance suivie d'une stabilisation de la nuptialité feminine au début des années 1980. Ce qui est le plus intéressant du point de vue de l'insertion internationale du cas Portugais, c'est le fait que, en 1980 comme en 1985, plusieurs indicateurs de la nuptialité pour les deux sexes permettaient de situer le Portugal parmi les pays d'Europe de l'Ouest à

[4] L'expression «dévolution de risque» est employée par Lesthaeghe (1980). Sur les rapports entre régimes démographiques, structures familiales et systèmes de «dévolution de risque», voir aussi Smith, 1981, 1986 et s.d.

plus forte nuptialité. En ce qui concerne le divorce, bien que la tendance à une plus forte incidence soit très marquée, surtout depuis 1975, avec un léger recul après 1977, on est encore en dessous des valeurs «normales» pour la plupart des pays occidentaux. Le Portugal surgit, en fait, comme un exemple clair de la situation de plus faible propension au divorce que l'on trouve dans les pays d'Europe du Sud[5]. En bref, on pourrait conclure que ces deux facteurs jouent probablement un rôle moins important au Portugal que dans les autres pays considérés.

Les ménages conjugaux simples

En 1960, 47% des ménages au Portugal intégraient un couple avec au moins un enfant. Cette valeur était semblable à celle de la Suisse et du même ordre de celles de la France et des États-Unis, supérieure à celle de la Suède, et en-dessous de celle des Pays-Bas. Vers 1980, tous les pays avaient connu une réduction de leurs valeurs. Le Portugal a connu une réduction, certes, mais pas du même ordre de celles qu'ont subi les autres, ce qui a eu comme conséquence de placer ce pays au sommet de la liste (Tableau 2).

Tableau 2 – MÉNAGES D'UN COUPLE AVEC AU MOINS UN ENFANT (%), C. 1960 ET C. 1980

Pays	Ménages (%) 1960	1980
Allemagne (RFA)	—	37
France	45	39
Grande-Bretagne	—	40
Pays-Bas	55	43
Suède	37	25
Suisse	47	41
Portugal (Continent)	47	44

SOURCE: voir Tableau 1.

Le ménage conjugal simple avec enfants a été regardé, pendant des siècles, comme la forme idéale d'organisation des unités de résidence dans la plupart des régions de l'Europe Occidentale et du Nord-Ouest. Même si, dans certaines régions de l'Europe du Sud, les ménages à composition plus complexe ont toujours constitué une fraction non-négligeable de l'ensemble des ménages, la plupart des

[5] Sur le nuptialité et la divorce, voir Nazareth, 1984 et Van de Kaa, 1987.

analyses transversales ont révélé le poids majoritaire de ce que Laslett a nommé le «simple family household»[6]. L'interprétation de ces résultats est, bien entendu, plus problématique que ne le suggéreraient les chiffres seuls. En fait, ce qui, sous le point de vue de la définition censitaire, apparaît comme une unité autonome, peut avoir des rapports assez différents avec des unités semblables, selon le contexte spécifique, ce qui rend assez difficile l'interprétation des rapports entre «nucléarité» et structures familiales[7].

D'autre part, plusieurs facteurs ont contribué aux changements récents qui ont été à l'origine des chiffres inclus dans le Tableau 2:

> «La forte croissance des 'nouveaux' modèles et la relative stagnation en valeur absolue du ménage de type classique, mais aussi le vieillissement de l'âge au mariage; la décohabitation précoce des enfants, de même que l'augmentation de l'espérance de vie et des enfants, se traduisent nécessairement par une très sensible baisse en pourcentage de ce modèle.» (Roussel, 1986: 923)

L'évolution récente de la fécondité a aussi contribué à une réduction de l'importance de ce type de ménage. Si l'on compare le pourcentage de ménage de 6 personnes et plus par rapport à l'ensemble des ménages, on trouvera partout une chute très significative entre 1960 et 1980. Bien que n'étant pas du même ordre de celles qui ont eu lieu dans d'autres pays, la réduction au Portugal a été quand même considérable (Tableau 3).

Tableau 3 – MÉNAGES DE SIX PERSONNES ET PLUS (%), C. 1960 ET C. 1981

Pays	Ménages (%) 1960	1981
France	11	5
Suède	5	1
Suisse	11	3
États-Unis	11	6
Portugal (Continent)	16.5	10.6

Source: voir Tableau 1.

Encore une fois, le Portugal présente quelques particularités assez intéressantes. Si l'on considère les facteurs mentionnés par

[6] Voir Wall, 1983, pour un aperçu des travaux sur l'histoire de la famille en Europe. Dans Rowland, 1987 et Barbagli, 1987, on peut trouver deux synthèses actualisées, avec des bibliographies assez complètes concernant les recherches sur le Portugal, l'Espagne, et l'Italie.

[7] Pour des analyses assez éclairantes des cas contrastés de l'Angleterre et de la Bretagne, voir Smith, 1981, 1986 et Ségalen, 1984 a et b, 1986.

Roussel, la hausse de l'âge au mariage serait l'un des mécanismes menant à la perte d'importance relative de ce type de ménage. Pourtant, au Portugal, la nuptialité féminine a connu une évolution qui n'a pas eu de parallèle ailleurs: l'intensité du mariage croît entre 1965 et 1976 (avec quelques fluctuations), décroît ensuite et se stabilise à des niveaux relativement élevés (à l'échelle de l'Europe de l'Ouest) entre 1980 et 1985. Vers 1984, l'âge moyen au premier mariage pour les femmes était parmi les plus bas en Europe Occidentale, avec seulement la Grèce et la Belgique avec des valeurs plus basses[8]. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce que ce facteur n'ait pas eu une influence aussi forte qu'ailleurs.

Par contre, le déclin de la fécondité (qui a atteint le niveau de remplacement vers 1980) a sans doute eu une influence importante dans la diminution de la dimension des ménages. Pourtant, on ne doit pas oublier que, vers 1980, la proportion de ménages de six personnes et plus, bien qu'ayant connu une réduction substantielle (de l'ordre d'un tiers), est encore 10 fois celle de la Suède, plus de 3 fois celle de la Suisse, deux fois celle de la France et presque le double de celle des États-Unis. Ceci pourrait être expliqué, du moins en partie, par la chronologie des fluctuations récentes de la fécondité et par la position du Portugal parmi les pays qui ont connu, jusqu'à une date assez récente, des niveaux de fécondité assez elevés dans le contexte européen[9].

Les ménages de couples sans enfants

Le poids, dans l'ensemble, de ce type de ménage, révèle une remarquable stabilité qui, pourtant, peut être trompeuse (Tableau 4).

Tableau 4 – MÉNAGES DE COUPLES SANS ENFANTS (%), C. 1960 ET C. 1981

Pays	Ménages (%) 1960	1981
Allemagne (RFA)	20	22
France	25	27
Angleterre et Pays de Galles	23	25
Suède	30	33
Suisse	19	23
États-Unis	31	30
Portugal (Continent)	18	20

Source: voir Tableau 1.

[8] Van de Kaa, 1987, Reis, 1984.

[9] Voir Van de Kaa, 1987, Calot et Blayo, 1982, Arango, 1987. Une discussion détaillée de la spécificité de l'évolution de la fécondité dans les pays d'Europe du Sud est inclue dans ma thèse de doctorat, em préparation.

En fait, les ménages de couples sans enfants peuvent être le résultat de l'allongement de la phase du cours de la vie familiale dite de «empty nest» (dû aussi bien à l'élévation de l'espérance de vie des parents qu'au départ plus précoce des enfants), le délai de la naissance du premier enfant, ou bien le choix délibéré du couple de ne pas avoir d'enfant (Roussel, 1986: 924-925). Hélas, encore une fois, les données disponibles ne permettent pas de produire une analyse plus détaillée.

2. Les contrastes entre régions ont toujours été assez marqués au Portugal, au point de vue de la démographie et de la géographie, des structures sociales et économiques, des comportements religieux et politiques. Les structures familiales ne constituent pas une exception, et plusieurs chercheurs ont déjà essayé de discuter aussi bien les distributions régionales des formes de famille et de la structure des ménages, que les facteurs qui pourraient être à la base de ces distributions[10].

En fait, les chiffres qui ont déjà été présentés, et qui concernent l'ensemble du territoire métropolitain du Portugal, peuvent être assez éclairants quand il s'agit d'établir des comparaisons internationales; pourtant, elles cachent les contrastes régionaux déjà mentionnés, qui dans les pays d'Europe du Sud notamment (mais aussi ailleurs) constituent un élément essentiel pour l'explication de la spécificité, à l'échelle des différents pays, des processus de transformation sociale[11].

Toute analyse au niveau de la région se heurte à un problème préalable, dont la solution peut influencer de façon très considérable les résultats obtenus et leur interprétation. Ce problème est celui de la définition de ce qui constitue une «région». Les choix du chercheur, même si l'éradication de tout choix arbitraire était possible, se heurte toujours à une limitation importante: les caractéristiques des données utilisables. Les unités d'aggrégation de l'information statistique coincident, en général, avec les circonscriptions administratives qui, comme on le sait, n'ont pas toujours une signification évidente sous le point de vue sociologique. Dans le cas du Portugal, l'information statistique utilisable pour les analyses régionales est publiée ou rendue disponible au niveau du *distrito* et du *concelho* (municipalité).

En principe, il serait préférable d'employer le *concelho* comme unité d'analyse. En fait, ces circonscriptions correspondent, en général, à des territoires qui, bien que conservant très souvent une certaine hétérogénéite interne, ont une importance décisive dans la société

[10] Voir Rowland, 1987, Nunes, 1987 b, Feijó et Nunes, 1986, et les références de ces trois articles.

[11] Sur ce thème, voir Arango, 1987, et mon travail cité à la note 9.

portugaise et dans la vie locale, acquises à travers l'histoire et solidifiée par l'émergence, après 1974, d'un vrai pouvoir local. Le *concelho* constitue, le plus souvent, l'un des niveaux d'identité sociale (ce qui n'est pas vrai pour le *distrito)* des populations locales. Par contre, le *distrito* a été une création du régime libéral établi définitivement en 1834, rassemblant des *concelhos* voisins, mais introduisant, très souvent, dans le tissu administratif des discontinuités dans des aires caractérisées par une certaine homogénéité[12].

Hélas, l'information nécessaire pour une analyse détaillée de la structure des ménages au niveau du *concelho* n'existe que pour 1960. En 1970 et 1981, les données sur la composition des ménages qui servent de base à l'analyse dans cette section ne sont pas disponibles. Ainsi, et malgré les limitations de cette approche, le *distrito* a dû être choisi comme l'unité permettant l'analyse territoriale la plus désagrégée. Les difficultés qui découlent de ce choix forcé doivent être pris en compte dans l'interprétation des résultats, même si, comme on le verra, ces résultats permettent d'avancer quelques hypothèses assez intéressantes.

Avant de passer à l'analyse des résultats, quelques mots sur les indicateurs choisis s'imposent. Dans cette section, on a privilégié les variables qui permettent de mettre le plus en évidence les similarités et différences dans la structure des ménages dans les régions du Portugal. Ainsi, on a retenu la dimension moyenne des ménages – mesure influencée, surtout, par le nombre d'enfants présents dans le ménage, et donc très sensible aux niveaux de fécondité – et une mesure de composition, le pourcentage de ménages complexes[13]. Ce dernier indicateur a été choisi comme étant l'un de ceux qui permettent d'approcher de façon la plus satisfaisante la propension à la co-résidence de plusieurs unités conjugales ou d'une ou plusieurs unités conjugales avec d'autres parents. Pour 1981, on a aussi retenu le pourcentage de personnes résidant dans les ménages qui sont membres d'un ménage comprenant au moins une unité conjugale. Cette

---

[12] Les unités d'analyse pour le Nord-Ouest portugais sont discutés en détail dans mon travail cité aux notes 9 et 11.

[13] Les ménages «complexes» correspondent aux categories 4 (ménage familial élargi) et 5 (ménage familial multiple) de la classification de Hammel-Laslett. Dans le premier cas, il s'agit de ménages composés d'une unité conjugale (couple avec ou sans enfants ou père ou mère avec un ou plusieurs enfants) et d'autres parents; dans le deuxième cas, on est devant des ménages composés de plusieurs unités conjugales, avec ou sans d'autres parents co-résidents (Laslett et Wall, 1972). Pour des mesures alternatives de la complexité des ménages, voir Burch, 1987, et Rowland 1987. Des applications de la classification de Hammell-Laslett aux données des recensements portugais de 1960, 1970 et 1981 peuvent être trouvés dans Rowland, 1984 (pour 1960), Lobo, 1985 (pour 1960-81) et Nunes, 1987a.

dernière variable permet de comparer, pour les différents *distritos,* le pourcentage de personnes qui vivent avec des individus auxquels ils sont attachés par des liens de sang ou affinité.

Le Tableau 5 présente les valeurs pour 1981. Les ménages tendent à voir diminuer leur dimension moyenne dès qu'on descend vers les régions méridionales, sourtout vers le Sud d'une ligne imaginaire qui sépare les *distritos* du Nord et ceux de Aveiro et Viseu du reste du pays. Les valeurs tendent aussi à diminuer selon un axe côte-intérieur. La répartition régionale pour 1960 révèle quelques différences, notamment des valeurs plus élevées dans tous les *distritos,* ainsi qu'une moindre importance de l'axe côte-intérieur; le contraste entre Nord et Centre-Sud (à l'exception de Aveiro et Viseu), par contre, est bien visible.

Tableau 5 – DIMENSION MOYENNE DES MÉNAGES, MÉNAGES COMPLEXES ET POPULATION RÉSIDANT DANS UN MÉNAGE FAMILIAL, DISTRITOS DU CONTINENT, 1981

Distrito	Dimension moyenne	Ménages complexes (%)	Pop. dans ménages famil. (%)
Viana do Castelo	3.66	28.3	93.2
Braga	4.21	22.0	96.4
Porto	3.76	21.3	95.6
Vila Real	3.64	22.1	94.0
Bragança	3.36	20.0	93.4
Aveiro	3.79	22.7	95.9
Coimbra	3.13	19.6	93.5
Leiria	3.21	15.6	94.9
Viseu	3.47	20.5	93.7
Guarda	2.99	15.9	91.7
Castelo Branco	2.92	14.4	92.6
Santarém	3.05	15.6	94.4
Lisboa	3.02	19.1	92.2
Setúbal	3.13	16.4	95.4
Portalegre	2.84	12.9	92.6
Évora	2.89	13.4	93.3
Beja	3.00	16.4	93.1
Faro	3.02	18.0	93.2
PORTUGAL (Continent)	3.32	19.1	

Sources: Élaboration propre sur données du XII Recenseamento Geral da População. Pour les définitions, voir texte.

La distribution des ménages complexes en 1981 accompagne d'assez près celle de la dimension moyenne des ménages. On trouve encore des valeurs supérieures à celle de l'ensemble du Conti-

nent dans les *distritos* du Nord et ceux de Aveiro et Viseu. Pourtant, ce qui frappe le plus, c'est, d'une part, le niveau assez élevé des valeurs dans tous les *distritos* et pour l'ensemble du pays, surtout si on les compare aux niveaux trouvés en Europe de l'Ouest, et, d'autre part, le très fort accroissement entre 1960 et 1981. En fait, la valeur la plus basse enregistrée en 1981 (12.9 à Portalegre) est nettemment plus élevée que la valeur pour l'ensemble du Continent en 1960 (qui, d'ailleurs, a connu un accroissement de plus de 50% entre les deux dates). Les *distritos* comprenant les aires métropolitaines de Lisbonne et de Porto ont des valeurs assez élevées en 1960 comme en 1981; pourtant, Porto n'a connu qu'un très léger accroissement, et Lisbonne a même baissé très légèrement. Le littoral Ouest, au Nord de Leiria, la partie la plus fortement industrialisées du territoire portugais a, en général, des proportions assez fortes de ménages complexes; pourtant, la même situation semble être vraie pour la région de Trás-os-Montes, considérée en général comme moins «développée».

Tableau 6 – DIMENSION MOYENNE DES MÉNAGES ET MÉNAGES COMPLEXES, DISTRITOS DU CONTINENT, 1960

Distrito	Dimension moyenne	Ménages complexes (%)
Viana do Castelo	4.03	20.7
Braga	4.50	16.8
Porto	4.00	18.3
Vila Real	4.08	13.8
Bragança	3.99	12.7
Aveiro	4.04	18.8
Coimbra	3.49	14.8
Leiria	3.68	10.5
Viseu	3.84	14.7
Guarda	3.54	8.6
Castelo Branco	3.56	9.3
Santarém	3.39	10.2
Lisboa	3.26	19.7
Setúbal	3.47	5.5
Portalegre	3.33	9.2
Évora	3.51	10.2
Beja	3.67	11.1
Faro	3.34	14.7
PORTUGAL (Continental)	3.68	12.2

Source: Rowland, 1984, et X Recenseamento Geral da População. Pour les définitions, voir texte.

Considérons, maintenant, le rapport entre la fécondité et la dimension moyenne des ménages. À la suite du travail pionnier de Coale, la démonstration a été faite de façon conclusive que le niveau

de fécondité est le facteur le plus important dans la détermination de la *taille* des ménages, qui varie, surtout, selon le nombre d'enfants présents[14]. Dans le cas du Portugal, le déclin récent, très accentué, de la fécondité, surtout dans les régions à plus forte fecondité du Nord, crée quelques difficultés supplémentaires à l'analyse du rapport entre les deux variables. En fait, au cours des années 1970, les différences dans les niveaux de fécondité – mesurés par l'indice synthétique de fécondité – entre les *distritos* ont diminué de façon considérable, variant en 1980 entre un maximum de 2.8 à Braga et un minimum de 1.9 à Lisbonne; en 1960, les valeurs respectives étaient 5.0 (Braga) et 2.1 (Lisbonne et Évora) et, en 1970, 4.5 (Braga) et 2.2 (Setúbal).

Tableau 7 – INDICE SYNTHÉTIQUE DE FÉCONDITÉ DISTRITOS DU CONTINENT, 1960-1980

Distrito	ISF (1960)	ISF (1970)	ISF (1980)
Viana do Castelo	3.4	3.0	2.5
Braga	5.0	4.5	2.8
Porto	4.0	3.6	2.2
Vila Real	4.5	4.0	3.0
Bragança	4.2	3.3	2.2
Aveiro	3.9	3.4	2.3
Coimbra	2.6	2.7	2.1
Leiria	3.0	2.7	2.2
Viseu	3.9	3.7	2.8
Guarda	3.4	2.8	2.3
Castelo Branco	2.8	2.3	2.1
Santarém	2.5	2.4	2.1
Lisboa	2.1	2.5	1.9
Setúbal	2.2	2.2	2.0
Portalegre	2.3	2.4	2.1
Évora	2.1	2.4	2.2
Beja	2.5	2.4	2.3
Faro	2.2	2.4	2.2

Source: Nazareth, 1985: 979; Morais,1983.

L'utilisation d'une mesure transversale comme l'indice synthétique de fécondité, qui combine la fécondité de plusieurs cohortes réelles observées à des moments différents de leurs carrières reproductives, rend moins clair le rapport entre fécondité et dimension moyenne du ménage. Malgré ces limitations, les données comparées des Tableaux 5, 6 et 7 suggèrent que les régions à plus forte fécondité –

[14] Voir, notamment, Coale, 1965, Burch, 1972, Brass, 1983.

qui sont aussi celles où, en général, le déclin récent a été plus marqué (surtout après 1970) – sont aussi celles où l'on trouve les valeurs les plus élevées de la dimension moyenne des ménages. Le rapport ressort surtout si l'on considère les grandes divisions régionales (Nord-Sud, notamment)[15].

Devant les distributions comparées des valeurs pour la dimension moyenne des ménages et pour le pourcentage de ménages complexes, on pourrait se demander si un même ensemble de facteurs ne serait pas à l'œuvre, conditionnant les deux distributions. Ces facteurs ne semblent être liés ni aux niveaux d'industrialisation, ni à l'intensité de l'urbanisation (du moins, si l'on considère le type d'urbanisation qu'ont connu les villes de Lisbonne et Porto). Pourtant, il est important de rappeler que, d'après toutes les recherches menées à l'aide de méthodes de micro-simulation, la composition des ménages n'est pas conditionnée en priorité par la fécondité, mais plutôt par l'ensemble des décisions menant à des arrangements co-résidentiels. On est devant un ensemble de facteurs qui sont éminement *culturels,* qui incluent les prescriptions concernant la résidence post-matrimoniale et l'admissibilité de la co-résidence de plusieurs couples ou d'autres parents avec un couple, même quand cette situation n'est pas envisagée comme dérisable[15].

Quelques exemples peuvent être éclairants. Des recherches anthropologiques menées au Pyrée, en Grèce, par Renée Hirschoon, ont montré que tout couple, au moment du mariage, s'installe dans la même maison ou habitent avec les parents de la femme, mais dans un ménage tout a fait séparé, créé par subdivision de celui où la femme habitait, avec ses parents, avant le mariage. Bien que les nouveaux-mariés maintiennent des rapports assez étroits avec l'ancien ménage de la femme, il n'est pas considéré comme acceptable que le nouveau couple partage l'espace physique séparé où il va résider. D'autres cas ont montré que, même quand il y a des réserves concernant la désirabilité de la co-résidence de couples et/ou de parents, ces situations peuvent être admissibles dans certaines circonstances; c'est notamment le cas dans certaines zones du Nord-Ouest portugais. Ces situations peuvent se vérifier, par exemple, là où il y a des insuffisances dans l'offre d'habitations ou dans la solvabilité de la demande, comme cela arrive souvent en milieu urbain ou dans les zones qui ont connu une croissance rapide de la population, liée à la croissance industrielle[16].

---

[15] Voir Wachter et al, 1978, Wachter, 1987, Ruggles, 1987.

[16] Hirschoon, 1984. Voir aussi l'étude de cas de le région de Guimarães, dans le Nord-Ouest du Portugal, dans Domingues et Marques, 1987.

Les bas niveaux de complexité des ménages ne signifient pas nécessairement que les liens de parenté en dehors de l'unité conjugale soient faibles ou peu importants. La «vicinalité de germains», le partage des mêmes ressources (ferme, par exemple) par les membres de ménages différents, des rapports intenses d'entraide ou des flux de biens et services entre ménages (notamment vers ceux qui n'ont pas les moyens de pourvoir à la subsistance de leurs membres à cause de leur âge ou de leur santé ou à la précarité de leurs ressources), sont autant de phénomènes qui constituent des manifestations des rapports complexes qui peuvent s'établir, dans des contextes différents, entre résidence et parenté[17].

Pourtant, comme le démontre l'exemple du Pyrée, l'intensité de la co-résidence peut être un indicateur intéressant des modes de perception des solidarités entre parents. Dans le cas du Portugal, on est frappé par le fait que, en laissant de côté pour le moment les contrastes entre régions, la co-résidence de couples avec des parents, ou de plusieurs couples, est partout une expérience assez commune, et donc généralement admise, même si elle n'est pas tenue pour désirable.Un simple regard à la dernière colonne du Tableau 5 montre que, en 1981, plus des neuf dixièmes de la population vivant dans des ménages résidaient dans un ménage familial, donc avec des parents, des enfants ou des conjoints. On pourrait objecter, bien sûr, que ces situations résidentielles peuvent être, pour une bonne partie, la conséquence de la crise des années 70, notamment la difficulté à établir un ménage autonome, du chômage et des insuffisances du système officiel de sécurité sociale. Mais c'est précisément le fait que les gens admettent de partager une résidence avec des parents, qui est symptomatique de l'importance des liens familiaux dans la société portugaise, et notamment de la famille comme fondement des pratiques sociales, qui ont permis à une partie considérable de la population de faire face, avec un certain succès, à la récession. Parmi ces pratiques sociales, on peut citer la pluriactivité (enracinée surtout dans l'agriculture à temps partiel et dans les formes d'industrialisation diffuse) et les différentes modalités de pluri-revenus (la combination de revenus de provenances différentes, y compris les envois d'émigrants, les intérêts des dépôts bancaires et les pensions de réforme, les salaires et le produit des exploitations agricoles ou de la petite industrie et du petit commerce autonome)[18].

Cet ensemble de pratiques dépend, pour sa viabilité, de la vitalité des rapports familiaux. En fait, toute forme de «income pooling» suppose que les membres d'une même unité de consommation ver-

[17] Voir Pina-Cabral, 1986, Brettell, 1986 et les travaux cités dans la note 7.

[18] Voir Santos, 1985, Cabral, 1983, Cavaco, 1985, Lobo, 1985, Reis, 1985.

sent une partie de leur revenus individuels dans un fonds commun, et que le produit de l'exploitation ou de l'activité industrielle, artisanale ou commerciale menée dans le cadre du ménage soit aussi considéré comme partie de ce fonds. Les économies d'échelle et les niveaux de consommation permis par ces pratiques peuvent être considérables. Santos (1985) et Cabral (1983) ont démontré de façon très claire l'importance de la petite agriculture comme facteur de viabilisation de ces processus dans la société portugaise. Les données inclues dans le Tableau 8 illustrent ce point de façon particulièrement claire.

Tableau 8 – POPULATION AGRICOLE FAMILIALE ET LES FAMILLES RÉSIDENTES (%), DISTRITOS DU CONTINENT, 1979-1981

Distritos	(1)	(2)
Viana do Castelo	63	75
Braga	35	41
Porto	16	21
Vila Real	61	68
Bragança	61	65
Aveiro	40	54
Coimbra	51	62
Leiria	51	58
Viseu	64	74
Guarda	57	66
Castelo Branco	48	54
Santarém	44	51
Lisboa	6	7
Setúbal	7	9
Portalegre	29	32
Évora	18	22
Beja	29	32
Faro	18	33

(1) Population agricole familiale (avec exploitations agricoles de plus de 0.5 ha ou équivalentes) en % de la population résidente.
(2) Familles avec exploitation agricole (plus de 0.02 ha) en % du total des familles résidentes.
Source: Santos, 1985: 879.

On voit bien que, surtout dans le Nord et Centre du pays, une partie très considérable de la population (y compris celle qui travaille dans l'industrie et les services) et du total des familles résidentes conservent des liens directs avec l'agriculture. Ces chiffres sous-estiment l'importance réelle du rapport de la population à l'agriculture, puisque un grand nombre de ceux qui ne sont pas inclus dans les familles agricoles ou dans les familles avec exploitation agricole conservent des liens réguliers avec ces familles, nourris par des visites

plus ou moins régulières et par l'emprunt de produits agricoles pour leur consomation domestique.

La distribution des chiffres du Tableau 8 nous permet aussi de comprendre la mesure dans laquelle la plus faible incidence du rapport à l'agriculture dans la région de Lisbonne-Setúbal a contribué à un impact plus fort de la récession. Pourtant, il faudrait aussi rappeler que, même dans ces cas, les liens familiaux semblent avoir été d'une certaine importance comme moyen de répondre aux défis posés par le mode de vie urbain et, en particulier, par la crise. La proportion de ménages complexes à Lisbonne et Setúbal, bien que n'atteignant pas les niveaux trouvés dans le Nord du pays, sont loin d'être négligeables. Des études sociologiques menées dans la région de Lisbonne, portant sur le quartier de Alfama et sur les bidonvilles, ont révélé qu'une proportion assez importante de la population résidant dans les zones enquêtées étaient en fait des migrants d'autres régions du pays ou de zones rurales. Le fait est bien connu que Lisbonne a toujours été le principal pôle d'attraction du point de vue des migrations intérieures, cette attraction étant due à l'importance de l'industrie et des services. Les rapports familiaux constituent l'un des supports les plus importants des réseaux de migrations intérieures, très souvent sous forme de possibilités de logement pendant l'adaptation à l'environnement urbain[19]. On ne s'étonnera donc pas de retrouver l'importance des liens de parenté en période de crise, surtout si la co-résidence permet des économies non-négligeables sur les loyers, les consommations d'eau et d'énergie ou l'alimentation.

Les statistiques officielles, malgré toutes leurs limitations et les problèmes soulevés par leur utilisation, peuvent donc fournir des pistes de recherche intéressantes et aider à l'élaboration d'hypothèses de travail qui demandent une recherche systématique sur le terrain, portant sur les différentes régions, du même type que plusieurs travaux déjà conclus ou en cours, portant notamment sur le Nord-Ouest[20]. Il ne faut pas non plus oublier l'intérêt des recherches comparatives sur le plan international, notamment dans les pays de l'Europe du Sud qui ont accédé récemment à la CEE, et dont l'évolution au cours de la période suivant la deuxième Guerre Mondiale, loin d'avoir contribué à éliminer leur spécificité par rapport aux autres pays d'Europe Occidentale – spécificité dont les racines historiques

---

[19] Voir, notamment, Costa, 1985, et Almeida, 1985.

[20] Pour le Nord-Ouest, voir Pina-Cabral, 1986, Brettell, 1986, Pinto, 1985, et Almeida, 1986, ainsi que les travaux de Karin Wall et le projet en cours par une équipe constituée par João Pina-Cabral, Elisabeth Reis, Rui Graça Feijó, João Arriscado Nunes, Caroline Brettell et Sally Cole, sur les changements récents des structures familiales dans le Nord-Ouest du Portugal. Dans un autre contexte, les travaux sur la région de Lisbonne sont cités dans la note 19.

ont donné lieu à un corpus considérable de recherches – ,a au contraire confirmé des traits particuliers qui ne peuvent pas être réduits à expression l'équivoque «retard», mais doivent, au contraire, être étudiés comme des traits spécifiques historiquement constitués. Les structures familiales occupent, sous ce point de vue, une place tout à fait centrale.

NOTE FINALE

Les réflexions à la base de ce travail ont leur origine dans les séminaires de Sociologie Historique qui ont eu lieu à l'Institut Gulbenkian de Science, Oeiras, entre 1982 et 1985. À Richard M. Smith et Robert Rowland, je tiens à remercier non seulement d'avoir éveillé mon intérêt pour l'étude des structures familiales, mais aussi leur continuel soutien et encouragement. Les stimulantes discussions tenues avec eux, ainsi qu'avec João de Pina-Cabral, Rui Graça Feijó et Chris Wilson, ont constitué une aide précieuse. Au Cambridge Group for the History of Population and Social Structure et au sous-département d'Études de Population de la London School of Economics, je tiens aussi à remercier l'hospitalité et les facilités d'accès à leurs bibliothèques. Je suis, bien sûr, moi seul responsable pour les résultats et interprétations presentés ici.

RÉFÉRENCES

ALMEIDA, Ana Nunes de, 1985, «Trabalho Feminino e Estratégicas Familiares», *Análise Social,* XXI (85), 7-44.

ALMEIDA, João Ferreira de, 1986, *Classes Sociais nos Campos — Camponeses Parciais numa Região do Noroeste.* Lisboa, Instituto de Ciências Sociais.

ARANGO, Joaquim, 1987, «La Modernización Demográfica de la Sociedad Española», in J. NADAL, A. CARRERAS, C. SUDRIA (comp.), *La Economia Española en el Siglo XX — Una Perspectiva Histórica,* Barcelona, Ariel.

BARBAGLI, Marzio, 1987, «Sistemi di Formazione della Famiglia in Italia», *Boletín de la Asociación de Demografia Histórica,* V (2).

BLANC, Olivier, 1985, «Les Ménages en Suisse. Quelques Aspects de leur Évolution de 1960 à 1980 à travers les Statistiques du Recensement». *Population,* 4-5.

BONGAARTS, J., BURCH, T., WACHTER, K., (eds.) 1987, *Family Demography — Methods and their Applications,* Oxford, Clarendon Press.

BRASS, William, 1983, «The Formal Demography of the Family: an Overview of the Proximate Determinants», in BSPS, 1983.

BRETTELL, Caroline B., 1986, *Men who Migrate, Women who Wait,* Princeton, N. J., Princeton University Press.

BSPS, 1983, *The Family,* Occasional Paper 31, British Society for Population Studies, London, Office of Population Censures and Surveys.

BURCH, Thomas K. et al, 1987, «Measures of Household Composition and Headship Based on Aggregate Routine Census Data», in BONGAARTS et al (eds), 1987.

CABRAL, Manuel Villaverde, 1983, «A Economia Subterrânea vem ao de Cima: Estratégias da População Rural perante a Industrialização e a Urbanização», *Análise Social* XIX (76); 199-234.

CALOT, Gérard, et BLAYO, Chantal, 1982, «Recent Course of Fertility in Western Europe», *Population Studies,* XXXVI (3), 349-372.

CAVACO, Carminda, 1985, «A Agricultura a Tempo Parcial como Factor de Estabilidade e de Paz Social em Portugal», *Finisterra,* XX (39), 47-107.

COALE, Ansley J., 1965, «Estimates of Average Size of Household», in A. J. COALE et al, *Aspects of the Analysis of Family Structure,* Princeton, N. J., Princeton University Press.

COSTA, António Firmino da, 1985, «Espaços Urbanos e Espaços Rurais: um Xadrez em dois Tabuleiros», *Análise Social,* XXI (87-88-89), 735-756.

DOMINGUES, Álvaro, e MARQUES, Teresa, 1987, «Produção Industrial, Reprodução Social e Território — Materiais para uma Tentativa de Abordagem do Médio Ave», *Revista Crítica de Ciências Sociais,* 22, 125-144.

EVERSLEY, David, 1983, «The Family and Housing Policy: the Interaction of the Family, the Household and the Housing Market», in BSPS, 1983.

FEIJÓ, Rui G., e NUNES, João Arriscado, 1986, «Household Composition and Social Differentiation — North-Western Portugal in the Nineteenth Century», *Sociologia* Ruralis, XXVI (3-4), 249-267.

GLICK, Paul, 1984, «Les Ménages aux Etats-Unis, 1960, 1970, 1982», *Population* 4-5, 1984.

HAJNAL, John, 1982, «Two Kinds of Preindustrial Household Formation Système», *Population and Developpement Review,* 8 (3), 449-494.

HIRSCHOON, Renée, 1984, «Under One Roof: Marriage, Dowry and Family Relations in Piraeus», in M. KENNY and D. I. KERTZER (eds.), *Urban Life in Mediterranean Europe — Anthropological Perspectives,* Urbana, Ill., University of Illinois Press.

KOESOEBJONO, Santo, 1986, «Évolution des Ménages aux Pays-Bas, 1960-1980», *Population,* 2.

LASLETT, Peter, WALL, Richard, (eds.), 1972, *Household and Family in Past Time,* Cambridge, University Press.

LE BRAS, Hervé, 1979, *Child and Family — Demographic Developments in OECD Countries,* Paris, OCDE.

LESTHAEGHE, Ron, 1980, «On the Social Control of Human Reproduction», *Population and Development Review,* 6, 527-548.

LOBO, Isabel de Sousa, 1985, «Estrutura Social e Produtiva e Propensão à Subterraneidade no Portugal de Hoje», *Análise Social,* XXI (87-88-89), 527-562.

MURPHY, Michael, 1983, «The Life Course of Individuals in the Family: Describing Static and Dynamic Aspects of the Comtemporary Family», in BSPS, 1983.

NAZARETH, J. Manuel, 1984, «Conjuntura Demográfica da População Portuguesa no Período de 1970-1980: Aspectos Globais», *Análise Social,* XX (81-82), 237-262.

NAZARETH, J. Manuel, 1985, «A Demografia Portuguesa do Século XX: Principais Linhas de Evolução e Transformação», *Análise Social,* XXI (87-88-89), 963-980.

NILSSON, Thora, 1985, «Les Ménages en Suède, 1960-1980», *Population,* 2.

NUNES, João Arriscado, 1987a, «As Estatísticas Oficiais como Fontes para o estudo da Família e do Grupo Co-residente: a Propósito do Recenseamento Geral da População de 1981», *Boletín de la Asociación de Demografia Histórica,* V (1), 64-102.

NUNES, João Arriscado, 1987b, «Nupcialidade e Família en Portugal (Séculos XVI--XX): Balanço Crítico e Perspectivas», communication au I Congrès Luso-Hispano--Italien de Démographie Historique, Barcelone, 22-25 Avril 1987.

PINA-CABRAL, João de, 1986, *Sons of Adam, Daughters of Eve,* Oxford, Clarendon Press.

PINA-CABRAL, J., FEIJÓ, R. G., NUNES, J. A., COELHO, M., GONÇALVES, A. M., «A Casa do Noroeste — Introdução e Comentários a um Encontro Pluridisciplinar», *Análise Social,* XXIII (95), 151-163.

PINTO, José Madureira, 1985, *Estruturas Sociais e Práticas Simbolico-Ideológicas nos Campos,* Porto, Ed. Afrontamento.

REIS, José, 1985, «Modos de Industrialização, Força de Trabalho e Pequena Agricultura — Para uma Análise da Articulação entre a Acumulação e a Reprodução», *Revista Crítica de Ciências Sociais,* 15-16-17.

REIS, Maria Luísa Braula, 1984, *A Evolução das Estruturas Familiares em Portugal,* Lisboa, Instituto de Ciências Sociais.

ROUSSEL, Louis 1983, «Les Ménages d'une Personne: l'Évolution Récente», *Population,* 6.

ROUSSEL, Louis, 1986, «Évolution Récente de la Structure des Ménages dans Quelques Pays Industriels», *Population,* 6.

ROWLAND, Robert, 1984, «Sistemas Familiares e Padrões Demográficos em Portugal: Questões para uma Investigação Comparada», *Ler História,* 3, 13-32.
ROWLAND, Robert, 1987, «Nupcialidade, Família, Mediterrâneo», *Boletín de la Asociación de Demografía Histórica,* V (2), 128-143.
RUGGLES, Steven, 1987, *Prolonged Connections — The Rise of the Extended Family in Nineteenth-Century England and America,* Madison, Wisc., The University of Wisconsin Press.
SANTOS, Boaventura de Sousa, 1985, «Estado e Sociedade na Semiperiferia do Sistema Mundial: o Caso Português», *Análise Social,* XXI (87-88-89), 869-901.
SCHWARZ, Karl, 1983, «Les Ménages en République Fédérale d'Allemagne (1961, 1972, 1981)», *Population,* 3.
SÉGALEN, Martine, 1984a, «Nuclear is not Idependent», in R. McC. NETTING, R. R. WILK, J. ARNOULD (eds.), *Households: Comparative Studies of the Domestic Group,* Berkeley, Cal., The University of California Press.
SÉGALEN, Martine, 1984b, «'Avoir sa Part': Sibling Relations in Partible Inheritance Brittany», in H. MEDICK, D. W. SABEAN (eds.), *Interest and Emotion — Essays on the Study of Family and Kinship,* Cambridge/Paris, Cambridge University Press / / Editions de la Maison des Sciences de l'Homme.
SÉGALEN, Martine, 1986, «Kin Relationships and the Life Cycle: A Breton Village at the Turn of the Twentieth Century», in D. I. KERTZER, (ed.), *Family Relations in Life Course Perspective,* Greenwich, Conn., JAI Press.
SMITH, Richard, M., 1981, «Fertility, Economy and Household Formation in Formation in England over Three Centuries», *Population and Development Review,* 7, 595-622.
SMITH, Richard M., 1986, «Transfer Incomes, Risk and Security: The Roles ot the Family and the Collectivity in Recent Teories of Fertility Change», in D. COLEMAN, R. SCHOFIELD, (eds.), *The State of Population Theory: Forward from Malthus,* Oxford, Basil Blackwell.
SMITH, Richard M., s. d., «Welfare and the Management of Demographic Uncertainty», roneo, All Souls College, Oxford.
VAN de Kaa, Dirl, *Europe's Second Demographic Transition,* Population Bulletin, vol. 42, No. 1, Washington, D. C., Population Reference Bureau.
WACHTER, K., HAMMEL, E., LASLETT, P., 1978, *Statistical Studies of Historical Social Structure,* New York/London, Academic Press.
WACTHER, Kenneth, 1987, «Microsimulation of Household Cycles», in BONGAARTS et al, 1987.
WALL, Richard (ed.), 1983, *Family Forms in Historic Europe,* Cambridge, Cambridge University Press.

UNE HYPOTHESE METHODOLOGIQUE POUR L'ANALYSE DE LA MODERNISATION SOCIO-POLITIQUE

Maria José Stock
Departamento de Sociologia
Universidade de Évora

Cette communication se propose de présenter, d'une façon très concise, un schéma théorique qui permette de comprendre, dans une perspective sociologique, les résultats des nouveaux défis imposés à la société portugaise depuis 1974[1], qui ont provoqué sa modernisation politique et sociale[2].

Le modèle ici défendu part de l'analyse du conflit intra-groupe, en considérant le conflit comme une des voies possibles pour l'étude du changement social en général, mais surtout en fonction de l'opérationalisation respective en ce qui concerne la recherche dans le domaine politique.

Dans le cas concret de la société portugaise, la dynamique mise en route par le coup d'état du 25 Avril 1974 avait fourni l'occasion d'un changement socio-politique d'une ampleur considérable, en termes soit qualitatifs, soit quantitatifs. D'un côté, on est en présence d'une totale transformation des structures et des processus politiques

[1] Ce fut une vraie révolution, parce qu'il y a eu une totale mutation politique et constitutionnelle, avec un nouveau corps politique et une nouvelle forme de gouvernement. Sur le concept de révolution, voir Hannah Arendt, *On Revolution, New York, Viking,* 1963, p. 28.

[2] À propos de la Révolution en tant qu'aspect de la modernisation politique, voir Samuel Huntington, in *Political Order in Changing Societies,* New Haven, London, Yale University Press, 1968, p. 265.

et sociaux, de l'autre, d'une multiplication sensible des uns et des autres[3].

Le monochromatisme caractéristique de la société portugaise jusqu'à 1974 a cedé la place, a partir de cette date, à une immense variété et à l'expression multiple des clivages existant déjà dans la structure sociale, au-delà de ceux qui deviendront visibles dans le coeur du système politique. Les dissensions présentes, jusqu'en 1974 sublimées dans certains cas et reprimées dans d'autres, deviendront des conflits ouverts entre les différents composants de la société[4].

Sur le plan politique, à côté de l'apparition de nouvelles formations, comme les partis, acteurs politiques par excellence, et en raison de leur existence elle-même, de nouveaux processus sociaux se sont développés et en chacun d'eux, certains mécanismes sont devenus plus visibles, comme c'est le cas du conflit.

En considérant que les partis politiques ne sont pas venus seulement canaliser ce conflit, mais l'ont eux-mêmes personnifié, pratiquement dans toutes les dimensions qu'il a acquis dans la sphère politique, on doit analyser son rôle quand il découle de cette sphère, en ce qui concerne le changement socio-politique inhérent à tout processus de développement politique.

Ainsi, nous partirons de certains présupposés fondamentaux, qui découlent de la théorie dialectique du conflit de racine hégélienne et qui relèvent aussi de la thèse de l'antinomie rationnelle de Kant[5].

Nous expliciterons ce qui est sous-jacent à notre modèle en cherchant simultanément à le développer, en visant son opérationalisation et en suivant un objectif de recherche empirique à faire sur les partis politiques portugais[6].

---

[3] À titre d'exemple, on doit rappeler la formation d'une cinquantaine de partis ou parapartis peu après le coup d'Etat du 25 Avril 1974. Ces partis et organisations politiques sont ehaustivement rapportées par Marcelo Rebelo de Sousa, dans *Os Partidos Políticos no Direito Constitucional Português,* Braga, Livraria Cruz, 1983, pp. 238-239.
Le développement politique et, ainsi la modernisation socio-politique, impliquent une croissante complexité, qui demande un niveau d'organisation plus élaboré, parmi lequel on compte les partis politiques. Voir à ce sujet, Joseph LaPalombara et Myron Weiner (eds), *Political Parties and Political Developpement,* New Jersey, Princeton University Press, 1972, p. 5.

[4] À titre d'exemple, on doit se souvenir des innombrables querelles politiques et sociales déclanchées pendant le PREC (Procés Révolutionnaire en cours). Voir les disputes rapportées, dans *A Revolução das Flores,* 3 vol., Lisboa, Editorial Aster, s. d.

[5] On pense même que c'est sur ces fondements philosophiques, ainsi que sur les conceptions complémentaires de l'homme et de la société d'Hobbes et de Rousseau, que se base toute l'essence des principes démocratiques occidentaux.

[6] La recherche dont il s'agit ici sera l'objet de notre thèse de doctorat en Sociologie Politique à présenter à l'Université d'Évora.

L'investigation scientifique dans le domaine de la Sociologie, surtout quand il s'agit d'une recherche sur le changement social et politique — nécessairement une analyse dynamique — , doit toujours tenir compte de deux phénomènes indissociables entre eux, lesquels sont aussi à la base de tout changement: le conflit et le consensus[7].

La réalité socio-politique contient, toujours et simultanément, ces deux mécanismes, d'ailleurs complémentaires, qui expriment les relations de type antithétique et convergent, sur lesquelles se basent la société et, par conséquent, n'importe quel groupe socio-politique.

La société et les éléments qui la composent ne sont ni le produit exclusif du consensus ou de l'équilibre[8], ni seulement le résultat des forces en conflit, mais l'effet de la relation dialectique qui s'établit entre les deux processus indiqués.

Le changement qui survient dans l'arène politique sera, donc, le résultat de la relation dialectique entre les rapports antithétiques et convergents, exprimés par le conflit et le consensus; c'est-à-dire, la modernisation politique est la conséquence de la nouvelle dynamique qui s'établit entre les deux processus en cause, dans une certaine conjoncture.

* * *

Les mécanismes fondamentaux de toute modernisation politique sont, à notre avis, les caractéristiques du processus de conflit, surtout si ce changement se fait dans le domaine politique, et plus précisement à l'intérieur de la sphère politique et des partis.

Il ne s'agit pas ici de défendre que le changement, indispensable au développement politique dans un régime démocratique, procède exclusivement du résultat des forces en confrontation, c'est-à-dire, du

---

[7] Cette question a déchaîné l'une des plus grandes polémiques dans le cours de l'histoire de la pensée sociale. Pour une révision des théories du conflit et du consensus, voir, par exemple, Luis Gonzalez Seara, *La Sociologia Aventura Dialéctica,* Madrid, Editorial Tecnos, 1976, pp. 19-66 et 245-277; voir également note 8, *infra.*

[8] Il y a des auteurs qui défendent le consensus en tant que fondement de la société, perspective qui, selon nous, empêche complétement la compréhension du changement social; d'autre part, il y en a d'autres qui basent la société seulement sur le conflit. Les uns et les autres tombent dans ce que Dahrendorf classe comme des Théories Utopiques, auxquelles il oppose une vision objectiviste qu'on surnomme Théorie Rationaliste; voir Ralph Dahrendorf, «Out of utopia: towards a reorientation of sociological analysis», in *American Journal of Sociology,* vol. XLIV, n.° 2, 1958.

conflit, mais, seulement, que celui-ci est indispensable à l'accomplissement de celui-là. Des relations surtout conflictuelles seront toujours à la base des consensus à établir, qui constituent en eux-mêmes le changement.

Le conflit fonctionne, dans cette perspective, comme moteur du développement socio-politique et les consensus d'ordre supérieur qui se fondent sur celui-ci vont, de leur côté, permettre la formation de nouveaux groupes ou structures, ou la modification de celles qui existent déjà.

Le modèle présenté ici présuppose que le conflit est un phénomène naturel[9] et même positif pour la société[10], et met de côté, comme obsolète, l'intention de l'interpréter en tant que phénomène pathologique et disfonctionnel.

* * *

A notre avis, le conflit découle de la nature humaine et sociale elle-même, et est toujours présent dans l'interrelation sociale. Dans le cas de la sphère politique, il consiste surtout en une forme de résolution des antagonismes existant entre les tiers et aussi en une façon de parvenir à des consensus nécessaires pour que la rupture ne se produise pas.

Le conflit est, dans cette perspective, un processus normal, socialement et politiquement salutaire pour la résolution des divisions du tissu politico-social et des tensions inhérentes, engendrées par celles-là[11].

---

[9] Sur les fonctions positives du conflit, on doit surtout voir Lewis Coser, *The Fonctions of Social Conflict,* New York, The Free Press, 1964, pp. 80 et 133-134. Néanmoins, Coser dit qu'il y a aussi des conflits qui n'ont pas d'aspects positifs; ce sont ceux qui contredisent les principaux composants de la relation sociale, en devenant disfonctionnels.

[10] Il est évident que pour que survienne le conflit, il est nécessaire que la préalable explicitation des dissensions latentes que soit faire, ce qui implique la distinction entre les concepts de division sociale, clivage, conflit, compétition, etc. Ce n'est pas ici le lieu de faire ces explicitations, mais il convient de rappeler l'importance des précisions conceptuelles dans des analyses plus profondes, dans une méthodologie du «concept opérationel» présentée par Adriano Moreira dans *Ciência Política,* Lisboa, Livraria Bertrand, 1979, p. 73.

[11] C'est aussi Coser, mais dans un autre ouvrage, qui impute au conflit la fonction d'éviter l'ossification de la société. Voir Lewis Coser, *Nuevos Aportes a la Teoria del Conflicto Social,* Buenos Aires, Amorrortu, 1970, p. 25.

Notre opinion est que le conflit contient, en lui-même, des éléments antithétiques et convergents qui sont tous les deux, simultanément présents et dynamiques dans les groupes socio-politiques. Donc, des aspects qu'on croit positifs pour la société, en découlent, et c'est entre eux qu'on situe le changement politique. Celui-ci sera, ainsi, le résultat des deux éléments rapportés, l'un et l'autre positifs, dans une perspective que l'on peut considérer comme défendant une «dualité sans dualisme».

Le conflit intra-groupe est indispensable pour que le changement socio-politique prenne place, et cela est d'autant plus vrai que la propre formation des groupes et le changement permanent auquel ils se soumettent, résultent d'une suite de facteurs aussi bien associatifs que dissociatifs et de la relation dynamique qui s'établit entre eux.

* * *

Tous les deux sont fondamentaux dans la constitution des groupes, dans leur continuité, dans leur permanent réajustement interne, et aussi en ce qui concerne leur éventuelle disparition, après laquelle apparaîtront des nouvelles formations.

Tous les phénomènes rapportés présument toujours le changement, lequel implique, toujours, un certain degré de conflit. Celui-ci, à son tour, n'est pas nécessairement disruptif, quoique dans le conflit les contraires s'annulent et que de nouveaux ensembles se forment avec les contradictions inhérentes et ainsi successivement. Ceci est même le déroulement normal d'un processus politico-démocratique.

* * *

C'est dans cette mesure que le conflit apparaît comme source du changement et c'est pourquoi on le considére comme moteur de la vie politique et sociale. C'est aussi pour ces raisons qu'on impute au conflit la fonction d'éviter «l'ossification» de la société, en contribuant à son équilibre dynamique, pour les réajustements successifs auxquels elle est soumise[12].

---

[12] Ceci étant, on ne se restreindra pas à ce qu'on croit être une excessive réduction sociologique, mais, dans le sens de Sartori, on considére qu'il y a une interrelation dynamique entre les divers systèmes. Voir Giovanni Sartori, «From the sociology of politics to political sociology», in Seymour Lipset (ed), *Politics and the Social Sciences,* New York, 1969, pp. 65-100.

Si l'on revient au problème du conflit intra-groupe, puisque c'est dans la spère interne des groupes politiques — spécifiquement en ce qui concerne les partis — qu'on prétend tester notre modèle, il nous semble qu'il prend une importance particulière, non seulement au niveau du changement des propres groupes, mais aussi, en extrapolant un peu, dans le changement à un niveau plus élargi, c'est-à-dire, au niveau du système politico-social.

L'intérêt du modèle en cause se fonde, précisément, sur la possibilité de faire cette extrapolation. Or cette possibilité découle des liens qui existent entre les niveaux successifs d'analyse: le système intra-partis, le système de partis, le système politique et le système social.

Les liens qui s'établissent entre ces différents niveaux, que nous appelons systèmes, non à cause d'une concession spéciale à l'analyse systémique mais seulement pour des raisons de simplification terminologique, sont la conséquence de l'interdépendence entre les divers plans rapportées.

La reconnaissance de cette interdépendance n'empêche pas que l'on attribue au système politique un certain degré d'autonomie envers le système social[13]. Les réseaud des relations qui s'etablit entre les divers niveaux ou plans considérés, esquisse un circuit dynamique d'influences mutuelles, qui devra à chaque fois être détaillé.

En ce qui concerne notre modèle on considère qu'à l'intérieur du système politique, plus précisement au niveau intra-partis, prend place une logique propre, provenant de l'autonomie relative que celui-ci détient. Cette logique propre apparaît au-delà de l'impact des conditions pré-existantes dans le tissu social.

Sur le plan intra-partis, vont surgir, selon notre opinion, des conditions spécifiques qui méneront au conflit interne, sans nier qu'il est également possible à celui-ci de refléter le conflit préexistant dans la structure sociale. Le conflit interne, provenant des conditionnements strictement du for politique, poura, à son tour, affecter la structure et les processus dans le système social.

C'est pourquoi l'on considère que le système politique et de partis a une certaine possibilité de manoeuvre dans le sens où il produira lui-même du conflit, celui-ci n'étant pas simplement la conséquence des divisions existantes dans la société. Le conflit produit dans la sphère intra-partis pourra, ainsi, déterminer non seulement le conflit au niveau du système des partis, mais aussi configurer le conflit en général et, par conséquent, celui qui a lieu dans la société.

---

[13] C'est précisément ce que l'on va faire à l'égard de la recherche empirique et dont on pense pouvoir présenter les résultats, à terme, à la considération de la communauté scientifique. Voir *supra* note 6.

De cette façon, on doit, dans un deuxième temps, chercher les motivations strictement politiques, qui ne précèdent pas le système des partis, mais en sont la conséquence, et qui mènent à la structuration du conflit qui à la base du changement socio-politique; ceci, pour pouvoir conlure sur les conditionnements exacts exercés par le conflit intra-partis dans le développement politique et social. En dernière analyse, ceci nous mènera à essayer de comprendre l'importance éventuelle de l'action volontaire des sous-unités des partis (par exemple les élites, les cadres moyens, les militants ou les groupements de conflit comme les factions) dans la production de ces conflits. Mais ces questions débordent la phase de modélisation que nous nous sommes proposées de présenter ici.

En résumant cette exposition, nous pouvons affirmer que les prémisses fondamentales sur lesquelles se fonde le modèle presenté sont les suivants:

— La modernisation politique et sociale présume le surgissement de nouvelles formations ou nouveaux groupes et l'existence de processus divers, lesquels sont à sa source et facteurs de son évolution postérieure;
— Parmi les processus indiqués, on compte le conflit intra-groupe, considéré comme moteur essentiel du changement;
— Le conflit en cause ne consiste pas dans le simple réflexe des conflits éventuellement préexistants dans la structure sociale, mais il a aussi une composante essentielle produite dans la sphère interne des groupes considérés, dans le cas présent, celui des partis;
— La base de la production de ce conflit est, selon nous, l'action volontaire des sous-unités respectives — des individus ou des groupes d'individus — et résulte de l'autonomie relative que le système politique détient envers le système social plus vaste;
— Le conflit est considéré comme un phénomène normal, même positif, pour le changement socio-politique;
— L'analyse du conflit intra-partis et des motivations sous-jacentes permettront de comprendre les formes que le conflit prendra dans le système politique et celui de partis, et dans la société; cette extrapolation est possible dans la mesure où l'on pense qu'il y a une interdépendance mutuelle entre les divers niveaux considérés.

Notre but a été de présenter une grille théorique passible d'un développement et d'un approfondissement postérieurs; celle-ci ainsi la recherche empirique d'une certaine réalité: le changement socio-politique au Portugal depuis 1974, en soumettant ce modèle à la discussion des divers participants de ce Symposium.

Le modèle présent doit être défini d'une façon plus précise, en fonction de son opérationalisation respective et les hypothèses à developper doivent être testées une à une empiriquement.

Il est évident que l'utilité du schéma théorique proposé ne sera evaluée que lorsque sera réalisée la recherche empirique dans le domaine des sous-unités du système politique qui sont les partis. Ceci sera le test final de l'utilité du modèle qu'on vient de présenter.

LA FAMILLE AÇORÉENNE AU XXEME SIECLE
UNE APPROCHE DEMOGRAPHIQUE

Gilberta Rocha
et Rolando Lalanda
(Universidade dos Açores)

INTRODUCTION

La famille est une institution sociale qui se caractérise par une relative stabilité formelle. Martine Segalen affirme que celle-ci est «*...une institution souple et resistante, dès qu'on prend un certain recul historique*[1].

C'est en tenant compte de l'importance de ce recul historique qu'on a analysé l'évolution de la famile aux Açores, tout au long de la période 1900-1981.

La délimitation de l'analyse aux aspects démographiques définie un champ spécifique pour la compréhension des rapports entre la tradition et la modernité.

Cette étude est préliminaire et elle s'intègre dans un projet plus étendu qui s'oriente vers l'analyse des grandes tendances du changement social et des spécificités de fontionnement de ce système sociétal insulaire.

Notre approche est donc quantitative et, dans ce contexte général de la recherche, elle prétend caractériser les élements démographiques significatifs de la stabilité et du changement de la famille.

---

[1] Martine Segalen, *Sociologie de la famille,* Paris, Armand Colin, 1981 (Collection U) p. 6.

I

L'archipel des Açores est formé par neuf îles naturellement groupées en trois ensembles géographiquement définis: le groupe occidental (Corvo et Flores), le groupe central (Terceira, Graciosa, São Jorge, Pico et Faial) et le groupe oriental (Santa Maria et São Miguel).

La population açoréenne, qui était en 1981 de 243410 habitants, se trouve concentrée dans les îles de plus grandes dimensions: São Miguel (746 km2) et Terceira (402 km2). L'île la plus petite de l'archipel est Corvo (17 km2) ayant à peine 370 habitants[2].

Dans ce domaine insulaire caractérisé par des populations réduites, le degré de concentration par localités se trouve directement lié à l'aire habitable et au relief. La densité de la population est ainsi, d'une manière générale, moins importante dans les îles de petite dimension et dans l'île la plus montagneuse, Pico[3].

L'évolution de la population des Açores se caractérise, dans la période 1900-1981, par une croissance entre 1920-1940 qui se renforce entre 1940 et 1960. Les périodes 1900-1920 et 1960-81 se caractérisent, au contraire, par une décroissance, surtout après 1966 où l'on enregistre un fort accroissement de l'émigration, tendance séculaire de cette population insulaire[4].

Ayant son économie axée sur le secteur primaire, l'archipel, dans son ensemble, a connu de profonds changements à partir des années soixante. On observe un transfert d'une partie de la population active de ce secteur vers le secteur tertiaire, surtout dans les îles où se situent les villes de Ponta Delgada, Angra do Heroísmo, et Horta, c'est à dire, dans les îles de São Miguel, Terceira et Faial.

Il faut aussi remarquer que cette tendance se vérifie dans l'île de Santa Maria, où le réseau urbain est réduit. Ceci se trouve lié à l'existence, depuis la deuxième guerre mondiale, d'un aéroport international dont les services ont exercé une grande attraction sur la population active de l'île[5].

Ces changements socio-économiques récens, liés à d'autres de nature socio-culturelle, se développent dans le cadre de changements plus profonds, dont l'évolution de la famille est un des facteurs fondamentaux.

---

[2] Cf. tableau I
[3] Cf. tableau II
[4] Cf. tableau III
[5] Cf. tableau IV

II

La dimension moyenne de la famille açoréenne s'est accrue en 1940 et en 1960, années où l'on enregistre aussi une croissance significative de la population. La dimension moyenne de 4,2 et 4,3 entre 1900 et 1920 atteint respectivement 4,7 et 4,6 en 1940 et en 1960. Par contre en 1981 la moyenne est de 4,0 personnes, ce qui traduit une diminution accentuée, si l'on considère qu'elle se produit à peine en vingt ans.

Si en 1900, en 1920 et en 1981 les agrégats familiaux de deux personnes enregistrent le pourcentage le plus élevé, par contre en 1940 et en 1960 ce phénomème se vérifie dans des agrégats plus nombreux, tout en étant aussi significatif dans ceux de deux et trois personnes. Entre 1960 et 1981 la diminution du nombre moyen de personnes par agrégat familial se traduit par un pourcentage plus élevé des agrégats d'une et de deux personnes, tandis que l'on assiste à une diminution des plus nombreux, notamment de ceux de plus de cinq personnes[6].

Serons-nous devant un profond changement structurel de la famille açoréenne?

Nous ne le croyons pas, étant donné que dans la période analysée, malgré les variations de la dimension familiale, la famille nucléaire semble dominante. Néanmoins il existe la possibilité, dans des époques de crise économique comme celle du milieu du siècle, de constater une importance accrue des familles pluri-nucléaires.

L'analyse des variables micro-démographiques du mouvement de la population, met en evidence les principaux facteurs qui affectent ces structures et qui déterminent les caractéristiques macro-démographiques de la population.

La mortalité est globalement très elevée jusqu'aux années quarante, à partir desquelles on enregistre une diminution, qui se renforce après 1960. En effet, ce phénomène décroit dans ces dernières vingt années, surtout en ce qui concerne la moralité enfantine, qui aux Açores a toujours presenté les valeurs les plus élevées dans l'ensemble des régions portugaises.

L'évolution de la mortalité peut expliquer partiellement, et d'une façon qu'on croit non déterminante, l'augmentation de la dimension familiale des années 1940 et 1960, mais elle ne peut pas être responsable de la diminution observée dans les années les plus récentes.

La natalité, elle aussi, est très élevée au début du siècle et en 1960, après une diminution en 1940. À partir des années soixante,

[6] tableau V

cette variable connaît un déclin accentué que l'on croit associé à la réduction du nombre de personnes par agrégat familial. Le taux brut de natalité (T.B.N.) atteint 30‰, jusqu'aux années soixante et en 1981 il n'est que de 21‰. En ce qui concerne le taux de fécondité générale (T.F.G.) l'évolution est semblable car les valeurs autour de 130‰ verifiées antérieurement ne sont que de 96‰ en 1981.

Si l'on tient compte du nombre moyen d'enfants par femme, on vérifie aussi une décroissance significative, étant donné qu'en 1960 celui-là est de 4,2 et en 1981 de 3,2.

On peut remarquer que dans les années quarante la fécondité est inférieure à celle observée en 1960, car le TBN est de 27‰, le TFG de 107‰ et le nombre moyen d'enfants par femme est de 3.5.

Quels seront les facteurs qui peuvent justifier le déclin observé entre 1920 et 1940? Pourra-t-on affirmer que ce déclin est semblable à celui des années plus récentes?

Dans une approche strictement démographique, on observe des situations différenciées. En 1940, on vérifie une diminution du taux brut de nuptialité et un âge moyen au mariage plus tardif; 28 ans pour les hommes et 24 ans pour les femmes, qui était en 1900 et 1920, respectivement, de 26 et 23 ans. Ceci ne se verifie pas dans les années les plus récentes, étant donné que la nuptialité augmente tandis que l'âge moyen au mariage diminue significativement, 25 ans pour les hommes et 21 ans pour les femmes.

Si dans les années quarante la décroissance de la fécondité peut être une conséquence directe de la nuptialité, par contre, on ne peut pas l'affirmer pour les périodes les plus récentes, surtout dans les années quatre-vingt, où cette variable est plus intense qu'en 1960.

L'analyse du taux de fecondité par groupes d'âge des années 1940, 1960 et 1980 met en évidence que c'est dans les vingt dernières années qu'on peut déceler certains indices de changement dans la conception du mariage[7] et du nombre d'enfants desirés, puisque c'est dans les groupes les plus agés qu'on enregistre une fécondité plus faible[8].

Dès lors, on peut affirmer que l'importance de la natalité dans les changements de la dimension familiale, comme indicateur de changement socio-culturel, apparaît surtout à partir des années soixante, tandis que la situation en 1940 est plutôt liée au niveau de la nuptialité.

---

[7] Cf. Gilberta Pavão Nunes Rocha et Octávio Ribeiro de Medeiros, «Análise da evolução do casamento nos Concelhos de Angra do Heroísmo, Horta e Ponta Delgada, no período 1961 a 1985» in *Arquipélago,* Série Ciências Sociais n.° 1, vol. VIII de Ciências Humanas, Ponta Delgada, Universidade dos Açores, 1986.

[8] Cf. Tableau VI

Si les variables micro-démographiques du mouvement naturel ne semblent pas être suffisants pour la compréhension des changements vérifiés dans la famille, c'est par leur conjonction avec les variables du mouvement migratoire qu'on peut analyser plus profondément le rapport existant entre cette institution et les régimes socio-démographiques sous-jacents.

L'importance de l'émigration pour la compréhension du système sociétal açoréen a été un des thèmes les plus étudiés dans ses multiples aspects, soit par des approches quantitatives et qualitatives soit en mettant en évidence les rapports existant entre ce phénomène et des domaines qui vont de la linguistique à l'économie.

Sans sous-estimer ces aspects, qui révèlent l'importance de ce phénomène dans la structuration des rapports avec un extérieur en pleine mutation[9], on a priviligié le rapport existant entre le volume d'émigration et la dimension des agrégats familiaux.

Jusqu'aux années vingt, l'émigration vers les EUA a été très élevée et a eu une influence directe dans la décroissance verifiée dans la dimension des familles. C'est avec la chute de ce courant, par le fait des difficultés mises à l'entrée dans les pays de destination, que la population açoréenne s'est accrue dans les rythmes vérifiés en 1940 et en 1960. À partir de 1965, et plus particulièrement entre 1965 et 1975, l'émigration a atteint des valeurs plus élevées dont l'influence se fait sentir encore de nos jours[10].

La corrélation négative existante entre l'allure de la courbe de l'émigration et celle de la dimension des familles est ainsi parfaitement visible.

Dès lors l'émigration, qui conditionne la structure de la population et plus particulièrement les variables natalité et nuptialité, devient, dans ce contexte, fondamentale pour comprendre les rapports existant entre les différentes variables démographiques.

Si l'existence de niveaux élevés d'émigration est déterminante pour la dimension familiale dans les périodes 1900-1981, et si leur absence est aussi déterminante dans l'augmentation vérifiée en 1940 et en 1960, c'est la fécondité – plus directement liée à la structure familiale – qui apparaît comme un des élements les plus significatifs du changement verifié dans ces dernières années.

---

[9] Cf. Roland Lima Lalanda Gonçalves, «Eutopia e emigração» in *Arquipálago,* série Ciências Sociais n.º 1, volume VIII de Ciências Humanas, Ponta Delgada, Universidade dos Açores, 1986.

[10] Cf. tableau VII.

III

L'évolution observée dans le cadre global de l'archipel se vérifie aussi dans chacune des îles, malgré l'existence d'une certaine diversité de situations.

En analysant la dimension moyenne des familles dans chacune des îles, on s'aperçoit tout de suite de la situation particulière de l'île de São Miguel par le fait d'avoir toujours des valeurs supérieures à la moyenne régionale[11]. Ceci est d'autant plus important que cette île, ayant dans le cadre de la région environ 50% de la population, contribue significativement pour la définition de la valeur moyenne.

En effet, la disparité est très forte dès le début du siècle, quand pour une dimension moyenne dans l'archipel de 4,2 personnes par famille, elle y atteint 5,4 à São Miguel. En 1981 celle-ci est la seule qui dépasse la moyenne régional de 4 personnes par famille, en enregistrant une valeur de 4,3.

Au contraire, sans avoir la même singularité, l'île Graciosa – une des plus petites de l'archipel – enregistre toujours une dimension moyenne plus faible, respectivement 3,6 en 1900 et 3,1 en 1981.

Par l'analyse de la distribution des familles selon leur dimension, on s'aperçoit qu'à São Miguel les dominantes sont celles qui se centrent autour des agrégats de 3 et 4 personnes, comme dans l'ensemble de l'archipel. Cependant, cette île se différencie des autres par l'importance relative des familles de sept personnes et plus, lesquelles en 1960 atteignent 23,8% du total[12]. Dans les autres îles, tout au long de la période, les dominantes sont les familles de deux et quatre élements, bien que celles de grandes dimensions aient quelquefois de l'importance, comme en 1940.

Nous ne nous trouvons pas en présence de dimensions familiales homogènes. Si d'une part São Miguel et Graciosa présentent toujours les dimensions les plus grandes et les plus petites, d'autre part c'est à Faial, Flores et Corvo qu'on trouve une plus forte variation tout au long du siècle.

Ces différentes tendances se vérifient aussi dans la structure familiale en 1981. Les familles nucléaires, dominantes dans le cadre de l'archipel[13], sont essentiellement formées par des couples avec des enfants célibataires, notamment dans les îles de São Miguel, Santa Maria et Terceira. Néanmoins, dans les autres on enregistre un plus fort pourcentage de familles sans enfants ce qui traduit leur degré de viellissement[14].

---

[11] Cf. Tableu VIII.
[12] Cf. Tableau VIII.
[13] Cf. Tableau IX.
[14] Cf. Tableau X.

Ainsi constate-t-on que dans le premier groupe il existe une valeur plus élevée de chefs de famille de 25 à 35 ans, tandis que dans le deuxième on trouve une plus forte representativité de ceux de plus de 65 ans, qui sont respectivement de 31,7% dans l'île de Flores; de 32% dans l'île Graciosa et de 32,4% dans l'île de Corvo[15].

En tenant compte de la specificité de São Miguel, on peut conclure que, malgré la similitude de tendances et une certaine homogénéité entre quelques-unes des îles, celles-ci connaissent une situation et une caractérisation évolutive unique, responsable par la diversité existante.

Cette diversité, liée à des structures de population inégales et aussi à des caractéristiques économiques et sociales différenciées, est parfaitement visible par l'analyse de la natalité; variable micro-démographique qu'on a considérée plus directement associée à la famille. En 1981, le nombre moyen d'enfants pour chaque femme enregistre des valeurs semblables entre les îles de Pico et Flores (2,3 et 2,4), entre Santa Maria, Terceira et Graciosa (au tour de 2,7) et entre São Jorge et Faial (respectivement 2,9 et 3,0). São Miguel se détache de l'ensemble avec une valeur de 3,6.

En ce qui concerne l'émigration on trouve aussi des disparités inter-îles étant les îles de Santa Maria et São Miguel celles où l'on enregistre les valeurs les plus élevés[16].

Pour la compréhension de la diversité açoréenne, on a besoin d'un besoin d'un système complexe d'indicateurs, qui dépassent le domaine de la démographie. Toutefois, on constate que le niveau très élévé de fécondité observé surtout à São Miguel, malgré les forts taux d'émigration enregistrés, ne peut pas être dissocié de la dimension familiale, ce qui place cette île dans une situation singulière dans le contexte régional.

En conclusion, on constate dans l'ensemble de la Région un changement dans la dimension familiale vers une relative réduction, où les rapports entre l'émigration et la natalité apparaissent comme déterminants.

Ainsi, en tenant compte de l'évolution de la famille açoréenne et les différences vérifiées dans son rapport au système sociétal, tout le changement doit envisager la diversité comme une donnée fondamentale dans un archipel plural.

---

[15] Cf. Tableau XI.

[16] Cf. tableau XII.

Tableau I

Îles	Superfície (km²)
Santa Maria	97
São Miguel	746
Terceira	402
Graciosa	61
São Jorge	246
Pico	448
Faial	173
Flores	142
Corvo	17
AÇORES	2 333

SOURCE: D.R.E.P.A. (Departamento Regional de Estudos e Planeamento dos Açores)

Tableau II

Îles	Densité de la population (1981)
Santa Maria	67
São Miguel	177
Terceira	133
Graciosa	88
São Jorge	42
Pico	35
Faial	89
Flores	31
Corvo	22
AÇORES	104

SOURCE: D.R.E.P.A.

Tableau III – ÉVOLUTION DE LA POPULATION RÉSIDENTE AUX AÇORES

Îles	1900	1911	1920	1930	1940	1950	1960	1970	1981
SMA.	6 359	6 247	6 457	7 158	8 067	11 839	13 233	9 762	6 500
SMG.	122 169	176 964	111 745	127 758	147 959	165 218	168 691	151 454	131 908
TER.	48 518	47 824	46 277	48 716	53 233	60 372	71 610	65 852	53 570
GRA.	8 359	7 603	7 477	8 470	9 193	9 617	8 669	7 420	5 377
SJO.	16 074	14 277	13 464	13 980	15 798	16 507	15 895	13 186	10 361
PIC.	24 184	21 853	199 27	20 204	21 423	22 557	21 837	18 490	15 483
FAI.	22 075	20 214	18 917	21 510	23 280	23 923	20 281	17 068	15 489
FLO.	8 127	7 220	6 720	6 992	7 447	7 850	6 582	5 379	4 352
COR.	808	746	661	676	691	728	681	485	370
AÇORES	256 673	242 948	231 543	255 464	287 091	318 511	327 480	289 096	243 410

SOURCE: I.N.E. Recenseamentos gerais da população.

Tableau IV – ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEURS

Îles	Secteur primaire		Secteur secondaire		Secteur tertiaire	
	1960%	1981%	1960%	1981%	1960%	1981%
S. Maria	52,9	26,1	13,8	13,9	31,4	59,6
S. Miguel	60,7	31,5	17,5	26,2	20,9	42,3
Terceira	44,6	21,3	21,0	28,2	33,5	50,4
Graciosa	77,3	51,8	12,6	21,1	9,5	27,0
S. Jorge	76,5	55,8	20,5	18,7	11,7	25,5
Pico	81,9	48,7	8,6	29,4	9,0	26,4
Faial	52,5	26,4	20,4	20,2	26,3	53,4
Flores	84,2	49,4	4,1	12,5	10,2	36,2
Corvo	86,4	60,9	1,7	16,5	11,9	22,6
AÇORES	59,9	31,4	16,6	25,3	22,4	43,2

SOURCE: I.N.E. (Instituto Nacional de Estatística)

Tableau V–ÉVOLUTION DES FAMILLES DES AÇORES SELON LEUR DIMENSION (%)

Années	Nombre de personnes						
	1	2	3	4	5	6	7 e +
1900	9,3	18,7	18,2	15,8	13,0	9,7	15,2
1920	9,8	18,5	17,3	15,3	12,9	10,8	15,4
1940	5,8	14,1	17,7	17,0	14,7	11,4	19,2
1960	4,9	15,0	17,9	18,2	14,9	11,1	18,1
1981	10,9	20,9	18,5	17,2	12,3	8,3	12,0

SOURCE: I.N.E.

Tableau VI – TAUX DE FÉCONDITÉ PAR GROUPES D'ÂGE

Groupe d'âge	1940	1960	1981
15 – 19 ans	0,01934	0,02886	0,05151
20 – 24 ans	0,12822	0,19861	0,19334
25 – 29 ans	0,20489	0,23835	0,17587
30 – 34 ans	0,16991	0,18878	0,11660
35 – 39 ans	0,13145	0,13189	0,06681
40 – 44 ans	0,05099	0,04712	0,02627
45 – 49 ans	0,00069	0,00052	0,00281

SOURCE: I.N.E.

Tableau VII

Périodes	Émigration (nombre d'émigrés) (Total Açores)
1900-1910	62.667
1911-1920	46.883
1921-1930	10.048
1931-1940	3.517
1941-1950	3.113
1951-1960	61.841
1961-1970	75.186
1971-1980	72.887
1981-1985	7.888

SOURCE: I.N.E.

Tableau VIII – ÉVOLUTION DE LA FAMILLE AÇORÉENNE SELON LA DIMENSION DES AGRÉGATS (%) ET SELON LE NOMBRE MOYEN DE PERSONNES PAR AGRÉGAT, PAR ÎLES.

Années	Dimension des agrégats							Nombre Moyen
	1	2	3	4	5	6	7 et +	
SANTA MARIA								
1900	7,5	17,2	23,3	15,9	13,2	9,4	13,4	4,2
1920	8,3	19,3	18,2	15,9	13,5	11,8	13,0	4,2
1940	7,0	15,8	15,8	16,7	13,8	9,8	21,0	4,7
1960	5,5	13,8	17,1	18,5	15,5	11,7	17,8	4,7
1981	14,1	22,6	19,5	18,1	11,7	5,8	10,4	3,8
SÃO MIGUEL								
1900	6,5	17,0	17,9	16,5	10,7	16,9	5,4	
1920	7,7	17,1	17,0	15,8	14,2	12,3	15,9	4,4
1960	4,6	12,7	16,8	16,7	15,1	12,3	21,8	4,9
1960	3,7	12,5	14,7	17,3	15,3	12,8	23,8	4,7
1981	9,5	17,4	16,7	17,0	13,2	9,8	16,3	4,3
TERCEIRA								
1900	9,7	20,8	18,5	15,1	11,7	9,3	14,8	4,1
1920	9,4	19,2	17,8	15,3	12,3	10,1	16,0	4,3
1940	6,2	16,2	19,8	17,8	14,5	10,2	15,3	4,4
1960	4,5	16,2	20,1	19,3	15,7	10,3	13,8	4,4
1981	10,0	22,2	20,8	19,0	12,3	7,5	8,2	3,7
GRACIOSA								
1900	17,1	21,5	19,3	14,3	11,1	7,6	9,2	3,6
1920	14,8	23,6	17,8	15,0	12,1	6,4	10,2	3,7
1940	10,3	18,4	21,1	18,1	12,0	8,3	11,8	4,0
1960	9,0	24,1	25,8	19,0	11,2	5,7	5,3	3,5
1981	14,4	34,1	19,7	15,0	8,4	3,8	4,7	3,1
SÃO JORGE								
1900	13,2	20,3	19,5	15,6	11,6	8,0	11,8	3,9
1920	15,0	21,4	18,3	14,4	11,0	7,8	12,1	3,8
1940	8,1	15,2	16,6	16,5	13,2	11,5	18,9	4,6
1960	7,7	15,8	19,3	17,3	13,8	8,9	17,2	4,4
1981	13,9	24,9	20,0	15,2	10,4	7,0	8,7	3,6

Tableau VIII – (SUITE)

Années	Dimension des agrégats							Nombre Moyen
	1	2	3	4	5	6	7 et +	
PICO								
1900	12,9	19,5	17,7	15,6	12,6	8,2	13,6	4,0
1920	13,5	19,7	16,8	14,7	11,2	9,2	14,9	4,1
1940	19,7	14,4	18,0	17,3	14,7	10,9	17,1	4,5
1960	6,3	17,1	21,7	19,3	14,4	9,3	11,9	4,2
1981	13,2	26,3	20,1	15,3	11,8	6,5	6,8	3,5
FAIAL								
1900	11,8	19,7	16,7	15,2	11,8	9,4	15,3	4,2
1920	11,3	18,4	17,9	14,8	12,3	10,1	15,2	4,2
1940	6,1	14,4	18,0	17,8	15,2	11,4	17,1	4,6
1960	7,3	19,7	21,0	18,8	13,2	8,6	11,4	4,0
1981	15,8	27,0	22,1	15,9	8,9	5,0	5,4	3,2
FLORES								
1900	12,8	19,8	17,7	14,9	10,9	8,8	15,1	4,1
1920	14,2	18,1	15,8	13,1	9,8	9,6	19,5	4,3
1940	7,0	13,2	16,6	14,7	16,1	9,6	22,7	5,0
1960	6,8	19,4	22,9	20,0	14,4	7,7	8.8	3,9
1981	15,8	27,0	22,1	15,9	8,9	5,0	5,4	3,2
CORVO								
1900	8,9	13,4	21,2	11,7	11,7	11,2	21,8	4,7
1920	5,6	15,5	13,4	13,4	16,2	19,0	16,9	4,8
1940	7,3	9,9	18,5	19,2	14,6	10,6	19,9	4,7
1960	4,3	8,7	21,7	26,7	21,1	11,2	1,9	3,8
1981	8,3	29,6	23,1	13,0	12,0	7,4	6,5	3,5

SOURCE: I.N.E.

Tableau IX – LES DIFFÉRENTES STRUCTURES FAMILIALES EN 1981 PAR ÎLES

Îles	Total	S/ couples %	Avec 1 couple %	Avec 2 couples %	Avec 3 et plus %
SMA	1 845	16,2	77,6	0,8	5,5
SMG	30 811	12,1	79,3	2,2	6,4
TER	14 420	12,5	80,2	1,7	5,7
GRA	1 753	16,4	78,7	0,9	3,9
SJO	2 913	17,7	75,9	1,7	5,7
PIC	4 555	16,5	77,6	1,8	4,1
FAI	4 469	19,4	73,2	1,8	5,6
FLO	1 346	21,4	72,5	0,7	5,3
COR	108	13,9	77,8	2,8	5,6

SOURCE: I.N.E.

Tableau X – LES FAMILLES NUCLÉAIRES SELON LEUR COMPOSITION (1981)

Îles	Total	Couple s/ enfants %	Couple avec enfants célibataires %	Père ou mère avec enfants célibataire %
SMA	1 431	28,1	70,9	1,0
SMG	24 419	23,0	76,0	1,1
TER	11 562	30,4	68,5	1,1
GRA	1 380	45,0	54,2	0,8
SJO	2 211	33,2	65,1	1,7
PIC	3 534	40,6	57,7	1,7
FAI	3 273	37,8	62,2	0,9
FLO	976	36,6	61,7	1,7
COR	84	48,8	51,2	0,0

SOURCE: I.N.E.

Tableau XI – FAMILLES SELON LE GROUPE D'ÂGE DU RESPONSABLE (1981)

G. d'âge	ÎLES								
	SMG	SMA	TER	GRA	SJO	PIC	FAI	FLO	COR
– 20	0,3	0,7	0,6	0,1	9,2	0,4	0,6	0,4	0,0
20-24	3,9	5,3	3,6	2,7	2,6	3,1	3,4	2,5	0,0
25-29	10,2	10,7	8,9	6,2	6,7	6,4	8,1	5,6	3,7
30-34	9,7	9,2	10,0	5,9	6,9	6,3	8,4	6,8	5,6
35-39	9,1	7,8	8,6	6,8	7,5	5,8	8,6	7,5	3,7
40-44	8,6	8,0	8,8	7,3	9,4	7,4	8,3	7,4	9,3
45-49	9,9	9,5	10,1	8,7	10,3	9,0	8,3	7,6	7,4
50-54	9,7	9,3	9,8	10,4	11,0	10,5	8,7	9,1	14,8
55-59	10,4	10,7	9,7	9,9	9,6	10,4	9,7	11,1	12,0
60-64	8,7	8,9	10,0	10,0	8,3	10,8	10,5	10,2	11,0
65 et +	19,5	20,1	19,0	32,0	27,3	29,7	25,3	31,7	32,4

SOURCE: I.N.E.

Tableau XII – TAUX D'ÉMIGRATION PAR ÎLES (1960-1981)

Années	SMA	SMG	TER	GRA	SJO	PIC	FAI	FLO	COR	Total
1960-1970	29,7	28,6	15,2	20,0	21,9	17,3	29,5	15,5	13,7	24,2
1971-1981	37,0	29,0	20,7	29,5	25,6	17,4	18,7	23,2	11,7	25,9

SOURCES: I.N.E. et Governo Regional dos Açores: Direcção dos Serviços de Emigração.

MODERNISATION BLOQUEE ET MILLENARISME RELIGIEUX

LE CAS DU CHILI, 1920-1985

Christian Lalive d'Epinay
Université de Genève

Le propos

Par *modernisation,* j'entends ici un processus complexe de changements multiples et globaux, processus qui transcende les volontés individuelles, qui contraint groupes sociaux et institutions à des démarches adaptatives, qui réorganise aussi le champ des possibilités d'action.

Dans cet essai, je me propose de souligner l'enjeu que représente, pour les acteurs politiques, l'aptitude à situer la modernisation dans une perspective mobilisatrice, c'est-à-dire l'aptitude à présenter la modernisation comme un projet que l'on réalise, et non comme un destin que l'on subit.

La situation que je vais analyser propose une démonstration a contratio. Je vais interpréter le développement d'un mouvement religieux millénariste au Chili, de 1920 à 1985, comme l'indicateur de l'inaptitude à proposer — dans une première phase — à préserver — dans l'époque récente — un projet national de transformation sociale à la fois crédible et mobilisateur.

Le mouvement pentecôtiste

Il naît aux Etats-Unis, au début du siècle. Théologiquement il insiste sur les dons de l'esprit (baptême feu, glossolalie, danse sacrée, don de guérison, don d'évangélisation). Sociologiquement: il réintroduit dans le christianisme les «rites de possession», donc tout un langage et tout un mode de communication avec autrui et avec le sacré, radicalement différents de ceux des grandes églises. Mode d'expression qui présente des analogies avec la culture des classes dominées.

Il influence un groupe de «Méthodistes»[1] qui était pris par une recherche mystique. Ce groupe sera exclu de l'Eglise, méthodiste au Chili dans les années 1909-10. Parmi les exclus ne se trouve qu'un étranger. Coupé du missionaire étranger et du dollar, ce groupe aura d'emblée un caractère national et devra soit s'étendre, soit dépérir.

Un polychrome imposant constitue souvent l'ornement principal des temples du pentecôtisme. On y voit une mer en fureur dont les vagues frappent un îlot rocailleux. Sur ce coin de terre menacée repose une Bible ouverte, illuminée par un rayon de soleil qui tombe du ciel, traversant les nuages noirs d'orage; dans la Bible, on peut lire le verset suivant, ou d'autres analogues: «venez à moi», vous tous qui peinez et ployez sous le fardeau, et moi je vous soulagerai» (Evangille selon St. Mathieu, Ch. II, verset 28). Ce tableau[2] représente allégoriquement certains des principaux axes de l'idéologie pentecôtiste. Dans un monde de perdition et de malheur, radicalement «mauvais et pervers», subsistent des îlots de paix, les communautés des croyants protégées par le «pouvoir de Dieu»[3], l'Esprit qui vient d'en haut. La tâche des élus est de prêter assistance à ceux qui se noient, à les appeler à aborder sur les rives préservées de l'Eglise, mais il ne saurait être question de vouloir maîtriser cette mer en fureur.

La cosmologie repose sur un dualisme radical qui attend tout de l'esprit et rien du matériel. Le thème de l'attente n'est pas rendu par le tableau; pourtant, il constitue un élément fondamental de ce dualisme. La communauté, refuge des converts placés sous la protection du Consolateur, se nourrit de l'attente d'un Royaume dont elle proclame l'imminence, et dont l'Eglise n'est pas l'arrhe mais seulement le signe. L'irruption du Royaume sera ravages et reconstruction d'une nouvelle terre et de nouveaux cieux.

Une vision religieuse de la société précise est impliquée par la cosmologie du protestantisme sectaire: au paradigme dualiste esprit/matière qui, sur le plan cosmologique, s'exprime par celui de cieux/

---

[1] Le méthodisme est un mouvement évangélique issu de l'Eglise anglicane au cours du XVIIIe siècle.

[2] Ce tableau n'est pas une création latino-américaine, mais fait partie de la série des polychromes diffusés par les sociétés bibliques. Aussi peut-on s'attendre à ce qu'il n'exprime pas la totalité de l'idéologie du protestantisme sectaire et que, complémentairement, il contienne des éléments que cette idéologie n'intègre pas, en particulier une bibliolâtrie latente: le rayon de soleil tombe sur le livre plutôt que sur l'île en général!

[3] Ainsi le pentecôtisme désigne-t-il le Saint Esprit. Et il ne s'agit pas d'un concept abstrait, mais d'une dénomination qui reflète l'expérience religieuse quotidienne. On pense au Durkheim des *Formes élémentaires...*

Pour plus de détails et une bibliographie, voir mes ouvrages: *El Refugio de las Masas,* Ed. del Pacifico, Santiago, 1968 (trad. portugaise: *O Refúgio das Massas,* Rio de Janeiro, 1970), et *Religion, dynamique sociale et dépendance,* Mouton, Paris-La Haye, 1975.

monde, dérive maintenant l'opposition église/société. Ce monde étant condamné, pourquoi s'en occuper? Mais ce principe de coupure qui régit l'éthique du croyant, jusqu'où va-t-il? Et ici, le cadre fixé par la cosmologie laisse une certaine marge de choix et de manoeuvre aux comportements socio-politiques des croyants. Se traduira-t-elle par une grève active, contestatrice des lois humaines, manifestant par des défis le fait que ses adeptes sont déjà sortis de ce monde pour entrer dans un autre sans commune mesure à l'antérieur? Ou se satisfera-t-elle d'une passivité systématique, d'une politique d'abstention partout où la légalité des hommes l'autorise?

C'est ce second type de comportement socio-politique qui l'emporte et on peut de qualifier de *passivité conformiste.* L'attente prémillénariste engendre un détachement du monde qui ne sera pas source manifeste du conflit. Le commandement: *«n'aimez pas le monde et les choses du monde»* de la première épître de Jean (très citée dans ces mouvements religeux) est tempéré par l'instruction d'*obéissance aux autorités civiles* que Paul donne aux chrétiens de Rome (Chap. 13, vers. 1-7). La politique du pentecôtisme se fond sur la mise en perspective de ces deux références bibliques. Elle autorise ce que la loi rend obligatoire, accepte une certaine participation au monde, mais condamne toute participation *responsable.*.

Cette idéologie est ainsi asservie à une stratégie d'action combinant la loi de la soumission aux autorité (l'État) et la loi de la coupure, du dégagement.

Première période (1910-1930): Emergence et stagnation

La rupture consommée d'avec l'Eglise-mère, les dissidents gagnent un certain nombre d'adeptes et s'organisent selon le modèle méthodiste en petites communautés.

Mais la croissance est faible, et les nouveaux adeptes sont recrutés presque totalement parmi les fidèles de l'Eglise méthodiste ou d'autres communautés de tradition protestante. L'élément important est que ces nouvelles communautés apprennent à vivre de manière indépendante, subvenant tant à leur besoins spirituels qu'à leurs besoins matériels. Le pasteur est rétribué par les membres de la communauté qui lui versent la dîme de leur revenu.

Transition: La crise des années 1930

La crise de 1929 va frapper un Chili déjà secoué depuis une dizaine d'années par une crise interne: effondrement de l'industrie du salpêtre remplacé sur le marché mondial par unm équivament synthétique; stagnation de la production agricole: ce pays si fertile, mais mal exploité par les propriétaires des grandes haciendas dont l'objectif est avant tout de préserver un mode de vie, doit commencer à im-

porter des produits alimentaires. La décennie précédant la crise mondiale voit se dessiner le phénomène des migrations internes massives. La crise apporte le coup final et marque la fin du modèle dit du «développement orienté vers l'extérieur» c'est-à-dire basé sur l'exportation de ceux-trois produits du secteur primaire. Le Chili disposait du cuivre, du salpêtre et du grain. Ne restera que le premier.

Sur le plan politique et idéologique, c'est au cours de ces décennies que l'idée révolutionnaire cesse d'être le fait de l'utopie pour se traduire dans des organisations et des actions, de la classe ouvrière surtout, mais aussi des petits secteurs moyens d'employés. Le président A. Alessandri mènera une politique démagogique en amplifiant les emplois du secteur de l'Etat, afin de résorber une fraction du mécontentement. Les années trente se caractérisent par une instabilité gouvernementale. Le rétablissement d ela «légalité» — ce grand mythe du Chili — aura lieu en 1932, avec le retour d'Alessandrini à la présidence.

Les classes rurales dominées restent en marge de ce processus qu'elles sublissent (migrations internes et déclin de l'idéologie du «patron»).

Si on lit l'histoire chilienne de 1930 et 1970 hors du contexte général du système capitaliste mondial, on pourrait la déchiffrer comme celle d'une société déstructurée à la recherche d'un nouvel équilibre. C'est une illusion d'optique. Dès qu'on restitue le Chill au sein de la totalité englobante, on découvre que cette phase n'est pas celle d'une transition, donc qu'elle ne décrit pas une anomie (un dérèglement et la quête de nouvelles règles). Au contraire la crise chilienne a une structure, mais son principe (ou noyau structurant) lui est extérieur: déchiffrée à partir du système capitaliste mondial, la «crise permanente» du Chili devient cohérente puisqu'elle acquiert un principe d'ordre. D'où le concept de «crise structurée» pris dans le sens d'une structuration (exogène) d'une situation de crise au sein d'une formation dépendante.

Dans un tel cadre infraestructurel, tout favorise l'expansion d'idéologies de salut. Encore faut-il qu'il y en ait.

Deuxième période (1930-1960): Crise structurée et explosion pentecôtiste

Dans cette période, selon les recensements nationaux qui ne peuvent que minimiser le phénomène, les mouvements protestants passent de 63000 à 426000 adeptes. La croissance est constante pendant ces trois décennies: de l'ordre de 6 à 7% annuel. L'essentiel de celle-ci est dû au mouvement pentecôtiste qui devient ainsi la grande religion populaire du Chili.

Encore convient-il de comprendre pourquoi, dans cette période de crise, beaucoup de Chiliens des classes populaires ont trouvé un refuge dans le pentecôtisme. Ce succès tient, à mon avis, à ce qu'il apparaît comme la réalisation effective et efficace d'un modèle traditionnel idéalisé.

La communauté millénariste restaure en la réinterprétant l'image idéologique (donc idéalisée, distorsionnée et non pas la réalité que prétend refléter cette image) de la structure sociale de la «hacienda», au moment où cette image idéologique commence à être atteinte d'un très sérieux «credibility gap». On a dit de l'idéologie de la hacienda, qu'elle se fonde sur trois croyances: valeur des relations de face-à-face; conviction qu'en cas de besoin, le maître tient son pouvoir d'une tradition séculière, de Dieu en dernière instance «pués siempre ha sido asi, y asi debe ser» (J. Medina, *Consideraciones sociológicas sobre el desarollo económico,* Solar, Buenos Aires, 1964).

Or, la communauté pentecôtiste est basée sur le face-à-face, elle est une vraie fraternité qui résoud les problèmes concrets (elle attribue des droits et des devoirs — donc une dignité humaine — aux siens, et elle instaure un système d'entraide sous l'égide du pasteur). Finalement, le pasteur reprend le rôle du patron en ce que lui aussi agit sur le mode autoritaire (généralement, il désigne ses adjoints, et s'il y a des vocations — ce qui est rare — elles ne sont là que pour ratifier la décision du pasteur). S'il agit ainsi, c'est qu'il est bien l'élu de Dieu et qu'il l'a prouvé en fondant l'église (ou s'il n'est qu'un successeur, en la faisant croître). Le pasteur a tous les droits, parce qu'il est le lieu-tenant (celui qui tient lieu) de Dieu. Son pouvoir vient de Dieu, il l'a prouvé en «m'ouvrant les chemins du Seigneur». Voilà pour la continuité resignifiante.

Mais indiquons aussi le point de rupture d'avec la structure sociale traditionnelle: l'assemblée pentecôtiste peut se comparer à une armée populaire, elle est très hiérarchisée, mais ne produit pas une structure de classes. Chacun (à l'exception des femmes!) peut arriver au haut de l'échelle «s'il a le don»; en termes profanes, s'il se révèle être un «leader naturel». J'ai connu des convertis à 50 ans commençant à 60 ans une carrière d'«obrero», premier grade pastoral (allusion aux «ouvriers de la vigne du Seigneur»). Au sein d'une société à stratification rigide, où la mobilité verticale ne peut être qu'inter-générationnelle, le pentecôtisme propose de nouvelles formes de mobilité «La secte substitue un statut religieux au statut social» (M. Pope).

S'il est évident que le pentecôstisme est devenu une expression religieuse des dominés, il n'en atteint pas toutes les couches avec le même impact, mais avant tout les classes dominées à l'emploi instable: sous-prolétariat urbain, prolétariat et semi-prolétariat ruraux, petites strates moyennes.

Cette analyse en termes de classe sociale peut aider à comprendre pourquoi, tout en se développant sur un même terreau, marxisme et pentecôtisme se livrent plus à une sorte de chassé-croisé qu'à une véritable compétition. L'idéologie marxiste (dans sa version communiste comme dans sa version socialiste) se diffuse traditionnellement à partir du lieu de travail. Le pentecôtisme, lui, à partir du lieu d'habitat. Jusqu'au second Allesandri (c'est-à-dire jusqu'aux années soixante), la syndicalisation paysanne était illégale. Pratiquement, ce n'est que pendant la période de la démocratie-chrétienne que commence la syndicalisation rurale.

On saisit mieux ainsi cette juxtaposition d'une idéologie profane qui appelle à reconstruire la société des hommes et d'une idéologie sacrée qui annonce la venue du Royaume de Dieu: partant de l'habitat, le pentecôtisme verra son efficacité diminuer plus elle approche des groupes à l'emploi stable. Habituées à tabler sur l'atelier, les marxistes peineront auprès des «marginaux», d'autant plus que l'entrée des «fundos», véritables forteresses écologiques, leur est proscrite jusque vers le milieu des années soixante, pour se reformer en 1973.

En fait, le pentecôtisme est la seule «propriété» du dominé rural dans cette période: les autres idéologies étant manifestement du «patron», y compris celle du prêtre qui vient de célébrer la messe dans la chapelle de la «hacienda» (alusion à la chanson d'A. Yupanqui: «Preguntitas hacia Dios»)

Transition II et troisième période:
Polarisation populaire et stagnation pentecôtiste

A partir des années soixante, un mouvement de fond s'amorce qui déborde largement la gauche classique pour atteindre aussi l'Eglisse et la Démocratie chrétienne. Celle-ci gagnera les élections présidentielles de 1964 et, sur la lancée, le président Frei voit son parti emporter la majorité des sièges de la chambre des députés, fait unique dans l'histoire du Chili.

C'est maintenant au tour du pentecôtisme de subir dans ses bastions l'assaut d'autres messages de salut, ceux-ci tournés vers l'ici-bas et non l'au-delà. Sous l'influence de la pastorale française — et sans doute inconsciemment du modèle pentecôtiste — la Démocratie chrétienne reprend pied dans les quartiers et y implante des centres de tous genres. Quelques années plus tard, la gauche, avant tout le Part socialiste emboîtera, à son tour, le pas des pentecôtistes avec sa stratégie des *campamientos.*

J'avais, à cette époque, avancé l'hypothèse que si les nouveaux projets politiques démontraient leur consistance, et si la radicalisation socio-politique se maintenait au cours des années, on constaterait

alors un net affaissement de la croissance du mouvement pentecôtiste. Mais ajouterais-je alors, six années (1964-1970) constituent une période trop courte pour casser ce raz de marée, et il faudra probablement attendre le recensement de 1980 pour le constater.

On sait la radicalisation eu lieu et que l'Unité populaire a gagné les présidentielles de 1970, mais sur une base électourale et parlementaire beaucoup moins favorable que celle dont bénéficiait M. A. Frei. Or, à ma surprise, le recensement de 1970 (données conues en 1975) enregistre l'arrêt brutal de la croissance pentecôtiste pendant la décennie précédente: sa croissance est à peine supérieure à celle de la population globale. Ainsi, la prédication du Royaume de Dieu à venir ne faisait plus le poids devant les appels à construire solidairement la société des hommes.

Transition III et quatrième période:
Dictature militaire et relance millénariste

Le 11 septembre 1973, une insurrection militaire marque la fin sanglante du Gouvernement de l'Unité Populaire. La tentative de dégager le Chili du système capitaliste et d'opérer pacifiquement la transition vers une société socialiste, cette tentative connaît l'échec que l'on sait.

Le nouveau Régime est l'expression de l'armée. Il a l'adhésion de la vieille oligarchie terrienne, avide de retrouver ses propriétés, et de la bourgeoise *comprador*. Il reçoit aussi l'appui opportuniste et circonstanciel de stractes moyennes urbaines et de l'aristocratie ouvrière.

Sur le plan idéologique, le Régime se veut chrétien et même restaurateur de la chrétienté. Il développe des thèmes qui sont très sympatiques aux milieux conservateurs protestants des Etats-Unis, dont on sait qu'ils sont les grands soutiens financiers des croisades continentales d'evangélisation.

Les pentecôtistes, on l'a vu, ne participent pas d'une idéologie de la chrétienté: ils attendent le Royaume. Mais ils partagent avec les militaires une vision dualiste du monde.

Le coup d'État de fin 1973 crée pour eux une situation nouvelle. Les années de gouvernement démo-chrétien et surtout l'Unité Populaire avaient provoqué la montée dans les rangs pentecôtistes, d'une conscience sociale et d'un sentiment d'appatytenance de classe. La génération des dirigeants charismatiques, foncièrement anti-communistes, devait à la fois tenir compte de la nouvelle légalité régnant dans la société et des élans, des aspirations propres au peuple pentecôtiste. Les enquêtes de J. Tennekes (in: Social Compass XXV-I, 1978) ont bien mis en évidence l'affinité croissante des «evangelicos» avec l'Unité Populaire. Mais voici maintenant le coup d'État et la

ruine de l'Unité Populaire. Le Dieu pentecôtiste est un dieu actif, qui se manifeste dans la vie quotidienne par l'Esprit appelé *pouvoir de Dieu* («el poder de Dios»). Décryptée selon le langage apocalyptique, la fin d'Allende est l'expression de ce pouvoir, le signe de la volonté de Dieu, elle exprime son châtiment. Elle est donc la preuve de l'anti-socialisme divin. Malheur à ceux qui ont succombé à la tentation marxiste!

L'événement fait donc la preuve que le marxisme, c'est par excellence le règne du Malin, du Mondain («Le marxisme, expression maximum de la force satanique des ténèbres». Proclamation des dirigeants pentecôtistes, in *E. Mercurio,* 19 décembre 1974).

Et du même coup, l'instauration du Régime militaire donne l'occasion à la vieille génération des leaders charismatiques de réaffirmer leur emprise sur les fidèles en disqualifiant les faux prophètes, semeurs de discorde, et en restaurant l'interprétation la plus conservatrice du dualisme pré-millénariste.

Les chefs pentecôtistes perçoivent l'occasion unique qui leur est offerte dans le Chili de la dictature militaire. Alors que l'autre grande idéologie d'espérance, le marxisme, est proscrite et ses adeptes persécutés, alors que la situation économique empire et va devenir insupportable pour les masses, le pentecôtisme reste seul avec message de salut qui reçoit le blanc-seing de César. Pour les masses populaires, il représente à nouveau l'unique refuge accessible, l'unique lieu de vie et d'espérance raisonnable.

Et de fait, le recensement de 1980 enregistre ce nouveau basculement. La croissance a repris, un peu plus forte même que dans les meilleures années. Comment ne pas penser à ce célèbre texte de Marx:

«La religion est d'une part l'*expression* de la misère réelle et d'autre part la *protestation* contre la misère réelle. C'est le soupir de la créature accablée, le sentiment d'un monde sans coeur comme elle est l'esprit des temps privé d'esprit».

(Marx, 1844; les mises en évidence sont de l'auteur)

CONCLUSION

Par cet exemple d'une modernisation bloquée, accompagnée du repli d'une partie importante des masses populaires au sein de micro-sociétés religieuses, j'ai voulu souligner l'importance pratique des deux enjeux suivants:

1. la capacité de définir et de proposer un projet de modernisation nationale qui ait le caractère d'une *Realutopie,* selon se sens que E. Bloch donne à ce terme;
2. l'aptitude à créer les conditions d'une participation populaire à la réalisation du projet de modernisation.

CONCLUSION

REFLEXIONS SUR LES EXPOSES ET DEBATS DU SYMPOSIUM

Jean REMY
Université de Louvain

Ces réflexions sont suscitées particulièrement par ce qui s'est passé dans les groupes technologies et entreprises, espaces ruraux et urbains, mais elles débordent les activités de ces deux groupes pour proposer — à titre personnel — des lignes de tendance qui se dégagent de l'ensemble du colloque.

Tout d'abord, on a insisté sur les changements intervenus ces dernières années dans les situations sociales à analyser. Ce qui vaut pour divers pays dans le contexte européen vaut, a fortiori, pour le Portugal qui, pendant cette période, a vécu divers événements comme la révolution des oeillets et l'entrée dans le marché commun. Ces situations sociales nouvelles doivent se transposer en interrogations sociologiques. Si la sociologie doit avoir des retombées pour nos réflexions de politiques au sens large du terme, elle doit pouvoir proposer des modèles d'intelligibilité. Autour de ces problèmes nouveaux se sont nouées trois interrogations: multiplication des dissonances *— discontinuité qui rend discutable la vieille opposition: tradition — modernité — orientations nouvelles: génèse à partir de contextes nationaux différents. Tout cela suscitera en finale quelques reflexions sur le lien entre la recherche, l'université et la vie sociale.*

1. Multiplication des dissonances.

Le problème a été posé au départ à propos de l'évolution de l'école. Celle-ci a subi des transformations à travers une «psychologisation» aboutissant à une socialisation douce. Ces évolutions sont en décalage avec l'entreprise qui continue à être marquée par une régulation en terme d'efficacité, de productivité, de compétitivité...

La famille elle-même est tiraillée entre des modèles de références incompatibles. La sociologie a dû abandonner les grandes théories interprétatives, telles celles proposées par le fonctionalisme et faisant valoir l'iso-morphisme entre les intérêts familiaux et les intérêts sociétaux. Au contraire, il s'agit de faire apparaître les tensions qui existent entre diverses échelles de vie sociale.

Même l'entreprise est en transition. Les systèmes clos, autoritaires, réglementés strictement, sont basculés à travers des blocages organisationnels. Dès lors, on recherche des modèles plus ouverts, plus consensuels. Pourtant les deux orientations coexistent à l'intérieur de l'entreprise, ce qui aboutit à un nouveau type de tensions.

D'une autre façon, on retrouve ces tensions lorsque l'on analyse l'évolution des rapports entre la ville et la campagne, notamment la manière dont se redéfinissent les différences légitimes entre les deux. Les campagnes revendiquent des formes d'homogénéité avec les villes quant au niveau de vie même à certains aspects du mode de vie. Par ailleurs, elles veulent se redéfinir comme un espace, qui, au moins dans ces lieux les plus dynamiques, a une capacité interne de se transformer à sa manière. Ainsi, homogénéisation se combine avec une exigence de particularisme.

De diverses manières, il y a donc multiplication des dissonances et donc des tensions qui ont des répercussions au plan des individus pris dans des contradictions d'exigences. Celles-ci ont d'autant plus d'effets qu'à travers ces évolutions il y a une continuité dans l'affirmation et dans l'instauration sociale de l'individu. Cet individualisme devient d'une certaine manière le fond sur lequel la vie sociale de chacun se compose. Ceci engendre des aspirations à former des associations volontaires et même à développer des engagements communautaires. Celles-ci se situent tout autrement par rapport aux univers organisationnels et notamment aux partis politiques que dans la situation des clientélismes antérieurs.

2. **Continuités — Discontinuités.**

Le vieux paradigme reposant sur une opposition unidimensionnelle entre tradition et modernité doit éclater pour proposer une composition à multiples dimensions qui allient, sous certains aspects, l'appui sur le passé et la capacité d'innover.

Ceci est relativement patent dans un domaine comme l'urbanisme: la revalorisation du quartier ancien ou d'un habitat rural traditionnel exprime une recherche d'une matrice nouvelle de coexistence spatiale en opposition avec les schémas spatiaux proposés par l'architecture et l'urbanisme dits «modernes». Ceci est d'autant plus complexe que la redécouverte du «patrimoine» ne signifie pas que l'on veut aller vivre à l'ancienne, notamment au niveau du confort et de la salubrité.

Dans le monde scolaire, le «back to basic», un retour vers des préoccupations plus traditionnelles, ne signifie pas nécessairement un repli nostalgi-

que vers le passé, mais la recherche d'un modèle plus complexe permettant de composer une pluralité d'objectifs que les oppositions simples avaient présentés comme mutuellement exclusifs.

De façon plus radicale, il y a une évolution du rapport au temps et notamment à l'avenir. L'opposition tradition / modernité était soustendue par la croyance au progrès. La confiance en un futur collectif proche nettement amélioré, qui était une des bases des espérances utopiques des années 1950-1960, s'est atténuée et s'est nuancée. L'anticipation rationnelle, la programmation ont été mises en doute dans leur possibilités de créer un univers volontariste de la maîtrise à partir d'un point central. Au contraire, on a évoqué l'importance d'affronter des situations de types inverses: gérer l'aléa et la complexité, réagir à partir d'un polycentrisme. Au lieu du conflit binaire marqué par une opposition entre acteurs où les clivages se superposent, on détecte une situation où une pluralité d'acteurs interviennent avec des intérêts partiellement différents, partiellement opposés. Ceci a été repris au niveau de l'entreprise de la vie économique. Mais c'est également valable dans la famille où l'on a parlé d'un modèle de coordination conflictuelle.

Dès le premier jour, on a évoqué l'émergence d'un type d'homme adapté à cette société de la négociation permanente qui, tout en étant ouvert au changement, reste fidèle à lui-même. Un tel homme ne peut être guidé par la simple logique analytique; il doit la composer avec une logique situationnelle qui lui donne compétence sociale permettant une interprétation des contextes dans leur diversité, aptitude à recomposer des savoirs en fonction des conjonctures nouvelles. A partir de là, on a évoqué les problèmes affectant le système éducatif non seulement au plan scolaire, mais dans le cadre d'une socialisation diffuse. Une telle question s'est également posée dans le groupe «Entreprises» où l'évolution des problèmes à résoudre suppose un apprentissage, voire un art, de composer des savoirs divers. Car si l'on met en question la programmation globale et massive, on ne rejette pas pour cela les multiples techniques de prévision qui permettent de diminuer l'aléa ou de réagir rapidement à de l'inattendu. Ainsi, il y a exigences d'un type d'homme qui sait composer une spécialisation avec ouverture d'esprit. D'une autre manière se découvre le caractère flou des limites entre tradition et modernité. D'ailleurs, comment décrire la modernité? Ou pour s'interroger autrement: comment faire de l'histoire, du passé, non une limite mais une ressource?

3. **Orientations communes à travers des chemins divers.**

Dans des situations qui déterminent des problèmes en termes nouveaux, il n'y a pas une solution unique qui s'impose même si, vu la nécessité de l'échange, un consensus doit se faire sur les objectifs. La genèse de ceux-ci peut passer par des chemins divers qui dépendent des opportunités dont chacun dispose et où le legs de l'histoire a toute son importance. Le temps est passé où l'on donnait les États-Unis comme le modèle unique révélant à l'avance le cheminement des autres. Une pluralité de modèles se

propose comme modalités possibles de réalisations. Ce qui vaut au niveau macrosociétal a été donné également comme un point important pour comprendre des évolutions de la famille qui n'est plus guidée par un modèle unique tel le compagnonnage romantique. Cette pluralité de modèles accentue l'indétermination.

Dans ce contexte général, on constate une recrudescence des particularismes locaux à diverses échelles spatiales: villes, regions, pays, Chacun affirme l'existence d'un chemin spécifique pour entrer dans un jeu élargi de communication et d'échange qui ne suppose pas une standardisation simplificatrice. La réalisation suppose l'acceptation d'une double contrainte: ouverture sur l'extérieur et affirmation de la différence. Ainsi, chaque pays, à partir de ses traditions et de ses possibilités, se doit d'inventer son chemin pour entrer dans un «marché commum» sans que cela n'aboutisse à une homogénéisation culturelle.

Dans le cadre de cette pluralité de cheminements, les comparaisons entre pays viennent prendre tout leur sens pour éclairer les différences et stimuler les transpositions d'expériences. C'est un des intérêts d'un colloque international comme celui-ci dont il faut espérer qu'il y aura des lendemains au niveau des échanges entre les chercheurs. Ceci est d'autant plus important que l'on se trouve en périodes d'innovations, ce qui accroît le poids de l'indétermination. Comme le disent, avec humour, certains économistes: les sciences économiques peuvent entrer dans les routines explicatives s'il s'agit de gérer une période entre deux crises. En dehors d'elle, il y a mise en question des explications reçues. La recherche et les comparaisons ont d'autant plus d'importance qu'il faut inventer de nouveaux modèles d'intelligibilité.

Ceci nous amène à une réflexion finale sur le lien du sociologue de la recherche, de l'université, avec la vie sociale et les problèmes à y résoudre. Sur cette question, il y a eu entre nous un certain désaccord. Le sociologue est-il un personnage qui accompagne le décideur dans une situation d'incertitude? Est-ce un personnage qui doit accroître la chance de survenance d'un type de société, au détriment d'une autre? Doit-il se cantonner davantage dans un domaine strictement scientifique et laisser à d'autres le soin de faire des transpositions en termes d'action?

La position adoptée a une incidence sur la manière de concevoir le rôle. Mais le problème du lien avec la société se posait, dans tous les cas, en termes autres que l'entremêlement du champ scientifique et de l'idéologie chargée de dire la bonne société en discriminant les bons et les méchants. Le problème du lien suppose que le champ scientifique se structure d'abord de façon autonome en fonction de ses règles de travail, pour rechercher ensuite les modalités d'échanges et de collaborations avec les divers acteurs impliqués dans le jeu social. Pour ce qui est de la sociologie, ce mode d'échanges, à bien des égards, doit encore être inventé, ce qui explique probablement nos réactions différentes. Mais cela indique aussi le moment décisif où l'on se trouve pour l'avenir de notre discipline. Les universités doivent

jouer, à cet égard, un rôle de promoteur scientifique et refuser de se laisser transformer en ecole professionnelle supérieure. L'université se doit d'être un des lieux d'ouverture et de soutien à l'innovation, à une recherche entreprise selon des nouveaux paradigmes. A partir de là, elle accroît ses chances de former des hommes aptes à l'analyse, à la comparaison, à la synthèse... tel que, souvent, la demande se formule dans les situations actuelles. Ce type d'ambiance stimulant l'imagination, nous l'avons rencontré dans ce colloque et il en a constitué un des centres d'intérêt. Puissions-nous, par là, être un élément qui aide cette société à trouver le chemin le plus approprié, vu son passé et ses exigences futures.

LA SOCIOLOGIE ET LES NOUVEAUX DEFIS DE LA MODERNISATION

Symposium · Porto, 5-8 mai 1987

COMITE D'HONNEUR

Ministro da Educação e Cultura
Ministro do Plano e da Administração do Território
Secretário de Estado da Investigação Científica
Embaixador de França em Portugal
Reitor da Universidade do Porto
Governador Civil do Porto
Presidente da Câmara Municipal do Porto
Presidente do Instituto Nacional de Investigação Científica
Presidente da Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica
Presidente-Fundador da Association Internationale des Sociologues de Langue Française (A.I.S.L.F.)
Presidente do Conselho de Administração da Fundação Calouste Gulbenkian
Presidente do Conselho de Administração da Fundação Eng. António de Almeida
Presidente da Comissão de Coordenação da Região Norte

COMITE ORGANISATEUR

National:

Adérito Sedas Nunes (Instituto de Ciências Sociais Universidade de Lisboa)
Adriano Duarte Rodrigues (Universidade Nova de Lisboa)
António Barreto (Instituto de Ciências Sociais Universidade de Lisboa)
António Custódio Gonçalves (Universidade do Porto)
António Teixeira Fernandes (Universidade do Porto)
Augusto da Silva (Universidade de Évora)
Boaventura Sousa Santos (Universidade de Coimbra)
Ernesto Soares de Figueiredo (Universidade do Minho)
João Ferreira de Almeida (Instituto de Ciências Sociais/I.S.C.T.E. – Lisboa)
Joaquim Manuel Nazareth (Universidade Nova de Lisboa)
José Madureira Pinto (Universidade do Porto)
Manuel Augusto Ferreira da Silva (Universidade do Porto)
Manuel Villaverde Cabral (Instituto de Ciências Sociais/I.S.C.T.E. – Lisboa)
Maria Carrilho (Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa
Maria José Stock (Universidade de Évora)

Association Internationale des Sociologues de Langue Française:

Alain Bourdin (Université de Toulouse-le-Mirail)
Anne Van Haecht (Université Libre de Bruxelles)
Christian Lalive d'Epinay (Université de Genève; Président de l'AISLF)
Christiane Rondi (Université de Toulouse-le-Mirail)
Edward Ashod Tiryakian (Duke University-Durhan – U.S.A.; Vice-Président de l'AISLF)
Jean Kellerhals (Université de Genève)
Liliane Voyé (Université Catholique de Louvain)
Pierre Bouvier (CNRS/IRESCO – Paris)
Renaud Sainsaulieu (Institut d'Etudes Politiques – Paris)
Walo Hutmacher (Université de Genève)

COMITE EXECUTIF

António Custódio Gonçalves (Universidade do Porto)
António Teixeira Fernandes (Universidade do Porto)
Ernesto Soares de Figueiredo (Universidade do Minho)
José Madureira Pinto (Universidade do Porto)
Manuel Augusto Ferreira da Silva (Universidade do Porto)
Nicole Devy-Vareta (Universidade do Porto)

COMITE DE PATRONAGE

Ministério da Educação e Cultura
Reitoria da Universidade do Porto
Faculdade de Letras do Porto
Instituto Nacional de Investigação Científica
Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica
Instituto do Emprego e Formação Profissional
Governo Civil do Porto
Câmara Municipal do Porto
Fundação Eng. António de Almeida
Fundação Calouste Gulbenkian
Comissão de Coordenação da Região Norte
Associação Comercial do Porto
Associação Industrial Portuense
Associação Portuguesa de Sociologia
Real Companhia Velha
Banco Pinto & Sotto Mayor
Serviços Sociais da Universidade do Porto

THEME I: EDUCATION ET MARCHE DE L'EMPLOI

Coordinateurs:

Anne VAN HAECHT (Université Libre de Bruxelles)
José Madureira PINTO (Universidade do Porto)
Manuel Augusto Ferreira da SILVA (Universidade do Porto)
Walo HUTMACHER (Université de Genève)

THEME II: CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MODERNISATION

Coordinateurs:

Ernesto Soares de FIGUEIREDO (Universidade do Minho)
José BAPTISTA (Faculdade de Ciências e Tecnologia
Universidade Nova de Lisboa
Pierre BOUVIER (C.N.R.S. – IRESCO/SAT/LSCI – Paris
Renaud SAINSAULIEU (C.N.R.S. – IRESCO/LSCI
Institut d'Études Politiques – Paris

THEME III: L'ESPACE SOCIAL RURAL ET URBAIN

Coordinateurs:

Alain BOURDIN (Université de Toulouse-le-Mirail)
António Custódio GONÇALVES (Universidade do Porto)
José Manuel Pereira de OLIVEIRA (Universidade de Coimbra)
Lillane VOYÉ (Université Catolique de Louvain)

THEME IV: GROUPEMENTS ET COLLECTIVITES DEVANT LA MODERNISATION

Coordinateurs:

Adriano Duarte RODRIGUES (Faculdade de Ciências Sociais
e Humanas – Universidade Nova de Lisboa)
António Teixeira FERNANDES (Universidade do Porto)
Christian LALIVE d'EPINAY (Président de l'AISLF,
Université de Genève)
Jean KELLERHALS (Vice-Doyen de la Faculté des Sciences
Economiques et Sociales – Université de Genève)

SECRETARIAT

Márcia Coelho Simões Morim
Faculdade de Letras – Rua do Campo Alegre, 1055, 4100 PORTO; Telef. 698441)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

Présentation 7
António Teixeira Fernandes
Allocution de bienvenue 11
António Custódio Gonçalves
Message de l'A.I.S.L.F. 15
Christian Lalive d'Epinay

EDUCATION ET MARCHE DE L'EMPLOI

La socialisation des transitions ou le problème sociologique lié à l'articulation éducation/marché de l'emploi 21
Anne Van Haecht
Scolarisation, rapport au travail et transformation des pratiques sociales 31
José Madureira Pinto
Les marchés du travail au Portugal et le processus d'intégration européenne 47
Marianne Lacomblez
Educação e desenvolvimento: reflexões sobre o caso português 53
Jorge Arroteia
Education, Travail et Etat: du Fordisme aux nouvelles technologies 71
Stephen Stoer et Alan Stoleroff
L'Université française et la professionalisation 85
Monique Hirschorn
Diplômes scolaires et postes de travail: l'élaboration de la structure sociale 95
Sérgio Grácio

Dificuldades de implantação social do ensino técnico em Portugal 105
Joaquim Azevedo
Transition au travail: éléments d'analyse et perpectives ... 119
António Joaquim Esteves

CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES ET MODERNISATION

Les contresens de la modernisation 131
Edward A. Tiryakian
De la modernisation de la société à la modernisation de la sociologie: développement technique, dialectique de rémunération et travail sociologique 137
Marcel Bolle de Bal
Gestion du désordre et réussite en entreprise 145
Norbert Alter
Innovation organisationnelle et innovation technologique. Le Portuga face au changement et aux défis de la modernisation 153
José Baptista
Changements des systèmes de travail dans les industries navales au Portugal 165
Marinús Pires de Lima
Aspects sociaux de l'automation industrielle au Portugal . 175
Ilona Kovács et A. Brandão Moniz
Culture d'entreprise et nouvelles technologies industrielles .. 191
Duarte Pimentel
Changements technologiques et modernisation: la culture du travail 201
György Széll
Le techno-optimisme et le changement 211
António Pedro Dores
Pequenas empresas e inovação tecnológica: da experiência artesanal à consciência empresarial 225
Manuel da Silva e Costa
La fonction humaine et sociale dans les entreprises françaises: crise d'identité et gestion de la modernisation 237
Dominique Martin
La modernisation de l'industrie de l'exploitation forestière au Québec 259
Daniel Mercure
A modernização e a mudança no território: tendências e contradições 269
Abílio Silva Cardoso

QUESTIONS DE L'ESPACE SOCIAL RURAL ET URBAIN

Espaces ruraux et innovations 289
Jean Rémy
Enracinement et mobilité: perspectives de maîtrise de l'espace social rural 295
António Custódio Gonçalves
Urbanisation, ruralité et péri-urbanisation dans le Portugal du Nord 303
François Guichard
Société rurale, société urbaine: espaces en interaction .. 315
Pierre Pellegrino, Lorenza Mondada, João Neves et Filomena Silvano
Grands projects et transformations locales 327
Alain Bourdin
Grands projects et acteurs locaux 345
Liliane Voyé
Grands projects de reboisement et enjeux sociaux locaux au Portugal 365
Nicole Dévy-Vareta
L'Alentejo comme espace d'involution des relations ville-campagne 375
Mariana Torres Cascais
Déviance sociale et ordre social 385
Jacek Wodz
Le développement local en milieu urbain: enjeux et obstacles . 395
Maurice Blanc

GROUPEMENTS ET COLLECTIVITES
DEVANT LA MODERNISATION

Les sociologues face aux défis de la modernité: le cas de la sociologie de la famille 407
Jean Kellerhals
Dissolution et création du social dans le monde moderne. La dialectique de l'un et du multiple
António Teixeira Fernandes
Invention tecnhique et institution sociale 533
Adriano Duarte Rodrigues
La modernité et la famille: rôles nouveaux de la femme . 449
Óscar Soares Barata
Formes de communauté dans les nouveaux établissements de la banlieue de Rome 457
Franco Martinelli

Groupes domestiques et processus de changement dans la communauté rurale: étude d'un cas 469
Helena Vilaça
Modernisation et dynamique familiale: le cas de la famille paysanne portugaise 479
Karin Wall
Les transformations récentes de la famille et du ménage au Portugal (1961-1981) 485
João Arriscado Nunes
Une hypothèse méthodologique pour l'analyse de la modernisation socio-politique 507
Maria José Stock
La famille açoréenne au XXème siècle: une approche démographique 515
Gilberta Rocha et Rolando Lalanda
Modernisation bloquée et millénarisme religieux: le cas du Chili, 1920-1985 527
Christian Lalive d'Epinay

CONCLUSION

Réflexions sur les exposés et débats du Symposium 537
Jean Rémy

Este livro foi fotocomposto e impresso na
Empresa Gráfica Feirense, L.da
Santa Maria da Feira
Tiragem 750 ex.
Depósito Legal N.º 21828